UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

HISTORIQUE

REVUE

HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-HUITIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-DEUXIÈME

Mai-Août 1903.

63703
15/2/05

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1903

D
1
R6
t. 82

LE DUC DE CHOISEUL

ET

LA HOLLANDE

(Suite[1].)

VI.

Les dernières nouvelles reçues de Copenhague ne paraissaient pas favorables au projet d'association maritime. Choiseul, qui savait ne pas s'entêter sur une idée quand il croyait que l'obstination nuirait à sa cause au lieu de la servir, jugea bon de le laisser sommeiller et d'attendre un moment plus propice. Il n'en jugeait pas de même en ce qui concernait les vaisseaux hollandais pris par l'Angleterre. Sa correspondance à cette époque témoigne à la fois de l'intérêt qu'il prenait à la question et du parti qu'il en entendait tirer pour la France. Afin que d'Affry ne risquât pas d'être pris au dépourvu, le ministre le mit au courant de ses projets et lui donna les instructions les plus complètes sur la conduite à tenir.

Choiseul trouvait bon, si les Anglais se décidaient à la restitution de leurs captures, de ne témoigner aucun mécontentement, d'applaudir au contraire à la sagesse des mesures que les États généraux avaient prises pour obtenir ce résultat. Il se réservait de veiller ensuite, avec une grande attention, aux procédés de la cour de Londres et aux entreprises de sa marine. En supposant même la justice la plus complète accordée aux Hollandais, ce qui ne lui paraissait guère possible (car il n'admettait pas la bonne volonté du cabinet de Londres), Choiseul conjecturait, d'après le caractère anglais et l'expérience du passé, que

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIX, p. 295.

les déprédations et les pirateries recommenceraient bientôt. Les clameurs et les plaintes se renouvelleraient alors avec plus de vivacité en Hollande et l'on profiterait de la circonstance pour exciter le juste ressentiment des États généraux en évitant cependant de leur reprocher les principes faux et timides de leur conduite, mais en leur mettant sous les yeux la perfidie anglaise dont ils auraient, encore une fois, été la dupe et la victime. Ce serait, pensait-il, « le moment de précision à saisir avec prudence et activité pour rapprocher le Danemark et la Hollande de l'idée d'une association maritime[1]. » En même temps, convaincu que l'Angleterre n'accéderait pas aux demandes hollandaises, il disait à d'Affry : « Si, au contraire, la cour de Londres ne satisfait point actuellement ou ne satisfait qu'imparfaitement les Hollandais et les Danois ou seulement l'une ou l'autre de ces deux puissances, il est nécessaire que vous cherchiez à aigrir encore plus l'indignation et le désir de vengeance des sujets de la République et à envenimer l'amour-propre de ses ministres. »

Pendant qu'il faisait agir ainsi à la Haye, il voyait lui-même à Versailles le représentant des Provinces-Unies, auquel il n'hésitait pas à parler avec une vigoureuse franchise :

Je lui ai fait sentir, écrivait-il à d'Affry, que la conduite de M. le greffier Fagel (dans l'affaire du mémoire portant le nom d'Orange) avait déplu au roi. J'ai pris de là occasion de lui dire que la République se trompait beaucoup si, selon les propos anglais, elle imaginait que les ménagements justes que le roi avait eus dans cette guerre pour les États généraux partaient d'un autre principe que celui de la justice et de l'amitié pour la République, que j'étais bien aise de lui déclarer, de la part de S. M., que ces seuls sentiments l'avaient déterminée, mais que les circonstances ne changeraient rien à la résolution très décidée où était le roi de se faire rendre, dans tous les cas, ce qui lui était dû et que la guerre où il se trouvait engagé n'empêcherait pas qu'il ne fît sentir son ressentiment aux puissances neutres qui oseraient lui manquer.

Ce langage, d'une énergie presque brutale, était nécessaire avec M. de Berkenroode, qui aurait volontiers pris ses inspirations dans le parti anglais et dont les sympathies, en tous cas, étaient acquises à cette faction. En terminant son entretien, Choiseul redit à son interlocuteur que « si les États généraux

1. Choiseul à d'Affry, 17 avril 1759.

acquiesçaient à la recherche des effets français sous leur pavillon, le roi Louis XV ne pourrait pas se dispenser d'ordonner la même recherche des effets anglais sous pavillon hollandais. »

M. de Berkenroode promit au ministre de mander exactement aux États généraux ce qu'il lui disait de la part du roi. Louis XV fit aussi prescrire à d'Affry « de lui rendre compte de la manière dont l'ambassadeur hollandais se serait acquitté de la commission et de l'impression qu'elle aurait faite à la Haye. » Nous ne prétendions d'ailleurs pas gêner les Hollandais pourvu que nos intérêts fussent respectés dans les engagements qu'ils pouvaient prendre.

Cette explication de la cour de Versailles produisit en Hollande un très grand effet. Il est vrai qu'elle arriva dans un moment favorable. La lettre de M. de Berkenroode fut lue à l'assemblée des États généraux, et cette missive, jointe à la nouvelle de la bataille gagnée à Bergen par les troupes françaises du duc de Broglie, jeta les partisans de l'Angleterre dans une vraie consternation. « Cette victoire, dont nous attendons d'heureuses suites, écrivait d'Affry le 22 avril 1759, ne facilitera pas le recouvrement des fonds dont l'Angleterre a besoin pour fournir aux dépenses de cette campagne, et, tandis que les papiers publics baissent à Londres, les nôtres commencent à reprendre faveur, et il y a lieu d'espérer que le crédit et la confiance ne tarderont pas à se rétablir ici au moyen des arrangements que le ministère du roi prend par rapport à l'administration des finances. »

Tous ces renseignements donnaient pleine satisfaction au cabinet de Versailles. C'était pour lui une des rares heures de joie et de détente qui aient sonné pendant cette triste période et peut-être espérait-il désormais voir luire des jours meilleurs. Aussi Choiseul voulut-il mettre un peu de baume à la blessure qu'il avait faite dans l'âme de l'ambassadeur hollandais. Le 29 avril 1759, il lui déclara que « le roi n'avait jamais voulu engager ses amis les États généraux dans des démarches qui pourraient nuire à leur repos et à leur commerce, mais que, s'ils ne pouvaient obtenir le redressement de leurs griefs, ils pouvaient compter sur les secours de toute espèce que l'amitié du roi serait toujours disposée à leur procurer pour les aider à venger leur gloire offensée et leurs sujets opprimés[1]. »

1. Hollande, vol. 501, fol. 103.

Le ministre français attendait avec la plus vive impatience les détails de la négociation que les délégués hollandais poursuivaient en Angleterre. Connaissant la manière d'agir des cabinets anglais, il craignait, par-dessus tout, que Pitt ne trouvât moyen de traîner cette affaire en longueur et qu'il ne ralentît l'armement des États maritimes en les leurrant de fausses démonstrations et d'espérances illusoires. C'était aussi la peur de d'Affry, qui s'inquiétait des lenteurs apportées aux pourparlers de Londres. « On y met de ce côté-ci tant de faiblesse, écrivait-il à son chef le 14 mai 1759, qu'il est fort à craindre qu'ils ne se terminent pas bien. Plusieurs marchands cherchent déjà à faire des accommodements particuliers avec les corsaires qui leur ont enlevé leurs vaisseaux. » Pour comble d'habileté, d'ailleurs, les Anglais laissaient à ce moment-là beaucoup plus de liberté au commerce hollandais qu'ils ne le faisaient d'habitude.

Ils répandaient aussi volontiers des bruits favorables à un accord prochain avec le Danemark, et l'agent de ce pays à la Haye, M. de Cheuss, en était lui-même la dupe, à moins qu'il n'en fût le complice. Il avait prétendu au pensionnaire que la restitution des vaisseaux danois était une chose convenue, moyennant des cautions que donneraient à l'Angleterre les commerçants propriétaires de ces navires. Tout cela n'avait d'autre but que d'impressionner les Hollandais et d'éloigner de leur esprit la pensée d'une association maritime.

Le cabinet de Versailles reçut alors l'avis que M. Yorke agissait auprès des États généraux pour les engager à une alliance défensive au cas où la mort du roi d'Espagne réunirait, sous un nouveau règne, la cour de Madrid à la France dans un système commun de principes et de mesures politiques. Choiseul, inquiet de cette information, chargea d'Affry d'en rechercher le plus ou moins de fondement. L'ambassadeur alla trouver le pensionnaire et celui-ci lui donna sa parole d'honneur que depuis près d'un mois il n'avait pas vu M. Yorke ni entendu parler de lui. D'Affry ne mettait pas en doute un seul instant la bonne foi de M. de Stein, mais il ne put s'empêcher de lui dire que, peut-être, l'agent anglais travaillait sur ce point avec d'autres ministres de la République. Le pensionnaire rougit alors et répondit avec beaucoup de vivacité que, « dans le gouvernement présent, il ne lui conseillait pas de s'adresser à d'autres qu'à lui, et que, quand il le ferait, il serait le premier à en être instruit. »

En rapportant à Choiseul sa conversation avec M. de Stein, d'Affry déclarait que, personnellement ou par ses informateurs, il ne savait rien de suspect de la part de M. Yorke ou de M. de Hellen, qui représentait la Prusse en Hollande. Il ne voyait donc nulle raison de craindre, pour le moment, que les États généraux devinssent accessibles aux séductions des Anglais.

VII.

Une seule chose pouvait compromettre nos relations avec les Provinces-Unies, c'était la crainte de voir expulser du trône d'Angleterre la ligne protestante. Si la cour de Londres avait eu un semblant de prétexte à leur donner que nous songions à rétablir les Stuarts, le pensionnaire et le parti républicain auraient été incapables de remonter le courant qui eût entraîné les Hollandais en faveur de la maison de Hanovre.

L'ambassadeur de France en avait averti Choiseul, qui n'hésita pas à lui répondre, le 31 mai 1759 : « Le Prétendant n'entre pour rien, ni directement ni indirectement, dans les mesures que nous jugeons à propos de prendre pour pousser avec plus de vigueur notre guerre contre les Anglais. » C'était, en effet, le moment où le cabinet de Versailles préparait contre l'Écosse l'expédition qui devait si malheureusement aboutir à « la journée de M. de Conflans. »

Notre intention, continuait le ministre, n'est point d'exciter une révolution dans les Iles britanniques. Le système politique du roi est diamétralement opposé à une pareille idée, dont je sens plus que personne l'inutilité, le danger et, peut-être, le ridicule. Nous ne voulons que rendre à nos ennemis, autant qu'il dépendra de nous, le mal qu'ils nous ont fait, et nous y emploierons tous les moyens dont nous pourrons faire usage, mais sans aucune sorte de concours ni d'intelligence avec la maison de Stuart et ses adhérents.

Il était difficile d'être à la fois plus net et plus rassurant. Pour qu'il n'y eût pas de fausse interprétation possible, Choiseul ajoutait encore : « Ainsi, dans toutes les occasions où on vous mettra à portée de traiter cette matière, expliquez-vous assez précisément pour ne laisser aucun doute sur la façon de penser du roi et de son conseil relativement à cet objet. » Notre ambassadeur s'acquitta de la commission avec toute la clarté dési-

rable, et le pensionnaire, très content de ce qu'il entendait, lui promit d'en faire usage.

Au moment même où d'Affry s'adressait à M. de Stein, Choiseul avait occasion de s'expliquer avec M. de Berkenroode. Celui-ci l'ayant entretenu de l'émotion causée en Hollande par les préparatifs de la France, Choiseul lui riposta que le roi ne devait de compte à personne. L'ambassadeur, un peu embarrassé, répliqua que les États généraux avaient un traité défensif avec l'Angleterre et nommément pour le soutien de la maison de Hanovre. La cour de Versailles ne devait donc pas être surprise de l'inquiétude des Hollandais qui se posaient la question de savoir s'ils n'auraient pas à entrer en guerre et qui désiraient, par cela même, connaître la nature et le but de nos projets. Choiseul dit alors à M. de Berkenroode que la France ne faisait la guerre que pour ses intérêts et pour venger ses injures personnelles, mais non pas pour servir la cause du Prétendant.

Il était autorisé à faire cette déclaration, si l'on en juge par une note de cette époque, rédigée sans doute par l'ordre du ministre et renfermée, au quai d'Orsay, dans la correspondance avec l'Angleterre.

On n'a pas voulu prendre d'engagement avec le prince Charles, dit ce document, et on n'a pas voulu l'informer exactement des préparatifs contre l'Angleterre : 1° *parce que ce prince n'a pas la tête assez bien faite pour qu'on puisse diriger une entreprise considérable sur ses avis;* 2° parce qu'il est entouré de personnes des deux sexes très suspectes et qui vraisemblablement se trahissent; 3° enfin parce que les Suédois et les Hollandais, prévenus que le Prétendant entre dans nos dispositions, auraient pu être embarrassés, par motif de religion, de nos engagements avec ce prince[1].

Pour dire toute la vérité, afin d'obtenir le concours des partisans des Stuarts, Choiseul n'avait pas catégoriquement découragé leurs espérances de restauration. Mais tout cela demeurait à l'état vague, et la seule chose précise que le ministre pouvait affirmer c'était l'absence d'une entente formelle avec le prince Charles. Aussi Choiseul déclara-t-il à l'ambassadeur hollandais que « si c'était par ordre de ses maîtres qu'il lui avait parlé, il pouvait leur mander cette réponse faite par ordre de Louis XV, » et l'entretien se termina très amicalement de part et d'autre.

1. Angleterre, vol. 442, fol. 131 et 132.

On était autorisé à se demander si M. de Berkenroode avait agi de son propre mouvement ou si c'était sur les conseils du greffier Fagel, toujours inféodé au parti anglais, qu'il s'était porté à cette démarche. Ce qui ferait plutôt pencher vers cette manière de voir c'est que, tandis que le pensionnaire avait communiqué la réponse rassurante de d'Affry aux États de Hollande, qui s'en étaient montrés fort satisfaits, Fagel n'en avait pas dit un mot aux États généraux. Lorsque la nouvelle de l'entretien entre Berkenroode et Choiseul arriva à la Haye, le pensionnaire déclara à d'Affry que l'ambassadeur hollandais n'avait pas le moindre ordre de s'expliquer comme il l'avait fait et que c'était entièrement de lui-même qu'il avait agi. Le greffier Fagel répondit à son tour qu'il n'en avait pas écrit à M. de Berkenroode et alla même jusqu'à dire qu'il fallait que la tête eût tourné à ce ministre. Choiseul ne voulut pas compliquer outre mesure la situation et prolonger cet incident. Il se déclara donc satisfait de ces explications tout en conservant l'idée que, peut-être, M. de Berkenroode avait eu des instructions secrètes de M. Fagel afin de faire naître des doutes à Paris et, si c'était possible, de retarder nos projets contre l'Angleterre; puis que le greffier, voyant l'insuccès de ses manœuvres, avait pris le parti du désaveu.

Quoi qu'il en fût, d'Affry s'était demandé s'il ne serait pas bon de rassurer publiquement les Hollandais, au lieu de s'en tenir à ses conversations avec le pensionnaire; Choiseul tempéra ce zèle qu'il trouvait un peu excessif. Il paraissait, en effet, prématuré à Versailles de donner dès lors une déclaration par écrit, et le roi pensait qu'elle ne devait être remise que dans le cas où le colonel Yorke présenterait un mémoire pour réclamer le secours des 6,000 hommes prévus par les traités défensifs. Cependant, pour ne pas différer à instruire le gouvernement de chaque province, d'Affry était autorisé à se rendre chez le président de semaine en choisissant, si possible, le mieux intentionné et à le mettre au courant de nos projets. Choiseul l'engageait en outre à prévenir ce magistrat, afin qu'il en informât les États généraux, que si l'Angleterre leur adressait quelque réquisition à l'occasion de nos armements maritimes, l'ambassadeur de France leur donnerait par écrit la déclaration qu'il lui faisait de vive voix.

Il est vrai que le fils du Prétendant était à ce moment-là en

France, à Bouillon. Mais il n'eût pas été généreux d'expulser ce prince d'un asile où il ne portait aucun ombrage, et il suffisait d'assurer qu'il n'entrait personnellement pour rien dans les projets de Louis XV contre l'Angleterre. Il fallait qu'on en fût bien persuadé à Londres puisque dans le dernier message de Georges II au Parlement, pas plus que dans les adresses de réponse, il n'avait été fait mention du Prétendant. « En effet, disait fièrement Choiseul, le roi n'a besoin ni de fantômes ni de révolutions pour attaquer ses ennemis et se venger d'eux[1]. »

VIII.

La cour de Versailles estima dès lors que la Hollande devait être pleinement rassurée et que l'on pouvait revenir aux projets d'association maritime. A coup sûr, les puissances neutres avaient eu jusque-là trop de faiblesse à l'égard des Anglais; mais Choiseul pensait que le rétablissement de notre marine, œuvre capitale à ses yeux, le bon état de nos finances et le discrédit des fonds anglais inspireraient aux nations maritimes une confiance qu'il s'efforcerait de soutenir par nos succès.

Ce qui permettait de concevoir quelque espérance, c'était que les négociations de l'Angleterre n'avançaient pas plus avec la Hollande qu'avec le Danemark. M. de Bernstorff écrivait même en France que les démêlés entre la cour de Copenhague et celle de Londres paraissaient fort éloignés de la conciliation et que la marine anglaise continuait à exercer ses violences et ses pirateries contre les vaisseaux et les sujets danois. On commençait d'ailleurs à croire à Copenhague que l'on n'obtiendrait plus la restitution des prises, parce que les ministres anglais alléguaient qu'ils n'avaient aucune autorité sur les tribunaux chargés de les juger. Aussi le ministère danois avait-il formellement déclaré à l'envoyé d'Angleterre que si, en juillet 1759, justice n'était pas faite pour la plus grande partie aux commerçants lésés, le roi prendrait les mesures convenables pour se procurer la satisfaction qui lui était due.

Un autre élément de succès possible était le traité qui venait d'être conclu entre la Suède et la Russie pour la protection du commerce, dans la mer Baltique, contre les tentatives que l'An-

1. Choiseul à d'Affry, 24 juin 1759.

gleterre et la Prusse pourraient faire pour l'y troubler. Il y avait là un commencement d'exécution du plan transmis par d'Affry au président Ogier, et, lorsque l'ambassadeur de France annonça la nouvelle au grand pensionnaire, il ne put s'empêcher de lui dire combien il serait à désirer de voir le Danemark et la Hollande suivre cet exemple. M. de Stein ne s'expliqua point sur ce sujet, mais il sembla à notre agent que cette réflexion ne lui déplaisait pas. Aussi Choiseul recommandait-il à d'Affry de continuer à marquer beaucoup d'attention et de bonne volonté aux négociants d'Amsterdam et de Rotterdam. « Ils forment le cri public qui, porté à un certain point, force presque toujours en Hollande les délibérations et les résolutions du gouvernement. »

Ce gouvernement, à vrai dire, était singulièrement affaibli et divisé. La province de Hollande n'avait pas entre le corps de ses nobles et les villes l'union qui lui eût assuré la prépondérance dans les États généraux, et la cité d'Amsterdam, qui aurait dû avoir une influence prédominante dans les États de Hollande, manquait d'un chef capable de la lui assurer. La politique étrangère laissait en général assez indifférents ceux de qui elle eût pu recevoir ressort et énergie. La plupart des membres du gouvernement employaient toute leur intelligence et leur attention aux intérêts du dedans. Ils semblaient avoir oublié le rôle autrefois joué par la Hollande dans les affaires de l'Europe, ou bien, peut-être, trouvaient-ils que les sacrifices jadis consentis et les efforts tentés par elle n'avaient pas donné à leur patrie des résultats assez satisfaisants pour chercher à reprendre la place qu'elle occupait naguère. Les républicains ne songeaient donc plus qu'à profiter des avantages particuliers que pouvait leur procurer la minorité du stathouder. Ils travaillaient à ne pas laisser le prince Louis de Brunswick étendre, outre mesure, les bornes de l'autorité qu'on lui avait confiée pendant la minorité du prince de Nassau. D'aucuns même, s'il faut en croire d'Affry, cherchaient à cultiver les bonnes grâces du régent et à se préparer celles du jeune stathouder pour le moment où il atteindrait sa majorité.

Choiseul s'étonnait que le pensionnaire, avec ses bonnes intentions, ne pût pas parvenir dans l'intérêt de sa patrie à l'union de tous les esprits dans les États de Hollande et surtout dans la ville d'Amsterdam. « Nous devons être fort indépendants, disait-il, de la forme du gouvernement dans les Provinces-Unies. Cependant, des raisons politiques pourraient, suivant les conjonctures,

nous rendre le stathoudérat utile ou nuisible, » et il se posait la question de savoir si nous avions plus d'intérêt à en désirer la fin ou la continuation. A coup sûr, tout stathouder de la branche de Nassau serait dévoué à l'Angleterre; mais il y avait d'autre part, dans la puissance stathoudérienne, telle qu'elle existait alors, une cause d'anarchie et par conséquent de faiblesse et d'indécision. Puisqu'il semblait impossible d'entraîner la Hollande dans l'orbite de la France et de secouer l'indolence naturelle ou voulue de ceux qui détenaient le pouvoir à cette heure, le ministre se demandait si cette diversité de sentiments et d'affections n'était pas ce qui convenait le mieux à notre cause.

Aussi Choiseul écrivait-il à d'Affry :

Ce que nous devons désirer actuellement de préférence et ce à quoi nous parviendrons le plus aisément, c'est que les États généraux persistent invariablement dans leur neutralité pendant toute la durée de cette guerre et, sur ce point, nous ne pouvons pas nous dissimuler que les Anglais nous ont bien servis en excitant contre eux la juste animosité des Hollandais. Rien n'est plus essentiel que d'entretenir et de faire fermenter ce germe de haine et vous ne devez, M., rien négliger pour cela.

Maintenir ainsi les esprits dans des dispositions hostiles à l'Angleterre était déjà quelque chose. Il fallait encore, et c'est à cela que Choiseul faisait servir son ambassadeur à la Haye, tâcher de se concilier l'opinion des Hollandais de toutes les classes par l'attitude la plus cordiale et la justice la plus stricte à leur égard. « C'est par le contraste des procédés de l'Angleterre comparés aux nôtres, écrivait-il le 4 juillet 1759, que nous ferons impression sur les nations neutres et que nous les mettrons enfin à portée de réfléchir. »

Afin de rendre cette attitude plus manifeste, Choiseul chargea d'Affry de déclarer à M. Hop, directeur de la Compagnie des Indes orientales, et aux ministres que, si réellement des vaisseaux hollandais avaient été pris par des français, ainsi que le bruit en courait, non seulement ils seraient fidèlement restitués ou en nature ou en argent, mais que les propriétaires seraient entièrement dédommagés des pertes que cet incident pouvait leur avoir occasionnées. « Les États généraux, disait le ministre, connaissent trop les sentiments du roi, et S. M. leur a donné des preuves trop évidentes de son amitié pour qu'ils puissent s'imaginer qu'elle tolère de la part de ses sujets aucun procédé

ou entreprise contraire à la parfaite intelligence qu'elle veut entretenir et perpétuer, autant qu'il dépendra d'elle, avec Leurs Hautes Puissances. »

Pareille attitude était simple équité qui avait pourtant bien son prix, si l'on songeait à la manière d'agir de l'Angleterre dans des circonstances analogues. Une autre occasion s'offrit à Choiseul de faire preuve d'une bienveillance empressée à l'égard des Hollandais. Quelques vaisseaux français étaient allés se ravitailler en vivres à la colonie du Cap, où ils avaient reçu le plus parfait accueil. Le ministre, aussitôt qu'il en fut informé, chargea d'Affry de témoigner « dans les termes les plus expressifs » aux ministres de la République, au président de semaine, sans cependant leur rien donner par écrit, la gratitude et la satisfaction de Louis XV. Il voyait, dans les bons traitements accordés à ces navires, « une preuve nouvelle des sentiments de Leurs Hautes Puissances qui pouvaient compter sur le plus parfait retour de sa part[1]. »

Il semblait que pareille commission serait des plus faciles et des plus agréables à faire; mais Choiseul avait compté sans la situation délicate où se trouvait la Hollande. En effet, aux premiers mots que d'Affry lui adressa sur ce sujet, M. de Stein, tout en l'assurant de ses sentiments personnels, l'engagea à ne pas communiquer aux États généraux ce que lui mandait le cabinet de Versailles. Il lui en donna les raisons. Les gouverneurs hollandais dans les Indes orientales ne reçoivent leurs ordres, lui dit-il, que des directeurs de la Compagnie, hormis dans les cas importants, et la conduite de M. de Zullbach, dans cet accueil fait aux vaisseaux français, n'était certainement pas la conséquence d'instructions émanées de Leurs Hautes Puissances. Il alla plus loin et fut obligé d'avouer à notre ambassadeur que l'attitude du gouverneur du Cap ne serait généralement pas approuvée par les États généraux, « et cela n'est que trop vrai, » ajoutait d'Affry.

Il n'était pourtant pas juste que la direction de la Compagnie souffrît du mauvais vouloir de quelques hommes trop prudents et qu'elle ignorât combien le roi de France avait été sensible aux bons procédés de ses gouverneurs. Notre représentant tenait d'ailleurs à la mettre au courant des dispositions bienveillantes

1. Hollande, vol. 501, fol. 323, 349 et suiv.

de la cour de Versailles. Aussi fut-il convenu avec le pensionnaire que d'Affry renoncerait à la partie officielle de sa tâche et s'acquitterait seulement auprès des principaux directeurs des ordres dont Choiseul l'avait chargé.

Cet incident valait la peine d'être relaté. N'est-il pas caractéristique de l'état d'esprit des gouvernants hollandais toujours en proie à la crainte de se trouver entraînés à prendre parti entre l'Angleterre et la France, et désireux d'éviter une mesure qui pouvait paraître un penchant trop prononcé en faveur de l'un ou l'autre de ces deux pays. Ceux qui n'avaient pas la responsabilité du pouvoir et qui n'engageaient qu'eux-mêmes par leurs actes se montraient, à vrai dire, moins renfermés et moins prudents. C'est ainsi que le gouvernement de la colonie du Cap semblait avoir pris de la confiance dans les Français par la manière dont leurs opérations de ravitaillement avaient été conduites. Quelques-uns des principaux membres du conseil avaient même fait faire des ouvertures sur la possibilité, pour les deux Compagnies de France et de Hollande, de se lier ensemble, « de façon à contenir celle d'Angleterre par rapport au commerce. » Aussi les directeurs de la Compagnie française des Indes orientales mandaient-ils au contrôleur général :

L'administration se propose, sous votre bon plaisir, M., d'écrire à ces messieurs pour les remercier des services qu'ils ont rendus à l'escadre et de leur envoyer quelques galanteries en vins de Champagne et de Bordeaux. Ces politesses nous paraissent d'autant plus à propos qu'outre les remerciements que la Compagnie doit pour les services rendus, elle peut se trouver dans le cas d'en solliciter de nouveaux[1].

Le cabinet de Versailles sentait tout le prix de ces bonnes dispositions et n'aurait pas demandé mieux que d'en tirer parti. Mais les sentiments populaires ne règlent pas toujours l'attitude des pouvoirs publics. C'était le cas dans cette circonstance, et l'on dut laisser tomber, par crainte de ne pas rencontrer en Hollande un accueil favorable, ces insinuations des commerçants du Cap.

Alfred Bourguet.

(*Sera continué.*)

1. Hollande, vol. 501, fol. 356.

MARIE-LOUISE

ET LA

CHUTE DE NAPOLÉON

CONTRIBUTION A LA BIOGRAPHIE DE MARIE-LOUISE[1].

M. Frédéric Masson, ardent admirateur de Napoléon, a publié, indépendamment de deux volumes consacrés aux écrits de jeunesse de Bonaparte, plusieurs forts volumes sur sa vie privée : *Napoléon et sa famille*, *Napoléon et les femmes*, *Napoléon chez lui ;* tout ce qui touche à l'Empereur a été pour lui l'objet du plus minutieux examen. Il est incontestable que, de ces études sur la vie intime de Napoléon, l'histoire sérieuse a tiré maint profit et, du même coup, revisé à plusieurs points de vue son jugement, mais elle doit, cependant, éviter de se laisser aller à l'admiration excessive que manifestent pour Napoléon, à côté de M. Masson, d'autres historiens tels que MM. Arthur Lévy ou Welschinger, comme elle devait se tenir en garde contre les jugements trop sévères de Lanfrey ou de Taine.

Récemment, M. Masson a fait suivre ses vastes travaux sur Joséphine d'un volume sur *Marie-Louise*[2]. Il y peint l'Impératrice non sans une certaine sympathie, lui rendant justice pour le grand sacrifice qu'elle fit, en 1810, à la politique et au salut de l'État autrichien, quand, à dix-huit ans, elle prit pour époux l'ennemi détesté de sa patrie. Il est heureux de citer un propos

1. Cet article a paru, en allemand, dans la *Deutsche Rundschau* de septembre 1902. L'auteur a bien voulu nous autoriser à en publier une traduction, avec le texte inédit des lettres françaises. [Note de la Réd.]

2. *L'Impératrice Marie-Louise*, 1809-1815. Paris, 1902.

de l'archiduchesse, qui aurait dit à Metternich : « Quand il s'agit de l'intérêt de l'empire, il ne faut prendre conseil que de lui, non de ma volonté. Priez mon père de s'inspirer de ses devoirs de souverain et de ne les subordonner à aucun intérêt qui se rattache à ma personne[1]. » Cela n'avait rien que de très naturel. Mais que, quatre ans plus tard, quand les intérêts et la situation de l'Autriche trouvaient un obstacle dans la prolongation de la vie en commun de Marie-Louise et de l'Empereur détrôné, celle-ci se rendît encore une fois au désir de son père et, au lieu de partager l'exil de son mari, partît pour Vienne avec son fils, M. Masson lui en fait un reproche, tout comme auparavant M. Houssaye dans son *1815*, M. Welschinger dans son *Roi de Rome* et plusieurs autres. La seule excuse que cette école historique française lui accorde, elle la trouve dans la pression qu'on exerçait sur elle, dans les moyens condamnables que la cour de Vienne aurait employés pour la détacher de son mari et auxquels son caractère faible et irrésolu n'avait point la force de résister. Il est incontestable, assurément, que Catherine de Wurtemberg, qui, à l'époque même de l'adversité, ne voulut point se séparer de Jérôme, mérite, à certains égards, plus d'éloges. Il convenait seulement, quand on ne trouve rien à redire à ce qu'un monarque se débarrasse d'une femme épousée dans les formes légales, comme c'était le cas de Napoléon avec Joséphine, de ne point parler de principes avec trop de chaleur.

Marie-Louise n'était pas une femme dont le caractère eût la trempe du fer : elle avait commencé par se plier sous l'impérieuse décision paternelle, puis s'était soumise avec docilité à l'autorité de son mari et s'était accoutumée à se laisser guider en tout par la volonté d'un autre. Vint l'année 1814, l'écroulement du trône auquel la politique l'avait élevée et, au milieu de la confusion d'une crise épouvantable, le 7 avril, à Blois, où elle s'était réfugiée, une lettre adressée de Fontainebleau par son mari, qui dut faire sur elle l'impression la plus profonde et la plus durable : il était perdu, son heure avait sonné, il ne voulait pas l'entraîner dans son malheur, elle devait se jeter entièrement dans les bras

1. C'est du moins la version que donnent les *Papiers posthumes* de Metternich (I, 100, édit. allemande). Mais, d'autre part, nous savons aussi, par une lettre de la jeune impératrice (du 5 décembre 1810) à son père, qu'elle lui avait soumis, un an auparavant, la prière de lui épargner ce sacrifice et que l'empereur « n'avait pas voulu y consentir » (Helfert, *Marie-Louise*, p. 403).

de son père[1]. Le premier mouvement de Marie-Louise paraît avoir été, d'après le récit du colonel Galbois, qui a porté la lettre, de se rendre en hâte près de Napoléon, car c'était là que l'appelait son devoir, comme elle disait. Le colonel prétend que c'est lui-même qui la détourna de ce projet, en lui en montrant les dangers de toute sorte, si bien qu'elle le chargea seulement de porter à l'Empereur une lettre destinée à relever son âme abat-

1. Nous ne connaissons pas cette lettre dans toute sa teneur. Metternich lui-même, qui la cite dans son rapport à l'empereur François du 11 avril 1814, n'en a connu le prétendu contenu que par un officier de l'Impératrice, M. de Sainte-Aulaire, qui était arrivé à Paris avec une lettre du 8 avril de la fille à son père. Il raconte encore à ce sujet : « Sainte-Aulaire ajoutait que cette lettre était écrite sur un ton mystique à faire croire que l'Empereur était convaincu qu'on allait le tuer ou qu'il était résolu à se livrer sur lui-même à n'importe quel attentat. » « Quant au dernier point, » ajoutait Metternich, « il en est incapable » (Vienne, Archives de l'État). Helfert cite le passage dans sa *Marie-Louise*, p. 435. Dans les *Papiers posthumes* de Metternich (II, 469), cette partie du rapport fait défaut. Houssaye, Welschinger et même Masson ne tiennent aucun compte de cette lettre, bien que le livre d'Helfert ne leur soit pas inconnu. Savary, dans ses *Mémoires* (l. VII), confirme qu'à ce moment Napoléon, après sa seconde abdication du 6 avril, aurait conseillé à l'impératrice « de se tourner vers son père, maintenant qu'il ne pouvait plus la protéger. » Cf. Méneval, *Mémoires*, II, 93. L'authenticité du renseignement ne peut donc être mise en doute. Ce qui d'ailleurs témoigne encore de l'état d'âme profondément déprimé de l'empereur, c'est la lettre qu'il adressa à Méneval le 7 avril et que celui-ci ne reçut plus à Blois, mais seulement à Orléans, dans la nuit du 9 au 10. Cette lettre aussi, d'après la relation de Méneval dans ses *Mémoires* (II, 78), n'aurait pas caché la possibilité « même de la mort de l'Empereur. » Mais, d'autre part, elle laissait paraître l'espérance de Napoléon de voir transmettre la couronne à son fils. « Il avait été convenu avec l'empereur d'Autriche, y était-il dit, que la couronne passerait au roi de Rome. » Cette assertion fut alors généralement acceptée, mais elle n'était point conforme à la vérité. Schwarzenberg a ouvertement expliqué aux maréchaux français à Paris que l'Autriche ne songeait pas à une régence, et l'empereur Alexandre le leur a confirmé (Macdonald, *Mémoires*, p. 272, 277); Metternich écrivit le 7 avril au conseiller d'État Hudelist à Vienne : « Nous attendons des nouvelles du comte d'Artois; l'empereur (François) entrera en même temps que lui à Paris. Le père de l'Impératrice pouvait désirer éviter d'être à Paris juste au moment où sa fille tombait du trône; mais ce sera l'empereur d'Autriche qui installera les Bourbons. » Dans un rapport du 13 avril du ministre à l'empereur, dont l'entrée solennelle à Paris est devenue une nécessité, on trouve : « Ce public en effet n'admet point que le changement de gouvernement se fasse sans la connivence de Votre Majesté, et l'empereur Napoléon a sous main répandu le bruit que l'Autriche ne laissera certainement échapper aucune occasion de replacer sur le trône la dynastie napoléonienne. » Enfin, Metternich écrit le 21 avril à Hudelist que le parti favorable à la régence est encore très considérable : « Mais, comme nous emmenons l'Impératrice et le prince, il reste sans véritable point d'appui » (Vienne, Archives de l'État).

tue[1]. Mais ensuite, après une nuit d'anxieuses réflexions, elle écrivit aussi à son père, auquel l'Empereur déchu l'avait lui-même adressée. C'est en lui qu'elle voit désormais son seul soutien et celui de son fils, après que Napoléon eût dû abdiquer pour celui-ci aussi. Dans cette lettre du 8 avril, elle demande seulement un asile en Autriche : « Tout ce que je souhaite, c'est de pouvoir vivre tranquille, n'importe où dans vos États, et de pouvoir élever mon fils. Dieu sait que je lui dirai de ne jamais avoir d'ambition ! » Un peu après, elle revient pourtant encore à sa première intention d'aller trouver Napoléon à Fontainebleau et elle en fait part, dans une lettre du même jour, à son père, en recommandant à sa sollicitude l'avenir de son fils : « Je suis convaincue que vous ne voulez pas lui donner la souveraineté de l'île d'Elbe seule... Ce malheureux enfant, qui est innocent de toutes les fautes de son père, ne mérite pas de partager avec lui une si triste situation. Je suis sûre que vous le défendrez et moi aussi. Je sais qu'il ne peut plus compter sur la France ; je vous prie donc, si cela est possible, de lui faire obtenir quelques autres possessions[2]. »

Mais était-ce encore, maintenant, sa résolution la plus intime d'aller trouver Napoléon ? Était-ce son désir ? On l'a généralement supposé jusqu'ici. Ce n'est cependant pas établi. Justement, dans cette seconde lettre du 8 avril que nous venons de citer et que Bausset doit porter à son père, elle annonce l'arrivée du général russe Schouvalov en qualité de commissaire des puissances alliées et du baron de Saint-Aignan comme fondé de pouvoirs du gouvernement français, « qui m'ont exposé la situation dans laquelle se trouve à présent l'Empereur (Napoléon)... Je pars demain pour Fontainebleau. » Ainsi, lorsque Masson pense, comme les autres, que Schouvalov serait apparu pour la détourner, au besoin par la force, de son intention d'aller trouver son mari, cela n'est point exact[3]. Les deux envoyés avaient bien

1. Le récit de Galbois se trouve dans les *Mémoires* de Savary, VII, 155. Quant aux Mémoires du colonel, auxquels renvoie Welschinger (*le Roi de Rome*, p. 69), qui s'obstine à l'appeler Garbois, ils n'existent pas.

2. Helfert, p. 304 et 307.

3. *L'Impératrice Marie-Louise*, p. 572 : « Ce qui met promptement un terme à son intention sinon d'un rapprochement, au moins du voyage à Fontainebleau, c'est l'apparition du comte Schuwalow... » « Il se donne comme chargé de conduire l'Impératrice et son fils à Orléans et s'assure de leurs personnes. »

plutôt la mission de conduire l'Impératrice à Fontainebleau et, de fait aussi, ils l'emmenèrent, le 9 avril, jusqu'à Orléans. Mais, ici, elle s'arrête le jour suivant et écrit lettre sur lettre à son père. Du dessein de continuer le voyage vers Fontainebleau, il ne s'y trouve plus un mot. Il y est dit au contraire : « L'Empereur (Napoléon) part pour l'île d'Elbe ; je lui ai expliqué que rien ne me déterminera à m'éloigner d'ici avant de vous avoir vu et d'avoir entendu de vous ce que vous me conseillez. On veut m'emmener d'ici contre ma volonté... » Et ensuite : « Dieu sait où j'irai encore[1]. » On veut l'emmener contre sa volonté? Qui? Ce ne peut être que Schouvalov, car il est à présent le maître. Et où? Une lettre de l'empereur François Ier, qui n'était pas encore à Paris, mais était en route pour cette ville et séjournait alors à Châtillon, répond sur ce point ; il la fit écrire, le 10 avril, par le comte Stadion à Metternich, qui, déjà, était arrivé dans la capitale. L'empereur, y était-il dit, venait d'apprendre par Schwartzenberg que Schouvalov avait été envoyé à Blois vers « l'archiduchesse » Marie-Louise pour la conduire de là à Fontainebleau[2].

Voilà bien ce qu'il y a dans les *Mémoires* de Méneval, II, 71. Mais, dans Bausset (II, 224), on trouve : « A Orléans et *ensuite à Fontainebleau.* »

1. Helfert, *Marie-Louise*, p. 314.

2. *Stadion à Metternich.*

Châtillon-sur-Seine, le 10 avril 1814.

« Mon Prince,

« L'Empereur vient d'apprendre, par les rapports de M. le Prince de Schwarzenberg, que M. le Général, comte de Schouwaloff, a été envoyé à Mme l'Archiduchesse Marie-Louise à Blois pour la conduire de là à Fontainebleau. Sa Majesté se serait attendue que les cours alliées ne prendraient aucune détermination relative à la personne de Mme Sa Fille sans l'en prévenir et sans s'en être préalablement concertées avec Elle. Depuis le moment que Mme l'Archiduchesse se trouve séparée de son mari, c'est à son Auguste Père qu'elle tient uniquement, et c'est lui qui peut et qui doit la prendre sous sa protection. L'Empereur m'ordonne en conséquence de charger V. A. de Ses justes réclamations à cet égard. Il demande que Mme Sa Fille, avec Son enfant, Lui soit remise, afin qu'Il la fasse conduire, d'une manière digne de Sa naissance, dans Ses états et qu'Il Lui donne, à Elle et à Son fils, un établissement convenable jusqu'au tems où Son sort sera définitivement fixé. L'Empereur désire, mon Prince, que Vous fassiez immédiatement les démarches nécessaires à cet effet et que Vous l'informiez, sans le moindre retard et avec détail, des mesures que Vous aurez prises pour faire remettre Mme l'Archiduchesse entre les mains de S. M. Elle Se rend demain à Troyes, où Elle veut attendre les réponses de Paris. Ce sera donc dans cette direction qu'il faudra diriger le voyage de Son Altesse Impériale.

« M. le général Duka écrit aujourd'hui à M. le Prince de Schwarzenberg sur

Metternich apprit par les lettres de l'Impératrice qui passaient par Paris, et qu'il ouvrait, « sa situation très angoissante; » aussi envoya-t-il, le 11, les princes Esterhazy et Liechtenstein vers Marie-Louise avec une lettre où il l'engageait à se rendre, sans perdre de temps, à Rambouillet, pour s'y rencontrer avec son père. Caulaincourt devait l'y accompagner. En même temps, il faisait donner des instructions dans le même sens à Schouvalov par l'empereur Alexandre. « De cette façon, » écrit le 11 le ministre à son souverain, « l'Impératrice et Votre Majesté obtenez libre volonté de faire ce que vous jugerez bon, et Sa Majesté sort des angoissantes circonstances actuelles[1]. » Leur mission remplie, les deux gentilshommes revinrent à Paris, pendant que Marie-Louise, le même jour, — c'était le 12 avril, — partait d'Orléans pour Rambouillet avec une escorte russe. « Sa Majesté l'Impératrice, » raconte alors Metternich à l'empereur François, le 13, « qui se sentait toujours avec anxiété exposée à ce que l'empereur Napoléon vînt la prendre à Orléans, est partie, trois heures après l'arrivée de mes envoyés, sur la route de Rambouillet[2]. »

En conséquence, l'opinion que Marie-Louise ait voulu aller trouver son mari à Fontainebleau, mais que l'autorité des alliés l'en ait empêchée, ne semble guère être soutenable. Il faut plutôt admettre que, déjà sous l'impression de la lettre résignée de Napoléon du 6 avril, en présence de bruits qui ne cessaient de courir sur la tentative de suicide et de la nouvelle qu'il était exilé à l'île d'Elbe, elle ait abandonné sa première pensée d'aller le

la nécessité de presser les arrangemens sur la route de Troyes à Paris pour faire arriver l'Empereur d'une manière décente et convenable dans cette capitale.

« Veuillez agréer, je Vous prie, mon Prince, les assurances de ma haute considération.

STADION. »

(Vienne, Archives de l'État.)

1. *Ibid.* Quand Bausset, dans ses *Mémoires* (II, 224), remarque que Schouvalov l'avait informé le 8 avril que l'Impératrice devait partir d'Orléans pour Rambouillet, qu'on en avait ainsi décidé à Paris, il y a là un lapsus de mémoire. Car c'est seulement le 11 que Metternich écrit à François Ier : « En même temps, j'ai fait donner au comte Schouvalov des instructions en tous points semblables par l'empereur Alexandre. » Le 8, Schouvalov devait donc en avoir d'autres.

2. *Ibid.* Comme on le sait, le général Cambronne, qui devait amener Marie-Louise à Fontainebleau, arriva trop tard à Orléans.

trouver pour s'attacher plus étroitement à son père[1]. Elle veut se rencontrer avec lui avant peu et recevoir ses conseils. Ses scrupules de ne pas être allée trouver Napoléon et les représentations que lui font dans ce sens quelques personnes de son entourage, comme le baron Méneval, l'ancien secrétaire intime de Napoléon, Mme de Montesquiou, la gouvernante de son enfant, et d'autres, elle les fait taire devant son devoir filial qui lui commande de revoir préalablement son père après une si longue séparation. Dans une lettre du 14 avril, où elle annonce à François son arrivée à Rambouillet, elle dit : « C'est cette raison seule qui a pu me résoudre à ce voyage et m'empêcher d'aller immédiatement à la rencontre de l'Empereur, qui m'attend à Fontainebleau[2]. »

Ce qui fut décidé entre le père et la fille, le 16 avril, à Rambouillet, nous ne le savons pas : le voyage en Autriche, sans doute, jusque dans ses moindres détails, car, dans une lettre du 18, Marie-Louise demande qu'on exauce « une prière très enfantine » et qu'on la laisse passer plutôt par Salzbourg ; puis la reconnaissance des duchés de Parme et de Plaisance à l'Impératrice et à son fils par les alliés, qui avait été décidée le 11 avril par une convention avec les maréchaux de Napoléon ; enfin, sur la recommandation instante de Corvisart, médecin ordinaire, le séjour aux bains d'Aix, en Savoie, qui offrait en réalité une certaine difficulté, puisque Aix se trouvait en France, mais auquel l'empereur François aura donné son assentiment, car, peu après, le 18, sa fille lui écrit que Napoléon aussi l'a priée de suivre les

1. Dans les *Mémoires* de Méneval, II, 93, on trouve sur le séjour à Orléans : « L'Impératrice était sous l'empire des réflexions que lui suggérait la recommandation qui lui était faite par l'empereur Napoléon de se mettre en communication avec son père. Elle s'alarmait de cette prévoyance, qui semblait l'avertir que la protection sous laquelle elle s'était toujours abritée n'avait plus la même efficacité. » Sur le prétendu suicide de Napoléon, que Masson admit, cf. mon *Napoléon Ier*, III, 215, et les *Mémoires* de Savary, VII, 162.

2. Helfert, p. 322. Plus tard, à Vienne, elle racontait à l'archiduc Jean, qui sans doute avait été de l'avis qu'elle eût dû rester jusqu'au bout près de Napoléon, que ç'avait aussi été son intention à Orléans, d'où elle voulait se rendre à Fontainebleau, mais que « l'ordre était venu du gouvernement de la faire rester, voire même d'employer la force, si elle partait quand même » (*Journal de l'archiduc Jean*, 1810-1815, édité par Krones, p. 151, 156). Mais cette interprétation de sa situation d'alors serait en contradiction avec ses trois lettres d'Orléans du 10 avril et doit ne lui avoir été fournie que plus tard par son entourage.

recommandations du médecin relativement à Aix, et, le 30, elle lui demande ses bons offices à Paris pour qu'on « ne fasse aucune difficulté » à son voyage aux eaux[1]. Son plan est maintenant de passer six semaines à Vienne, puis de se rendre à Aix.

Les mêmes scrupules se présentèrent pendant son voyage de retour. Le 3 mai, — dans l'intervalle elle est arrivée à Bâle, — elle s'inquiète de n'avoir aucune nouvelle de Napoléon et elle prie son père de lui indiquer le moyen de lui écrire; depuis quatre jours, il n'avait aucune lettre d'elle[2]. Puis, le 7, sur le désir de Napoléon, elle se plaint à son père qu'on ait confisqué les épargnes que son mari a faites sur la liste civile (dix à douze millions de francs), un grand nombre de présents, son service de table, voire même sa bibliothèque; « toutes ces choses sont la propriété de l'Empereur et de mon fils. » En même temps, elle demande les bons offices de son père pour qu'on paie aussi au souverain détrôné les deux millions convenus de revenus annuels, ce à quoi le gouvernement des Bourbons sera peu disposé, « si votre caractère généreux ne vous décide pas à défendre les droits de mon mari, qui est votre gendre et non plus votre ennemi depuis qu'il est malheureux et abandonné[3]. » Ce n'est point là le style de l'Impératrice, et il est à supposer qu'elle ne fait que traduire ici en allemand une pensée de Méneval. Mais elle se fait, du moins, l'interprète des préoccupations de son mari, et d'autant plus volontiers qu'elle ne pouvait pas se décider à le rejoindre et à partager son exil.

A Vienne, elle est encore entièrement Française, ne parle que français, conserve son entourage français et prie son père de ne lui assigner ni dame ni chambellan, « avec lesquels il lui faudrait lier connaissance. » Les troubles des derniers temps ont encore accru son effroi naturel des personnes nouvelles et inaccoutumées. « Depuis quelque temps, » écrit-elle dans la lettre de Bâle du 3 mai, « la haine des hommes s'est enracinée en moi d'une

1. Helfert, p. 324, cite seulement la lettre du 18 avril et non le passage rapporté ici de la seconde (du 30). L'Impératrice est convaincue que l'autorisation du voyage sera facile à obtenir, puisque son fils reste à Vienne. Elle est également persuadée qu'Aix seul peut lui donner quelque soulagement (Vienne, Archives de l'État).

2. Helfert, p. 330.

3. La lettre est entièrement reproduite dans Helfert, p. 330 et suiv.; elle repose en grande partie textuellement sur la note de Napoléon, qui se trouve dans les *Mémoires* de Méneval, II, 100.

manière incroyable. » Rien d'étonnant que la société aristocratique de Vienne, qui, d'ailleurs, ne lui fait pas d'avances trop amicales, se plaigne de son orgueil d'étrangère, qui, pourtant, n'était que de l'amertume[1]. Cependant, l'empereur François était revenu de France, et, deux semaines plus tard, fin juin, Marie-Louise se disposa à partir pour Aix. Ce voyage en territoire français, accordé par l'Empereur, ne plaisait nullement au gouvernement de Vienne, et il était incontestable qu'il devait paraître au moins singulier que la souveraine détrônée d'un pays y revînt si peu de temps après et fournît un nouvel élément à des bruits à peine éteints. Sans doute, on avait obtenu par Talleyrand, le ministre des Affaires étrangères, le consentement de Louis XVIII, mais qui pouvait garantir que Louis fût sûr de Talleyrand[2]? « Toutes les représentations contre ce voyage furent vaines, » écrit le conseiller d'État Hudelist, directeur suppléant de la Chancellerie d'État, au prince Metternich, encore retenu dans l'Ouest[3]. Comme on prétendait avoir remarqué qu'elle gardait toujours « un attachement pour Napoléon, dont elle ne fait aucun mystère, » on résolut de placer à ses côtés, pendant la durée de son séjour aux eaux, une personne familière, qui tiendrait la cour de Vienne au courant de tout ce qui se passerait là-bas. Le choix tomba sur le général et diplomate comte Adam de Neipperg, qui, déjà en 1810, chargé de rapatrier de France des prisonniers autrichiens, avait été présenté à Paris au couple impérial, et plus tard, en 1812, avait rempli près de Marie-Louise, à Prague, les fonctions de cavalier d'honneur; ce n'était point pour elle un personnage inconnu, ce qui était important à cause de son aversion pour les hommes nouveaux.

Masson, qui suit ici, parfois textuellement, l'exposé de Houssaye dans son *1815*, attache à ce choix fort explicable de l'homme qui devait plus tard, il est vrai, gagner le cœur et la main de la femme qu'il n'avait maintenant qu'à surveiller, des soupçons et des accusations dont il nous doit la preuve. « L'empereur d'Autriche, écrit-il, avait lui-même désigné pour l'accompagner et lui servir de mentor le vieux prince Nicolas Esterhazy, vraiment digne de cette confiance. La chancellerie autrichienne,

1. *Journal de l'archiduc Jean*, p. 149. « A la réception, j'observais les visages; elle le sent et le dissimule. »

2. Houssaye, *1815*, p. 113 et suiv.

3. Vienne, Archives de l'État.

— chez Houssaye il y a Metternich, — avec une arrière-pensée qui ne peut être soufflée que par une femme, substitue au prince Esterhazy le général comte de Neipperg, qui commande une division à Pavie et qui reçoit l'ordre de se rendre à Aix. » Et ce Neipperg est « un personnage de roman qui enlève des femmes partout où il passe et court à travers l'Europe des aventures galantes[1]. »

Masson a l'habitude de ne pas indiquer ses sources ; il en use sur ce point fort mystérieusement et il s'épargne en même temps la peine de rendre publiquement justice à ceux auxquels il doit une bonne part de ses connaissances. Ici, Houssaye l'a induit en erreur, en s'appuyant simplement sur les *Mémoires* de Méneval et sur un pamphlet anonyme de l'espèce la plus douteuse[2]. Sans parler de ce parfait contre-sens historique qu'un ministre ou un fonctionnaire pourrait spontanément changer une décision de leur monarque et la remplacer par une autre, il faut, avant tout, remarquer ici que ce ministre, Metternich, au moment où Marie-Louise se préparait à partir pour Aix, ne demeurait pas à Vienne, et que la fonction, la chancellerie d'État, n'était représentée vis-à-vis de l'empereur que par le conseiller d'État Hudelist, qui, certainement, se sera permis de présenter tout au plus de « très humbles » propositions. C'est ce qu'il fit, en effet, dans un rapport du 24 juin 1814, où l'on trouve : « L'Impératrice désirerait amener à Aix le capitaine comte Karacsai, qui a rendu de très bons services pendant le voyage de France en Autriche ; on

1. *L'Impératrice Marie-Louise*, p. 600, 602.

2. Le pamphlet allemand porte le titre : *Marie-Louise et le duc de Reichstadt. Les victimes de la politique de Metternich.* Publié par un ancien fonctionnaire de l'État. Paris, 1842. Il raconte que Metternich serait alors parti de France en Italie et y aurait sans façon donné des instructions au général pour sa mission projetée. Il y est dit, p. ex. (p. 154) : « Comme on sait, Metternich partit immédiatement après la signature du traité de Paris (commencement (!) de mai) pour Milan par Genève ... pour convaincre le général Neipperg de l'impossibilité politique de la continuation du mariage entre Napoléon et Marie-Louise et pour discuter avec lui les mesures à prendre. » Non, « comme on sait, » après la signature du traité (*fin* mai), Metternich s'était rendu à Londres, d'où il repartit le 1er juillet pour Paris ; il s'y était arrêté quelques jours pour aller ensuite à Bruchsal, près de l'empereur Alexandre, puis à la cour de Stuttgart, enfin à Munich (d'où il écrit le 15 à Hudelist). Le 18, il arriva à Vienne (G. Klinkowström, *Participation de l'Autriche aux guerres de l'Indépendance*, p. 376 et *passim*). On ne comprend pas qu'un savant du rang de Houssaye en appelle à des pamphlets de ce genre, comme il le fait dans son *1815*, p. 161, 164, 199, 450, 499.

pourrait lui donner des instructions, si Votre Majesté voulait avoir des informations directes d'Aix, ou choisir quelque autre officier, ou, enfin, charger le comte Bubna, à Turin, d'envoyer là-bas dans cette intention, sous un autre adroit prétexte, un individu quelconque, mais habile. Il me paraîtrait, en tout cas, souhaitable, pendant le séjour de l'Impératrice à Aix, de ne pas demeurer dans l'ignorance de ce qui s'y passe. » Telles étaient les propositions de la Chancellerie d'État. On voit qu'il n'y est question ni d'Esterhazy ni de Neipperg. Et que décide l'empereur? Il n'avait absolument aucune opinion préconçue dans l'affaire; au contraire, il adresse le fonctionnaire au prince Schwarzenberg, président du Conseil aulique de guerre. Celui-ci devait proposer un officier capable « qui pût me renseigner là-dessus (c'est-à-dire sur le séjour à Aix) et, en cas de besoin, aider de ses conseils ma susdite fille. » Schwarzenberg recommanda le général Neipperg, qu'il avait lui-même présenté à la cour, à Paris, quatre ans auparavant, et dont la division appartenait maintenant à un corps stationné tout près de la frontière française. La proposition fut agréée et, dès le 26, Hudelist pouvait annoncer à Metternich que l'empereur avait choisi Neipperg « pour prendre les bains à Aix pendant le séjour que l'Impératrice allait y faire dans ce but, et, sans éveiller les soupçons, renseigner sur ce qui s'y passe. Il doit assister l'Impératrice de ses conseils et de sa présence et, s'il ne peut d'aucune manière l'empêcher de se rendre à l'île d'Elbe, au moins l'y accompagner. Notre souverain ne semble, du reste, pas croire encore à la possibilité d'un pareil voyage et se promet de représenter très vivement à sa fille tout ce qui peut et doit l'en détourner[1]. »

Aller à Elbe? Y pensait-elle réellement? Sa grand'mère, la reine Caroline de Naples, lui aurait un jour déclaré que, si l'on veut vous empêcher de rejoindre son mari, il faut « sauter par la fenêtre; » mais ce propos avait-il produit sur elle une si profonde

1. Helfert, *Marie-Louise*, p. 439. Lorsque Masson (p. 605) affirme que Neipperg « est expressément chargé de l'observer pour le cas où elle voudrait aller trouver son mari, et alors, après des représentations, passer à la défense absolue si elle persistait », le dernier point, comme on voit, n'est point exact. Que l'on compare du reste Helfert, *Voyage de Napoléon de Fontainebleau à l'île d'Elbe*, p. 39, où il renvoie à un passage des rapports du commissaire autrichien, le général Koller; il y est parlé d'une maladie secrète de Napoléon, dont le traitement lui donna beaucoup à faire.

impression? Ou bien tout se réduisait-il à un potin de cour, comme l'explique Hudelist dans une lettre à Metternich? En tout cas, François Ier, qui était en rapports quotidiens avec sa fille, était, nous l'apprenons, d'un autre avis. Le 1er juillet, Hudelist écrit au ministre : « L'Impératrice Marie-Louise est partie hier de Schönbrunn. Le capitaine comte Karacsai la précède en courrier et Sa Majesté m'a commandé d'envoyer un courrier au lieutenant général comte Neipperg, à Milan, avec mission pour ce dernier de partir sur-le-champ pour Aix et de rendre compte de tout ce qui s'y passe. Le courrier envoyé est un policier éprouvé, qui reste, en qualité de secrétaire, aux côtés du comte de Neipperg pour la durée de cette commission[1]. » Telle était la mission très prosaïque du comte, à propos duquel Houssaye, Masson et d'autres prétendent qu'on l'avait choisi, comme notoire dompteur de cœurs, dans l'intention de faire oublier à Marie-Louise son ancien mari[2]. Quelle dose d'immoralité on lui suppose et combien peu s'accorde avec cette supposition ce que nous apprenons de sources sûres! Neipperg n'était plus alors un tout jeune homme, il comptait quarante ans, — étant né en 1775, — et il avait à Milan femme et enfants[3]. Son extérieur, ajoute Méneval, qui accompagna l'Impératrice à Aix, n'était pas précisément d'un séducteur. Il avait perdu un œil dans les batailles contre les Français, si bien qu'il portait toujours un bandeau noir, et Marie-Louise elle-même ne cacha pas que l'impression qu'il fit sur elle au début ne lui fut pas très favorable[4]. Masson n'en dit pas moins : « Avec ses quarante-deux ans, son œil crevé et son bandeau noir, c'est un homme irrésistible, une façon de Don Juan à qui la pudique Autriche pardonne toutes ses fredaines... Tel est l'homme que la chancellerie désigne à l'Archiduchesse-Impératrice, fille aînée de

1. Vienne, Archives de l'État.

2. Houssaye, *1815*, p. 161 et suiv.; Welschinger, *Roi de Rome*, p. 82, qui ont ici présent à l'esprit ce que Napoléon écrivait à Talleyrand le 9 mai 1808 : « Vous pourriez faire venir à Valençay Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient, puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller » (Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon Ier*, n. 278).

3. Les auteurs français ne sont pas d'accord sur son âge et, au surplus, le font plus vieux qu'il n'était; d'après Masson et Houssaye, il aurait eu quarante-deux ans, d'après Welschinger quarante-trois.

4. Méneval, *Mémoires*, II, 166.

Sa Sacrée Majesté Impériale, pour guide, pour chevalier, pour compagnon[1]. »

On pourrait trouver que la « Chancellerie » n'a pas fait un choix très heureux, si elle visait au but qu'on lui suppose. Mais il y a un fait indéniable : Neipperg gagna malgré tout la faveur de l'Impératrice. Ce qu'elle aima en lui, ce ne fut pas, sans doute, l'attrait démoniaque que les historiens français lui attribuent, mais, à côté de l'agrément et de l'amabilité de ses manières, la façon sûre et prudente dont il prenait des dispositions utiles et pratiques, et sa sollicitude pour elle, qui, pendant les dernières semaines, avait dû être privée si souvent et si douloureusement de direction affectueuse. Cependant, dans les premiers temps du séjour à Aix, le comte ne fut jamais reçu autrement qu'en audience officielle, et ce ne fut que peu à peu qu'il s'attira l'honneur d'être invité aux petites réunions, aux sorties en voiture, aux promenades, toujours en présence de la surintendante, duchesse de Montebello, ou d'une dame d'honneur.

Ce qui occupait maintenant surtout Marie-Louise, qui portait à Aix le nom de duchesse de Colorno, c'était, avec le désir de commencer à régner sur Parme, la pensée d'éviter la rencontre des souverains de Russie et de Prusse et de tous les autres princes qui allaient se réunir à Vienne au mois d'août. Elle compte, — et elle n'était pas seule à penser ainsi, — que le congrès ne durera que peu de temps. A cette époque, elle veut se rendre à Parme pour organiser sa maison. Son fils resterait confié pendant ce temps aux bons soins de son grand-père. Le 22 juillet, elle écrit d'Aix à l'empereur François ce qui suit :

Je suis logée ici petitement, mais bien ; le comte de Neuperg (*sic*) est plein d'attentions pour moi, et sa façon de faire me plaît tout à fait. La contrée est assez belle, j'ai le lac du Bourget devant mes fenêtres... J'ai appris avec beaucoup de douleur que les puissances alliées ne se réuniront à Vienne qu'à la fin de septembre. Comme je ne puis décemment être à Vienne à ce moment, j'irai, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, à Parme au commencement de septembre ; je crois que c'est absolument nécessaire pour installer ma maison ; je le désire extrêmement, mais je n'ai pas voulu le faire sans vous en parler. Si vous le permettez, je laisserai mon fils à Schönbrunn, jusqu'à ce que tout soit en ordre, ce qui ne demandera pas longtemps.

1. *L'Impératrice Marie-Louise*, p. 602.

Je suis tranquille quand je le sais entre vos mains, et tous ces voyages sont si coûteux en ce moment où il me faut observer la plus grande économie pour mes finances! Mais je ne perds pas l'espérance, très cher papa, de vous voir cet automne après toutes les fêtes; autrement cela me serait trop dur[1].

Rien de cela ne devait se réaliser alors. Metternich représenta à l'Impératrice, dans une lettre détaillée, qu'en raison des prétentions que les Bourbons élevaient sur Parme, ce n'était pas le moment de se rendre là-bas; il fallait attendre préalablement la décision du congrès. Et l'empereur François lui écrivit dans le même sens, l'engageant à revenir à Vienne en attendant[2]. Ce

1. Les lettres de l'Impératrice à son père sont conservées aux archives de la famille impériale, de la cour et de l'État à Vienne, et on les communique de la manière la plus obligeante à ceux qui en ont besoin. Helfert ne les a utilisées pour sa *Marie-Louise* que jusqu'en 1814, comme il convenait au dessein de son livre. Quand Masson (*l'Impératrice Marie-Louise*, p. 600) prétend qu'on a retenu le prince comme otage, en quelque sorte, sous prétexte qu'il pouvait être à charge à sa mère, cette assertion trouve ici sa réfutation. Cf. aussi *Journal de l'archiduc Jean*, *passim*.

2. Masson (p. 604) donne à ces lettres une signification tout à fait erronée. Il fait un reproche à l'Impératrice de s'amuser à Aix pendant que Napoléon est en exil à l'île d'Elbe et regrette son absence : « Au milieu de ce désastre de l'Empereur, de l'empire et de la France, elle s'amuse... Elle organise des excursions, elle va aux bals, elle reçoit et offre des fêtes champêtres. A la fin, elle fait tant de bruit que, à Paris, le duc de Berry se fâche et que, le 9 août, Talleyrand écrit à Metternich « que la saison des eaux ayant été bien complète pour Madame l'Archiduchesse, il conviendrait que son séjour ne se prolongeât pas. » On a pensé de même à Vienne, et, vers le 15, elle reçoit de Metternich une lettre où son père « lui interdit d'aller à Parme et lui ordonne de revenir en droiture. » Masson avait-il oublié que Napoléon lui-même avait conseillé à Marie-Louise cette saison à Aix et qu'il ne voulait la revoir qu'à l'automne, rétablie et plus forte? On comprend que la France des Bourbons ne vît pas très volontiers sur son territoire l'ancienne souveraine, mais la conduite, parfaitement irréprochable, de celle-ci n'avait rien à y voir. La lettre de l'empereur François était datée du 7 août, c'est-à-dire deux jours avant que celle de Talleyrand quittât Paris; elle était donc absolument indépendante des représentations de la cour de France et écrite à un moment où l'on ne savait rien des passe-temps que la vie des villes d'eaux amenait pour l'Impératrice. La réponse du 20 août, de Metternich à Talleyrand, est intéressante sous plusieurs points de vue. La voici :

Baden, le 20 *août* 1814.

« Mon Prince,

« M. de La Tour du Pin m'a remis la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser. Les vœux du Roi relativement au séjour de l'Impératrice Marie-Louise à Aix seront remplis incessamment. L'Empereur a écrit à sa fille, il y a plus de 15 jours, pour l'engager à revenir ici; je n'ai pas besoin de Vous dire

désir de son père, qui ruinait la réalisation du sien, la rend, comme elle l'avoue à Méneval, « très malheureuse ». Mais, dans sa vie, elle a appris à se soumettre. Elle le fait encore cette fois

de nouveau, Mon Prince, combien son voyage a eu ma désapprobation; je crois, d'après toutes les données que nous avons reçues d'Aix, pouvoir cependant vous assurer que l'Impératrice s'y est personnellement conduite de manière à dérouter tous les calculs de ceux qui avaient attribué de la valeur à l'exécution d'un projet tout simplement compromettant sans arrière-pensée. L'Empereur avait chargé le comte de Neipperg d'accompagner sa fille et de ne pas La perdre de vue pour déjouer les personnes qui auraient pu vouloir abuser de la fausse attitude dans laquelle Elle n'a pu que se trouver à Aix. Les moyens de surveillance que Vous y avez organisés doivent, je m'en flatte, vous avoir prouvé que le choix de l'Empereur était bon.

« Pourquoi ne ferait-on pas quelque insinuation de votre côté à Corvisart et à Mad. de Montebello, qui nous paraissent beaucoup abuser de la bonté de l'Impératrice et de l'ascendant qu'ils ont trouvé moyen de gagner sur Elle? Nous vous donnons carte blanche à ce sujet. Tout ce que vous ferez pour La faire sortir de cette espèce de tutelle ne peut que tourner à son avantage.

« Une circonstance, sur laquelle je crois utile d'attirer votre attention, est le mouvement que se donne, en général, le parti jacobin, et surtout en Italie, pour répandre une foule de faux bruits sur des projets du Souverain d'Elbe. On nous accable de dénonciations sur des rapports secrets qu'entretiendrait Napoléon en France; il est impossible qu'on ne Vous rende la pareille sur des rapports entre lui et nous ou les membres de sa famille momentanément retirés chez nous. Toutes les recherches nous mènent toujours aux mêmes sources; ce sont des Jacobins qui répandent des bruits pour attirer les regards des Puissances sur ce qui n'est qu'un fantôme pour les empêcher de rechercher leurs menées.

« Pourquoi ne prendrions-nous pas en commun des mesures de surveillance contre Napoléon? En rapprochant toujours nos données, nous doublerions notre savoir et nos moyens; je vous prie, Mon Prince, de peser cette proposition; si le Roi l'agrée, je vous parlerai des moyens d'exécution qui me paraissent les plus simples et, par conséquent, les plus utiles. Je crois que vous feriez bien de faire déguerpir Joseph de la Suisse. Il faut le renvoyer ou en Angleterre ou en Amérique ou en Hongrie, s'il n'y a pas moyen de le faire aller de l'un ou l'autre côté. Nous réunirons, si vous le voulez, nos mesures avec les vôtres pour atteindre ce but. Je regarde Joseph comme le plus remuant de la famille, et son séjour en Suisse et surtout dans ou près du pays de Vaud ne vaut rien. Nous n'aurons rien fait de bon aussi long-tems que le bruit de la famille nous empêchera de dormir tranquillement.

« Nous avons des nouvelles de S.-Pétersbourg. L'Empereur y est arrivé le 26 juillet. Il sera ici le 27 ou le 28 septembre. Lord Castlereagh, le chancelier de Hardenberg seront les plénipotentiaires Anglais et Prussien. Je suppose que le comte de Nesselrode et le comte de Rasoumoffsky seront les plénipotentiaires russes. Nous comptons toujours sur Vous comme plénipotentiaire Français. Ne me demandez rien sur les formes que nous suivrons, je n'en sais rien, mais nous en conviendrons ici et très facilement, car, si nous avons le sens commun, nous adopterons les plus simples et les moins dispendieuses en fait de cérémonial. Il faut que les grandes Puissances s'entendent, et elles s'enten-

et fait contre mauvaise fortune bon cœur, car elle doit, — comme elle l'avoua aussi, paraît-il, à Méneval, — « se comporter très sagement[1]. »

J'ai reçu, écrit-elle le 19 août à l'empereur à Vienne, avec beaucoup de plaisir, par l'entremise du comte de Karacsai, votre lettre du 7 août, et je vous en baise mille fois les mains... J'ai lu avec beaucoup d'attention vos conseils paternels et je vous en remercie mille fois. Je suis convaincue que personne ne peut mieux apprécier que vous ce qu'il me faut et que vous défendrez constamment l'intérêt de mon fils et le mien. Je suivrai vos conseils et, au commencement d'octobre, je retournerai encore à Vienne. Je suis contente de pouvoir vous donner cette preuve de mon obéissance filiale, bien qu'il me coûte de ne pouvoir aller en ce moment à Parme, où tout est préparé pour mon arrivée... Je pense revenir entre le 8 et le 10 octobre; je veux n'arriver qu'après le départ des grands potentats; mon cœur ne pourrait supporter d'être à Vienne en même temps que ces princes. J'emploierai le mois de septembre à faire un voyage à travers la Suisse... J'ai prié le général Neuperg (*sic*) de faire avec moi le voyage de Suisse. J'ai pensé que vous n'y verriez aucun inconvénient, et il peut m'être extrêmement utile en diverses circonstances; je suis toujours très contente de lui; nous parlons souvent de vous, très cher papa, et c'est une conversation que je ne puis jamais soutenir sans émotion, car je ne connais aucun meilleur père que vous...

Elle n'ira certainement plus maintenant à l'île d'Elbe. Mais elle veut écrire à son mari, qui est loin d'elle, et c'est pourquoi elle demande à son père si elle peut lui envoyer des lettres pour Napoléon, « car il est absolument sans nouvelles de moi. » Il est vrai que cette dernière information, par laquelle elle pensait être manifestement agréable à François Ier, n'était pas absolument juste, car huit jours auparavant elle avait envoyé à l'île d'Elbe

dront, et tout ira bien. Si le Roi vous parle politique, assurez-Le que je Lui ai tout dit le jour où Il m'a permis de prendre congé de Lui. Basez vos instructions sur cela; Vous nous trouverez toujours sur la même route, et laissez dire le monde. — On nous trouvera toujours les mêmes. — Je désire, pour le bien de l'Europe, qu'il en soit de tout le monde.

« Recevez, Mon Prince, les assurances, etc. METTERNICH. »

(Archives de Vienne. Cf., sur la présence de Corvisart et d'Isabey à Aix, Houssaye, *1815*, I, 115. Ce sont donc de pures considérations politiques qui ont provoqué cette correspondance.)

1. *Mémoires*, II, 180.

une lettre où elle disait, pour s'excuser, qu'on l'obligeait à retourner à Vienne. Depuis, elle s'était certainement tue, mais, de l'île, arrivaient des lettres d'autant plus impatientes. La politique et le cœur y avaient sans doute part égale. En effet, que Napoléon, qui, dès le moment qui suivit son abdication à Fontainebleau, eût encore foi en l'avenir, s'efforçât à présent de maintenir son étroite union avec la fille de l'empereur aussi vivement que les puissances souhaitaient de la voir rompre, n'a nul besoin de le prouver. Et si Marie-Louise avait eu la fierté et le tempérament de cette Caroline de Naples qui, à cette époque même, mourut au château de Hetzendorf, le 8 septembre, son calcul n'aurait peut-être pas été trop inexact. Gneisenau n'a-t-il pas, peu de temps après, pendant le congrès de Vienne, émis l'idée qu'on pourrait, au besoin, favoriser le retour de Napoléon de l'île d'Elbe pour allumer en France la guerre civile et pendant ce temps résoudre la question allemande[1]? Marie-Louise n'avait pas assez de fierté ni assez de hardiesse. Au sujet des lettres de Napoléon, elle écrit à Vienne le 30 septembre :

J'ai eu, il y a quinze jours, la visite d'un officier de l'Empereur porteur d'une lettre dans laquelle il me dit de partir immédiatement pour l'île d'Elbe, où il m'attend avec beaucoup d'impatience. Depuis huit jours, c'est le second officier que je reçois[2]. Par le premier, j'ai répondu que je dois me rendre dans quelques jours à Vienne et qu'il me sera impossible, sans votre permission, de partir pour l'île; et, à la seconde lettre, je n'ai pas encore répondu. Je vous raconte tout cela, très cher papa, parce que je mets en vous toute ma confiance et que je désire que toutes ces histoires ne puissent vous donner aucune méfiance au sujet de mes actes. Soyez assuré que j'ai maintenant moins que jamais envie d'entreprendre ce voyage, et je vous donne ma parole d'honneur de ne l'entreprendre jamais sans vous en demander auparavant la permission. Je vous prie de me dire aussi ce que je dois écrire à l'Empereur sur ce point[3].

1. Pertz-Delbrück, *Gneisenau*, IV, 270.

2. La première lettre fut apportée par le colonel Laczinski, la seconde par le capitaine Hurault, dont la femme était au service de Marie-Louise. Le dernier fut découvert et dirigé sur Paris, d'où il ne put plus retourner à l'île d'Elbe. Cf., dans les *Mémoires* de Méneval, II, 179, la lettre du 9 août à celui-ci et *la Correspondance de Napoléon Ier*, XXVII, 21604, 21611.

3. Dans la même lettre, elle le prie de lui laisser les 44 lanciers polonais, que Napoléon a envoyés d'Elbe à Parme, « gens tout à fait paisibles et tranquilles, qui pourraient, dès maintenant, former une compagnie de ma garde à cheval. »

Bientôt après, l'Impératrice a quitté Aix et débarrassé de sa présence la France inquiète. Elle fait route par Genève, où elle se rencontre avec Joseph, frère de Napoléon, pour Berne, où elle pense séjourner quelque temps et faire des excursions dans l'Oberland; ici elle fait la connaissance de la bizarre princesse royale de Galles, avec laquelle elle passe une soirée; c'est ici aussi qu'elle trouve une lettre de son père, du 9 septembre, l'engageant à presser son retour et à quitter la Suisse, où le voisinage de Joseph Bonaparte (à Prangins) donnait matière à de nouveaux bavardages. Marie-Louise accuse à son père réception de son conseil dans une lettre datée de Berne, du 22 septembre, qui sera rapportée ici en entier, à l'exception de quelques passages sans aucun intérêt. La voici :

J'ai reçu avant-hier soir seulement, par le colonel Hrabowsky, votre lettre du 9 septembre, et je vous baise mille fois les mains pour tout ce que vous voulez bien m'y dire d'aimable. Je vous recommande encore avec la plus vive insistance, très cher papa, les intérêts de mon fils et les miens; je suis convaincue que je ne puis les placer en de meilleures mains que les vôtres; je suis convaincue que votre tendre sollicitude paternelle fera pour nous tout ce qui est possible. Dans mon prompt retour comme dans tout le reste, je suivrai constamment vos conseils; j'en ai besoin encore plus que jamais dans la situation difficile où je me trouve. C'est pourquoi j'accepte aussi avec reconnaissance votre gracieuse proposition d'habiter à Schönbrunn; je demeurerai plus volontiers dans ce lieu qu'à Schlosshof ou Presbourg; la raison ne vous sera pas difficile à deviner, très cher papa; je serai tout près de vous et je pourrai tous les jours parler avec vous, ce sera pour moi la plus grande des consolations. Si vous ne pouviez pas me donner asile à Schönbrunn, je vous prie de me loger à Hetzendorf, parce que c'est encore près de vous. Je vous envoie cette lettre par un de mes courriers et je vous prie de le renvoyer à ma rencontre. J'ai reçu à Laub une lettre de l'Empereur qui est tout à fait insignifiante; il ne me parle que de sa santé et ne me dit absolument rien de son désir de me faire venir à l'île d'Elbe. Je n'ai pas cependant voulu omettre de vous annoncer l'arrivée de cette lettre pour vous prouver que je n'ai rien de secret pour vous. Si vous le permettez, je vous enverrai ma réponse sous cachet volant, afin que vous puissiez la lire d'abord et la lui envoyer ensuite...

Mais la politique s'opposa aussi à ce désir de Marie-Louise; les cavaliers furent renvoyés à Napoléon.

Je n'ai pas voulu, lors de mon passage à Genève, déjeuner chez le roi Joseph, bien qu'il me l'ait proposé; il est venu chez moi pour dîner, mais il était de si mauvaise humeur qu'il est à peine resté une heure. J'ai pensé que vous trouveriez préférable que je ne sois pas allée chez lui.

Je vous envoie, très cher papa, les étapes de mon voyage. Je serai à Schönbrunn entre le 4 et le 8 octobre, parce que j'ai pensé que vous ne trouverez pas mauvais que je ne voyage pas jour et nuit. Je resterai aussi encore un jour à Berne, parce que tous mes gens sont un peu fatigués de mon voyage et m'ont priée de les laisser se reposer. Je prends un autre chemin que par Constance, parce qu'on n'est pas sûr en cette saison de pouvoir toujours traverser le lac. J'avais déjà auparavant prié le comte Neuperg de m'accompagner jusqu'à Vienne pour la sécurité du voyage, il m'a dit que vous aviez la bonté de lui accorder cette liberté, aussi en profiterai-je. Je suis persuadée que mon voyage s'accomplira ainsi plus rapidement. Je ne puis vous dire combien j'ai été satisfaite de ses procédés tant à Aix que pendant le voyage; dans ce choix aussi, j'ai reconnu votre gracieuse sollicitude paternelle.

La mort de la Reine[1] m'a profondément affligée, elle a toujours été si bonne pour moi que j'aurais eu un cœur ingrat si je ne l'avais pleurée...

Le 4 octobre 1814, Marie-Louise arriva de nouveau à Schönbrunn, et si elle avait espéré auparavant pouvoir ne revenir qu'après la fin du grand congrès des princes, son dessein s'était encore montré irréalisable. Le congrès n'en était encore qu'au début de ses délibérations, dont on ne pouvait aucunement prévoir la fin, et elle dut, bon gré mal gré, accepter la situation. C'est ce qu'elle fit, se tenant à l'écart de toutes les fêtes, passant le temps à Schönbrunn dans le cercle très étroit de sa famille et de son entourage français, rendant chaque jour visite à son père et n'entretenant par ailleurs que les rapports les plus indispensables. Les relations avec Napoléon s'espacèrent de plus en plus; enfin, après plusieurs semaines de silence, il y a une seule lettre, envoyée à l'île d'Elbe pour le nouvel an, qui porte formellement sa marque. Masson donne très peu de détails sur ce séjour d'hiver de l'Impératrice à Schönbrunn, mais ce peu même n'est pas très conforme à la vérité. « Petitement et par degrés, dit-il, on efface autour d'elle tout ce qui est de l'Empereur; d'abord les armoiries

1. Caroline de Naples, grand'mère de Marie-Louise.

de ses voitures, les boutons armoriés de ses laquais; puis son père exige la promesse qu'elle communiquera toute lettre venant de l'île d'Elbe; puis qu'elle n'écrira pas sans son assentiment à l'Empereur. A chaque fois, Neipperg affirme que, si elle se rend, on lui donnera Parme, on lui permettra d'y vivre, d'y tenir sa cour, d'y être indépendante et libre. Ces fêtes, dont elle entend le bruit, où elle n'est pas conviée et dont elle regarde les splendeurs par le trou du plafond, ces plaisirs, qu'on prend sans qu'elle y ait part et qui traversent ses appartements sans qu'on la salue au passage, ce déploiement d'un luxe, dont elle a commencé à jouir et dont brusquement elle se trouve sevrée, n'est-ce pas encore un moyen qu'on prend pour la tenter? » On peut toucher du doigt l'exagération. Non, Marie-Louise n'était pas d'une nature à se laisser séduire par des fêtes bruyantes ou à en regretter l'absence. Réservée et solitaire, dissimulant le plus possible ses bonnes qualités, reconnaissant ouvertement ses défauts (comme elle avait un jour avoué en face de Napoléon sa tendance à l'égoïsme), elle avait, comme son père, une extrême aversion pour le faste bruyant. Il en avait été ainsi à Paris, et plus tard il en sera de même à Parme. Du milieu de l'éclat de la cour de France, elle écrivait, en 1811, à une amie : « Vous pouvez penser que, dans une ville aussi grande que Paris, nous ne manquons pas de distractions, mais, pour moi, les moments les plus agréables sont encore ceux où je me trouve en compagnie de l'Empereur ou suis toute seule à mes affaires. » Pendant les troubles de 1814, elle regrette de n'être pas devenue chanoinesse, comme ç'avait été son désir à l'origine[1]. Sur les journées à Schönbrunn, elle s'exprime comme il suit : « Cette vie tranquille me fait du bien. Vous savez que je n'ai jamais aimé le grand monde et que je l'ai maintenant plus que jamais en aversion; je suis heureuse dans mon petit coin. » Et, en 1817, elle écrit à cette amie : « Bien que jeune encore, j'ai une répugnance effroyable pour le monde, et je vous assure que, chaque fois que j'entre dans un couvent, j'envie celles qui ont cherché là leur paix[2]. » Était-ce là la femme sur qui on exerce une pression en l'éloignant des fêtes? On ne lui a pas non plus changé ses voitures; c'est elle-même qui a ordonné

1. *Mémoires* de Savary, VII, 163.

2. *Correspondance de Marie-Louise* (1799-1817) : *Lettres à la comtesse Colloredo et à Mlle de Poutet*, p. 150, 176, 185. Cf. aussi Houssaye, *1815*, p. 150, qui, sur ce point, juge Marie-Louise avec beaucoup plus d'équité.

le changement, lorsqu'elle a dû entendre de ses propres oreilles des curieux, parmi la foule, se moquer des antiques armoiries de l'empire tombé[1]. La promesse de montrer à son père les lettres d'Elbe et les réponses qu'elle y fait ne lui a pas été extorquée ; elle en a elle-même fait la proposition, comme nous avons pu le voir[2]. Et elle fit cela parce que, placée une fois encore par le sort entre son mari et son père, elle s'était décidée pour le dernier, afin de sauver pour son fils encore un morceau du grand empire écroulé. Méneval, qui n'a pas renoncé à la gagner de nouveau à Napoléon, apprit d'elle un jour « que, n'étant plus souveraine indépendante, ne trouvant d'ailleurs aucun appui et n'ayant aucune force de résistance, il ne lui reste plus qu'à se courber sous le joug ou à se mettre en rébellion ouverte contre son père et sa famille, ce qui aurait pour son fils et pour l'avenir de celui-ci les plus graves conséquences[3]. » A cette époque justement, le congrès s'occupait activement de Parme et de Plaisance. Les représentants de la France et de l'Espagne se prononçaient très nettement pour les Bourbons, l'Autriche ne voulait pas, dans la question saxonne et polonaise, qui séparait en deux camps les royaumes, mettre en péril son accord avec Louis XVIII, ni placer au premier plan l'empereur François dans l'affaire de sa fille. Si Marie-Louise se décidait maintenant pour Napoléon, c'en était définitivement fait de tout espoir pour les duchés, mais, dans le cas contraire, il devenait possible (comme il advint en réalité) que l'empereur Alexandre Ier de Russie s'intéressât à la question, et, d'accord avec la Prusse et l'Angleterre, fît adjuger Parme à l'Impératrice, bien qu'à la vérité ce ne fût d'abord qu'à elle seule[4].

Pendant ce temps d'incertitude au sujet de Parme, le comte de Neipperg, qui était resté à Vienne durant l'hiver, avait justifié sa réputation de mentor et d'aide. Il s'était non seulement ren-

1. Bausset, *Mémoires*, III, 99 : « Comme elle montait dans sa voiture, après une visite chez l'Impératrice de Russie, le 2 décembre, elle entendit elle-même ces remarques faites, du reste, avec modération et elle me commanda de m'occuper du changement, auquel jusque-là personne n'avait pensé. » L'histoire relative aux armoiries a pour origine le pamphlet *Marie-Louise et le duc de Reichstadt* (p. 170), auquel même le témoin oculaire Bausset doit céder le pas quand la légende le réclame.

2. Voir, plus haut, la lettre du 22 septembre.

3. Méneval, *Mémoires*, II, 259.

4. Sur le traité secret ultérieur du 31 mai 1815, cf. plus loin.

seigné avec exactitude sur l'état des duchés et avait pris des notes détaillées, mais encore il avait rédigé les lettres que l'Impératrice devait envoyer à Alexandre Ier et à Frédéric-Guillaume III de Prusse et s'était personnellement adressé en son nom à lord Castlereagh, représentant de l'Angleterre, en un mot s'était acquis un mérite important dans la conduite d'une affaire que Marie-Louise avait fort à cœur. L'estime qu'elle avait de sa valeur, la reconnaissance dont elle payait les fructueux efforts qu'il faisait dans son intérêt, l'habitude du commerce de l'homme ouvert et aimable qui venait presque chaque jour dîner à Schönbrunn, l'accompagnait à la promenade, et qui, le soir, par ses talents de société, — c'était un musicien distingué, — animait la monotonie de son cercle, tout cela développait en elle une chaude sympathie, dont elle ne faisait aucun mystère à son entourage. L'agent secret à qui était confiée la surveillance de la cour de Schönbrunn raconte en passant qu'elle avait donné l'ordre, un jour que Neipperg était en retard pour le dîner, de dépêcher un cavalier à la ville pour s'informer où il était si longtemps retenu. « Sa Majesté dit cela avec une parfaite bonne humeur, parce que la société du comte semble lui être fort agréable en raison de sa nature vive et aimable[1]. » Aussi l'Impératrice n'avait-elle peut-être à s'en prendre qu'à elle-même, si on racontait d'elle au congrès ce que le baron Stein écrivait le 24 février dans son journal : « C'est une Française superficielle qui se donne l'air d'avoir oublié tout ce qui est allemand et se laisse faire la cour par le général Neipperg[2]. » Neipperg répondait à la sympathie de sa maîtresse, — il était entré à son service personnel comme grand maître des écuries, — avec un respect enthousiaste[3]. Et, pourtant, tout cela est bien loin du roman que les historiens français ont introduit dans ces relations dès ce moment-là. Masson, par exemple, — toujours en suivant les traces de Houssaye, — s'arrête à cet avis que Neipperg, Faust et Méphisto en une seule personne, a pris par ordre dans les lacs de ses artifices de séduction le cœur sans défense de l'Impératrice et l'a ravi à son mari[4].

1. Archives du Ministère I. R. de l'Intérieur. Actes de la police.

2. *Historische Zeitschrift*, nouv. série, XXIV, 435.

3. Houssaye, *1815*, p. 451, sur la foi de l'écrit *Marie-Louise et le duc de Reichstadt*, le fait maréchal de la cour, « titre qui lui donnait le droit de monter dans la voiture de l'Impératrice. »

4. *L'Impératrice Marie-Louise*, p. 606 : « Elle a vingt-trois ans et elle est

Des lettres qui sont données dans l'appendice, on conclura qu'on y trouve peut-être déjà le germe d'un lien de cœur qui fit mûrir dans les années suivantes une union pour la vie, mais il est impossible d'y noter la trace d'une plus grande intimité. Quant au reproche fait au gouvernement autrichien d'avoir organisé et favorisé l'entreprise conquérante de Neipperg, il manque de fondement non seulement à cause du rôle dégradant qu'il eût exigé d'un homme considéré et de bonne maison, mais aussi pour cette raison qu'il serait difficile d'expliquer comment Metternich, sur le témoignage peu suspect de Méneval, pouvait, dès le commencement de février 1815, faire à Neipperg la communication qu'il aurait sous peu à rejoindre son commandement en Italie et comment le général, sur la simple intercession de Marie-Louise, pouvait obtenir l'ajournement de son départ, de façon à ne quitter Vienne que le 1er avril 1815 pour reprendre le commandement de sa division[1]. Si le gouvernement de l'empereur François avait mis à si haut prix son action sur Marie-Louise et l'avait jugée tellement souhaitable, comme le croient les historiens français, il n'aurait sans doute pas émietté cette action, précisément au moment où Napoléon avait quitté l'île d'Elbe pour s'élancer vers Paris, dans une course victorieuse, s'emparer du pouvoir et où il envoyait à Vienne lettre sur lettre pour rappeler sa femme en France. Non, le gouvernement autrichien n'avait pas besoin de Neipperg pour conserver Marie-Louise à l'Autriche. Le choix de celle-ci entre son mari et son père était déjà fait avant qu'elle connût le général, et, après que Napoléon se fut évadé de l'île d'Elbe, ce n'est plus que comme une formalité, à coup sûr pour enlever tout soupçon aux puissances, que le gouvernement se fait donner par Marie-Louise une déclaration par laquelle elle s'engage à se soumettre, sans arrière-pensée, elle et son fils, à la volonté de son père.

La lettre est tout entière en français et datée du 18 mars :

Mon très cher Père, — Au moment d'une nouvelle crise, qui menace la tranquillité de l'Europe, et menacée de nouveaux mal-

femme; père, belle-mère, frères, sœurs, tous les souverains de l'Europe guettent sa chute pour lui en faire un triomphe. » P. 404 : « Avant six mois, » dit Neipperg à sa maîtresse en quittant Milan, « je serai son amant et bientôt son mari. Il ne fallut pas six mois. »

1. Méneval, *Mémoires*, II, 241.

heurs qui s'accumulent sur ma tête, je ne puis espérer un asile plus sûr, une protection plus bienfaisante que celle que je réclame pour moi et pour mon fils de votre tendresse paternelle. C'est dans vos bras, mon très cher Père, que je me réfugie avec l'être qui me tient le plus à cœur dans ce monde. Je remets en vos mains, — et sous votre sauvegarde paternelle, — notre sort. Je ne saurais le placer sous une égide plus sacrée. Nous ne connaîtrons d'autre volonté que la vôtre. Vous daignerez diriger avec votre tendresse toutes mes démarches, dans un moment aussi difficile. Une soumission sans bornes sera le premier hommage de ma reconnaissance et de l'attachement respectueux avec lequel j'ai l'honneur d'être, mon très cher Père, votre très obéissante fille,

MARIE-LOUISE.

Schönbrunn, ce 18 mars 1815.

Il eût été sans doute pour Napoléon d'une importance infinie qu'elle reparût en France à ce moment. Cela eût signifié que l'Autriche était prête à se séparer de la Russie, de l'Angleterre et de la Prusse et enfin à reconnaître son pouvoir. Sans doute, on l'avait pertinemment instruit à l'île d'Elbe de la tension qui s'était manifestée entre la puissance danubienne et sa voisine du nord pendant les négociations du congrès; plusieurs semaines, il y avait eu menace de guerre ouverte, et il pouvait bien aussi avoir fait entrer ce facteur dans ses calculs lorsqu'il se résolut en février à quitter l'île. Mais à présent, les événements survenus dans l'intervalle l'avaient certainement vite désillusionné. Le 13 mars, il avait été mis hors la loi par les États européens qui avaient signé le traité de Paris le 30 mai 1814, et, le 25, les quatre grandes puissances renouvelaient leur traité d'alliance de l'année précédente. Metternich aurait-il apposé son nom sur les pièces sans être sûr de Marie-Louise? Certainement non. Et ainsi c'en était fait de l'espérance de Napoléon de voir revenir sa femme, la coalition se rompre et peut-être la guerre évitée. Lorsque même, dans ses courtes lettres à Marie-Louise des 22, 26, 28 mars, 1er et 4 avril, que nous connaissons, il peignait d'une façon si émouvante son triomphe sans exemple, la fuite du roi, l'enthousiasme de l'armée, il n'avait probablement *in petto* pas grand espoir en leur efficacité. A l'extérieur sans doute et à son entourage, il se montrait plein d'assurance; il avait même renouvelé la maison de l'impératrice pour répandre dans le peuple l'opinion que l'Autriche était favorable à son retour.

Mme de Méneval écrivait à son mari à Vienne les 12 et 14 avril :

Paris, le 12 avril 1815.

Je fais des vœux pour que cet état de crise ne dure pas longtemps. Fain me dit qu'il faut avoir du courage, que nos tourments cesseront bientôt et que bientôt nous serons tous ensemble.

L'Empereur était hier de fort bonne humeur; il venait d'apprendre que le général Delaborde avait fait arborer à Toulouse le drapeau tricolore et que ce drapeau a été salué avec enthousiasme. Nîmes, Montpellier sont aussi rendues. Tout va bien. Mais ce sont les nouvelles de Vienne que l'on attend avec anxiété! Ah! chère Impératrice, revenez, et nous serons tous heureux! Après la messe, l'Empereur a passé en revue des troupes de ligne et environ quinze ou vingt régiments de cavalerie. Il a parlé aux soldats. Tu ne peux te faire une idée de l'ivresse de ces braves gens; tous se précipitaient sur l'Empereur, enfin, le cheval qui portait S. M. a presque été enlevé.

J'espère que tu as maintenant des nouvelles de ce qui se passe à Paris et que mes lettres te sont parvenues. Comme les Parisiens se plaisent à inventer, l'on assure aujourd'hui que tu es aux environs de la capitale avec Mad. de Montesquiou et que tu n'y paraîtras que lorsque l'Impératrice est arrivée. On craint beaucoup la guerre, *moi* j'ai le doux pressentiment que nous ne l'aurons pas, et, d'ailleurs, si nous l'avons, malheur à celui qui nous la fera.

La même au même.

Paris, le 14 avril 1815.

L'on ne sait rien ici de ce qui se passe à Vienne, et, malgré cela, nous espérons toujours ne point avoir la guerre. L'Empereur est, dit-on, extrêmement gai; il parle souvent du retour de l'Impératrice et paraît heureux de penser qu'il pourra bientôt la revoir, ainsi que notre cher petit prince. M. Denon, qui a presque tous les jours l'honneur de causer avec S. M., me raconte tout cela et nous divertit beaucoup, Mad. de Houchin et moi, quand il s'amuse à copier les ridicules de tous les courtisans. A propos de courtisans, ce pauvre Dompmartin fait une triste figure; cela, cependant, ne l'empêche pas d'aller tous les dimanches à l'audience de l'Empereur. Pour le dédommager de la perte de ces deux croix, on l'a, dit-on, nommé chevalier de l'ordre de la Girouette et membre de celui de l'Éteignoir. Si tu lis le *Nain jaune,* tu verras qu'il a d'illustres confrères[1].

1. Vienne, Archives de l'État.

Mais pendant que Mme de Méneval écrivait ainsi à son mari, arriva à Paris une lettre de ce dernier à Caulaincourt, du 7 avril, qui ne laissait plus aucun doute à l'Empereur sur la situation à Vienne. Marie-Louise ne viendra pas. Elle a dans plusieurs entretiens déclaré à l'auteur de la lettre que c'était sa décision irrévocable de ne plus jamais se rapprocher de son mari, pour cette raison entre autres que, puisqu'elle n'avait pas partagé son infortune, elle ne pouvait maintenant décemment prendre part à ses succès. Elle ne veut pas consentir au divorce, mais cherche à obtenir une séparation à l'amiable. Même elle a déjà juré à son père de lui remettre tout ce qui lui arriverait de Napoléon, car, quand de si puissants intérêts étaient en jeu, elle n'avait le droit de faire parler ni ses sentiments ni son jugement. « Ses sentiments? » Lui restait-il encore un sentiment pour Napoléon? Il semble que le seul sentiment provoqué en elle par les nouvelles de France sur sa marche victorieuse ait été une angoisse indicible d'être encore une fois appelée là-bas par le sort. Mais elle voulait désormais se défendre. Lorsqu'au milieu d'avril, Méneval tenta encore un assaut contre son cœur, avec une lettre de l'Empereur du 4 à la main, elle lui répliqua avec vivacité que sa résolution de ne plus retourner en France était inébranlable et que son père même ne pourrait l'y forcer[1]. Ce fut le dernier entretien qu'elle eut avec l'avocat infatigable de Napoléon. Elle communiqua ensuite la lettre au baron Wessenberg, qui, après le départ de Neipperg, servit d'intermédiaire entre elle et Metternich et lui confia qu'elle l'avait transmise à l'Empereur avec deux autres billets provenant de Joseph Bonaparte et de sa femme. « Elle exprimait le vif désir, » raconte Wessenberg, « qu'on fît partir Méneval, ce à quoi l'Empereur aurait déjà, déclare-t-elle, donné son autorisation. Quant aux autres personnes de son entourage, elle en serait presque absolument sûre[2]. » Là-dessus on accorda

1. Méneval, *Mémoires*, II, 269.

2. *Wessenberg à Metternich.*

Le 19 (avril ?).

« L'Impératrice M. Louise m'a fait venir chez Elle pour me dire que Menneval était venu hier soir lui apporter trois petits billets sans adresse, dont l'un était de Napoléon, du 4 avril, et les 2 autres de Joseph et de sa femme; je vous joins copie du premier. Menneval s'est refusé de lui dire de qui il tenait ces billets qu'il avait ouverts, mais l'Impératrice croit qu'il les a reçus en ville hier entre 10 h. et midi; il avait cherché toute la journée à lui parler, mais n'a pu y parvenir qu'à 10 du soir.

à Méneval son rapatriement. Quand il partit le 7 mai, ce fut aussi la dernière possibilité de relation entre elle et l'Empereur qui disparut. Le proscrit de l'Europe était devenu pour elle un étranger, et, si elle n'alla point jusqu'à prendre part aux processions publiques faites pour implorer du ciel la victoire, elle demeura du moins, en tant qu'autrichienne, du côté de ses adversaires. Rarement, sans doute, la politique a fait éclater toute sa dureté aussi clairement qu'ici, où, en se jouant de tout sentiment, elle rompit à nouveau un lien avec la même cruelle absence de scrupules qu'elle avait eue à le nouer.

Bientôt après commença la nouvelle guerre contre Napoléon, et l'empereur François entra de nouveau en campagne avec les alliés. Ce n'était pas sans inquiétude que les pensées de la fille suivaient le père. Son sort dépendait essentiellement de l'issue du combat, qui ne pouvait à vrai dire être fort douteux, avec les masses énormes qu'on avait mises en mouvement vers la France. Qu'adviendrait-il cependant si, contre toute attente, Napoléon restait victorieux et réclamait comme tribut de l'Autriche sa femme et son fils? A ce moment serait-elle encore en état de dire non? Les intérêts de sa patrie n'étaient-ils pas encore en jeu dans ce cas et n'y avait-elle pas enchaîné sa vie? Il lui faudrait une fois encore se risquer sur les vagues furieuses, sur lesquelles, peu d'années seulement auparavant, une princesse autrichienne avait perdu la couronne et la vie, au moment où elle se croyait si près du port tranquille, qui était le seul vœu de son âme craintive. Elle tombait dans la plus vive inquiétude; celui qui la lui causait ne pouvait pas être son ami. Et ne verrait-elle pas de nouveau mise en jeu cette principauté italienne qu'elle avait déjà entre les mains, vers laquelle se portaient toutes ses pensées et que les puissances les plus influentes avaient enfin assurée non seulement à elle, mais encore à son fils[1]? Dans presque chacune

« L'Impératrice est allée remettre lesdits billets à l'Empereur. Elle désire beaucoup qu'on fasse partir Menneval et le laisse retourner en France. Elle prétend être à peu près sûre de toutes les autres personnes qui composent sa maison. Je suis également d'avis qu'il sera moins dangereux en France qu'ici. Au reste, l'Impératrice prétend que l'Empereur a permis que Menneval retourne en France.

WESSENBERG. »

(Vienne, Archives de l'État.)

1. Dans l'acte du congrès de Vienne, qui fut signé le 9 juin 1815, il fut convenu, par l'article 99, en conséquence d'une décision de la conférence du

de ses lettres à son père, après des paroles de reconnaissance infiniment caressantes, elle répète maintenant comme un refrain combien elle aimerait à partir enfin pour l'Italie. C'est ainsi qu'elle écrit le 8 juin 1815 :

Mes affaires sont enfin heureusement terminées à l'avantage de mon fils et au mien. Comme je ne veux plus jamais retourner en France, toutes mes angoisses sont dissipées par cet arrangement. C'est encore à vous que j'en suis redevable, très cher papa; comment trouverai-je des mots pour vous exprimer ma reconnaissance et la plénitude de mes sentiments filiaux? Dieu fasse que vous puissiez, dans quelques mois, me faire dire de vous rejoindre en Italie.

A son avis, la guerre ne devait durer « que quelques mois. » Elle fut terminée plus vite qu'elle ne le pensait. La journée de Waterloo lui avait préparé une fin brusque. Le 22 juin, Napoléon abdiquait de nouveau. Mais alors se présenta de nouveau la même combinaison qui s'était déjà offerte à Marie-Louise l'année précédente; un plan de régence pour son fils revint sur l'eau. « L'Empereur est politiquement mort, » s'écria le frère de Napoléon, Lucien, à la Chambre des pairs. Mais il ajouta aussitôt : « Vive l'Empereur! » et ce cri trouva un écho enthousiaste à la Chambre des députés. On y entendit, à la séance du 23 juin, cette parole, — prononcée par le député Penières, — que la députa-

25 mai, que Parme, Plaisance et Guastalla reviendraient à Marie-Louise; néanmoins, pour le droit de dévolution après sa mort, on ne prendrait une décision qu'ultérieurement. Mais il y eut en outre, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, un traité secret, conclu le 31 mai 1815, qui est reproduit dans Martens, *Recueil des traités conclus par la Russie* (III, 535 et suiv.), et dont la teneur, en ses points essentiels, est la suivante : « Art. 1. L'Impératrice Marie-Louise est maintenue dans la possession des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla, et tous les arrangements arrêtés par l'article 5 du traité de Paris du 11 avril 1814 recevront leur pleine et entière exécution. Art. 2. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla lui seront assurés en toute propriété. *Ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe.* Art. 3. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à garantir le maintien de cette stipulation et à employer tous leurs soins pour y faire accéder également l'Angleterre, la France et l'Espagne. » Ainsi, la remarque de Welschinger (*Roi de Rome*, p. 105) que « Neipperg avait promis à l'Impératrice de défendre ses intérêts énergiquement à propos de Parme, mais à la condition que l'Impératrice ne songerait pas à demander la réversion des duchés pour son fils ni à vouloir l'emmener avec elle, » appartient comme tant d'autres de ses idées au domaine de la fable. Ce fut seulement en 1817 qu'il fut décidé que le jeune prince serait déchu du droit de succession sur Parme.

tion qu'on avait envoyée à l'empereur d'Autriche devait exiger comme gage de la paix le jeune prince et sa mère, et, deux jours après, parut dans le *Moniteur* le décret de la Chambre qui déclarait Napoléon II successeur légitime de son père. La nouvelle parvint vite jusqu'à Vienne, où elle remplit Marie-Louise d'un nouveau tourment. Ils revenaient à la charge, ces Français inconstants, et aussi ces frères de Napoléon, qui certainement lui rendraient la vie bien amère, — non, cela, jamais; les émotions de Blois, d'Orléans, la faisaient encore frissonner de tous ses membres. Dans une lettre du 7 juillet à son père nous lisons :

Nous recevrons probablement bientôt des nouvelles de votre entrée solennelle à Paris; je vous prie de vous souvenir en cette circonstance, très cher papa, de ce que je vous ai dit le jour avant votre départ, c'est-à-dire que jamais plus, en aucun cas, il ne me serait possible de retourner en France. J'apprends à l'instant, par ma chère maman, que le roi a un parti très puissant, et cela me réjouit infiniment. Pour le seul moment, tout ce que je désire, c'est que vous puissiez bientôt passer de là en Italie et que vous me permettiez de venir vous retrouver à Milan et de là d'aller à Parme. J'aurai alors le plaisir de vous revoir, et ce sera le plus grand que je puisse encore avoir dans ma vie, car vous ne pouvez concevoir la grandeur de mon amour filial.

Cependant, Marie-Louise devait bientôt être exempte du souci de jouer un rôle dans l'histoire du monde. Le parlement français n'avait pas seulement reconnu le droit de succession du roi de Rome, il avait en même temps établi un gouvernement provisoire « qui devait assurer à la nation les garanties de son repos et de sa liberté. » Le nom de Bonaparte garantissait-il le repos et la liberté du pays? Fouché, le chef de ce nouveau directoire, répondit *non* à cette question et agit en conséquence. La députation qu'il envoya à Wellington et ensuite aux monarques alliés pour conclure une trêve dut déclarer qu'elle n'était point liée par rapport au futur gouvernement. Lorsque les envoyés furent ensuite interrogés là-dessus au quartier général des souverains, ils répondirent qu'on ne pouvait offrir à la France que la paix; les Français ne refusaient absolument aucun gouvernement, pourvu qu'on leur garantît qu'il n'en résulterait pas une nouvelle révolution. La question de Napoléon II était une comédie. On avait

les mains libres pour faire ce qu'on voulait[1]. Pendant ce temps, Fouché avait continué ses intrigues en faveur des Bourbons et amusé la Chambre jusqu'au moment où l'armée ennemie entra dans Paris, où les monarques alliés se prononcèrent une seconde fois pour Louis XVIII et où celui-ci même reprit possession du trône de France, le 8 juillet 1815.

Ces nouvelles étaient la délivrance pour « Sa Majesté la duchesse de Parme, » comme elle s'appela désormais, et elle donna libre cours à l'expression de son contentement. Le 20 juillet, elle écrit de Bade à l'empereur François :

J'ai appris avec beaucoup de plaisir votre entrée de Paris; je vous prie de croire que personne ne prend plus de part que moi à l'heureuse issue de la guerre. J'ai appris aussi avec beaucoup de joie que le roi est revenu dans sa capitale. Cela m'a rassurée sur une foule de sots bruits qui circulaient, car vous savez, très cher papa, combien vif a toujours été mon désir de passer mes jours auprès de vous et à Parme. Ne croyez-vous pas que ce serait peut-être le bon moment d'obtenir l'acquiescement des cabinets anglais et français à l'article secret qui assure à mon fils la succession des duchés? Peut-être le moment où le roi vous doit tant serait-il favorable pour cela[2]. Vous me pardonnez, très cher papa, de vous en faire souvenir; mais je connais votre bonté et vos sentiments en qualité de père et de tuteur de mon enfant, qui n'a que vous comme protecteur... Mon fils vous baise les mains et me charge de vous dire qu'il fait tout son possible pour devenir très raisonnable; il lit déjà très bien le français et un peu l'italien; je lui ai promis, quand il saurait cette langue couramment, de vous demander en son nom un régiment autrichien, c'est

1. Metternich, dans une lettre adressée de Hagenau à Hudelist le 29 juin, met ces paroles dans leur bouche quand il raconte : « Les commissaires du gouvernement provisoire sont arrivés ici. Nous avons envoyé Walmoden, Capo d'Istria, Knesebeck et Stewart à ces messieurs pour entendre leurs explications. Celles-ci se résument dans les courtes phrases que voici : « Nous ne nous refusons à nul gouvernement, mais pensez qu'il faut des garanties pour qu'il n'y ait pas une nouvelle révolution. » Ainsi l'affaire marche tout à fait bien. Dans le *Moniteur* du 25, Napoléon II est pourtant proclamé Empereur. Si on leur demandait comment ceci s'accordait avec leurs explications, ces messieurs répondaient : « Regardez tout cela comme une farce. Nous avons les mains libres et nous pouvons faire ce que nous voulons » (Vienne, Archives de l'État). Pour plus de détails, cf. la lettre de Metternich à sa fille Marie du 2 juillet 1815 dans les *Papiers posthumes*, II, 521.

2. Voir, plus haut, l'article 3 du traité secret du 31 mai.

tout ce qu'il désire, et, si vous voulez bien lui accorder cette grâce, j'espère que mon petit François s'en rendra tout à fait digne avec le temps.

A cette époque, Napoléon était déjà prisonnier de l'Angleterre. Le 30 juillet, il était condamné à la détention perpétuelle dans l'île de Sainte-Hélène; son jugement lui fut notifié sur le Bellérophon. Il y avait longtemps que Marie-Louise ne songeait plus à aucune espèce de relation avec le proscrit de l'Europe, combien moins encore avec le prisonnier. Elle désire seulement qu'on n'aggrave pas son sort par des duretés. Pour l'anniversaire de Napoléon, le 15 août 1815, elle écrit à son père :

J'espère que nous aurons désormais une paix durable, puisque l'empereur Napoléon — elle ne peut pas se résoudre à dire « Bonaparte » — ne la troublera plus jamais. J'espère qu'on le traitera avec bonté et douceur, et je vous prie, très cher papa, d'y contribuer; c'est la seule prière que je puisse oser pour lui et la dernière fois que je m'intéresse à son sort, car je lui dois de la reconnaissance pour la tranquille indifférence dans laquelle il m'a laissée vivre, au lieu de me rendre malheureuse.

Le 20 avril 1816, Marie-Louise prit possession du gouvernement des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla.

Auguste FOURNIER.

APPENDICE

Sur la correspondance de Marie-Louise et de Neipperg

(1815).

Méneval raconte dans ses *Mémoires* (II, 282) que Neipperg, à son départ de Vienne, le 1er avril 1815, aurait laissé à l'Impératrice, dans une longue lettre détaillée, des communications et toutes sortes de conseils dont elle ne pouvait plus se passer. Pendant son absence, « une correspondance active suppléa à sa présence. » Ses lettres auraient été de vrais mémoires, quelques-unes n'ayant pas moins de huit à dix pages. Peu de temps avant que parussent les *Mémoires* de Méneval, le pamphlet allemand *Marie-Louise et le duc de Reichstadt*, publié par un ancien fonctionnaire de l'État, s'était exprimé comme il suit (p. 188) sur cette correspondance : « Chaque jour de poste, il (Neipperg) recevait ici de Marie-Louise les lettres les plus tendres; la situation critique de celle-ci se débrouillait de plus en plus à son avantage; son conseil, sa main secourable, lui paraissaient de plus en plus un besoin indispensable, et, tandis que, dans son isolement, elle laissait sans réponse les dernières lignes de son mari, condamné à la mort morale, elle entretenait avec Neipperg la correspondance la plus assidue. » D'après Welschinger, dans son *Roi de Rome* (p. 127), les lettres de l'Impératrice à Neipperg, que l'auteur, sans rien qui le justifie, fait partir seulement le 18 avril 1815, aurait été très passionnées. « La cour de Vienne n'avait pas autorisé l'Impératrice à écrire à Napoléon, mais, en revanche, on lui laissait adresser des lettres aussi nombreuses que passionnées au général de Neipperg. »

Eh bien! de toutes ces relations, il n'y a que celle de Méneval, qui a passé alors quelque temps encore près de Marie-Louise à Schönbrunn, qui approche de la vérité, en partie du moins. Neipperg a, en réalité, comme il le déclare lui-même, écrit tout d'abord chaque jour à Schönbrunn. Quant aux réponses de l'Impératrice, la correspondance ne fut point de sa part très « assidue, » car Neipperg se plaint de rester sans nouvelles pendant quinze jours. Elle n'était ni « passionnée » ni « tendre », les preuves que nous donnons plus loin l'attesteront. Du reste, sur cette correspondance de l'année 1815, personne jusqu'ici n'était en situation de porter un jugement valable,

car on n'en connaissait absolument rien. Même ce que nous communiquons ici n'est qu'un fragment : cinq lettres de Neipperg et une de l'Impératrice, d'avril et de mai 1815, qui, certainement, pourraient fournir une contribution aux recherches historiques par ce seul fait qu'elles ne purent échapper à l'œil vigilant de l'administration de l'État, qui, à l'époque du congrès de Vienne, tenait pour un devoir patriotique de témoigner une sollicitude particulière aux correspondances écrites des personnalités remarquables. Les lettres dont les archives de l'État à Vienne gardent la copie sont rédigées en français, langue que Marie-Louise savait mieux parler et écrire que l'allemand.

Leur contenu, — désillusion pour les amateurs de l'histoire à sensation ! — se rapporte tout d'abord aux événements de la campagne de l'Autriche contre Murat, dans laquelle Neipperg occupa l'aile gauche et suivit à marches forcées la retraite du roi jusqu'à ce que celui-ci, à Tolentino, les 2 et 3 mai, livrât bataille au centre, commandé par le général en chef Bianchi. Neipperg a ainsi la satisfaction de pouvoir annoncer à sa protectrice d'heureux événements. Puis viennent des conseils au sujet de Parme, des avis sur la situation en Italie, des remarques très défavorables sur les événements de France et l'attitude des Français lors du retour de Napoléon; celui qui écrit, d'accord avec l'opinion généralement répandue, les accuse très violemment, et les maréchaux de France tous les premiers, de violer leur foi envers le roi et leur parole envers l'Europe. Par ci par là, se glissent une requête pour avoir des nouvelles plus fréquentes, un regret sentimental de la petite cour de Schönbrunn et du commerce de la femme aux pieds de laquelle le comte, obéissant au romantisme de son temps et sans doute aussi de son cœur, dépose l'hommage de son respect chevaleresque. Le mot « chevalerie » se trouve plusieurs fois dans les lettres. Quand Neipperg perd sa femme, c'est probablement lui-même qui en annonce la nouvelle[1]. La lettre de l'Impératrice porte la marque d'une sympathie sincère et d'une confiance ouverte. Elle a bien de la peine à se passer de ses conseils tout autant que de sa compagnie, devenue pour elle agréable et chère. « La mort de Brignole, » écrit-elle à son amie la comtesse Victoire Crenneville, « m'a rendu le départ de Neipperg encore plus sensible, car je suis absolument privée de conseils, et à mon âge (elle avait alors vingt-quatre ans) et dans ma situation, on en a besoin. » En mai, elle se plaint à la même amie d'être sans nouvelles du général

1. Cf. Méneval, *Mémoires*, II, 318.

depuis dix-huit jours[1]. Tout cela peut, je veux bien, être rapporté à une inclination personnelle, mais non tout de même, à beaucoup près, impliquer ce degré d'intimité que les récents historiens imaginent d'après des sources en partie impures, en partie intéressées.

Si Neipperg finit par entrer complètement au service de la « duchesse de Parme, » la raison n'en fut pas seulement dans son respect pour elle, mais dans d'autres circonstances extérieures. Le jour de la bataille de Tolentino, il ne s'était pas assez approché de l'ennemi pour prendre part au combat. Il semble qu'on lui en ait fait au conseil aulique de guerre à Vienne un reproche contre lequel Bianchi le défendit. Neipperg envoya une copie du mémoire de Bianchi à Marie-Louise qui, évidemment sur sa prière, le fit parvenir à l'Empereur. « Je serais heureuse, » disait-elle dans la lettre qui l'accompagnait, « que l'honneur de cet honnête homme, à qui je dois beaucoup de remerciements pour mes affaires, fût lavé. Il m'a prié de le mettre à vos pieds et de vous assurer que vous ne trouveriez pas un plus fidèle serviteur que lui. » Bientôt après, cependant, s'offrit une nouvelle circonstance où l'on ne fut pas satisfait du général. Murat avait fini par être repoussé jusque devant Naples, où Bianchi et Neipperg, en présence du général anglais lord Burghersh, signèrent ensuite le 20 mai, avec Carascosa et Colleta, une convention militaire qui contraignait le roi, à qui l'on refusait dorénavant son titre, à évacuer la capitale et les places fortes[2]. Metternich ne fut pas satisfait de ce résultat. Dans un rapport du 31 mai à l'empereur François, il faisait au négociateur le reproche, qui atteignait surtout Neipperg, le diplomate, d'avoir négocié au nom des alliés quand il s'agissait d'un succès militaire purement autrichien; ils auraient pu, ajoutait-il, obtenir davantage en refusant toute capitulation, en faisant le roi prisonnier ou au moins en le forçant à abdiquer. L'Empereur fut du même avis. « Ce qui s'est passé prouve une fois de plus combien les militaires sont peu aptes à négocier et fait naître en moi des doutes sérieux sur l'habileté de Neuperg (*sic*); tout au moins me paraît-il très étourdi, partant sans aptitude pour les grandes affaires[3]. » On le voit, Neipperg n'était pas très en faveur, ce qui cependant eût dû être le cas, si les écrivains français avaient raison dans leur interprétation de son rôle. Humilié, il dut

1. *Correspondance de Marie-Louise* (1799-1847). Lettres intimes et inédites à la comtesse de Colloredo et à Mlle de Pontet, depuis 1810 comtesse de Crenneville, p. 178, 179.

2. Cf. Neumann, *Recueil des traités conclus par l'Autriche*, II, 634 et suiv.

3. Vienne, Archives de l'État.

alors confier à sa protectrice sa plainte et sa résolution de renoncer complètement à la diplomatie, car Marie-Louise écrivit le 28 juillet à l'empereur : « Je vous prierai, très cher papa, quand le général Neipperg aura ramené ses troupes à destination, de lui permettre et ordonner de revenir me trouver à Vienne; il me serait extrêmement utile pour ma maison, et aussi parce que j'ai confiance en lui et qu'il me plairait d'avoir chez moi (à Parme) quelqu'un d'ici, et je ne veux faire aucune nouvelle connaissance. Je lui ai écrit cela, et il est prêt à venir si vous le lui commandez, attendu surtout qu'il a complètement renoncé à servir dans la diplomatie. » Le choix de Marie-Louise se montra heureux dans toutes les circonstances où l'intérêt du pays de Parme fut en jeu; Neipperg, qu'elle épousa après la mort de Napoléon, gouverna les duchés avec humanité et habileté, avec sagesse et désintéressement, et il s'est acquis dans leur histoire un nom honoré.

I.

Neipperg à Marie-Louise.

Au camp de Borgoforte, le 13 avril 1815.

Nos renforts nous arrivent journellement, et, dans peu de jours, nous serons en état de donner une bonne leçon au maréchal Murat. Les Anglais commencent déjà à croiser dans l'Adriatique, et 8,000 Anglo-Siciliens se préparent à débarquer au Calabre. Les États de V. M. n'ont encore rien souffert, excepté quelques marches de troupes, et les villes de Plaisance et de Barghi (!) ont été mises en état de défense. Je suis très content du bataillon de Marie-Louise et du colonel Bianchi.

La nouvelle que notre auguste souverain prend le titre de Roi d'Italie a répandu la joie et l'enthousiasme dans toute l'Italie; c'était un suprême remède contre Murat l'Italique. On se réjouit aussi beaucoup de voir arriver un archiduc comme vice-roi. Dans ce pays-ci, il faut une cour, de la représentation et une antichambre, où la noblesse, en grande partie composée de fainéants, puisse dormir dans les grandes chaleurs et jouer aux cartes ou aux dames. Avec cela, — la restauration de l'ordre de la Couronne de Fer et quelques clefs de chambellan sur les poches de ces messieurs, — ce pays-ci se croira le plus heureux du monde. V. M. rendra un grand service en en faisant mention à notre bon Souverain, si Elle en trouve l'occasion opportune.

Je suis profondément affligé de tous les chagrins qui s'accumulent sur l'auguste personne de V. M. La mort de Mad. Brignole est un

événement terrible. Vous ne trouverez jamais de meilleure amie, jamais une femme à meilleurs conseils. Elle avait toute cette noblesse, cette chevalerie dans la manière de penser, si rare dans ce siècle, et dont on n'a plus d'idée en France. Elle sera bien difficile à remplacer. Mad. Mittrowsky est une personne bien distinguée, mais elle ne peut pas avoir l'expérience et la force du caractère de Mad. Brignole. Je suis cependant sûr qu'elle sera d'une grande ressource à V. M.

Nous mourons tous d'impatience de nous battre. Bianchi a été le seul qui a eu ce bonheur jusqu'à ce moment. Il a fait hier 500 prisonniers à Carpi, après un très beau combat.

Que V. M. appuie bien pour que tout ce qui sera décidé au congrès, pour les duchés et pour les fiefs de Bohême, lui soit remis dans un acte garanti par les mêmes puissances qui ont signé le traité du 11 avril. En affaires, il faut marcher à pas sûrs. Les meilleures promesses sont des traités signés en bonne et due forme.

II.

Marie-Louise à Neipperg.

Sans date.

J'ai reçu, il y a cinq jours, par la poste, votre lettre du 13, et vous en remercie de toute l'exactitude avec laquelle vous me donnez des nouvelles. Croyez que j'éprouve un sensible plaisir en sachant que vous vous portez bien et que la campagne ne sera ni longue ni meurtrière. Nous ne savons rien ici du côté de la France, excepté ce que les journaux nous apprennent, mais je vois que l'on se prépare à la guerre. Je crains bien qu'elle ne soit plus sanglante que celle contre le roi de Naples. C'est une chose horrible, surtout quand on pense qu'après tout le sang qui a été coulé, nous sommes encore au même point où nous avons été il y a vingt-quatre ans. Je n'entends pas parler de mes affaires, mais je crois et j'espère qu'elles seront décidées avant le départ des souverains. Je veux avoir un acte en main qui m'en garantisse sûrement la possession. En attendant, je vous prierai de vous charger d'une affaire baucoup moins intéressante, mais qui regarde ma maison et dont j'ai parlé à mon père. M. de Beausset a donné l'ordre qu'on fasse venir ici les chevaux que j'avais à Parme; il a donné cet ordre sans m'en prévenir, ce qui m'a fâchée, mon père a écrit à Frimont de les arrêter à Vérone jusqu'au moment où je dirai ce que je voudrais en faire. Je vous prie de faire vendre les chevaux de voiture qui s'y trouvent. Quant aux chevaux de selle, s'ils sont bons pour être montés par moi ou par les dames, envoyez-les à Parme; sans cela, disposez-en pour le régiment de Marie-Louise. Je vous charge d'une ennuyante commission, mais elle rentre dans votre service de grand écuyer, et je suis contente de penser que cela me pro-

curerait, après cette malheureuse lutte, la satisfaction de vous avoir près de moi.

Mon fils vous dit bien des choses. Il me demande souvent de vos nouvelles et me charge de vous demander aussi de celles de Cortez, qu'il a cru fermement avoir fait le voyage à vos côtés dans la voiture. Mon oncle Jean part demain pour l'Italie, et l'ordre de la Couronne de Fer est rétabli. Je n'ai donc pas besoin de m'acquitter de la commission que vous m'avez donnée, de dire à mon père que l'on désirait ces deux choses en Italie. Je crois qu'elles la contenteront entièrement.

Ma santé est un peu meilleure aujourd'hui que ces jours passés; elle a de la peine à se remettre; j'éprouve trop de chagrins successivement pour être en état de les supporter. Il y en a un qui m'est encore bien cuisant, c'est celui de la perte de ma pauvre amie. Continuez-moi toujours vos conseils; je suis sûre que personne ne m'en donnera de meilleurs ni de plus francs. Je compte sur vous dans toutes les circonstances les plus difficiles, parce que je suis sûre que vous me direz la vérité. Aussi, comptez sur toute la reconnaissance et l'amitié avec laquelle, etc.

III.

Neipperg à Marie-Louise.

Sous couvert à la
baronne Mittrowsky. Sans date.

V. M. verra par les deux relations imprimées ci-jointes (que je vous jure sur mon dieu qu'elles sont vraies), comme j'ai mené Murat tous ces jours passés et comme il fuit vers Ancone, sans que nous puissions le rejoindre. Je crois avoir fait mon devoir dans ce bout de campagne, car je n'ai pas seulement laissé prendre haleine à ces pauvres mangeurs de maccaroni. Nous ne ferons qu'observer Ancone et passerons outre pour entrer tout droit dans le royaume de Naples et terminer la question là. Bianchi manœuvre vers Macerata et Nugent est entré à Rome. Je ne conçois pas comment mes lettres ne parviennent pas à V. M. J'écris chaque jour, j'adresse toutes mes lettres à Mme Mittrowsky, tant par la poste que par le major Seitz, qui demeure dans la maison Eszterházy, dans l'Alsergasse. V. M. voudra bien m'adresser les siennes en droiture sous l'adresse : « An den K. K. H. General u. Gen. Adjutanten Gr. v. Fiquelmont » ; elles me parviendront alors plus sûrement. Ma santé n'est pas trop bonne et la fatigue plus grande que l'honneur que l'on recueille dans cette guerre. Je crains qu'elle ne se traîne en longueur et que nous nous consumerons à la lave du Vésuve. J'avoue que je préférerais d'être à la croisade en France. C'est une guerre de religion et de la plus juste vengeance, attirée sur un sol par suites des crimes d'une nation impie, qui se joue de ses serments,

ne respecte aucun pacte, foule aux pieds les lois de l'honneur et de la chevalerie, et veut, dans son délire, abreuver encore le monde du sang qu'elle semble reprocher d'avoir épargné. Je sais bien que nombre de braves gens ne méritent pas d'être confondus avec les scélérats qui attirent tant de malheurs sur leur patrie. Non, V. M. ne se trouvera plus en si mauvaise et abjecte société; notre bravoure et les efforts que le monde entier fera vous en sont garants.

IV.

Le même à la même.

Sous couvert à la baronne
Mittrowsky à Schœnbrunn. *Au camp de Mondolfo,* 1er mai 1815.

J'ai à donner à V. M. l'intéressante nouvelle que ma jonction avec le général Bianchi est opérée et que j'espère presque encore que nous cernerons le Roi dans Ancône, qui est à peine approvisionnée. Bianchi est aujourd'hui à Macerata et mon aile droite à Jesy. Nous sommes bien fatigués par les longues marches, et la chaleur au bord de l'Adriatique est excessive. Nous devons toujours côtoyer cette mer, et les chaloupes canonières de l'ennemi nous incommodent fortement. On nous reçoit partout à bras ouverts, et il est vraiment presque incroyable que le Roi ait cru avoir des partizans en Italie. J'ai rencontré aujourd'hui pour la première fois le Cortez. Il avait l'air de vouloir causer avec moi de tant de scènes intéressantes des temps passés. Il me semble qu'il y a déjà un siècle que je suis parti de Vienne; aujourd'hui, il y a un mois juste, — mais il n'y a point de fête à l'Augarten, — elles sont d'un genre bien différent. Pourvu que j'y trouve l'occasion de me rendre digne de la haute bienveillance de V. M.

Son très humble grand écuyer.

V.

Le même à la même.

Sous couvert à la baronne
Mittrowsky à Schœnbrunn. *Sinigaglia,* le 2 mai 1815.

Depuis le 17 de ce mois, je n'ai plus de nouvelles de V. M. I. J'en suis très inquiet, ayant vu par les dernières nouvelles que V. M. a daigné me donner de sa santé qu'elle n'était pas trop bonne. Je tremble pour tout ce qui pourrait arriver de fâcheux à V. M. Son extrême bonté, son caractère angélique ne méritaient que du bonheur, et j'invoque chaque jour la Providence, même au milieu des combats, pour le bien être de V. M.

Nous avons emporté hier au soir à 8 heures le poste très fort de Cappezano, où l'ennemi voulait tenir. Après ce combat, très brillant pour mon avant-garde, nous avons occupé cette nuit la ville de Sinigaglia et je continue ma poursuite sur Ancône. On prétend que le Roi, se voyant cerné de tous côtés, est parti avec sa cavallerie pour se faire jour du côté de Macerata, mais il trouvera Bianchi, Starhemberg et Nugent sur sa route qui lui fermeront le sac dans lequel je l'ai chassé. Jusqu'ici, il n'y a que moi et ma division qui se sont battus journellement avec les Napolitains. Depuis le 19, je les ai chassés depuis Bologne jusqu'à Ancône; je crois que c'est aller assez bon train; aussi mes pauvres gens n'en peuvent-ils plus. Les autres divisions n'ont pas encore tiré un coup de fusil. Quand est-ce que tout cela finira? Au reste, les événements actuels, les horreurs commis contre tout esprit d'honneur et de chevalerie en France corrigeront, j'espère, un peu les hommes et le siècle. On respectera plus l'opinion publique qu'on bravait si facilement, on aimera encore plus son souverain, on le servira mieux, et, surtout, on ne foulera pas aux pieds les serments les plus sacrés comme Philippe de Commines et tous ces maréchaux de France.

V. M. ne me mande pas du tout si Elle fait beaucoup de promenades à cheval et avec qui? Je serai toujours bien heureux si Elle daigne me faire part jusqu'aux moindres détails de sa manière de vivre maintenant à Schönbrunn. Sa cour est-elle encore éclopée et boîteuse comme quand je l'ai quittée? et quel est l'esprit à l'ordre du jour? M. de Beausset voudrait sûrement déjà reprendre son action au journal de l'Empire, et le pavillon autrichien sera plus rénichant que jamais. Je n'ai plus vu un forte-piano depuis que j'ai quitté Schönbrunn, la musique comme tout le reste est dans un repos parfait. Dans ma situation, il n'y a que cette grande fermentation de la guerre qui y porte quelque adoucissement. Je la regarde comme un calmant; c'est comme les remèdes de Braun, cela guérit ou vous emporte tout d'un trait.

Avez-vous des nouvelles de la Duchesse et ne Vous a-t-on encore fait aucune menace ou proposition de ce côté-là? Je tremble toute-fois que j'y pense, quoique je connaisse trop le caractère de V. M. pour seulement oser supposer qu'il pourrait fléchir. V. M. fera toujours de très bonnes affaires en n'écoutant qu'Elle même. C'est le meilleur et le plus respectueux conseil que j'ose lui donner, car je crois qu'il n'y a dans le monde personne qui La connaisse aussi bien que moi et qui ait été plus à même d'admirer ses vertus et sa force dans des moments bien critiques. « Tout ira, fiance en Dieu. » C'est la devise de ma famille, et j'y ai une croyance aveugle, ce qui ne doit pas beaucoup coûter à un borgne. V. M. ne saurait me rendre plus heureux qu'en m'écrivant le plus souvent qu'il lui sera possible. On tire le canon à mon avant-garde, je vais m'y rendre sur le Cortez, qui est le favori de mes chevaux.

VI.

Le même à la même.

Sous couvert à la
baronne Mittrowsky.

Muccia, sur la route de Foligno,
le 8 mai 1815.

Nous faisons de terribles marches pour tourner le Roi de Naples. Ma colonne prend sa direction sur Foligno, Spoleto, Rieti à Aquila sur la crête des Appenins. Nous passerons tout près de la Sibille, la plus haute montagne des Appenins; elle est couverte de neige et ressemble au Jungfrauhorn, si V. M. s'en rappelle encore. J'ai consulté cette sibille aujourd'hui, — elle était voilée et couverte de nuages obscures; j'en tirais mauvais augure pour moi; vous savez comme je suis superstitieux. Peut-être s'éclaircira-t-elle demain, où je veux encore la consulter une fois comme le génie tutelaire de ces montagnes, sur le compte duquel il y a mille anecdotes intéressantes des temps passés. J'ai l'humeur extrêmement noire et triste. V. M. me le pardonnera; j'en ai presque la fièvre et alors on déraisonne.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

CHARLES ENGELBERT OELSNER.

FRAGMENTS DE SES MÉMOIRES

RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

(*Suite* [1].)

XCIV.

Paris, 26 mars 1792. — Ce que je ne faisais que pressentir dans ma dernière lettre s'est réalisé. Le ministère est composé de Jacobins. L'arrestation de Delessart, cité à comparaître devant le tribunal d'Orléans; la mort de l'empereur, appelé à se présenter devant le tribunal divin; l'histoire des assignats de Passy, où la reine se trouve mêlée, tout cela remplit la cour de stupeur et de crainte. C'est à une torpeur, suite de cet état des choses, qu'il faut attribuer le phénomène inattendu. La lettre du roi à l'Assemblée le prouve. Le roi y parle du nouveau ministère en termes si équivoques que Clavières et Roland voulaient donner leur démission, mais Dumouriez les retint. La cour se traîne d'un expédient à l'autre, en attendant l'occasion d'agir et de réaliser les plans qu'elle a ourdis. M. Dumouriez en est convaincu, il ne doute pas que des dépêches secrètes ont été envoyées aux Cabinets de toutes les cours étrangères, contremandant ses démarches. B. a déjeuné hier avec lui chez Ch.; il est prévenu en sa faveur, chose rare chez lui, dont l'âme républicaine répugne à tout ce qui approche le souverain et sent l'air de la cour. Le ministre a fait de grands changements dans les bureaux, en balayant le vieux levain, c'est-à-dire en éloignant les chefs; il a donné ordre aux ambassadeurs français de ne recevoir que des dépêches ouvertes des cours étrangères. Le ministre promet, pour le 15 avril, une déclaration au sujet de la paix ou de la guerre. Après

1. Voy. la *Revue historique*, t. LXII, p. 72 et 297; LXV, 90; LXVII, 321; LXVIII, 70; LXIX, 302; LXX, 68, LXXII, 314, et LXXXI, 35 et 301.

la lecture de sa première dépêche, le roi lui dit : « Je sais que vous êtes un homme d'État habile. » « Sire, répondit Dumouriez, c'est selon ce qu'on entend par là; mais, s'il est question de la diplomatie d'autrefois, je déclare qu'elle ne vaut rien. Il faut que la politique prenne pour base des principes nouveaux, si elle veut marcher avec son siècle. Si ma manière d'agir ne vous agrée pas, je donne ma démission pour servir l'État et votre Majesté avec mon épée. »

On peut juger de l'embarras et de la stupeur de la cour après la nomination du ministère d'après les paroles du roi au Conseil : « J'irai moi-même aux Jacobins, et je mettrai le bonnet rouge, » dit-il, « si cela peut rétablir la paix. » Cette ruse n'a pas servi à grand'chose, car, malheureusement pour les rois, on connaît trop bien leur histoire aujourd'hui. — Je crois qu'on a repris un peu courage à l'heure actuelle.

J'ai rencontré M., à qui j'ai dit d'un ton de condoléance : « Vous venez de perdre votre Léopold, je vous plains bien sincèrement. » — « Alexandre succédera à Philippe, » m'a-t-il répondu.

En effet, il se pourrait bien que le jeune François entre avec plus d'ardeur dans les projets de Montmorin et de la reine que ne l'eût fait son père.

Les émigrés reviennent en foule, à la faveur de la nuit, ou bien, quand il ne peuvent revenir qu'en plein jour, ils font monter les laquais derrière la calèche, afin que leur retour ait l'air d'une promenade. — La séquestration de leurs biens, la mort de l'empereur, le changement de ministère ont abaissé le taux de l'argent de 75 à 35-25 en une semaine.

Comme les agioteurs ont amassé de l'argent à un prix exorbitant, on peut prévoir que la brusque hausse des assignats va ébranler profondément un grand nombre de maisons de banque, et ce mouvement aura son contre-coup à Genève et à Amsterdam. Ces prévisions ont d'ailleurs été justifiées par la réalité. Deux grands banquiers, L. et M., font banqueroute, l'un avec 20 l'autre avec 40 millions de déficit; la maison de ce dernier jouissait depuis deux siècles d'un crédit sans égal. On ne saurait les plaindre, car ils ont spéculé sur la ruine publique. A peu d'exceptions près, toutes les grandes maisons de banque sont englobées dans cet agiotage effréné, et les petits banquiers seuls, trop timides pour se hasarder à ce jeu périlleux, ont quelque sécurité.

Je ne connais rien de plus intéressant que l'engrenage où s'enchaînent les grands événements. Une fièvre, un rhume, a son contre-coup à l'autre bout de l'Europe, détruisant les cent mille châteaux en Espagne de la spéculation et amenant inopinément la fortune dans la chaumière du pauvre. Les immortels seuls sont sûrs de gagner à cette loterie, et les nations seules sont immortelles. Plus tard les souverains viennent à comprendre cette vérité, plus tôt la main armée de la liberté vient les saisir pour les précipiter dans l'orcus. L'islamisme, le christianisme ne connaissaient pas les cent instruments de la philoso-

phie, et combien de religions ont-ils détruit? Leur doctrine n'était guère rationnelle. Le commerce, les livres, le besoin de l'équilibre politique ne leur avait servi ni de précurseurs ni de missionnaires. Je pourrais citer la réforme de Luther et de Calvin, si pleine d'analogies avec celle de Sieyès, mais je choisis à dessein la plus grande folie humaine, puisque les adversaires de la Révolution considèrent la réforme actuelle comme une folie. En l'an 1010 se répandit en Europe l'opinion que toute la puissance de la chrétienté allait s'unir pour chasser les incrédules de la Palestine. Il y avait alors à peine du parchemin, à plus forte raison ne pouvait-il y avoir ni livres ni brochures ni journaux; les différents États étaient séparés par des contrées incultes; nul rapport ne reliait les nations, les villes étaient encore au berceau; bref, on manquait de tout ce qui unit les hommes, moyens de communication, la langue, l'occasion, le désir même de se rapprocher, tout faisait défaut. Malgré tout, cette opinion fit son chemin à travers l'Europe avec la rapidité de l'éclair; les nations furent brusquement réveillées de leur engourdissement, l'Asie inondée pendant trois siècles du sang des Européens; et l'événement aboutit à transformer la bourgeoisie. La force révolutionnaire est à l'autre ce que la périphérie est au segment. Déjà elle a cessé de n'être qu'une opinion, elle provoque l'attente, les premiers essais ont été tentés. — Le besoin de lire, l'impossibilité d'y mettre des entraves, l'impossibilité d'anéantir une idée qui vit, la certitude de lui donner plus d'intensité par la lutte...

XCV.

Avril 1792. — Un mot de Robespierre pourrait ouvrir les yeux sur ses menées. Il veut employer une partie de l'argent destiné à la fête des soldats du régiment de Châteauvieux[1] à libérer les prisonniers pour dettes dont les créanciers sont des aristocrates, et cela parce que ceux-ci pourraient avoir abusé contre eux de la loi. Qui nous garantit qu'on ne vienne bientôt demander qu'on libère tous les débiteurs insolvables sous prétexte qu'ils sont de bons patriotes ou que leurs créanciers sont des aristocrates? Ce sont les mêmes appeaux dont les démagogues se sont servis de tous temps dans tous les pays avec plus ou moins de succès. Dans une grande ville, la démocratie est la forme de gouvernement la plus avantageuse à la grande masse des prolétaires; ceci n'est pas douteux; toutefois, les droits de l'homme existent non seulement pour les indigents, mais aussi pour les riches; or, de même qu'on ne saurait sacrifier les pauvres au caprice du riche, il ne faut pas livrer les propriétaires à l'arbitraire du sans-culottisme. Malheureusement, il existe un parti bien moins disposé à reconnaître les droits du pauvre que le prolétaire n'est disposé à reconnaître les droits du riche. Ce parti se repentira

1. Cf. Aulard, *la Société des Jacobins*, table générale alphabétique, s. v. *Château-Vieux*.

trop tard de ne pas s'être uni à temps à ces philanthropes éclairés qui reconnaissent les droits des uns et des autres. Ils payeront leurs préjugés, leurs erreurs de leur peau, de leurs biens; qu'on ne s'y trompe pas, la force qui fait les révolutions et change la physionomie du globe est dans le caractère bien plus que dans le talent, dans la volonté bien plus que dans l'intelligence. Les Sicambres, les Vandales, les Visigoths ne comprenaient rien à la tactique, aux machines de guerre ni à la politique des Romains, etc., mais ils leur étaient supérieurs par le caractère, et les millions de bras dont l'Europe regorge ont la même supériorité sur les riches.

A considérer la foule de malheureux nés avec des droits égaux aux dons de la nature et que la violence, la cruauté, la duplicité a arrachés du sein maternel, tout moyen semble bon qui promet de diminuer leur nombre ou de soulager leur misère. L'idée d'un partage des biens semble au premier abord une idée consolante; un instant de réflexion nous montre toutefois que ce remède, loin de guérir le corps malade, acheverait de le perdre. Si les propriétaires se découragent, si les pauvres sont livrés à la rapacité, à la paresse, à toutes les folies de l'ignorance, l'industrie et le commerce viendront tout à coup à disparaître et l'État le plus florissant ne sera bientôt plus qu'un désert livré au meurtre et au pillage.

Ce n'est que par la douceur, par de bonnes lois équitables que vous pourrez distribuer avec quelque justice les biens et les richesses aux fils et aux filles de la terre. Le mal a mis des siècles à s'enraciner, on ne saurait le guérir en une heure, heureux si on y remédie d'ici à trente ans. Tourner avec violence la roue de la fortune afin d'en précipiter les riches, ce serait transformer le législateur en un fléau sans enrichir l'indigent. La raison et l'humanité ne demandent que la liberté de penser et d'agir; il faut favoriser le travail en rémunérant non les individus, mais les capacités.

Il y a des gens disposés à accuser de poltronnerie ceux qui craignent l'éventualité d'un partage des biens. Certes, les propriétaires s'uniraient si la démagogie venait lourdement déclarer que telle est son intention. D'abord, il lui faudrait armer des hordes sauvages, puis elle attaquera les fortifications extérieures. Je veux bien croire que son projet ne saurait se réaliser tout entier, mais, à supposer qu'elle n'en exécute qu'une partie, ce qui est possible, que de tourments et quels torrents de sang cela ne coûtera-t-il pas à la bourgeoisie?

XCVI.

20 avril 1792. — Je suis convaincu que la déclaration de guerre a surpris le cabinet de Vienne; on ne s'y attendait pas encore, on n'y était pas préparé. Si Léopold et Kaunitz avaient pu prévoir la possibilité de cette mesure, ils n'eussent jamais pris, à mon avis, ce ton protecteur, blessant pour l'indépendance française.

D'ailleurs, il est difficile de donner une idée exacte de l'état d'âme et de l'allure si complexe de ce pays à quelqu'un qui ne voit pas fourmiller devant lui les menus faits du jour; à l'heure actuelle, la raison domine et bouleverse les institutions et les mœurs, tandis que l'intérêt et la sottise s'y opposent de toutes leurs forces. Il y a des heurts, des convulsions, des arrêts, aussi nombreux qu'imperceptibles, à peine saisissables au regard de l'observateur, et qu'il cherche vainement à fixer; vous êtes pénétré d'une impression qu'il faut croire sur parole, car on ne saurait la rendre par la parole. De plus, l'observateur le plus infatigable fût-il toujours placé au centre des événements, ce qui est rare, laisse échapper des détails qui l'empêchent de se faire une opinion. On distingue des différences qui tendent à se confondre, quoique à leurs confins mêmes des nuances assez sensibles les séparent encore. Il y a des fluctuations d'opinions qui varient à l'infini, et, à mesure que l'intérêt change, de nouveaux partis s'élèvent tous les jours des cendres de ceux de la veille; à l'instant où vous croyez en saisir la silhouette, tout change et se transforme.

Les conditions regrettables se sont trouvées aggravées par ce fait que certaines personnes voyaient les choses telles qu'elles souhaitaient les voir et ne manquaient pas d'écrire à Vienne : « Vous n'avez qu'à menacer la France et vous préparer à la guerre; la guerre civile est inévitable; votre intervention arrangera immédiatement les choses. » M. de Blumendorf[1], qui est ministre et par là même mauvais philosophe, habitué d'ailleurs aux lenteurs diplomatiques de ses pareils, partageait l'erreur du comité secret, et les fonctionnaires subalternes n'osaient pas dire la vérité. D'autre part, l'amour de la Révolution et la haine de la Révolution engendraient, longtemps avant l'existence d'un signe menaçant, deux sortes de visionnaires. Les uns et les autres manifestaient les symptômes d'une passion violente qui se croit seule au monde et ne sait voir que ce qu'elle craint ou qu'elle souhaite. Tous deux voient depuis deux ou trois ans des armées aux couleurs les plus variées, remonter ou descendre le cours du Rhin, prêtes à envahir la France pour renverser la Constitution. Douter de l'arrivée des trente mille sauvages de Sibérie, des Cafres et des rois du sud et de l'est, c'est proclamer le triomphe du peuple et la perte de la noblesse. Que de choses étranges les dames de la noblesse ne racontent-elles pas sur la colère de ces envahisseurs, et cela avec une parfaite crédulité? « Bonnement! disent-elles, vous aussi vous êtes Jacobin! » Et, avec ces mots, on est rayé à tout jamais des familiers de leur maison. Si vous vouliez faire quelque objection aux axiomes de Carra, ce voyant parlant le jargon d'un diplomate vous regardait comme un idiot qui en est à l'*abc* de la politique. — Un troisième parti, trop éclairé pour vouloir des choses impossibles, qui ne songe nullement à revenir à l'ancien régime avec ses privilèges, mais qui aimerait assurer aux grands propriétaires une pré-

1. Chargé d'affaires de l'Empereur.

pondérance des droits politiques, savait fort bien à quoi s'en tenir sur ces bruits; il laissait à dessein se propager les propos exaltés de ses adversaires afin de tirer parti de leur épuisement un jour. Il ne voulait pas la guerre, mais il espérait modifier la Constitution, à laquelle seulement quelques-uns des Feuillants ont prêté serment bien sérieusement. Il a pu retarder, mais non empêcher l'armement, et, maintenant qu'on est plus ou moins prêt à se battre, il est naturel qu'on préfère la guerre à une paix incertaine et menaçante; on veut sortir de l'incertitude par une crise et ne pas consumer ses finances en pure perte avec de vains préparatifs de guerre.

On a beaucoup parlé pour et contre cette mesure depuis trois ou quatre mois. Peut-être n'est-ce pas une erreur de croire qu'en transformant une querelle de famille en une guerre de peuple à peuple, la lutte contre l'Autriche préviendra la guerre civile, réconciliera les partis et entrainera les indifférents à soutenir la bonne cause. C'est le même remède, et sa vertu réside dans les préjugés primordiaux de l'esprit humain, qui n'a jamais failli dans la période de grandeur de la République romaine. Deux ou trois autres considérations, plus importantes encore, ont déterminé Brissot et les patriotes éclairés à pousser à la guerre : 1° ils veulent rendre à la nation française l'estime à laquelle elle a droit et que les puissances étrangères outragent odieusement; 2° ils veulent prouver au peuple les trahisons de la cour et sa perfide connivence avec l'étranger; 3° peut-être désirent-ils aussi par une guerre purger le royaume des mœurs d'autrefois en se débarrassant, comme par une fièvre violente, des éléments corrompus de la population.

Je crains qu'on ne se fasse bien des illusions; si le succès de la guerre dépend des soulèvements qu'on espère provoquer dans les pays voisins, de l'avantage que l'on compte remporter sur les Autrichiens et surtout des généraux commandant l'expédition, j'ai peu d'espoir. Lukner est usé; il est le jouet de quelques courtisans roués, et Lafayette et Rochambeau se sont déclarés ouvertement contre une guerre offensive. Les officiers n'ont reçu l'ordre de l'équipement que le 17 et le 18 de ce mois.

Toutefois, l'action va commencer. L'ordre d'ouvrir la campagne est donné. Les estafettes sont parties pour l'armée environ une heure après la promulgation du décret, et, la vivacité française aidant, il est à présumer qu'on se hâtera de chercher aventure.

XCVII.

Des tapageurs essayent de semer la discorde en dénonçant Lafayette et Rochambeau comme des traitres. Certes, il est regrettable, et peut-être à plus d'un point de vue, que les généraux chargés de diriger les opérations militaires soient contre la guerre. Mais, les taxer de trahison pour cela, c'est, certes, aller trop loin. Si c'étaient des traitres, ils

eussent choisi un autre masque. Tous deux, et surtout Lafayette, ont trop servi la Révolution pour avoir tout à perdre d'une contre-révolution. Ils savent que leurs ennemis sont irréconciliables, et Lafayette a du bon sens. Mais malheur à lui, si ses premières mesures échouent. Je citerai à l'appui une accusation qui prouve à quelles absurdités peuvent aboutir la haine et l'esprit de parti. Il est entendu avec le Cabinet de Vienne, dit-on, que les Autrichiens se feront battre, afin que Lafayette, grâce au crédit que lui assurera sa victoire, puisse s'élever au protectorat; et il est convenu qu'il usera de sa situation pour rétablir le règne de la noblesse. Pour rassurer les amis du général, il faut avouer que cette fable n'est accréditée que chez quelques imbéciles; le nombre de ses partisans augmente plutôt qu'il ne diminue, et il possède l'amour et la confiance de son armée à un degré étonnant.

Lafayette a commis des fautes dans sa carrière politique, ceci est indubitable. Il a toujours vécu trop près de la cour et trop loin des patriotes austères; il dépendait de lui d'empêcher la guerre; il n'aurait pas dû soutenir Montmorin au ministère ni se coaliser avec Lameth, mais un brave homme, que l'amour de la paix induit en erreur, n'est pas pour cela un traître. Il faut pardonner de petites fautes à un homme qui a rendu de grands services à la liberté, surtout si ces fautes tiennent à un excès de délicatesse plus qu'à une présomption passionnée. Je concède que Lafayette n'est pas un génie, mais je ne parle ici que de ses intentions. Ma meilleure raison pour avoir de lui une haute opinion, c'est la pureté de sa vie privée, la noblesse de quelques-unes de ses actions et enfin le caractère de ses adversaires. Ce groupe se compose d'insensés et de scélérats; j'en vois qui ont suffisamment prouvé par le scandale de leur vie privée et publique qu'ils ne peuvent défendre une bonne cause; ce n'est pas un gouvernement qu'ils veulent, mais l'anarchie, tant qu'ils ne seront pas au gouvernail, eux ou le monstre pour qui ils travaillent. Ceci est clair comme le jour depuis qu'ils dénoncent un ministère tiré du sein même des Jacobins. Ils s'efforcent d'éloigner d'eux les hommes à l'esprit le plus large, Condorcet, Brissot, Röderer; ceux-ci semblent ne pas douter du patriotisme de Lafayette, ce qui est d'autant plus à son éloge qu'ils auraient, en francs républicains, le droit de l'incriminer. L'abbé Fauchet, dont le patriotisme et l'amour de la liberté ne sont pas suspects, si son intelligence laisse quelque doute, Mmes de Condorcet et de Staël, en compagnie de Mlle Théroigne de Méricourt, sont compris dans la proscription rédigée par Collot d'Herbois et soutenue par Robespierre. Ou bien il faut débarrasser le club de cette bande meurtrière des Cordeliers, ou bien il faut que les députés anéantissent l'influence politique du club en s'en tenant éloignés. Si on sait isoler les Cordeliers, leur affaire sera vite faite et d'une manière sanglante. Les membres de l'Assemblée nationale qui ont manqué depuis quelque temps les séances des Jacobins y sont revenus, mais je doute que leur présence subjugue cette bande peu nombreuse, mais téméraire; c'est elle qui compose la société à son gré, et elle ne craint

que Péthion; Robespierre même, qui le hait, n'a pas encore osé l'attaquer de front. Afin de se vouer exclusivement à son rôle de tribun, Robespierre s'est démis de ses fonctions d'accusateur public au tribunal révolutionnaire. On a dit à cette occasion : « Au tribunal, il aurait dénoncé officiellement, au club, il dénonce officieusement. » Voilà qui est fort bien. Mais je voudrais qu'on ne se contentât pas d'avoir de l'esprit à ses dépens et qu'on l'attaquât systématiquement et qu'on l'assiégeât en règle. Il ne suffit pas de tirer à balle sur un gaillard qui se retranche derrière les barricades d'une secte. Le successeur que l'Assemblée électorale a donné à Robespierre, Duport du Tertre, tout dévoué à la cour, l'a inculpé d'avoir vendu sa démission. En effet, son incorruptibilité est sujette à caution, d'abord parce qu'il défend la Constitution, dont il avait médit jusque-là, puis parce qu'un éditeur lui a offert quarante mille livres pour son journal, lui en payant vingt mille d'avance. Le talent de Robespierre comme écrivain est trop médiocre pour ne pas ruiner un éditeur, qui paye ce prix, sans y être aidé en sous main.

Les inquiétudes qu'inspire le roi sont aussi réelles que celles données par les Cordeliers. Le comité secret a décidé de tenter un dernier coup d'audace. Louis XVI devait congédier brusquement le ministère jacobin et en aviser solennellement l'Assemblée nationale. Ou bien l'Assemblée n'y mettait pas d'entraves et, dans ce cas, il était clair que le roi pouvait former son ministère à sa guise, ou bien il en résultait une crise qu'on se flattait de conjurer ou d'exploiter. Vous aurez lu une lettre dans le *Moniteur,* datée de la Haye, qui prédit des scènes sanglantes à Paris et qui fait allusion sans doute au plan en question. De Bertrand, qui jouit de toute la confiance royale, a conseillé cette mesure à ce qu'on dit. Mais il est impossible d'imaginer un raisonnement plus faux et plus dangereux qui mette le sort du roi plus en péril. Le roi, prêt à faire tout ce qu'on lui conseille, en bien comme en mal, eût fait cette démarche si le chevalier de Coigny lui eût dit à temps : « Le moins que vous risquiez, Sire, c'est une mise en accusation de la reine. »

Qui oserait déterminer le sort de ces deux royales personnes? Elles semblent vouées à une fatalité plus tragique que celle du théâtre grec.

Le roi s'est aliéné un ministère qui, selon moi, lui était tout dévoué et qui ne demandait qu'à le maintenir en tant que son maintien est conciliable avec le bien public, et ce ministère est capable de mener à bien ce qu'il a résolu. Le roi l'a mis dans l'alternative de s'affirmer en dépit de lui ou de précipiter l'État à sa perte. Il l'a rendu défiant ; car il est à présumer que le roi, présent à toutes les délibérations du conseil des ministres, informe le comité autrichien soit directement, soit par l'entremise de la reine, ce qui revient exactement au même ; il met ainsi l'ennemi au courant de tous les plans de guerre et des projets de pourparlers élaborés par le cabinet d'ici. Étant données ces conditions, que de soupçons fondés, que d'accusations injustes vont naître! et que va-t-il en résulter?

M. Dumouriez a eu le même jour un entretien avec le roi et la reine; il a parlé en homme résolu à sauver Sa Majesté du monstre qui la guette et il a méprisé tous les scrupules de l'étiquette. « Sire, » a-t-il dit, « il n'y a qu'un moyen d'éviter la guerre qui va ébranler tous les trônes, et ce moyen est dans vos mains. Les vrais sentiments de Votre Majesté se révèlent par ce qui arrive aux puissances étrangères au moyen du comité dont je connais l'existence, prêt à la prouver grâce aux documents que j'ai dans ma poche. Voici une lettre, servez-vous du comité pour la dernière fois et faites-la parvenir à son adresse; attachez-vous de toute votre âme à la Révolution, et je ne connais pas de trône plus solide alors que le vôtre. » A ces mots, la reine éclate, elle pleure, elle sanglote et s'écrie, avec une violence qu'elle ne peut maîtriser : « Le roi serait un misérable, le dernier des lâches s'il défendait la Constitution, à moins, » ajouta-t-elle en se reprenant, « que les circonstances ne le commandent dans une certaine mesure. » — Le lendemain, le roi a suivi le conseil de ses ministres, à condition toutefois que chaque ministre le signât; on ne voit guère la raison de cette formalité, la chose étant une initiative royale et les ministres n'en pouvant pas prendre la responsabilité plus que le roi, rendu inviolable par la Constitution.

Parmi ceux qui désirent enlever au peuple toute occasion de violence, il commence à se former une opinion très nette, celle de renvoyer la reine dans sa patrie. On affirme que le roi se résignera plus facilement à cette perte qu'on ne se l'imagine. Son tempérament froid et toute son intelligence si lente portent à penser que le roi est plus attaché à son épouse par habitude que par tendresse. On se souvient que le 6 octobre, alors que la famille royale entra à l'hôtel de ville, formant une triste procession, le roi, tout occupé de lui-même, semblait avoir totalement oublié son épouse; et comme il avait remarqué que la fureur du peuple était uniquement dirigée contre elle, il dit, de son accent apathique accoutumé : « Ce n'est pas à moi que le peuple en veut! » Ceci est assez caractéristique.

C'est ainsi que Louis XV calculait, le jour de l'enterrement de Mme de Pompadour, dont il n'avait jamais pu se séparer, dans combien de minutes le cortège funèbre allait atteindre la chapelle. Les courtisans reconnurent à cette occasion la justesse de l'observation d'un vieux valet de chambre, qui, comme il arrive souvent, connaissait bien son maître[1]. On se demandait comment on arriverait à distraire Sa Majesté de la perte irréparable de l'incomparable duchesse. « Pourvu, » répondit le valet psychologue, « pourvu que des deux portes de son appartement on ne mure pas celle qui donne dans la chambre des suivantes, je me charge du reste. » En effet, le lendemain, après avoir vainement essayé d'ouvrir la porte qui menait aux appartements de la duchesse, il sortit par l'autre porte, sans même manifester le moindre étonnement.

1. C'est pourquoi un vieillard disait avec sagesse qu'il n'avait sa vie durant ambitionné d'autre estime que celle de son valet de chambre.

XCVIII.

Paris, 29 avril 1792. — On s'occupe de mille choses autres que la guerre, bien que cette guerre soit la plus importante qui se soit livrée depuis les origines de l'histoire. Une fois déjà la liberté de la race humaine fut mise en question entre Rome et Carthage, et la solution fut favorable à la tyrannie. Si les Français succombent, c'en est fait de la faible et triste flamme vacillante de la liberté; s'ils triomphent, la régénération de l'Europe pourrait être tentée. Ils vaincront, le même génie qui les a élevés au-dessus des idées banales, les fera triompher des dangers, des difficultés et des menaces qui les accablent. — Pour se convaincre de l'exaltation où peuvent en venir des millions de bons esprits, il n'y a qu'à lire la correspondance des Jacobins. Pas une cour en Europe ne semble soupçonner quel fanatisme peut inspirer la liberté; on n'y connaît que le fanatisme religieux. Pendant ce temps, Robespierre gesticule, déclame, excite le peuple et s'encense lui-même de la manière la plus éhontée; il est son propre Dieu et son propre officiant. Un jour qu'il parlait, debout entre les bustes de Voltaire et de Mirabeau, il les regarda avec mépris, disant qu'ils étaient indignes de l'apothéose, ainsi que tout ce qui l'avait précédé, lui, Robespierre, sauf Rousseau.

Tandis que Robespierre et ses amis essaient de rendre suspects et odieux les hommes les plus respectables et l'Assemblée nationale même, Marat prêche la nécessité de nommer un dictateur afin d'échapper au protectorat. Ce dictateur aurait le droit d'abattre toutes les têtes qui ne lui plairaient pas, et l'homme qui lui semble destiné à cette place, c'est Danton, Robespierre ou lui-même. On croit que Robespierre est un des collaborateurs les plus assidus de Marat, ce qui montre mieux que tout le reste la noirceur de son âme et de ses projets. Je ne doute plus que la bande des Cordeliers ne soit poussée par les nobles; d'abord, l'impudence conduira à la tyrannie, puis la désunion des patriotes privera le nouveau ministère de son appui. Si la cour réussit à le renverser, on ne saurait calculer les conséquences de cet événement. Si le nouveau ministère ne met pas la Constitution en vigueur, personne ne saurait le faire.

(Sera continué.)

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

NÉCROLOGIE.

GASTON PARIS.

Gaston Paris est mort à Cannes le 5 mars dernier d'un accident cardiaque foudroyant. Cette mort a causé dans le monde savant tout entier, sans distinction de nationalités, un sentiment de douloureuse consternation. Gaston Paris n'avait que soixante-trois ans; sa haute stature, sa tête calme et puissante donnaient à toute sa personne quelque chose de solide et de paisiblement dominateur. On ne pouvait croire que le maître incontesté des études romanes, le savant qui jouissait dans son domaine d'une autorité universelle, égale à celle de Mommsen dans le domaine de l'antiquité romaine, pût ainsi être enlevé en pleine maturité, en pleine activité de professeur et d'écrivain. Notre haut enseignement, nos grands corps savants perdent en Gaston Paris un des hommes qui leur apportaient le plus d'éclat et d'autorité; ceux qui l'approchaient de plus près, ses élèves, ses collègues, ses collaborateurs, ses amis, se sont sentis frappés aux sources mêmes de leur vie. Ils perdent en lui le juge et le guide le plus sûr de leurs travaux, celui en qui ils trouvaient toujours encouragement et lumière, le chef le plus écouté en même temps que le plus cordial des compagnons, un de ces esprits souverains, dont Gœthe est le type, qui ouvrent sur tous les sujets de nouveaux horizons à la pensée[1]; le caractère le plus simple et le plus droit, le cœur le plus généreux et le plus chaud, qui se donnait sans compter et à qui on appartenait tout entier quand on l'avait vraiment connu.

1. Cette souveraineté intellectuelle de Gaston Paris éclatait dans ces réunions des après-midi du dimanche, où pendant plus de trente ans se donnèrent rendez-vous quelques-uns des représentants les plus distingués du monde des lettres, des siences et des arts. M. Melchior de Vogüé a rappelé avec émotion, dans un article du *Journal des Débats*, le souvenir de ces réceptions, dont il fut pendant longtemps un des hôtes les plus assidus et les plus brillants.

Ce Français de race, très attaché à sa province de Champagne, à son terroir, et pourtant parisien jusqu'au bout des ongles, chez qui toutes les meilleures qualités de notre peuple se trouvaient réunies à un degré d'excellence, qui aimait son pays de toute son intelligence et de tout son cœur, jusque dans son histoire la plus reculée et jusque dans les plus humbles manifestations de son âme populaire, connaissait, comprenait toutes les grandes œuvres du génie des peuples étrangers et sympathisait largement avec tout ce qui est digne d'être aimé dans l'humanité. Aussi, tandis que la France se sentait particulièrement dépouillée et appauvrie, on entendait s'élever de Suisse, d'Italie, d'Allemagne, de Hollande, des pays scandinaves, slaves, anglo-saxons, des accents non moins sincères, non moins profonds de douleur et de regret.

Nous n'avons pas à retracer ici sa biographie ni à porter un jugement général sur son œuvre, bien qu'il nous en coûte de ne pas en montrer la variété merveilleuse et l'harmonie : les travaux de linguistique et de folk-lore associés à ceux d'histoire littéraire, les ouvrages destinés au grand public succédant aux minutieuses analyses critiques accessibles aux seuls initiés, les éditions de textes à l'usage des enfants et des écoles succédant aux éditions savantes munies de tout un appareil d'érudition, et, d'autre part, le rôle capital joué dans sa vie par l'influence paternelle, l'amour passionné pour la vieille France et la vieille littérature allumé dans l'esprit et le cœur de Gaston Paris enfant par Paulin Paris, ce déchiffreur laborieux, enthousiaste et sincère de nos anciennes épopées, qui regardait avec une complaisance orgueilleuse et modeste grandir en son fils la meilleure de ses œuvres; l'influence non moins décisive exercée sur lui par la connaissance de l'Allemagne, où il étudia en 1856 et 1857, à Bonn sous Diez, à Gœttingen sous Theodor Müller et Curtius, et dont il s'assimila vite les méthodes et la critique; puis l'amitié contractée sur les bancs de l'École des chartes avec Paul Meyer, d'où naquit entre ces deux esprits si diversement supérieurs, qui devaient se partager le domaine des études romanes, une association féconde de quarante années, où chacun des deux collaborateurs gardait toute son originalité et sa liberté de critique et apportait à l'autre le concours de ses qualités particulières; les œuvres communes sorties de cette alliance, la *Revue critique* (1866), la *Romania* (1872), la *Société des Anciens Textes* (1875), l'enseignement parallèlement poursuivi par les deux amis, Paris plus spécialement voué à la langue d'oïl, Meyer à la langue d'oc, et pourtant se contrôlant, se fortifiant mutuellement; les honneurs venant naturellement à lui et paraissant toujours inégaux à son mérite; son activité à l'Institut,

à l'Académie française et surtout à l'Académie des inscriptions et à la Commission d'histoire littéraire, à la salle Gerson, à l'École des hautes études, au Collège de France, où il suppléa son père dès 1866, avant de lui succéder en 1872, et dont il fut l'administrateur depuis 1897; enfin les affections qui, après celles du foyer paternel, ont enrichi, embelli, consolé sa vie, auxquelles il donnait sa vie et pour lesquelles il aurait voulu vivre encore... Mais tout cela a été dit sur sa tombe et dans les nombreux articles et discours de commémoration funèbre qui lui ont été consacrés à l'étranger; nous n'avons à insister ici que sur les services particuliers que Gaston Paris a rendus à l'histoire.

Il était un philologue; mais il comprenait la philologie dans son sens le plus large, comme la connaissance de tout le passé d'un pays. Si l'âme, les mœurs d'un pays trouvent leur manifestation la plus directe et la plus complète dans sa littérature, la linguistique est l'instrument qui nous permet de pénétrer le plus profondément dans l'intelligence du peuple dont cette littérature est sortie[1]. Aussi le véritable philologue est-il avant tout un historien; c'est la méthode historique qu'il emploie; ce sont des qualités d'historien qu'il exerce. Gaston Paris était un historien au sens complet du mot; dans tout ce qu'il a écrit, il a eu toujours présente à la pensée l'histoire du développement de l'esprit humain; chacun de ses livres ou de ses articles est un chapitre de cette histoire; il appliquait la critique historique avec la plus inflexible rigueur, mais il était aussi un historien créateur; il associait l'imagination, l'intuition à la science pour pousser ses investigations et ses généralisations au delà de ce que lui fournissait la seule analyse des textes; enfin il avait les dons de l'artiste pour revêtir d'une forme littéraire, élégante et belle, les résultats de ses recherches et de ses réflexions.

L'histoire de la langue française lui a dû beaucoup. Sa thèse de l'École des chartes (1862), *Étude sur le rôle de l'accent latin dans la langue française*, fixait d'une manière définitive le plus important des éléments qui ont déterminé la transformation du latin en français; puis dans ses cours, dans ses articles, j'ajouterai même dans les travaux de ses élèves, il a travaillé à fixer l'histoire de chacun des sons de notre langue, à préciser pour le français l'évolution dont Diez avait tracé les lignes générales dans sa *Grammaire comparée des langues romanes*. Il poussa cette connaissance du développement

1. M. Brunetière, dans le discours qu'il a prononcé aux obsèques de G. Paris, a admirablement caractérisé cette portée historique à la fois nationale et humaine de son œuvre.

chronologique du français à un tel degré de détail et de précision qu'il put, pour des textes dont il avait déterminé la date originaire de composition, rétablir les formes primitives là où elles avaient été altérées par des copistes. Dans le volume qu'il a publié dans la Bibliothèque de l'École des hautes études sur le *Poème de saint Alexis* (1872), il a exposé et mis en pratique pour le classement des manuscrits et la restitution du texte d'après les lois de la phonétique, une série de principes qui font de cette publication une date capitale dans l'histoire de la philologie romane. G. Paris fut un admirable éditeur de textes et un critique des plus pénétrants. Ses derniers articles sur le Cligès de Chrestien de Troyes, édité par Fœrster, sont à ce point de vue l'admirable expression de l'expérience de toute sa vie de savant. La phonétique fut une de ses principales occupations, et je puis dire de ses passions; mais il ne lui a consacré qu'un nombre restreint de travaux spéciaux. Dans presque tout ce qu'il a écrit, la phonétique occupe une large place, mais il a été surtout dans cette voie un initiateur et un maître dont on ne pourrait calculer l'action qu'en citant les noms et les œuvres des élèves qu'il a formés. Qu'il soit permis de rappeler ici le nom d'un de ces élèves, enlevé prématurément à une science où il semblait appelé à jouer un rôle considérable et qui, — dans sa courte carrière, — a laissé une trace ineffaçable, Arsène Darmestetter, l'auteur avec Hatzfeld de cet admirable *Dictionnaire de la langue française*, dont Paris encouragea, favorisa, suivit l'exécution avec une sollicitude infatigable, où Darmestetter était chargé de la partie historique et étymologique et pour l'achèvement duquel il fut remplacé après sa mort par un autre des meilleurs élèves de G. Paris, Antoine Thomas.

Un autre champ dans lequel s'est exercée l'activité de Paris est celui des traditions populaires. Il y avait été conduit à la fois par l'intérêt filial qu'il prenait à toutes les manifestations de l'âme populaire, dans les chansons, les contes, les légendes, et par l'importance qu'il attribuait à la connaissance précise des légendes et des contes dans leurs formes variées et leurs transformations à travers toutes les littératures, comme élément de critique historique et de critique littéraire, pour permettre de discerner les faits historiques des faits légendaires, et ce qui appartient à l'imagination et au tempérament national de ce qui a été transmis d'âge en âge dans les migrations des peuples. Gaston Paris a été un des promoteurs de ces études de folk-lore auxquelles sont attachés les noms de Gaidoz, de Rolland, de Sébillot, et qui ont leur littérature à part, leurs revues, la *Mélusine*, la *Revue des Traditions populaires*, etc. Il a consacré des monographies

qui sont de petites merveilles d'érudition, de sagacité et de grâce à des contes populaires : *la Légende des trois anneaux*, *l'Ange et l'ermite, le Petit Poucet et la grande ourse*. Il a consacré une foule d'articles de la *Revue critique*, de la *Romania*, du *Journal des Savants* aux recueils de contes, de chansons, à ceux de Pitré (*Romania*, 1876, p. 108), de Nigra et de bien d'autres[1], apportant toujours dans ses critiques une foule d'observations personnelles et originales. Qu'il étudiât la *Légende de Saladin* (*Journal des Savants*, 1893), celle du *Comte de Toulouse*, celle du *Châtelain de Coucy* (*Romania*, 1879), ou les *Romans de la Table-Ronde* (*Romania*, 1879, *Histoire litt. de la France*, t. XXX), ou les traditions romaines du moyen âge, c'était toujours la même étendue et la même sûreté d'information, aussi bien sur les traditions indiennes, arabes ou persanes que sur les traditions scandinaves ou germaniques ou celles de l'antiquité classique et du moyen âge italien, toujours la même richesse de vues historiques. Les érudits qui s'occupent de mythologie comparée le considéraient comme l'un des leurs. Ses études l'avaient amené à la conviction qu'il y a tout un fonds de traditions narratives et légendaires qui a son origine dans l'Inde et qui se retrouve dans les littératures de tous les peuples Indo-Européens. Ce point de vue a été combattu par un de ses élèves, M. Bédier, dans le beau livre qu'il a consacré aux *Fabliaux;* mais sans réussir à modifier l'opinion de son maître. Celui-ci n'a pas eu le temps malheureusement de reprendre à fond le sujet à propos du livre de M. Bédier, tandis qu'il a consacré de longues et précieuses études dans le *Journal des Savants* aux *Origines de la poésie lyrique* de M. Jeanroy et aux *Sources du Roman de Renart* de M. Sudre, où les mêmes questions se trouvent soulevées.

Mais cette question des sources de l'imagination poétique de nos aïeux n'était qu'un des côtés du grand sujet qui a été l'occupation capitale de Gaston Paris, l'histoire littéraire de la France au moyen âge. C'est là que ses grandes qualités d'historien se sont le plus librement donné carrière et que son génie de linguiste, son immense érudition dans le domaine de la littérature et de la mythologie comparées, son sens littéraire et artistique s'unissaient pour éclairer une partie importante de l'histoire intellectuelle et morale de la vieille

1. Voy. les articles du *Journal des Savants*, 1884-85, sur Phèdre et les Fabulistes; 1889, sur les Chants piémontais, publiés par Nigra; 1891, sur l'*Ebreo errante* en Italie; 1895, les Nouvelles françaises des XVe-XVIe s., l'Anneau de Fastrade; 1898, Chants populaires scandinaves, les Infants de Lara; 1899, les Danseurs maudits, Jean de Capoue.

France. Ce que sa thèse de l'École des chartes et son *Saint Alexis*, ont été pour les études de phonétique et pour l'édition des textes du moyen âge, sa thèse de doctorat, l'*Histoire poétique de Charlemagne*, l'a été pour l'histoire littéraire. Bien que G. Paris considérât ce livre comme insuffisant et défectueux sur bien des points et qu'il se soit refusé à le réimprimer sans l'avoir refondu, il est resté la base de toutes les études sur les chansons de geste, dont la geste de Charlemagne est la partie la plus ancienne et la plus considérable. Il n'a pas cessé pendant toute sa carrière de travailler à l'histoire des chansons de geste, soit dans ses cours du Collège de France, soit dans d'innombrables articles de la *Revue critique* et de la *Romania*, soit enfin dans les publications de la *Société des Anciens Textes*[1], où il a collaboré à plusieurs éditions de chansons de geste et où il a donné lui-même une édition de la chanson d'Orson de Beauvais (1899). Il savait avec une égale maîtrise établir un texte, fixer sa place dans notre poésie épique, sa provenance, ses sources historiques et littéraires, les circonstances de la vie de son auteur, quand cet auteur était connu. Ses études sur les romans de la Table-Ronde, qui ont paru en partie dans la *Romania* et qui sont réunies dans le t. XXX de l'*Histoire littéraire*, ont été pour la fin de sa carrière ce que son Histoire poétique de Charlemagne avait été à ses débuts. Il aurait voulu donner une édition de Tristan et il a mis des pages admirables en tête du délicieux *Tristan et Yseut* de Bédier. On peut citer, à côté de ces études sur les romans de la Table-Ronde, les articles très importants sur la *Chanson d'Antioche et la Gran Conquista de Ultramar* parus dans la *Romania* en 1888-1890-1893, qui sont des modèles de critique historique. Ces articles se rattachaient aux cours qu'il fit au Collège de France sur les historiens des croisades, qui malheureusement resteront sans doute inédits. A ces cours se rattachent un excellent article de la *Romania* (1890) sur *Henri de Valenciennes*, l'étude magistrale sur *Joinville*, qui se trouve au t. XXXII de *l'Histoire littéraire*, et l'édition qu'il a donnée dans la *Collection des documents inédits* du poème d'*Ambroise* sur la troisième croisade. Dans tous les travaux où il traite spécialement de questions d'histoire, on voit qu'il était maître sur ce terrain comme sur tous les autres. L'article qui ouvre la *Romania : Romani, Romancium*, est un des plus beaux morceaux de généralisation historique qu'on ait écrits. Son article du *Journal des Savants* (1900) sur *Thomas de la Marche*, où il a démoli l'hypothèse qui faisait de ce personnage un

1. Voy., dans le *Journal des Savants* de 1886, le compte-rendu des éditions de Chansons de geste faites par la Société des Anciens Textes.

fils de Philippe de Valois et démontré qu'il était un fils naturel de Charles de la Marche (plus tard Charles IV), est un modèle de dissertation historique, érudite et critique. Dès 1865, dans sa thèse latine de doctorat sur le *Faux Turpin*, il avait montré les mêmes qualités de critique, bien qu'il ait dû plus tard (cf. *Romania*, 1881, p. 425) mettre en doute quelques-unes de ses conclusions. Nos lecteurs n'ont pas oublié l'étude sur Jaufré Rudel qu'il a donnée au t. LIII de la *Revue historique*. Il y a fixé les points certains de la biographie de Jaufré Rudel, prouvé le caractère légendaire de son amour pour la comtesse de Tripoli et expliqué le sens vrai des chansons où l'on avait cru voir des allusions à cet amour. Tous les côtés du talent de Paris se retrouvent dans cet article : l'historien critique qui fixe la qualité de Jaufré comme sire de Blaye et les dates de sa vie et démontre l'impossibilité d'identifier la prétendue comtesse de Tripoli, le mythographe qui rattache la légende de cet amour à une série de contes analogues, l'historien de la littérature qui prouve que les vies des troubadours sont fabriquées avec les commentaires ajoutés par les jongleurs aux chansons qu'ils récitaient, le linguiste qui corrige les contresens faits dans l'interprétation des chansons de Jaufré. Il termine en posant les principes de méthode qui doivent guider dans la critique de récits tels que celui des amours de Jaufré Rudel et de la comtesse de Tripoli et les questions de fait qui ôtent toute valeur au témoignage du biographe. Il termine en montrant la valeur symbolique du conte et ce qu'il faut en retenir pour la connaissance des idées morales du moyen âge.

Ce qui permettait à Gaston Paris d'apporter dans tous ses travaux à la fois une érudition aussi variée et aussi précise et une telle richesse d'idées, d'aperçus lumineux et suggestifs, c'est qu'il avait, en même temps qu'une mémoire d'une puissance prodigieuse, les dons de combinaison et de généralisation qui font les esprits créateurs. Nul plus que lui n'aurait été capable de grands travaux d'ensemble sur notre histoire littéraire. L'admirable Introduction qu'il a mise en tête de l'*Histoire de la littérature française* de Petit de Julleville, le petit manuel de la *Littérature française du moyen âge*, d'une si forte et si féconde concision, vrai trésor de faits et d'idées, classés avec méthode, où l'on puisera longtemps des directions de travail et de recherches; son petit livre sur François Villon, qui contient, avec une excellente étude sur la vie, l'œuvre, le génie et l'influence du poète, tout un tableau de la vie parisienne au xve siècle; son article sur les poésies inédites de *Marguerite de Navarre*, publiées par A. Lefranc (*Journal des Savants*, 1896); les beaux morceaux historiques et littéraires réunis dans ses deux

volumes sur la *Poésie au moyen âge* et dans ses *Poèmes et légendes* du moyen âge, où il a repris des essais de jeunesse sur Huon de Bordeaux et sur la Chanson de Roland et les Nibelungen qui permettaient, dès 1861, de prévoir son génie, comme aussi dans son volume de *Penseurs et poètes*, où il parle d'écrivains contemporains; les préfaces qu'il a mises en tête de ses éditions de textes du moyen âge pour les classes; les articles de la *Romania* sur l'*Histoire de la littérature française* d'Aubertin (1877) et celle de Petit de Julleville (1895), sur *Paulin Paris et la littérature du moyen âge* (1881), et du *Journal des Savants* sur l'*Histoire de la littérature française* de Suchier (1901); le prodigieux ensemble de ses comptes-rendus de la *Revue critique* et de la *Romania* (voyez surtout dans celle-ci les années 1898, 1900 à 1902) permettent de se faire une idée de l'égale maîtrise avec laquelle il aurait pu parler de toutes les périodes de notre littérature.

Il a concentré ses efforts sur la littérature du moyen âge, parce que, malgré les immenses services rendus par Raynouard, par Fauriel, par Du Méril, par Paulin Paris et tant d'autres, tout restait à faire pour sortir de cette période romantique où l'enthousiasme croyait pouvoir suppléer à la critique et pour substituer la science véritable à une érudition un peu confuse. Diez avait pour ainsi dire fait de la philologie romane une science allemande. Les Allemands ont continué à lui rendre d'éminents services, mais avec Gaston Paris, avec P. Meyer, avec leurs disciples et émules français et italiens, la philologie romane est devenue une science néo-latine. Paris a enseigné à juger la littérature du moyen âge avec équité et sympathie, sans tomber dans d'injustes mépris ni de puériles admirations, à y voir surtout un fidèle miroir « des mœurs de nos aïeux, pendant une période qui ne fut ni sans éclat ni sans profit pour notre pays et dans laquelle, pour la première fois et non pour la dernière, la France eut à l'égard des nations avoisinantes un rôle partout accepté d'initiative et de direction intellectuelle, littéraire et sociale. » L'esprit de Gaston Paris, si moderne par toutes ses tendances philosophiques et sociales, était profondément imbu de l'importance qu'il y a pour une nation à prendre pleine conscience de son passé, à rester fidele à ses traditions. Il croyait que la science et l'enseignement peuvent beaucoup pour cela. Aussi sa science n'avait-elle rien de froid ni de desséché; une chaleur patriotique l'anime et l'inspire, mais sans jamais le faire dévier de la saine méthode ni imposer aucun sacrifice à la vérité. Rien de plus frappant que la leçon d'ouverture qu'il fit, le 8 décembre 1870, au Collège de France, au moment le plus tragique du siege de Paris, sur *la Chanson de Roland et la nationa-*

lité française. Il montrait dans la vieille épopée cet amour du sol, de la *douce France* et ce sentiment de l'honneur national, qui forment la trame indéfectible de notre histoire, et il faisait résonner dans le vieux Collège, répercutée à travers les siècles, « la grande voix de la patrie; » mais, dans cette même leçon, il prononçait ces paroles austères qui surprirent peut-être ses auditeurs à un tel moment, et qui sont sa profession de foi de savant : « La science n'a d'autre objet que la vérité, et la vérité pour elle-même, sans aucun souci des conséquences bonnes ou mauvaises, regrettables ou heureuses que cette vérité pourrait avoir dans la pratique. Celui qui, pour un motif patriotique, religieux, ou même moral, se permet, dans les faits qu'il étudie, dans les conclusions qu'il tire, la plus petite dissimulation, l'altération la plus légère, n'est pas digne d'avoir sa place dans le grand laboratoire où la probité est un titre d'admission plus indispensable que l'habileté. Ainsi comprises, les études communes forment, au-dessus des nationalités restreintes, diverses et trop souvent hostiles, une grande patrie qu'aucune guerre ne souille, qu'aucun conquérant ne menace et où les âmes trouvent le refuge et l'unité que la cité de Dieu leur a donnés en d'autres temps. »

Les œuvres que G. Paris a créées, et il en a créé beaucoup (il a été, comme l'a dit M. Bréal, un fondateur), ont été inspirées par ce double mobile, servir la vérité, servir son pays. Il a travaillé avec ardeur à la réforme de notre enseignement supérieur; il a indiqué ses défauts et ses lacunes dans une brochure d'une franchise hardie; il a pris une part considérable à l'organisation de l'École des hautes études, qui a été pendant vingt-quatre ans le foyer de son enseignement et qu'il a présidée de 1886 à 1897; la *Revue critique*, créée en 1866 avec Paul Meyer, Ch. Morel et Zotenberg, s'est donné pour mission de propager en France les principes de la saine critique; elle a poursuivi impitoyablement la fausse science, les travaux superficiels, déclamatoires ou systématiques, sans s'inquiéter de la situation de leurs auteurs ou des récompenses académiques ou universitaires qu'ils avaient obtenues. Elle acquit rapidement une autorité et une influence considérable. La *Romania*, créée en 1872 avec Paul Meyer,

Pur remenbrer des Ancessurs
Les diz e les faiz e les murs,

a doté la France du plus important de tous les recueils de philologie romane. Enfin, la fondation de la *Société des Anciens Textes français* a permis la publication d'une foule de textes qui seraient restés

inédits sans elle et qui, grâce à elle, ont fourni aux romanistes des modèles d'éditions critiques[1].

Il y avait encore une autre raison pour laquelle Gaston Paris, malgré sa puissance d'intelligence, de sensibilité et d'imagination et la variété d'aptitudes qui lui auraient aisément assuré une retentissante réputation et l'audience du grand public, s'est volontairement renfermé dans un domaine spécial et peu accessible aux profanes; c'était une raison morale. Il considérait comme un malheur et un défaut national la facilité à se contenter d'à peu près, de généralisations hâtives et brillantes, à construire des systèmes à priori auxquels on plie les faits tant bien que mal, à soumettre l'histoire aux préjugés politiques ou religieux, à préférer le talent et le succès à la science et à la vérité. G. Paris avait un si grand respect pour la vérité qu'il redoutait de rien dire qui ne fût appuyé sur une étude directe, personnelle, des sources et des textes, et il croyait en agissant ainsi travailler non seulement à l'éducation intellectuelle, mais aussi à l'éducation morale du pays. Il le disait dans un admirable langage dans son discours de réception à l'Académie française (1897) : « On dit à la jeunesse : « Il faut aimer, il faut vouloir, il faut croire, il « faut agir, » sans lui dire quel doit être l'objet de son amour, le but de sa volonté, le symbole de sa croyance, le mobile de son action. Il faut avant tout, lui dirais-je, si j'avais l'espoir d'être entendu, *aimer la vérité,* vouloir la connaître, croire en elle, travailler, si on le peut, à la découvrir. Il faut savoir la regarder en face et se jurer de ne jamais la fausser, l'atténuer ou l'exagérer, même en vue d'un intérêt qui semblerait plus haut qu'elle, car il ne saurait y en avoir de plus haut, et du moment où on la trahit, fût-ce dans le secret de son cœur, on subit une diminution intime qui, si légère qu'elle soit, se fait bientôt sentir dans toute l'activité morale. Il n'est donné qu'à un petit nombre d'hommes d'étendre son empire; il est donné à tous de se soumettre à ses lois. Soyez sûrs que la discipline qu'elle imposera à vos esprits se fera sentir à vos consciences et à

1. M. Bréal, dans les belles pages qu'il a consacrées à Gaston Paris dans la *Revue de Paris* du 15 mars 1902, lui attribue aussi une part dans la création de la *Revue historique.* J'aurais assurément été trop heureux si Gaston Paris avait voulu s'associer à moi pour cette entreprise scientifique, mais, en 1876, il était à la tête de la *Romania,* il dirigeait encore la *Revue critique;* il se contenta de m'encourager, comme il l'a toujours fait quand j'ai entrepris quelque chose d'utile. Le plan de la *Revue,* bon ou mauvais, a été fait par moi, porté par moi à Germer-Baillière, qui l'a adopté. Gustave Fagniez et Charles Bémont ont bien voulu me prêter leur concours. G. Paris a été notre premier abonné et un collaborateur occasionnel, malheureusement trop rare.

vos cœurs. L'homme qui a, jusque dans les plus petites choses, l'horreur de la tromperie et de la dissimulation, est par là même éloigné de la plupart des vices et préparé à toutes les vertus. » Un homme politique, dont le caractère n'égalait pas le talent, concurrent de G. Paris à l'Académie française, cherchait à capter la voix d'un académicien dévot en insinuant que G. Paris n'avait d'autre religion que la *religion de la philologie*. Notre ami aurait accepté cette définition ironique de sa foi s'il l'avait connue. Cette religion était pour lui à la fois l'amour de la vérité poussé jusqu'au scrupule, l'amour des origines de notre race, de notre nationalité, de notre langue, de notre génie national poussé jusqu'à la passion. Il a dû à cette religion la droiture absolue qui, unie à une exquise tendresse de cœur, rendait son affection si précieuse, l'acharnement au travail qu'il a conservé jusqu'au jour de sa mort et qui lui faisait repousser les conseils de repos donnés par ses amis, la modestie charmante qui s'alliait chez lui avec l'ardeur des convictions, la noble ingénuité avec laquelle il émettait ses doutes, reconnaissait ses ignorances, avouait ses erreurs, cet ensemble admirable de qualités qui faisait dire à un de ses meilleurs élèves, Alfred Morel-Fatio, qu'il était autant un directeur de conscience qu'un directeur d'études. Un jour vint où cette religion de la philologie fut appelée à guider en lui non plus seulement l'homme privé, le savant, le professeur, mais le citoyen; des événements se produisirent qui allaient être la pierre de touche des esprits et des caractères, où le nom sacré de la patrie allait être profané et mis au service d'intérêts égoïstes, de préjugés barbares et d'aveugles passions, où, comme l'écrivait G. Paris à un ami, « on pouvait craindre que, pour un honnête homme, sauf par un lâche silence, il ne fût pas possible d'éviter la persécution et la ruine. » Le courage était naturel à G. Paris comme la sincérité. Il parla, quoi qu'il pût lui en coûter, sans s'inquiéter s'il blessait des intérêts ou des personnes, mais en évitant de rien dire qui pût blesser les institutions et les sentiments qui font la force d'une nation. Ce jour-là, comme le jour où son fidèle collaborateur Paul Meyer apportait son témoignage au procès Zola, la religion de la philologie a montré qu'elle n'était pas seulement maîtresse de science, mais aussi de morale et de vertu.

Certes, il est amer d'avoir vu si tôt interrompues une si belle vie, une si grande œuvre. Toutefois, si nous ne considérons que la vie du savant, nous pouvons dire que Gaston Paris a accompli l'œuvre qu'il avait rêvée. Il a établi l'édifice de la philologie romane sur des bases indestructibles, il a tracé les grandes lignes de la construction, il en

a exécuté certaines parties avec une perfection qui peut servir de modèle, il a ouvert de tous côtés de larges avenues, des perspectives infinies. Les successeurs à qui il lègue son compas, sa truelle et son marteau n'ont qu'à continuer ce qu'il a commencé d'après ses principes, ses exemples et ses conseils. Sa statue restera, avec celle de Diez, au seuil du monument pour recevoir l'hommage de toutes les générations de savants qui travailleront à son achèvement. C'est avec une sorte de piété religieuse que les romanistes de tous les pays ont appris la mort de leur ami et de leur maître. « Avec la France actuelle, » écrivait M. Morf dans la *Gazette de Francfort*, « la vieille France porte le deuil. Derrière son cercueil s'avançaient silencieusement les ombres des grandes figures dans l'intimité desquelles il a passé sa vie : les héros, tels que Charlemagne, Roland et Huon, les saints, tels qu'Eulalie, Léger et Alexis, les poètes, tels que Chrestien de Troyes et Marie de France, les historiens, tels que Nithard, Joinville et Ambroise, la Société courtoise, avec Marie de Champagne et André le Chapelain, le peuple du Lendit de Saint-Denis, et de même que Francesca et Paolo,

Quali colombe dal disio chiamate
Con l'ali aperte e ferme, al dolce nido
Volan per l'aer, dal voler portate,

on croyait voir voler vers son lieu de repos les couples dont il a su si bien nous dire les amours : Jaufré Rudel et la comtesse de Tripoli, Lancelot et Genièvre, le Chatelain de Coucy et la Dame du Fayel, Aucassin et Nicolette, Tristan et Ysent, dont il a compris le langage mieux qu'aucun mortel. »

« A la Table-Ronde du roi Artus, » écrivait M. Pio Rajna dans le *Marzocco* de Florence, « un siège restait vide. On l'appelait *le siège périlleux*, et malheur à celui qui prétendait l'occuper. Il était destiné au *plus digne*, et ce *plus digne* ne se trouvait pas dans cette multitude de preux. A la Table-Ronde des romanistes, le siège de Gaston Paris restera vide. Vide et couvert de crêpe, et les nombreux compagnons, — chevaliers, écuyers et varlets, — ne pourront y fixer leurs regards sans se sentir le cœur serré. Car celui qui occupait ce siège n'était pas seulement un grand maître de la science, c'était un homme d'une bonté ineffable, frère pour les uns, père pour les autres, vers lequel s'élançaient avec transport l'affection de nos cœurs et l'admiration de nos esprits. Combien, sans lui, nous nous sentirons effroyablement solitaires ! »

Gabriel Monod.

LE CENTENAIRE D'EDGAR QUINET.

On n'a pas perdu le souvenir de la célébration du centenaire de la naissance de Michelet, le 13 juillet 1898. Bien qu'à cette époque les esprits fussent absorbés et divisés par le drame de l'affaire Dreyfus, l'unité des esprits et des cœurs se refit un instant pour honorer le grand historien. La jeunesse se rendit en foule au Père-Lachaise pour apporter son hommage au pied du monument de Mercié; une cérémonie officielle eut lieu au Panthéon, en présence du président de la République, avec des discours, des chants et un défilé d'enfants des écoles devant le buste de Michelet. Quelques jours après, une fête populaire était donnée en l'honneur de Michelet sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Dans toutes les villes de France, dans tous les lycées et collèges, des conférences rappelaient ce que furent l'œuvre et la vie de Michelet. Une brochure contenant une courte biographie et des extraits caractéristiques de ses écrits était lue dans toutes les écoles primaires de France. Il était impossible de rendre à un grand homme un hommage plus solennel et plus national, et l'on peut dire que la fête du 14 Juillet qui a, de plus en plus, le caractère d'une fête foraine, sans grandeur et sans signification profonde, a été, cette année-là, une vraie commémoration patriotique. Nous avons alors exprimé le vœu que cet exemple ne fût pas perdu et que, tous les ans, la fête du 14 Juillet fût consacrée à célébrer le souvenir d'un de nos grands hommes ou d'un des grands événements de notre histoire. Cela aurait plus de sens que l'éternelle revue de Longchamp. Malheureusement, le centenaire de Michelet n'a pas été imité. En 1902, le centenaire de Victor Hugo a été célébré avec une grande solennité, mais à son jour de naissance, le 27 février, à une époque de l'année encore triste et froide, non le 14 juillet. Cette année, on a célébré le centenaire de Quinet, mais à une date de fantaisie, le 1er mars. Du moment où l'on renonçait à la date vraie, au 17 février, les 13 ou 14 juillet étaient les seuls jours indiqués, et il aurait fallu célébrer Quinet, le frère d'armes de Michelet, par les mêmes honneurs, par une cérémonie scolaire dans la France entière. Cela était d'autant plus nécessaire que Quinet est peu lu, que peu de gens savent l'importance de son œuvre de littérateur, de philosophe, de polémiste, d'homme politique, qu'il a été dans divers domaines un initiateur, qu'il a été le prophète clairvoyant et courageux des dan-

gers qui menaçaient la France de son temps à l'extérieur et à l'intérieur; qu'il a enseigné toute sa vie, avec une grande élévation de pensée et de langage, les principes essentiels de la démocratie; qu'il a été enfin un grand moraliste et un grand éducateur. Il était nécessaire non seulement de rappeler tout cela, comme l'avait fait éloquemment M. Henry Michel dans un article de la *Revue bleue*, réimprimé ensuite en brochure : *le Centenaire d'Edgar Quinet*, et comme l'a fait aussi, dans un magnifique langage, M. Buisson, dans son discours de la Sorbonne, mais il fallait le faire comprendre au peuple et à la jeunesse, par une fête éclatante, par la large diffusion d'une brochure commémorative, comme on avait fait pour Michelet. On avait annoncé une cérémonie au cimetière Montmartre, le matin, à laquelle devaient prendre part une foule de sociétés et d'Universités populaires. Le cortège se réduisit à un nombre minime d'assistants. Le principal orateur, M. Aulard, et le représentant du Conseil municipal s'excusèrent, arrêtés par la rigueur de la saison, et, quelque excellents qu'aient été les discours de MM. Chauvelon et D. Halévy, cette première partie de la cérémonie se trouva quelque peu manquée. La séance officielle eut lieu à la Sorbonne. Le discours de M. Buisson aurait suffi, avec l'allocution du Ministre, à la remplir. On eut le tort de multiplier les orateurs et les récitations, et cette interminable cérémonie laissa derrière elle une impression de lassitude et de froidure. Pourtant, les circonstances étaient aussi favorables pour le centenaire de Quinet qu'elles l'avaient été peu pour celui de Michelet. Le parti radical, auquel appartenait Quinet, est au pouvoir; il a entrepris une lutte décisive contre l'enseignement clérical, dont Quinet fut un des plus redoutables adversaires. Les Universités populaires, qui n'existaient pas en 1898, et pour qui Quinet doit être un patron et un maître, se sont multipliées depuis trois ans. Il semble qu'il aurait été facile de donner à ce centenaire le caractère d'une grande manifestation républicaine, démocratique et rationaliste[1].

Je ne sais si les organisateurs ou le gouvernement sont en partie responsables du peu d'éclat du centenaire de Quinet, mais je crois en voir une raison plus grave. Quinet, malgré ses grandes qualités de penseur et d'écrivain, malgré les idées élevées et parfois profondes qu'il a répandues dans toutes ses œuvres, non seulement n'a jamais été populaire, mais son nom est beaucoup plus connu que ses

1. L'excellent recueil d'*Extraits des Œuvres de Quinet*, publié à la librairie Hachette et précédé d'une bonne notice biographique par M. Valès, fera, nous l'espérons, beaucoup pour donner à la mémoire de Quinet la popularité à laquelle elle a droit.

écrits. Cela tient à ce qu'il a été avant tout un homme d'action, à ce qu'il a pris part à la vie politique et parlementaire, à ce que ses écrits ont été presque tous des écrits de circonstance, à ce qu'il n'a pas manifesté sa personnalité intellectuelle et littéraire dans une œuvre maîtresse. Ses œuvres sont presque toutes des œuvres de prédication et de critique, qui subissent la commune destinée des œuvres de polémique ou d'homilétique, qui est d'être oubliées après avoir agi sur la génération à qui elles étaient destinées et avoir contribué à la diffusion d'idées qui, grâce à elles, deviennent banales par leur succès même. Les idées de Quinet sur la démocratie, la laïcité de la société et de l'école, la valeur de la personnalité humaine, le rôle de la conscience, qu'il a développées avec une force incomparable, sont devenues aujourd'hui des lieux communs, bien qu'elles soient loin d'avoir porté dans nos mœurs publiques et privées tous les fruits qu'on pouvait en attendre. La pensée de Quinet est, certes, très homogène et organique; mais son œuvre littéraire ne l'est pas. Il n'a rien poussé à fond; ses ouvrages les plus importants sont des essais, des ébauches, grandioses parfois, mais incomplètes. — Son *Histoire de mes idées* est un livre exquis, mais qui s'arrête au moment même où les idées de Quinet commençaient à se former. Son essai sur la *Vie de Jésus*, son *Génie des religions* avaient une grande valeur pour le temps où ils ont paru, mais les idées qu'ils contiennent ne sont pas arrivées à maturité. Les *Révolutions d'Italie* contiennent des pages admirables, des vues historiques d'une réelle portée, mais elles ont le caractère hâtif et provisoire de leçons plus ou moins improvisées, et, d'ailleurs, elles restent isolées dans l'œuvre de Quinet. Au lieu de s'occuper d'une manière suivie et sérieuse des littératures du Midi qu'il était chargé d'enseigner, Quinet fit de sa chaire du Collège de France une chaire de politique contemporaine. Michelet, dira-t-on, en faisait autant. C'est vrai, mais la chaire de Michelet était une chaire générale d'histoire et de morale, et, d'ailleurs, pendant les dix ans de son enseignement au Collège de France, il publia quatre volumes de son *Histoire de France*, trois volumes de l'*Histoire de la Révolution*, les deux volumes du *Procès des Templiers*, sans parler des *Jésuites*, du *Peuple* et du *Prêtre*. Si Quinet avait eu une pareille force de production et avait su creuser aussi profondément son sillon, il aurait créé des œuvres plus durables. Son ouvrage le plus remarquable, avec *la Création*, le seul qui ait eu un succès éclatant, sa *Révolution*, n'est au fond qu'un ouvrage de critique, un très éloquent, très noble réquisitoire contre la Terreur et contre les erreurs commises par la Constituante et la Convention dans les

affaires religieuses. Sa *Philosophie de l'histoire de France* n'est qu'un article de revue très superficiel. On a dit que le long exil volontaire de Quinet a été cause de l'oubli où ses œuvres sont tombées. Je ne le crois pas. C'est, en grande partie, grâce à son exil, si honorable, si héroïque même, que le nom de Quinet était entouré d'une auréole aux yeux des jeunes générations libérales de l'époque impériale et qu'on lisait ses livres, et le seul de ses ouvrages qui ait été très répandu, *la Révolution*, fut écrit dans l'exil. Ce qui fait la faiblesse de l'œuvre de Quinet, c'est qu'elle est composée d'ouvrages disparates, sans autre lien entre eux que les idées morales très nobles, mais très générales, qui ont animé Quinet dans toute sa carrière, et qu'aucun d'entre eux ne repose sur des études et des méditations suffisamment approfondies. La noblesse du style et de la pensée cache seule ce qu'il y a d'improvisé dans tous les écrits de Quinet.

Quinet a dû une bonne part de sa réputation à l'amitié de Michelet, aux éloges que Michelet lui prodiguait, à l'association de leurs deux enseignements au Collège de France. Quelques admirateurs imprudents de Quinet cherchent aujourd'hui, pour le grandir, à rabaisser Michelet, à représenter Quinet comme une victime de la gloire de Michelet, et attribuent à des causes mesquines, à je ne sais quelles jalousies, le refroidissement incontestable qui s'est produit entre eux à la fin de leur carrière[1]. Rien ne serait plus dangereux pour la réputation de Quinet que d'instituer une comparaison entre les trente volumes de ses œuvres complètes et les quarante-cinq volumes des œuvres de Michelet. Il le serait plus encore de prêter à Michelet une sorte de jalousie vis-à-vis de Quinet et surtout de prétendre que Michelet ait étouffé la gloire de son ami. C'est en laissant leurs noms indissolublement unis qu'on assurera à Quinet la part qui lui revient dans la reconnaissance de la postérité pour leurs deux mémoires. Qu'il y ait eu entre Mme Quinet et Mme Michelet une certaine rivalité et une certaine mésintelligence, cela est certain; il suffit de lire les *Cinquante ans d'amitié*, écrits par Mme Quinet, pour le voir, et cette mésintelligence remontait très haut. Elle remontait au temps où la première Mme Quinet vivait encore, où elle accueillait la jeune Mme Michelet avec une tendresse maternelle et la faisait la confidente de ses chagrins. Mais s'il y eut jalousie, il serait bien

1. Voy. en particulier l'article sur *Quinet et Michelet*, publié par M. D. Halévy dans *le Temps* du 17 février et l'interview de MM. Lockroy, Buisson, Meurice dans *le Temps* du 27 février.

singulier que cette jalousie se soit surtout montrée chez Mme Michelet, comme on l'a dit. J'ai vu de près les deux ménages, je pourrais raconter mes souvenirs et mes impressions; mais je trouve que c'est injustement diminuer les deux grands écrivains que d'attribuer leurs dissentiments au culte jaloux que leurs femmes pouvaient avoir pour la gloire de leurs maris. Laissons à ces dissentiments leurs vrais et légitimes motifs. Quinet était resté chrétien de cœur; et, dans sa *Révolution*, il avait reproché aux hommes de 89 de n'avoir pas fait une révolution religieuse, de n'avoir pas poussé la France dans les voies du protestantisme. Michelet avait, depuis 1840, rompu avec le christianisme, il avait, dans sa préface de la *Révolution*, mis le principe de la Révolution, la justice, en opposition avec celui du Christianisme, la grâce, et sa *Bible de l'humanité* est fondée tout entière sur l'exaltation de la civilisation aryenne, Inde, Perse, Grèce, et la répudiation de la civilisation judéo-chrétienne. De plus, tout en jugeant avec sévérité les violences de la Terreur, Marat et Robespierre, Michelet avait, dans sa *Révolution*, cherché, sinon à excuser, du moins à expliquer les violences, à en faire retomber en grande partie la responsabilité sur les émigrés, les contre-révolutionnaires, l'étranger. Il avait parlé avec sympathie du culte de la Raison, de Chaumette et de Clootz, comme aussi des derniers Jacobins. Quinet donnait à la Terreur une place énorme, la considérait comme une série de crimes volontaires et conscients et il paraissait à Michelet porter un jugement injustement sévère sur la Révolution et son anti-christianisme. Michelet vit dans le livre de Quinet (et qui pourrait dire qu'il avait tort?) une réfutation directe du jacobinisme de Louis Blanc et de sa propre conception anti-chrétienne de la Révolution. Il lui reproche de l'avoir combattu sans le nommer. Les deux anciens frères d'armes ne voulurent pas se livrer à une polémique publique à ce sujet, mais il subsista entre eux un malentendu et un ralentissement d'intimité très naturels. Après 1871, Michelet, dont la santé était très ébranlée, vécut peu à Paris. Quinet vivait à Versailles. Ils se trouvèrent assez séparés et s'ils se virent peu, c'est à Quinet, plus jeune et plus robuste, qu'il faut s'en prendre, plus qu'à Michelet, qui ne sortait guère de chez lui. Que M. et Mme Michelet, qui avaient été, pendant vingt ans, les factotums de M. et Mme Quinet à Paris, s'occupant constamment de mille services, grands et petits, à leur rendre, en aient été affligés, quoi d'étonnant? Quinet était député, et c'est sans doute pour cela que Jules Simon lui rendit sa situation de titulaire au Collège de France, tandis qu'il ne voulut rien faire pour Michelet. Peut-être Michelet trouva-t-il que Quinet aurait dû agir en faveur de celui qui,

autrefois, avait si chaleureusement travaillé à le faire venir à Paris; mais il n'en dit rien. Et, d'ailleurs, malgré les divergences d'idées qui les avaient séparés, ils restèrent jusqu'au bout profondément attachés l'un à l'autre et aux souvenirs de leur longue confraternité. Ne les diminuons pas en leur prêtant de mesquines animosités. Et surtout gardons-nous de calomnier l'un pour grandir l'autre. On a mis en opposition Quinet, protestant contre l'Empire par vingt ans d'exil et de pauvreté, et Michelet vivant à Paris heureux et riche; Quinet rentrant à Paris en 1870 pour y subir les rigueurs du siège, et Michelet les fuyant et cherchant un refuge à Florence. Quinet était homme politique; il fut proscrit, il prolongea volontairement son exil tout le temps de l'Empire; il a droit à toute notre admiration. Michelet, en refusant le serment, perdit ses places au Collège de France et aux Archives; il fut réduit à une situation de fortune inférieure à celle de Quinet et alla vivre près de Nantes. Rien ne l'obligeait à quitter la France; d'autant plus qu'il ne pouvait trouver qu'en France les matériaux pour continuer son Histoire. Il vécut de la manière la plus modeste, même après que le succès de *l'Oiseau* et de *l'Amour* eut fait succéder l'aisance à sa pauvreté. Personne, que je sache, n'a jamais eu l'idée, de 1851 à 1870, de reprocher à Michelet sa présence à Paris. On lui savait gré d'y avoir une maison qui restait un foyer d'espérances républicaines. En 1870, il commença par rentrer à Paris dès les premiers désastres, il y fit des provisions en vue du siège. Sa santé et celle de sa femme, toutes deux gravement atteintes, leur firent craindre de n'être que des bouches inutiles et de ne pouvoir supporter les privations d'un blocus. Michelet crut pouvoir être plus utile hors de Paris qu'à Paris. Il le fut en effet. A Paris, il eût certainement été enlevé par la maladie. A Florence, il écrivit un chef-d'œuvre, *la France devant l'Europe*, qui réveilla bien des consciences. Les deux attaques d'apoplexie qui le frappèrent après la capitulation de Paris et au moment de la Commune prouvèrent suffisamment qu'il n'aurait pu supporter de près des malheurs qui, même de loin, l'écrasaient et que son patriotisme ne le cédait à celui de personne. Pourquoi diminuer, calomnier nos héros et nos saints? Ils ont eu les faiblesses inhérentes à la nature humaine, mais ils ont été assez grands pour que, si nous avons à chercher les motifs de leurs actes, nous leur supposions toujours des motifs élevés et honorables.

Gabriel Monod.

ÉPOQUE MODERNE.

XVIe SIÈCLE. — Avec le tome II du monumental ouvrage publié par M. Ed. ROTT sous les auspices des Archives fédérales suisses s'achève l'histoire du XVIe siècle[1]. Il en faudra quatre encore pour pousser jusqu'au XIXe l'exposé des négociations diplomatiques. Deux autres volumes seront consacrés à la biographie des agents français en Suisse. Un neuvième et dernier, qui ne sera pas le moins intéressant, le moins piquant, racontera la vie extérieure de l'ambassade française en Suisse, d'abord dans cette jolie ville de Soleure, vrai bijou de la Renaissance française égaré au pays des Ligues, puis à Bade, à Bâle, à Lucerne, à Berne.

Les deux volumes parus font le plus grand honneur à leur auteur et au gouvernement fédéral. Pour toute la période comprise entre les négociations entamées par Charles VII à Berne, — « point de départ des intelligences » qui unirent, un demi-siècle plus tard, la « Confédération des huit cantons et son prudent allié d'outre-Jura contre la puissance bourguignonne, » — et la mort de Henri IV, on y trouvera l'énumération de toutes les « missions ordinaires et extraordinaires en Suisse, dans le Valais, aux Ligues grises et à Genève, » avec le nom des ambassadeurs, la date de leurs lettres de créance et de rappel, l'indication des sources auxquelles M. Rott a puisé : archives suisses, manuscrits français, collection Clairambault, etc. Les références de l'ouvrage forment ainsi un excellent répertoire de documents diplomatiques. Les événements sont classés par règnes[2]. Pour chaque règne, on trouvera une notice historique résumant les principaux événements diplomatiques (pour la période 1422-1522), une liste des ambassadeurs[3], une histoire des missions, subdivisée, à

1. *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés, de leurs confédérés.* I : 1430-1559. Ouvrage publié sous les auspices et aux frais des archives fédérales suisses. Berne, Benteli, et Paris, Alcan, 1900. 1 vol. in-8°, v-608 p. (voy. *Rev. hist.*, t. LXX, p. 239). — II : 1559-1610. Ibid., 1902, VI-723 p. Chaque volume se termine par trois copieuses tables : des matières, des noms de personnes (avec rappel rapide des principaux points de leur biographie), des noms de lieux.

2. Le règne de François Ier forme deux chapitres, coupés par l'année 1522. Le chapitre relatif à Henri IV est subdivisé en deux périodes : 1589-1604, 1604-1610.

3. Ces listes sont données en tableaux synoptiques. Des sigles particuliers permettent de distinguer : 1° les missions en Valais; 2° chez les Grisons; 3° celles envoyées de Milan par le duc-roi; 4° les missions à Genève; 5° celles envoyées par les grands avec l'agrément du roi; 6° contre l'agrément du roi.

partir de 1522, en histoire de l'ambassade ordinaire et histoire des missions extraordinaires. Ce luxe de divisions n'est pas sans présenter quelques inconvénients. Tandis que nous aimerions à embrasser dans leur suite chronologique toutes les relations de Henri II avec les Ligues et leurs confédérés ou alliés après 1522, nous voyons d'abord l'histoire des ambassadeurs en Suisse jusqu'en 1559, puis celle des chargés d'affaires à partir de 1547, puis celle de l'ambassade ordinaire aux Ligues grises de 1553 à 1558; puis l'histoire, à partir de 1547, des missions extraordinaires, pour lesquelles, fort heureusement, aucune distinction n'est faite entre Suisse, Valais, Ligues grises et Genève. M. Rott n'a renoncé à ce plan, qui lui a sans doute été imposé, que pour la seconde partie du règne de Henri IV, et le lecteur n'aura pas à s'en plaindre; l'auteur de *Henri IV, les Suisses et la Haute-Italie* a traité ce sujet avec une rare maîtrise. D'une façon générale, d'ailleurs, ces notices sont de véritables modèles de clarté et de précision, et elles font de cet inventaire analytique un véritable livre d'histoire.

Je n'essaierai pas de le résumer; je voudrais cependant en indiquer les résultats généraux. M. Rott montre que le contact entre la royauté française et les « Ligues des Hautes-Allemagnes » fut la conséquence forcée de la politique suivie par les Valois lors de la destruction du « royaume de Lotharingie. » Ils trouvèrent dans la « Bourgogne transjurane, » pour leurs entreprises italiennes, un inépuisable réservoir d'hommes, et, sur ce marché de chair à batailles, le roi très chrétien exerce une sorte de droit de préemption. La principale occupation de ses ambassadeurs est, à partir de la Réformation, de maintenir l'union entre les cantons catholiques du centre, « travaillés par l'Espagne, le Saint-Siège et la Savoie, » et les cantons protestants; il joue le rôle de médiateur. Lorsque les guerres civiles de France sont commencées, la royauté soutient ceux-ci par maxime d'État, ceux-là pour en obtenir des secours contre les huguenots. Il emprunte de l'argent aux uns et aux autres, il ne paie guère les mercenaires qu'il leur demande, et, en vérité, rien n'est plus faux que le proverbe : « Pas d'argent, pas de Suisse. » Au contraire, tout le second volume de M. Rott est la preuve qu'au XVIe siècle nos rois, prorogeant sans cesse les paiements, réduisant leurs engagements, eurent beaucoup de Suisses pour peu d'argent. Mais, tandis que les chefs huguenots recrutent des troupes à Berne, les *Waldstätten* et leur chef, le fameux *roi des Suisses*, Ludwig Pfyffer, se tournent vers les Espagnols du Milanais. En France, le conflit armé, si longtemps évité, entre Suisses des deux confessions, se produit enfin à Ivry, d'où s'ensuit la ruine de l'influence de

Pfyffer. Après le renouvellement de l'alliance en 1602, Henri IV, qui a défendu Genève[1], qui a liquidé d'une façon à peu près honorable les dettes de la couronne en Suisse[2], qui tient par ses alliés, les Grisons, la porte de la Haute-Italie, est sur le point d'entraîner les cantons dans la guerre de Juliers, lorsque le coup de poignard de Ravaillac fait avorter le *grand dessein*. Les prochains volumes de M. Rott promettent de ne pas le céder en intérêt aux deux premiers.

M. Ph. Lauzun, déjà connu par ses travaux sur Marguerite de Valois, a eu l'excellente idée de publier une partie des précieux comptes de cette princesse[3] et de la suivre dans ses pérégrinations depuis son départ de Paris, le 1er août 1578, jusqu'à son arrivée dans le nid d'aigle d'Usson, le 13 novembre 1586. Il accompagne les mentions du livre de comptes[4] de notes diverses, recueillies dans les archives communales des villes traversées par la reine, de lettres parfois inédites, etc. Il a pu ainsi apporter d'utiles corrections aux relations des ambassadeurs toscans[5], qui recueillent trop fidèlement

1. Voy. F. De Crue (*Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 236). J'ai reproché à tort à M. De Crue de n'avoir pas cité le *Lesdiguières* de M. Dufayard; il le fait p. 11, n. 2.

2. M. Rott aurait dû rappeler que l'édit de 1597 sur les maîtrises de métiers avait pour objet, entre autres, le règlement des créances des capitaines suisses. — M. L. Langlois, dans ses *Obligations passées à Tours par Henri IV au profit de ses régiments suisses* (*mars* 1593) (extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*), publie d'intéressants documents relatifs à l'une des liquidations partielles par lesquelles Henri IV essaya d'éteindre les dettes de la couronne. Sur l'aliénation de l'ancien domaine du roi, la moitié du prix devait être affectée aux créances des Suisses. Treize obligations furent signées par le roi sur les fonds à provenir de son domaine de Navarre, dix-sept sur les biens de la couronne de France. A titre d'échantillon, M. Langlois publie, dans la première série, l'obligation passée au profit du colonel d'Arregger et, dans la seconde, une obligation de Hartmann de Hartmannis. Cette excellente petite plaquette (Tours, Bousrez, 68 p.), dont l'auteur ignore les travaux de M. Rott, complète le dernier chapitre de l'*Histoire de la représentation diplomatique*.

3. *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne* (titre légèrement inexact, puisque, dès le 1er décembre 1585, la reine entre pour la seconde fois en Auvergne et y restera désormais) *d'après ses livres de comptes* (1578-1586). Paris, Picard, 1902. In-8°, 387 p., un index et des planches.

4. Conservé aux Arch. nat., KK 158 à 186. Une partie du volume qui contient l'année 1581 est à la Bibl. nat., ms. fr. 11494.

5. Mais, de grâce, que M. Lauzun fasse corriger ses épreuves par un italianisant! Les citations insérées dans le texte (p. 166, 189 et *passim*) sont massacrées. Et pourtant certaines sont extraites du recueil Desjardins, qu'il suffisait de copier. Il y a même, p. 121, une bévue bien amusante : l'adjectif *loro*, dans

les commérages de cour, aux mémoires de ce hâbleur de d'Aubigné, à ceux de Turenne, à ceux de la reine elle-même, généralement exacts et sincères, sauf en ce qui concerne ses propres amours, mais dont la chronologie est peu précise. On peut dire que M. Ph. Lauzun a constitué ainsi, pour les huit années qu'il a choisies, une sorte de biographie critique de Marguerite. On ne peut que lui souhaiter de persévérer dans son entreprise[1].

La publication des *Lettres de Catherine de Médicis*[2] confiée, depuis la mort de Hector de la Ferrière, à M. Baguenault de Puchesse, s'achemine vers son terme. Les quatre ou cinq cents[3] lettres du tome VIII vont du 2 janvier 1582 au 25 décembre 1585. Cette période comprend les malheureuses tentatives dirigées contre les Espagnols aux Açores pour soutenir les droits de la reine mère sur le Portugal, la non moins malencontreuse équipée du duc d'Anjou aux Pays-Bas, la première capitulation de Henri III devant la Ligue au traité de Nemours. S'il n'existe aucune lettre de Catherine à Strozzi, sa correspondance est riche en détails sur son entreprise (presque rien au contraire sur celle du commandeur de Chaste). Les lettres du 12 juin 1582 à Navarre sur ses relations avec Fosseuse (p. 36), du 25 avril 1584 à Bellièvre sur la conduite de Margot (p. 180) sont intéressantes. J'avouerai de plus que le ton, dans son français maladroit et italianisé, en est digne, et qu'elles donnent de Catherine une idée plutôt favorable. Toute cette correspondance (voy. p. 245, lettre au roi du 9 avril 1585, le récit de son entrevue avec Guise, entrevue où celui-ci se pose officiellement comme le chef des catholiques) nous fait penser à une femme plus faible que méchante, petite bourgeoise effrayée par la grandeur de sa tâche, essayant tant bien que mal d'opposer les partis l'un à l'autre, beaucoup plutôt qu'à une sorte de Machiavel en vertugade[4]. La préface

« Loro Maestà, » devient « le capitaine Loro! » lequel, d'ailleurs, n'est pas un mythe.

1. Il y a sûrement une lacune dans la lettre de la p. 177, après les mots : « Lieu fort propre à mainte... » Que veut dire, p. 183 : « Ce couplet de son vivant? » L'orthographe des noms propres est souvent bien fautive.

2. *Collection des Documents inédits.* 1 vol. in-4°. Paris, Impr. nat. (Leroux), 1901, XXIX-577 p. Fac-similé des signatures du traité de Nemours.

3. Bizarrement numérotées comme suit : DXLIX, puis DXLX (au lieu de DL) et ainsi de suite jusqu'à DXLXXXI, ce qui veut sans doute dire 581 ou 481.

4. A signaler, p. 45, 70, 74, 89, 103, 147, 192, 348, 350, 363, les lettres à M. de Danzay, qui continuent la publication (dont M. B. de P. n'a pu avoir la connaissance) de M. Bricka. Les appendices donnent des lettres de Strozzi, Marguerite, François d'Anjou, Bellievre, etc., le texte des articles présentés par les chefs catholiques, etc. Quelques-unes des lettres auxquelles je fais allusion ci-dessus sont également données par M. Ph. Lauzun.

de l'éditeur est brève et simple. L'annotation présente quelques faiblesses[1]. La correction matérielle n'est pas toujours à la hauteur de la réputation du grand établissement d'où sort le livre[2].

XVIIe SIÈCLE. — Le *Louis XIII* de M. DE BEAUCHAMP[3] ne serait qu'une admirable collection de gravures sur le XVIIe siècle que déjà nous devrions à l'auteur des remercîments. Il n'est pas un personnage un peu important de la famille, de l'entourage de Louis XIII qui n'ait ici son portrait[4]; pas un château habité par le roi durant sa vie pérégrinante, pas une place forte, pas un fait de guerre qui ne soit représenté. Et toujours par des documents authentiques, puisés aux meilleures sources : au Cabinet des Estampes, à la Monnaie, au musée Condé[5], etc. Beaucoup sont inédits. Rien qui rappelle ces illustrations, hélas! trop fréquentes, faites d'après des tableaux modernes.

1. P. 12, il manque une note à « Saint-Mesants, » prononciation poitevine de Saint-Maixent (la note identifiant le lieu ne vient qu'à la p. 14). *Qu'on puys* ne peut avoir le sens qui lui est donné n. 1 de la p. 13 *a*. La n. 1 de la p. 66 *b*, sur la réforme du calendrier, n'est pas claire. P. 215 *a*, n. 2, V*an*calieri sans doute pour Moncalieri. Sur La Fin (p. 341 *a*, n. 3), signaler les publications de M. M. Dumoulin. Sur Cavriana (p. 354 *b*, n. 3), ajouter à la liste de ses ouvrages le *De obsidione Rupellana*. — Que M. B. de Puchesse se rassure, rien n'est « invraisemblable » de la part du marquis du Prat ; ne fit-il pas de Mahomet II, dans la préface de son *Antoine du Prat*, un contemporain et un allié de François Ier? Évidemment, la lettre de la p. 91 est fabriquée de toutes pièces. — « Rière » (p. 147 et erratum) est tout simplement l'expression savoisienne pour dire « dépendant de, dans la mouvance de. » — L'index aurait besoin d'être revu : *Beauvais-la-Noile*, pour Beauvoir, qui manque. *Marempne* (Charente-Inférieure) aurait pu être, ici, corrigé en Marennes. A *La Noue*, manque le renvoi à la p. 187, etc.

2. L'orthographe des notes italiennes (par exemple p. 78 *a*, n. 1) est déplorable; l'accentuation des textes italiens est fantaisiste (exemple p. 441). — P. 404 *a*, « pastans » doit être lu « bastans. » Le titre des lettres à Hurault porte tantôt Maisse, tantôt Messe, quoique l'index ne donne que cette seconde forme. Ce sont là des misères; on s'étonne de les rencontrer ici.

3. *Louis XIII d'après sa correspondance avec le cardinal de Richelieu.* Paris, Renouard, 1902. Gr. in-8°, 460 p., 114 grav., dont 16 hors texte, une héliogravure, plus, sur la couverture, l'estampage de la face et du revers d'une « pièce de plaisir. »

4. Je signalerai à M. de Beauchamp l'existence d'un très bel et très peu connu *Richelieu* de Ph. de Champaigne (peint à l'huile) conservé dans le cabinet des administrateurs des hospices de Beaune. Il serait intéressant de le comparer avec le Rousselet de la p. 29 et les Champaigne des p. 355 (Nanteuil) et 429 (Morin), surtout avec le dernier, dont il a l'exquise finesse et la tristesse morbide. — La carte qui termine l'ouvrage n'est guère digne du reste.

5. M. de Beauchamp a trouvé des collaborateurs de premier ordre en MM. Bouchot, G. Riat, Arnauné, de Nolhac, Macon.

Mais M. de Beauchamp a voulu nous donner aussi autre chose. Aux 247 lettres de Louis XIII déjà publiées par Marius Topin, et qui sont ici reproduites, il ajoute, en les intercalant à leur date dans la série, 347[1] lettres inédites, autographes, qui proviennent des collections de Chantilly. Il porte ainsi le nombre total à 594. Elles vont de 1622 à 1642. Les réponses à ces lettres du roi se retrouvent presque toujours dans la collection d'Avenel[2].

Est-il vrai, comme le croit M. de Beauchamp, que ce volume de lettres « donne de Louis XIII une opinion si différente de celle généralement admise? » Il est encore, assurément, des gens qui se représentent un Louis XIII presque imbécile, haïssant le ministre qu'il est obligé de subir pour le bien de la France. Mais la publication des écrits inédits de Saint-Simon par P. Faugère, celle même de Marius Topin ont porté à cette légende un coup mortel. M. de Beauchamp contribuera simplement à fortifier la vérité. Il est certain qu'on ne peut nier l'intimité réelle qui unissait le roi et son ministre, lorsqu'on voit Louis XIII lui écrire (je prends au hasard les p. 130 et 339) le 19, le 23, le 26 octobre, le 3, le 6, le 10 novembre 1633, le 8, le 10, le 15, le 16, le 18, le 24 juin, le 1er, le 5, le 8, le 11, le 13 juillet 1638; le consulter sur tout, sur ses déplacements et villégiatures, sur l'éducation de son fils, sur ses « médecines, » aussi bien que sur le choix d'un évêque, d'un général ou sur ce qu'il faut répondre à l'ambassadeur d'Angleterre; le mettre au courant des intrigues de sa mère[3], de sa femme[4], de son frère; s'intéresser, avec une sollicitude presque tendre, à la santé si fragile du cardinal, l'avertir des dangers, des complots qui menacent sa vie, le supplier d'y prendre garde. Dès le 9 juin 1626, il lui écrit (p. 68) : « Je ne vous abandonnerai jamais; » le 10 mars 1633 (p. 111) :

1. M. de Beauchamp dit 354 dans sa préface (p. 58), mais, alors, le compte n'y est pas. Il en signale 108 autres, dont 18 publiées par M. Caille et 90 conservées dans la collection Morrison. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas pu, puisqu'il nous donnait autre chose que ses propres trouvailles, établir au moins une édition intégrale des lettres du roi au cardinal.

2. A titre d'exemple, p. 56-58, trois lettres de Richelieu répondant à celles du roi. — Au début, quelques éclaircissements sur les voyages et châteaux de Louis XIII, les monnaies, le journal d'Héroard, le mode de travail de Louis XIII avec Richelieu et (mais le sujet n'est pas complètement neuf) Louis XIII journaliste.

3. Lettre 74, 16 juin 1633, le roi refuse de répondre à sa mère avant d'avoir reçu les conseils de Richelieu.

4. Duretés pour Anne dans la lettre du 20 janvier 1635 (p. 164). Il relate à Richelieu l'interrogatoire de la reine, le 23 août 1637 (lettre 390). Intéressantes lettres sur le siège de Nancy en 1633 (p. 127). Lettres curieuses sur la nullité de l'arrière-ban, etc.

« Tous vos ennemis sont les miens..., » et il prend contre eux le parti de Richelieu (exemple, contre Vendôme) plus vivement que Richelieu même. Entre ces deux hommes, — avec toutes les nuances exigées d'un côté par le respect et de l'autre par la majesté, — il y eut, fondé sur l'estime, sur la conviction qu'ils collaboraient à une grande œuvre, un sentiment qui ressemblait à de l'amitié. Louis XIII apparaît dans ces lettres comme une nature droite, mais faible, qui se sent faible et qui sait un gré infini à qui l'a rendu fort[1].

Après trois volumes consacrés aux misères de la Fronde en Agenais[2], M. le Dr L. Couyba a voulu remonter de quelques années dans le passé de cette province, et il y a retrouvé les trois « inséparables compagnes, la guerre, la famine, la peste. » Ceux qui pensent que Michelet déclamait en disant que durant des siècles le peuple de France mourut de faim, ceux-là feront bien de parcourir *la Misère en Agenais de 1600 à 1629 et la grande famine de 1630-1631*[3]. M. Couyba s'est aidé surtout des registres paroissiaux; il publie notamment en appendice un extrait du lugubre mortuaire de Pinel et Hauterive[4]. Tous ses documents aboutissent à la même conclusion tragique. Pour vivre quelques jours de plus, les petits paysans vendent à vil prix leurs terres, morceau par morceau, contre du blé, ce qui amène la reconstitution de la grande propriété. Les communautés urbaines et rurales, qui essaient d'organiser les secours, voient leurs finances ruinées. Leurs efforts sont contrariés par les querelles de préséance entre les autorités et les ordres, par le mauvais vouloir du clergé, par les rivalités entre protestants et catholiques. Cette population décimée et anémiée par la famine de 1630-

1. Le commentaire manque de précision. Les notes sur les personnes ne sont pas toujours rattachées à la première apparition de leur nom. Par contre, elles sont souvent répétées intégralement lorsque le nom de la personne revient plusieurs fois (Saint-Simon, p. 160; Mme de Lansac, p. 382). Elles ne disent pas toujours ce que le personnage faisait à la date où la lettre fut écrite (Fabert, p. 158). Les batailles mentionnées ne sont pas identifiées (p. 306 et *passim*). L'index ne donne pour chaque nom qu'un seul rappel. — P. 153, la correction du texte de Topin : « Vous aurez la sédition... » en « saurez » lèverait toute difficulté. P. 337, « marchander » les parlementaires veut dire, contrairement à la n. 1, « ménager. » P. 417, s'il faut « mettre de côté » des raisins verts, ce n'est pas (n. 3) par « crainte du poison, » mais pour les laisser mûrir. Ne pas écrire (p. 16 et 17), à l'indicatif : « Il y *courre*, » sous prétexte que l'infinitif *courre* a subsisté.

2. Voy. en dernier lieu *Rev. hist.*, t. LXXXI, p. 338.

3. Villeneuve-sur-Lot, R. Leygues, 1902. 1 vol. in-8°, 176 p.

4. Plus, des *jurades* de Duras, une assemblée du Tiers d'Agenais, etc. Le registre de Pinel, tenu par le vicaire Filholly, a déjà été signalé par M. G. Tholin.

1631 va fournir un merveilleux bouillon de culture à la peste, dont M. Couyba nous promet l'histoire[1].

Jean-Ernest de Terwel, né en Westphalie, maréchal des logis des armées de Sa Majesté très chrétienne, fut, en 1657, « envoyé en Champagne et pays frontière commissaire général pour visiter toutes les villes, bourgs et villages taillables et non taillables afin d'en connoistre au vray la force et la foiblesse pour en suite estre fait un juste esgalement des tailles et autres levées de deniers. » Cette mission lui fut confiée à la requête de Fabert, qui eut l'idée de cet « également, » ou, comme nous dirions, de cette « péréquation » de l'impôt foncier : « Cela, écrivait-il à Mazarin, cela est proprement le *cadastre* que feu Son Éminence le cardinal de Richelieu avait tant souhaité d'établir dans les lieux de la taille... »

Les *Notices cadastrales* rédigées par Terwel, et conservées à la bibliothèque Sainte-Geneviève, avaient été signalées par MM. J. Bourelly et Ed. de Barthélemy. M. R. Graffin les publie intégralement, avec la collaboration de MM. H. Jadart et P. Laurent[2]. Elles portent sur plus de 500 communes ou hameaux des élections de Reims, Rethel et Sainte-Menehould. Pour chaque localité, Terwel a essayé de noter l'étendue du terroir et la fertilité; l'étendue des prés, vignes et bois; les fermages; le nombre des charrues, des habitants, des maisons; les occupations des habitants; ce qu'ils payent aux ennemis. C'est, comme les travaux de M. Couyba, une contribution de plus à l'histoire déjà si riche de « la misère au temps de la Fronde ». On ne compte pas les villages pour lesquels reviennent, comme un glas, ces mentions sinistres : « Ne reste que huit maisons dans le lieu, le surplus a esté bruslé par les ennemis... A présent désert, nul habitant ny bastiment... Ont esté bruslés au dernier siège de Rocroy, ne restant que neuf maisons... N'ont autre logement que des huttes depuis le dernier siège de Rocroy... Ne payent rien aux ennemis par impuissance... Comptent trente maisons bruslées ou demolies par les gens de guerre. » Pour chaque lieu, Terwel indique le chiffre actuel de la taille, et, en face, celui qui lui parait correspondre aux ressources réelles du village. C'est donc, un demi-siècle avant la *Dîme royale*, un méritoire effort pour rendre plus équitable le fardeau de la taille. C'est ce que les éditeurs mettent en lumière dans leur intéressante introduction, qui

1. Il publiera la suite du registre de Filholly. — P. 39, lire « male rage » et non « mâle. »

2. *Les Notices cadastrales de Terwel sur les villages de la frontière de Champagne en* 1657. Paris, Picard, 1902. In-8°, 163 p.

contient une biographie de Terwel et qui insiste sur les éléments apportés par les *Notices* à l'histoire locale des cultures et du commerce.

Le gros livre de M. Edmond Locard sur *le XVIIe siècle médico-judiciaire*[1] gagnerait à être réduit des deux tiers. Toutes les parties relatives à l'histoire générale de la médecine au XVIIe siècle ne font que répéter des faits connus; le chapitre des poisons, celui de la sorcellerie pouvaient être considérablement allégés. Le véritable intérêt du livre[2] réside dans l'histoire des origines de la médecine légale. Malheureusement, pour cette histoire de la médecine légale en France, le principal document est d'origine italienne; ce sont les *Quaestiones medicolegalium tomi tres* du médecin romain Paolo Zacchia. M. Locard y a joint des notes sur quelques médecins légistes français, par exemple cet amusant aventurier qu'est Nicolas de Bléguy et le chirurgien Devaux. M. Locard étudie le rôle des

1. Dans la *Bibliothèque de criminologie*. Lyon, Storck, 1902. In-8°, XIV-479 p., avec 5 portraits des médecins de Louis XIV.

2. L'auteur se proclame élève des professeurs Ollier et Lacassage. Suivant la formule mise en circulation par le Dr Cabanès (voy. *Rev. hist.*, LXXVII, p. 454), il affiche la prétention amusante de ramener l'histoire tout entière à la seule histoire des sciences médicales, « le vrai côté de l'histoire » (p. VI) ou « l'histoire vue par son vrai côté, par les causes intimes des événements, les causes efficientes, non les causes politiques qui sont apparentes et occasionnelles » (p. 135). Ainsi donc, si l'Angleterre devint protestante, ce n'est même plus parce que Henry VIII devint amoureux, c'est parce que dame Nature l'avait trop bien pourvu! Mais, serait-il indiscret d'exiger des disciples du Dr Cabanès, qui font si bien la leçon aux historiens, une connaissance un peu plus précise de l'histoire vulgaire? Ils n'hésitent pas à ranger (p. 4) Vauban, Catinat, Louvois parmi les « plébéiens des plus basses classes » et à dire que Louvois arriva « aux premiers rangs dans l'armée. » Le pays basque et le Béarn (p. 307 et 309) sont pour eux une seule et même région, où l'on parle une seule et même langue. Le témoignage de La Porte leur est suffisant pour affirmer que Mazarin a voulu... défiorer son jeune roi (p. 326), et celui de la Voisin pour affirmer que Racine a empoisonné la du Parc (p. 242-245); ils expliquent même par là que l'auteur de *Phèdre* ait renoncé au théâtre. Je passe sur cette mystérieuse province de *Bour* (c'est la Bourgogne) qu'ils ajoutent à la carte de France (p. 3), sur l'inattendu génitif *jurum* (ibid.), sur la réjouissante orthographe des citations italiennes (p. 167, n. 1), sur Danjeau (p. 226) et Castlereagh*t* (p. 161; lequel, soit dit en passant, ne se jeta point dans le Vésuve, mais se coupa la gorge avec un rasoir), sur la légèreté avec laquelle sont données les références. — Je ne comprends pas ce passage de la p. 182 : « ... le mal napolitain. Il est une *autre* [je souligne] forme de communication... Je veux parler de la transmission de la syphilis... » Sur la syphilisation par le mariage et par l'allaitement, il fallait citer le curieux texte de Louise Bourgeois, *Naissances des enfants de France* (Cimber et Danjou, 1re série, t. XIV, p. 208); son mari le chirurgien fit un rapport sur un de ses anciens clients, dont la femme se présentait pour être nourrice de Madame en 1602.

médecins experts au point de vue de la naissance, du mariage, de la mort et de l'examen du cadavre, de la folie, des coups et blessures, des attentats aux mœurs, de la grossesse, de l'avortement, etc. Toute cette partie sera très utile aux historiens ; elle éclaire l'histoire sociale du grand siècle. Ce rôle des médecins légistes paraît, d'ailleurs, avoir été plutôt bienfaisant. Ils ont parfois fait preuve d'esprit critique et cherché à combattre quelques-unes des superstitions, — étranges, malpropres, souvent aussi féroces, — qui encombrèrent la médecine jusqu'au jour où elle commença d'être une science expérimentale[1].

Lorsqu'en 1899 M. Fr. Rabbe publia, dans la *Revue historique*[2], des extraits des *Annales* (qu'il croyait à tort avoir découvertes)[3] *de la Compagnie du Saint-Sacrement*, rédigées en 1694-1695 par René de Voyer d'Argenson, il y eut contre lui un concert d'indignation[4]. Ne fallait-il pas être aveuglé par une passion « sectaire, » avoir mis sur ses yeux les lunettes grossissantes de l' « intolérance, » pour attacher tant d'importance à une réunion d'un très petit nombre de personnes pieuses, pour donner les noms odieux de « cabale » ou de « conspiration » à une société qui n'avait eu d'autre objet que le soulagement des pauvres, et, par les voies légitimes de la prédication et de la conversation, la disparition de l'hérésie?

Voici qu'après trois ans écoulés tout un livre paraît sur les pieux confrères, et qui s'intitule hardiment *la Cabale des dévots*[5]. M. Raoul Allier n'en a pas pris seulement les éléments aux *Annales* de d'Argenson, rédigées à une époque où l'on espérait obtenir du cardinal de Noailles le rétablissement de la Compagnie. Dom Beauchet-Filleau, qui édita ces *Annales* en 1900, y avait déjà joint les statuts de la succursale de Poitiers. M. Allier a lu ceux des Compagnies de Limoges[6] et de Grenoble et des documents relatifs aux

1. Et, pour que nous ne fassions pas trop les fiers, M. Locard a soin de nous rappeler que ces obscénités saugrenues ne sont pas exclusivement de l'histoire ancienne. Voy. (p. 468, n. 1) l'extraordinaire consultation des professeurs de la Faculté catholique *de médecine* de Lille sur la question du baptême intra-utérin; il y a là un mélange de seringues, de sublimé et d'eau bénite à faire lever le cœur. Et cela date de 1889.

2. *Une société secrète au XVIIe siècle : les Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement* (*Rev. hist.*, t. LXXI, p. 242-302).

3. Le P. Clair, S. J., avait publié en 1888-1889, dans les *Études*, quatre articles sur la Compagnie.

4. Voy. P.-H. Chérot, *Lettre à M. Fr. Rabbe à propos d'une soi-disant découverte* (*Études*, t. LXXXI, p. 536-550).

5. *La Cabale des dévots*, 1627-1666. Paris, A. Colin, 1902. In-18, 448 p.

6. Publiés en partie par M. Leroux (*Bull. archéol. du Limousin*, t. XXXIII).

Compagnies établies dans d'autres villes, notamment à celle de Dijon.

Il ne s'agit plus maintenant d'une modeste réunion de charité et de propagande. La société secrète fondée en 1627 par Henri de Lévis, duc de Ventadour, — ce singulier mari qui se sépara de sa femme par piété, — ne tarda pas, d'après M. Allier, à devenir un tout-puissant « comité d'action catholique, » servi par plus de cinquante compagnies filiales, établies dans toutes les provinces du royaume[1]. Enveloppés d'un inquiétant mystère, vêtus de la « livrée d'un Dieu caché, » les confrères surveillent, censurent[2], redressent tout. On retrouve leur main, invisible, mais agissante, dans toute l'histoire charitable, religieuse, morale du milieu du XVIIe siècle. Ils poussent, à son insu, Vincent de Paul, qui finira par devenir un des leurs; ils inspirent toute la législation et toute l'action policière contre la prostitution, les blasphèmes, le jeu; c'est à eux que l'on doit, en réalité, la création des missions étrangères, et ils collaborent, après avoir éliminé de leur propre sein le poison janséniste, à la destruction de Port-Royal. C'est leur volonté qui mène les assemblées du clergé de France. Profitant du secret où ils se dissimulent pour varier et diversifier leurs méthodes d'action, ils chargent un de leurs jeunes et brillants affidés, Jacques-Bénigne Bossuet, de combattre par sa parole éloquente les protestants de Metz, tandis qu'ailleurs ils emploient, pour opérer la contre-réformation, des moyens tout différents, tendant sur le royaume « un filet sacré, » organisant l'application de l'Édit « à la rigueur » et préparant la Révocation. Enfin, nous retrouvons la *Cabale* au premier rang des ennemis de Molière, et c'est eux, ce sont les confrères que Molière a voulu peindre dans le *Tartuffe* et dans le dernier acte de *Don Juan*.

Telle est la thèse de M. Allier. On ne saurait se défendre, en l'examinant, de quelque inquiétude. Séduit par son sujet, il a certainement cédé, par endroits, à la tentation de l'élargir. Trop souvent, il lui suffit que des noms se retrouvent identiques dans une liste de confrères et au bas d'un arrêt de justice ou d'une ordonnance de police pour en conclure que l'ordonnance ou l'arrêt ont été préparés dans de dévots conciliabules. On trouve chez lui trop de formules comme celles-ci : « On devine d'où partait ce coup... On devine derrière lui la Compagnie toujours discrète... La Compagnie, chorège invisible de la tragédie... » La faute, il est vrai, en est surtout aux confrères eux-mêmes; ils portent ainsi la peine que l'histoire réserve

1. *La Cabale*, p. 233, n. 1. L'Alsace seule manque à l'appel. Mais la liste peut n'être pas complète.

2. Ils avertissent, par lettres anonymes, les maris trompés!

à toute société secrète; faute de pouvoir mesurer exactement leur action, il est inévitable qu'on l'exagère. On a l'impression que M. Allier n'a pas complètement échappé à ce péril.

Mais cette impression s'atténue à mesure qu'on avance dans la lecture du livre, à mesure que l'on peut comparer aux documents officiels les procès-verbaux des assemblées de la Compagnie. Pour les villes qui ont pu être étudiées de près, Grenoble, Limoges, Dijon, on peut dire que la preuve est faite, la preuve de l'existence d'une « Cabale » qui, sous main, dirige, et parfois contre leur gré, les autorités ecclésiastiques ou laïques. C'est bien la Compagnie de Limoges qui fait détruire le temple d'Aubusson; c'est celle de Grenoble qui organise le « boycottage » des artisans huguenots, des serviteurs huguenots et aussi des maîtres huguenots en quête de serviteurs ou d'artisans. C'est celle de Paris qui, au témoignage de d'Argenson, « conserve les maîtresses lingères dans le droit qu'elles prétendaient de n'en admettre aucune qui ne fût catholique. » C'est elle, à Grenoble encore, qui fait fermer les ateliers le dimanche, qui fait sévir contre les cabaretiers coupables d'avoir servi de la viande en carême, qui fait arrêter et enfermer sans mandat les filles suspectes, qui enjoint aux curés de refuser des messes aux ouailles trop peu dévotes, qui organise des processions du Saint-Sacrement et fait tendre, à leurs propres frais, les maisons des huguenots. Chaque fois que les documents nous le permettent, nous pouvons saisir l'action de la mystérieuse « Cabale. » Là où les documents ont disparu, n'avons-nous pas le droit de conjecturer que les choses se sont passées de façon plus ou moins analogue et que les mêmes effets couvrent les mêmes causes?

Nulle part cette action ne se montre mieux que dans le solide et attachant chapitre que M. Allier a consacré au « Compagnonnage » et qui complète si heureusement le chapitre III du *Compagnonnage* de M. Martin Saint-Léon. M. Allier établit un rapprochement lumineux entre les *Annales* et un texte des plus curieux, *l'Artisan chrétien ou la vie du bon Henry, instituteur des frères cordonniers*[1], c'est-à-dire de Henry Buche, « saint cordonnier, » que la Compagnie employa, à titre de pieux espion, pour découvrir les « abominations » qui se passaient dans les assemblées du Devoir. Cabale contre cabale, celle des dévots était la plus forte. Au désir de venger la religion profanée en ses mystères, se joignait pour elle celui de défendre les patrons contre ces sociétés, qui prétendaient monopoliser le recrute-

1. Par J.-Ant. Vacher, prêtre. Paris, 1670. Une réédition de cet opuscule me paraît des plus souhaitables.

ment de la main-d'œuvre. C'est elle qui provoque la première condamnation (non mentionnée jusqu'à M. Allier) prononcée par la Sorbonne le 21 septembre 1645[1], et la condamnation célèbre du 14 mars 1655. Entre temps, la Compagnie avait opposé au Devoir des associations catholiques d'ouvriers, véritables « syndicats jaunes. »

Qu'on ne nous dépeigne donc plus la Compagnie comme une coterie insignifiante et inoffensive. M. Allier parle des confrères avec une réelle modération; il loue leur activité charitable, il croit à l'entière bonne foi de la presque totalité d'entre eux. Mais ces âmes pieuses qui s'employaient à soigner les galériens s'entendaient aussi fort bien à remplir les galères. Avec un saint acharnement, la Cabale fait pendre et brûler le porteur de hotte, le tavernier, le bonnetier qui ont « juré et blasphémé le saint nom de Dieu en jouant aux cartes ou aux quilles; » elle se plait aux lèvres fendues, aux membres rompus *ad majorem Dei gloriam;* elle attire dans un lâche guet-apens, — organisé, avec une patience qu'on dirait infernale si elle n'était dévote, par Desmarets de Saint-Sorlin, — ce pauvre illuminé de Simon Morin, et elle ne lâche sa victime que lorsqu'elle l'a vue flamber en Grève. Elle se mêle de politique; elle donne des conseils à la reine Anne, elle l'incite à chasser Mazarin, parce qu'il n'est pas dévot; elle soutient Fouquet contre Colbert, parce que le protégé du cardinal n'est pas plus dévot que son maître. Son intempérance même la perdit. Sa manie de tout régenter inquiéta les curés et les évêques soucieux de leur indépendance, les parlements, le roi. Le roi, en 1666, n'était pas encore dévot. C'était le « prince ennemi de la fraude » qui laissait jouer *Tartuffe*. Mais la « Cabale, » dissoute, tenta de se reconstituer, et la *Compagnie des œuvres fortes*, que la ville de Dijon essaie de dissoudre en 1677, en est la fille légitime. Il serait intéressant de rechercher quel a pu être son rôle dans la réaction piétiste de la fin du règne.

Félicitons M. Allier d'avoir projeté tant de lumière sur ce mystérieux sujet. Il n'a pu en éclairer tous les recoins. Il n'a pu, par exemple, nous dire si la Compagnie était en relations particulièrement étroites avec un ordre religieux ou une congrégation quelconque[2]. Mais il a démontré l'existence, dans la France du XVIIe siècle, d'une « Cabale des dévots, » d'un « parti des saints. »

1. *La Cabale*, p. 199.

2. Un mot de Guy Patin (t. I, p. 490 de l'éd. de 1692) sur la Compagnie : « C'était une machine poussée *spiritu Loyolotico latente*, » un passage du journal de Deslions sur la succursale de Caen : « Laquelle il [M. de la Fosse] m'a dit être toute gouvernée par les jésuites; » M. Allier, avec raison, ne trouve pas ces témoignages suffisants. — Je signale à M. Allier une autre copie des

Le comité des « Archives de l'histoire religieuse de la France » ne pouvait inaugurer plus brillamment ses publications que par les *Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des réformés en 1698*[1]. M. Jean Lemoine nous les donne d'après un manuscrit venant du cardinal de Noailles et conservé à la Bibliothèque du ministère de la Guerre. Il y a joint toute une série d'appendices, lettres et mémoires d'intendants, déclarations et instructions royales qui achèvent d'éclairer l'histoire de cette grande consultation, dont Rulhière, Douën, le duc de Noailles avaient déjà signalé l'importance.

Voici cette histoire en deux mots : au lendemain de la paix de Ryswick, il fallut bien s'avouer que l'Édit de révocation n'avait ni « exterminé l'hérésie » ni « réuni » les hérétiques. On ne pouvait, à moins de proclamer l'échec des volontés royales, revenir à l'Édit de Nantes[2]. Mais quelques prélats à l'âme tolérante[3], au premier rang desquels le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, étaient d'avis de pratiquer à l'égard des « nouveaux catholiques » une politique de douceur et de mansuétude. Ils étaient surtout d'avis de ne pas les contraindre d'assister à la messe : premièrement, parce qu'une telle exigence persécutait les âmes; deuxièmement, parce qu'on les obligeait ainsi à l'hypocrisie et que c'était en quelque sorte profaner les sacrements. Il semble que Noailles ait d'abord réuni, pour les consulter, les évêques des régions voisines de Paris. Ceux de Châlons (le frère du cardinal), de Soissons, de Reims sont pour la tolérance; le dernier va même (p. 29) presque jusqu'à la concession de l'état civil aux protestants. Celui de Sens conclut, en somme, à la douceur. Bossuet prend une position intermédiaire; il approuve en principe la contrainte, sauf pour la messe; en ce qui concerne les mariages des nouveaux convertis, il conseille de fermer les yeux autant que possible; comme ses collègues, il condamne l'usage de traîner les morts sur la claie. Son avis, inspiré par l'amour de l'ordre et la crainte de voir se multiplier les sacrilèges, est partagé par l'évêque de Saintes. Godet des Marais, le confesseur de Mme de Maintenon[4], cherche, au

notes secrètes sur les Parlementaires, à la Bibliothèque Mazarine, A 11027, pièce 44.

1. Paris, Picard, 1902. In-8°, XLVIII-412 p. Le texte des *Mémoires* va de la p. 1 à la p. 274. La remarquable introduction de M. Lemoine nous était déjà connue par la *Revue de Paris*. Elle fait très bien ressortir les renseignements que les *Mémoires* nous donnent sur la situation des nouveaux convertis.

2. Vauban osa cependant le demander.

3. La consultation des évêques avait d'ailleurs été précédée par une consultation des intendants, dont il sera parlé plus loin.

4. Cet avis éclaire la lettre, singulièrement aigre, que Mme de Maintenon

contraire, par une casuistique savante, à prouver que l'assistance même forcée à la messe ne profane nullement les sacrements. L'évêque de Nantes n'est pas plus doux. Il n'est donc pas tout à fait exact de dire, avec M. Lemoine, qu'il y a opposition entre les évêques du Nord et ceux du Midi, qui avaient plus de nouveaux convertis dans leurs diocèses.

Ceux-ci furent consultés un peu plus tard. Celui de Pons est très ferme contre la messe forcée; il est peut-être, avec le cardinal de Noailles, le plus vraiment tolérant de tous; il veut que les évêques soient des « intercesseurs envers les commandants et les dragons... Il est, dit-il encore, de l'intérêt de la bonne religion qu'on ne lui donne pas, même en les déguisant sous divers prétextes, le caractère et les marques de l'hérésie, *qui sont certainement la force, la rigueur et la violence.* » Celui de Bazas adopte, en somme, le point de vue de Bossuet. Colbert, de Montpellier, ébranlé par le fanatisme de ses collègues, hésite cependant devant la violence. Il y a donc des tolérants dans le Midi. Mais Mascaron n'est qu'un Godet plus fougueux et réclame « une contrainte salutaire. » Fléchier dit tout net que la prédication ne peut rien sans « la crainte des lois et des ordonnances du prince. » Périgueux exige la messe pour les nouveaux catholiques, « car ou l'on doit les regarder comme catholiques ou comme hérétiques. » Condom blâme les évêques des environs de Paris de leur faiblesse et ne parle de ses nouvelles ouailles qu'en les appelant : « Ces gens-là... » Albi ne recule qu'à moitié devant l'emploi de la peine de mort et entonne bravement le panégyrique de la croisade des Albigeois.

La croisade des Albigeois, l'opinion de saint Augustin sur le traitement à infliger aux hérétiques, ces arguments se retrouvent dans les mémoires de Chartres, Luçon, Périgueux, Bazas, Agen, Montauban, etc. « L'Église l'a déjà fait, » écrit Godet en parlant de la contrainte religieuse, et Bossuet lui-même : « *Il doit passer pour constant* que le roi est en droit de faire des lois pour obliger tous ses sujets, sans distinction, à un seul culte. » En vérité, quiconque a gardé le respect de cette grande construction religieuse que fut l'Église catholique ne saurait lire sans tristesse ces pages où l'on s'ingénie à prouver que l'Église a toujours et partout persécuté; un pamphlet anticlérical n'en dirait pas davantage[1]. Le cardinal de Noailles est le

(voy. p. XLIV) adressa, vers la fin de l'enquête, au cardinal; elle le menace presque d'une disgrâce et condamne la théorie du sacrilège des messes forcées.

1. Entre les évêques tolérants et les ardents, la différence se réduit en somme à ceci : ou se contenter de catéchiser les enfants pour « préparer à l'Église... une génération prudente et fidèle, » ou se saisir des parents eux-

seul (p. 362) à déclarer la persécution contraire aux traditions de l'Église, et il ose presque, après avoir blâmé les persécutions espagnoles, louer le régime de l'Édit de Nantes.

Parmi les laïques, d'Aguesseau a le courage d'indiquer discrètement les conséquences fâcheuses de la Révocation. Pontchartrain pense comme lui qu'il suffit de réprimer le scandale et qu'il ne faut point, par une contrainte excessive, pousser au sacrilège. Il cherche à diminuer le pouvoir discrétionnaire des intendants sur les P. R. au profit de leurs juges naturels. Parmi les intendants, Bâville résiste aux tendances émollientes du contrôleur général ; il se borne à dire qu'il ne faut pas contraindre les convertis à la messe par les moyens violents matériels, les y *forcer*, mais bien les y *obliger* par les ordres du roi. Ce *distinguo* eut beaucoup de succès. On retrouve d'ailleurs, dans les mémoires des intendants, les mêmes diversités que dans les avis des évêques.

La Déclaration du 13 décembre 1698 fut un moyen terme entre les violents et ceux qui auraient voulu une simple déclaration générale sur le respect dû à la religion, renforcée de quelques mots à l'adresse des « réunis. » Au fond, les articles v et VIII étaient une victoire pour de Noailles[1].

La grosse question était celle de la claie. La Déclaration n'en souffle mot. Même silence dans l'instruction du 7 janvier 1699 aux intendants, qui rend partiellement les convertis aux juges ordinaires[2]. Rien encore dans les circulaires adressées, le même jour, aux évêques. Mais le mémoire secret qui les complète supprime

mêmes. — On invoque contre eux les actes mêmes que la peur, la contrainte, l'intérêt, la nécessité leur ont arrachés, preuves de leur catholicité. On ne néglige pas la pression économique : « Les maîtres et les garçons se voyant [Nantes] *sans travail et sans pain*, ils seraient *engagés* à se faire instruire. » Il est vrai qu'on se justifie (p. 66, 73, 99) en disant que les maîtres huguenots agissent de même envers leurs serviteurs. Mais, tandis qu'Agen voudrait interdire aux catholiques de servir les convertis, Cahors défend aux convertis d'avoir d'autres serviteurs que des anciens catholiques. Celui-ci préconise les mariages mixtes, celui-là les condamne. Toutes ces incohérences prouvent que la « réunion » n'est qu'un mot.

1. « Exhortons tous nos sujets..., *ensemble ceux qui se sont nouvellement réunis à l'Église*, d'assister *le plus exactement qu'il leur sera possible* au service divin..., » et ailleurs : « Tous nos sujets, *et notamment* ceux qui sont nouvellement réunis... »

2. Le projet d'instruction portait d'abord, conformément aux vues exprimées par de Noailles, qu'il ne fallait pas les forcer à la messe ; on craignit que cela vînt à s'ébruiter et qu'il en fût tiré mauvais parti. On se contenta donc de dire qu'il fallait éviter le sacrilège et d'avertir par lettre particulière les intendants de Dauphiné, Languedoc, Montauban, Poitou.

cette peine sans l'abroger, conseille « d'éviter aussi de répandre le sang autant qu'il se pourra » et de faciliter les mariages mixtes. — En somme, et si contraires que fussent les apparences, les consultations de 1698 ont ouvert une brèche dans la muraille de la Révocation.

M. Lemoine a publié ces textes précieux avec un soin, une précision sobre dans le commentaire, dignes des plus grands éloges[1]. On ne saurait trop lui témoigner de reconnaissance, à lui et au Comité qui a dirigé cette belle publication[2].

Le tome V complète enfin la publication des *Comptes des Bâtiments du roi sous le règne de Louis XIV*[3], par M. Jules Guiffrey, dont le tome I a paru en 1881. Celui-ci comprend les années 1706-1715, tristes années, où l'on voit baisser le budget des Bâtiments[4]. Il reste, en moyenne, aux environs de 2,300,000 livres, tandis que, de 1664 à 1675, la moyenne du règne est de 4 millions et que, de 1664 à 1687, la dépense annuelle s'élevait à 6 ou même 8 millions. Sur le total, Versailles absorbe à lui seul les deux tiers, si du moins l'on ajoute au château lui-même Marly, Trianon et « la machine ; » ensuite viennent le Louvre et les Tuileries, puis Saint-Germain, plus loin Fontainebleau, les Invalides, Meudon, Chaville. Clagny est achevé depuis 1680 ; et, pour les anciennes résidences royales, on se contente des réparations urgentes. Ceci nous donne le décor de la fin du règne.

On trouvera dans ce tome d'intéressants détails sur les Gobelins, Beauvais, la Savonnerie, sur les travaux d'orfèvrerie, les jardins, le Jardin du roi. Parmi les artistes les plus souvent nommés, je relève : Corneille van Cleve, Cl. Audran, Coypel père, Antoine Coyzevox, Nicolas Coustou, François Girardon, Boulle, Oppenord[5]. — En plus des tables du volume, M. Guiffrey a dressé un tableau général récapitulatif des comptes du règne (depuis 1664) ; nous y apprenons que les Bâtiments ont coûté en tout près de 199 millions de livres. Il nous promet enfin, pour un volume spécial, une « introduction générale aux comptes des Bâtiments » qui mettra en lumière les tra-

1. P. 275, lire *révolution* pour *résolution*.

2. Le commissaire responsable était le R. P. A. Baudrillart.

3. Paris, Impr. nat. (*Collection des Documents inédits*), in-4°, IV-1,057 p. (dont 938 col.).

4. Voici encore qui sent sa fin de règne ; 1711, col. 554 : « A Boulogne le jeune, pour les nudités qu'il a couvertes à un tableau de l'antichambre du Roy à Fontainebleau, 200 livres. »

5. Comme curiosité, je relève, col. 80, l'article « charbons de terre, » qui viennent soit de « la fosse d'Auvergne, » soit de Decize, soit de Saint-Étienne, « pour les forges de la machine » (voy. aussi 176, 270, 307, 371, 399).

vaux exécutés dans chaque palais. Nous prenons acte de cette promesse.

Ce n'est pas un personnage très connu que le *Bienheureux Grignion de Montfort*[1], mais c'est un personnage original. Né à Montfort-sur-Meu, d'une famille de robe, en 1673, mort à quarante-trois ans, ce prêtre breton reproduisit, en plein XVIIe siècle, la ferveur naïve, le candide ascétisme des stylites du premier moyen âge, la charité d'un saint Martin et l'ardeur dominatrice d'un saint Bernard. C'est merveille de le voir, pourchassé souvent par les autorités, peu aimé des évêques, soulever les populations de l'Ouest sur son passage, réaliser cette folle entreprise du calvaire de Pontchâteau, qui rappelle la construction des cathédrales médiévales. Particulièrement dévot à la Vierge, il fonda l'institut des Filles de la Sagesse et un ordre de missionnaires, la Compagnie de Marie. Sa vertu n'était pas celle du siècle; il n'entendait pas à la manière du commun le respect filial[2], et gare aux villes qui recevaient mal l'homme de Dieu! Montfort en fut punie par la dépopulation, et Rennes, nouvelle Gomorrhe, par le feu. C'est du moins ce que nous affirme le biographe du bienheureux Grignion, M. Jac, dans le livre où il réclame pour son client le titre de saint[3]. L'ultramontanisme de M. Jac, sa haine du jansénisme et des gouvernements « persécuteurs » ne dépassent pas la mesure requise en ces sortes d'écrits.

Si le nom du bienheureux Grignion est obscur, celui de *Saint Alphonse de Liguori*[4] est universellement célèbre. On peut ajouter qu'il n'est pas partout en odeur de sainteté. M. J. Angot des Rotours a su parler du gentilhomme napolitain, évêque de Sainte-Agathe, fondateur des Rédemptoristes, auteur de la *Théologie morale*, avec simplicité. Il a insisté surtout sur la vie, très respectable, de ce croyant sincère. Il a eu le tact de passer légèrement sur ses polémiques avec les jansénistes, encore que lui-même pense « qu'il y a beaucoup du jansénisme dans l'irréligion contemporaine » et qu'il accepte un peu trop à la légère les fables forgées contre Jansénius, Saint-Cyran et les Arnauld[5].

1. Lecoffre (Collection des saints), 1903, in-18, 236 p.

2. Son biographe le loue (p. 13) d'avoir « profité de l'absence de son père pour livrer aux flammes un livre obscène que celui-ci aurait eu le tort de garder ou d'introduire dans sa maison. » Ce farouche justicier n'avait pas vingt ans. Grignion devait cependant connaître le livre où il est écrit : « Tu ne découvriras pas la nudité de ton père. »

3. M. Jac s'est servi de trois biographies : celles de M. Pauvert, 1874, de M. Quérard, 1887, et une biographie anglaise anonyme, 1892.

4. Lecoffre (Collection des saints), 1903, XVII-182 p.

5. P. V-VI, l'histoire d'une conjuration déiste ourdie par les chefs du jansé-

Au reste, M. des Rotours n'estime pas que tout soit nécessairement saint chez un saint, et il nous avertit que « ce serait vraiment par trop naïf d'attendre de tout personnage canonisé une perfection absolue. » Sur le point délicat de la « restriction non purement mentale, » il semble bien que la conscience moderne se révolte, quoi qu'il en ait, chez M. des Rotours contre les subtilités du docteur napolitain. « Liguori, » dit-il, « trouve qu'entre l'équivoque et le mensonge, la différence est notable. *On peut n'être pas de son avis*[1]. » Parole grave pour un hagiographe[2].

Se marier outre-monts porta rarement bonheur aux filles de France. Après les infortunes de Renée, fille de Louis XII, M. E. Rodocanachi nous conte celles de Marguerite-Louise d'Orléans, fille de Monsieur et de Marguerite de Lorraine, mariée contre son gré à Cosme, prince, puis grand-duc de Toscane[3]. Ce mariage politique fut même un des premiers actes par lesquels Louis XIV témoigna de sa volonté d'être le maître et de sacrifier à la raison d'État les sentiments mêmes de ses proches. Gaie, vive, hardie, fringante, ardente au plaisir, garçonnière, rappelant par certains côtés sa grande sœur Mademoiselle, la jeune Française s'ennuya bientôt à mourir dans cette petite cour des Médicis, compassée, empesée, dévote et bigote, et ses allures cavalières y firent scandale, un peu plus, semble-t-il, qu'elles ne le méritaient. Liée à un mari triste, qui parait avoir été un assez triste mari, elle prit un excellent moyen pour n'en être pas incommodée : elle vécut seule, à la campagne, dans des villas où Cosme, devenu grand-duc, la tenait comme prisonnière. Elle essaya, en inquiétant sa conscience de chrétien, de lui arracher l'annulation de ce mariage détesté. Enfin, elle le fit consentir à une séparation à l'amiable, sous condition qu'elle ne reverrait la France

nisme en 1621, dans la forêt de Villers-Cotterets (tels Bertrand de Gott et Philippe IV), est un chef-d'œuvre : « *Il a été raconté*... Que tous ces détails *soient ou non* complètement exacts, il y a *probablement* quelque fond de vérité... » Cette probabilité suffisait à Liguori pour qu'il jugeât « ce récit... très opportun à répandre. »

1. Cependant, M. des Rotours n'admet pas que l'on refuse les sacrements à la femme adultère qui ne répond « pas affirmativement au mari qui lui demande si vraiment elle l'a trompé. » Il paraît qu'ici le mensonge n'est plus un mensonge, sous prétexte que « l'époux malheureux lui adresse là une question *à ne pas poser*. » C'est la morale de *Doit-on le dire ?*

2. C'est par un abus que, p. 159, le fils aîné de Marie-Caroline est appelé « dauphin. »

3. *Les Infortunes d'une petite-fille d'Henri IV : Marguerite d'Orléans, grande-duchesse de Toscane* (1645-1721). Paris, Flammarion, s. d. [1902]. In-8°, VII-509 p., 2 portraits.

que des fenêtres d'un couvent. Avouons que sa claustration à Montmartre fut toute relative et qu'on la vit plus d'une fois à Versailles pendant le carnaval et à Compiègne aux revues. Le Florentin jaloux la faisait bassement espionner par ses chargés d'affaires, les Gondi, et les papiers diplomatiques se noircissaient à conter les frasques de la grande-duchesse. Non seulement elle continuait, comme on le lui avait reproché à Florence, de trop aimer le cheval, la chasse et tous les sports, mais on l'accusait encore de crimes pendables : d'avoir mis le feu à son couvent, d'y recevoir des mousquetaires, voire même des laquais et des palefreniers. Il est juste d'ajouter que ces accusations, recueillies avec une joie professionnelle par les mouchards de Cosme[1] et acceptées un peu trop facilement, en bloc et sans critique, par le biographe de Marguerite-Louise, ne reposent, en dernière analyse, que sur des potins d'office et d'antichambre. M. Rodocanachi a eu la patience de dépouiller à Florence, au Vatican, aux Affaires étrangères, tous les documents toscans relatifs à cette petite-fille de Henri IV, plus malheureuse que coupable. Le sujet valait-il vraiment toute cette peine[2] ?

Que des recherches très étendues et très consciencieuses, un labeur méritoire, une connaissance assez précise du détail ne suffisent pas à faire un bon livre, c'est ce que prouve amplement l'estimable travail de M. Ch. Godard sur *les Pouvoirs des intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élections, de 1661 à 1715*[3]. Les « commissaires départis, » émanation directe du Conseil, ont peu à peu attiré à eux les attributions administratives de tous les pouvoirs locaux, gouverneurs, parlements, États, villes, élus, trésoriers de France, etc. Comme leurs propres attributions n'étaient limitées par aucun texte, elles sont devenues, par la force des choses, des attributions illimitées ; les pouvoirs locaux ne gardent, à la fin du règne de Louis XIV, que ce qu'il a plu aux intendants de ne pas leur enlever. Faire l'histoire des intendants[4], ce serait faire en réalité l'histoire de l'administration provinciale sous l'ancien

1. Ce brave grand-duc n'avait d'ailleurs pas la main heureuse en fait de couvents. Mécontent de Montmartre, il envoya sa femme à Saint-Mandé, vrai « lupanar spirituel. » Marguerite, qui savait son Régnier, s'exprime en mots plus verts.

2. Je n'aurai pas la cruauté de signaler à l'auteur les nombreuses coquilles de son livre. Ce qui est plus grave, ce sont les erreurs de lecture dans la reproduction des documents; M. Rodocanachi fera bien de surveiller ses copistes. Ils écrivent constamment : « Il » pour « Je. »

3. Paris, Larose, 1901. In-8°, xv-543 p.

4. Malgré les promesses du titre, la distinction n'est pas établie entre le rôle des intendants dans les pays d'élections et les pays d'États.

régime plus encore que faire l'histoire du contrôle général n'est faire l'histoire de l'administration centrale[1]. Il y faudrait un sens historique très aiguisé, une singulière habileté à se retrouver dans le fouillis des documents, le don de la clarté, l'habitude de voir les grands ensembles et aussi la perception nette de ce qui, dans ces ensembles, appartient en propre aux intendants.

A défaut de ces rares qualités, M. Godard a celles du travailleur. Il a dépouillé avec soin de nombreux fonds d'archives et les grandes collections imprimées; il y a mêlé un très grand nombre d'ouvrages de seconde, — quelquefois aussi de troisième, — main[2]. Il a ensuite essayé de verser ses fiches dans des compartiments distincts : justice, Église et affaires religieuses, États, communautés, impôts, agriculture, commerce et industrie, travaux publics, affaires militaires, subdivisés souvent en sous-compartiments. Malheureusement, ces compartiments ne sont que très imparfaitement séparés les uns des autres, et tout cela reste très confus. La même confusion règne dans un chapitre introductif sur « la situation matérielle des intendants » et dans un chapitre terminal sur « le caractère des intendants, » encore que l'auteur ait tenté d'y esquisser le portrait de quelques vues de ces « rois des provinces. » Les conclusions sont, en somme, favorables à l'institution des intendants. Il approuve même leurs errements en matière de taille et estime que « les réorganisateurs du Consulat ne firent que revenir au système de vérification minutieuse, » à ces procédés d'une administration « méticuleuse, mais régulière, et, somme toute, aussi honnête, aussi laborieuse que possible. » Les graves inconvénients de la taille disparaissent presque dans son exposé. Ce n'est pas du tout, soit dit en passant, l'impression que l'on retire des études, plus loin citées, de M. Marcel Marion[3].

M. Godard ne nie pas les inconvénients de la centralisation. Mais il en rend responsable le monarque lui-même. Au Louis XIV de Saint-Simon, « noyé dans le détail » par des ministres qui voulaient l'obliger à abandonner une part de son autorité, il oppose un autre Louis XIV, qui « gouverne de son bureau à la manière de Philippe II. »

1. Voy., à propos du livre de M. Le Jouvencel, *Rev. hist.*, t. LXXVIII, p. 111.

2. Des travaux comme ceux de B. de Lagrèze, de Bouillet, d'Everat ne peuvent être maniés qu'avec précaution et sous bénéfice d'inventaire. La bibliographie est parfois un peu en retard; sur l'industrie, l'auteur ignore l'ouvrage de G. Martin.

3. M. Godard lui-même grossit cependant le dossier des abus de la taille en citant (p. 240, n. 1) une lettre de Louvois qui réclame des faveurs pour une communauté de ses domaines.

C'est là une opinion qu'il fera difficilement prévaloir. — Son livre sera consulté avec fruit comme collection de faits. Il y a joint des pièces justificatives assez importantes, notamment (p. 483) le mémoire envoyé aux intendants au sujet des « nouveaux catholiques, » le 7 janvier 1699, à la suite de la célèbre consultation des évêques publiée par M. Lemoine[1], et conformément aux avis de la majorité des prélats[2].

Henri Hauser.

(*Sera continué.*)

1. La publication de M. Lemoine n'est pas mentionnée.

2. Fréquents lapsus (malgré l'erratum). Par exemple, p. 6, l. 13, « appeler » pour « appelés ; » p. 73, dernière ligne, « Et s'y » pour « Et sy. » P. 315, « en*h*arrements. » P. 325, lire « Cunlhat, Olliergues. » P. 12, on donne l'intendance de Riom comme existante en 1661, tandis que la p. 15 semble indiquer qu'elle fut seulement plus tard détachée de Moulins. — Les rapports entre les intendants et les manufactures royales ne sont que très superficiellement étudiés. — P. 196, confusion entre les *élus généraux de Bourgogne* (délégués des États) et les *élus* des pays d'élection. — P. 144 : « Les intendants ne prirent l'initiative d'aucune mesure à l'égard des Juifs. » Affirmation contestable pour le règne de Louis XIV, sûrement inexacte (du moins en ce qui concerne l'Alsace) pour celui de Louis XV. Voy. arch. comm. d'Obernai, BB 9-12 : discussions sur la question de savoir si le droit de recevoir ou de refuser des Juifs appartient au grand bailli ou aux communautés dans les villes ci-devant impériales.

Erratum.

Nous avons dit par erreur dans le numéro de mars (*Rev. hist.*, t. LXXXI, p. 335), que la *Scuola normale* de Pise était exclusivement littéraire. Elle a aussi des mathématiciens, et un de ses directeurs, *Betti* et non *Berti*, comme il a été imprimé par erreur, était un mathématicien. Ajoutons que cette école est une création du premier Empire, réorganisée depuis 1860 par le gouvernement du royaume d'Italie.

ALLEMAGNE.

HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE.

Publications de l'année 1901.

L'année dont nous allons parler a été particulièrement fertile en publications historiques concernant les temps modernes, et nous aurons beaucoup à faire en rendant seulement compte des travaux les plus importants.

Au seuil de l'époque moderne est l'humanisme. M. Gustave Bauch[1] a fourni une excellente étude sur les origines de ce mouvement intellectuel dans les universités allemandes, et particulièrement sur les précurseurs du célèbre Celtis à Ingolstadt, ainsi que sur cet humaniste lui-même : homme d'un grand talent, mais égoïste, vagabond, batailleur, il inaugura une révolution complète en s'élevant avec passion contre les traditions de l'enseignement scolastique. Celtis était, d'ailleurs, un ardent patriote, qui désirait arracher aux Italiens le sceptre des lettres pour le transférer aux Allemands. S'étant rendu impossible à Ingolstadt après un séjour de quatre ans, il trouva à Vienne un champ plus vaste pour son activité.

L'Université de Francfort-sur-l'Oder fut fondée en 1506 par l'électeur de Brandebourg et exista jusqu'en 1811, année où elle fut réunie à l'Académie de Breslau. Ce sont donc des professeurs de Breslau qui s'occupent de l'histoire de l'ancienne Université brandebourgeoise. MM. George Kaufmann et Gust. Bauch, aidés de M. Paul Reh, en publient les actes et documents[2]. Le livre des doyens de la Faculté de philosophie, qui vient de paraître dans cette collection, nous intéresse surtout par son introduction, qui donne des renseignements sur le développement religieux et moral de la Marche électorale.

M. Gust. Turba, qui, dans la première de ses Contributions à l'histoire des Habsbourg, traita des dernières années du roi Philippe II (voir *Rev. hist.*, t. LXXV, p. 165), expose, dans ses deuxième et troisième livraisons[3], la politique de cette maison, de

1. *Historische Bibliothek, hrsg. von der Redaktion der Hist. Zeitschrift;* livr. XIII : *Die Anfænge des Humanismus in Ingolstadt.* Munich et Leipzig, Oldenbourg.

2. *Acten und Urkunden der Universitæt Frankfurt-a.-O.;* 4e livr. : *Das Decanatsbuch der philosophischen Fakultæt.* Breslau, Marcus.

3. *Beitræge zur Geschichte der Habsburger*, 2e et 3e livr. Vienne, Gerold.

1548 à 1558, d'après des documents inédits tirés des archives de Vienne, d'Innsbruck, de Dresde et de Simancas. Sans trouver des idées ou des faits complètement nouveaux, M. Turba précise et explique mieux et plus clairement ce qui nous est déjà connu. L'auteur prouve que l'opinion favorable que plusieurs auteurs récents, et surtout M. Brandenburg, ont exprimée au sujet de l'électeur Maurice de Saxe, est contraire à la réalité, et que ce prince, intelligent, rusé, manquant de tout principe moral, n'a été animé que de l'égoïsme le plus étroit et de l'avidité la plus vulgaire. L'histoire de la trêve de Passau, en 1552, et de la paix de religion d'Augsbourg, en 1555, ainsi que des relations mutuelles entre Charles-Quint et Philippe II, d'une part, le roi Ferdinand Ier et son fils Maximilien, de l'autre, est définitivement fixée par les recherches minutieuses de M. Turba.

La contre-Réforme religieuse dans le Palatinat supérieur pendant la guerre de Trente ans est décrite par M. Frédéric Lippert[1], qui, en 1897, a publié l'histoire de la réformation dans la même province. C'est un travail sur un sujet tout nouveau, fait exclusivement d'après les archives. L'auteur est pasteur protestant; par conséquent, il prend parti dans la lutte; pourtant, les documents mêmes qu'il publie démontrent suffisamment quelles ruses, quelles violences, quelles tromperies employa Maximilien de Bavière durant de longues années pour détruire, par ses soldats et par ses prêtres, surtout par les jésuites, le luthéranisme fervent des protestants du Palatinat supérieur, arraché à son malheureux cousin, l'Électeur palatin. Les dragonnades ne sont nullement une invention française, Maximilien les avait pratiquées longtemps avant Louis XIV. La partie la plus énergique et la plus intelligente de la population, — entre autres un tiers de la noblesse, — préféra émigrer plutôt que d'abjurer ses plus chères croyances.

L'infatigable M. J. Loserth publie 145 documents, nouvellement découverts aux archives de Styrie, sur la contre-Réforme dans ce pays[2]. Ils prouvent combien le protestantisme a été fort à Graz, dans la seconde moitié du XVIe siècle, et quelles terribles persécutions les luthériens y ont subies sur l'ordre de l'archiduc Charles, digne père de l'empereur Ferdinand II.

La grande collection des lettres et documents relatifs au vrai fon-

1. *Geschichte der Gegenreformation in der Oberpfalz.* Fribourg-en-Brisgau, Waelzel.

2. *Veröffentlichungen der Histor. Landeskommission fuer Steiermark;* liv. XII : *Die Gegenreformation in Graz in den Jahren* 1582-1585. Graz, Verlag der Kommiss., 1900.

dateur des provinces allemandes de la Compagnie de Jésus, Pierre Canisius, entreprise par le Père Otto Braunsberger[1] (voir *Rev. hist.*, t. LXXII, p. 387), avance lentement; le troisième volume n'embrasse que les années 1561 et 1562. La collection aurait pu être plus abrégée; elle devient énorme, contenant bien des répétitions. La partie la plus importante de ce volume se rapporte à la troisième réunion du concile de Trente, où les jésuites ont joué un rôle prépondérant, et à laquelle Canisius a assisté pendant quelque temps. Malgré sa piété fervente, il était relativement éclairé dans ses idées : il s'éleva contre l'abus des *agnus Dei* et des amulettes, de sorte que son général, Lainez, l'accusa de *germanizzare* (p. 82). Canisius demanda plusieurs fois, et très sérieusement, une réformation de l'Église, dont il reconnaissait les abus, et, contrairement à l'opinion de Lainez, il admettait l'usage du calice pour les laïques. Il est d'autant plus curieux que ce même Canisius croyait fermement aux sorciers, à l'intervention directe du diable, etc. (p. 382 et suiv.). La violence de la réaction cléricale se montre dans le fait que les jésuites cherchaient à évincer de l'instruction supérieure les écrits d'Érasme (p. 280 et suiv.). Ils ne se gênaient pas, d'ailleurs, pour recevoir dans leur Compagnie des jeunes gens contre la volonté des parents, quand ceux-là promettaient à la Compagnie de considérables avantages matériels ou personnels. L'édition comme telle est excellente. M. Braunsberger possède à fond son sujet, et les notes dont il accompagne son texte sont fort instructives; parfois, elles contiennent des documents assez importants.

M. L. Pastor, l'historien bien connu des papes, publie régulièrement, sur l'époque de la Réforme et de la contre-Réforme, des travaux destinés à éclairer la fameuse *Histoire du peuple allemand* de feu Janssen[2]. Dans la quatrième livraison du deuxième volume, le jésuite Bernhard Duehr traite des *Jésuites aux cours des princes allemands du XVIe siècle*. Il arrive à la conclusion que les jésuites n'y ont point exercé l'influence politique qui leur a été attribuée par les contemporains, et qu'ils n'ont nullement recherché la position de confesseurs des princes et des princesses. Cependant, les assurances officielles des jésuites de cette époque-là sont sujettes à caution, et nous nous méfions particulièrement des résultats du travail du père Dühr, lorsque nous le surprenons en flagrant délit de supprimer des faits embarrassants pour son ordre. Page 2 et suivantes, il expose

1. *Beati Petri Canisi Epistulae et Acta*, t. III. Fribourg-en-Brisgau, Herder.
2. *Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Gesch. des deutschen Volkes*, t. II. Fribourg-en-Brisgau, Herder.

les principes, très louables d'après lui, inculqués par Loyola aux jésuites confesseurs des princes. Il se tait sciemment sur les préceptes donnés à ces confesseurs par le même Loyola « d'agir en tout d'après le bon plaisir des princes, afin de récolter de plus grands avantages ; » d'avoir, avant tout, à « se procurer l'amour, le crédit et l'autorité nécessaires auprès d'eux. » Après cela, on peut leur « donner des préceptes et des avis pour la réformation de leurs consciences et de leurs États. » (Lettre à Polanco, mars 1547, *Cartas de S. Ignacio de Loyola*, t. Ier, p. 326. — Von Druffel, *Ignatius v. Loyola an der röm. Kurie*, p. 15 et suiv.) Si, plus tard, des généraux des jésuites ont fait des difficultés pour accorder des confesseurs aux princes, c'est parce que, dans de telles positions, plusieurs membres de l'ordre avaient conçu de l'orgueil et s'étaient rendus assez indépendants de leurs supérieurs.

M. Maurice Ritter, dans la première partie du troisième volume de son *Histoire d'Allemagne à l'époque de la contre-Réforme et de la guerre de Trente ans*[1], aborde la première période de cette guerre formidable. Comme dans les volumes antérieurs, l'auteur donne un exposé complet de la marche des événements, d'après la totalité des sources connues, avec quelques additions inédites, surtout sur les négociations diplomatiques. Son récit est impartial, clair, bien ordonné, un peu terne cependant. L'empereur Ferdinand y est jugé trop favorablement ; comment peut-on dire de lui que sa bigoterie a été sans fanatisme, qu'il était bienveillant, ne voulant faire de mal à personne, de lui qui a dépouillé, banni, égorgé en Bohême des milliers d'hommes qui n'avaient commis d'autre crime que de défendre contre ses attaques leurs droits et leurs libertés politiques et religieuses ? D'autre part, M. Ritter, comme il est de mode aujourd'hui, a trop sévèrement jugé Wallenstein, je ne dis pas au point de vue moral, — où il fut détestable, — mais comme intelligence politique ; là il fut cent fois supérieur à Ferdinand II et à tous ses conseillers.

Non moins sévère pour le généralissime impérial a été feu Anton Gindely. Le professeur J. Hirn vient de publier les chapitres rédigés encore par Gindely pour le cinquième volume de sa grande *Histoire de la guerre de Trente ans*[2]. Dans sa manière consciencieuse, labo-

1. *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des Dreissigjæhrigen Krieges*, vol. III, 1re partie. Stuttgart et Berlin. Dans la *Bibliothek deutscher Geschichte*, dirigée par H. von Zwiedineck-Südenhorst.

2. *Beitræge zur Gesch. des Dreissigjæhrigen Krieges. Aus den nachgelassenen Schriften* Anton Gindelys *hrsg. von* J. Hirn (*Archiv fuer œsterreich. Geschichte*, vol. 89). Vienne, Gerold.

rieuse, mais lourde et touffue, Gindely s'y occupe de la lutte de la Ligue contre l'évêque de Halberstadt et contre Mansfeld, en 1623 et 1624; des tentatives de médiation françaises, en 1624; des négociations d'un mariage anglais en Espagne et en France, durant les mêmes années; des plaintes dirigées contre Wallenstein, en 1627. Ce sont autant de monographies. Des documents tirés des archives de Vienne prouvent de nouveau que le gouvernement de Madrid n'a jamais sérieusement désiré l'union d'une infante avec Charles d'Angleterre, qu'il n'a voulu qu'amuser Jacques Ier pour l'empêcher de prendre un parti contraire aux Habsbourg. Les négociations secrètes de Maximilien Ier de Bavière avec l'Angleterre, en 1624, démontrent de nouveau combien peu de dévouement pour le chef de l'empire animait le directeur de la Ligue catholique (p. 91 et suiv.). Gindely décrit l'infâme cupidité de Wallenstein, plus monstrueuse encore que celle d'autres généraux et hommes d'État de son époque; mais il expose aussi les grands desseins politiques de cet homme plein de talent, qui tendaient à faire de l'Allemagne un empire fortement uni sous la direction réelle des Habsbourg; longtemps, malgré toutes ses protestations hypocrites, Ferdinand II l'a secrètement appuyé. Sous ce rapport, les vues de Ranke sont entièrement confirmées.

L'époque de Louis XIV occupe depuis longtemps M. Pribram. Cet historien continue la collection des dépêches vénitiennes de la cour impériale, commencée par MM. Stich et Turba, sous les auspices de la Commission historique de Vienne[1]. La première partie du troisième volume contient les dépêches des ambassadeurs Nani, — le célèbre historien de Venise, — et Molin, de 1657 à 1661. M. Pribram publie surtout les dépêches relatives à l'Orient (Turquie et Pologne), qui seul intéressait vraiment les diplomates vénitiens, et sur lequel ils étaient bien renseignés; peut-être conserve-t-il encore de ces textes trop de détails insignifiants. De même, les avis des ambassadeurs concernant le caractère et la vie privée de l'empereur Léopold Ier et de ses ministres sont fort intéressants, d'autant plus que la cour de Vienne de cette époque nous était restée assez inconnue jusqu'à présent. La faiblesse de la politique autrichienne sous Léopold s'explique en partie par le manque de bons généraux et par le mauvais état de l'armée : points que les Vénitiens relèvent très souvent. L'introduction de M. Pribram est superficielle, et ses notes

1. *Venetianische Depechen vom Kaiserhofe. Hrsg. von der Histor. Kommission der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften.* T. II, 1re partie. Vienne, Gerold.

explicatives ne montrent point la connaissance suffisante de la littérature historique spéciale que l'on devrait supposer à un auteur qui s'est aussi particulièrement occupé de cette partie de l'histoire moderne.

L'immense collection des documents relatifs à l'histoire du Grand Électeur est arrivée, en 1901, à son dix-septième volume, rédigé par M. Reinhold Brode[1]. Nous sommes obligé de le répéter plus que jamais : il est regrettable que tant de travail et tant d'argent soient dépensés d'une manière aussi stérile. Le volume contient les négociations politiques entre le Brandebourg, d'un côté, l'Angleterre, le Danemark et la Suède, de l'autre, de 1670 à 1675; elles sont d'une importance minime et pourraient être condensées en quelques pages; elles ont été, d'ailleurs, reproduites très amplement, et en grande partie mot par mot, dans l'immense biographie du Grand Électeur par Pufendorf. La seule partie intéressante de ces 566 pages est la correspondance entre Frédéric-Guillaume et ses conseillers pendant l'invasion suédoise (p. 381 et suiv.); elle montre de nouveau combien peu ce prince se pouvait fier au courage et à l'intelligence de ses sujets de la Marche électorale, et combien les résultats qu'il obtenait étaient dus à son propre mérite.

M. Auguste Seraphim a écrit la biographie de la duchesse Louise-Charlotte de Courlande, sœur du Grand Électeur[2]. Ce travail, bien fait d'ailleurs, est sans importance historique, sauf dans quelques notes qui concernent l'Électeur et qui prouvent qu'il a été aussi bon frère et oncle que mari et père.

Le grand état-major de Prusse a commencé une nouvelle entreprise littéraire[3] : la publication de documents inédits relatifs à l'histoire du développement de l'armée prussienne, de nature à en faire renaître la vie passée et à en montrer l'intérieur et l'âme. Dans la première livraison, M. Kurt Jany, bien connu par ses travaux sur l'armée du Grand Électeur, décrit, d'après les sources authentiques, l'origine de l'armée brandebourgeoise jusqu'à la veille de la guerre du Nord, c'est-à-dire jusqu'en 1454, étude plus intéressante pour le militaire que pour l'historien. La deuxième livraison, contenant des lettres de soldats prussiens des deux premières années de la guerre

1. *Urkunden und Aktenstuecke zur Gesch. des Kurfuersten Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, vol. XVII. Berlin, Reimer.

2. *Quellen und Untersuchungen zur Gesch. des Hauses Hohenzollern*, Hrsg. von Ernst Berner. T. II : *Eine Schwester des Grossen Kurfuersten, Luise-Charlotte von Kurland*. Berlin, Alex. Duncker.

3. *Urkundliche Beitraege und Forschungen zur Gesch. des Preussischen Heeres. Hrsg. vom Grossen Generalstabe*, 1re et 2e livr. Berlin, Mittler.

de Sept ans (1756 et 1757), est plus instructive. Elle prouve que les soldats et les sous-officiers du Grand Frédéric étaient beaucoup plus intelligents et plus patriotes qu'on n'a voulu l'admettre. Une grande piété, un souffle profondément religieux animaient ces pauvres diables destinés à ne recevoir que coups et blessures, sans aucun espoir de récompense matérielle ou morale.

Mais revenons à l'époque de Louis XIV. Le colonel Karl Staudinger a écrit la première partie d'une *Histoire de l'armée bavaroise*, publiée par l'administration des archives de la Guerre de Bavière[1], travail énorme qui se rapporte surtout à l'époque de l'électeur Ferdinand-Marie, de 1651 à 1679, et qui est basé à la fois sur l'étude des documents officiels et inédits et sur des recherches très étendues dans les travaux imprimés. L'armée bavaroise de la guerre de Trente ans fut entièrement dissoute après la paix, de manière que l'armée actuelle date de l'an 1664. La France seule possédait alors une armée en sa plus grande partie nationale; en Bavière, comme partout ailleurs, elle était cosmopolite, même dans son corps d'officiers; on y préférait même des Français, considérés comme les meilleurs maîtres dans l'art de la guerre. L'auteur connaît peu l'histoire de l'armée prussienne; il commet des erreurs surprenantes sous ce rapport (p. 463).

Le pontificat d'Innocent XI est raconté par M. Max Immich[2] avec beaucoup de conscience et de méthode, sans matériaux nouveaux, sauf pour la question de la succession du Palatinat. L'auteur prouve que, si Innocent XI a lutté contre la France, ce ne fut pas par antipathie contre elle, mais pour défendre les droits et l'indépendance du Saint-Siège contre la politique envahissante de Louis XIV. Ce pontife, d'un esprit borné et de connaissances médiocres, mais pieux et honnête, désapprouvait la persécution des huguenots pour la même raison qu'il blâmait la rigueur exercée contre les protestants hongrois par l'empereur Léopold Ier et le zèle excessif déployé par Jacques II d'Angleterre pour la cause du catholicisme; c'est que ces mesures menaçaient de prolonger et d'envenimer la désunion entre les peuples chrétiens qu'Innocent aurait voulu unir pour la lutte universelle contre les Turcs. Mais il nous semble que M. Immich n'a pas vu que, avec le temps, le pape conçut une colère de plus en plus grande et même une véritable haine contre Louis XIV. Pour unir l'Europe contre ce monarque, il finit même par conseiller à l'empe-

1. *Geschichte des bayrischen Heeres, hrsg. v. Kgl. Bayr. Kriegsarchiv.* T. I : *Geschichte des Kurbayrischen Heeres.* Munich, Lindauer.

2. *Papst Innocenz XI.* Berlin, Speyer et Peters.

reur de faire la paix avec les Turcs, afin de pouvoir tourner toutes ses forces contre le roi très chrétien!

M. Salka Goldmann nous mène dans l'est de l'Europe, en décrivant les luttes intestines de Dantzig sous la domination polonaise[1]. C'est une bonne étude où les événements locaux de Dantzig sont rattachés aux grands courants universels. République commerçante, la ville n'était liée à la Pologne que par un lien purement nominal; le pouvoir aristocratique y prévalait, mais il fut lentement diminué en faveur de la classe moyenne. Seulement, même abstraction faite de plusieurs erreurs historiques, M. Goldmann veut trop prouver; par exemple, l'existence de grands desseins économiques que l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg aurait eus en acquérant Elbing (p. 50), et dont il n'y a pas trace dans les documents authentiques.

Le deuxième centenaire du couronnement du premier roi de Prusse, Frédéric Ier, a provoqué la publication de la correspondance de ce prince avec les membres de sa famille, par M. Ernest Berner[2], avec introduction et notes. Les quelques lettres concernant son épouse, la reine Sophie-Charlotte, la *reine philosophe*, n'offrent malheureusement aucun intérêt. Plus riche et plus importante est la correspondance entre le roi et sa belle-mère, Sophie de Hanovre, femme intelligente, énergique et intrigante. Frédéric y explique sa politique pendant la guerre du Nord, où il reste neutre, afin d'unir tous ses efforts contre la France et pour la cause des alliés, dont il espérait de grands avantages et dont l'ingratitude à la paix d'Utrecht le remplit d'amertume. Il en voulait surtout à l'Angleterre et préludait ainsi au règne de son fils Frédéric-Guillaume Ier, adversaire constant de cette puissance. Cette correspondance prouve, d'ailleurs, que Frédéric Ier aimait et admirait réellement sa *reine philosophe*. Il était bon et généreux, comme tous les dissipateurs; réformé convaincu, mais surtout adversaire de tout fanatisme religieux, absolument comme son père, le Grand Électeur. Le reste de la correspondance royale, imprimée par M. Berner, est de peu d'importance.

A la même époque se rapporte la grande collection des *Acta Borussica* du XVIIIe siècle, publiée par l'Académie de Berlin[3]. Les volumes II

1. *Danziger Verfassungskaempfe unter polnischer Herrschaft* (*Leipziger Studien aus dem Gebiete der Geschichte*, t. VII, livr. 2). Leipzig, Teubner.

2. *Quellen und Untersuchungen zur Gesch. des Hauses Hohenzollern*. T. I : *Aus dem Briefwechsel Königs Friedrich I von Preussen und seiner Familie*. Berlin, Alex. Duncker.

3. *Acta Borussica. Denkmæler der Preuss. Staatsverwaltung im* 18. *Jahrh.*, *hrsg. von der Kgl. Akademie der Wissenschaften*, vol. II, III, VI, 1-2. Berlin, Parey.

et III, rédigés par MM. O. Krauske et Vict. Loewe, contiennent les documents relatifs à l'administration intérieure, depuis le mois de juillet 1714 jusqu'en 1723, avec des notes et d'excellentes tables alphabétiques. Les deux volumes sont fort instructifs pour le gouvernement violent, mais, au fond, bienfaisant du roi sergent. Le document le plus intéressant est l'instruction du roi pour son successeur, du 22 janvier 1722. Nulle part, le caractère brutal et sournois, l'esprit pratique et la piété fervente de ce prince, sa sagesse administrative et ses préjugés de toute sorte ne se reflètent mieux que dans ces pages curieuses. M. O. Hintze a rédigé le sixième volume qui ouvre l'époque de Frédéric le Grand (les volumes IV et V manquent encore). La première partie de ce volume expose systématiquement l'organisation de l'administration à l'avènement de Frédéric II pour faciliter la compréhension des documents à publier. Ce travail consciencieux, fruit d'une connaissance profonde de cette période historique, répand une lumière suffisante sur les institutions et sur les personnages principaux de la bureaucratie prussienne qui travaillait sous l'œil toujours vigilant du grand roi ; il décrit même l'état des provinces de Silésie et d'Ostfrise avant leur annexion à la Prusse. La seconde partie du sixième volume contient les documents administratifs du 31 mai 1740 jusqu'à la fin de l'an 1745. L'omnipotence du roi est caractérisée par le fait que, quand, sur la demande du feld-maréchal prince d'Anhalt, le *Directoire général* (ministère des Finances, du Commerce et de l'Intérieur) achète *vingt* chevaux pour l'artillerie, du fond de la Silésie le jeune monarque fulmine (p. 204) : « Que le diable les emporte s'ils achètent un sabot sans mon ordre spécial ! Que celui paye les chevaux qui les a commandés ! » D'autre part, Frédéric ne permet à aucun fonctionnaire d'accepter un cadeau quelconque de ses administrés, pas même un témoignage de gratitude. Les préjugés du roi philosophe étaient tellement forts qu'il conservait rigoureusement, dans les collèges judiciaires, la distinction entre le banc noble et le banc non noble. La partie la plus importante de ce volume est formée de documents relatifs à l'organisation de la Silésie après l'occupation prussienne.

La nouvelle édition de l'excellente biographie de Frédéric le Grand, par M. Reinh. Koser[1], est, sous beaucoup de rapports, un ouvrage nouveau, car il a été remanié profondément après un espace de douze ans. L'auteur ne dissimule nullement les défauts ni les erreurs de son héros, bien qu'il se place généralement à son point de vue. La littérature contemporaine est largement consultée ; c'est évidemment

1. *Kœnig Friedrich der Grosse*, 2e Aufl. Stuttgart et Berlin, Cotta.

avec intention que M. Koser ne tient compte nulle part des publications récentes du grand état-major prussien (voir, entre autres, p. 110, 112, 171, 260). Une petite erreur (p. 224) : le comte Michel Bestushew n'était non le frère cadet, mais bien l'aîné du célèbre chancelier Alexei Bestushew.

La vaste publication de l'état-major prussien sur les *Guerres de Frédéric le Grand* est arrivée à sa troisième série : la guerre de Sept ans[1]. Les trois premiers volumes comprennent : Pirna, Lobositz, Prague, Kolin. Ils ont pour base des études aussi étendues qu'approfondies non seulement aux archives militaires, mais encore dans la littérature historique. Les sources nouvelles mettent les auteurs à même de raconter clairement, pour la première fois, la bataille de Lobositz en 1756. Quant à la bataille fatale de Kolin, ils prouvent que la défaite est due aux fautes commises par le général de Manstein et nullement au prince Maurice d'Anhalt. Ils fournissent les indications les plus précises possible sur tous les faits militaires. Mais ils sont généralement portés à trop glorifier le rôle de Frédéric aux dépens de ses aides, tels que Winterfeld et Schwerin (cf. p. 50, 55, 152), et leur critique militaire est trop réservée quand il s'agit des chefs et des soldats prussiens. Cet optimisme, qui, peut-être, était justifié lors du récit des événements récents de 1870 et de 1871, est franchement regrettable lorsqu'il s'agit de faits arrivés il y a un siècle et demi. Entre autres, les rédacteurs se taisent sur la véritable cause de la défense de Kolin : la trop haute opinion que Frédéric avait de son propre génie et de la supériorité de ses troupes, et qui l'a amené à combattre Daun avec des forces entièrement insuffisantes, incapables de briser la résistance d'adversaires trop méprisés, — présomption qui fut cause de bien d'autres malheurs pour le roi.

La *Correspondance politique* du même prince est arrivée à son vingt-sixième volume[2], rédigé par M. Gust.-Berth. Volz, et comprenant l'année 1767. Forcé de conclure une nouvelle convention secrète avec la Russie, Frédéric ne se soumet que malgré lui à cette alliance, toute au profit de la tsarine, tandis que la Prusse n'y gagne rien, sauf une certaine sûreté envers ses puissants adversaires. Le roi désapprouve souvent la violence de la politique russe et il ne manque pas de s'y opposer ouvertement quand elle va trop loin ou lorsqu'elle voudrait lui imposer des obligations qui sortent des limites des traités d'alliance. Précisément, ce volume est rempli des plus

1. *Die Kriege Friedrichs des Grossen. Hrsg. vom Grossen Generalstabe.* 3. Teil : *Der Siebenjährige Krieg*, vol. I-III. Berlin, Mittler.

2. *Politische Correspondenz Friedrichs d. Gr.*, vol. XXVI. Berlin, Alex. Duncker.

curieux témoignages, quant au caractère et aux opinions du grand roi, et nous en conseillerions la lecture à tous ceux qui désireraient se faire une juste idée de Frédéric II vieillissant. Ici, nous voudrions seulement relever le fait que ce prince, d'une apparence froide et morose, était capable d'aimer. Il chérit passionnément son neveu Henri, dont la mort subite l'afflige profondément; il aime avec la tendresse d'un père sa nièce Wilhelmine, qui, en cette même année, épouse le stathouder de Hollande. Les lettres qu'il adresse à cette princesse, orpheline alors depuis neuf ans, sont vraiment touchantes et prouvent que le cœur du monarque n'était point insensible.

La politique de la Bavière pendant la guerre de Sept ans est le sujet du premier travail d'un jeune historien, M. Théod. Bitterauf[1], travail très soigné du reste et fort bien fait. Seulement, le texte des documents français, imprimés à l'appendice, est assez incorrect. L'auteur expose avec talent et avec une complète impartialité la politique incertaine et cauteleuse de la cour de Munich, qui, tout en vendant ses troupes à la France, cherchait à maintenir des relations avec la Prusse et avec l'Angleterre. Si Frédéric avait gagné la bataille de Kolin, la Bavière et la plus grande partie de l'Allemagne méridionale auraient indubitablement abandonné la coalition. M. Bitterauf constate que l'Allemagne entière, et surtout les personnages officiels, étaient convaincus du but pacifique du traité de Westminster, en janvier 1756, et des bonnes intentions de Frédéric, de manière que même l'attaque de la Saxe leur semblait une conséquence inévitable des projets hostiles de ses adversaires. On croyait pourtant à sa défaite, devant l'immense supériorité numérique de ses ennemis. La guerre ayant tourné tout autrement, les adversaires de la maison d'Autriche en Allemagne, qui, jusqu'alors, s'étaient réfugiés sous la tutelle de la France, s'adressèrent désormais à la Prusse, devenue l'égale des Habsbourg.

Le plus fidèle allié de Frédéric avait été le premier Pitt, plus tard lord Chatham. C'est la biographie de son fils, le second William Pitt, que nous donne M. Félix Salomon, très versé dans l'histoire de l'Angleterre moderne[2]. Le premier volume de cet ouvrage ne contient que l'introduction : l'enfance de Pitt, la situation politique, économique et sociale qu'il trouvait en entrant dans la carrière parlementaire. Les riches matériaux, tant imprimés récemment que puisés aux archives anglaises, publiques et privées, permettent à M. Salomon d'élargir et d'approfondir son sujet. Il est curieux de

1. *Die Kurbayrische Politik im Siebenjæhr. Kriege.* Munich, Beck.
2. *William Pitt.* Leipzig, Teubner.

constater l'immense influence que le père, lord Chatham, a exercée sur son fils. Malheureusement, le langage de l'auteur est ampoulé, artificiel et obscur, de sorte qu'il est souvent difficile de comprendre ce qu'il a voulu dire.

Nous voici en pleine époque révolutionnaire. M. Ad. Wahl, *privat-docent* de l'Université de Fribourg, scrute[1] la valeur de quelques sources importantes pour l'histoire de 1789 d'une manière plus approfondie que cela ne s'est fait jusqu'à présent. La première de ces cinq études se rapporte aux quatre cent cinquante cahiers des communes rurales de Paris-hors-les-Murs contenus dans la publication des *Archives parlementaires*. Beaucoup de ces communes se sont contentées de copier, pour leurs cahiers de doléances, les modèles que leur fournissaient des publicistes entreprenants et parfois des rhéteurs ignares. Les nombreux cahiers de ce genre prouvent donc peu de chose pour l'état des campagnes existant à l'origine de la Révolution, mais d'autant plus pour les idées qui prévalaient alors et pour les buts que l'on se proposait. Les cahiers individuels sont plus instructifs sur les véritables griefs de la population rurale. — La seconde étude s'occupe de l'imposition de la taille dans l'Ile-de-France sous Louis XVI; l'auteur montre qu'il faut apprendre à la connaître ailleurs que dans les cahiers. — Dans le troisième travail, il critique les rapports de Young sur l'état de la France depuis 1787 jusqu'à 1792. — Dans le quatrième, il expose les vues économiques de Necker lors de la convocation des États généraux; Necker a été mercantiliste. — La cinquième étude traite du feudiste Renauldon, et, de ses écrits, l'auteur tire des conclusions sur la situation des paysans vers la fin de l'ancien régime. — Le livre de M. Wahl est plein de mérite, quant à la connaissance systématique des causes de la Révolution, mais un peu trop subtil; l'auteur soulève parfois des difficultés dialectiques afin de montrer triomphalement qu'elles n'ont été résolues par personne avant lui.

M. Herm. Hueffer continue son importante publication de sources pour l'époque révolutionnaire. La seconde moitié du tome II de la première série[2] complète le volume; il contient deux cents lettres relatives à la campagne de Marengo, quatre-vingt-trois lettres pour la courte campagne de Hohenlinden et quantité d'additions et de notes. Nous recommandons spécialement au lecteur la dissertation

1. *Studien zur Vorgeschichte der franzœs. Revolution.* Tubingue et Leipzig, Mohr.

2. *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der franzœs. Revolution.* 1re partie : *Quellen z. Gesch. der Kriege von 1799 und 1800.* Vol. II : *Krieg von 1800*, 2e livr. Leipzig, Teubner. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXX, p. 158.

politique, militaire et littéraire sur Hohenlinden, écrite avec toute la maîtrise propre à M. Hueffer (p. 382 et suiv.). Le choix, parmi les innombrables documents qui s'offraient à l'éditeur, a été fait de façon à montrer partout l'étroite connexité des faits particuliers. Ce recueil n'est pas seulement utile au spécialiste; il offre encore une lecture intéressante à tous ceux qui désirent connaître à fond les événements qui ont définitivement créé la grandeur de Napoléon Ier, changé l'art de la guerre et détruit le Saint-Empire romain, la ruine la plus imposante du moyen âge.

Un des États créés par la grâce de Napoléon et disparus avec lui fut le grand-duché de Francfort, dont M. Paul Darmstaedter s'est fait l'historien[1]. Le travail du jeune érudit est un véritable modèle de monographie; il joint à la recherche minutieuse des détails une intelligente reconstruction historique et un récit attrayant, basé partout sur les grands faits et courants de l'époque. Tous les côtés de son sujet sont exposés avec la même lucidité. Ainsi, le livre de M. Darmstaedter devient l'image la plus vivante et la plus caractéristique des créations napoléoniennes en Allemagne. Partout, la domination française a détruit le moyen âge, a apporté l'égalité à tous les habitants, les a délivrés des institutions féodales; mais, en même temps, elle a constitué la centralisation et l'absolutisme sans bornes et écrasé les populations sous le fardeau des exactions financières et de l'impôt du sang. Tout en introduisant des réformes salutaires au profit des petites gens, on les exaspérait ainsi et on amenait la triste réaction contre les idées libérales et égalitaires qui caractérise la période de la Restauration.

Un autre satellite forcé de Napoléon fut Charles-Frédéric de Bade. Le grand et beau recueil de sa correspondance politique, publié par la Commission historique de Bade, se termine par le cinquième volume, rédigé par M. Charles Obser[2]. Ce volume, comprenant les années 1804 à 1806, terme de l'entrée du grand duché dans la Confédération du Rhin, contient beaucoup de documents qui éclairent l'histoire du grand empereur. L'excellent Charles-Frédéric, libéral, bienveillant, réformateur, était tellement impressionné par la puissance irrésistible et le despotisme brutal de Napoléon Ier, qu'il n'osait plus résister à ses ordres les plus violents. De là sa conduite timorée dans l'affaire du meurtre du duc d'Enghien, crime dont il n'a nullement été complice, comme on a voulu le prétendre. En outre,

1. *Das Grossherzogtum Frankfurt.* Francfort-s.-M., Baer.

2. *Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden*, 1783-1806. *Hrsg. von der Badischen Historischen Commission*, vol. V. Heidelberg, Winter.

il désirait assurer à son pays et à sa dynastie une part considérable du butin dans la débâcle générale. Dans l'ancien empire germanique, il ne trouvait aucun élément dont il eût pu s'étayer; l'expérience de tous les jours ne le démontrait que trop. « L'acte de la Confédération du Rhin, dit avec raison M. Obser, ne fit que constater en droit public ce qui existait de fait depuis longtemps. » Malheureusement, la diplomatie napoléonienne n'avait aucun scrupule à duper tout le monde de la manière la plus cruelle (voir, entre autres, p. 310). De plus, le pays du fidèle allié fut mangé par les armées françaises, ses forteresses rasées, sans aucun égard pour les traités. Napoléon n'hésitait point à se mêler même de l'administration intérieure des pays confédérés et proclamés souverains. Il en réglait les finances, en instituait et destituait les ministres. En public, on n'osait pas se plaindre de ces violences; entre eux, les conseillers du grand-duc se confiaient leur haine pour cette tyrannie étrangère et leur douleur pour les maux qui accablaient la patrie allemande. Dalberg, le favori de Napoléon, était animé des mêmes sentiments. Ainsi, Napoléon se créait partout des ennemis passionnés, qui n'attendaient qu'un signal pour se tourner contre lui, et il accélérait le mouvement qui poussait à l'unification de l'Allemagne.

Dès l'origine des guerres de la Révolution, on avait essayé de combattre la France par ses propres moyens; l'idée d'opposer, à la levée générale des Français, une levée générale en Allemagne était trop naturelle pour ne pas être conçue de bonne heure. M. G. Wendland s'occupe de ces tentatives faites dans l'Allemagne du Sud et surtout en Bade[1]. Malgré la bonne volonté des populations, ces mesures restèrent stériles devant le conservatisme outré et les éternelles dissensions des petits gouvernements allemands, devant l'hostilité de la Prusse contre tout mouvement populaire et devant la paresse et le découragement de la bureaucratie. Nous ne pouvons même concéder à l'auteur de cet excellent travail, original et fort instructif, que ces tentatives aient préparé et influencé la levée volontaire des Prussiens en 1813; elles ne servirent qu'à rendre plus évidente encore la mortelle faiblesse de l'empire germanique.

De même, la Suisse moderne est née des troubles de l'époque révolutionnaire qui ont amené la constitution de la République helvétique; c'est la France qui l'a fondée, en partie par les armes, en partie par les négociations. Ces « Relations diplomatiques de la

1. *Historische Studien, veroeffentlicht von* E. Ebering. Heft 24 : *Versuche einer allgemeinen Volksbewaffnung in Süddeutschland, 1791-1794*. Berlin, Ebering.

France et de la République helvétique de 1798 à 1803, » surtout la correspondance des diplomates français, ont été publiées par M. Émile Dunant[1], dont la fin tragique a si tristement ému les amis de l'histoire et de l'archéologie suisse. L'éditeur pratiquait l'excellent système de ne donner littéralement que les parties les plus importantes de ces documents et de ne faire connaître le reste que par extraits, et il a fait précéder le texte d'une belle introduction qui en résume les faits principaux. Soutenus par l'autorité du gouvernement français, et très souvent par ses armées, les agents français en Suisse y régnaient en maîtres, y dictaient les élections, les lois, les traités et les décisions de tout genre. « Signez ou préparez-vous à la réunion avec la France, » disait Treilhard aux Suisses, qui ne voyaient se réaliser aucune des promesses qu'on leur avait faites en compensation de leurs sacrifices, — tout cela contrairement aux idées de Talleyrand, dont la sagesse politique était amie de la neutralité helvétique. Si l'avènement au pouvoir du premier consul remplaçait le régime des violences et des rapines par un traitement plus clément et au fond bienfaisant pour les Suisses, ce fut au prix de l'indépendance helvétique et de la cession du Valais, malgré la résistance des Valaisans mêmes. Inutile de répéter que Bonaparte violait le traité de Lunéville en réglant le sort de la Suisse par la force, en opposition avec la grande majorité du peuple helvétique.

Un adversaire opiniâtre de Napoléon fut la margravine Amélie de Bade, dont la vie est décrite dans les mémoires d'une de ses dames d'honneur, Caroline de Freystedt, publiés encore par M. Charles Obser[2]. Quoique les mémoires aient un caractère plutôt anecdotique, ils servent toutefois à faire connaître plus intimement nombre de princes de l'époque révolutionnaire et napoléonienne. Les détails donnés ici sur la grande-duchesse Stéphanie, née Beauharnais et fille adoptive de Napoléon Ier, sont particulièrement intéressants, autant que les anecdotes que Mlle de Freystedt raconte sur Mme de Krudener, la pieuse et mystique amie du tsar Alexandre Ier.

Le baron von der Osten-Sacken critique très sévèrement les généraux russes aussi bien que Napoléon Ier et ses maréchaux dans leur conduite durant la campagne de 1812[3]. Trop sévèrement, ce me semble : le critique oublie, comme tant d'autres, l'énorme différence

1. *Quellen zur Schweizer Geschichte, hrsg. von der Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz*, vol. XIX. Bâle, Basler Buchhandlung und Antiquariat.

2. *Erinnerungen aus dem Hofleben von Karoline v. Freystedt.* Heidelberg, Winter.

3. *Der Feldzug von 1812.* Berlin, Voss.

entre sa situation à lui, qui, tranquillement assis à sa table de travail et entouré de tous les éléments de connaissance, juge à tête reposée, et celle des militaires qui, pourvus de nouvelles incomplètes et souvent contradictoires, sollicités de tous les côtés par les opinions les plus diverses, se sentant une responsabilité formidable, obligés de se servir de subordonnés dont ils ne sont jamais sûrs, sont forcés de prendre des résolutions subites. Pour être féconde, la critique militaire doit être prudente et indulgente. Avant de continuer à publier des livres, M. de Osten-Sacken devrait apprendre à écrire; son style, incorrect et négligé, est celui d'un lycéen de troisième.

On attribuera encore moins de valeur scientifique à l'histoire de l'année 1813, jusqu'à la bataille de Gross-Goerschen, par le major Bruno von Treuenfeld[1]. Nous la mentionnons seulement pour quelques documents du printemps 1813 qui y sont publiés pour la première fois et qui prouvent de nouveau combien les Russes se croyaient alors les maîtres de la Prusse et disposaient souverainement de ses ressources militaires et pécuniaires (p. 269 et suiv., 282 et suiv., 316).

La défense de la place de Huningue, du 22 décembre 1813 au 16 avril 1814, est une des feuilles les plus brillantes dans la couronne murale des armées françaises. Elle est décrite, dans tous ses détails, par le colonel bavarois K.-Théod. Heydenreich[2]. 3,000 hommes à peine, recrues et gardes nationales non exercées, exposés aux maladies, à la faim, au découragement, suffirent à l'héroïque colonel Chancel et à son aide, le colonel Pinot, pour résister pendant quatre mois à l'attaque de plus de 10,000 soldats alliés, munis de cent vingt-sept canons de siège. Même les nouvelles de la chute de l'Empire et de la restauration des Bourbons ne décidèrent point Chancel et Pinot à capituler; ce ne fut que sur l'ordre formel du nouveau gouvernement que, nullement vaincus, ils ouvrirent aux assiégeants les portes de Huningue.

Le baron de Helfert décrit, dans un travail fort minutieux et d'après les documents officiels, pour la plupart inédits, la fondation et les trois premières années (1814-1816) du royaume lombardo-vénitien. L'auteur est un adorateur fervent du cléricalisme et de l'ancienne Autriche absolutiste. Pour lui, l'empereur François Ier, qui fut un travailleur sans doute, mais borné, mesquin, opiniâtre et

1. *Das Jahr 1813 bis zur Schlacht von Gross-Gœrschen.* Leipzig, Zuckschwert.

2. *Darstellungen aus der bayerischen Krieges- und Heeresgeschichte. Hrsg. von Kgl. Bayer. Kriegsarchiv.* Livr. 10 : *Die Belagerung von Hueningen*, 1814. Munich, Lindauer.

haineux comme tous les esprits médiocres, est l'idéal d'un souverain[1]. En ne punissant pas tous les hérétiques, le pape « emploie la grâce au lieu de la justice » (p. 95). L'irréligion et la diminution des couvents ont surtout causé « les crimes et les horreurs de la Révolution » (p. 94). Les mémoires du prince de Metternich sont le guide le plus sûr pour l'histoire de son temps (Introduction, p. VII). M. de Helfert met une confiance absolue dans les rapports des policiers et des espions qui, toutefois, se contredisent constamment et s'accusent mutuellement des crimes les plus noirs. Il ose faire l'apologie de la police autrichienne en Italie, la plus tracassière, la plus brutale, la plus hostile à toute la liberté de penser et même de sentir qui fut jamais. Ajoutez à tout cela une prolixité exaspérante, ainsi qu'un mélange de choses et de personnes qui n'ont rien à faire avec son sujet. Et pourtant, la vérité perce malgré lui dans son livre indigeste. Le régime autrichien dans l'Italie supérieure, tout en assurant la sécurité publique et un certain bien-être matériel, n'a existé que par le bâton du caporal et par la férule du prêtre; il a aboli l'égalité des cultes, liberté dans l'instruction; il a soumis les mariages au bon vouloir du clergé; il a blessé tous les sentiments des classes instruites et même de l'entière population urbaine. Des institutions napoléoniennes, il n'a conservé que ce qui servait à l'absolutisme centralisateur. Et rien n'égale le mépris de ces Italiens pour la personne de François Ier, lorsqu'il se montre à ses nouveaux sujets, ébahis de tant de nullité :

Nuova aritmetica di fresco :
Zero e zero fa Francesco. —

Une des femmes les plus distinguées de cette époque fut Thérèse Huber, dont Ludwig Geiger, le zélé et bien connu historien de la littérature allemande, a écrit la biographie[2]. Fille du célèbre philologue Heyne, femme du non moins célèbre naturaliste Forster, chef des républicains de Mayence en 1792 et 1793, elle se sépara à l'amiable de ce premier mari pour épouser un écrivain, aujourd'hui oublié, Huber, qu'elle aima tendrement, même au delà de la tombe. Elle écrivit des nouvelles et des romans qui, beaucoup lus de son vivant, ne lui ont guère survécu. Pendant six ans, elle rédigea, avec beaucoup de soin et de tact, le *Morgenblatt*, périodique le plus con-

1. *Kaiser Franz I von Œsterreich und die Stiftung des Lombardo-venetianischen Koenigreichs* (*Quellen und Forschungen zur Geschichte, Litteratur und Sprache Œsterreichs. Hrsg. von* J. Hirn *und* J.-E. Wackernell, t. VII). Innsbruck, Wagner.

2. *Therese Huber, 1774-1829*. Stuttgart, Cotta.

sidéré alors de l'Allemagne, tout en étant excellente ménagère et mère de famille. M. Geiger a écrit la biographie définitive de cet auteur distingué, si femme pourtant dans toute sa manière de sentir et de penser.

Les journaux et mémoires du comte François-Gabriel de Bray[1] (1765-1832) appartiennent à un Français des derniers temps de l'ancien régime, chevalier de Malte, mais qui finit par entrer dans le service diplomatique de la Bavière, confédérée alors avec la France, où il arriva à une position considérable. C'était un observateur intelligent et bien renseigné. On lira avec intérêt ses considérations sur l'état de la France en 1797. Étroitement lié aux événements, il décrit avec l'autorité d'un témoin l'assassinat des ministres français à Rastadt le 28 avril 1797. Son témoignage prouve et que Debry n'eut aucune part au crime commis sur ses collègues et qu'aucun des meurtriers ne parlait français. L'hypothèse que l'assassinat fut préparé par un parti politique et par de hauts personnages français est définitivement ruinée. Le mémoire sur la Russie en 1799 et en 1800 caractérise avec beaucoup de vigueur les derniers temps de Paul Ier et les origines d'Alexandre Ier. Ce dernier souverain y paraît sous un jour peu favorable, de même que dans une autre relation de Russie, en 1805 et en 1806; ce qui prédomine en lui, c'est la faiblesse de la pensée et de la volonté. Non moins intéressants sont les rapports et le journal de Bray pendant sa mission à Berlin en 1806 et en 1807. La lâcheté et la malhonnêteté de Haugwitz, l'incapacité des ministres et des généraux prussiens, la rapidité avec laquelle l'enthousiasme primitif de la population pour la guerre fit place au plus profond découragement après la première défaite, tout cela est peint sur le vif. Napoléon était mal disposé pour le peuple prussien et en méprisait le souverain, comme le diplomate bavarois le constate d'après les paroles mêmes de l'empereur. Enfin, étant de nouveau ministre à Saint-Pétersbourg de 1808 à 1812, le comte, quoique représentant un allié de Napoléon, lui attribue tous les torts dans la rupture avec la Russie. Les conseillers les plus dévoués de Napoléon, tels que les ducs de Vicence et de Bassano, étaient du même avis. La Bavière, tout en déclarant la guerre à la Russie, fit tout pour lui montrer qu'elle n'agissait ainsi que sous la pression de la contrainte. Que diront de ces faits ceux qui considèrent Napoléon comme forcé à ses guerres perpétuelles par la malignité de ses adversaires?

La guerre de la délivrance est le sujet de trois travaux contenus

1. *Aus dem Leben eines Diplomaten der alten Schule.* Leipzig, Hirzel.

dans le premier volume des « Contributions à l'histoire de Prusse, » publié par M. Maximilien Blumenthal[1]. L'éditeur traite lui-même de la convention de Tauroggen, sans guère mener la question plus loin que M. Thimme (voir *Rev. hist.*, t. LXXVIII, p. 151 et suiv.), c'est-à-dire que Frédéric-Guillaume III aurait commandé à York de se séparer des Français, en cas de leur défaite, et de garder la neutralité dans la forteresse de Graudenz. Nous savons, toutefois, que York est allé au delà de cet ordre royal. M. Maximilien Schultze publie le journal du comte Auguste Doenhoff, des mois de janvier et février 1813, avec explications et amplifications; c'est d'une importance plutôt locale pour la Prusse orientale. Le seul fait d'un intérêt général qui ressort de ce journal, c'est que York a été en relations régulières avec son souverain après la convention de Tauroggen, et que, par conséquent, ses assurances de ne rien savoir du roi n'étaient qu'un subterfuge politique. Enfin, l'infatigable Franz Ruehl édite des lettres, adressées à Œlsner par Staegemann, à la fois poète et homme de confiance du chancelier Hardenberg. Cette correspondance est d'un certain intérêt historique; malheureusement, Staegemann était trop prudent pour écrire tout ce qu'il savait ou pensait.

Une autre partie de la correspondance de Staegemann est publiée par le même M. Ruehl dans le deuxième volume de ses *Lettres et documents concernant l'histoire de Prusse sous Frédéric-Guillaume III*[2]. Cette correspondance comprend surtout les années où, après des guerres de la délivrance, la réaction se fait sentir en Prusse, à la grande douleur de Staegemann et de ses amis, tous hommes d'idées libérales et élevées. Dans une Introduction intéressante, l'éditeur fait l'histoire du fameux édit de Frédéric-Guillaume III, du 25 mai 1815, qui promettait formellement une représentation nationale. Il réfute entièrement le récit donné par Treitschke et prouve ainsi de nouveau le peu de confiance que l'on peut accorder aux assertions de cet écrivain. L'Introduction contient, en outre, la biographie des correspondants de Staegemann.

Le troisième volume de l'œuvre monumental de M. Alfred Stern, l'*Histoire de l'Europe de 1815 à 1871*[3], mène le récit jusqu'à la révolution de juillet et termine ainsi la première partie du grand

1. *Bausteine zur preussischen Geschichte*, 1re année. Berlin, Schroeder.

2. *Briefe und Aktenstuecke zur Geschichte Preussens unter Friedrich Wilhelm III., vorzueglich aus dem Nachlasse F.-A. v. Staegemanns*, t. II. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900.

3. *Geschichte Europas seit den Vertraegen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von* 1871, t. III. Berlin, Herz.

ouvrage. C'est, ce nous semble, le meilleur des volumes publiés jusqu'à présent; il est rédigé avec la connaissance la plus complète des documents et des faits, avec une impartialité, nous dirions presque une austérité, interrompue rarement d'un mot un peu plus vif, avec beaucoup de justesse dans le dessin des caractères et dans le choix de ce qu'il importe de décrire. La seule chose qui manque à ce beau livre, c'est la vivacité qui entraîne et qui gagne des adeptes. Mais il restera le manuel infaillible du savant, de l'homme politique et de tout ami sincère de la grande histoire.

Les *Souvenirs* du célèbre baron Charles DE STEIN[1] ont été écrits, à ce que l'éditeur anonyme assure, pour le prince royal Louis de Bavière, entre l'an 1815 et l'avènement du prince au trône, en 1825. Ils offrent peu d'intérêt, mais attestent cependant l'hostilité passionnée du grand homme d'État contre son successeur Hardenberg et des tendances à la piété et au conservatisme qui, chez Stein, se sont développées avec l'âge.

M. Félix RACHFAHL[2] cherche à prouver que le successeur de Frédéric-Guillaume III, le mystique et romanesque Frédéric-Guillaume IV, avait toujours été un ami de l'idée nationale et résolu, depuis le commencement de mars 1848, à la réaliser même contre l'Autriche. La proclamation unitaire du 18 mars 1848 n'aurait donc pas été une concession arrachée au roi par la peur, comme on l'a toujours cru. M. Rachfahl ne fait, d'ailleurs, que développer ainsi les opinions de MM. LENZ et Hermann ONCKEN. C'est l'école du jugement intuitif, dont le chef extrême est M. DELBRUECK, école qui a voulu faire de Frédéric le Grand un démon politique, de Napoléon Ier un être inoffensif, forcé à conquérir l'Europe par la nécessité et par la noirceur de l'Angleterre, du Napoléon III malade et hébété de 1870 un hardi conquérant qui ne faisait la guerre à la Prusse que pour la forcer à partager l'Europe avec lui. Les sources authentiques, la marche des événements, les mémoires des contemporains, la correspondance du roi, tout combat cette tentative faite pour changer entièrement l'idée que tout le monde, contemporains et générations postérieurs, s'est faite de Frédéric-Guillaume IV, monarque d'un caractère faible et indécis, d'une intelligence vaste, mais trouble. C'était un rêveur, ce n'était pas un homme d'État capable de suivre une politique rationnelle et réaliste.

Un des hommes qui ont joué un rôle considérable dans l'*année*

1. *Lebenserinnerungen von Karl Freihern v. Stein.* Hagen, Bamberger.

2. *Deutschland, Kœnig Friedrich Wilhelm IV und die Berliner Mærzrevolution.* Halle, Niemeyer.

folle (1848) fut David Hansemann, dont M. Alex. Bergengruen vient d'écrire la biographie[1] : grand industriel et financier, fondateur de sociétés d'assurance, de chemins de fer et de la grande *Disconto-Gesellschaft* de Berlin; en même temps politicien, libéral éclairé, mais fort modéré, selon le type de l'ancien bourgeois rhénan d'il y a trois quarts de siècle. Pendant trois mois, en été 1848, Hansemann fut ministre, et même ministre dirigeant. Mais, aussi faible en politique que grand dans les affaires financières, il favorisa lui-même la réaction qui le désarçonna bientôt. Hansemann est toujours resté oligarque, antisocial, antidémocratique, ami de l'Autriche, adversaire de l'union nationale sous la direction exclusive de la Prusse. Bref, un arriéré, mais un brave et honnête homme, estimé, avec raison, de tous. Sa biographie est très bien faite, sauf la circonstance que M. Bergengruen ne veut pas comprendre à quel point son héros était un mauvais politicien.

Le fécond M. Heinr. von Poschinger a fini la publication des soi-disant Mémoires du ministre Otto von Manteuffel[2]. C'est un immense fatras de documents, pour la plupart très peu intéressants, réunis non pas par Manteuffel, comme le titre le ferait croire, mais par Poschinger, sans critique et sans distinction entre ce qui importe et ce qui n'importe pas, afin d'éditer, à jet continu, autant de gros volumes que possible. La manière dont l'éditeur, tout en admirant l'œuvre de Bismarck, cherche à justifier la politique extérieure de Manteuffel, mesquine et faible, absolument contraire à celle de Bismarck, pèche contre toute vérité. De même le rôle odieux que Manteuffel a joué pour empêcher la régence du prince Guillaume, après que la maladie mentale eut frappé Frédéric-Guillaume IV, est presque passé sous silence. La partie la plus intéressante du deuxième volume (1851-1854) est formée de pièces relatives aux dissentiments violents entre le prince Guillaume et la *camarilla* qui entourait son frère, le roi alors régnant, dont la politique faible et aveugle procurait à la Prusse des humiliations journalières. Ainsi, le document le plus curieux du troisième volume (1854-1882) est un mémoire très étendu, daté du commencement de l'an 1856, dans lequel Manteuffel soumet à une critique foudroyante tout le régime dont il était le premier ministre. C'est la meilleure réfutation de l'apologie tentée par M. de Poschinger.

De véritables mémoires sont ceux du célèbre jurisconsulte et

1. Berlin, Guttentag.

2. *Unter Friedrich Wilhelm IV. Denkwuerdigkeiten des Ministerpræsidenten Frhrn. Otto v. Manteuffel*, vol. II et III. Berlin, Mittler.

homme politique Robert von Mohl, édités et annotés par M. Dietrich Kerber[1]. Écrits pendant vingt-cinq ans, jusqu'en 1874, un an avant la mort de Mohl, ils sont inégaux quant aux points de vue et aux idées de l'auteur, mais partout vifs, attrayants, pleins d'esprit. Professeur d'Université, membre des Chambres des députés de Bade et du Wurttemberg, ainsi que du parlement allemand, ministre plénipotentiaire, Mohl a pu observer de près les hommes et les événements les plus marquants de l'Allemagne de son époque. Il voit bien et clair, mais il est malveillant; il est fin, mais sans aucune élévation. On chercherait en vain les grandes lignes, ce sont les petits traits qu'il aime et qu'il dessine et cisèle avec beaucoup d'art.

D'une trempe bien différente fut un autre professeur politique, Rodolphe Haym, dont les mémoires, rédigés pendant les dernières années d'une existence octogénaire, viennent de paraître[2]; il est vrai qu'ils ne sont continués que jusqu'en 1867, trente-quatre ans avant la mort du vénérable auteur, jadis un des chefs du parti libéral modéré. Ces Souvenirs sont présentés avec un rare talent de conteur; on les lit comme un roman, quoiqu'ils soient véridiques; l'auteur ne s'y ménage nullement. Ni comme philosophe ni comme homme politique, Haym ne se plaça au premier rang, mais il était foncièrement honnête, bon, aimable, fidèle aux amis et à la cause qu'il croyait juste, écrivain intelligent, habile, doué d'un excellent style, ce qui est rare en Allemagne. Il était donc partout estimé et aimé. Ses mémoires sont moins intéressants, mais plus attrayants que ceux de Mohl.

La biographie de Doellinger, par son disciple M. J. Friedrich, est terminée par le troisième volume qui embrasse les années de 1849 à 1890[3]. Il est encore basé, comme les précédents, sur les lettres, documents et manuscrits laissés par Doellinger; mais, depuis 1855, Friedrich était lui-même témoin et bientôt acteur du drame ecclésiastique, et, par conséquent, ce dernier volume est beaucoup plus vivant et plus intéressant que les deux premiers; nous y trouvons l'histoire exacte de l'origine du *vieux catholicisme*, ainsi que de nombreuses anecdotes sur les rois de Bavière, sur Pie IX et son entourage. Quant au caractère de Doellinger, nous voyons confirmé tout ce que les volumes précédents nous avaient enseigné. Doellinger fut, pendant la plus longue époque de son existence, un clérical

1. *Lebenserinnerungen von Rob. v. Mohl*, 2 vol. Stuttgart et Leipzig, Deutsche Verlagsanstalt.

2. *Aus meinem Leben; Erinnerungen*. Berlin, Gaertner, 1902.

3. *Ignaz von Doellinger*, vol. III. Munich, Beck.

ardent, apologiste enthousiaste de la papauté (p. 122), adversaire fanatique, jusqu'à la mauvaise foi, de Luther et de son œuvre (p. 101). Il se tut sur le dogme de l'Immaculée-Conception de Marie, établi par le pape seul, sans concile, et, par conséquent, précurseur de celui de l'infaillibilité papale (p. 146); il se tut, en 1854 et 1855, sur la guerre entreprise par les jésuites et par les *zelanti* contre la théologie allemande (p. 150). Ce ne furent que des déceptions personnelles qui lui inspirèrent l'opposition contre Rome. Il vit son plan de conciles nationaux et provinciaux en Allemagne, qu'il espérait diriger, détruit par la cour papale, qui ne rendit pas moins impossibles, en 1863, les réunions des savants catholiques d'Allemagne, que Doellinger avait instituées après l'échec de son projet plus grandiose. Dans un voyage qu'il fit à Rome, il se vit fort mal traité par Pie IX et décoré d'un titre ridicule pour un homme tel que lui, titre dont il ne s'est jamais servi (p. 181, 185 et suiv.). C'est depuis ce temps qu'il devint le catholique libéral et modéré; mais ce revirement même se fit sans courage et sans grandeur, et il fut pendant longtemps prêt à pactiser avec Rome et avec l'infaillibilité (entre autres, p. 518, 612). La force des choses seule le poussa vers les vieux catholiques, dont, d'ailleurs, il se sépara bientôt. Un grand talent, mais point de caractère!

L'histoire du royaume de Hanovre, par M. Wilh. von Hassell, est terminée par un gros volume qui ne comprend que les années de 1863 à 1866[1]. Nous y retrouvons et les qualités de l'ouvrage, — désir d'impartialité et exactitude dans les détails, — et son défaut principal : ancien officier du roi Georges V, l'auteur se laisse entraîner par ses sentiments personnels et dynastiques. Surtout vers la fin, lorsque la catastrophe s'approche, l'ouvrage devient un véritable hymne en l'honneur du malheureux monarque aveugle. La lecture de l'ouvrage même donnera une tout autre impression; nous y découvrons un roi opiniâtre, borné, autocrate, réactionnaire, haineux, méritant pleinement, par ces défauts, le sort qui a fini par l'emporter, ainsi que son royaume guelfe. La manière dont M. de Hassell juge la politique du Hanovre, en 1866, est d'une partialité prodigieusement naïve; pourtant, le roi et son conseil avaient été édifiés à temps par Bismarck sur les conséquences de leur participation à la mobilisation des troupes fédérales contre la Prusse (voir p. 330); le pays entier essayait, en vain, d'amener le roi à des résolutions plus saines. En élargissant son cadre jusqu'à écrire l'histoire des trois dernières années de la Confédération germanique, l'auteur extrait des rapports

1. *Geschichte des Kœnigreichs Hannover*, vol. II, part. II. Leipzig, Heinsius.

des diplomates hanovriens bien des renseignements inédits et intéressants sur cette époque mouvementée de l'Allemagne. Il a appartenu lui-même à l'héroïque armée hanovrienne qui, en mourant, a jeté encore un vif et glorieux éclat; il fournit le récit le plus circonstancié et le plus véridique de la courte campagne du Hanovre, en juin 1866. Nous apprenons également, de source authentique, que le tsar Alexandre II a vu, avec la plus grande indignation, les annexions de la Prusse en 1866; cependant, l'intérêt de son propre empire finit par l'emporter sur ses sentiments personnels.

« L'appendice aux Pensées et Souvenirs de Bismarck, » publié par M. Horst Kohl[1], n'aura certes pas la vogue populaire de ce dernier ouvrage, mais les documents qu'il contient sont d'une grande importance pour l'histoire de la seconde moitié du siècle passé. Le premier volume donne toute la correspondance entre Guillaume Ier et Bismarck, même les lettres déjà connues; le second ne publie, parmi les autres lettres du chancelier, que celles qui étaient encore inédites ou imparfaitement imprimées. La correspondance entre le monarque et son grand ministre montre celui-là entièrement dépendant de son principal conseiller. Parfois, il essaye de résister, comme dans l'affaire du Schleswig-Holstein, et quand il ne veut pas se laisser entraîner dans la guerre contre l'Autriche. Mais il finit toujours par se soumettre; il est vrai que Bismarck ne craignait pas de se servir d'armes empoisonnées contre ses adversaires (cf. t. I, p. 129 et suiv., 132, 133 et suiv.). Plus tard, il suffit que Bismarck menaçât de donner sa démission pour amener le roi à s'excuser humblement de ses velléités d'indépendance (ibid., p. 190 et suiv., 231 et suiv., 298 et suiv.). Il fallait seulement ménager une double susceptibilité de l'empereur : son orthodoxie religieuse qui croissait avec l'âge (ibid., p. 270 et suiv.), et sa crainte de voir augmenter l'influence du pouvoir parlementaire (ibid., p. 287 et suiv.). Un billet du roi, du 26 février 1870, montre que lui, — sinon Bismarck, — était désagréablement surpris de la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne et qu'il la désapprouvait (p. 207). Non moins intéressant est l'aveu de Bismarck (p. 243 et suiv.) qu'il avait sciemment trompé la diplomatie napoléonienne en prétendant qu'il était prêt à des sacrifices territoriaux, mais qu'il n'y pouvait amener son souverain. « A corsaire, corsaire et demi, disait-il; c'est un vieux proverbe français et de bonne guerre en politique. » Mentionnons enfin une lettre du chancelier, du 11 août 1877, qui

1. *Anhang zu den Gedanken und Erinnerungen von Otto Fuerst von Bismarck*, 2 vol. Stuttgart et Berlin, Cotta.

démontre que les victoires inattendues des Turcs sur les Russes lui paraissaient favorables aux intérêts allemands (p. 273 et suiv.). Dans le second volume, nous voyons Bismarck de bonne heure hostile à la Confédération germanique, trop soumise à l'influence de l'Autriche, et cherchant un prétexte pour la remplacer *ferro et igne* par une nouvelle fédération dominée par la Prusse (p. 291 et suiv.). Comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il suit plutôt sa propre politique que celle de son ministre (p. 300); mais, devenu lui-même chef des Affaires étrangères, il ne souffre aucune indépendance chez ses agents (p. 489). L'histoire documentée du projet d'entrevue entre Bismarck et Gambetta est fort curieuse (p. 493-505). Enfin, les lettres contenues aux pages 540 et suivantes confirment ce que j'avais exposé dans la deuxième édition de ma biographie de l'empereur Frédéric III, à savoir que ce prince, dans les années qui précédèrent la mort de Guillaume Ier, était décidé à conserver Bismarck comme directeur de la politique extérieure de l'Allemagne. Bref, la dernière publication de M. Kohl augmente le nombre, déjà considérable, d'importantes sources authentiques pour l'histoire de la fondation de l'empire d'Allemagne.

Après le vainqueur, le vaincu. M. Heinrich Friedjung édite les papiers laissés par le maréchal Benedek[1]. Le vieux soldat avait détruit tout ce qu'il possédait sur la guerre de 1866. Mais ses lettres à sa femme, qu'il aimait tendrement, ainsi que quelques autres parties de sa correspondance, ont été mises à la disposition de l'historien. Il les a complétées par des documents tirés des archives militaires de Vienne, et il les a intercalées dans une biographie du général. C'était un excellent commandant de corps d'armée, mais son esprit n'était pas assez vaste pour conduire une grande armée. M. Friedjung le reconnaît aussi bien que Benedek l'a fait lui-même. Sous la plume d'un écrivain tel que Friedjung, la biographie de Benedek devient l'histoire de l'armée autrichienne, de 1846 à 1866. Il démontre de nouveau que les généraux aristocrates, loin d'apporter à l'armée, — comme on a voulu le prétendre, — l'esprit de bravoure chevaleresque, l'ont paralysée par leur manque de capacité et d'énergie. Benedek, au contraire, fils d'un simple médecin, brave jusqu'à la témérité, loyal, honnête, sauva l'honneur des armes autrichiennes en 1859; mais, quoique illettré, rude jusqu'à la grossièreté, borné dans sa vigoureuse intelligence, il fut élevé aux plus hautes positions contre son gré, car il connaissait bien lui-même les limites

1. *Benedeks nachgelassene Papiere.* Leipzig, Gruebel und Sommerlatte.

de ses capacités militaires. Le martyre que, durant et après la campagne de 1866, l'empereur François-Joseph et l'archiduc Albert ont imposé à l'infortuné maréchal et la grandeur d'âme avec laquelle Benedek l'a supporté sans se plaindre sont exposés d'une manière touchante par M. Friedjung.

Un personnage bien moins sympathique est Théod. von Bernhardi, dont le *Journal* est arrivé, avec un septième volume, aux années de 1867 à 1869[1]. Il traite surtout de son séjour en Italie, comme délégué militaire officieux de la Prusse, position qu'il perdit à cause de son immixtion dans les affaires intérieures de l'armée italienne. Fort entiché de sa personne et de ses relations, Bernhardi est très crédule, si bien que ce volume est rempli de réflexions et de racontars immédiatement démentis par les faits. Il y a pourtant quelque chose à glaner dans ce gros volume : tels les rapports secrètement établis, en 1867 et 1868, entre le gouvernement prussien et le parti garibaldien, afin de combattre une alliance franco-italienne; les projets de Garibaldi de détruire le pouvoir non seulement temporel, mais encore spirituel du pape (p. 85); la conviction de Moltke (p. 373), en décembre 1869, de la supériorité militaire de la Prusse en comparaison avec la France. Les cercles officiels à Berlin en voulaient alors à Bismarck de ne pas s'être servi de la question du Luxembourg pour écraser la France encore mal préparée à une grande guerre.

Le rival de Moltke était le comte de Blumenthal, deux fois chef de l'état-major du prince royal de Prusse[2]. Ses *Journaux*, publiés par le comte Albert de Blumenthal, contiennent d'abord une courte biographie, écrite par le maréchal lui-même, jusqu'en 1848, puis un journal trop abrégé et presque exclusivement personnel de la guerre de 1866, et enfin, comme partie la plus étendue et de beaucoup la plus importante, le journal de la guerre de 1870-1871. Parmi les différentes causes de dissentiment entre les personnages principaux de l'armée allemande pendant le siège de Paris, la plus irritante était celle du bombardement de la capitale. Blumenthal, ainsi que Moltke et le prince royal, étaient adversaires du bombardement, qu'ils croyaient inefficace pour amener la reddition de la grande ville et, par conséquent, nuisible au prestige militaire de l'Allemagne. Bismarck, qui, contre tous les hommes compétents, était d'un avis

1. *Zwischen zwei Kriegen.* Leipzig, Hirzel.

2. *Tagebuecher des Gen. Feldmarschalls Grafen v. Blumenthal.* Stuttgart et Berlin, Cotta.

opposé, finit par amener le roi, par des intrigues de tout genre, à commander le bombardement, qui n'eut d'autre conséquence que d'exaspérer encore davantage les Parisiens et d'indisposer l'opinion de l'Europe contre les Allemands. La légende d'une influence exercée sur le prince royal par sa mère et par sa femme en vue d'empêcher le bombardement est définitivement détruite par le journal de Blumenthal, très intéressant encore sur d'autres questions.

Le général de Fransecky est surtout connu par la résistance héroïque que, dans la bataille de Sadowa, il opposa avec une seule division à plus de deux corps d'armée autrichiens, et par laquelle il maintint la lutte jusqu'à l'arrivée de l'armée du prince royal. Ses Mémoires, publiés par le lieutenant-colonel Walter von Bremen[1], finissent déjà avec l'an 1843, mais l'éditeur les continue en utilisant les lettres et le journal du général et d'autres sources authentiques, tels que rapports militaires, souvenirs de famille et communications de compagnons d'armes. Fransecky exigeait beaucoup de ses officiers et soldats, mais, en même temps, il était bienveillant et surtout juste et honnête, avec cela organisateur et administrateur consommé et guerrier aussi adroit que courageux. Il a encore joué un rôle considérable dans la guerre de France. La biographie est bien écrite et donne une idée complète d'un militaire, non pas de génie, mais d'une habileté et d'une bravoure hors ligne.

La biographie du général von Krause, par Hedwig von Grolman[2], n'a aucune importance historique, sauf sur le point que voici : En 1870, Krause, chargé du service d'information au grand quartier général allemand, constate à différentes reprises que « son travail « est fondé en grande partie sur sa propre étude des armées et sur « une simple combinaison des nouvelles et des faits qui lui arrivent « par les chemins les plus divers, même sans espions. » Il se moque de l'idée que l'on se fait d'un vaste système d'espionnage prussien. Les journaux de Paris, les nouvelles de Bruxelles et les ballons que l'on capture lui rendent beaucoup plus de services que le prétendu espionnage.

Les études concernant l'histoire et la tactique militaires, publiées par le grand état-major prussien, s'adressent en première ligne à l'armée. Cependant, le premier volume[3] contient plusieurs faits

1. *Denkwuerdigkeiten des Generals v. Fransecky.* Bielefeld et Leipzig, Velhagen et Klasing.

2. *Ernst Eduard von Krause.* Berlin, Mittler.

3. *Studien zur Kriegsgeschichte und Taktik*, 1er vol. : *Heeresbewegungen im*

concernant la guerre de 1870-71, qui ont de l'intérêt pour l'historien proprement dit. Le premier chapitre décrit les mouvements de la IIe armée allemande et de l'armée française du Rhin pendant le 16 et le 17 août 1870. Il prouve que les chefs de la IIe armée avaient versé dans l'erreur en croyant que les masses françaises venaient déjà de franchir la Meuse; que, sur ce point, Moltke avait des idées plus justes, mais que le prince Frédéric-Charles et ses conseillers ne faisaient aucune attention aux ordres émanés du grand quartier général. Ce ne fut donc que grâce à l'intelligence et à la résolution du général Alvensleben, commandant le 3e corps, que les Allemands réussirent à retenir l'armée française par la bataille de Mars-la-Tour. Les auteurs de ce chapitre blâment sévèrement plusieurs autres mesures de la IIe armée et confirment ainsi le jugement peu favorable que feu M. Hœnig a porté sur Frédéric-Charles et son entourage. Ils approuvent, au contraire, la conduite générale de Bazaine, tout en critiquant quelques détails. Le deuxième chapitre traite des opérations de la IIIe armée et de l'armée de la Meuse, allemandes, du 23 au 29 août 1870 : changement de front de 200,000 hommes au milieu des plus grandes difficultés techniques et d'une situation fort incertaine. Le troisième chapitre, le plus faible et le moins clair, expose la retraite du général Chanzy d'Orléans à Vendôme avec beaucoup d'éloges à l'adresse de ce chef d'armée et de blâme pour les fautes commises par le grand-duc de Mecklembourg. Le quatrième chapitre, enfin, parle des opérations dans le sud-est de la France et de l'armée de Bourbaki. Ce général aurait remporté la victoire sur la Lisaine s'il n'avait supposé à son adversaire de Werder le double des forces dont celui-ci disposait réellement et si la terreur de l'approche de Manteuffel ne l'avait paralysé. Les auteurs blâment beaucoup Freycinet, qui, lui, ingénieur, avait organisé ou plutôt désorganisé le transport des troupes par chemin de fer d'une manière insensée et désastreuse, et qui ne cessait de forger des projets impossibles, par lesquels il finit par accabler complètement le malheureux Bourbaki[1].

Bien informé sur les événements et sur les personnages dirigeants des armées allemandes, le colonel Georges Cardinal von Widdern donne des renseignements très précieux sur la manière dont les chefs

Kriege 1870-71. Hrsg. vom Grossen Generalstabe, avec un volume de cartes. Berlin, Mittler.

1. Rappelons les réserves que nous avons déjà cru devoir faire sur cette appréciation du rôle de Freycinet, *Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 344. [Note de la Rédaction.]

ont exercé le commandement pendant et immédiatement après la bataille de Spicheren[1]. Ce combat est dû à la désobéissance du vieux général Steinmetz aux ordres du roi et de Moltke et à l'impétuosité de chefs de troisième rang; les Allemands ne la gagnèrent que grâce à l'incapacité du général Frossard, ainsi qu'au manque de résolution de Bazaine et de ses subordonnés, et enfin grâce au talent et à l'énergie du général d'Alvensleben, commandant le 3e corps allemand, le héros de Mars-la-Tour, dont la gloire s'accroît par toutes les recherches nouvelles. L'étude du colonel Cardinal von Widdern est un modèle de monographie militaire et sera très utile à l'historien de la guerre franco-allemande.

Auteur d'un grand nombre de travaux sur cette même guerre, le major Kunz vient de se tourner vers la lutte entre Serbes et Bulgares, en 1885[2]. Son excellent travail éclaire d'une vive lumière le personnage vigoureux et distingué du prince Alexandre de Bulgarie et les faiblesses du pauvre Milan de Serbie. Les Serbes ont perdu la bataille de Slivitzna à cause de l'incertitude et de l'incapacité de leur roi, nullement à cause de la force de la position des Bulgares. Les Serbes profitèrent de cette dure leçon et leur conduite fut déjà bien meilleure à la bataille de Pirot. Les Bulgares, quoique encore vainqueurs, souffrirent du défaut de chefs supérieurs expérimentés et d'états-majors bien organisés.

Le grand ouvrage de M. Alfred Zimmermann sur l'histoire des colonies européennes, dont nous avons déjà parlé dans cette *Revue*, t. LXXV, p. 189, nous conduit sur un tout autre terrain. Le quatrième volume[3] examine la colonisation française. Fondé sur une connaissance complète de la littérature spéciale, il prouve que ce n'est pas l'incapacité colonisatrice du peuple français qui a amené la chute de son ancien empire colonial, mais le manque d'une marine suffisante, la maladresse et le despotisme du pouvoir central, le mauvais traitement infligé aux colonies pour la seule utilité de la mère patrie et l'influence trop grande du clergé, surtout des jésuites. Au contraire, la nationalité française s'est développée d'une manière étonnante dans les colonies autrefois françaises, depuis qu'elles ont été soustraites par la conquête britannique à la mauvaise administration de l'ancien régime.

1. *Kritische Tage*, 1re série, t. III : *Die Befehlsfuehrung am Schlachttage von Spicheren und am Tage darauf*. Berlin, Eisenschmidt, 1900.

2. *Der Serbisch-bulgarische Krieg*. Berlin, Mittler.

3. *Die Europæischen Kolonien*, t. IV : *Die Kolonialpolitik Frankreichs*. Berlin, Mittler.

M. Albrecht Wirth se distingue, parmi les historiens allemands, par ses connaissances étendues des événements et des populations de l'Asie septentrionale et orientale. Cet avantage se fait valoir dans son livre : « Nationalités et grandes puissances dans l'histoire[1]. » Mais c'est à peu près tout ce que l'on saurait dire en faveur d'un ouvrage d'ensemble qui fourmille d'erreurs dans les faits comme dans les appréciations. Voyons par exemple la première phrase du livre : « Les origines des notions historiques consistent en traditions écrites des familles nobles. » C'est absolument faux : dans l'antiquité orientale, les premières notions historiques sont dues aux monuments royaux, dans l'antiquité grecque et dans le moyen âge aux registres des sanctuaires. Page 2, l'auteur nomme la guerre de Péloponèse un épisode dont Thucydide aurait eu tort de faire le centre du développement hellénique. Il se plaît en de continuelles comparaisons avec les sciences naturelles, comparaisons souvent erronées, presque toujours artificielles. Ainsi, la *race* serait « l'atome constant et immobile des progrès chimiques de l'histoire » (p. 6), et à la page suivante nous lisons que la race change constamment par des combinaisons, des mélanges et l'isolement, ce qui implique contradiction. Rien n'est plus faux que la manière dont l'auteur caractérise les grandes races comme telles, en négligeant les immenses différences existant entre les peuples de la même race, entre les diverses phases historiques des mêmes nations. Il serait inutile de continuer ainsi la liste de ses jugements qui portent à faux. Tout l'avantage échoit, cela va sans dire, à la race aryenne, et dans celle-ci à la nation allemande, dont M. Wirth glorifie même l'art politique, qualité qui, abstraction faite de quelques hommes de génie, manque absolument à ce peuple. Les huguenots de France seraient « en grande partie germaniques » (p. 125) ! L'on ne saurait pas comment les juifs sont venus en Allemagne, où on les trouve tout à coup au VIIIe siècle (p. 128); tandis que, en réalité, ils y sont établis depuis le commencement de l'ère chrétienne, arrivant à la suite des légions romaines. Bref, c'est un livre manqué. La considération la plus vraie est celle qui concerne les prétendues lois de l'histoire (p. 185 et suiv.), que M. Wirth compare, avec raison, aux équations avec plusieurs inconnues.

C'est à tort que M. Théodore Lindner donne à son livre le titre de « Philosophie de l'histoire[2]. » Il n'y a pas, chez lui, trace d'un rai-

1. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte.* Munich, Bruckmann.

2. *Geschichtsphilosophie. Einleitung zu einer Weltgeschichte seit der Vœlkerwanderung.* Stuttgart, Cotta.

sonnement philosophique, mais le petit volume contient plutôt des considérations positives et pratiques sur l'histoire. Nous y trouvons quelques bons aperçus, fruits d'une réflexion prudente et mûre : tel le précepte que l'historien ne doit envisager que le passé et jamais l'avenir, qu'il ne doit avoir égard qu'à ce qui a précédé les événements dont il s'occupe, et que c'est seulement ainsi qu'il saura comprendre la vraie connexité des choses humaines. Nous mentionnons encore la belle théorie de l'action et de la réaction (p. 23), l'exposé relatif à l'influence des idées politiques et sociales dominantes et à la manière d'écrire l'histoire (p. 108 et suiv.), la remarque si juste que les religions ne forment pas les nations, mais que les nations font leurs religions (p. 143). Cependant, comme « philosophie de l'histoire, » comme ensemble, le livre est manqué. Les définitions sont erronées, la méthode insuffisante, et des répétitions fréquentes contrastent avec la manière superficielle dont plusieurs parties sont traitées. Comme la plupart des auteurs contemporains qui cherchent à envisager l'histoire d'un point de vue élevé, M. Lindner a choisi juste deux catégories, dans lesquelles il enferme tous les phénomènes et toutes les évolutions historiques : la *continuité* et la *variabilité*, comme, par exemple chez M. Breysig, ce sont la *personnalité* et la *communauté*. Ce sont là des notions tellement larges, incertaines et flottantes qu'on peut y faire entrer tout ce que l'on veut. Mais à quoi cela sert-il? Quelle idée plus juste y gagnerons-nous quant au fond? On pourrait facilement inventer une douzaine d'autres de ces étiquettes pour les mettre sur l'immense variété des choses humaines. Manié par des penseurs fins et savants, c'est un joli jeu d'esprit qui donne lieu à beaucoup de bonnes observations. Mais cela n'est pas de la philosophie de l'histoire.

M. Jakob Hollitscher dirige une critique spirituelle et savante contre la philosophie matérialiste de l'histoire, surtout contre celle de Karl Marx[1]. M. Hollitscher apprécie pleinement le génie du penseur socialiste et le défend contre les attaques mesquines ou malveillantes de beaucoup de ses adversaires. Il reconnaît le mérite de Marx d'avoir compris que l'homme est le facteur et point l'objet du procès historique. Mais il conteste l'opinion de Marx que l'homme soit guidé inconsciemment par les forces productives, tandis que, en réalité, c'est l'homme qui, sciemment, crée ces forces; il est vrai que, une fois mises en mouvement, elles s'affranchissent de sa direc-

1. *Das historische Gesetz. Zur Kritik der materialistischen Geschichtsauffassung.* Dresde et Leipzig, Reissner.

tion et le soumettent à leur empire, jusqu'à ce que, sciemment encore, il se révolte contre elles et les remplace par d'autres. Les tendances économiques sont une partie très importante, mais nullement exclusive, de l'action consciente de l'homme. La loi historique a pour base l'individualité humaine et se distingue ainsi des lois de la nature. Jusque-là, nous suivrons volontiers M. Hollitscher, mais nous croyons qu'il se trompe en interdisant aux historiens de combattre les *théories* matérialistes en histoire par des *faits* historiques, « par une guerre d'escarmouches, » comme il appelle cette méthode. Au moment où l'on montre que des faits incontestables contredisent une théorie, celle-ci est réfutée beaucoup plus sûrement que par n'importe quel raisonnement *a priori*. D'autre part, M. Hollitscher nous semble exagérer la valeur de l'originalité de Marx. Quand celui-ci émet l'axiome : « Sans contraste, nul progrès, » cela a souvent été dit avant lui, depuis Héraclite, et lorsqu'il prétend : « L'histoire de toute société humaine a été l'histoire de combats de classes, » il commet une erreur. Les luttes religieuses et les guerres internationales échappent, pour la plupart, à cette classification monotone. L'humanité est un instrument polyphone, et ceux qui veulent la réduire à ne donner qu'un son unique tombent dans l'arbitraire ou dans le pédantisme.

M. Philippson.

ESPAGNE.

1899-1900.

La littérature historique continue à être très abondante chez nous. Sans doute, ici comme partout ailleurs, elle produit bien des choses inutiles ou insignifiantes; mais, même en faisant un choix et en laissant de côté certains sujets (histoire sociale, juridique, économique), on y trouvera des sources importantes et des livres nombreux qui méritent d'être signalés aux hispanistes.

Documents. — Dans le *Bulletin* précédent[1], j'ai parlé des premiers volumes de l'ouvrage consacré par M. Danvila aux sources relatives à la révolte des *Comuneros* au xvie siècle, et j'ai indiqué alors le caractère de ce recueil de documents[2]. L'Académie de l'histoire en a continué la publication dans les volumes XXXVIII, XXXIX et XL de son *Memorial histórico*, et dès maintenant on peut utiliser les renseignements nouveaux qu'il apporte et faire les rectifications qui s'imposent au récit légendaire de la bataille de Villalar et de ses conséquences. La même Académie a fait paraître les tomes XII et XIII de la *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones españolas de ultramar* (2e série). Le sujet du premier est d'une triste opportunité chez nous, puisqu'on y voit prophétiser la perte de nos colonies américaines par certains politiques qui, bien avant les premières révoltes, voyaient déjà quelle serait la fin de notre empire colonial[3]. Le second tome est consacré au Yucatán[4]. Dans la collection des *Cortes* d'Aragón, Valence et Catalogne, le volume II, nouvellement paru, comprend les actes des *Cortes* catalanes depuis 1359 jusqu'en 1367[5], tandis que la collection des *Cortes* castillanes, entreprise par la Chambre des députés, arrive à son volume XIX avec les actes de 1598 à 1601[6]. L'histoire diplomatique est représentée seulement par le recueil des traités passés durant la minorité du roi Alphonse XIII (régence de Marie-Christine) avec les États étrangers[7].

1. Voir *Revue historique*, septembre-octobre 1900.
2. *Historia crítica y documentada de las Comunidades de Castilla*, vol. IV, V et VI. Madrid, 1899-1900.
3. *Vaticinios de la pérdida de las colonias*. Madrid, 1899, in-4°, xvi-596 p.
4. *Relaciones del Yucatán*, II. Madrid, 1900, in-4°, xvi-414 p.
5. *Cortes de Cataluña*. Madrid, 1899, in-fol., 513 p.
6. *Cortes de Castilla*. Madrid, 1899, in-fol., 874 p.
7. *Colección de los tratados, convenios y documentos internacionales cele-*

Les *Monumenta historica Societatis Iesu*[1], dont la *Revue historique* a parlé précédemment, méritent une mention spéciale. Toutes leurs séries sont importantes, bien qu'elles ne renferment pas encore le genre de documents qui peuvent être les plus intéressants pour les historiens de la Compagnie en Espagne. A remarquer particulièrement les *Monumenta paedagogica*, les *Monumenta Xaveriana* et le *Chronicon*.

M. Soler y Palet a publié le *Livre des privilèges de la ville de Tarrasa*[2], intéressant pour l'histoire municipale de la Catalogne, et M. Martinez Salazar une magnifique édition de la traduction de la *Crónica troyana*[3] faite en Gallice au XIIIe siècle; elle est précédée de notices grammaticales et d'un vocabulaire rédigé par M. R. Rodriguez. Important pour la connaissance de l'histoire intime de la dernière guerre hispano-américaine est le volume de documents concernant l'escadre qui fut anéantie à Santiago-de-Cuba, documents publiés par l'amiral Cervera y Topete[4]. Bien que l'auteur ne soit pas Espagnol et que l'impression ait été faite hors d'Espagne, je crois devoir signaler, puisque des communautés de langue et d'histoire unissent les littératures péninsulaire et américaine, les volumes XX, XXI, XXII et XXIII[5] de la très utile *Collection de documents inédits pour l'histoire du Chili depuis le voyage de Magellan jusqu'à la bataille de Maipo (1518-1818)*, éditée par M. J.-T. Medina.

Bibliographie. — Malgré le culte dont Cervantès est l'objet en Espagne et hors d'Espagne, on manquait d'une bonne bibliographie du cervantisme, indispensable pour s'orienter parmi le nombre considérable de publications de ce genre. M. Rius a pourvu à ce besoin avec deux splendides volumes, dont le premier, bien qu'imprimé depuis 1895, n'a pas été mis en vente avant la publication du second[6]. L'ouvrage de M. Rius n'est pas sans défauts ni sans lacunes, au dire des cervantistes, mais il est à coup sûr le plus copieux et le plus soigné dont nous puissions disposer. Remarquable est aussi la bibliographie de Hartzenbusch[7] dressée par son

brados por nuestros gobiernos con los Estados extranjeros... Regencia de Dª Maria Cristina, t. I. Madrid, 1899, in-4°, VI-552 p.

1. Madrid, 1899-1900. La publication se fait par des fascicules mensuels.
2. Barcelone, 1899, in-4°, VIII-116 p.
3. La Corogne, 1900, in-fol., 2 vol., XVI-366 et 368 p.
4. El Ferrol, 1899, in-4°, 218 p.
5. Santiago-de-Chile, 1900, in-4°, 430-568, XXII-511 et 496 p.
6. *Bibliografia crítica de las obras de Miguel de Cervantes Saavedra*, 2 vol. Barcelone, 1895-1899, in-4°, VIII-482 p.
7. Madrid, 1900, in-4°, XII-452 p.

fils Eugène. Les manuscrits arabes de l'Université de Grenade ont été catalogués par M. le professeur Almagro[1]; les cartes et autres documents géographiques et topographiques des archives des Indes concernant le Mexique et les Florides par M. Torres-Lanzas[2]. Trois bibliographies locales méritent d'être mentionnées. D'abord, celle des écrivains de la province de Guadalajara[3], publication très soignée de M. Catalina y Garcia et abondante en renseignements nouveaux; le catalogue des ouvrages imprimés à Cordoue depuis les premiers temps de l'imprimerie, rédigé par M. Valdenebro et couronné par la Bibliothèque nationale[4], et l'essai de bibliographie du Montserrat[5], dû à M. Bulbena[6], et dont les nombreuses lacunes ont été relevées par l'érudit Elias de Molins dans la *Revista critica de historia y literatura*[7].

Pour l'histoire du droit espagnol, on manque de bibliographies critiques permettant de fixer le texte de plusieurs documents qu'on cite et qu'on utilise aujourd'hui avec peu de précision. Ce besoin, on l'éprouve même dans l'histoire du droit castillan, qui semble la plus connue, mais elle est plus grande pour ce qui concerne le droit des régions aragonaise, valencienne, etc. M. le professeur Ureña vient d'inaugurer ce genre de travaux pour l'Aragon avec une intéressante monographie sur les éditions des *Fueros* et *Observancias* antérieures à la compilation de 1547[7], et il a rectifié quelques erreurs très communes. La bibliographie commerciale de M. Terron[8] sera utile à consulter. Pour les Baléares, il a été publié un Annuaire bibliographique de l'année 1898[9].

Histoire de l'art. — Le goût des études archéologiques, qui a chez nous des précédents remarquables dans les ouvrages de Ponz, Piferrer, Quadrado, Rios, Caveda, Riaño, etc., se répand de plus en plus parmi les érudits. On fait des recherches, des fouilles qui augmentent sans cesse le contingent des musées et des collections particulières. La trouvaille récente de parties architectoniques inconnues

1. Granada, 1899, in-4°, 19 p.
2. Séville, 1900, 2 vol. in-8°, 224 et 201 p.
3. *Biblioteca de escritores de la provincia de Guadalajara, Bibliografia de la misma hasta el siglo XX.* Madrid, 1899, in-4°, XII-801 p.
4. *La Imprenta en Córdoba.* Madrid, 1900, in-4°, XXX-721 p.
5. *Primer assaig de bibliografia monserralina.* Barcelone, 1899, in-8°, 55 p.
6. T. IV, p. 209.
7. Madrid, 1900, in-4°, 40 p.
8. *Bibliografia mercantil. Reseña critico-biográfica-bibliográfica de las obras publicadas en España durante el presente siglo para la enseñanza mercantil.* Madrid, 1900, in-4°, 60 p.
9. Sampol, *Anuario bibliográfico balear.* Palma, 1899, in-8°, 96 p.

dans la chapelle du Cristo de la Luz à Tolède (1899) a donné lieu à la publication de deux monographies : l'une de M. Moraleda[1], l'autre de M. R. Amador de los Rios[2], qui renseignent bien sur l'importance de la découverte. M. Pérez-Villamil a mis à contribution les papiers des archives de Sigüenza pour trouver des indications nouvelles sur la cathédrale[3]. M. Ramirez de Helguera a étudié le monastère de Saint-Zoil à Carrión de los Condes[4] et M. l'architecte Lampérez, qui a des vues originales sur l'art chrétien en Espagne, vient de publier de suggestives observations sur divers monuments du moyen âge à Ségovie, Toro et Burgos[5]. Dans son discours de réception à l'Académie de l'histoire, M. le marquis de Monsalud a résumé les progrès modernes de l'archéologie romaine et wisigothique dans l'Extremadoure[6], sujet dont il s'est occupé à plusieurs reprises dans le *Bulletin* de l'Académie en faisant connaître de nouvelles inscriptions. M. Rada a écrit un rapport sur la magnifique mosaïque romaine trouvée près de la Bañeza, dans la province de Léon[7].

L'histoire de la peinture a profité du centenaire de Velasquez, dont la vie et les œuvres ont été l'objet de quelques monographies, la plupart d'ailleurs de pure vulgarisation. Signalons, cependant, celles de MM. Picón[8], Mesonero[9] et Pérez de Guzmán[10]. D'un caractère plus technique est le livre excellent de M. Beruete, qui a été imprimé en français à Paris[11] et qui mérite d'être signalé d'une manière toute spéciale.

En fait de numismatique, il n'y a d'autre chose à citer qu'un rapport de M. Moraleda sur les monnaies et médailles inédites de Tolède, lu au Congrès tenu à Paris en 1900[12].

L'art de l'imprimerie a été étudié spécialement à Valence et aux Philippines. Pour ce qui concerne Valence, l'érudit Serrano a rédigé

1. Toledo, 1899, in-8°, 15 p.
2. Madrid, 1899, in-8°, 42 p.
3. *Estudios de historia y arte. La catedral de Sigüenza erigida en el siglo XII.* Madrid, 1899, in-4°, XIX-482 p.
4. Palencia, 1900, in-8°, 110 p.
5. Segovia, Toro y Burgos, *Observaciones sobre algunos de sus monumentos de la Edad Media.* Madrid, 1899, in-4°, 47 p.
6. Madrid, 1900, in-4°, 57 p.
7. Madrid, 1900, in-4°, 18 p. et une planche.
8. *Vida y obras de Velázquez.* Madrid, 1899.
9. *Velazquez fuera del Museo del Prado.* Madrid, 1899.
10. *Los Retratos historicos de Velázquez. D. Gaspar de Guzmán.* Madrid, 1899.
11. *Velazquez.* Paris, 1898.
12. Mâcon, 1900.

un remarquable dictionnaire des imprimeurs, depuis les premiers établissements du xve siècle[1], qui résout bien des questions douteuses jusqu'aujourd'hui. Sur les Philippines, M. Medina avait publié un volumineux ouvrage, auquel M. Retana vient d'apporter un grand nombre d'additions et de corrections très curieuses[2].

Histoire littéraire. — C'est le domaine favori de nos érudits, et heureusement il donne des profits considérables. On le voit bien dans les deux volumes d'études dédiés à M. Menendez y Pelayo[3], magnifique recueil de monographies écrites par des hispanistes étrangers et des auteurs espagnols. Il comprend cinquante-sept travaux; quelques-uns n'appartiennent pas à l'histoire littéraire; mais la plupart ont ce caractère, et c'est pour cela que je classe le recueil dans ce paragraphe. Inutile de dire qu'il serait impossible d'analyser chacune de ces études, d'autant qu'elles portent sur les sujets les plus divers et dépassent pour cela même la compétence de n'importe quel critique. Il suffira de dire que dans les deux volumes figurent les noms de la plupart, — malheureusement pas de tous, — des bons érudits et historiens indigènes et étrangers qui s'adonnent à l'histoire d'Espagne et de signaler spécialement les monographies qui ont le plus de nouveauté et d'utilité. C'est le *Romancero de Fernán González* (le fameux comte de Castille), par M. R. Menendez-Pidal, dont l'autorité est bien connue en fait d'histoire littéraire; le Droit dans le poème du *Cid*, admirable peinture des institutions juridiques de la Castille au xiie siècle tracée par M. E. de Hinojosa d'après les renseignements du poème confirmés par les documents de l'époque; les trois études des arabisants Ribera, Asin et Pons sur les ouvrages historiques et philosophiques de Mohidin et Aben-Hazam et leur influence sur les auteurs chrétiens, notamment Raimond Lull; les additions de M. Pérez-Pastor à la biographie de Lope de Vega; la description documentée de la Bible de Rabi Mose-Arragel, par M. Paz-Melia; les notices inédites et très curieuses que donne M. Rubió sur la domination catalane en Grèce au xive siècle; la juridiction apostolique en Espagne et le procès de D. Antonio de Covarrubias, par M. R. Hinojosa; la vie de l'amiral d'Aragón, François de Mendoza, écrite par M. Rodriguez-Villa; les deux chansons inédites que M. Serrano attribue à Cervantès; la bibliogra-

1. *Reseña histórica en forma de diccionario de las imprentas que han existido en Valencia.* Valencia, 1898-1899, in-4°, xxviii-657 p.

2. *La Imprenta en Filipinas.* Madrid, 1899, in-4°, 280 p.

3. *Homenaja á Menéndez y Pelayo en el año vigésimo de su profesorado. Estudios de erudición española, con un prólogo de D. Juan Valera,* 2 vol. Madrid, 1899, in-4°, xxxiv-869 et 953 p.

phie critique des traducteurs castillans de Molière, rédigée par M. Cotarelo; le roi D. Pedro Ier de Castille au théâtre, par M. Lomba. Parmi les travaux d'auteurs étrangers, il faut remarquer : Quarante lettres inédites d'Alphonse Valdès, que publie Böhmer; une curieuse étude de Haan sur les *picaros* et *ganapanes* contemporains des romans picaresques; les additions de Farinelli à son remarquable livre sur *Don Giovanni;* les lettres érudites échangées entre le marquis de Mondéjar et Étienne Baluze (1679-1690) que nous fait connaître A. Morel-Fatio; les observations de Pio Rajna sur Roncevaux et la *Chanson de Roland* et la révélation de la première traduction espagnole de la *Divine Comédie* par D. Enrique de Aragón, trouvée par M. Schiff dans un ms. de la Bibliothèque nationale (fonds Osuna).

Pour sa part, M. Menendez y Pelayo a continué son Anthologie des poètes lyriques castillans, et à ce propos il a écrit une histoire vraiment admirable, par le fond et par la forme, de la poésie espagnole; les volumes VIII, IX et X[1] sont consacrés à la réimpression critique du recueil de romances publié jadis par Wolf et Hofmann, avec des additions nombreuses et remarquables. Il a, en outre, achevé l'édition fragmentaire de la *Propaladia* de Torres Naharro entreprise par Cañete en donnant un second volume[2] qui porte une excellente biographie de l'auteur.

La littérature cervantiste s'est enrichie de quelques études, parmi lesquelles on remarque celle de M. Apraiz sur *Cervantes vascófilo*[3] et le discours lu à l'Académie espagnole par M. Cotarelo sur les imitations de don Quichotte[4]. A signaler aussi un volume d'études littéraires par le marquis de Valmar[5], l'historien bien connu de la poésie au XVIIIe siècle.

Moyen age. — C'est l'histoire de l'Espagne arabe qui a fait l'objet du livre le plus remarquable appartenant à ce paragraphe. Je parle de l'étude savante et minutieuse sur la fin de la domination almoravide et l'introduction des Almohades[6] que nous a donnée M. le professeur Codera. L'auteur, dont le sens critique est d'une prudence peut-être exagérée, a reconstruit l'histoire des troubles qui amenèrent la décadence du pouvoir almoravide, la formation des petits

1. Madrid, 1899 et 1900, in-8°, LXXXVI-300, 360 et 350 p.
2. Madrid, 1900, in-8°, CLXII-418 p.
3. Vitoria, 1899, in-8°, 287 p.
4. Madrid, 1900, in-4°, 53 p.
5. *Estudios de historia y de crítica literaria.* Madrid, 1900, in-8°, 476 p.
6. *Decadencia y desaparición de los Almoravides en España* (Coleccion de estudios árabes, vol. III). Zaragoza, 1899, in-8°, XXXII-421 p.

royaumes qui recherchèrent l'alliance des chrétiens, et, tout en laissant subsister les lacunes qui interrompent encore notre connaissance historique de cette époque, il a rectifié certaines erreurs trop répandues, comme celles de l'intransigeance religieuse des Almoravides. C'est une œuvre à la fois solide et attachante. Dans la même Collection d'études arabes, où figure le livre de M. Codera, un autre arabisant, M. Gaspar, a imprimé, avec une introduction intéressante, la traduction du Collier de perles, traité sur la politique, par Moussa II, roi du Tremecen au xive siècle[1].

Le mouvement régionaliste qui trouble la Catalogne depuis quelques années a cherché, comme d'habitude, à s'appuyer sur l'histoire. Malheureusement, au lieu de rechercher rigoureusement la vérité historique et de fixer dûment documenté le tableau de la civilisation catalane au moyen âge et des maux réels, s'il y en eut, produits par l'union à la Castille depuis le xvie siècle, on s'est réfugié dans les légendes insoutenables; on a hasardé des affirmations tout à fait contraires aux faits avérés. Déjà M. Jiménez, archiviste de la couronne d'Aragón, avait réfuté dans un article de la *Revista crítica*, puis dans son discours de réception à l'Académie de Barcelone[2], les légendes répandues sur la mort du comte d'Urgell, rival de Ferdinand Ier pour la succession au trône d'Aragón. M. C. Soler a repris le même sujet, et, dans un petit livre sur la décision du Parlement de Caspe[3], il a discuté et anéanti les jugements des catalanistes sur Ferdinand et sur son droit à la couronne et il a justifié la conduite de saint Vincent Ferrier. Le livre de M. Soler n'apprendra rien de nouveau aux érudits, mais il instruira le grand public. Il reste bien d'autres erreurs à réfuter chez les catalanistes qui, certes, n'ont pas besoin, pour défendre leur programme, de refaire arbitrairement l'histoire, ainsi que tout récemment vient de le faire M. Domenech[4].

M. Catalina-Garcia a fini le second volume de son histoire des règnes de Pierre Ier, Henri II, Jean Ier et Henri III de Castille, qui est aussi soigné que le premier[5]. Une brève étude de M. Ramirez de Arellano sur l'ordre castillan de la Bande[6] a pour but de déterminer

1. *El Collar de perlas. Obra que trata de política y administración, escrita por Muza II, rey de Tremecen* (Colección de estudios árabes, vol. IV). Zaragoza, 1899, xxxviii-486 p.

2. Barcelone, 1899, in-4°, 32 p.

3. *El Fallo de Caspe.* Barcelona, 1899, in-16, 254 p.

4. *La Cuestión catalana.* Dans la revue *la Lectura*, janvier 1902.

5. *Castilla y Léon durante los reinados de Pedro I, Enrique II, Juan I y Enrique III.* Madrid, 1900, in-4°, 506 p.

6. Córdoba, 1899, in-8°, 65 p.

les motifs qui amenèrent Pierre Ier à faire figurer cet ordre dans la décoration des palais de Séville et de Carmona.

Histoire moderne. — L'histoire externe et l'aspect économique de la *Casa de Contratación de Indias*, fondée à Séville en 1503, était assez connue depuis longtemps. Des monographies récentes de MM. Danvila et Fabié avaient ajouté à cette connaissance des indications importantes. Il n'en était pas de même pour ce qui concerne son histoire scientifique, très intéressante au point de vue de la cosmographie et de la géographie. M. Jiménez de la Espada avait commencé cette étude dans la préface des *Relaciones geográficas de Indias*. M. Puente y Olea vient de reprendre le sujet dans son livre *los Trabajos geográficos de la Casa de contratación*[1], où il a utilisé de nombreux documents des archives des Indes pour refaire l'histoire des expéditions organisées ou appuyées par les cosmographes de la *Casa*, depuis celle de Juan de la Cosa jusqu'au voyage de Magellan, la série de travaux cartographiques et autres dus aux employés techniques et les efforts faits pour introduire dans les Amériques des espèces végétales et animales de l'Europe en vue de développer l'agriculture et le bétail des colonies. L'auteur nous parle aussi d'un tableau appartenant jadis à la *Casa* et qui vient d'être retrouvé. On croit y découvrir les portraits de Colomb et d'autres navigateurs de l'époque.

La Société des bibliophiles a imprimé la curieuse histoire de D. Juan d'Autriche écrite par A. Porreño, et M. Danvila a consacré un gros volume aux actes du diplomate D. Cristobal de Moura[2], depuis 1538 jusqu'en 1613. L'histoire de la marine espagnole de M. Fernández Duro s'est enrichie de deux volumes, le VIe et le VIIe[3], dont le premier comprend la période entre 1650 et 1709 et le second celle de 1701 à 1758, avec de nombreux documents inédits. Une curieuse contribution à l'étude des mœurs au XVIIIe siècle est la brochure de M. Gómez Imaz pour les fêtes hippiques des « Maestrantes » de Séville en 1796[4].

L'histoire de l'enseignement public moderne a été envisagée à divers points de vue par deux professeurs : MM. España et Becerro de Bengoa. M. España a étudié les vicissitudes de l'enseignement de la philosophie depuis 1857[5] et M. Becerro les nouvelles institutions

1. Sevilla, 1900, in-fol., avec des gravures, 451 p.
2. Madrid, 1900, in-4°, 929 p.
3. Madrid, 1899-1900, in-4°, 484 et 527 p.
4. Sevilla, 1900, in-8°, 40 p.
5. 1re et 2e parties. Madrid, 1899-1900, in-8°, 30 et 19 p.

d'enseignement secondaire[1]. Ni l'un ni l'autre n'ont épuisé leur sujet, et l'on peut leur reprocher aussi des erreurs et des partis pris d'école, surtout au premier; mais tout de même on trouvera dans leurs livres des renseignements utiles.

Histoire locale. — Les érudits catalans ont continué à illustrer l'histoire de leur pays par des monographies nombreuses. A signaler, parmi les plus remarquables, le rapport sur l'ancienne marine catalane[2] lu par M. Bofarull à l'Académie de Barcelone et dont j'avais oublié de parler dans mon précédent *Bulletin*. Le travail de M. Bofarull est appuyé par quarante-neuf documents publiés en appendice et illustré avec dix planches, dont une reproduit la carte marine inédite de B. Olives (1538), qui comprend le bassin de la Méditerranée.

M. Balari a réuni dans un fort volume, qui a reçu le prix Martorell, sous le titre d'*Origenes históricos de Cataluña*[3], une grande quantité de notes relatives à la géographie, la philologie, la flore, la faune, l'histoire politique et celle de la civilisation de la Catalogne. Certes, le livre de M. Balari n'est pas complet; les spécialistes ont trouvé des lacunes dans les chapitres sur les monnaies, l'instruction, le droit; ils ont montré que l'auteur a oublié des questions aussi intéressantes que celle des sources des Usages posée par Ficker. L'ouvrage contient aussi des affirmations hasardeuses, comme l'étymologie du nom de Wilfred le Velu. Mais la quantité des notices puisées aux sources originales qu'il apporte est considérable; elles confirment de plus en plus ou élargissent les conclusions auxquelles étaient arrivés auparavant Bofarull, Botet, Grabit, Coroleu, Pella et autres historiens. La monographie de M. Miret sur les relations qui, jadis, existèrent entre le monastère de Camprodon et celui de Moissac[4] est importante pour l'histoire de l'influence clunisienne. Le même auteur a publié sur la vicomté de Castellbó[5] une étude très soignée, qui renferme des renseignements inédits sur les comtes d'Urgell et d'Ager et sur le régime féodal en Catalogne. M. Soler a réuni des notices très utiles sur l'église paroissiale de Tarrasa[6] et M. Montsalvatje sur la géographie historique du comté de Besalú[7].

1. Madrid, 1899.
2. Barcelona, 1898, in-4°, 123 p.
3. Barcelona, 1899, in-4°, xxi-751 p. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXIX, p. 158.
4. Barcelona, 1899.
5. Barcelona, 1900, in-4°, 388 p. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXX, p. 166.
6. Barcelona, 1899.
7. Olot, 1899, in-8°, 331 p.

Ces deux auteurs ont publié aussi un recueil de biographies sur les personnes notables nées à Tarrasa[1] et une monographie sur la ville de Saint-Martin-de-Canigó[2].

L'histoire des Asturies a profité beaucoup de la renaissance intellectuelle et économique qui, depuis quelques années, s'est opérée dans cette région. On trouvera la preuve de cette assertion dans quatre ouvrages publiés presque en même temps : Monographie des Asturies[3], par M. Aramburu, recteur de l'Université d'Oviedo, qui a tracé un tableau d'ensemble, bien renseigné, sur l'histoire ancienne et moderne de la province; *Asturias*[4], par M. Canals, notice très abondante en renseignements sur l'état actuel, économique, intellectuel et moral de la société asturienne; l'Histoire naturelle des Asturies, réimpression du livre du docteur G. Casal[5], remarquable pour son temps et encore utile dans son genre, et la grande collection de monographies publiée par MM. Canella et Bellmunt sous le titre d'*Asturias*[6]; le texte est de valeur fort inégale; mais les gravures et les planches en font un excellent album pour la géographie, l'archéologie et le folk-lore.

L'Aragon et la Gallice n'ont fourni que deux livres, l'un de M. Ayerbe sur les mariages des rois de Portugal avec des infantes d'Aragon[7] et l'autre de M. López-Ferreiro, qui a entrepris l'histoire de la cathédrale de Compostelle[8] après de nombreuses recherches dans les archives, qui font de son livre une monographie excellente et bien documentée.

Les provinces basques ont apporté quelques publications historiques. C'est, en premier lieu, le recueil de notices sur le Guipúzcoa, écrit par M. le chroniqueur Gorosábel et publié par les soins de M. Echegaray. Les cinq volumes[9] qui composent l'ouvrage renferment quantité de renseignements pour l'histoire juridique et sociale, notamment de la province; les historiens futurs en profiteront largement. Le volume XXXV de la Bibliothèque basque[10] contient des essais historiques de M. Campion. M. Labayne continue sa

1. Barcelona, 1900, in-8°, 18 p.
2. Olot, 1899, in-4°, 314 p.
3. Oviedo, 1899, in-4°, VI-510 p.
4. Madrid, 1900, in-8°, XXXIII-187 p.
5. Oviedo, 1900, in-4°, XXVIII-340 p.
6. Gijón, 3 vol. in-fol.
7. Madrid, 1900.
8. Santiago, 1899-1900, vol. I et II.
9. Tolosa, 1900, in-4°, 445, 389, 415, 415 et 380 p.
10. Bilbao, 1899, in-8°, 248 p.

volumineuse Histoire de Biscaye[1], où, malgré ses grands défauts, on trouve d'utiles renseignements à glaner.

Pour l'histoire de l'Andalousie ont été publiés deux volumes de Curiosités andalouses[2] et malaguènes[3], par M. Diaz de Escobar; le Journalisme à Xérez[4], par M. Góngora; une monographie de Velez-Rubio[5], par M. Rubio, et le Livre de Grenade[6], plus notable au point de vue littéraire qu'historique, par MM. Ganivet, Ruiz, Méndez-Vellido et López.

Colonies. — Le désastre de 1898 et les guerres qui le précédèrent ont, naturellement, produit une copieuse littérature relative à nos dernières colonies. Mais la plupart des livres parus sont des œuvres de circonstances, des livres d'histoire tout à fait contemporaine ou des écrits de polémique. C'est dans l'Amérique jadis espagnole que se sont réfugiées maintenant les vraies études américanistes et où l'on cultive largement l'histoire précolombienne et celle des siècles où la vie des colonies était à la fois vie espagnole. Parmi les livres du premier groupe signalons : *la Escuadra del almirante Cervera,* par M. le capitaine de vaisseau Concas[7]; *la Guerra hispano-americana*[8], deux volumes, par M. le capitaine d'artillerie Gómez-Nuñez; *Liquidaciones coloniales*, par M. Pérez[9]; *la Guerra hispano-americana*, par le capitaine Verdades[10]; le rapport du chef philippin Isabelo de los Reyes sur l'insurrection de ses compatriotes[11] et son étude sur le *Katipunán*[12]; les notes sur le siège de Manille[13], par M. Altolaguirre; l'Histoire d'Espagne en Amérique (Cuba), par M. Alcazar[14], etc.

Les ouvrages appartenant au second groupe sont plus considérables. Mettons en premier lieu les publications nombreuses et tout à fait remarquables de M. Medina, que nous avons citées déjà au paragraphe des Documents. Il a fait paraître, en outre, le tome II de sa Bibliothèque hispano-américaine[15]; le tome III de l'Hispano-chi-

1. Bilbao, 1899, in-fol., 769 p.
2. Málaga, 1900, in-4°, 32 p.
3. Málaga, 1900, in-4°, 330 p.
4. Serez, 1900, in-4°, 80 p.
5. Barcelona, 1900, in-4°, 120 p.
6. Granada, 1899, in-8°, 216 p.
7. Madrid, 1899, in-4°, 233 p.
8. Madrid, 1899, in-8°, 160-322 p.
9. Madrid, 1899, in-8°, 157 p.
10. Barcelona, 1899, in-8°, 255 p.
11. Madrid, 1899, in-8°, 128 p.
12. Madrid, 1900, in-8°, 61 p.
13. Saragoza, 1900, in-8°, 95 p.
14. Madrid, 1899, in-4°, 181 p.
15. Santiago-de-Chile, 1900, in-fol., vii-544 p.

lienne[1]; trois monographies substantielles sur l'Inquisition dans la province de la Plata[2], à Carthagène[3] et aux Philippines[4]; un volume de Médailles coloniales[5]; l'édition de l'Histoire naturelle du Chili, écrite par Pérez-Garcia[6], et celle de la relation en vers d'une bataille livrée entre les Indiens araucans et les Espagnols en 1579, relation écrite par Fr.-P. Merino de Heredia[7].

Un autre Américaniste, M. Carrera, a publié le tome I d'une *Colección des historiadores y documentos referentes á la independencia de Chile*[8], qui contient le journal militaire du général José-M. Carrera. De M. Miguel-Luis de Amunategni, un des bons écrivains du Chili, a paru le volume III de la *Crónica* de 1810, intéressant pour l'histoire contemporaine de ce pays[9]. M. Figueroa a imprimé la troisième édition de sa *Reseña histórica de la literatura chilena* depuis 1540 jusqu'en 1900[10].

Le Pérou a contribué beaucoup à la littérature historique par les soins du directeur de la Bibliothèque nationale de Lima, M. Palma, et d'un groupe de jeunes érudits fondateurs de la *Revue des archives et bibliothèques nationales*. Cette revue, qui, en réalité, est une bibliothèque ou recueil de documents inédits, a publié quatre volumes avec les textes suivants, dont l'énumération suffit pour en indiquer l'importance[11] pour l'histoire de la domination espagnole : *Libro de provisiones reales* (c'est-à-dire ordres et mandats) *de los virreyes D. Fran^co de Toledo y D. Martín-Enriquez de Almansa* (1575-1582); *Libro de la correspondencia del P. Fr.-Antonio Avella* (commence le 20 juillet 1803); *las Misiones de Apolobamba*, par M. Rey, rédacteur de la *Revue; Fundación del Colegio de misiones de Maquegua*, par M. Boza, rédacteur; *Informe sobre la nueva expedición á los*

1. Santiago-de-Chile, 1899.

2. *El Tribunal del Santo oficio de la Inquisición en las provincias del Plata.* Santiago-de-Chile, 1900, in-8°, 424 p.

3. *Historia del Tribunal del Santo oficio de Cartagena de Indias.* Santiago-de-Chile, 1899, in-8°, 558 p.

4. *El Tribunal del Santo oficio de la Inquisición en las islas Filipinas.* Santiago-de-Chile, 1899, in-8°, 190 p.

5. Santiago-de-Chile, 1900, in-fol., 124 p.

6. *Historia natural, militar, civil, sagrada del reino de Chile.* Santiago-de-Chile, 1900, 2 vol. in-4°, XXII-511 et 496 p.

7. Santiago-de-Chile, 1899, in-8°, XXX-24 p. Réimpression de l'édition fort rare de 1767.

8. Santiago-de-Chile, 1900, in-4°, 424 p.

9. Santiago-de-Chile, 1899, in-4°, 432 p.

10. Santiago-de-Chile, 1900, in-8°, 61 p.

11. Lima, 1899-1900, in-4°, LXIII-538, CXXI-462, 627 et X-595 p.

Toromanas en 24 oct. 1806; *Autos y capitulaciones para la conquista de Maguas; Correspondencia oficial del coronel D. Fran^co Requena, primer comisario de demarcación entre los dominios de las Coronas de España y Portugal* (1779-1793); *Documentos relativos á la rebelión de Tupac Amaru* (1780-1781), et autres documents des XVIe, XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles.

A Lima aussi, M. José-T. Polo a publié les rapports officiels sur le gouvernement du Pérou écrits par les vice-rois, marquis de Mancera (1648) et son successeur le comte de Salvatierra (1651)[1]. M. Polo a illustré ces documents en y ajoutant les biographies et portraits des rapporteurs et une bibliographie relative aux deux vice-rois et aux événements de leur époque.

Le Conseil provincial de Lima a donné l'exemple des publications érudites en donnant une splendide édition du premier livre des séances de la municipalité de Lima (1535-1539), déchiffré et annoté par MM. Saldamando et Boloña et enrichi de plusieurs autres documents qui concernent aussi le gouvernement colonial des Espagnols[2].

A l'histoire du Mexique appartient un volume de M. Obregón, *Epoca colonial. México viejo*[3], recueil de notices historiques, traditions et légendes; les volumes I, II et III des Dissertations de M. L. Alaman[4] et les Légendes historiques mexicaines de M. Irias[5].

La République argentine a trouvé dans M. Angelis un collectionneur enthousiaste de documents historiques, pour la publication desquels il a commencé une *Colección de obras y documentos relativos á la historia antigua y moderna de las provincias del Rio de la Plata*[6]. Plusieurs revues argentines se livrent avec ardeur au même travail, aussi bien que quelques érudits tels que M. E. Quesada, auteur d'un petit livre, *las Reliquias de San-Martin* (le général San-Martin, le héros de l'indépendance américaine), où sont passées en revue les collections iconographiques et bibliographiques du Musée historique national[7].

Le Paraguay a sa collection, qui paraît périodiquement, des *Docu-*

1. Lima, 1899 (commencé d'imprimer en 1896), in-4°, XXI-70-75-XI p.
2. *Libro primero de Cabildos de Lima.* 3 vol. Paris, 1900. Primera parte : *Actes et Anotaciones*, in-fol., XXII-445 p.; parte segunda : *Apéndices*, 426 p.; parte tercera : *Documentos*, 222 p. L'ouvrage entier semble avoir été imprimé en 1888, mais les couvertures portent la date de 1900.
3. Paris, 1900, in-8°, XIII-742 p.
4. Mexico, 1899-1900, in-8°, XXXIV-482 et XVIII-520 p.
5. Barcelona, 1899, in-8°, 332 p.
6. Buenos-Aires, 1900.
7. Buenos-Aires, 1900, in-8°, 196 p. et 1 pl.

ments des Archives nationales. Pour la Bolivie, il faut tenir compte des Additions[1] et Suppléments[2] à la Bibliothèque de G.-René Moreno, dressés par M. Avecilla.

L'histoire des découvertes géographiques par les Espagnols s'est accrue de deux livres importants : *Relación de la jornada y descubrimiento del rio Manu (hoy Madre de Dios)*, écrite en 1567 par Jean Alvarez-Maldonado[3], et *Nuevo descubrimiento del rio Marañón, llamado de las Amazonas*, d'après la relation de Fr.-L. de la Cruz (1653)[4]. Pour finir, ajoutons que la pénétration des peuples étrangers dans la république du Chili et les services qu'ils ont rendus à la civilisation, surtout à l'époque moderne, ont été étudiés par M. Figueroa dans son Dictionnaire biographique d'étrangers au Chili[5].

Nos colonies africaines ont été l'objet de deux publications historiques : *Posesiones españolas en al Africa occidental*[6], à savoir Fernando Póo, Corisco, Elobey, Annobon, Guinée espagnole et Sahara, par deux officiers de l'armée, et *Segunda memoria de las misiones de Fernando Póo,* par le P. Armengol[7].

Biographies. — Elles sont très nombreuses et pour la plupart insignifiantes. A remarquer : *el P. José de Acosta*, par M. Carracido[8], qui montre bien la place occupée par le P. d'Acosta dans l'histoire scientifique et l'importance de son Histoire naturelle des Indes; *Lope de Rueda*[9], par M. Ferrer; la Vie et les œuvres du médecin et botaniste du xve siècle Cristobal Acosta[10], par M. Olmedilla; *D. Martin de Acuña, espía mayor de Felipe II,* par M. Ruano[11]; *Historia clinica de Cervantes*, par M. Gómez-Ocana[12]; *Jaúregui*[13], par M. Jordan de Urries; *Quien fué D. Fran^co de Quevedo*, essai psychologique par M. Soler[14]; *Don Fran^co de Leiba y Ramirez, autor dramático mala-*

1. Santiago-de-Chile, 1899, in-4°, 41 p.
2. Santiago-de-Chile, 1900, in-4°, vii-249 p.
3. Sevilla, 1899, in-4°, xiii-53 p. La publication a été faite par M. L. Ulloa.
4. Madrid, 1900, in-8°, 132 p.
5. Santiago-de-Chile, 1900.
6. Madrid, 1900, in-8°, vii-112 p.
7. Madrid, 1899, in-4°, 218 p.
8. Madrid, 1899, in-4°, 167 p.
9. Madrid, 1899, in-8°, viii-113 p.
10. Madrid, 1899, in-4°, 93 p.
11. Madrid, 1899, in-4°, 43 p.
12. Madrid, 1899, in-4°, 13 p.
13. *Biografia y estudio de Jauregui.* Madrid, 1899, in-4°, viii-273 p.
14. Barcelona, 1900, in-8°, 125 p.

gueño del siglo XVIII, par M. Diaz de Escobar[1]; *Larra y su tiempo*[2], par M. Chaves; *Castelar*[3], par M. R. Dario; le beau livre de M. Cotarelo sur Don Ramón de la Cruz[4], qui est à la fois une biographie et une histoire littéraire de l'époque; la Vie du capitaine Alonso de Contreras (1582-1633), autobiographie éditée par M. Serrano[5], et la Notice sur les enterrements de Goya, Moratin, Meléndez-Valdés et Donoso Cortés, écrite par M. Mesonero-Romanos[6]. M. Fernandez de Bethencourt a entrepris une grande Histoire généalogique et héraldique de la monarchie et la noblesse espagnoles, dont deux volumes ont déjà paru[7]. Pour la Navarre, le même travail a été mené à bonne fin par M. Argamasilla de la Cerda[8].

Ouvrages divers. — Excepté pour la Catalogne et Valence, où les livres bien connus de Campmany et Tramoyares ont abordé le sujet, l'histoire des corporations ouvrières en Espagne a été peu étudiée. Il manquait même un résumé général pour faire connaître l'état des recherches et le cadre synthétique de l'évolution corporative des travailleurs. Un jeune écrivain qui commence bravement sa carrière, M. Uña, vient de combler cette lacune avec son livre : *Las Asociasiones obreros en España*[9], auquel l'Ateneo de Madrid a décerné le prix de la fondation Charro-Hildago. M. Uña a le grand mérite d'avoir réuni un grand nombre de renseignements épars dans plusieurs livres et documents, d'avoir rapproché l'histoire des ouvriers des diverses régions et d'avoir trouvé des faits nouveaux spécialement pour la Castille. Son ouvrage a pourtant des lacunes considérables, même sur des points que des auteurs précédents ont étudiés. Des détails consignés par Pella et Bové (Catalogne), Fajarnés et autres (Majorque), López-Ferreiro (Galice), Catalina-Garcia (Guadalajara), ont été omis par l'auteur. Il faut espérer que, dans une seconde édition, que M. Uña peut préparer sans être pressé comme dans la première, il complétera le travail commencé sous de si bons auspices.

L'histoire des courses de taureaux a été l'objet de plusieurs livres, quelques-uns très bien documentés. M. le comte de Las Navas, bibliothécaire du roi, a repris ce sujet, et, dans un gros volume composé

1. Málaga, 1899, in-8°, 8 p.
2. Sevilla, 1898-1899, in-8°, 241 p.
3. Madrid, 1899, in-12, 62 p.
4. *Don Ramón de la Cruz y sus obras*. Madrid, 1899, in-4°, 612 p.
5. Madrid, 1900, in-4°, 146 p.
6. Madrid, 1900, in-4°, 83 p.
7. Madrid, 1900, in-fol., VIII-632 p.
8. Madrid, 1899, in-4°, 212 p.
9. Madrid, 1900, in-8°, VIII-374 p.

un peu bizarrement, il a résumé et critiqué les opinions courantes, en y ajoutant les fruits abondants de ses recherches personnelles[1]. Riche en documents et en bibliographie, ce livre sera toujours un guide utile pour les historiens des mœurs espagnoles.

Un travail analogue a été fait pour les travaux publics en Espagne[2] par M. l'ingénieur Alzola, dont le livre n'a pas de précédents chez nous. Son étude, à partir de la seconde époque (xvie siècle), est très minutieuse et rendra des services extraordinaires aux historiens de la civilisation espagnole. Les six derniers chapitres, consacrés au xixe siècle (depuis 1833), sont d'une grande valeur historique et économique.

M. Oliver Copons a consacré une petite brochure aux réformes introduites dans l'artillerie par l'empereur Charles V[3]; M. Becker a raconté les Mariages royaux en Espagne[4] et M. Vives-Liern a traité de la représentation héraldique de la chauve-souris dans l'écusson de Valence[5], Aragón, Catalogne et Majorque; ses remarques règlent nettement les controverses soutenues à ce propos par tous les historiens de ces pays.

Rafael Altamira.

1. *El Espectáculo más nacional.* Madrid, 1900, in-4°, xviii-590 p.
2. Bilbao, 1899, in-4°, 597 p.
3. Madrid, 1900, 8 p.
4. Madrid, 1900, in-8°, 376 p.
5. Valencia, 1900, in-4°, 88 p. et grav.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

The Jewish Encyclopedia. A descriptive record of the history, religion, literature and customs of the Jewish people from the earliest times to the present day. Prepared by more than four hundred scholars and specialists under the direction of the following editorial board : C. Adler, G. Deutsch, L. Ginzberg, R. Gottheil, J. Jacobs, Marcus Jastrow, Morris Jastrow, K. Kohler, F. de Sola Mendes, J. Singer, C. Toy, J. Funk, chairman of the board, F. Vizetelly, secretary of the board, J. Singer, projector and managing editor, assisted by American and foreign boards of consulting editors. Vol. I : *Aach-Apocalyptic literature.* New-York and London, Funk and Wagnalls Cy, 1901. In-4°, xxxviii-685 pages.

Cette Encyclopédie arrive à son heure. Depuis un siècle, l'histoire du Judaïsme a provoqué une profusion de travaux qu'il serait chimérique de vouloir embrasser dans leur ensemble. Aux grandes constructions historiques se sont ajoutées d'innombrables monographies. Aussi les savants, autant au moins que le public, attendent-ils depuis longtemps un répertoire commode leur fournissant, pour chaque matière, un inventaire précis des notions acquises et les moyens, grâce à une bibliographie bien informée, de poursuivre utilement leurs recherches. Nous ne parlons pas de la Bible, qui a, comme on le sait, produit une formidable bibliothèque. Pour l'histoire d'Israël et de la littérature biblique, les encyclopédies ne manquent pas; pour les temps qui vont ensuite jusqu'à la naissance du christianisme, le manuel de Schürer (*Geschichte des jüdischen Volkes im Zeitalter Jesu Christi,* 3 vol.) est une véritable Encyclopédie, admirablement ordonnée et incessamment mise à jour. Mais pour les siècles qui suivent, les histoires générales, comme celle de Graetz (*Geschichte der Juden,* 11 vol.), sont devenues insuffisantes et auraient besoin d'être reprises en sous-œuvre; en outre, elles ne répondent pas, par leur nature même, à tous les *desiderata* de ceux qui veulent s'informer aussi bien des idées que des faits, de la littérature que des événements, des personnages secondaires que des hommes célèbres. Enfin, il ne faut pas oublier que le Judaïsme contemporain manifeste des tendances nouvelles dignes d'être signalées : mouvement de retour à l'agriculture, fondation de colonies diverses, création d'une littérature néo-hébraïque d'une fécondité extra-

ordinaire, Sionisme; toute cette évolution n'a pas encore été décrite dans un ouvrage unique.

Grâce à l'esprit d'initiative de M. Singer, qui n'est pas un savant, mais est animé d'une ardeur qui fait trop souvent défaut aux savants, grâce aussi à la hardiesse de MM. Funk et Wagnalls, nous voici, enfin, en possession de l'instrument tant rêvé.

Pour mener à bonne fin leur tâche, il fallait, avant tout, aux éditeurs s'assurer le concours de collaborateurs faisant autorité dans la science qu'ils cultivent. Ils y ont pleinement réussi; il suffit de parcourir la liste de ces savants pour reconnaître et que les éditeurs ont voulu faire une œuvre rigoureusement scientifique et qu'ils ont su grouper autour d'eux des spécialistes renommés pour leur savoir. Pour la période biblique, relevons les noms de Budde, Buhl, Toy, Lidzbarski; pour l'histoire et la littérature des environs de l'ère chrétienne : Schürer, Conybeare, Wendland, Kohler, Büchler; pour l'époque talmudique : W. Bacher, L. Blau, S. Mendelssohn, L. Ginzberg (c'est évidemment la partie qui paraîtra la plus utile à la majorité des lecteurs); pour le moyen âge : Harkavy, Braun, Kayserling, R. Reuss, Guttmann, R. Gottheil, etc.

Tels des articles de l'Encyclopédie sont des monographies complètes, qui, non seulement enregistrent le résultat des recherches antérieures, mais encore sont en avance sur la science actuelle. On peut faire entrer sous cette rubrique les articles suivants : *Alexandrie* (Schürer), *Alsace* (R. Reuss), *Alphabet* (Lidzbarski), *Alliance israélite universelle* (J. Bigart), *Agricoles (colonies)*, *Amulettes* (Blau), etc. Il faut mettre au premier rang les notices de MM. Bacher, Mendelssohn et L. Ginzberg sur les rabbins mentionnés dans le Talmud. Nous n'en dirons pas autant des articles de M. Mielziner sur les matières du Talmud : cet auteur n'est pas au courant des derniers et meilleurs travaux, et ses renseignements bibliographiques, en apparence très riches, sont insuffisants. M. Ginzberg a eu l'heureuse idée de joindre à l'histoire des personnages bibliques, telle qu'elle est racontée par l'Écriture, les légendes et broderies qui sont venues successivement s'y ajouter.

C'est naturellement la partie biographique qui occupe la plus grande place, et il faut s'en féliciter, car ce sont ces notices que l'on cherche surtout dans une Encyclopédie. La table des matières paraît avoir été dressée avec grand soin; c'est ainsi qu'on y a admis non seulement les ex-Juifs, mais tous les auteurs qui ont eu l'occasion de parler des Juifs ou tous ceux qui, sans être Juifs, sont mêlés à leur histoire. Les lacunes que nous y avons constatées sont peu importantes. Disons cependant que les éditeurs ne se sont pas astreints à une règle uniforme touchant les communautés juives. Ils paraissent avoir voulu mentionner toutes celles qui ont existé ou qui existent encore; mais ils ont probablement négligé d'avertir leurs collaborateurs de leur dessein, car on chercherait vainement un grand nombre de ces communautés dont l'existence est attestée au moyen âge. Citons seulement, rien que pour la France,

les communautés d'Aiguebelle, Albon (Drôme), Alet, Amance, Amboise, Amiens, Anduze, Anet, Aouste (Drôme).

Une telle œuvre, conçue et exécutée en Amérique, où la perspective n'est pas celle de nos pays, prêtera à d'autres critiques. On sourira devant certaines illustrations par trop naïves (portraits *traditionnels* de rabbins du moyen âge, faune de la Palestine); on trouvera insipide ce luxe de notations de chants synagogaux et de photographies de synagogues sans intérêt; on regrettera le fouillis de certaines bibliographies où sont entassées pêle-mêle des indications utiles et oiseuses, qui feront parfois le désespoir des chercheurs; on y relèvera des erreurs nombreuses et des mentions inattendues; mais ces réserves faites, et nous les faisons pour montrer notre impartialité, on sera forcé de reconnaître que la *Jewish Encyclopedia* est une œuvre de premier ordre, qui répond à un réel besoin, qui a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et qui mérite la reconnaissance des savants. Que les éditeurs aient le courage de supprimer tout ce bric-à-brac d'imageries enfantines, de dessins hors texte et dans le texte qui sont très coûteux, et ils n'en arriveront que plus sûrement à achever leur œuvre, ce que nous leur souhaitons très sincèrement.

P.-S. — Le deuxième volume de cette intéressante publication vient de paraître (*Apocrypha-Benash*); il mérite les mêmes éloges, sans encourir les mêmes reproches : les éditeurs, avec raison, ont jeté un peu de lest.

Israël Lévi.

K.-Th. von Inama-Sternegg. **Deutsche Wirthschaftsgeschichte in den letzten Jahrhunderten des Mittelalters.** Leipzig, Duncker et Humblot. T. III en 2 vol. (1899-1901). In-8°, xxii-455 et xviii-599 pages.

Nous avons déjà signalé à nos lecteurs les deux premiers tomes de cet important ouvrage et rendu hommage à l'éminent professeur, à la fois économiste, juriste et historien, qui, malgré les soucis de la direction du bureau de statistique de Vienne, trouve encore le temps de composer des livres qui nécessitent d'énormes recherches.

Les deux volumes dont se composent le tome III achèvent la description de l'Allemagne économique du moyen âge. C'est sous la forme la plus large que l'auteur a conçu son sujet, car son travail peut être regardé comme une histoire de la vie populaire en Allemagne jusqu'à la Renaissance. C'est tout un tableau de la vie juridique et sociale de cette époque que l'auteur a voulu nous placer sous les yeux. Il s'arrête au milieu du xve siècle, et cette date n'est vraiment pas arbitraire. Ce n'est pas une limite aussi factice qu'on pourrait d'abord le supposer. Elle marque, au point de vue spécial de la civilisation, le début d'une ère nouvelle caractérisée par la Réforme et les grandes

découvertes. Il se produit à ce moment, chez les peuples germaniques, un tel changement que leurs institutions et leur vie économique en sont profondément atteintes.

Le premier de ces deux volumes est divisé en quatre chapitres. L'auteur décrit d'abord la population même de l'Allemagne pendant les derniers siècles du moyen âge, les modes d'installation sur le sol et les différentes zones de colonisation en pays slave qui déterminent les limites de l'Allemagne ou de sa sphère d'influence à cette époque. Le second chapitre montre quelles étaient les classes diverses de cette population et quels étaient leurs rapports respectifs avec la puissance publique. Les deux derniers sont consacrés au régime de la propriété foncière, à la répartition du sol, à sa mise en valeur, aux différents modes de culture et aux catégories très variées de la population agricole.

Plus considérable que le premier, le second volume est consacré essentiellement à la vie industrielle, aux genres divers de production économique et aux relations commerciales; l'auteur y rattache l'étude des questions d'argent, de crédit, de monnaie, de poids et mesures, etc.

Nous ne pouvons analyser ici ces mille pages! Le terrain sur lequel l'auteur s'est placé devient, au fur et à mesure qu'il avance, plus solide, mais aussi plus encombré par l'abondance des renseignements. Les différenciations locales qui s'accentuent peu à peu augmentent encore la difficulté et rendent une vue d'ensemble particulièrement délicate.

Aussi bien, en dépit des efforts que fait M. d'I. pour grouper ses explications dans des cadres logiques, n'a-t-il pu éviter complètement certaines répétitions. C'est dans cinq ou six chapitres par exemple que le lecteur devra chercher les renseignements nécessaires à l'intelligence d'institutions essentielles, telles que les associations de la marche ou l'organisation de la seigneurie foncière. Le sujet se trouve perpétuellement morcelé et les explications sont un peu émiettées.

M. d'I. semble avoir été quelquefois dérouté par l'abondance même des matériaux en présence desquels il s'est trouvé. A-t-il consulté tous les travaux publiés depuis quelques années sur le sujet si vaste qu'il a abordé? S'est-il reporté surtout, comme Lamprecht l'avait fait dans sa *Deutsches Wirthschaftsleben*, aux documents originaux? Il est permis d'en douter, car un certain nombre de questions sur lesquelles les érudits sont aujourd'hui d'accord sont examinées par lui avec une certaine timidité. Nous avons lu avec un intérêt particulier les chapitres consacrés au régime seigneurial, dont il avait, dans un précédent volume, déjà expliqué la formation. Le régime seigneurial est en effet la véritable unité de l'histoire économique de cette époque. Il tient, en Allemagne, une place d'autant plus grande que ce pays a été plus complètement dépourvu, pendant longtemps, d'un gouvernement fort, capable d'unifier la vie publique et de s'imposer à tous. L'empire n'a été, pendant des siècles, qu'une institution toute de surface. Certaines apparences brillantes dissimulent mal l'état de désagrégation intérieure du

pays, morcelé en une foule de compartiments où sont enfermés les habitants. C'est entre ces cloisons étanches que la vie économique et sociale s'est constituée.

Il nous semble que M. d'I. n'a pas suffisamment mis en relief l'idée maîtresse de cette organisation, qui est la protection. Protection matérielle tout d'abord à laquelle on sacrifie sa liberté : le seigneur a pris la place du souverain, incapable d'assurer la sécurité dans l'anarchie perpétuelle des guerres et le désordre des institutions et des mœurs.

Mais il n'y a pas uniformité dans la dépendance. C'est à des titres très divers que les habitants sont fixés dans la seigneurie ; l'auteur a eu raison de nous montrer que les divisions en hommes libres, demi-libres et serfs s'étaient diversifiées à l'infini. Il y a eu en Allemagne, dans la dépendance (*Hörigkeit*), des catégories extrêmement nombreuses.

En tous cas, la situation des paysans était certainement meilleure, en Allemagne, au XIIIe siècle qu'au XVe. A mesure que le pouvoir central s'est affaibli, l'oppression locale s'est fortifiée. Au lieu d'un maître éloigné, les tenanciers de toute sorte ont rencontré dans la personne du seigneur une façon de roi, plus rapproché d'eux, plus oppressif et plus exigent, souvent grossier, presque toujours rude et contre lequel il n'y avait guère de recours.

On peut suivre avec intérêt, dans l'ouvrage que nous signalons, la substitution progressive d'une pensée de fiscalité à l'idée de protection. Cens et redevances, exactions, prestations, capitations et corvées de toute nature ont si bien fait leur œuvre qu'au XVe siècle l'expression *Arme Leute* (pauvres gens) était synonyme de paysans. En même temps, nous voyons se restreindre les droits qu'avaient encore conservés en beaucoup de régions certaines collectivités sur les biens communaux. Çà et là seulement, dans les régions montagneuses en particulier, la condition des habitants est restée meilleure.

L'étude de ces seigneuries foncières du moyen âge allemand nous montre que l'humanité a rarement dû vivre dans des cadres plus étroits et connaître une discipline plus rude; l'oppression semble à ce point faire corps avec la vie de cette époque qu'il ne dépend pas toujours même des maîtres de l'adoucir. L'apparition d'une féodalité nouvelle de petits fonctionnaires l'aggrave encore. Cette féodalité, qui se compose surtout des *ministeriales,* est rattachée à l'ancienne et réclame sa large part dans les démembrements de l'autorité. Elle a souvent les mêmes besoins que son aînée sans posséder les mêmes ressources; elle se montre d'autant plus rapace et besoigneuse. C'est elle qui fait hausser les cens et les péages; c'est elle qui multiplie les services, pèse sur le pays d'un poids d'autant plus lourd qu'elle se répand davantage et que diminue, d'autre part, le nombre des collecteurs.

C'est là sans doute (M. d'I. ne donne pas son avis à cet égard) une des raisons qui expliquent les efforts remarquables, tentés alors pour

accroître la richesse, ou tout au moins la productivité de l'Allemagne ; c'est aussi, à notre sens, la raison de ce fait, que tant de seigneurs songèrent, non seulement à faire défricher le sol, mais encore à créer des bourgs, des villages (M. d'I. parle à plusieurs reprises de l'importance des *Rodungen*) ou même des villes neuves, dans lesquelles ils appelaient des paysans, auxquels ils accordaient, en récompense de leur travail, diverses faveurs.

On lira avec intérêt les détails concernant la transformation des charges pesant sur le paysan, la diminution progressive des sûretés que leur avait données pendant longtemps le *jus curiæ* (*Hofrecht*), la précarité de leur condition et l'insécurité constante de la terre qui leur était concédée. Vraiment, l'on peut dire que l'ancienne *Landesherrpflichkeit* s'est transformée en *Gutsunterthänigkeit* et que le paysan se trouve lié de plus en plus étroitement à la glèbe, plus malheureux qu'il n'a jamais été.

Il ne faudrait pas croire cependant que ce régime, si dur qu'il nous paraisse, ait toujours été malfaisant et brutal. Il a organisé en Allemagne, dans des cadres qui sans doute nous paraissent très rigides, mais qui n'en eurent pas moins quelques avantages, une vie locale, et constitué dans les consciences certaines traditions très honorables. Le paysan d'alors a certainement moins souffert que celui du XVIIe siècle. S'il vivait sous une perpétuelle domination, il appréciait néanmoins à sa valeur cette contrainte qui lui permettait de vivre à l'abri de la puissance du seigneur qui le défendait comme son bien. Et si l'on veut bien considérer que sa condition matérielle était tolérable, qu'il consommait autant de viande que le paysan allemand d'aujourd'hui et que cette glèbe dont il dépendait lui fournissait cependant de quoi vivre ; si l'on veut bien remarquer aussi que cette dépendance sous laquelle il se trouvait ne l'empêchait pas de prendre part aux affaires de sa commune et de sa profession, aux réunions communales, à l'élection des autorités, d'être candidat aux charges municipales ; si enfin l'on veut bien admettre que les rapports de suzerain à vassal étaient souvent d'une certaine cordialité, réglementés d'ailleurs à l'avance par des décisions (*Weisthümer*) anciennes, qui avaient force de loi, on comprendra que dans cet âge de fer l'état du paysan ait été moins misérable qu'on ne l'a souvent répété.

M. d'I. a surtout bien montré dans son second volume que la seigneurie était un centre économique et qu'il s'y était organisé comme un foyer pour la production, le travail et les échanges. Chaque groupe isolé dut d'abord se suffire à lui-même, et c'est au sein de chaque seigneurie que se sont constitués les métiers. L'existence de groupements professionnels a dû certainement précéder le mouvement communal, mais l'organisation des villes, au point de vue industriel, a été pour beaucoup dans l'émancipation des artisans. Le métier apparaît essentiellement en Allemagne comme issu du groupement des serfs exerçant la même profession sous la direction d'un officier du seigneur. Les

gens qui avaient les mêmes intérêts ont été naturellement portés à s'associer plus étroitement, dans la mesure ou l'état social le leur a permis. Comme la commune, nous voyons les métiers avoir leurs chartes, leurs magistrats et leurs revues.

M. d'I., qui ne paraît pas avoir étudié dans tous ses détails cet important sujet, sur lequel on a tant écrit depuis quelques années, a voulu surtout dégager l'esprit général des corps de métier et montrer comment ils devinrent, ainsi qu'on l'a dit, une sorte de forteresse qui abrita les artisans. Il a analysé les règlements qui les concernaient et mis en relief cette tendance, si générale au moyen âge, d'élever privilège contre privilège. Les classes sont au moins aussi égoïstes en matière économique qu'en politique, et, lorsqu'elles ont pu s'arroger quelque pouvoir de réglementation, on peut être assuré qu'elles réglementent dans le sens de leurs intérêts particuliers. Les corps de métiers, en Allemagne, n'ont pas échappé à cette loi. Ils ont même, plus qu'en tout autre pays, tendu, — au moins au XIVe siècle, — à se transformer en pouvoir politique, dominant toute la vie publique de la cité. Ils attirent à un tel point l'attention sur eux par les prérogatives conquises qu'on voit les autres groupements chercher à s'organiser à leur instar (p. 55).

La place nous manque pour examiner les chapitres consacrés par l'auteur à l'organisation du commerce et du crédit et pour discuter la question de savoir dans quelle mesure il est exact d'opposer la politique commerciale, relativement assez libérale, des villes et des seigneurs à celle que suivaient les empereurs dans leurs relations avec les autres pays d'Europe. Il semble bien, du moins, que ceux-ci n'hésitaient pas à élever des barrières douanières contre ceux avec qui ils étaient en lutte, sans se soucier de la réaction que cette politique pouvait avoir sur la prospérité de leurs États. La manifestation la plus intéressante des conceptions économiques des villes allemandes au moyen âge, c'est la substitution progressive de droits spécifiques aux droits *ad valorem*. Toutes ces villes faisaient preuve d'un esprit bien étroit et contraire à leurs intérêts en frappant la marchandise venue du dehors de droits plus élevés que les marchandises indigènes et en allant jusqu'à interdire l'exportation comme l'importation d'une quantité de produits.

M. d'I. s'est aussi efforcé de montrer comment, en dépit d'une organisation monétaire très défectueuse, l'argent avait pris de plus en plus d'importance dans les relations entre les hommes. La *Geldwirthschaft* avait, à l'époque où il s'arrête, déjà partiellement remplacé la *Naturalwirtschaft;* l'idée de crédit a fait de grands progrès; la vie économique a déjà revêtu en Allemagne des formes très complexes.

Qu'il nous soit permis de lui reprocher, en terminant, de ne pas avoir assez parlé de l'influence de l'Église sur les institutions. Il n'eût pas été inutile, croyons-nous, de montrer le rôle des idées chrétiennes, acceptées partout et par tous, sur cette civilisation naissante. La foi chrétienne fut le trait d'union principal entre des hommes profondé-

ment divisés. On est trop porté aujourd'hui à restreindre sa part d'influence; elle est parfois difficile à préciser. Elle n'en a pas moins été profonde. Ce fut le sentiment chrétien qui détermina ordinairement les puissants d'alors à renoncer à quelques-uns de leurs privilèges. L'unité de foi contribua certainement, comme elle ne peut plus le faire aujourd'hui, à adoucir l'âpreté des luttes économiques.

En dépit des critiques qui lui ont été adressées de divers côtés, l'œuvre de M. d'Inama ne reste pas moins des plus remarquables. C'est de grand cœur que nous le félicitons d'avoir osé aborder un sujet aussi vaste et aussi complexe. Et si la précision scientifique laisse quelquefois un peu à désirer, l'œuvre est du moins toujours suggestive, agréable à lire et nettement composée. La grande expérience de l'auteur sur les questions économiques contemporaines lui a suggéré çà et là quelques rapprochements ingénieux et lui a permis de donner à cette histoire de la civilisation au moyen âge beaucoup d'intérêt et beaucoup de vie.

Georges Blondel.

Tommaso Persico. **Diomede Carafa, uomo di stato e scrittore del secolo XV**. Naples, Luigi Pierro, 1899. In-8°, XIX-334 pages.

Le nom de Carafa évoque aussitôt la grande figure de Paul IV; mais, pour avoir été moins en vue, plusieurs ancêtres de ce pape n'en méritent pas moins de fixer l'attention de l'histoire. C'est ce qu'a pensé M. Tommaso Persico lorsqu'il a consacré une monographie à Diomède Carafa, l'un des artisans de la grandeur de sa famille, l'aïeul de Paul IV.

Fils de Malizia Carafa, l'un des plus fermes soutiens du parti aragonais, favori lui-même d'Alphonse d'Aragon et de ses successeurs, soldat réputé pour sa bravoure depuis la fameuse surprise de Naples, ministre, homme d'État, écrivain politique et militaire, Diomède Carafa a joué un rôle important, et nous comprenons que M. Persico lui ait consacré un volume. Pour nous le faire connaître, l'auteur a consulté de nombreux ouvrages et en particulier les archives Maddaloni où sont conservés les diplômes concernant la famille Carafa; il a étudié les manuscrits des œuvres de Diomède et les éditions fort rares qui en ont été faites. Il a même essayé de placer son héros dans le cadre au milieu duquel il a vécu et, pour cela, il nous raconte les événements auxquels il a été mêlé : il évoque les princes et les personnages qui l'ont entouré, nous décrit le palais que Diomède s'était fait construire à Naples, plusieurs des objets d'art qu'il y avait réunis, en particulier la belle tête de cheval que des études recentes attribuent à Donatello, enfin le tombeau magnifique qu'il s'était élevé à Naples, dans l'église de Saint-Dominique. Plusieurs gravures reproduisent ces monuments ou ces œuvres.

Cette monographie se divise en deux parties : dans la première, l'auteur raconte la vie de Diomède; dans la seconde, il étudie les traités

de politique, d'économie politique, d'art militaire, de morale que les circonstances inspirèrent à Carafa, et, dans un appendice, il donne un fragment de l'un d'eux, *les Devoirs du prince*.

Malgré le soin apporté par l'auteur à son œuvre, cette lecture nous laisse sous une impression vague et indécise. Ce que M. Persico nous dit suffit pour nous faire soupçonner l'intérêt que pourrait présenter la vie de Diomède Carafa; nous désirerions la connaître à fond, et malheureusement cette biographie ne nous la fait pas connaître. Elle nous présente en effet des traits épars; mais elle ne déroule pas sous nos yeux une vie d'homme d'État, une vie d'écrivain comme l'auteur promettait de le faire. Peut-être est-ce la faute de documents trop rares ou trop incomplets, quoique pour ces années du xve siècle les actes originaux soient déjà assez nombreux. Quoi qu'il en soit, la physionomie de Carafa ne se dégage pas du livre de M. Persico; nous avons une idée aussi vague de ses œuvres, qui nous apparaissent comme une série de banalités, si nous en croyons le résumé peu intéressant que M. Persico nous en donne. En quoi reflétaient-elles les idées du xve siècle, en quoi procédaient-elles des écrivains politiques antérieurs? Quelles idées nouvelles y rencontre-t-on? C'est ce que l'auteur nous dit bien rarement et avec une discrétion dont on ne lui saura aucun gré. En revanche, toute l'histoire italienne du xve siècle nous est retracée dans ce volume qui nous était annoncé comme une monographie; nous y trouvons même le récit d'événements qui ont précédé peut-être la naissance de Diomède, tels que les négociations diplomatiques de Malizia, qui amenèrent l'adoption par Jeanne II d'Alphonse d'Aragon. Ajoutons que ces narrations historiques ne nous apprennent rien; elles ne réussissent tout au plus qu'à rejeter dans l'ombre la figure de Diomède. Ce qui est nouveau dans ce travail, c'est le résumé des documents que l'auteur a trouvés dans les archives Maddaloni. Malheureusement, ils sont d'un intérêt médiocre; car ils ne nous renseignent que sur des acquisitions de biens. En somme, ce travail n'a pas atteint le but qu'il se proposait; l'aïeul de Paul IV reste encore dans le vague, même après les études de M. Persico.

Jean Guiraud.

Domenico Orano. **Il Sacco di Roma del m. d. xxvij**. Tome I : *I Ricordi di Marcello Alberini*. Rome, Lœscher, 1902. In-8°, 555 pages.

M. Domenico Orano a entrepris une étude complète des documents relatifs à cet événement mémorable. Le premier volume qu'il publie contient les Souvenirs de Marcello Alberini. Cet Alberini était d'une vieille famille révolutionnaire; parmi les bannerets qui eurent la tête tranchée sur les degrés du Capitole, en 1398, pour avoir cherché à s'opposer au pouvoir pontifical, était un Nattolo Alberini; depuis, les

Alberini furent toujours des sujets irrités et maugréants. Lui-même haïssait les prêtres, qu'il accable d'épithètes malsonnantes, et le pape Clément VII, en qui il voit le grand destructeur des franchises municipales et la cause des maux qui accablèrent Rome en ces tristes années, ce qui ne l'empêche pas d'être un grand admirateur du Saint-Siège et de se demander naïvement pourquoi l'on ne confisque pas, au profit de la cour de Rome, l'hérétique Angleterre. Toutefois, le ton général des *Ricordi* est amer, et c'est ce qui explique qu'ils n'ont été que peu connus, et erronément, avant que l'entrainement du mouvement historique actuel et une plus juste appréciation des choses eussent rendu possible leur publication intégrale. Cette relation est donc d'un ennemi de la papauté. D'autre part, Alberini était dans une situation médiocre; il exerça assez longtemps les fonctions de geôlier du Capitole. Par lui, nous voyons donc la catastrophe de 1527, si j'ose dire, par les petits côtés, par ses conséquences sur le menu peuple. Alberini était tout jeune encore, il avait seize ans, et, avec l'insouciance de son âge, il assista en spectateur désintéressé à l'entrée des troupes impériales et à la molle résistance que firent les Romains, pensant être bien en sûreté dans le palais où les siens avaient cherché refuge. Mais les serviteurs avaient oublié de déployer la bannière qui devait le protéger et le palais fut pillé; Alberini, sa mère, ses sœurs durent fuir, traverser les rues semées de morts, voir de près cette grande horreur, ces « exécrables inhumanités » dont la chrétienté frémit. Son père avait été fait prisonnier par huit soldats espagnols; Alberini dut se donner en otage, afin qu'il pût courir la ville pour trouver une rançon qu'il n'obtint d'ailleurs qu'en vendant deux cents écus une maison dont il avait refusé naguère deux mille écus. Les petites gens pâtissaient durement; leur détresse dépasse ce qui se peut imaginer; les vivres n'arrivaient plus, la peste survint, dont la famille d'Alberini fut décimée; on pillait et on repillait sans merci ni relâche. Cela dura dix mois. Si les *Ricordi* abondent en petits faits curieux et typiques sur ces misères, ils ne révèlent aucun fait capital touchant les événements qui amenèrent et accompagnèrent le sac de la ville; ils ne renversent aucune théorie admise. Ce n'est donc pas un document capital, et l'auteur le reconnait, mais une contribution utile à l'histoire de cet événement considérable. D'ailleurs, ce qui en fait surtout l'attrait, c'est la vie du héros. Marcello Alberini fut un de ces citoyens comme il y en avait tant alors, mais dont la biographie est si rarement connue, qui occupaient tour à tour toutes les charges municipales. Il commença, comme on a dit, par être geôlier; il fut même enfermé dans sa geôle pour quelque négligence, puis il passa par une foule d'emplois et de magistratures et remplit même celle de camerlingue du peuple. C'est à ce titre qu'en 1533, fidèle aux traditions de sa famille, il faillit provoquer une révolte; il tint tête, à tout le moins, au gouverneur et ne cessa de menacer qu'après qu'on lui eut donné satisfaction. Il est grand dommage qu'Alberini ne se soit pas étendu sur cette partie de sa vie; on

aurait par lui le détail du fonctionnement de l'organisation municipale de Rome, dont les rouages furent si compliqués que les contemporains eux-mêmes avouent parfois ne pas bien les comprendre[1]. Sa grande affaire alors était de faire annuler le contrat de vente conclu par son père lors du sac de la ville; le pape avait déclaré nuls les contrats de ce genre, mais, pour obtenir un jugement, Alberini dut passer par toutes les juridictions en vigueur à Rome, en appeler de la commission des cardinaux au tribunal de la Rota, du tribunal de la Rota au pape, du pape au gouverneur de Rome, du gouverneur de Rome à l'auditeur de la Chambre apostolique, et la procédure durait encore au bout de huit ans, exemple curieux de cette merveilleuse complication des juridictions, assez générale alors, mais qui, à Rome, s'aggravait de l'éternel conflit des deux pouvoirs du pape et du peuple. M. Orano a édité ces Souvenirs avec une diligence exacte et une érudition des plus sûres; les rapprochements qu'il fait montrent une connaissance très grande des sources de l'histoire municipale de Rome et éclairent très heureusement son texte.

E. Rodocanachi.

Un utopiste inconnu. Les Codicilles de Louis XIII, par G. Lacour-Gayet. Paris, Émile Paul, 1903. Gr. in-8°, 151 p.

En faisant des recherches sur l'éducation de Louis XIV, M. Lacour-Gayet a eu son attention attirée sur un ouvrage bizarre intitulé *Codicilles de Louis XIII,* portant la date de 1643, et qui est un singulier fatras de réflexions pieuses et de projets fantastiques de réformes politiques et religieuses, réformes dont les principales consisteraient à faire du pape le docile serviteur du roi de France et à réduire les moines à l'impuissance en portant à trente-cinq ans pour les hommes et à cinquante ans pour les femmes l'âge où il leur serait permis d'embrasser la vie monastique, après avoir abandonné tous leurs biens à l'État. Les bibliographes qui ont parlé de ce livre l'ont attribué, les uns à un catholique, les autres à un huguenot et ont regardé l'auteur comme un fou. M. Lacour-Gayet, après avoir donné une analyse complète et fort amusante des *Codicilles,* place, avec plus ou moins de vraisemblance, la date de leur composition entre 1713 et 1719, pense avec raison que ce petit volume de dix centimètres et demi de haut et de cinq centimètres de large a été imprimé en Hollande et que son auteur doit être ou l'abbé de Bucquoy ou plutôt encore le marquis de Langalerie. Cet aventurier mystique, mi-protestant, mi-catholique, dont M. de Boislisle a retracé ici même les aventures (*Rev. hist.,* LXI), nous paraît, plus encore que l'abbé de Bucquoy, pouvoir être l'auteur de ce curieux petit livre que M. Lacour-Gayet nous a fait connaître avec une si ingénieuse précision.

Gabriel Monod.

1. Un fragment reproduit à la suite des *Ricordi* donne une nomenclature et une définition malheureusement écourtée de certaines charges.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

1. — **La Correspondance historique et archéologique**. 1902, décembre. — Ch. Kohler. Histoire de Laon, divisée en huit livres, par maître Claude Leleu, prêtre, docteur en Sorbonne (Leleu mourut en 1726; son Histoire est inédite. Le t. Ier, seul conservé, à ce qu'il semble, vient d'entrer à la bibliothèque Sainte-Geneviève. L'auteur paraît avoir eu à sa disposition des pièces d'archives aujourd'hui disparues). — L. Levillain. L'abbé Èbles, chancelier du roi Eudes (biographie très érudite du personnage, avec un tableau généalogique. Maintient qu'Èbles, abbé de Saint-Hilaire de Poitiers, et Èbles, chancelier, abbé de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Denis, ne sont qu'une seule et même personne). — Max. de Germiny. Plan d'un voyage littéraire en Égypte effectué en 1828-29. — Une lettre de Théroigne de Méricourt au banquier Perregaux (de Liège, le 6 nov. 1790).

2. — **Bulletin critique**. 1903, 15 février. — *G. Espinas*. Les finances de la commune de Douai, des origines au xve siècle (érudit et très intéressant). — *Abbé J. Augis*. Essai historique sur la ville et châtellenie de la Ferté-Villeneuil (beaucoup de renseignements nouveaux. L'auteur détermine exactement le lieu où Henri II et Th. Becket se sont réconciliés; c'est une vallée, dite autrefois « Prairie du roi, » située entre la Ferté et Fréteval). = 25 février. *M. Wilmotte*. La Belgique morale et politique, 1830-1900. — *Abbé A. Durand*. Un prélat constitutionnel : Jean-François Périer, 1740-1824 (biographie très érudite). — *Jacob-Nicolas Moreau*. Mes souvenirs, collationnés, annotés et publiés par *Camille Hermelin;* 2e partie, 1774-1797 (beaucoup de piquantes anecdotes). = 5 mars. *P. Monceaux*. Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne; t. I et II (remarquable). — *H. Lechat*. Au musée de l'Acropole d'Athènes. Études sur la sculpture en Attique avant la ruine de l'Acropole lors de l'invasion de Xerxès (très intéressant). = 15 mars. *M. Thibault*. Isabeau de Bavière, reine de France. La jeunesse, 1370-1405 (très consciencieux). = 25 mars. *Émile Faguet*. Le libéralisme (Jacques Bardoux relève dans ce livre instructif et brillant, mais par trop prime-sautier, beaucoup d'erreurs de faits et de paradoxes). — *Inyold*. Notice sur la vie et les ouvrages de Marie Pellechet.

3. — **Polybiblion**. 1903, mars. — *Vicomte de Grouchy*. Morts et funérailles royales; registre des premiers gentilshommes de la Chambre. — *Chanoine L.-J. Prunier*. Le martyre de la Vendée (documents et récits tendant à établir que la Vendée s'est soulevée, non pour son roi, mais pour sa foi). — *R. Launay*. Les pères de la démocratie (portraits peu flattés des ancêtres de la démocratie contemporaine; l'auteur les

range en deux catégories qu'il appelle le jacobinisme français et le jacobinisme juif). — *Comte R. de Laigue*. La noblesse bretonne aux xve, xvie siècles; t. I : l'évêché de Vannes, 1re partie. — *Jean de Jaurgain*. La Vasconie; t. II (suite de tableaux généalogiques auxquels il aurait fallu ajouter un bon index). — *P. Koch*. Geschichte der deutschen Marine (bon). — *A. Christian*. Origines de l'imprimerie en France (texte de deux conférences composées surtout à l'aide des travaux de M. Claudin). — *A. Græsel*. Handbuch der Bibliothekslehre; 2e édition (excellent).

4. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1903, 2 février. — *K. Lamprecht*. Zur jüngsten deutschen Vergangenheit; Bd. I (traite de l'évolution artistique et intellectuelle de l'Allemagne pendant le dernier tiers environ du xixe siècle et veut montrer combien cette évolution a subi l'influence de cette forme nouvelle de l'âme nationale qu'il appelle « Reizsamkeit » ou hyperesthésie). — *M. Lenz*. Geschichte Bismarcks (excellent). = 9 février. *Spiegelberg*. Demotische Papyri aus den königl. Museen zu Berlin (simple spécimen d'un ouvrage qui se présente d'ailleurs sous les meilleurs auspices). — Ægyptische Urkunden aus den königl. Museen. Griechische Urkunden; t. III : Inscriften der æltesten Zeit und des Alten Reichs. — *Capart*. Recueil de monuments égyptiens; cinquante planches, avec texte explicatif (important). — *H. d'Arbois de Jubainville*. Principaux auteurs de l'antiquité à consulter sur l'histoire des Celtes; essai chronologique (manuel très utile et dressé avec une méthode vraiment scientifique). — *Julius von Pflugk-Harttung*. Die Bullen der Pæpste bis zum Ende des xii Jahrh. (travail excellent et en partie neuf de diplomatique pontificale). — Journal du *Dr P. Ménière* (recueil peu intéressant d'*Anas* sur les salons du second Empire. Beaucoup de menues erreurs). = 16 février. *Ch. Guignebert*. Tertullien; étude sur ses sentiments à l'égard de l'Empire et de la société civile (contribution importante à l'histoire du christianisme primitif). — *Ed. Rott*. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons Suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés; vol. I et II (important; art. à consulter de F. de Crue). = 23 février. *P. Perdrizet*. Ronsard et la Réforme (intéressant; mais l'auteur n'a pas su entrer dans l'âme d'un catholique du xvie s. et il a trop jugé Ronsard avec nos idées modernes). = 2 mars. *J. Janssen*. L'Allemagne et la Réforme; t. VI. — *A. Ingold*. Mabillon en Alsace (sur les deux voyages littéraires de Mabillon en Alsace, en 1683 et en 1696, ce dernier en compagnie de Ruinart; publie une cinquantaine de lettres inédites de Mabillon). — *E. Daudet*. Conspirateurs et comédiennes (utilise beaucoup de notes de police, parfois avec bonheur). = 9 mars. *P. Mortier*. Histoire des maîtres généraux de l'ordre des frères prêcheurs; t. I, 1170-1263 (livre utile, qui contient de bons chapitres, mais écrit sur un ton de constante apologie et avec une érudition parfois trop facile à contenter). — *R. Allier*. La cabale des dévôts, 1627-1666 (excellent). — *R. Fage*. La vie à Tulle aux xviie et xviiie s.

(bon). = 16 mars. *E. Fabricius, O. de Sarwey* et *F. Hettner*. Der obergermanisch-rætische Limes des Rœmerreiches (livr. 14-17 de cette belle publication). — *A. Lumbroso*. Napoleone II (recueil d'études et de documents sur l' « Aiglon »). = 23 mars. *Aug. Coulon*. Les lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII, 1316-1334; fasc. 1-3. — *Eug. Déprez*. Clément VI. Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France; fasc. 1.

5. — La Révolution française. 1903, 14 février. — Henri Carré. Le premier ministère de Necker, 1776-1781 (il y eut chez Necker un mélange d'audace plus théorique que réelle, de prudence plus routinière qu'ingénieuse, de concessions politiques et de manœuvres qui séduisirent les uns, neutralisèrent les autres et surtout conspirèrent à faire d'un homme habile ce que vraiment il n'était pas, un politique profond et un homme d'État). — Paul Mautouchet. Le mouvement électoral à Paris en août-septembre 1792; suite en mars. — Armand Brette. Les édifices où siégèrent, à Paris, les anciens États généraux et les assemblées parlementaires. — A. Aulard. Mme de Stael et Napoléon (soutenance des thèses présentées à la Faculté des lettres de Paris par M. Paul Gautier; beaucoup d'éloges, à peine tempérés de réserves ou de critiques sur des points de détail). — Une lettre de Bouchotte à Marat, 14 mai 1793. = 14 mars. J. Guillaume. Les sextiles de l'ère républicaine (expose les travaux de Romme, corrigés par Delambre, sur l'établissement du jour intercalaire; montre qu'en décrétant le retour à l'ancien calendrier dans les actes officiels, l'empereur reconnaissait la supériorité du nouveau et souhaitait que le monde, plus éclairé, se décidât à l'adopter). — A. Mathiez. Une brochure antibonapartiste en l'an VI. Les prédictions de Silvain Maréchal. — P. Conrad. Un document sur l'origine des fédérations (provenant du Dauphiné). — Une lettre de Madame Roland à Lavater (du 20 nov. 1787).

6. — Mélanges d'archéologie et d'histoire. 1902, août-décembre. — E. Maynial. Les salutations impériales de Vespasien (dresse le tableau chronologique de ces salutations, avec la liste des événements auxquels elles se rapportent). — J. Calmette. La légation du cardinal de Sienne auprès de Charles VIII, 1494 (publie huit lettres en latin écrites par le cardinal au cours de sa mission, d'après les originaux conservés à la bibliothèque Saint-Marc, à Venise). — Ch. Samaran. Note sur quelques manuscrits de l'inventaire des archives pontificales rédigé en 1366-1367 sous le pontificat d'Urbain V. — Mgr L. Duchesne. Vaticana; suite. Notes sur la topographie de Rome au moyen âge (le mausolée des Probi; les mausolées impériaux, dont l'un devint l'église de Saint-André et l'autre l'église de Sainte-Pétronille, l'une et l'autre détruites au xvie s.; Saint-Grégoire « in Palatio; » la nécropole pontificale, inaugurée en 461; Saint-Vincent au Vatican; le « Scrinium Confessionis, » expression employée à tort par L. Schiaparelli pour désigner un local contenant un dépôt de documents écrits, car ce « Scrinium »

n'a jamais existé). — J. Zeiller. Les dernières fouilles de Salone. — Ch. Dubois. Observations sur un passage de Vitruve, livr. V, cap. xii (concernant les travaux maritimes dans les ports antiques de l'Italie).

7. — Revue des Études anciennes. T. V, n° 1. Janv.-mars 1903. — G. Radet. Recherches sur la géographie ancienne de l'Asie Mineure; I : sur un point de l'itinéraire d'Alexandre en Lycie (pour aller de la Basse-Lycie à la plaine pamphylienne, Alexandre prit la route de Saradjik, où se trouve aujourd'hui un groupe de ruines, qu'il faut identifier avec le château des Marmariens). — Haussoullier, Cumont, Radet. Dioshiéron et Bonita. — C. Jullian. Notes gallo-romaines; XVII : remarques sur la plus ancienne religion gauloise; n° 4 : les rites. — J. Déchelette. La fabrique de la Graufesenque, Aveyron; nouvelle étude sur la poterie sigillée gallo-romaine.

8. — Revue des Études historiques. 1903, janvier-février. — G. Lacour-Gayet. Un utopiste inconnu; les *Codicilles de Louis XIII* (ces *Codicilles,* publiés avec la date d'août 1643, ont en réalité paru entre 1713 et 1719; c'est donc un ouvrage apocryphe. L'auteur devait être un français résidant à l'étranger, « d'imagination excentrique et de religion catholico-protestante; » peut-être le marquis de Langalerie). — J. Cart. Souvenirs de Russie, 1783-1798; extraits du journal de Mlle Lienhardt.

9. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. 1903, 15 février. — Ch. Schmidt. Une source de l'histoire contemporaine : le fonds de la police générale aux Arch. nationales (voir la *Rev. hist.,* LXXXI, 433). = 15 mars. Marquet de Vasselot. L'histoire des arts industriels en France, du xvie au xixe s. État des travaux et questions à traiter. = Comptes-rendus : *A. Danvila.* Luisa Isabel de Orleans y Luis I (résumé superficiel du règne de Louis Ier; ajoute peu à ce qu'a dit des époux le P. Baudrillart). — *Claude Perroud.* Lettres de Mme Roland; t. II (très important). — *Abbé Albert Durand.* Un prélat constitutionnel : Jean-François Périer, 1740-1824 (d'utiles renseignements enfouis dans une masse de détails superflus). — Correspondance d'un garde du corps (Hector, baron du Laurens d'Oiselay) de S. M. le roi Louis XVIII à sa famille (utile pour l'étude de l'opinion publique en France lors de la chute de Napoléon).

10. — Bulletin hispanique. T. V, 1903, n° 1. — Fr. Simon y Nieto. La nourrice de dona Blanca de Castille (avec le fac-similé d'un diplôme sur parchemin du roi de Castille, Alphonse le Noble, en faveur de cette nourrice, Sancha Lopez, 26 juin 1190).

11. — Bulletin italien. T. III, 1903, n° 1. — Hauvette. Un chapitre de Boccace (*De casibus vir. illustr.,* IX, 26) et sa fortune dans la littérature française (hist. de Filippa de Catane, racontée, d'après Boccace, par Pierre Matthieu et publiée en 1617; puis par Lenglet-Dufresnoy d'après P. Matthieu). — E. Picot. Les Italiens en France au xvie s.;

5e article : influence des Italiens à la cour de France. — L. Auvray. Note sur une lettre de Machiavel (à Vernacci, du 26 juin 1513; publiée, mais en partie seulement, dans l'édit. Alvisi, n° 125. L'original est à Paris, mss. ital. 1555, fol. 21).

12. — Bulletin de littérature ecclésiastique. 1902, n° 10. — Lucien Crouzil. Documents inédits sur l'ancienne Université de Toulouse (publie l'autobiographie de Simon Borès, qui fut professeur à la Faculté de théologie avant et après la Révolution; le récit s'arrête en 1821). = 1903, n° 1. Pierre Batiffol. L'Évangile et l'Église (critique du livre de l'abbé Loisy, qui, de son côté, était une critique de l'ouvrage de Harnack sur l'Essence du christianisme). = N° 2. Eugène Portalié. Le rôle doctrinal de saint Augustin. = N° 3. Les catholiques et les études bibliques au XIXe siècle (grand éloge de deux ouvrages récents du R. P. Lagrange : *le Livre des Juges* et les *Études sur les religions sémitiques,* livres irréprochables, dans lesquels la place faite à la critique est justement ce qui convient. Après la faillite ecclésiastique du groupe de la « critique indépendante, » c'est un encouragement pour la critique modérée devant qui « la condamnation qui est intervenue aura eu cet effet salutaire de déblayer le terrain des études catholiques »). — Pour l'histoire religieuse de la France (à l'occasion du t. I des *Archives de l'histoire religieuse de la France* et de l'*Histoire des évêques de Dax,* par l'abbé Degert).

13. — Revue de l'Histoire des Religions. 1902, sept.-oct. — Eugène de Faye. Introduction à l'histoire du gnosticisme au IIe et au IIIe siècle; 3e article; 4e article en novembre. — Goblet d'Alviella. De quelques problèmes relatifs aux mystères d'Eleusis; I : l'Origine des grands mystères; II (novembre) : l'Eschatologie des mystères; III (janv.-févr.) : les mystères et l'orphisme. — A. Foucher et Cl. Huart. Compte-rendu du XIIIe Congrès des Orientalistes à Hambourg. = Nov.-déc. Sieroszewski. Du Chamanisme, d'après les croyances des Yakoutes; fin. = 1903, janvier-février. A. van Gennep. De l'emploi du mot « Chamanisme. » — A. Nicolas. A propos de deux mss. « bâbis » de la Bibliothèque nationale (contenant une Histoire de la secte des Bâbis).

14. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1903, n° 1. — R. Dareste. Le code babylonien d'Hammourabi (analyse de ce code, qui resta en vigueur à Babylone pendant plus d'un millier d'années, d'après la traduction française du P. Scheil. « Ce qui distingue surtout la loi babylonienne, c'est l'étendue et l'importance des dispositions relatives à l'agriculture, au louage des terres et des maisons, au louage d'ouvrage et à l'industrie sous toutes ses formes. Aucune autre loi ancienne ne fournit sur ce sujet de renseignements aussi complets et aussi précieux »). — V. Budanov. L'autorité dans la Russie ancienne; trad. par Jules Korchétov-Viesgy; 1er article (traits généraux de l'organisation politique de toutes les Russies). — E. Glas-

son. Le roi, grand justicier; fin. — Arthur Girault. Enquêtes sur les coutumes des indigènes de l'Afrique occidentale française. Les Bambaras, d'après les observations de M. le capitaine Lenfant.

15. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. 1903, janvier-février. — G. Platon. La scriptura de terç en droit catalan; suite. — Édouard Lambert. Le problème de l'origine des XII tables. Quelques contributions empruntées à l'histoire comparative et à la psychologie des peuples; fin (les documents rassemblés dans la compilation des XII tables ne sont que des adages nés pour la plupart dans les temps légendaires et réflétant des conceptions fort archaïques, mais dont la forme s'est immobilisée seulement au début du second siècle av. J.-C.). — Ch. Appleton. Le droit comparé appliqué à la reconstitution du droit romain. Le testament; fin (la méthode comparée peut rendre des services, mais on ne peut tout lui demander; pour le testament romain, c'est le droit romain lui-même qu'il faut tout d'abord interroger).

16. — Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée. 1903, février. — L'origine des grandes manœuvres. Les camps d'instruction aux XVIIe et XVIIIe siècles; chap. III : d'après la guerre de la Succession d'Autriche; suite. — La campagne de 1794 à l'armée du Nord; chap. VI : la Cavalerie ; suite. — Études sur la campagne de 1799; chap. VIII : la Retraite de Championnet, 25 novembre-8 décembre 1798 (la bataille de Cività Castellana, 4 décembre 1798, avec une carte). — La guerre de 1870-1871. Journée du 12 août 1870 en Lorraine.

17. — L'Ami des monuments et des arts. Vol. XVI, n° 90. — Les souvenirs parisiens de la préfecture de police, d'après les documents officiels et les archives de la préfecture de police; suite (avec un grand nombre de très curieuses planches). — Les dernières découvertes en Algérie; suite : les Mosaïques des ruines d'Hippone, la cité de saint Augustin. = N° 91. Ch. Normand. Les dernières découvertes en France : le théâtre de Drevant, Cher (planche). = Nos 92-93. Max Herz-Bey. Le Comité de conservation des monuments de l'art arabe au Caire; maison du roi saint Louis à Mansourah. — Yvan d'Assof. De l'emplacement de la tombe du duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes (avec une photographie et un plan). — A. Perrault-Dabot. Historique de l'hôtel d'Artois, devenu hôtel de Bourgogne, et son dernier débris, la tour de Jean Sans-Peur et le berceau de la Comédie française à Paris.

18. — Annales de Géographie. 1902, 15 novembre. — Maurice Zimmermann. Terres, climat et glaciers antarctiques. — M. Idoux. Notes sur le Nefzaoua. — L. Gallois. La lettre de Toscanelli à Christophe Colomb (réplique aux réponses de M. Vignaud. Sans doute, la lettre présente des difficultés d'interprétation; mais aucune preuve formelle ne peut appuyer la thèse d'une supercherie). = 1903, 15 janvier. L. Gallois. La frontière argentino-chilienne (d'après les mémoires

fournis à l'arbitre et la décision arbitrale du 25 nov. 1902; avec une carte). — Id. La Valachie, de M. E. de Martonne. = 15 mars. Marquis de Segonzac. Voyages au Maroc, 1899-1901. — Capitaine d'Ollone. Côte d'Ivoire et Liberia. — Ch. van Cassel. Géographie économique de la haute Côte d'Ivoire occidentale. — Paul Girardin. Sur un projet de Corpus topographique du monde ancien.

19. — **Annales des sciences politiques**. 1903, 15 janvier. — Les puissances maritimes en Extrême-Orient. = 15 mars. René Henry. Le congrès slave de Prague, 1848 (reproduit les manifestes de 1848, qui sont le monument des revendications austro-slaves; on y voit déjà nettement formulée la double théorie des nationalités, ou du droit naturel des nations, et celle des droits historiques). = Compte-rendu : *Ed. Descamps*. La neutralité de la Belgique au point de vue historique, diplomatique, juridique et politique (très intéressant).

20. — **Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus**. 1903, 20 février. — Paul Ker. L'enseignement libre; notes et souvenirs; fin. — Jos. Brucker. La condamnation du livre de M. Loisy; « l'Évangile et l'Église » (commente et justifie l'ordonnance de Mgr Richard. Le condamné est invité à « réagir courageusement contre un goût trop exclusif pour cette exégèse historique qui ne saurait faire une besogne bonne et saine en opposition avec la vraie tradition exégétique et théologique de l'Église »). = 5 mars. Auguste Butin. Gribeauval et ses précurseurs (réformes introduites dans l'artillerie par Frézeau de la Frézelière). — J. de la Servière. Une controverse au début du XVIIe siècle : Jacques Ier d'Angleterre et le cardinal Bellarmin (analyse le traité de Jacques Ier : *Triplici nodo triplex cuneus* et la réponse de Mathieu Torti, prête-nom de Bellarmin). = 20 mars. L. Reure. Hippolyte Taine. — A. Condamin. La Bible et l'Assyriologie. Aperçu général de leurs rapports au point de vue critique et exégétique. — Paul Dudon. Nominations épiscopales (à propos de la formule *Nominavit nobis;* ce qu'en dit le Concordat, dans sa lettre et dans son esprit). — J. Doizé. Le dernier pape d'Avignon (fuite de Benoît XIII d'Avignon, 12 mars 1403, et réconciliation du roi de France avec le pape affranchi). — Henri Chérot. Un éducateur populaire de la Bretagne catholique au XIXe siècle : Jean-Marie de Lamennais.

21. — **Académie des sciences morales et politiques**. *Séances et travaux*. Compte-rendu. 1903, février. — Prince G. Bibesco. Le lieutenant T. Galland, du 1er zouaves (épisode du siège de Puebla). — Gabriel Monod. Le troisième centenaire de la fondation de la bibliothèque bodléienne à Oxford. — E. Levasseur. Les sources principales de l'histoire des classes ouvrières et de l'industrie; documents imprimés; suite : bibliographie des temps modernes. = Mars. R. Dareste. Le code babylonien d'Hammourabi. — Ernest Lehr. Coup d'œil sur la constitution de Strasbourg jusqu'à la Révolution française.

22. — Société nationale des Antiquaires de France. Séance du 28 janvier 1903. — M. Monceaux attire l'attention de la Société sur l'inscription dite de Renault conservée au musée d'Oran; les martyrs dont elle parle ont succombé en l'an 329. = Séance du 4 mars. M. Maurice étudie l'origine du nimbe d'après les monnaies de l'empire romain. — M. Monceaux explique l'effigie et la légende d'un sceau byzantin de Jean, évêque d'Afrique. — M. le Dr Capitan rappelle la découverte d'objets préhistoriques faite par Cocherel près Evreux au commencement du XVIIIe siècle et que Montfaucon a enregistrée. = Séance du 18 mars. M. Cagnat communique le texte de quelques inscriptions latines provenant de Syrie, dont il a reçu copie et estampages du R. P. Rouzevalle; il y ajoute le texte d'un milliaire de Bettignie récemment découvert. — M. Monceaux étudie une inscription grecque chrétienne trouvée en 1824 à Tripoli d'Afrique et dont l'original est perdu.

23. — Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris. T. XXIX, 1902. — R. de Lasteyrie. La date de la porte Sainte-Anne à Notre-Dame de Paris (le tympan de cette porte, laquelle s'ouvre sur le côté droit de la façade, représente Maurice de Sully et Louis VII, mais il a été sculpté après la mort de celui-ci, après 1180. La porte elle-même n'a reçu sa forme actuelle que sous saint Louis). — Maurice Tourneux. Journal intime de l'abbé Mulot, 1777-1782 (ou « Journal des choses intéressantes que j'ai eu occasion de savoir concernant la littérature et les littérateurs; » il intéresse plus en effet l'histoire de la « cultur » que de la politique). — Léon Mirot. Un trousseau royal à la fin du XIVe s. (celui d'Isabelle de France, seconde femme de Richard II d'Angleterre). — H.-François Delaborde. Les bâtiments successivement occupés par le Trésor des chartes (intéressante description d'un bâtiment élevé par Pierre de Montereau en même temps que la Sainte-Chapelle et destiné à renfermer son trésor. C'est là aussi que furent enfermées les chartes royales, d'où le nom de « Trésor des chartes. » Il fut chassé de cet asile par l'incendie qui, en 1776, dévasta le palais. Des divers logis où ce malheureux dépôt d'archives fut relégué jusqu'à son entrée à l'hôtel Soubise, en 1808). — René Poupardin. Cartulaire de Saint-Vincent de Laon, Arch. Vat. Misc. arm., X, 145. Analyse et pièces inédites (publie ou analyse 52 chartes de 975 à 1296). — Henri Stein. Le sacre d'Anne de Bretagne et son entrée à Paris en 1504 (relation contemporaine).

24. — Annales de Bretagne. 1902, novembre. — Armand Rébillon. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes (utilise nombre de documents consultés aux archives départementales et municipales de Rennes). — J. Allonic. Histoire du collège de Vannes. — P. Hémon. Le comte du Trévou; suite. — J. Loth. La prétendue lettre de Dinoot, évêque de Bangor, à Augustin (c'est un faux écrit au XVIe s. par un protestant gallois, en gallois, et traduit en latin par Spelman).

25. — Revue africaine. 1901, 4e trimestre. — Colonel Moinier. Campagne de J. César en Afrique, 48-47 av. J.-C.; 1er article (avec une carte); suite en 1902. — Colonel Robin. Notes et documents concernant l'insurrection de 1856 à 1857 de la Grande-Kabylie; fin. = 1902, 1er et 2e trimestres. Victor Waille. Rapport aur les fouilles exécutées à Cherchel (avec huit planches). — Colonel Robin. Notes historiques sur la Grande-Kabylie, de 1838 à 1851; suite dans les 3e et 4e trimestres. — Quedenfeldt (trad. par H. Simon). Division et répartition de la population berbère au Maroc; suite dans les 3e et 4e trimestres. = 3e et 4e trimestres. El-Achmaoui. Kitab En-Nasab; trad. par P. Giacobetti; suite.

26. — Revue bourguignonne de l'Université de Dijon. T. XIII, 1903, n° 1. — H. Hauser. Le Colbertisme avant Colbert et la liberté du travail sous Henri IV. Lyon et Tours, 1596-1601 (réimpression de l'article paru dans la *Revue historique,* LXXX, 257-285). — H.-A. Moulin. La doctrine de Monroe et la colonisation de l'Amérique du Sud. L'affaire de l'Acre (montre les modifications qui se sont produites depuis 1823 dans les conditions réelles de la politique internationale, surtout dans ces toutes dernières années).

27. — Revue d'histoire de Lyon. Tome I, 1902, fasc. 5. — A. Coville. L'évêque Aunemundus et son testament; fin dans fasc. 6 (biographie de ce personnage, devenu dans le parler populaire saint Ennemond, évêque de Lyon au milieu du VIIe s. Son testament n'a rien de mérovingien; c'est un faux compilé à l'aide de deux actes fabriqués pour appuyer certains droits contestés de l'abbaye de Saint-Pierre de Lyon. En appendice, nouveau texte critique du testament, d'après une copie qui n'est pas antérieure à la fin du XIIe siècle). — J. Godart. Le deuxième centenaire de la Chambre de commerce de Lyon. — E. Baux. Louise de Savoie et Claude de France à Lyon. Étude sur la première régence, 1515-1516; fin dans fasc. 6 (étude très minutieuse sur le voyage des deux reines d'Amboise aux bords de la Durance, voyage non soupçonné des érudits lyonnais, qui l'ont confondu avec le séjour de ces princesses au cloître de Saint-Just en 1524). — L'entrée de Louis XIII à Lyon en 1622 (avec une planche donnant « le portrait de l'ordre auquel l'on a marché à l'entrée du roy Loys XIII dans sa ville de Lyon et de Anne d'Autriche, le 2 décembre 1622 »). — Lyon en Juin et Juillet 1793 (publie deux documents communiqués par Léon-G. Pélissier). = Fasc. 6. Charléty. Le régime douanier à Lyon au XVIIe s. — A. Bonzon. La Banque à Lyon aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles; fin dans tome II, fasc. 1. — Herriot. Camille Jordan et la Restauration; documents inédits. = Tome II, fasc. 1. L. Galle. Pierre Louvet, sa vie et ses travaux. — C. Latreille. Un salon littéraire à Lyon, 1830-1860 : Madame Yemeniz. — Cérémonial public de l'hostel de ville de Lyon, 1080, publié par P. Rochex (pour l'élection du prévôt et des échevins).

28. — Revue de Gascogne. Nouv. série, tome II, 1902, octobre-décembre. — Ce numéro est consacré tout entier à M. Léonce Couture, étudié dans sa vie par M. Laclavère, dans son enseignement par P. Lahargou, dans sa philosophie par L. Maisonneuve, comme philologue, par A. Jeanroy, comme hagiographe, par C. Cézérac, comme directeur de la *Revue de Gascogne*, par A. Degert. = Décembre. J. Gardère. L'abbé Jaubert, évêque nommé de Saint-Flour; fin. = Tome III, 1903, janvier. Abbé A. Degert. L'impression des liturgies gasconnes; tableau d'ensemble et documents inédits. — Tierny et Couaix. Journal de Sentex, archer du vice-sénéchal d'Auch, 1640-1665; suite en février. — J. Lestrade. Le testament de Jean de Ribeyran, 1672 (ce Ribeyran fut archidiacre d'Aure en l'église de Comminges). — Abbé A. Clergeac. Un ms. du xive s. à Lombez (glose sur le 6e livre des Décrétales, par Jean André, de Bologne). — R. P. Lamazouade. Notes et souvenirs de M. l'abbé Dallas sous la Révolution. — L. de Saint-Fris. Fondation de la collégiale de Bassoues, 1512. = Février. A. Degert. Les premières journées de la Révolution, racontées par un Marciacais (lettre écrite de Vaugirard, 18 août 1789, par Alexandre Laffitte de Gardey, qui était à Paris pour faire ses études ecclésiastiques; il parle de la prise de la Bastille en termes déjà fort empreints de légende; quelques détails curieux sur la suppression des droits féodaux). — J. Atan. Date du couronnement de Catherine de Navarre et de Jean d'Albret (ce n'est pas le 10 janvier 1494, donné par Olhagaray, mais le 12 janvier). = Mars. A. Clergeac. Une famille de gentilshommes campagnards aux xviie et xviiie siècles : les Chabanes-Lagahe. — Abbé L. Ricaud. La fin du vieux Garaison (destruction, par la Révolution, de cette chapelle, avec ses bâtiments destinés à recevoir douze chapelains, prêtres séculiers vivant en commum sous la juridiction de l'Ordinaire).

---

29. — Revue d'Alsace. 1902, novembre-décembre. — A. Ingold. Eug. Müntz (avec un portrait). — J. Feuvrier. Le Sundgau en 1785, d'après le P. Tiburce. — J. Liblin et A. Gasser. La chronique de François-Joseph Wührlin, bourgeois de Hartmanswiller, 1560-1885; fin. — Lortet. Soldats alsaciens; II : le Chef d'escadron François-Michel Martin, 1776-1850 (états de service d'un soldat de la Révolution et de l'Empire). — Ch. Hoffmann. Les premières municipalités de la Haute-Alsace; fin (histoire municipale de Colmar jusqu'en 1789). = Livres nouveaux : *J. Colin*. Campagne de 1794 en Alsace et dans le Palatinat (œuvre utile, autant qu'agréable). — *H. Bardy*. Miscellanea (à noter un article sur les représentants du peuple dans les Vosges en l'an II). = 1903, mars-avril. M. Waltz et sa *Bibliographie colmarienne*. — Chronique Belfortaine, par l'abbé Schuler, publiée par Dubail-Roy (Henri Schuler, né en 1735, mort en 1812; sa chronique est plutôt une description de Belfort avant la Révolution). — A. Hanauer. Les petits imprimeurs de Haguenau au xvie siècle; suite. — Dr L. Kueny. Un

météorologiste alsacien au XVIIIe s.; suite. — A. GASSER. Les impositions, corvées et dîmes d'une petite ville de la Haute-Alsace : Soultz; fin. — P.-A. HELMER. La manufacture d'armes blanches d'Alsace; chap. III : les Ouvriers.

---

30. — Analecta Bollandiana. 1902, n°s 3-4. — A. PONCELET. Index miraculorum B. V. Mariae quae saec. VI-XV latine conscripta sunt. — P. DE LOE. De vita et scriptis B. Alberti Magni (importante bibliographie). — F. VAN ORTROY. Note sur l'indulgence de la Portioncule (discute les travaux de Paul Sabatier et de N. Paulus; l'histoire primitive de cette indulgence n'est pas encore complètement tirée au clair). — H. DELEHAYE. Catalogus codicum hagiographicorum graecorum Bibliothecae Nationalis Neapolitanae. — M. FÉROTIN. La légende de sainte Potamia (notes additionnelles). — J. VAN DEN GHEYN. Miraculum S. Martini, episcopi Turonensis (texte d'après un manuscrit de Bruxelles). — U. CHEVALIER. Le « Repertorium Repertorii » du P. Clément Blume et les droits de la critique (réponse aux critiques dont le *Repertorium hymnologicum* a été l'objet de la part des PP. Dreves et Blume). = Comptes-rendus : *A. Venturi*. Storia dell' arte italiana (trop de généralisations et de synthèses). — *E. Male*. L'art religieux du XIIIe s. en France (bonne méthode). — *J. Geffcken*. Die oracula Sibyllina (cette édition constitue un sensible progrès sur les précédentes). — *P. Allard*. Julien l'Apostat (bien informé et consciencieux). — *E. Vacandard*. Vie de saint Ouen, évêque de Rouen (excellent).

31. — Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique. 5e série, IV, 2e livr. — A. DE BEHAULT. Relation d'un séjour de Michel de Saint-Martin à Anvers en 1661 (détails assez intéressants sur les principales villes des Pays-Bas). — J. VAN DEN GHEYN. Pour la Biographie nationale (renseignements inédits sur quatre écrivains belges : Henry Romain (XVe s.), Egide Zeghers († 1588), Maximilien de Hovyne († 1662), Antoine Majoul († 1654). — F. DONNET. La maison des Dames d'honneur de Marie Stuart (historique de cet édifice, construit en 1528, jusqu'à la fin de l'ancien régime). — V. CHAUVIN. Le jet des pierres au pèlerinage de la Mecque (critique les explications fournies au sujet de cet usage). = 1903, n° 1. J. VAN DEN GHEYN. Henry Rommain (détails biographiques sur un juriste tournaisien qui fut chargé d'importantes négociations diplomatiques auprès de Charles VII). — G. VAN CASTER. Les constructions élevées par Luc Fayd'herbe (intéressante étude sur l'œuvre architecturale du fameux sculpteur contemporain de Rubens).

32. — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. 1902. — SCHAUDEL. Avioth à travers les âges (bonne monographie locale; digressions inutiles). — J. VANNERUS. Les chartes luxembourgeoises conservées dans la trésorerie des comtes de Hainaut aux archives de Mons (109 documents datés de 1195 à 1563; plusieurs concernent l'histoire intéressante de l'héritage de Thierry de Mirwart au XIIIe et au XIVe siècle). — DELACOLETTE. Recherches archéologiques et historiques

sur la commune et l'ancienne communauté paroissiale de Dochamps (beaucoup de documents, mais mal coordonnés). — J.-B. Douret. Les premières impressions de Luxembourg (détails intéressants sur les origines et les premières productions de l'art typographique dans cette province). — J. Guarlot. Les fêtes du couronnement de Napoléon Ier à Virton (d'après un document des archives communales).

33. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1902, nos 1-2. — A. de Loe. Rapport sur les fouilles exécutées par la Société en 1901 (contient notamment des détails intéressants sur les explorations du champ de bataille de Courtrai-Groeninghe). — G. Cumont. Étude sur le cours des monnaies en Brabant pendant le règne de la duchesse Jeanne, depuis 1383 jusqu'en 1406 (travail important fait d'après les documents des archives).

34. — Annales du Cercle archéologique de Mons. 1902. — F. Hachez. La légende pieuse de Lembecq (intéressante dissertation sur saint Véron, patron de Lembecq). — E. Matthieu. Sceau d'Élisabeth de Hainaut, reine de France (description d'un curieux monument sphragistique du xiie siècle). — C. Hodevaere. Les octrois communaux et le sceau échevinal de Frisches et Battignies-lez-Binche (bonne étude sur la situation communale de cette seigneurie). — L. Jacquemin. Les sceaux de la ville de Fleurus (bon). — A. Gosseries. Monographie du village de Nouvelles (très consciencieux). — A. d'Auxy de Launois. La fontaine de la Vallière à Spiennes (prouve l'inexactitude de la tradition qui associe à cette fontaine la célèbre favorite de Louis XIV). — G. Descamps. L'hôpital Notre-Dame ou de Jean Canart à Mons (reconstitue avec beaucoup d'érudition l'histoire d'un établissement hospitalier disparu depuis les premières années du xve siècle). — L. Devillers. Cartulaire des hospices et des établissements de charité de la ville de Mons (actes du xve siècle). — F. Hachez. L'assemblée des maitres de la Barrette (association des maitres de charbonnages au xviiie siècle). — E. Matthieu. L'ancien poids public de Mons. — G. Decamps. Une curieuse coutume en matière de reliefs d'alleux (explique la formule : « Le Hainaut ne relève que de Dieu et du soleil »). — E. Matthieu. Biographie d'E. Braconnier (archéologue montois, † 1901).

35. — Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. XXI, no 1. — G. Willemsen. La bourgeoisie de Saint-Nicolas au commencement du xviiie siècle (s'occupe surtout de l'histoire économique). — Documents relatifs aux fonctionnaires politiques du pays de Waes (ordonnances du xvie siècle, privilèges, liste des baillis, de 1402 à 1584, etc.).

36. — Les Archives belges. 1902, no 8. — Comptes-rendus : *C. Smythe.* The Story of Belgium (insuffisant, sauf pour l'histoire contemporaine). — *D. Boulger.* The History of Belgium (assez exact; détails très intéressants sur Waterloo). — *L. Van der Kindere.* La formation territoriale des principautés belges au moyen âge (riche en

résultats nouveaux). — *J. Van den Gheyn.* Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique; t. II (répertoire sûr et précieux). — *O. Bled.* Regestes des évêques de Thérouanne, 500-1553 (plan défectueux). — *H. Pirenne.* Chronique rimée des troubles de Flandre en 1379-1380 (excellente réédition). — *U. Berlière.* Mélanges d'histoire bénédictine (comprend notamment une étude sur les chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît, qui forme une importante contribution à l'histoire bénédictine dans les divers pays de l'Europe). — *E. Wolff.* Un humaniste luxembourgeois au XVIe siècle : Barthélemy Latomus d'Arlon (utile pour la connaissance de l'histoire intellectuelle des Pays-Bas). — *P. Masset.* Histoire de Monceau-sur-Sambre (absence de méthode). = N° 9. *L. Devillers.* Inventaire analytique des archives des États de Hainaut; t. II (très méthodique). — *C. de Borman.* Chronique d'Adrien d'Oudenbosch (excellente édition d'une des sources les plus sûres que nous possédions pour l'histoire du XVe siècle). — *J.-M. Vidal.* Lettres communes des papes d'Avignon (bonnes analyses). — *M.-F. Rachfahl.* Le registre de Franciscus Linaldius, trésorier général de l'armée espagnole aux Pays-Bas, de 1567 à 1576 (documents importants, erreurs en matière monétaire). — *H. Van Hogendorp.* Gysbert Karel van Hogendorp na 1813. Brieven en Gedenkschriften (papiers importants pour l'histoire du royaume des Pays-Bas; édition très défectueuse). — *L. Navez.* Les champs de bataille historiques de la Belgique ; I : depuis la bataille de Courtrai jusqu'à la campagne de 1815 (bon livre de vulgarisation). — *E. Hubert.* Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens (1715-1782). = N° 10. *E. Millard.* Philosophie de l'histoire. Les Belges et leurs générations historiques (ce livre a des mérites de clarté et de vigueur, mais il contient beaucoup d'affirmations gratuites et téméraires). — *A. Duclos.* Nos héros de 1302 (étude sur la civilisation de la Flandre au XIVe siècle ; l'auteur se perd dans des considérations étrangères à son sujet ; description exacte de la bataille des Éperons d'or). — *M. Maréchal.* La période communale en Belgique (n'est pas au courant de la science). — *P. Van Duyse.* Les chambres de rhétorique en Belgique. Leur influence sur les lettres, les mœurs et la politique (édition d'un manuscrit rédigé il y a cinquante ans). — *N. de Pauw.* Le procès de Jean Borlunt (curieux épisode de l'histoire judiciaire du XIIIe siècle). = 1903, n° 1. Comptes-rendus : *H. Delehaye.* Propylaeum ad Acta Sanctorum Novembris. Synexarium ecclesiae Constantinopolitanae e codice Sirmondiano, adjectis Synexariis selectis (recueil des vies abrégées des saints en usage dans l'Église grecque, description et classement des manuscrits, étude des difficultés relatives à l'identification des saints de chaque jour). — *H. Schlitter.* Geheime Correspondenz Joseph II mit seinem Minister in den Œstereichischen Niederlanden Ferdinand Grafen Trauttmansdorff, 1787-1789 (c'est une des plus importantes collections de documents qui aient vu le jour dans ces dernières années ; il s'en dégage une impression défavorable sur Joseph II). — *F. Masoin.* Histoire de la littérature française en Bel-

gique, de 1815 à 1830 (bon). — *H. Schlitter*. Briefe und Denkschriften zur Vorgeschichte der Belgischen Revolution (documents inédits très intéressants). — *A. Dubois*. Essais et notices (beaucoup de dissertations historiques non dénuées de valeur, mais dont certaines ont vieilli; l'auteur manque de sérénité).

37. — Bulletin bibliographique du Musée belge. 1902, n° 7. — Comptes-rendus : *H. Leclercq*. Les martyrs; I : les Temps néroniens et le IIe siècle (bon choix de textes). = N° 8. *C. Leclère*. Les avoués de Saint-Trond (étude neuve et intéressante). — *A. Van Hove*. Les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck (fait la lumière sur beaucoup de questions juridiques très obscures). — *G. Van Ongeval*. Praelectiones in geographiam biblicam et antiquitates hebraïcas (bonne synthèse; quelques lacunes). = N° 9. *J.-C. Bourinot*. Canada under british rule, 1760-1900 (mérite beaucoup d'éloges; manque cependant parfois d'impartialité). = 1903, n° 1. Comptes-rendus : *J.-B. Bury*. A history of Greece (excellent). — *O. Kern*. Ueber die Anfænge der hellenischen Religion (très instructif, mais pas absolument convaincant). — *B. Haussoultier*. Étude sur l'histoire de Milet et du Didymeion (érudition abondante, exposé plein d'agrément). — *J. Warichez*. Les origines de l'église de Tournai (méthode sévère). — *A. Kippenberg*. Die Sage vom Herzog von Luxembourg, und die historische Persönlichkeit ihres Trägers (exposé critique attachant de la légende qui fait du célèbre « tapissier de Notre-Dame » le protégé de Satan). — *H. Weil*. Le prince Eugène et Murat (fruit de recherches immenses; très important pour l'histoire diplomatique et militaire des années 1813-1814). — *F. Hutter*. Wanderungen und Forschungen im Nord-Hinterland von Kamerun (c'est le meilleur ouvrage publié sur cette région). — *F. Cook*. Vers le pôle sud (l'expédition de la Belgica; rapporte surtout la vie intime des explorateurs; étude importante sur les mœurs des Fuégiens).

38. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1902, n° 7. — Van Spilbeeck. Une dernière élection (il s'agit de l'élection d'un abbé à Aulne en 1790). = N° 8. P. Saintenoy. Un camp romain : le Saalburg (découvert près de Hombourg en 1853). — A. Blomme. La nécropole de Castel d'Osso (près de Viterbe). — P. Bergmans. L'organiste des archiducs Albert et Isabelle, Peter Philips (biographie et bibliographie). = 1903, n° 1. J. Van Spilbeeck. Soleilmont, ses abbesses et leurs archives au XVIIe siècle (bonne contribution à l'histoire religieuse). = Comptes-rendus : *Houtart*. Hélène Fourment (soutient que la femme de Rubens est d'origine tournaisienne). — *E. Hubert*. Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens. — *J. Laenen*. Le commerce des Pays-Bas pendant le XVIIIe siècle (bonne étude de vulgarisation).

39. — Bulletin de l'Académie royale flamande. 1902, n° 1. — J. Broeckaert. Contribution à l'histoire du mouvement flamand

(conflits nés, sous l'ancien régime, de l'ignorance par les autorités de la langue du pays. Affirmations peu fondées et erreurs manifestes). — H. Sermon. Thomas de Cantimpré (exposé des travaux de ce polygraphe).

40. — Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique. 1902, n° 6. — E. Gossart. Un livre d'Érasme réprouvé par l'Université de Louvain (il s'agit du livre *De sarcienda Ecclesiae concordia;* montre l'influence considérable dont jouissait Érasme dans le monde ecclésiastique). = N° 7. E. Discailles. Un négociant anversois à la fin du XVIIIe s. (répond aux objections faites à la biographie de J. de Broëta. Voir *Rev. hist.*, LXXVII, 430). = Comptes rendus : *G. Espinas.* Les finances de la commune de Douai des origines au XVe s. (monographie pénétrante). — *F. Cumont.* Les mystères de Mithra (ouvrage de premier ordre). — *E. Hubert.* Une page de l'histoire religieuse de la Flandre au XVIIIe s. (le protestantisme à Doulieu-Estaires en 1730-1732). = N° 8. Compte-rendu : *H. Francotte.* L'administration financière des cités grecques (d'après les inscriptions). = Nos 9-10. Compte-rendu : *Darsonville.* Urbain IV et la Fête-Dieu à Laon (conteste la thèse de D. Marbot et D. Lelong). = N° 11. Comptes-rendus : *G. Voisin.* L'apollinarisme. Étude historique sur le début des controverses christologiques au IVe s. (consciencieux). — *H. Van Hogendorp.* Lettres et mémoires du comte Gisbert-Charles de Hogendorp (document de premier ordre pour l'histoire des débuts du royaume des Pays-Bas).

41. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique. 1902, n° 3. — J. Balau. Comment Jean d'Outre-Meuse écrit l'histoire. Étude critique des commencements du règne d'Henri de Gueldre racontés dans *Li Myreur des Histors* (tout ce que Jean d'Outre-Meuse ajoute aux témoignages des écrivains qui l'ont précédé est invention pure). — J. Cuvelier. Notes pour servir à la bibliographie et à l'étude critique de l'œuvre de Jacques de Hemricourt (rectifie avec beaucoup de sagacité les dires de F. Hénaux).

42. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. XXXII, n° 1. — L. Renard. Bronzes figurés de l'époque romaine trouvés en Belgique (description intéressante et érudite). — J. Servais. Antiquités de l'âge de la pierre trouvées à Angleur et à Chaudfontaine. — F. Pholien. Contributions à l'étude de la céramique au pays de Liège. — A. Hansay. Liège en 1790, d'après le voyageur allemand Georg Forster (extraits bien traduits). — A. Body. Anciens monuments spadois disparus (notices détaillées d'après les documents des archives).

43. — Bulletin de la Section littéraire de la Société des mélophiles de Hasselt. XXXVII. — J. Cuvelier. Histoire d'une ville d'après ses sceaux (c'est l'histoire, très intéressante, de la ville de Bilsen). — A. H. Le plus ancien registre aux résolutions du conseil communal de Maestricht (va de 1368 à 1379). — F. Straven. Barthe-

lemy van der Hauweijcken de Hasselt (curé de Notre-Dame, à Saint-Trond, de 1624 à 1666; † 1668). — H. van Neuss. Actes et documents anciens concernant Hasselt (documents tirés des archives hospitalières et religieuses de 1351 à 1386).

44. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 1902, n° 7. — J. Vuylsteke. De l'opportunité de la restauration du donjon du château des comtes. = N° 8. Compte-rendu : *Van den Gheyn.* La cathédrale de Saint-Bavon à Gand (très important).

45. — Bulletin de la Société royale belge de géographie d'Anvers. 1902, n° 1. — E. Richet. L'Indo-Chine française à l'heure présente (détails sur l'œuvre entreprise par Doumer). — H. Hautte-cœur. L'île de Mytilène (description et histoire). — L. George. La terre chaude du Mexique (description par un explorateur). — L'Inde britannique ou l'Hindoustan (renseignements sur les missions de l'Inde septentrionale). = N° 2. F. de Bos. L'horoscope de Justin de Nassau (1559-1631). — E. Richet. Étude sur Bombay. — L. Jacqmin. Singapore et la péninsule malaise. — F. Georlette. L'État de l'Amazonas. = N° 3. J. du Fief. La catastrophe des Petites-Antilles (d'après les relations de témoins oculaires). — A. du Bois. L'évolution des voyages (détails sur les voyages des grands personnages au xviie et au xviiie s.; 2e partie : Historique de la construction des premiers chemins de fer; Organisation des voyages par les grands transatlantiques). — A. Taquin. Les îles Canaries et les parages de pêche canariens. = Comptes-rendus : *F.-A. Cook.* Vers le pôle sud. — L'expédition de la Belgica (bien illustré). — *C. Lemaire.* Mission scientifique du Katanga (excellent livre de vulgarisation). = N° 5. G. Lecointe. La terre Alexandre Ier (rectifie les indications fournies par Bellingshausen). — F. Pasteyns. Biographie du général Wauvermans (officier du génie et historien distingué; † 29 octobre 1902).

46. — Fédération archéologique et historique de Belgique. 1902. — J.-P. Waltzing. Dédicace des Gésates à Volkanus (inscription trouvée à Tongres en 1900). — C. de Borman. Les remparts de Tongres devant l'histoire (bonne contribution à l'histoire de la cité limbourgeoise). — Schmeits. La basilique de Saint-Servais à Maestricht, bâtie par saint Monulphe, et ses constructions romanes (dissertation archéologique pleine d'érudition). — L. Bertrand. L'homme préhistorique (sans valeur). — Id. De quelle époque datent les remparts qui enveloppent actuellement la ville de Tongres? (soutient que ces murs sont romains). — F. de la Villenoisy. L'industrie des fondeurs de cloches en Belgique. — E. Matthieu. Le drapeau de Beauvais (l'étendard ainsi dénommé, qui fut déposé à l'hôtel de ville de Beauvais en 1790, était de l'époque de Charles-Quint et ne peut donc avoir appartenu à l'héroïne du siège de 1472). — C. Jullian. L'âge de la colonne itinéraire de Tongres (elle doit dater des environs de

l'an 200). — J. Freson. La peinture chez les Romains. — E. Berger. Les procédés de peinture chez les Anciens (à propos de découvertes récentes aux environs de Tongres). — De Villenoisy. Les caractères propres du *Belgium* à l'époque romaine. — De Hauteclocque. Jean de Tongres, abbé de Vicogne (théologien et philosophe du xive s.). — E. Fourdrignier. Les bas-reliefs antiques représentant des scènes de métiers (montre l'intérêt historique de ces documents). — G. Fourdrignier. Le cristal de roche dans l'antiquité. — G. Jorissenne. Les éléments propres de l'architecture liégeoise du xvie s. — Nouwen. La première croisade et le Limbourg (théories étranges). — Guignard de Butteville. Les *tumuli* de la Hesbaye et ceux du centre de la France (en expose les analogies et les différences).

47. — Jadis. Recueil archéologique et historique pour tout l'ancien territoire de la Belgique féodale, 1902. — L. Stroobant. Poids et mesures usités en Brabant à la fin du xviiie s. (d'après un document comparatif de l'an IX). — L. Verriest. Épitaphes et inscriptions des églises et cimetières du doyenné d'Antoing. — E. de Duren. Une sentence de l'official de Tournai en 1675 (procès fait à une fille de Lannoy, qui prétendait ne se nourrir que de l'Eucharistie apportée par les anges). — E. Matthieu. La propagande républicaine en Belgique pendant les années 1791-1792 (détails intéressants et neufs). — E. Lameere. Itinéraire de Philippe le Bon (fait avec soin d'après les sources); X : Émotions populaires sous les gouverneurs généraux, les ducs de Villa Hermosa, le prince de Parme et le marquis de Grana (d'après les documents des archives).

48. — Leodium. 1902, n° 9. — C. de Borman. Guillaume Vivario et la fondation d'une octave du saint sacrement à Herck-la-Ville en 1519 (d'après un document des archives de Hasselt). — J. Ceyssens. L'érection de la paroisse d'Aubin-Neufchâteau en 1621 (motifs canoniques qui firent séparer Aubin de Bombaye). = N° 10. C. de Borman. Le siège de Maeseyck en 1489. — D. U. Berlière. A propos de lépreux (cite un certain nombre de léproseries établies en Belgique au xiiie et au xive s.). — G. Monchamp. L'archidiaconat liégeois d'Urbain IV (réfute l'opinion de Ch. Baton, qui conteste la qualité d'archidiacre à Jacques de Troyes, devenu pape sous le nom d'Urbain VI). = N° 11. G. Simenon. Une page inédite de Guillaume de Rÿckel (célèbre abbé de Saint-Trond, 1248 à 1272). = N° 12. F. Monchamp. Le chapitre de Saint-Lambert et l'établissement de la Fête-Dieu (d'après l'auteur anonyme de la *Vie de sainte Julienne*). — B. de Chestret de Haneffe. La tombe de Walter de Charneux, chanoine de Saint-Lambert et prévôt de Notre-Dame à Maestricht (d'après un certificat du roi d'armes T.-G. Le Fort, daté du 22 août 1710). = 1903, n° 1. E. Maréchal. Quelques personnages ecclésiastiques originaires de Hodeige (études biographiques d'après des documents inédits). — E. Schoolmeesters. Tableau des archidiacres de Liège pendant le

XIIIe s. (dressé avec beaucoup de soin d'après les documents des archives). — G. Monchamp. Liège et Rome à propos de l'authenticité du Saint-Suaire de Turin (renseignements fournis par le chroniqueur liégeois Corneille Zantfliet sur l'histoire du culte du Saint-Suaire au XVe s.; éclaircissements intéressants; mentionne aussi une importante déclaration de Rome sur cet objet, faite en 1670, et qui semble avoir été ignorée des historiens).

49. — Le Musée belge. 1902, n° 4. — S. Kayser. L'inscription du temple d'Asclepios à Épidaure; suite en 1903, n° 1. — V. Chauvin et A. Roersch. Une lettre inédite de Nicolas Clénard (document très intéressant, daté du 26 décembre 1536, lorsque Clénard achevait l'éducation du prince Henri de Portugal). — J. Michiels. Les *Cubicularii* des empereurs romains, d'Auguste à Dioclétien (histoire des *Cubicularii*, leurs fonctions, leur organisation, le service médical et alimentaire). — N. Hohlwein. La papyrologie grecque (bibliographie raisonnée); suite en 1903, n° 1. — V. Tourneur. Recherches sur la Belgique celtique (étude d'épigraphie); I : Inscription de Neutto, fils de Tagausius. — H. Demoulin. Inscription inédite de Tenos (un nouveau registre de ventes immobilières). — J.-P. Waltzing. Inscriptions latines de la Belgique romaine (étude sur quatre inscriptions trouvées à Eischen, Foy, Celles et Maestricht); suite en 1903, n° 1 (l'inscription du chrétien Amabilis; épitaphe fragmentaire de Saturninus à Maestricht). = 1903, n° 1. H. Demoulin. Liste inédite des magistrats de Tenos (d'après une inscription actuellement conservée au musée de Tenos et provenant du village de Tripotanos). — M. Laurent. Tessères en os du musée d'Athènes (discute la théorie de Huelsen sur le jeu des douze lignes). — H. Van de Weerd. Contributions à l'hist. des légions romaines (date de l'arrivée de la *legio II italica* dans la province de Norique. — M. Aquilius Felix). — A. Bloch. Les *praefecti fabrum;* 1re partie (discute la thèse de Maué. Celui-ci soutient que la majeure partie des inscriptions des *praefecti fabrum* n'appartient pas à des officiers romains, mais à des fonctionnaires nommés par l'empereur pour contrôler les actes de certaines corporations municipales).

50. — Le Muséon. Études philologiques, historiques et religieuses. Nouv. sér., III, n° 1. — L. de la Vallée-Poussin. Le boudhisme d'après les sources brahmaniques. — Ph. Colinet. Biographie de Max Müller. = Compte-rendu : *N. Söderblom.* La vie future d'après le Mazdéisme, à la lumière des croyances parallèles dans les autres religions (important). = N° 2. E. Beauvois. Les Templiers de l'ancien Mexique et leur origine européenne (dissertation intéressante sur le christianisme dans l'Amérique précolombienne). = Comptes-rendus : *A. Foucher.* Notes sur la géographie ancienne du Gandhāra (étude très instructive). — *E. Washburn Hopkins.* The great Epic of India. Its character and origin (méthode impeccable et richesse vraiment surprenante).

51. — Ons Hemecht. Revue d'histoire luxembourgeoise. 1902. — J. Grob. Les ouvrages historiques d'Eustache de Wiltheim (continue cette œuvre pour les années 1354 à 1394. Défaut de méthode). — A. König. Épisodes d'histoire luxembourgeoise (concerne le règne de Joseph II et la Révolution brabançonne. Absence de documentation). — J. Grob. Les statuts du métier des menuisiers à Echternach (intéressant pour l'histoire corporative). — J. Vannerus. Documents concernant la famille Wiltheim (famille qui a joué dans l'histoire politique et religieuse du Luxembourg un rôle considérable).

52. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1902, n° 4. — G. Morin. La translation de saint Benoît et la chronique de Leno (d'après un manuscrit de Padoue). — U. Berlière. Les chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît (Espagne, 1220-1450; France, 1337-1419; Toscane, 1203-1255; Hongrie, 1332-1522). = Comptes-rendus : *L. Van der Kindere.* La formation territoriale des principautés belges au moyen âge (ouvrage capital). — *P. Dornsetter.* Abraham. Studien über die Anfänge des hebräischen Volkes (utilise les derniers résultats acquis par la science). — *U. Chevalier.* L'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule (bonne documentation, critique pénétrante). — *J.-B. Sägmüller.* Lehrbuch des katholischen Kirchenrechts (excellent manuel). — *P. Allard.* Julien l'Apostat; t. II (ouvrage de premier ordre).

53. — Revue bibliographique belge. 1902, n° 1. — R. Bertaut. Biographie de E. de Groote (homme politique et voyageur belge). = Compte-rendu : *E. de Vlaminck.* L'église collégiale de Termonde et son ancien obituaire (manque d'idées générales). = N° 2. R. Bertaut. Biographie d'A. Nyssens (jurisconsulte et homme politique, † 1901). = N° 3. R. Bertaut. Biographie du général J. de Tilly (mathématicien belge). = Comptes-rendus : *De Raadt.* Sceaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants (bon). — *Guizot.* Les années de retraite de M. Guizot (lettres importantes pour la biographie du célèbre historien). = N° 4. R. Bertaut. Biographie de H. Pirenne (historien belge). = Compte-rendu : *Bliard.* Dubois, cardinal et premier ministre (très érudit). = N° 5. R. Bertaut. Biographie de V.-J. Van Tricht (naturaliste et publiciste belge, † 1897). = Comptes-rendus : *J. Laenen.* Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens pendant le règne de Marie-Thérèse (bon travail, fait d'après des documents inédits). — — *P. de Nolhac.* Louis XV et Marie Leczinska (c'est la meilleure œuvre écrite jusqu'à ce jour sur ces deux personnages). = N° 6. R. Bertaut. Biographie de Henri Francotte (historien et professeur belge). = Comptes-rendus : *A. Gaillard.* Le conseil de Brabant; t. III (fait d'après les archives). — *De Reiset.* Souvenirs (attachant). = N° 7. R. Bertaut. Biographie de F. Loise (littérateur et professeur belge). = Comptes-rendus : *G. Kurth.* Saint Boniface (bien au courant de la science). — *Von Hoensbroech.* Das Papstthum in seiner sozial-kulturel-

len Wirksamkeit (manque de méthode et d'élaboration scientifiques). = N° 8. R. Bertaut. Biographie de C. Ledresseur (médecin et professeur belge, † 1901). = Compte-rendu : *R. Dollot.* Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière, 1609-1830 (bien documenté ; peut-être l'auteur accorde-t-il trop d'importance à la conception de Richelieu). = N° 9. R. Bertaut. Biographie de Charles de Coster (littérateur belge, † 1879). = Compte-rendu : *D. Cognart.* Une sorcière au xviiie s. : Marie-Anne de la Ville, 1680-1725 (documentation abondante). = N° 10. R. Bertaut. Biographie de F. Collard (pédagogue belge). = Compte-rendu : *Pirenne.* Geschichte Belgiens (ouvrage de premier ordre). = N° 11. R. Bertaut. Biographie de L. Courouble (littérateur belge). = Compte-rendu : Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au xixe s. (d'un haut intérêt pour l'histoire économique).

54. — Revue belge de numismatique. 1902, n° 4. — M. de Man. La numismatique du siège de Middelbourg, de 1572 à 1574. — E. Laloire. Un jeton inédit de deux receveurs de Bruxelles de 1467. — C. Gilleman et A. Van Werveke. Les médailles gantoises, 1580-1717. — F. Donnet. Les méreaux des brasseurs d'Anvers. — E. Bernays. Constant de Muyser (biographie de ce numismate luxembourgeois, † 1902). = Comptes-rendus : *Huisman.* La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende (neuf et important). — *J. Cuvelier.* Inventaire des archives de l'abbaye du Val-Benoît-lez-Liège (bonnes analyses critiques). = 1903, n° 1. B. de Jonghe. Trois monnaies luxembourgeoises inédites (du xiiie et du xve s.). — C. Gilleman. Jetons relatifs à la construction de la coupure de Bruges (1753) et de l'écluse de Slykens (1757) (rectifie des attributions erronées). — F. Donnet. Les méreaux des brasseurs d'Anvers (nombreux renseignements sur les anciennes brasseries de cette ville). — G. Bigwood. Fabrications clandestines de monnaies d'or françaises sous l'empereur Charles VI dans les Pays-Bas autrichiens (intéressant et neuf).

55. — Revue de l'Instruction publique de Belgique. 1902, n° 4. — Comptes-rendus : *Verkooren.* Inventaire des chartes et cartulaires du Luxembourg (absolument défectueux). = N° 5. Comptes-rendus : *M. Wilmotte.* La Belgique morale et politique (expose bien les côtés les plus originaux de notre vie politique). — *J. Cuvelier.* Inventaire des archives de l'abbaye du Val-Benoît-lez-Liège, 1186-1652 (excellent instrument de travail). — *K. von Amira.* Die Genealogie der Bilderhandschriften des Sachsenspiegels (étude pénétrante). — *W. Stein.* Die Burgunderherzöge und die Hanse (expose le changement apporté à la situation de la Hanse par la réunion des différentes principautés belges sous un même sceptre). — *Gilliodts.* Cartulaire de l'ancien consulat d'Espagne à Bruges (important pour l'histoire économique). = N° 6. H. Demoulin. Inscrip-

tions de Tenos (relevé d'inscriptions récemment découvertes par l'auteur). = Comptes-rendus : *Chabot*. Chronique de Michel le Syrien, patriarche jacobite d'Antioche, 1166-1199 (bon). — *C. Roessler*. Les influences celtiques avant et après Colomban (relève plusieurs erreurs). — *A. Doren*. Studien aus der Florentiner Wirthschaftsgeschichte; I : Die Florentiner Wollentuchindustrie vom vierzehnten bis zum sechzehnten Jahrhundert (ouvrage de premier ordre). — *J. Laenen*. Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens pendant le règne de Marie-Thérèse (excellente monographie). — *Gysbert Karel von Hogendorp*. Brieven en gedenkschriften na 1813 (beaucoup de révélations sur le règne de Guillaume Ier). — *G. Kurth*. La nationalité des comtes francs au VIe s. (intéressant). — *F. Rachfahl*. Le registre de Franciscus Lixaldius, trésorier général de l'armée espagnole aux Pays-Bas de 1567 à 1576 (très instructif; contient cependant des erreurs). — *A. Malet*. Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand (correspondances curieuses). — *J.-C. Overvoorde*. Histoire des postes dans les Pays-Bas avant 1795 (en néerlandais; fournit une nouvelle preuve de l'extraordinaire vitalité économique des Provinces-Unies depuis leur séparation avec l'Espagne).

56. — Revue de l'Université de Bruxelles. 1902-1903, nos 4-5. — P. Hymans. Un chapitre d'histoire parlementaire de Belgique. Frère-Orban : le plan économique et financier de 1848. — Les réformes fiscales. — L'impôt sur les successions (exposé remarquable ; l'auteur a utilisé les papiers du célèbre homme d'État).

57. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1902, no 4. — E. Van Roey. Le *Contractus germanicus* ou les controverses sur le 5 % au XVIe s. en Allemagne (discute les théories de Zech; soutient que le contrat d'emprunt à 5 % n'est pas interdit par le droit canonique; l'usure seule est condamnée). — F.-X. Funk. Le Pseudo-Justin et Diodore de Tarse. — A. Cauchie. Le gallicanisme en Sorbonne d'après la correspondance de Bargellini, nonce en France de 1668 à 1671 (contrairement à l'opinion régnante, les controverses gallicanes n'ont pas cessé sous le pontificat de Clément IX ; le gallicanisme compte de nombreux alliés et de puissants soutiens; l'auteur se fonde sur les lettres du nonce conservées aux archives vaticanes). = Comptes-rendus : *J. Belser*. Einleitung in das Neue Testament (grands mérites, mais on fait des réserves). — *F.-X. Funk*. Patres apostolici. Die Apostolischen Väter (édition définitive). — *O. Seeck*. Geschichte des Untergangs der antiken Welt (de l'avènement de Dioclétien à la chute de l'empire d'Occident; érudition remarquable; connaissance insuffisante du dogme et de la morale catholique). — *Traugott Hahn*. Tyconius Studien. Ein Beitrag zur Kirchen- und Dogmengeschichte des vierten Jahrhunderts (longues et laborieuses recherches). — *C. Paoli*. Grundriss zu Vorlesungen ueber Lateinische Palaeographie und Urkundenlehre; III (excellent exposé synthétique). — *P. Aldinger*. Die Neubesetzung der deut-

schen Bistümer unter Papst Innocenz IV, 1243-1254 (bonne ordonnance, exposé clair et bien appuyé, mais les sources sont insuffisantes et il n'y a pas de vues d'ensemble). — *G. Ledos.* Sainte Gertrude (bon livre de vulgarisation). — *H. Furstenau.* Johann von Wiclifs Lehren von der Einteilung der Kirche und von der Stellung der weltlichen Gewalt (érudition brillante). — *J. Prinsen.* Collectanea van Gerardus Geldenhauer Noviomagus (édition remarquable des œuvres historiques et polémiques d'un théologien hollandais qui joua un rôle important dans l'histoire de la Réforme). — *F. Lezius.* Der Toleranzbegriff Lockes und Pufendorfs. Ein Beitrag zur Geschichte der Gewissensfreiheit (bon travail d'analyse). — *F. Castets.* Bourdaloue (recherches approfondies). — *L. Jérôme.* Les élections et les cahiers du clergé lorrain aux États généraux de 1789 (beaucoup de critique). — *Baunard.* Un siècle de l'Église de France, 1800-1900 (grande érudition, connaissance approfondie de l'histoire contemporaine; certaines questions importantes sont passées sous silence ou traitées trop rapidement). — *A. Ceccaroni.* Il Conclave (intéressant). — *H.-J. Wurm.* Die Papstwahl. Ihre Geschichte und Gebräuche (exact et érudit). = 1903, n° 1. F.-X. Funk. L'Agape (combat la thèse récente de Batiffol relative au banquet de charité qui aurait précédé, à l'âge apostolique, la célébration de l'Eucharistie). — F. Béthune. Les écoles historiques de Saint-Denis et Saint-Germain-des-Prés dans leurs rapports avec la composition des Grandes Chroniques de France; 1re partie. — A. Cauchie. Le gallicanisme en Sorbonne; 2e partie (l'opposition anti-gallicane en Sorbonne). = Comptes-rendus : *P. Batiffol.* Études d'histoire et de théologie positive (la discipline de l'arcane, les origines de la pénitence, la hiérarchie primitive, l'agape. Étude remarquable, mais un peu confuse). — *R. Ruibing.* Les dernières hypothèses sur les origines de l'épiscopat (manque de sens critique). — *W. de Bock.* Matériaux pour servir à l'archéologie de l'Égypte chrétienne (excellent). — *Largent.* Saint Hilaire (s'étend spécialement sur la théologie de saint Hilaire). — *H. Zimmer.* Pelagius in Irland (s'occupe surtout du commentaire de l'éloge sur les épîtres de saint Paul). — *J. Jüngst.* Kultus und Geschichtsreligion. Pelagianismus und Augustinismus (synthèse érudite, mais à base fragile; l'auteur s'est laissé guider par ses conceptions philosophiques plus que par l'histoire). — *D. Chwolson.* Die Blutanklage und sonstige mittelalterliche Beschuldigungen der Juden (très érudit, très méthodique; ton déclamatoire; beaucoup de digressions). — *A. Lombard.* Constantin V, empereur des Romains (apologie excessive). — *Porée.* Histoire de l'abbaye du Bec (grande valeur historique). — *R. Röhricht.* Deutsche Pilgerreisen nach dem Heiligen Lande (intéressante étude des causes qui poussent les pèlerins en Terre-Sainte, les itinéraires, les façons de voyager, etc.). — *Pierling.* La Russie et le Saint-Siège (très original). — *L. Kruske.* Joannes a Lasco und der Sacramentsstreit. Ein Beitrag zur Geschichte der Reformationszeit (Jean de Lasco apparaît dans cet excellent ouvrage comme le plus important des réformateurs de second ordre). —

E. Deberre. La vie littéraire à Dijon au XVIIIe s. (beaucoup de traits curieux de mœurs provinciales). — *E. Hubert.* Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens, 1715-1782. — *A. Chauvin.* Le Père Gratry, 1805-1872 (étude approfondie et impartiale). — *H. Brück.* Geschichte der katholischen Kirche in Deutschland (très objectif et bien documenté, ce t. IV comprend les événements qui se déroulent depuis le concile du Vatican jusqu'au Culturkampf inclusivement). — *G. Boucherot.* Études et souvenirs sur la deuxième république et le second empire (source importante d'informations; défend la politique religieuse de Napoléon III).

58. — Revue historique de l'ancien pays de Looz. 1902, n° 1. — C. DE BORMAN. Histoire du couvent de Henegauw près de Hasselt (d'après un document du XVIIIe s.). = N° 2. H.-P.-A. VAN HASSELT. Notice sur Mynecom près d'Aldeneyck. — P. DANIELS. Note sur le collège Sainte-Cécile de Hasselt. — J. BRIERS. La justice répressive au pays de Lummen (d'après des documents du XVIIIe s.). = Compte-rendu : *H. Van Neuss.* Inventaire des archives du dépôt de Hasselt (c'est un modèle du genre). = Nos 3-4-5. M. DE TROOSTEMBERGH. Le testament d'Arnou de Rummen, comte de Looz (épisode intéressant de l'histoire du XIVe s.). — C. DE BORMAN. Les Inghelbrechts, seigneurs de Stevoort (histoire sommaire du domaine de Stevoort depuis le XVe s. jusqu'au XIXe). — C. BAMPS. La fontaine de Pline à Tongres. — D. ANTEN. Recherches sur la topographie de la ville de Hasselt.

59. — Revue générale de Belgique. 1902, n° 7. — C. WOESTE. Montalembert (d'après l'ouvrage du P. Lecanuet). — V. BRANTS. Le conseil de Brabant (d'après l'ouvrage de Gaillard). = N° 10. L. ANTHEUNIS. Isaac da Costa (étude intéressante sur le grand poète hollandais, 1798 † 1860). = N° 12. DE BORCHGRAVE. Un essai de marine et de colonisation belges au XVIIIe s. (d'après le récent ouvrage de M. Huisman sur la Compagnie d'Ostende). = Compte-rendu : *E. Descamps.* La neutralité de la Belgique au point de vue historique, diplomatique, juridique et politique (la partie historique est particulièrement bien soignée).

---

60. — Historisches Jahrbuch. Bd. XXIII, 1902, Heft 3. — F.-X. FUNK. L'authenticité des canons de Sardique (réplique à un mémoire de J. Friedrich, dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie des sciences de Munich, classe de philosophie-philologie et histoire, 1901; Friedrich concluait à tort que ces canons ne sont pas authentiques). — Jul. PISTOR. Un chapitre de la vie de Gœtz de Berlichingen (l'épisode de sa lutte contre Mayence, 1514-1517, montre que ses actions n'ont pas eu toujours un caractère très honorable. On ne peut le juger d'après ses Souvenirs, qui ont été écrits dans une intention manifeste d'apologie personnelle). — Jos. WEISS. Le second mariage du roi d'Espagne Philippe V, en 1714, et la princesse Marie-Anne-Caroline de Bavière (raconte la mission dont fut chargé le « comte Albert, » duc de Luynes,

qui, envoyé en 1714 par son maître, l'électeur de Bavière, de négocier à Madrid une allocation de subsides, devait aussi négocier le mariage du roi veuf avec la fille de l'électeur. On sait que le projet échoua. Ce que devint ensuite la fille de l'électeur, qui se fit religieuse en 1720 et mourut en 1747). — A. Schœnfelder. Étienne Bodeker, évêque de Brandebourg, 1421-1459 (sa vie, ses écrits). = Comptes-rendus : *C. Eubel.* Bullarium Franciscanum, sive Romanorum pontificum constitutiones, epistolae, diplomata tribus ordinibus Minorum, Clarissarum, Poenitentium concessa; vol. V et VI. — *Souchon.* Die Papstwahlen in der Zeit des grossen Schismas, 1378-1417 (bon. Sægmüller montre que Haller s'est trompé en reprochant à Souchon d'avoir considéré le schisme comme une lutte entre la papauté et les cardinaux pour l'organisation constitutionnelle de l'Église). — *J. Fischer.* Die Entdeckungen der Normannen in Amerika (très intéressant). = Heft 4. Hugo Koch. Synesius de Cyrène, évêque de Ptolémaïs; son élection, sa consécration. — Fr. Thomas Esser. L'Ave Maria et l'Angelus dans leur développement historique; suite. — B. Sepp. Chronologie des quatre premiers synodes francs du XIIIe s. (réplique à un article publié dans le *Neues Archiv,* XXVII, 541 : le « concilium germanicum » a bien eu lieu en 742 et le concile d'Estinnes en 743). = Compte-rendu : *J. M. Stone.* The history of Mary I, queen of England (l'auteur n'a voulu faire qu'une biographie de la reine; aussi la partie qui se rapporte au règne de Marie Tudor est-elle la moins attrayante).

61. — Beitræge zur alten Geschichte. Bd. II, Heft 3, 1902. — Heinrich Montzka. Les sources des récits qui se trouvent dans la chronique d'Eusèbe sur l'Assyrie et la Babylonie : 1° Alexandre Polyhistor (Eusèbe ne retient que ce qui répond à ses préoccupations, la partie purement chronologique, et cela seulement qui peut être réfuté ou confirmé par l'Écriture sainte. Il a cité Alexandre Polyhistor avec beaucoup de fidélité et de conscience. Il attachait une grande importance aux chapitres provenant de Bérose). 2° Abydène (on ne sait rien de précis sur cet auteur; il écrivit une histoire de la Chaldée et de l'Assyrie et il puisa non seulement dans Mégasthènes et, comme on le conjecture d'après les concordances avec Polyhistor, dans Bérose, mais aussi dans des récits indigènes). 3° Flavius Josèphe (c'est de lui qu'est tirée la fin de l'histoire babylonienne). 4° Les sources pour l'histoire assyrienne (incapable de puiser directement aux sources indigènes, Eusèbe s'adressa aux meilleurs historiens grecs : Abydène, Kastor, Diodore; Hérodote était pour lui sans valeur parce qu'il ne donnait pas de chiffres utilisables; mais, d'autre part, il utilisa le superficiel compilateur Kephalion). 5° Les listes des rois assyriens (la table des rois d'Assyrie chez Eusèbe provient, sans doute, d'un chronographe qui avait remanié la liste de Ctésias dans le sens de Kastor et d'après un schéma qui nous est inconnu). 6° Récits chaldéens et assyriens dans le Canon (l'auteur fait ressortir la différence des données fournies par la Chronographie et le Canon et sur les rapports avec Jules Africain). —

F. Jacoby. La liste des rois athéniens. La liste des chronographes (l'auteur reconstruit la tradition chronographique en déterminant l'année de Créon, le premier ἄρχων ἐνιαύσιος, la première année de Cécrops, la chute de Troie, dans la troisième année du roi Menesthée). La liste des rois athéniens fournie par le marbre de Paros (composée en 263-262 av. J.-C., d'après une liste consignée dans une « Atthis; » elle concorde avec Kastor). — A. Schulten. Noms et villes d'Italie; 2e partie : les noms en *iedius* et en *edius*. — C.-F. Lehmann. Ménander et Josèphe sur Salmanassar IV; 2e partie (Ménander et Josèphe ont raison de parler d'une double campagne de Salmanassar IV contre Tyr. Le siège de Tyr, commencé par ce roi, dura cinq ans; la ville ne fut pas prise par Sargon II, non plus que par aucun des rois assyriens et babyloniens qui suivirent; le siège dut être levé. Attaques dirigées contre Luli-Ebelaios, qui resta sous la domination de Tyr, contre Osée d'Israël allié à Tyr et à l'Égypte). — J. Beloch. Pour servir à la chronologie de la guerre chrémonidique (d'après le *Pap. Herc.*, 339, et le περὶ Στωικῶν de Philodémos, cette guerre se termina en 263-262, dans l'année de l'archonte Antipatros). — Paul-M. Meyer. Nouvelles inscriptions et papyrus relatifs à l'histoire et à la chronologie des Ptolémées (d'après les plus récentes découvertes).

62. — Mitteilungen des k. d. archæologischen Instituts. *Athenische Abteilung.* Bd. XXVII, 1902, Heft 1-2. — Les travaux à Pergame, 1900-1901 (les historiens feront leur profit surtout des inscriptions étudiées par Prott et Kolbe; à noter en particulier la grande inscription des Ἀστυνόμοι, loi qui a été rédigée au IIe siècle av. J.-C., mais qui nous est parvenue dans un texte gravé au temps d'Hadrien. Elle nous renseigne sur les fonctions de ces agents, leur compétence pour la police des routes, des constructions et des fontaines, sur l'organisation administrative à Pergame et sur la vie d'une ville hellénique en général. C'est aussi vers le temps d'Hadrien qu'a été faite la traduction grecque d'un décret latin qui réglait les différends entre la banque publique, δημοσία τράπεζα, et la population, et ordonnait de nouvelles mesures pour les relations commerciales). = *Rœmische Abteilung.* Bd. XVII, 1902, Heft 1. Ch. Huelsen. Rapport annuel sur les découvertes et les études relatives à la topographie de la ville de Rome. I. Les fouilles du forum romain en 1898-1902 (97 pages et 4 plans; expose le résultat de ces fouilles, les plus importantes qui aient été effectuées depuis longtemps à Rome, ainsi que les ouvrages qui leur ont été consacrés. Excellent pour s'orienter). = Heft 2. Id. Miscellanea epigraphica, n° 28. Inscription avec le nom de divus Decius (l'inscr. *Corp. Inscr. Lat.*, VI, 31130 se rapporte à Dèce; si l'on en rapproche le n° 31129, on voit que la mort de l'empereur a été connue à Rome entre le 9 et le 24 juin 251).

63. — Byzantinische Zeitschrift. Bd. XI, Heft 3-4 (oct. 1902). — K. Zimmert. Le traité d'Andrinople en févr. 1190 (étude critique sur

les sources de ce traité, dont l'original est inconnu; il fut conclu entre Frédéric Ier et l'empereur Isaac l'Ange). — E. Gerland. Les papiers laissés par Carl Hopf (inventaire numérique d'une énorme et précieuse collection de copies). — J. Pargoire. Autour de Chalcédoine (notes de topographie et d'histoire byzantines, qui apportent des corrections nombreuses à l'art. de J. Miliopoulos). — J. Bidez. Sur diverses citations et notamment sur trois passages de Malalas retrouvés dans un texte hagiographique. — F.-C. Conybeare. Rapport de la chronique pascale avec Malalas (la chronique pascale n'est pas une transcription de Malalas; ils ont l'une et l'autre, indépendamment, puisé à des sources communes). — L. Sternbach. Eugène de Palerme (publie plusieurs poésies inédites, intéressantes pour l'histoire de la civilisation grecque dans la Basse-Italie et en Sicile). — Papademetrios. L'épithalame d'Andronic II Paléologue. — J. Strzygowski. Les ruines de Philippes. — P.-G. Zerlentos. L'île et la ville de Naxos ou Naxia. — M.-A. Kugener. Saint Jérôme et la Vie de Paul de Thèbes (reprend, en la confirmant, l'hypothèse de Bidez qui, en publiant deux vies grecques inédites de Paul de Thèbes, avait montré que ces vies étaient des versions de la vie latine écrite par saint Jérôme). = Comptes-rendus : *Aug. Heisenberg.* Analecta. Mitteilungen aus italienischen Handschriften byzantinischer Chronographen (important pour l'histoire de la civilisation byzantine au XIIIe et au XIVe s.). — *R. Vári.* Incerti scriptoris Byzantini saec. x. Liber de re militari (nouvelle édition d'un texte publié déjà par Graux et Martin; l'auteur, anonyme, paraît avoir écrit son traité à l'intention, non pas de Nicéphore Phocas, comme l'admettent Martin et Vári, mais de Basile II, le Bulgarochtone). — *Fr. Kampers.* Alexander der Grosse und die Idee des Weltimperiums in Prophetie und Sage (savante étude, mais qui soulève de graves objections). — *R. W. Schultz* et *S. H. Barnsley.* The monastery of Saint Luke of Stiris, in Phocis, and the dependent monastery of Saint Nicolas in the fields, near Skripou, in Bœotia (bonne description, par deux architectes, qui sont avant tout des artistes consciencieux).

64. — Hermes. Bd. XXXVIII, 1903, Heft 1. — W. Sternkopf. La séance du sénat, le 14 janvier 56 (commentaire de la lettre de Cicéron, *Ad fam.*, I, 2, 2; il s'agissait de ramener le roi Ptolémée Aulète chassé par ses sujets). — Th. Mommsen. Stilicon et Alaric (récit très détaillé des événements qui s'accomplirent entre la mort de Théodose jusqu'au meurtre de Stilicon en 408. L'auteur éclaircit plusieurs points relatifs aux rapports entre les deux moitiés de l'empire durant cette période; il traite en particulier la question illyrienne et les rapports de Stilicon avec Alaric; il termine par un portrait de Stilicon). — Id. Le fragment des fastes capitolins trouvé récemment (il donne les dates de 380 et de 332-330 av. J.-C. On y trouve, pour l'année 380, la mention de neuf tribuns militaires comme éponymes; chiffre inadmissible, le chiffre maximum des « tribuni militum » étant de six. En comparant avec les données fournies par Tite-Live et Diodore, l'auteur conclut à

une confusion entre deux listes anciennes, concordantes pour cinq noms et divergentes pour le sixième. Dans les deux derniers noms, il faut reconnaitre les censeurs, comme dans les deux derniers noms du collège des tribuns à huit places des années 351-403, chez Tite-Live (V, 1, 2), d'après les fastes capitolins). — Th. Mommsen. Fragments de la liste des prêtres saliens (ils datent sans doute des années 37-40 et 56-64). — Jul. Beloch. Les archontes athéniens du IIIe s. (répond aux critiques de Kirchner dans *Hermes*, XXXVII, 435). — S. Selivanow. Sur le nombre des prytanes à Rhodes (il y en avait non pas 6 mais 5). — Ch. Huelsen. Æmilius Probus (dans les mss. des Vies de Corn. Nepos, la paternité de ces ouvrages est attribuée à un certain Æmilius Probus. L. Traube a montré que ce dernier est un savant du Ve s., qui a dédié à l'empereur Théodose II un ms. d'extraits de Nepos. L'auteur pense que cet Æmilius Probus n'est autre que le « Praefectus urbis, » Memmius Æmilius Probus, mentionné dans une inscription du milieu du Ve s.).

65. — Neues Archiv der Gesellschaft für æltere Geschichtskunde. Bd. XXVIII, 1902, Heft 1. — F. Kurze. La chronique perdue de Saint-Denis allant jusqu'en 805; ses remaniements et les sources qui en sont découlées (les sources dérivées étudiées ici sont les *Annales Mettenses*, les *Gesta abbatum Fontanellensium*, le *Chronicon Laurissense*, le *Poeta Saxo*. Note sur les deux recensions des *Annales Petaviani*). — Albert Werminghoff. Les actes des synodes francs; contributions et recherches critiques (1° le diplôme de l'archevêque de Sens, Wenilon, pour l'abbaye de Saint-Remi de Sens et ses dérivés; texte critique. 2° Un document faux provenant du couvent de Prüm; c'est un décret du pape Nicolas Ier adressé à Charles le Chauve et concernant l'exemption des monastères des Francs occidentaux, 863). — Paul de Winterfeld. La *Vita s. Galli* de Notker. — H. Bresslau. La *Vita Bennonis, secundi episcopi Osnabrugensis*, rédaction authentique et rédaction interpolée. — Feodor Schneider. Études sur Jean de Victring; 1re partie (le monastère de Victring; la vie et les écrits de l'abbé Jean, qui mourut le 12 nov. 1345). — O. Holder-Egger. Une chronique romaine des papes et des empereurs (cette chronique, aujourd'hui à la Laurentienne, a été composée et écrite à Rome. La partie la plus ancienne s'arrête en 1191. Elle a d'étroits rapports avec la chronique perdue de Tivoli). — Karl Diatzko. Fragment d'une chronique latine conservée à Gœttingue (quelques mots seulement). — S. Riezler. La *Vita Kiliani* (elle ne mérite aucune confiance). — M. Manitius. Sur quelques manuscrits de Dresde. — S. Hellmann. Comment la Vulgate a été utilisée dans la *Vita Heinrici IV*.

66. — Gœttingische gelehrte Anzeigen. 1902, août, publ. par *K. Zeumer*. — *Waitz*. Gesammelte Abhandlungen. I. Band (on a réuni dans ce vol. treize mémoires et dix-sept articles critiques de Waitz écrits de 1843 à 1886. W. Sickel étudie l'article consacré par Waitz à

la fondation de l'empire allemand par le traité de Verdun). — *E. Guglia.* Friedrich von Gentz (bon). — *F. Salomon.* William Pitt. Tome I (savante biographie; ce tome I s'arrête en 1793). = Septembre. *Gsell.* Les monuments antiques de l'Algerie (art. à noter d'Ad. Schulten). — *O. Christe.* Œsterreichischer Erbfolgekrieg, 1740-1748. Tome IV (excellent exposé des opérations militaires; au point de vue diplomatique, O. Christe reprend à nouveau et avec bonheur l'opinion de Ranke que le traité de Nymphenbourg, conclu le 22 mai 1741, a réellement existé, mais qu'il a été connu seulement, outre les deux monarques, du cardinal de Fleury et des deux maréchaux, Belle-Isle et Tœlling. C'est un des triomphes de la diplomatie secrète). — *Rud. von Scala.* Die Staatsvertræge des Altertums; 1er Teil. = Octobre. *Th. Kolde.* Martin Luther's Werke. Kritische Gesammtausgabe; vol. XV. — *L. Schmidt.* Geschichte der Wandalen (bon). — *J.-G. Bœhmer.* Urkundenbuch der Reichsstadt Frankfurt; vol. I, 794-1314, nouv. édit. par *Fr. Lau.* — *H. Günter.* Das Restitutionsedikt von 1629 und die katholische Restauration Altwirtembergs (bon). = Novembre. *Cheyne* et *Black.* Encyclopædia biblica; a Dictionary of the Bible; tome III, L. à P. (admirable compilation). — *Paul Feine.* Jesus Christus und Paulus. — *R. His.* Das Strafrecht der Friesen im Mittelalter (travail très soigné, mais un peu aventureux et dont il faut se servir avec précaution). — *Cabaton.* Nouvelles recherches sur les Chams (très intéressant). — *Escher* et *Schweizer.* Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich; vol. V, 1277-1287. = Décembre. *Calmette.* La diplomatie carolingienne, du traité de Verdun à la mort de Charles le Chauve, 843-877 (longue analyse du livre par W. Sickel). — *C.-H. Becker.* Beitræge zur Geschichte Ægyptens unter dem Islan; 1 Heft (excellent emploi des sources). — *G. Zedler.* Gutenberg-Forschungen (des faits nouveaux; à noter les calculs de Diatzko pour arriver à déterminer l'époque où la Bible de Gutenberg a été terminée). = 1903, janvier. *A. Giacosa.* La via d'Annibale dalla Spagna al Trasimeno (tient pour le Petit-Saint-Bernard; mais ses preuves ne résistent pas à l'examen). — *Azan.* Annibal dans les Alpes (soutient, avec raison, que le passage d'Annibal doit être cherché dans le massif du mont Cenis; mais faire passer l'armée par le col du Clapier paraît impossible). — *W. Mœller.* Lehrbuch der Kirchengeschichte; Band I : die alte Kirche; 2e édit. par *H. von Schubert.* — *O. von Gebhardt.* Passio s. Theclae Virginis. Die lateinischen Uebersetzungen der Acta Pauli et Theclae (montre bien ce que devenaient les légendes chrétiennes dans les mss. indéfiniment remaniés du moyen âge; montre aussi que les traductions latines ne sont d'aucune utilité pour l'établissement du texte grec). — *M. Curtze.* Urkunden zur Geschichte der Mathematik im Mittelalter und der Renaissance (publie le *Liber Embadorum* du juif espagnol Abraham bar Chijja Ha Nasi et la correspondance de Regiomontanus). — *Fr. Mugnier.* Faictz et guerre de l'empereur Charles-Quint dans la guerre d'Allemagne, 1546-1547 (récit tout à fait contemporain. L'auteur est anonyme; ce ne peut être, comme le

prétend Mugnier, un Savoyard; la langue dans laquelle il est rédigé est celle du scribe, non de l'auteur, qui était des Pays-Bas, tout dévoué à l'empereur. Texte très intéressant, publié avec une rare incompétence). — *F. Kogler*. Das landesfürstliche Steuerwesen in Tyrol bis zum Ausgange des Mittelalters; Th. I. = Février. *C. Fischnaler*. Urkunden-Regesten aus dem Stadtarchiv in Sterzing. — *Zwingliana*. Mittheilungen zur Geschichte Zwinglis und der Reformation; nos 7-12.

67. — Deutsche Rundschau. 1902, octobre. — Ed. Wertheimer. Le projet pour l'enlèvement du prince de Parme (des précautions prises à Vienne, après le retour de l'île d'Elbe, pour empêcher les fidèles serviteurs de Napoléon d'enlever son fils et de le conduire en France). — Rud. Lindau. Le mont Athos. = Novembre. Emma Ribbeck. Une amitié d'enfance de l'empereur Frédéric III; souvenirs et lettres (quelques lettres échangées entre le prince et Édouard Bæyer, qui était devenu son camarade au gymnase, 1846-1848; avec quelques fragments d'un journal tenu par ce Bæyer et quelques souvenirs de sa sœur Emma, plus tard Emma Ribbeck). — Richard Fester. Biarritz. Études sur Bismarck (considérations générales). — Ed. Platzhoff-Lejeune. Le développement intellectuel de Taine. = Décembre. Marie de Bunsen. Mary Delany (portrait de femme de la haute société anglaise au xviiie s.); fin en janvier. — Une nouvelle biographie de Napoléon (par J.-H. Rose). = 1903, janvier. Auguste Schneegans. Souvenirs; 1er art. : Opinions et efforts de la population strasbourgeoise pendant le siège de 1870 (mémoires écrits par un « autonomiste, » qui représente les idées des Strasbourgeois résolus à demeurer exclusivement Strasbourgeois et qui, d'ailleurs, s'empressa d'entrer au service du gouvernement allemand); suite en mars : l'Assemblée nationale de Bordeaux et la cession de l'Alsace (de l'hostilité contre les protestants dans l'Assemblée nationale; elle rendit plus légère à certains la douleur de la séparation). = Février. J. de Verdy du Vernois. Un plan d'opérations de Moltke dans une guerre contre la France, en 1859; fin en mars. — B. Suphan. Une lettre inédite de Gœthe, écrite de Rome. — La vie de cour à Berlin en 1805-1806; d'après le journal tenu par une jeune dame (notes journalières prises par Sophie de Lœwenstern, alors âgée de dix-sept à dix-huit ans); fin en mars.

68. — Preussische Jahrbücher. Bd. CIX, Heft 1. — R. Krauel. La confédération australienne; ses origines et son importance (avec un coup d'œil sur l'histoire de l'Australie depuis 1770). = Heft 2. Fr. Luckwaldt. William Pitt le Jeune (sa carrière politique, 1781-1806). — Ottokar Lorenz. Le prince royal, Bismarck et la question impériale (les récits de Bismarck sur les opinions du prince royal sont manifestement dirigés contre les remarques consignées dans le journal de ce prince; il y revient encore dans ses *Gedanken und Erinnerungen*, avec cette préoccupation, constante chez lui, semble-t-il, que ce journal publié par Geffcken, après la mort de l'empereur Frédéric, est faux, en

tout ou en partie, opinion que réfutent, d'ailleurs, toutes les publications récentes sur cette remarquable époque. Les récits consignés dans le journal du prince royal sont d'accord avec les relations de G. Freytag et du duc Ernest de Gotha pour dire qu'en 1870 le prince eut, dès le début, l'idée de la restauration impériale; on en retrouve une confirmation précise dans une lettre du prince à la grande-duchesse de Bade, du 15 oct. 1870. S'appuyant sur une conversation avec Bismarck, conversation corrigée par Bismarck lui-même, l'auteur croit qu'un malentendu déplorable eut pour conséquence le récit divergent de Bismarck. Le sentiment justifié que, dans le journal du prince, les services rendus par Bismarck à l'empire n'étaient pas suffisamment reconnus, ont abouti à un récit où les temps et les circonstances se mêlent, où les opinions de personnes différentes se confondent et où il ne reste plus qu'un point ferme, c'est qu'au début il n'y eut pas entente sur la question entre le prince et le chancelier).

69. — Abhandlungen der k. Gesellschaft der Wissenschaften zu Gœttingen. Philologisch-historische Klasse. N. F. Bd. VI, n° 2. — Wilhelm Meyer. Henri Estienne et les « regii typi graeci » (ces beaux types grecs en trois grosseurs ont été dessinés, non par Henri Estienne, mais, comme il le dit lui-même, par Angelus Vergecius. Ces caractères furent aussitôt célèbres, et non seulement dans l'imprimerie de Robert Estienne; ils ont été utilisés ou imités dans beaucoup d'autres : par A. Wechel et par Plantin. Leur autorité commença de s'affaiblir vers la fin du XVIIIe s., quand on abandonna les ligatures dans les imprimeries). = N° 3. Hermann Moeller. Un poème en haut allemand et deux poèmes en bas allemand de 1563-1565. 1° Le poème de Halmstad (composé par un lansquenet allemand de l'armée danoise; il traite du siège de Halmstad inutilement entrepris par le roi de Suède Erich XIV). 2° Le poème de Lubeck de 1564 (par un lansquenet qui prit part, sur un navire de Lubeck, à l'expédition contre la flotte suédoise). 3° Le poème de Falkenberg (relatif au combat livré le 20 oct. 1565 où les troupes du roi de Danemark, Frédéric, défirent les Suédois). Deux autres ouvrages en appendice.

70. — Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein. Heft 74, 1902. — Th. Ilgen. Origine des villes de l'archevêché de Cologne sur le Rhin inférieur (le fait essentiel qui préside à la formation de ces villes, nées de communautés rurales ou d'établissements monastiques doués de privilèges de marché, est la séparation qui les détache du système des tribunaux locaux et la formation d'un ressort de justice limité d'une façon précise et privilégié d'une manière déterminée, avec ses « trouveurs de jugement, » ses échevins propres. C'est à partir du milieu du XIIIe s. et au commencement du XIVe qu'on trouve dans ces villes, à côté des échevins, un conseil). — F. Schrœder. Une mission diplomatique d'Adam de Schwartzenberg (envoyé, en 1631, par l'électeur de Brandebourg dans le pays de Clèves pour négocier avec le

comte palatin de Neubourg, Wolfgang-Wilhelm, la mise à exécution de l'accord provisoire, conclu en 1629, concernant la succession de Clèves. Dans ses relations, il trace un sombre portrait de la situation dans le pays de Clèves. Quant à sa mission même, elle échoua, et c'est en 1666 seulement que le partage du pays eut lieu). — Paul de Loe. Recherches critiques sur Albert le Grand. — Emil Pauls. Histoire de l'Inquisition dans l'archevêché de Cologne (ne donne de détails un peu circonstanciés que sur l'activité déployée par un inquisiteur général en 1735). — Al. Meister. Poèmes satiriques contre Gebhard Truchsess (archevêque de Cologne qui, en 1583, passa dans l'Église réformée et épousa Agnès de Mansfeld). — Richard Knipping. Documents inédits des archevêques de Cologne au xiie et au xiiie s.; fin.

71. — Baltische Studien. N. F. Bd. VI, 1902. — E. Beintker. Contributions à l'histoire de la Réforme en Poméranie; ch. iv : la Réponse des princes aux doléances de la noblesse (doléances portées à la diète provinciale de Treptow, 1535; pièce des archives de Stettin publiée pour la première fois); ch. v : Négociations relatives aux affaires ecclésiastiques à la diète de Stettin, 1536 (d'après des documents des archives d'Anklam). — D.-J. Runge. Brevis designatio rerum ecclesiasticarum sub initium reformationis evangelicae in Pomerania gestarum, publ. par Alfred Uckeley (première édition complète de ce document important pour l'histoire de la Réforme en Poméranie, avec des notes, il a été rédigé probablement en 1578). — Hugo Schumann. Trésors trouvés en Poméranie; objets de bronze trouvés à Nassenheide; objets d'argent haché trouvés à Paatzig (les objets trouvés à Nassenheide n'ont rien du caractère de Hallstatt; ils sont de pur type scandinave et doivent être placés entre le milieu du xie et le milieu du ixe s. av. J.-C. La seconde fouille comprend des ustensiles d'argent mis en pièces, des fragments de bijoux en argent ornés parfois de filigranes, des dirams de dynasties diverses, des monnaies d'empereurs saxons et des pfennigs wendes. Les monnaies indiquent que ces objets ont été enfouis vers le milieu du xe s. De pareilles trouvailles sont fréquentes dans l'Europe de l'Est et du Nord-Est; elles témoignent des relations commerciales établies entre l'Orient et les peuples de la Baltique et de la Scandinavie du ixe au xie s.; ce commerce était aux mains surtout de juifs byzantins et de marchands warango-russes). — Otto Heinemann. Pour servir à l'histoire du duc Barnim III (il fut fiancé en 1316 avec Élisabeth, fille du duc Henri VI de Silésie-Breslau et demie belle-sœur du margrave de Brandebourg, Waldemar; elle avait cinq ans; ce projet de mariage ayant été abandonné après la mort de Waldemar en 1319, Barnim III fut fiancé de nouveau avec Mectilde, fille de Rodolphe, duc de Bavière; projet qui échoua également pour des raisons politiques. Enfin, en 1330, il épousa la duchesse Agnès, fille de Henri II de Brunswick-Grubenhagen. Barnim III mourut en 1368; sa veuve lui survécut pendant trois ans. Notes sur leurs enfants). — Id. Martin Mickeldey, faussaire poméranien du

xve s. (il était chancelier du duc Bogislaw, qui mourut en 1418. Convaincu de faux en 1428, il fut condamné à la détention perpétuelle. Publie les pièces du procès). — E. Beintker. Supplément au ch. iv des Contributions relatives à l'histoire de la Réforme en Poméranie.

72. — Bremisches Jahrbuch. Bd. XX, 1902. — Georg Sello. Le Roland de Brême (de même qu'à Magdebourg, il est probable qu'à Brême le Roland fut érigé par l'archevêque, seigneur de la ville, et qu'il représentait Otton Ier, pour rappeler les privilèges accordés par l'empereur à l'archevêque en faveur de la ville. A Brême, la légende de Charlemagne a enveloppé cette image, qui n'avait plus de nom, et lui a donné celui de Roland. Elle devint peu à peu l'emblème de la « libertas » municipale, de l'indépendance de la ville à l'égard de l'évêque. De même que beaucoup de villes de l'Allemagne du Nord avaient déjà donné le nom de Roland aux statues des rois, au xve s., dans toute l'Allemagne du Nord, les statues de Roland furent comme des chartes monumentales de liberté municipale. Presque toutes les villes de la Saxe qui croyaient pouvoir opposer à leurs seigneurs de très anciennes libertés impériales eurent ou érigèrent leur statue de Roland). — Fr. Luedecke. Lavater à Brême. — K.-J. von Zwehl. Tettenborn à Brême en 1813; fin de l'occupation française (raconte la hardie expédition de Tettenborn qui fut couronnée par la capitulation de Brême, le 15 oct. 1813. La garnison de la ville sous le colonel Tuillier était, contrairement à l'opinion reçue, très faible : 50 cavaliers jeunes soldats, 60 douaniers montés, le 1er régiment suisse fort de 19 officiers et de 517 hommes, une centaine de convalescents et d'invalides. L'artillerie, composée de huit canons de deux livres et de trois d'une livre, n'avait pas de servants. Très peu de munitions. L'expédition de Tettenborn n'en fut pas moins dirigée avec autant de hardiesse que de prudence, loin de la base des opérations et dans une région où se trouvaient de nombreux postes français. C'est sans doute la nouvelle de l'approche de l'infanterie de Tettenborn qui décida Davout à rapporter l'ordre donné au général Osten de marcher sur Lunebourg occupée par quelques partis de cosaques; autrement, Tettenborn n'aurait pas osé tenter son coup de main sur Brême).

73. — Freiburger Diœzesan-Archiv. N. F. Bd. III, 1902. — Franz Keller. Les dettes du chapitre de Constance au xive et au xve s. (important mémoire de 104 pages. Les dettes eurent pour origine les luttes politiques du chapitre contre la ville et contre Louis de Bavière, les annates, la coûteuse confirmation des élections épiscopales par la cour de Rome, etc. Elles furent une conséquence de l'apparition inopinée d'un système économique reposant sur l'argent monnayé. Deux systèmes se trouvaient en présence : l'un appliqué en Italie, où il avait pris un développement considérable; l'autre, très arriéré, appliqué en Allemagne, sur un territoire ecclésiastique. De très bonne heure, le crédit de l'évêque, avec l'assentiment du chapitre et avec l'autorisation

du pape, prit le caractère d'un crédit d'état. Les dettes étaient contractées principalement sous la forme d'un crédit de rentes reposant sur un achat de rentes; c'était l'emprunt le moins onéreux que l'évêque pût faire, parce qu'il satisfaisait les besoins d'un grand nombre de capitalistes). — J.-B. Sproll. Organisation du chapitre de Saint-Georges à Tubingue et son rapport avec l'Université, de 1476 à 1534; I : les Textes (inédits); II : Commentaire (en 1476, une partie du chapitre de Saint-Martin à Sindelfingen fut transportée à l'église paroissiale de Saint-Georges à Tubingue. Une bulle du 13 nov. 1476 concerne l'érection de l'Université dans cette dernière ville : le prévôt de Saint-Georges devait en être le chancelier et les chanoines les professeurs. L'auteur nous fait assister au développement des rapports, le chapitre et l'Université). — Benvenut Stengele. Le ci-devant monastère franciscain de Villingen (fondé en 1268 sous les auspices du comte Henri de Fürstenberg, il subsista jusqu'à la sécularisation générale, qui eut lieu dans les premières années du xixe siècle). — Hermann Œchsler. Notes sur l'histoire de la paroisse d'Ebringen. — P.-P. Albert. Biographie d'Albert le Grand. — H. Ehrensberger. Histoire des chapitres de Buchen et de Mergentheim.

74. — Jahrbuch für die Geschichte des Herzogtums Oldenburg. Bd. X, 1901. — O. Hagena. Le pays de Jever jusqu'en 1500. — K. Willoh. Dettes et misères des paysans dans le district de Vechta après la guerre de Trente ans, 1660-1669. — G. Jansen. Oldenbourg à Birkenfeld en 1816 (le congrès de Vienne attribua à l'Oldenbourg une partie du ci-devant département français de la Sarre, Birkenfeld. Là fut envoyé en oct. 1816 le secrétaire de légation L. Starklof, afin de renseigner son gouvernement sur la situation politique, financière, etc., du pays. Publie son journal de voyage). — Dietrich Kohl. Histoire des institutions municipales d'Oldenbourg, 1411-1643; suite dans Bd. XI. = Bd. XI, 1902. O. Hagena. Le chemin du duc Erich (voie que peut bien avoir suivie Germanicus dans sa marche de l'Ems à l'Elbe, en 16 ap. J.-C.). — Hermann Oncken. Le grand-duc Pierre et la question allemande en 1866 (d'après le mémoire rédigé par le grand-duc d'Oldenbourg, Pierre, sur l'organisation de l'Allemagne du Nord en 1866, publié par Lorenz dans son ouvrage sur l'empereur Guillaume et la fondation de l'empire allemand et d'après la biographie de ce prince par G. Jansen. Plan d'une constitution proposée pour la confédération de l'Allemagne du Nord).

75. — Jahrbücher und Jahresberichte des Vereins für Meklenburgische Geschichte und Alterthumskunde. Jahrg. LXVII, 1902. — F. Techen. La « Bede » à Mecklembourg jusqu'en 1385 (histoire détaillée des diverses impositions et contributions, d'après les documents). — Richard Wagner. La guerre de succession de Güstrow (ch. I : Efforts pour l'union des pays mecklembourgeois et l'introduction de la primogéniture, en lutte avec les tendances contraires, 1688; ch. II : Plans élaborés dans les dernières années du duc Christian-Louis

de Mecklembourg-Schwerin, qui mourut en 1692; ch. III-V : Différends relatifs à l'inféodation de Frédéric-Guillaume, neveu et successeur du défunt; efforts de ce dernier pour s'assurer la succession de Güstrow; ch. VI : le Possessoire du duché lui est adjugé par l'empereur le 12 janv. 1697; ch. VII et VIII : résistance à main armée d'Adolphe-Frédéric de Strelitz appuyé par le cercle de Basse-Saxe; embarras de l'empereur, qui ne peut ni approuver ce coup de force ni employer la force à son tour).

76. — Neues Archiv für Sæchsische Geschichte und Altertumskunde. Bd. XXIII, 1902. — S. Issleib. Hans de Küstrin et Maurice de Saxe (expose en détail le rôle joué par ces deux princes depuis la guerre de Schmalcalde jusqu'en 1553, année où l'électeur Maurice fut tué à Sievershausen dans une rencontre avec le margrave Albert de Brandebourg-Culmbach; 63 pages). — Paul Haake. Étude critique des « Remarques sur les portraits de la cour de Pologne » (écrites par le chambellan Ernest-Christophe de Manteuffel, 1705, à la demande et avec l'aide du général-lieutenant comte J.-H. de Flemming). — Lettres d'officiers saxons des années 1809 et 1812, publ. par C. de Metzsch-Reichenbach. — Ludwig Schmidt. Une relation contemporaine sur l'enlèvement des princes (d'après un ms. du chevalier Venceslas Weczil, 1455, conservé à la bibliothèque de Danzig). — Richard Becker. La matricule de l'évêché de Misnie et la division de cet évêché (la matricule se trouve dans le *Liber Salhusii* qu'on a retrouvé dans les archives capitulaires de la cathédrale de Meissen; elle a été rédigée en 1495). — Une chanson historique contre Maurice de Saxe, publ. par O. Guenther (composée vers 1547 par un ministre protestant; d'après un ms. de la bibliothèque municipale de Dresde). — W. Friedensburg. Aléander, Miltitz et Emser, 1521 (pour servir à l'histoire de la Réforme).

77. — Zeitschrift der Gesellschaft für Befœrderung der Geschichts, Altertums-und Volkskunde von Freiburg, dem Breisgau und den angrenzenden Landschaften. Bd. XVIII (*Alemannia*, nouv. sér., t. III), Heft 1-2, 1902. — Heinrich Finke. F. X. Kraus; notice nécrologique. — Fr. von Weech. Le grand-duc Frédéric de Bade. — Heinrich Rosin. Le droit politique et constitutionnel en Bade sous le grand-duc Frédéric. — E. Martin. La patrie de Hartmann von Aue (il était d'une famille habitant le village d'Au près de Fribourg). — Richard Krebs. Les coutumes de la maison-Dieu d'Amorbach. = Heft 3, 1903. E. Bœsser. Les défenses du Kniebis (le Kniebis a été depuis un très long temps un des plus importants passages de la Forêt Noire septentrionale; de bonne heure il a été fortifié. L'auteur traite en particulier de l'établissement en 1794 de la « Rœschenschanze »). — P.-P. Albert. Documents inédits pour servir à l'histoire du siège de Fribourg en Bade, 1713; fin.

78. — Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachen. Jahrg. 1902, Heft 2. — F. Tetzner. Christian Heunig, 1649-1719 (vie

et écrits de l'auteur de la première histoire des Wendes hanovriens et du dictionnaire polabe). = Heft 3. Walter Arnsperger. Guillaume, comte de Schaumbourg-Lippe (chef de l'artillerie sous les ordres du duc Ferdinand de Brunswick pendant la guerre de Sept ans; réorganisateur de l'armée portugaise en lutte contre les troupes franco-espagnoles en 1762, écrivain militaire et représentant du service militaire. Scharnhorst a été son élève). — H. Hoogeweg. Le prince et la cour à Celle pendant la maladie de Guillaume le Jeune, 1573-1592.

79. — Zeitschrift des historischen Vereins für Schwaben und Neuburg. Jahrg. XXVIII, 1901. — Fr. Roth. Pour servir à l'histoire des Anabaptistes dans la Haute-Souabe; ch. III : le Point culminant du mouvement anabaptiste à Augsbourg; sa décroissance en 1528 (154 p.; publie beaucoup de documents tirés des archives municipales d'Augsbourg). — Joh. Mueller. De la part prise par les troupes du cercle de Souabe à la guerre de l'empereur Rodolphe II contre les Turcs de 1595 à 1597 (par suite des échecs subis par les armes impériales et de la prise de Raab par les Turcs en 1594, Rodolphe II fut obligé de recourir aux cercles de l'empire pour leur demander, non plus, comme en 1593 et 1594, des contributions en argent, mais des troupes. Histoire du régiment que le cercle de Souabe mit à la disposition de l'empereur pour les campagnes de 1595, 1596, 1597).

---

80. — Carinthia. Jahrg. XCII, 1902, Heft 1. — Ed. Nowotny. Inscriptions romaines, nouvelles et revues. = Heft 2. A. von Jaksch. Gurina et les Vénètes (résume les travaux entrepris sur l'établissement des Vénètes dans la haute vallée du Gail, qui se maintint jusqu'à l'époque impériale. D'après C. Pauli, *Altitalische Forschungen,* t. III, les inscriptions Vénètes appartiennent au IVe s. av. J.-C.). = Heft 3-4. Ed. Nowotny. Rapport sur les fouilles exécutées en 1901 dans le Zollfeld (où il y eut beaucoup de constructions romaines). — R. Duernwirth. L'isolement de la Carinthie du côté de la Styrie contre la peste, pendant les années 1713-1716. = Heft 5-6. A. von Jaksch. Origine de la ville de Friesach (son histoire de 860 à 1130).

81. — Mittheilungen des Instituts für œsterreichische Geschichtsforschung. Bd. XXIII, 1902, Heft 4. — Karl Hampe. Fragments de registres perdus des papes Innocent III et Innocent IV (retrouvés dans des formulaires tels que le ms. lat. 11867 de la Bibl. nat. Mentionne ou publie vingt-cinq lettres d'Innocent III, 1214-1216). — Max Gumplowicz. Les sources de Baudoin Gallus (étude critique sur un document important pour l'histoire de la Pologne et de la Silésie au XIe siècle). — Kamil Krofta. Pour servir à l'histoire du mouvement hussite. Trois bulles du pape Jean XXIII, de l'année 1414. — Bruno Stuebel. Les instructions de Charles-Quint pour Philippe II (une des cinq instructions rédigées par l'empereur pour son fils a été au moins fortement retouchée, sinon fabriquée par G.-E. Löhneyss, auteur d'un

ouvrage paru en 1624 sous le titre d'*Aulico-politica*). — O.-J. Thatcher. Sur le sens du mot « torneamentum » (au commencement du XIIe s., où le mot paraît pour la première fois, en Allemagne, le mot signifie lutte, bataille véritable; c'est seulement au XIIIe s. qu'il désigne un jeu de la guerre). — G. Caro. Un amiral d'empire au XIIIe s. (Ansaldus de Mari, amiral de Frédéric II). — J. Strnadt. Notes pour l'atlas historique des Alpes autrichiennes). = Comptes-rendus : *G. de Manteyer*. Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne (contestable). — *Praun*. Die Kaisergræber im Dome zu Speyer. — *H. Grauert*. Die Kaisergræber im Dome zu Speyer (excellent). — *Al. Meister*. Die Fragmente der Libri VIII miraculorum des Cæsarius von Heisterbach (très intéressante publication. A.-E. Schœnbach propose de nombreuses corrections). — *F. Kogler*. Das landfürstliche Steuerwesen in Tirol bis zum Ausgange des Mittelalters (bon). — *A. Schubert*. Urkunden-Regesten aus den ehemaligen Archiven der von Kaiser Joseph II aufgehobenen Klöster Bœhmens (article très sévère par Ferd. Tadra). — *A. von Wrede*. Geschichte der k. und k. Wehrmacht. Die Regimenter, Corps, Branchen und Anstalten von 1618 bis Ende des 19 Jahrhunderts (excellent). — *A.-F. Pribram*. Venezianische Depeschen vom Kaiserhofe, 1657-1661. = Bd. XXIV, Heft 1, 1903. H. Krabbo. Virgile, évêque de Salzbourg, et ses idées cosmologiques (ce Virgile était irlandais de naissance; il quitta sa patrie pour se rendre en France en 743; abbé de Saint-Pierre et en même temps évêque de Salzbourg, à la mode irlandaise, il mourut le 27 nov. 784). — Fr. Wilhelm. L'acquisition du Tirol par le duc d'Autriche Rodolphe IV, 1363. — Moritz Brosch. Machiavel à la cour et au camp de Maximilien Ier, 1509-1510. — Luschin von Ebengreuth. La question de l'interpolation du *Privilegium minus*. — K. Zimmert. Sur Ansbert; I : l'*Historia Peregrinorum* et la rédaction primitive d'Ansbert. = Comptes-rendus : *J. Strnadt*. Die *Passio sancti Floriani* und die mit ihr zusammenhængenden Urkundenfælschungen (n'a pas grande portée). — *Kaindl*. Studien zu den ungarischen Geschichtsquellen (du zèle et de la pénétration, mais pas de méthode; ce qui est bon n'est pas nouveau, et ce qui est nouveau est rarement bon). — *G. Eubel*. Hierarchia catholica; t. II : 1431-1503. — *V. Ernst*. Briefwechsel des Herzogs Christoph von Wirtemberg; I : 1550-1552. — *Bibl*. Die Einführung der katholischen Gegenreformation in Niederœsterreich, 1576-1580 (bon).

82. — Wiener Studien. Jahrg. XXIV, Heft 1. — Joh. Endt. Les sources utilisées par Aristote pour décrire la tyrannie (dans le chapitre de sa Politique consacré à ce sujet, Aristote a utilisé, naturellement, les ouvrages sur les institutions politiques, et avant tout Platon. Là où Platon est muet, il utilise une autre source que nous trouvons aussi dans certains passages du Hiéron de Xénophon, certaines œuvres d'Euripide et d'Isocrate; pour les événements historiques, il met à profit de bons écrivains locaux, par exemple, pour les anciens tyrans de Sicile, Antiochus de Syracuse, Philistos, etc. Il eut aussi des récits

oraux, par exemple pour ce qu'il dit sur Dion, Denys le Jeune, Timophane; pour la tyrannie athénienne, Hérodote, Thucydide et les Atthides, en particulier celle d'Androtion. Enfin, Aristote a mis à profit les renseignements qu'il avait réunis par lui-même, en particulier à la cour macédonienne). — C. Wessely. Les éléments latins dans la grécité des documents égyptiens sur Papyrus. 1er art. — Jul. Jung. Hannibal chez les Ligures. Recherches historico-topographiques sur l'histoire de la deuxième guerre punique, 218-217 (il est probable qu'Hannibal passa l'Apennin par Veleia, la vallée du Ceno, d'où il passa dans celle du Taro, puis par le défilé de Bratello, à Pontremoli).

83. — Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mæhrens und Schlesiens. Jahrg. VI, Heft 4. — Jul. Wallner. Histoire du « Convict » à Olmutz depuis sa fondation jusqu'à sa fusion avec l'Académie impériale de Vienne, 1566-1782. — A. Breitenbach. Le « Granum catalogi praesulum Moraviae; » ses sources et son autorité (composé à la fin du xive s. et dans le premier tiers du xve par un prêtre d'Olmutz, qui ne connait pas Cosmas, mais Pulkava, Dalimil et les annales de Hradisch; il a aussi utilisé avec soin les chartes jusqu'au xive s. La dernière partie, qui repose essentiellement sur des réflections et des souvenirs personnels, n'est pas dénuée de partialité. Quand il parle de l'évêque et du chapitre de Prague ou bien des pertes subies par les possessions de l'évêché, l'auteur devient passionné et injuste. Quoi qu'il en soit, le « Granum » est un document très important pour l'histoire de l'évêché d'Olmutz).

84. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. 1902, no 8. — *Bienkowski.* La défaite des Galates à Delphes, dans les œuvres d'art de l'antiquité. — *M.-W. Czerkawski.* Recherches sur le nombre et le groupement des Polonais à l'étranger. — *Stan. Zákrzewski.* L'abbaye des saints Boniface et Alexis sur l'Aventin, de 977 à 1002. = Novembre. *Ketrzynski.* Recherches critiques sur Gervais de Tilbury : 1o rapports de Gervais avec maître Vincent de Cracovie; 2o « Provinciale Gervasianum » (étude critique sur les *Otia imperialia,* dec. II, ch. vii; les détails que Gervais donne sur la Pologne lui ont été fournis par Vincent, prévôt de Sandomir, puis évêque de Cracovie; il les utilisa avant 1183 pour la première rédaction de ses *Otia,* dédiés au jeune roi Henri. La longue liste des sièges épiscopaux et métropolitains qu'il donne au même endroit a été empruntée par lui au « Provinciale romanum » de Cencius, lequel existait déjà en 1209. Cette partie appartient à la seconde rédaction des *Otia,* celle qui a été dédiée à Othon IV). = Décembre. *Stan. Zákrzewski.* Les abbayes d'Ossiach et de Wilten (contribution à l'histoire des rapports dynastiques des Piasts au xie s.).

---

85. — The Athenæum. 1903, 7 février. — *A. H. Sayce.* The religions of Ancient Egypt and Babylonia (recueil de conférences qu'on

lit avec plaisir et profit, malgré des hypothèses hasardées, des erreurs manifestes et une information incomplète). = 14 février. *W. L. Mathieson.* Politics and religion; a study in scottish history from the Reformation to the Revolution (excellente histoire des sectes religieuses et de leurs conflits en Écosse au XVIe et au XVIIe siècle). = 21 février. *Viscount Goschen.* The life and times of G. J. Goschen, publisher and printer of Leipzig, 1752-1828 (très intéressant). — *W. G. Benham.* The Red paper book of Colchester (registre municipal commencé dans la première moitié du XIVe siècle et continué jusqu'au milieu du XVIe; intéressant pour l'histoire des institutions locales). = 28 février. *Pinches.* The Old Testament in the light of the historical records and legends of Assyria and Babylonia (rapprochements intéressants et instructifs, mais non absolument convaincants). = 7 mars. *Berkeley.* The campaign of Adowa and the rise of Menelik (bonne contribution à l'histoire de l'Abyssinie, avec des cartes médiocres). — *J. J. Foster.* The Stuarts (recueil très bien informé des œuvres d'art : portraits, miniatures, reliques, etc., qui se rapportent à la famille des Stuarts et en particulier à la reine Marie). — Les ruines de la Rhodesia; nouvelles explorations du Grand Zimbaboué. = 14 mars. *Overton.* The Nonjurors; their lives, principles and writings (excellente étude sur ce parti de l'église anglicane, qui se sépara de l'Église pour ne pas se soumettre à l'État). — *A. Hughes*, *C. G. Crump* et *C. Johnson.* De necessariis observantiis Scaccarii dialogus (excellente édition d'un texte hérissé de difficiles problèmes). — *Hutchins* et *Harrison.* A history of factory legislation (intéressant). — *J. Mac Carthy.* The reign of queen Anne (compilation habilement présentée). — *O'Brien.* My aventures during the late war, 1804-1814, publ. par *Ch. Oman* (mémoires très intéressants). = 21 mars. *E. A. Gardner.* Ancient Athens (très intéressante étude d'archéologie; l'auteur a su résister aux décevantes témérités de Dœrpfeld).

86. — The Nineteenth Century. 1903, janvier. — George F. H. Berkeley. La question abyssinienne et son histoire. — Ali Haydar Midhat. La politique russe et anglaise en Orient (quelques documents pour les années 1876 et 1877). = Février. Lady Ponsonby. Port Royal et Pascal. — Harold Cox. L'effet des lois sur les blés (réponse à sir Guilford Molesworth, prétendant qu'en abolissant les lois sur les céréales, Robert Peel et ses partisans ont été les victimes d'une colossale désillusion). Réplique de sir Guilford Molesworth, en mars.

87. — Edinburgh Review. Vol. CXCVI, juillet-octobre 1902. — Le déclin et la chute du second Empire (grâce à de nombreux mémoires et travaux, notamment ceux de M. Émile Ollivier et de M. de la Gorce, il est aujourd'hui plus facile de connaître l'histoire de la France sous Napoléon III que l'histoire d'Angleterre de 1850 à 1870; les Anglais attendront même longtemps peut-être un historien comme M. de la Gorce. L'empereur ne méritait probablement pas son élévation; mais il n'a pas mérité, non plus, la catastrophe dont il a été victime. Son

tort était d'avoir trop d'idées et de se montrer en même temps trop timide dans leur exécution). — La question albanaise (la Turquie est pleine de problèmes dont on attend vainement la solution. Outre les questions arménienne et macédonienne, il y a les questions syrienne, sumienne, tripolitaine, arabe et albanaise. L'islam et le christianisme se mélangent curieusement dans le cerveau des habitants de l'Albanie. Certains districts n'ont ni prêtres musulmans ni mosquées : « Les croyants simplistes considèrent le nom de Turc comme un passe-port suffisant pour être admis au paradis du Prophète. » Lors de la campagne de Grèce, Eyoub-Pacha s'aperçut, tout scandalisé, que les Albanais morts et blessés n'étaient point circoncis; mais, lorsqu'il voulut imposer la circoncision aux régiments du pays, ceux-ci menacèrent de déserter en masse et de passer dans les rangs de l'adversaire. Il est difficile de comprendre pourquoi l'Autriche et l'Italie se disputent cette province, « qui est loin d'être une possession désirable »). — L'empire du Pacifique (M. Colquhoun pense qu'il appartiendra aux États-Unis, d'abord, avec les Japonais au second rang; mais il ne tient pas assez compte de l'énorme développement que peut recevoir la Colombie britannique, une fois déboisée et défrichée par les colons qui affluent chaque jour au Canada. Puis, il faudrait escompter aussi le réveil probable de la Chine, qui n'ira pas sans de terribles secousses pour les peuples civilisés. Difficultés pour les Américains de s'installer aux Philippines; il y existe une population de métis déclassés, toujours prêts à invoquer les Droits de l'homme, et cependant à qui l'on devra déclarer net qu'on leur impose le gouvernement qui leur convient, sans demander leur approbation. Les Australiens ne tarderont pas non plus à créer des ennuis à leur métropole; ils auront leur doctrine de Monroë, qui obligera l'Angleterre à choisir entre eux et les puissances avec qui elle est en relations, Japon, France, Allemagne surtout, dont ils ne veulent plus supporter l'approche ni le voisinage dans le Pacifique). — La paix dans le Sud-Afrique (réflexions mélancoliques sur les événements, qui n'avaient certainement pas été prévus par ceux qui ont engagé la guerre et qui se persuadaient que les Boërs céderaient dès les premières menaces. Montre comment, après avoir voulu assurer aux Anglais du Transvaal des droits politiques, on a fini par supprimer toutes les garanties de liberté ordinaire pour les Anglais du Cap. Un M. Cartwright a été emprisonné par l'autorité militaire, « parce qu'il sympathisait avec les Boërs et parce qu'il y avait déjà trop de gens à penser comme lui en Angleterre. » Lorsqu'on dut le relâcher, avant de lui permettre de rentrer en Europe, on prétendit exiger de lui caution pour sa conduite future, comme si un Anglais, sur le sol anglais, était tenu d'obéir à autre chose qu'aux lois anglaises!). — La *Revue d'Édimbourg* (avec portraits des directeurs et des principaux collaborateurs de ce recueil, fondé en octobre 1802, et dont cet article célèbre le centenaire). — La carrière militaire du premier lord Grey (guerres de Sept ans, d'Amérique, des Antilles sous la Révolution française. Utilise des

documents inédits. Raconte notamment le désarroi de la défense nationale en Angleterre, lors de la campagne d'Orvilliers en 1779). — L'empire et les colonies (obstacles que rencontre l'Union, prouvés par les dissensions internes du Canada et de l'Australie. Il faut laisser le temps agir et ne rien précipiter; d'ailleurs, les colonies en question tendent à prendre une allure plus démocratique que le vieux monde, et il conviendra de s'en accommoder. C'est un fait significatif que l'émigrant anglais, fatigué des entraves aristocratiques et des idées monarchiques, préfère s'établir aux États-Unis, plutôt que dans les colonies qui appartiennent encore à l'Angleterre). — M. Émile Faguet et le XVIIIe siècle (reproche à l'auteur d'être trop sévère et trop pessimiste). — L'Angleterre et la Russie pendant le XIXe siècle.

88. — Quarterly Review. Vol. CXCVI, juillet-octobre 1902. — Un pèlerinage impérial (le voyage autour du monde du duc et de la duchesse d'York. Le duc était, avant ce voyage, aussi peu connu que puisse l'être un prince du sang. Il a obtenu un grand succès personnel par sa facilité de parole, sa dignité sans prétentions, son excellente tenue à cheval et son adresse de tireur, choses auxquelles les démocraties anglo-saxonnes sont particulièrement sensibles. La colonie de Victoria a constaté avec satisfaction qu'il n'avait manqué qu'une caille dans une journée de chasse; et le Canada ne l'a pas trouvé moins habile contre les canards sauvages. Il a su donner trente-cinq mille poignées de mains. La duchesse, de son côté, qui avait à lutter contre d'assez vives préventions, n'a pas moins gagné le cœur des femmes, en ayant l'air de s'intéresser à leurs enfants et à leurs affaires). — Charles Dickens (par Swinburne. Article très médiocre, qui a ceci de particulier qu'il est le premier article signé publié par la *Quarterly*, depuis sa fondation en 1809. Elle renonce à l'anonymat régulier qui lui donnait tant de poids; elle était, avec la *Revue d'Édimbourg*, une des rares publications encore fidèles par principe autant que par tradition). — M. Newman et la Politique d'Aristote (très bonne et savante édition, avec commentaires empruntés à l'histoire moderne, de ce vieil ouvrage grec qui a encore son utilité, moins pour les conseils directs qu'il pourrait nous offrir que pour l'éducation générale qu'il donne à l'esprit). — Le pan-germanisme (écrit par un Autrichien hostile aux aspirations des Allemands qu'il croit chimériques, sans nier qu'elles puissent être gênantes et dangereuses. Approuve le livre de M. Chéradame, « dont la connaissance intime des affaires d'Autriche, déjà remarquable chez un Français, dépasse de beaucoup celle que possèdent la plupart des Autrichiens »). — L'Orient qui change (la transformation politique du Japon). — Le besoin urgent du Sud-Afrique (manque de femmes anglaises. Il faut envoyer au moins 3,000 Anglaises par an pour y faire souche d'enfants anglais, sans quoi tout le pays deviendra bientôt Afrikander. Lorsque des Anglais épousent des femmes boërs, les enfants sont boërs). — Le couronnement du roi d'Angleterre (rituel et histoire de la cérémonie). — Giordano Bruno

en Angleterre (aucun auteur contemporain ne signale son passage; il a dû être médiocrement accueilli à l'Université d'Oxford, que ses idées contre l'immortalité de l'âme et en faveur de l'astronomie nouvelle devaient exaspérer). — Les premiers Hanovriens (l'Angleterre sous les deux premiers Georges, notamment d'après les lettres de Louis de Saussure). — Le commerce et l'industrie au Japon (transformation des sentiments et des mœurs au point de vue du négoce. Lorsque le Japon s'ouvrit aux Européens, les vieilles maisons commerçantes du pays, honnêtes et timides, ne s'occupèrent point de les accueillir et les laissèrent négocier avec des marchands d'occasion, aventuriers sans scrupules, qui ne tardèrent pas à jeter le discrédit sur la probité japonaise. Les choses visiblement changent en mieux, surtout depuis que, par l'effet des révolutions, les classes commerçantes s'élèvent sur l'échelle sociale). — L'index romain (à propos de la revision des listes de l'index opérée par le pape Léon XIII. Rappelle que les protestants, aux XVIe et XVIIe s., avaient aussi leur index). — Le marquis de Salisbury (sa carrière politique. A l'intérieur, il a rendu plus de services aux principes tories qu'au parti tory lui-même, car il a toujours su se plier aux besoins de la démocratie, dans l'intérêt du conservatisme. A l'extérieur, s'il a paru faire des concessions discutables en de certaines occasions, il les a plus que rachetées par les bénéfices qu'il en a tirés pour l'empire. Il ne comptait pas demeurer en Égypte et encore moins s'emparer du Soudan. Il ne s'est même établi à Fachoda que pour empêcher les Français d'y rester; « le spectacle de l'Angleterre obligeant la France à amener son pavillon, joint à la conclusion victorieuse de la grande guerre du Sud-Afrique, malgré les vociférations de la moitié des populaces en Europe et en Amérique, a produit dans le monde entier une impression que peu d'événements contemporains auraient pu produire. » Si Lord Salisbury n'a pas réglé la question tunisienne, « il faut convenir que l'Angleterre avait déjà cédé virtuellement la Tunisie à la France contre Chypre, en 1878, et que, si cela ne suffisait pas, elle s'est amplement dédommagée, par surcroît, dans la vallée du Nil »).

89. — Review of historical publications, relating to Canada for the year *1901* (1902). — I. Le Canada et l'empire. *Bernard Holland.* « Imperium et libertas » (étude sur les principes qui doivent gouverner l'impérialisme anglais. Souhaite que l'Irlande se trouve quelque jour liée à l'Angleterre de la même façon que le Canada français, — ce que d'ailleurs approuverait, dit-on, M. Chamberlain, — et montre que les deux populations catholiques ont beaucoup de points communs). — *Arthur Jose, Harrison Woodward, Agnes Dodd.* Manuels et résumés historiques du développement de l'empire (le nombre croissant de ces petits volumes marque l'intérêt que le public prend à l'impérialisme. M. Jose est un Australien qui ne manque ni de sens ni de pénétration. Il explique fort bien à ses compatriotes qu'ils ont tort de se flatter que leurs colonies n'aient pas coûté de sang répandu : leur sort s'est décidé durant les guerres du premier Empire, et, sans l'écrasement de

la marine française à Trafalgar, les Français probablement se fussent implantés en Australie, où ils eussent provoqué tôt ou tard un conflit de races comme celui qui domine aujourd'hui le Sud-Afrique). — *Henry Morris*. History of Colonization (médiocre; la colonisation française au Canada a plutôt échoué par excès de paternalisme que par abus de la tyrannie, comme l'en accuse l'auteur). — *Sanford Evans*. Canadian contingents and Canadian imperialism (bon. A propos de la guerre du Transvaal, étudie le sentiment impérialiste du Canada). — *Barlow Cumberland*. History of the Union Jack (le drapeau anglais et son histoire; seconde édition; quelques erreurs). = II. Histoire du Canada. *Biggar*. Early trading companies (travail sérieux, malgré quelque remplissage; bibliographie précieuse). — *Castel Hopkins*. Story of the Dominion; Progress of the Canada in the century (ouvrages hâtifs et souvent prétentieux). — *C. P. Lucas*. History of Canada. Part I, New France (emprunté surtout à Parkman et Kingsford. Les conclusions de l'auteur sur la géographie et la politique sont des plus discutables). — *Farnham Morrison*. History of New France, by Charlevoix (réédition pure et simple du texte et des notes publiés par Gilmary Shea, il y a plus de vingt-cinq ans). — *Whiting Halsey*. Old New York frontier (malgré de consciencieuses recherches sur les rencontres dont cette frontière a été le théâtre, n'a pas utilisé tous les documents disponibles, entre autres ceux de la collection Haldimand). — *Edward Mason*. Chapters in Illinois History (publication posthume. Sans grande valeur). — *Chesnel*. Histoire de Cavelier de la Salle (amusant et très littéraire; injuste contre les Jésuites, qu'il juge au point de vue européen plus qu'au point de vue canadien). — *Miss Mary Pepper*. Maids and matrons of New France (le nombre des Canadiennes célèbres est assez limité, outre que l'on sait peu de chose à leur égard). — *Col. Townshend*. Military life of field-marshal George Townshend (inexactitudes. Critique très vive de la partialité dont l'auteur fait preuve contre Wolfe). — *Bourinot*. Canada under British Rule (présente sous une forme logique, avec les transitions voulues, des événements qu'il est souvent difficile de raccorder et qui se passent en des endroits fort éloignés. Très bon livre, mais un peu hostile aux parlementaires). — *Codman*. Arnold's expedition to Quebec (utile. Néglige toutefois des documents importants). — *Hannay*. The war of 1812 (passionné; point original). — *Laird Clowes*. The royal navy (analyse du chapitre de cet ouvrage écrit par M. Theodore Roosevelt). — Journal de Thomas Verchères de Boucherville (se rapporte à la guerre de 1812). — Douglas Brymner et Edouard Richard (rapports sur les archives canadiennes, 1899-1900). — *Bourne*. The legend of Marcus Whitman (détruit la légende qui se forme autour de ce personnage, et dont les Américains ne veulent point démordre). — *Henderson*. Diplomatic questions (montre que, dans la question de la mer de Behring, les Américains « demandent trop et accordent trop peu »). — Department of militia : Canadian contingents in South Africa (prouve l'inconvénient de mettre en campagne des hommes et des chevaux insuffisamment préparés). = III.

Histoire provinciale et locale. La question de Terre-Neuve (livres et articles de Beckles Wilson, Smith, Harvey, Duffield, etc. Reconnaît que les politiciens ont passablement envenimé le débat). — *Raymond.* The Winslow Papers, 1776-1826 (papiers de famille, importants pour la Nouvelle-Écosse). — *Newton Bosworth.* Hochelaga depicta (réimpression d'un livre publié en 1837-38 et qui ne manquait pas de mérite pour l'époque). — *Ernest Gagnon.* Louis Jolliet (intéressant). — Ontario Historical Society; t. III (publie des extraits d'état civil très importants pour la province). — Diary of Nicholas Garry, in 1821 (l'un des directeurs de la compagnie de la baie de Hudson; ses voyages dans les territoires du Nord-Ouest). — *Roderick Campbell.* Twenty years in isolation in the Sub-Arctic Territory (sans valeur). = IV. Géographie, économie politique, statistique. *James Bain.* Travels and adventures by Alexander Henry (excellente réédition d'un des journaux de traitants les plus instructifs sur la fin du XVIIIe siècle). — *Milton* et *Cheadle.* North West Passage (9e édition, annotée par le survivant des voyageurs, du récit de leur expédition faite en 1862). = V. Archéologie, ethnographie, folklore : *Deniker.* The racy of man; *Dellenbaugh.* North-Americans of yesterday; *Hutchinson, Gregory, Lydekker.* Living races of Mankind (trois bons ouvrages. Celui de Deniker, toutefois, est insuffisant au point de vue de l'Amérique et classe à tort les Iroquois avec les Algonquins dans la même famille linguistique. Dellenbaugh est d'une grande valeur. Le troisième ouvrage, qui est plutôt de vulgarisation, demandera des corrections dans une édition prochaine). — Publications sur l'âge de pierre, sur les plantes employées par les Indiens sur les Eskimos, les Iroquois (à signaler un mémoire de M. David Boyle sur le paganisme et le christianisme des Iroquois), les Sk. qo'mic, les Dénès (une étude curieuse sur leur médecine, et qui témoigne, entre autres détails, que, de l'aveu même des missionnaires, la maternité devient plus douloureuse, plus fatigante pour les femmes à mesure qu'elles se civilisent), les Koutenays de la Colombie britannique. = VI. Droit, éducation, bibliographie. *Leonard Courtney.* Working Constitution of the United Kingdom; *Bourinot.* Constitutional history of Canada (la constitution du Canada, sous sa forme fédérale, doit être étudiée parallèlement avec celles des États-Unis et de l'Australie; le rôle protecteur du Conseil privé d'Angleterre est accepté sans difficultés, parce qu'il s'exerce d'ordinaire au profit des minorités incapables de se défendre). — *Munro.* « Le droit de banalité » during the french regime in Canada (les seigneurs ne se souciaient pas d'exercer leur droit; c'étaient le gouvernement et les paysans qui les obligeaient à le maintenir). — *Sir William Dawson.* Fifty years of work in Canada (autobiographie du directeur de l'Université Mac Gill, de Montréal, qui lui doit sa brillante prospérité).

---

90. — The American historical Review. 1902, octobre. — Eleanor Ferris. Les relations financières des Templiers avec la couronne d'Angleterre (intéressant emploi des sources publiées). — A. H. Car-

PENTER. L'*Habeas corpus* aux colonies (les colons anglais dans les « plantations » américaines ayant apporté avec eux la loi commune de la mère patrie, avaient à leur disposition le droit d'*Habeas Corpus* tel qu'il était formulé par cette loi; mais le statut de Charles II pour protéger la liberté individuelle n'était pas applicable aux colonies. On a fait honneur à la reine Anne de l'avoir étendu au delà des mers; mais sa proclamation de 1710, outre qu'elle n'était pas tout à fait légale, ne l'accordait qu'avec des restrictions. En réalité, c'est seulement après la séparation, que le statut de Charles II a été mis en vigueur dans les colonies américaines). — W. C. FORD. John Quincy Adams et la doctrine de Monroe; fin (la doctrine dite de Monroe a été en réalité l'œuvre d'Adams). — C. R. FISH. Lincoln et le patronage (comment Lincoln exerça son patronage en faveur de ses partisans empressés à se partager les bénéfices du pouvoir). — F. M. FLING. Qui est l'auteur du Journal d'Adrien Duquesnoy? (quoi qu'en ait dit M. Brette, Duquesnoy est le seul qui puisse avoir écrit les bulletins qui constituent son Journal). — La politique anglaise à l'égard de l'Amérique en 1790-1791; documents; suite. — R. CATTERALL. Deux lettres de Richard Cromwell, 1659. — Une lettre du marquis de Lafayette (du camp de New-York, Virginie, 26 oct. 1781). = Comptes-rendus : *Grundy*. The great persian war and its preliminaries (important surtout au point de vue topographique, l'auteur ayant visité les lieux les plus célèbres de cette guerre). — *J. Kærst*. Geschichte des hellenistischen Zeitalters; Bd. I (traite des Macédoniens, de Philippe et d'Alexandre, de l'idée de l'empire du monde considérée dans son évolution et sous son aspect politique. Très intéressant). — *R. Rainy*. The ancient catholic church, 98-451 (consciencieux). — *T. R. Glover*. Life and letters in the fourth century (bon travail de vulgarisation). — *K. Breysig*. Kulturgeschichte der Neuzeit; I (intéressant et très utile). — *Hodgson*. The early history of Venice to the conquest of Constantinople, 1204 (bonne étude critique). — *A. Hassall*. The french people (beaucoup de faits, des idées, bonne bibliographie, de nombreuses incorrections). — *W. Miller*. Mediæval Rome, 1073-1600 (insuffisant). — *E. Jenks*. Edward I, the english Justinian (excellent). — *Ch. L. Kingsford*. Henry V, the typical mediæval hero (bonne biographie; mais le vainqueur d'Azincourt peut-il être vraiment donné comme type du héros au moyen âge?). — *L. Einstein*. The italian Renaissance in England (bon). — *Cowan*. Mary, queen of Scots, and who wrote the Casket letters? (médiocre; ce que l'auteur dit des lettres de la Cassette est insignifiant). — *Taunton*. The history of the Jesuits in England, 1580-1773 (la plus grande partie de ce livre est consacrée à la biographie de Robert Parsons et à l'étude de son rôle dans les troubles religieux du temps d'Élisabeth). — *Blauvelt*. The development of Cabinet government in England (bon quant au fond, mais mal écrit). — *J. K. Hosmer*. The history of the Louisiana purchase (intéressant). — *J. W. Burgess*. Reconstruction and the Constitution, 1866-1876 (bon). — *Boutmy*. Éléments d'une psycho-

logie politique du peuple américain (très intéressant). = 1903, janvier. J. H. Robinson. La révolte luthérienne (énumère les plus importants des travaux publiés en Allemagne sur cette question, surtout depuis celui de W. Maurenbrecher). — H. D. Foster. Genève avant Calvin, 1387-1536; les antécédents d'un État puritain. — W. R. Scott. La constitution et l'histoire financière de la Compagnie anglaise d'Afrique depuis sa fondation jusqu'en 1720. — L. D. Scisco. Le type d'une colonie de « plantation » (surtout en Virginie). — G. H. Alden. L'État de Franklin (cet État se constitua par l'unique volonté des habitants, au sein et contre la volonté de la Caroline du Nord; il dura trois ans, 1784-1787). — D. C. Knowlton. Note sur un ms. inédit relatif au soulèvement de 1647-1648 à Naples (par le Dr Giuseppe Donzelli, baron de Digliola). — Marsden. Une lettre de William Bradford et d'Isaac Allerton (deux des pèlerins du Mayflower, de Plymouth en Nouvelle-Angleterre, 1623). — Fr. Tuckerman. Lettres de Samuel Cooper à Thomas Pownall, 1769-1777. = Comptes-rendus : *R. H. Hall.* The oldest civilization of Greece (guide admirable, illustré d'un grand nombre de planches, dont vingt sont inédites). — *Fr. Seebohm.* Tribal custom in anglo-saxon law (remarquable). — *P. Herre.* Europæische Politik im Cyprischen Krieg, 1570-1573 (bon). — *S. H. Cobb.* The rise of religious liberty in America (beaucoup trop d'erreurs de fait). — *J. C. Ballagh.* A history of slavery in Virginia (remarquable). — *A. C. Myers.* Immigration of the irish Quakers into Pennsylvania, 1682-1750. Quaker arrivals at Philadelphia, 1687-1750 (bon). — *J. Fiske.* New France and New England (bon). — *A. G. Bradley.* The fight with France for North America (ouvrage de vulgarisation concernant les événements militaires des années 1748-1760). — *J. P. Gordy.* Political history of the United States, with special reference to the growth of political parties; vol. III (ouvrage de grande valeur). — *J. W. Burgess.* The civil war and the constitution, 1859-1865 (très bon livre de vulgarisation). — *W. Al. Linn.* The story of the Mormons, to the year 1901 (beaucoup de faits bien mis en lumière).

---

91. — Atti e Memorie della r. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna. 3e série, vol. XX, fasc. 1-3, janv.-juin 1902. — G.-B. Salvioni. Valeur de la livre bolonaise; suite et fin (avec des tables où sont indiquées les sources). — A. Pellegrini. La domination des Este à Pieve di Cento (publie une brève chronique pour les années 1510-1512 et retrace la suite des événements jusqu'à la fin du xvie s.). — Tito Zanardelli. A propos d'*Imola* et de *Meldola*, noms d'origine lombarde, et étymologie de *Mirandola*. — A. Sorbelli. Un fief du Frignano, possédé par les comtes Orsi, de Bologne : Camurana (xvie et xviie s.; publie le diplôme d'inféodation de Camurana par César d'Aste, duc de Modène, à Astorre Orsi, 31 oct. 1623). — E. Ricci-Bitti. La plaine de la Romagne divisée et assignée aux colons romains (avec une planche). — L. Frati. Une pasquinade contre les professeurs de l'Université de Bologne en 1563.

92. — Archivio della R. Società romana di storia patria. Vol. XXV, fasc. 1-2. — L. Schiaparelli. De quelques documents concernant les « Magistri aedificiorum Urbis, » XIIIe et XIVe s. (important pour la topographie et l'archéologie romaines; publie en appendice treize chartes inédites de 1233 à 1387). — G. Tomassetti. De la campagne romaine; suite (les voies Labicana et Prenestina). — A. von Buchell. Iter italicum; suite et fin. — G.-S. Ramundo. A quelle époque vécut Commodien? Suite et fin (il vécut au temps de Julien l'Apostat, donc dans la seconde moitié du IVe siècle et non dans la première moitié du IIIe; il n'est donc plus le premier poète chrétien écrivant en latin; s'il en est ainsi, l'intérêt de ses ouvrages ne diminue pas, il se transforme; ses *Instructiones*, par exemple, deviennent une source historique de quelque valeur pour l'histoire de la politique religieuse de Julien). — P. Fedele. Tabularium S. Mariae Novellae, 982-1200; suite (1146-1161). — P. Egidi. Notice sommaire sur les archives communales de Ferrentino. — L. Schiaparelli. Notes sur un document du Xe siècle conservé dans les archives capitulaires de Saint-Pierre au Vatican (en le publiant dans l'*Archivio*, l'auteur lui avait assigné la date de janvier-juin 936; aujourd'hui, moins affirmatif quant à la date d'année, il maintient que l'acte, d'ailleurs interpolé, appartient bien cependant au pontificat de Léon VIII). — F. Tonetti. Quelques documents relatifs au pays de Veroli (dans les archives de la maison Colonna, 1152, 1153, 1157).

93. — Archivio storico italiano. 5e série, t. XXIX, 1902, disp. 1. — C. Lupi. Cesare Paoli (notice nécrologique, suivie d'une bibliographie de ses œuvres, qui comprend 503 numéros). — L. Schiaparelli. Notes sur les anciennes bulles pontificales pour Santa-Maria di Pinerolo. — Giovanni Sforza. Alberico Ier Cibo Malaspina et Tommaso Costo (T. Costo est un historien napolitain auquel on doit, entre autres, une suite du *Compendio delle historie di Napoli* de Collenuccio jusqu'en 1610; il se fit bien voir d'Alberico Ier en flattant habilement la famille Cibo). — P. Vigo. La bataille d'Aboukir racontée dans une lettre contemporaine (écrite par Giovanni Forteguerri, de Naples, le 4 septembre 1798, d'après des nouvelles apportées par un cutter anglais). — L.-G. Pélissier. Publications françaises concernant l'histoire d'Italie, 1898-1899. = Bibliographie : *C. Errera*. L'epoca delle grandi scoperte geographiche (très bon manuel). — *Salvioli*. Le decime di Sicilia, e specialmente quelle di Girgenti (beaucoup de science et de critique). — *A. Sorbelli*. La signoria di Giovanni Visconti a Bologna e le sue relazioni con la Toscana (beaucoup de faits, mais réunis et présentés sans ordre ni sans grâce). — *F. Bosdari*. Giovanni da Legnano, canonista e uomo politico del 1300 (excellente étude sur l'auteur du *De fletu ecclesiæ*). — *C. Durando*. Episodi diplomatici del risorgimento italiano, 1856-63, estratti dalle carte del generale Giacomo Durando (important, surtout en ce qui regarde la question romaine).

94. — Archivio storico lombardo. 1902, anno XXIX, fasc. 35.

— Giuseppe Calligaris. Pour une nouvelle édition du *Liber de gestis in civitate Mediolani* de fra Stefanardo de Vimercate. — Franc. Tarducci. Gianfrancesco Gonzaga, signore di Mantova, 1407-1420; suite et fin (avec 19 documents inédits publiés en appendice). — Gius. Gallavresi et Franc. Lurani. L'invasion française à Milan, 1796, d'après les mémoires inédits de don Francesco Nava; suite (mémoires abondamment documentés); fin au fasc. 36. — Ezio Riboldi. La famille de Pinamonte da Vimercate, d'après des documents nouveaux. — Lino Sighino. De qui Jean d'Oleggio, gouverneur de Bologne, fut-il fils? (non point, comme on l'a dit, de l'archevêque de Milan, Giovanni Visconti, mais de Filippo Visconti d'Oleggio. Documents inédits de 1354-1359). = Fasc. 36. F.-E. Comani. Sur les domaines possédés par Regina Della Scala et par ses fils (recherches critiques sur les assignations de terres et de cités faites par Bernabò Visconti à sa femme, Regina Della Scala; de la distribution des cités en 1379). — Arturo Segre. Lodovico Sforza, dit le More, et la République de Venise, de l'automne 1494 au printemps 1495. Chap. I : l'Invasion de l'Italie par Charles VIII (article richement documenté). — Rod. Majocchi. Valenza vendue à Pavie en 1207 (d'après un texte inédit publié en appendice). — Otto Schiff. Antonio de' Minuti, le biographe contemporain de Muzio Attendolo Sforza (la biographie de ce Sforza fut écrite par Minuti en 1458, et cette date est la dernière qui soit connue de la vie de l'auteur). — A. Magnocavallo. Notes et documents inédits sur l'alchimiste Giuseppe Borri, 1661-1670. = Bibliographie : *Lud. Pepe.* Storia della successione degli Sforzeschi negli stati di Puglia e di Calabria (travail estimable, qui aurait pu être plus complet). — *Fr. Lemmi.* La restaurazione austriaca a Milano nel 1814 (peu de choses nouvelles; mais bien présenté et fort intéressant). — *Alessandro Luzio.* Leonardo Arrivabene alla corte di Caterina de' Medici, 1549-1559.

95. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXVII, fasc. 3, 1902. — M. Schipa. Le royaume de Naples au temps de Charles de Bourbon; ch. VI à VIII : la Reconquête du royaume par les Bourbons espagnols, 1733-1734; débuts du règne de Charles IV; sa politique extérieure, 1734-1735; préliminaires et paix de Vienne; suite au fasc. 4; ch. IX et X : Soumission à l'Espagne pendant les gouvernements du comte de Santostefano et du duc de Sabas, 1734-1746. — F. Cerone. La politique orientale d'Alfonse d'Aragon; suite (rapports, négociations et alliances en Orient avant la chute de Constantinople, 1444-1453); suite au fasc. 4 (après la catastrophe, 1453-1455.) = A part : le Diario napoletano de 1799 à 1825; suite (1808-1810).

96. — Archivio storico siciliano. Nouvelle série, anno XXVII, 1902. — S. Romano. Les Siciliens pendant le blocus et la prise de Malte en 1800 (montre que c'est la Sicile qui, s'imposant de lourds sacrifices, a fait les dépenses nécessaires pour enlever Malte aux Français et la donner aux Anglais). — G. Pardi. Une commune de Sicile et ses rapports avec les maîtres de l'île jusqu'au XVIIIe siècle (fin de

cette histoire de Messine jusqu'à la mort de Charles II en 1700. En appendice, 35 documents allant de 1256 à 1693). — G. de Gregorio. Découverte d'une inscription phénicienne (faite à Palerme; c'est une dédicace à Tanit et à Baal Ammon). — R. Starrabba. Notes concernant Antonio Panormita. — M. Di Martino. Adolf Holm (notice nécrologique avec la liste de ses écrits). — Baron C. Melfi. Quelques observations au sujet des *Iscrizioni Gulfiane interpretate da E. Bellabarba*, 1891 (relève beaucoup d'erreurs dans ce recueil des inscriptions de Gulfi qui, d'ailleurs, a cessé de paraître après le second fascicule). = Bibliographie : *A.-G. Battaglia*. Per l'assunzione al trono di Sicilia di Vittorio Amedeo II di Savoja, 1713 (raconte les fêtes célébrées à cette occasion à Termini Imerese). — *A.-A. Bernardy*. Venezia e il Turco nella seconda metà del secolo xvii (excellent travail, qui va de la guerre de Candie à la paix de Carlowitz, 1645-1699).

97. — Bullettino dell' Istituto storico italiano. N° 24, 1902. — Carlo Cipolla et Flaminio Pellegrini. Petits poèmes relatifs aux Scaliger (cent pièces, de 1277 au xvie siècle, publiées chacune avec une bibliographie et des notes critiques. Important).

98. — Miscellanea di storia italiana. 3e série, t. VII (Turin, Bocca, 1902). — Girolamo Rossi. La vallée de Diano, en Ligurie, et ses statuts anciens (publie un très long statut, en 172 chapitres, de l'année 1363). — Innocent VI et la maison de Savoie; documents des archives du Vatican transcrits par Francesco Cerasoli et publiés par C. Cipolla (76 documents de 1353 à 1362, plus une double collection de suppliques adressées à Clément VI, 1342-1352, et à Innocent VI, 1353-1361). — Marcello Staglieno. Deux documents de Tedisio, évêque de Turin, 1300 et 1319. — Giovanni Seregni. Arosio et ses statuts aux xiie et xiiie siècles (Arosio, du pays de la Brianza, fut, pendant plusieurs siècles, soumis à la seigneurie du « Monasterio Maggiore » ou de Saint-Maurice à Milan. Institutions juridiques et sociales, avec le texte des statuts de 1215, 1252 et 1282). — Alessandro Lattes. Quelques chapitres inédits des statuts d'Alexandrie (d'après un ms. de la bibliothèque de Turin, qui fournit d'utiles corrections et additions). — Romualdo Pastè. Histoire documentée de l'abbaye de Saint-André de Verceil au moyen âge, 1219-1466.

99. — Nuovo Archivio veneto. Nouv. série, anno II. T. IV, 1re partie, 1902. — Antonio Del Piero. Gio.-Battista Ramusio; sa vie et ses écrits (né en 1484, mort en 1557; séjourne en France, 1505-1507, comme secrétaire de l'ambassadeur Alvise Mocenigo; humaniste et collaborateur d'Alde le Vieux; ses rapports avec Bembo; liste de ses ouvrages, dont le plus célèbre est ses *Navigazioni e Viaggi*.) — Adolfo Sacerdoti et Riccardo Predelli. Les statuts maritimes de Venise jusqu'en 1255; suite dans la 2e partie. — M. Roberti. Le droit romain et la culture juridique à Padoue à la fin du xiie siècle (plusieurs documents inédits). — V. Lazzarini. Offres faites à la République pour la

guerre de Chioggia, 1479, et un faussaire du xve siècle (Tomaso Trivisian, convaincu d'avoir fabriqué de faux états). — L.-G. Pélissier. Canova, la comtesse d'Albany et le tombeau d'Alfieri. = Bibliographie : *Ant. Ciscato.* Gli Ebrei in Padova, 1300-1800 (ouvrage très érudit). — *M. Roberti.* Le corporazioni padovane di arti e mestieri (excellent). = 2^e partie. Bibliographie : Ichnographiae locorum et monumentorum veterum Terrae Sanctae, accurate delineatae et discriptae a *P. Elzeario Horn,* Ord. Min. Prov. Turingiae, 1725-1744; edidit *P. Hieron. Golubovich,* Ord. Min. Missionarius apostolicus Terrae Sanctae (important). = *Atti della R. Deputazione veneta di storia patria :* Antonio Favaro. Giovanfrancesco Sagredo et la vie scientifique à Venise au commencement du xviie siècle. = A part : C. Cipolla. Publications relatives à l'histoire du moyen âge en Italie; suite et fin.

100. — Studî e documenti di storia e diritto. Anno XXIII, fascicule 1-2, janvier-juin 1902. — G. Mercati. Parmensia. Le plus ancien évêque de Parme connu (c'est Urbanus, qui fut déposé dans un concile tenu à Rome en 378 ou 380). La lettre de soumission d'un archiprêtre de Parme à Pascal II; l'auteur des « Collectanea ex opusculis Petri Damiani » (cet auteur est probablement Jean de Lodi, disciple et biographe de Pierre Damien, évêque de Gubbio de 1105 à 1106). — Fr. Pommetti. Chartes des abbayes de S. Maria di Corazzo et de S. Giuliano di Rocca Fallucca en Calabre; contribution à l'histoire des ordres religieux; fin (1230-1549). — Luigi Cantarelli. La « diocesis italiciana », de Dioclétien jusqu'à la fin de l'empire romain d'Occident; 2e partie : les Vicaires et le vicariat de Rome (liste chronologique de ces vicaires). — Siro Solari. L'annulation des actes frauduleux (en droit romain); suite. — G. Gatti. Le droit romain et la papyrologie (observations générales). = Fasc. 3-4. Siro Solari. L'annulation des actes frauduleux; suite et fin. — L. Cantarelli. La « dioecesis italiciana », de Dioclétien jusqu'à la fin de l'empire d'Occident; suite (liste critique des Correctores, des Consulares, des Proconsules de la Campanie). — G. Cozza-Luzi. Une épitaphe du moyen âge (en l'honneur d' « Adabrandus, primicerius scutariorum scole secunde; » il était, dans les gardes du corps impérial, chef de la seconde section, à Rome). — Pietro Tacchi Venturi. Journal des choses qui se sont passées en consistoire, tenu par Giulio-Antonio Santori, cardinal de Santa Severina (1570-1571).

101. — Studî storici. Vol. XI, fasc. 2. — C. Vitella. Catalogue des manuscrits conservés aux archives Roncioni de Pise. — G. Manacorda. Études d'histoire universitaire (quelques faits concernant les universités de Messine et de Ferrare). — G. Volpe. Pise, Florence, l'Empire au commencement du xive siècle et les débuts de la « seigneurie civile » à Pise; 1er article. = Comptes-rendus : *Gino Scaramella.* Spirito publico, società segrete e polizia in Livorno dal 1815 al 1821 (fait un peu vite, mais intéressant). — *L.-C. Bollea.* Le prime relazioni fra la casa di Savoia e Ginevra, 926-1211 (intéressant). — *G. Bandini.* Un

episodio Mediceo della guerra dei trent' anni, 1618-1621 (recherche les causes qui amenèrent la cour de Florence à fournir des subsides au grand-duc de Toscane). = Fasc. 3. G. Manacorda. Une cause commerciale devant l' « Ufficio di Gazeria » à Gênes, dans la seconde moitié du xive siècle (publie la correspondance échangée, à propos de l'affaire, entre Filippo Villani, le chroniqueur, envoyé par la corporation de Calimala à Gênes, et les consuls de cette corporation à Florence; en outre, plusieurs articles inédits du statut de l'office de « Gazeria », texte de 1403). — G. Volpe. Pise, Florence, l'Empire, et du commencement du xive siècle, et les débuts du gouvernement civil à Pise. = Comptes-rendus : *G. Salvémini.* La storia considerata come scienza (intéressant). — *D. Gravino.* I Giacobini Molisani dopo il 1792. — *A. Perella.* L'anno 1799 nella provincia di Campobasso. — *M. d'Alena.* 1799; memorie paesane; cronaca di Campobasso.

---

102. — Boletin de la R. Academia de Buenas Letras de Barcelona. N°s 1 à 7, janv. 1901-sept. 1902. — J. Balari y Jovany. Note d'étymologie catalane (sur les mots *esma* et *esme*). — Fr. Carreras y Candi. L'institution du « Castlá » en Catalogne (le châtelain sous le régime féodal catalan). — Dr H. Finke. Arnaldo de Villanova à la cour de Boniface VIII (document indiquant la date (1300) de la composition du *De regimine sanitatis* et donnant diverses indications relatives au pape). — A. Giménez Soler. Les libertés aragonaises (institutions de la *firma de derecho* et de la *manifestación*). — Dr D. L. Comenge. Clinique illustre (documents sur la maladie et la mort (1468) de la reine Juana, femme de Jean II d'Aragon). — J. Miret y Sans. Le testament de la vicomtesse Ermengarde de Narbonne (1196; avec note biographique sur la vicomtesse). — F. de Sagarra. Une erreur sigillographique (à propos d'un sceau inédit de l'*Université* de Prades (où le mot *Université* doit être pris dans le sens de communauté municipale). — J. Miret y Sans. La maison de Montcada dans la vicomté de Béarn (origines de la maison de Moncade et dynastie des vicomtes de Béarn issus de cette maison, xie-xiiie siècles; étude consciencieuse et très documentée). — Fr. Carreras y Candi. Bellesguart, résidence royale de Martin Ier (acquisition, construction du château, plantations de ses jardins). — L. Comenge. Perdrá lo puny (sur le supplice de l'amputation du poing). — A. Giménez Soler. Portrait historique de la reine Dª María (de Castille, femme d'Alphonse V d'Aragon, 1401-1458). — J. Mas y Doménech. Livre de la cour du Bruch, 1637-1623 (document relatif à l'administration de ce bailliage dépendant de l'abbé du Montserrat). — Fr. Carreras y Candi. Numismatique sarde du xive siècle (sur l'établissement monétaire de Viladiglesies, à l'époque de Pierre IV d'Aragon). — S. Sanpere y Miquel. Pages de mon histoire inédite des peuples de la couronne d'Aragon. La candidature du duc de Savoie au trône d'Espagne (Victor-Amédée II se présentait pour remplacer Philippe V et l'archiduc Charles, qui, devenu empereur, cessait d'être soutenu par ses alliés). — J. Soler y Palet. Document relatif à la

guerre des deux Pierres (de Castille et d'Aragon, 1356-1361). — C. Parpal y Marqués. Les municipalités de Minorque (difficultés sur l'application d'un privilège en 1641). — J. Riera y Bertran. Notice nécrologique (à propos de la mort de M. Fr. Maspons y Labrós, auteur de divers travaux sur le folklore catalan). — L. Courenge. Le premier médecin de Pierre le Cérémonieux (Pedro Ros de Ursinos, d'une famille d'origine romaine, vers le milieu du xive siècle). — S. Sanpere y Miquel. Pages de mon histoire inédite des peuples de la couronne d'Aragon (Pedro Serafin el Greco, poète catalan et peintre, xvie siècle). — J. Codina y Formosa. Libre dels ensenyaments de bona parleria (publication, avec notes, d'une ancienne version catalane du *Livre du Trésor* de Brunetto Latini). — F. Carreras y Candi. Pigeons et pigeonniers en Catalogne au moyen âge (étude sur le mot *Paloma* et ses dérivés, sur la chasse, l'élevage et l'usage des pigeons, la construction des colombiers, etc. Nombreuses références). — A. Giménez Soller. Notes pour l'histoire des mœurs privées au moyen âge (quelques exemples assez curieux, xve siècle). — C. Parpal y Marqués. Minorque feudataire (deux pièces de 1257 et 1258 confirmant l'existence du droit de suzeraineté du roi d'Aragon sur Minorque). — M. Aguiló y Fuster. Ballesta (notes sur le mot *ballesta*, sur les locutions populaires où il figure, sur les différents types d'arbalètes, etc.). — J. Mas y Domenech. Notes historiques sur le monastère de Santa-Maria de Valldonzella de Barcelone (quatre documents du xiiie s.). — F. Carreras y Candi. Un livre de géomancie populaire du xiiie siècle (publication d'un petit ms. trouvé à la cathédrale de Barcelone, en langue catalane). — J. Miret y Sans. Documents inédits relatifs au comté de Besalú (intéressants pour la géographie historique de ce comté et révélant l'existence d'un quatrième vicomte, dépendant des comtes de Besalú, le vicomte de Perapertusa, xie s.). = Au *Bulletin* il faut joindre : I, le compte-rendu de la séance d'inauguration de janvier 1902, contenant : 1° une notice sur les travaux de l'Académie depuis 1887, par J. Miret y Sans ; 2° une notice nécrologique sur J. Rubió y Ors, avec une bibliographie de ses œuvres, par M. J. Verdaguer ; II, les discours prononcés à la réception de M. F. Rahola y Tremols, portant sur son prédécesseur Lluis Cutchet et sur le littérateur du xviie siècle Baltasar Gracian.

---

103. — Bollettino storico della Svizzera italiana. Anno XXIV, n°s 4-6. Avril-juin 1902. — G. Salvioni. Notes de toponomastique du pays de Mesocco. — Th. von Liebenau. Projet pour enlever la vallée d'Aoste au duc de Savoie et l'annexer aux cantons suisses, 1555 (publie le texte d'un « Confoederatio inter episcopos et patriotas Vallis Augustae et Wallisae »). — Lettres adressées de Rome aux nonces pontificaux en Suisse, 1609-1615 ; suite. — Torriani. Catalogue des documents relatifs à l'histoire de la préfecture de Mendrisio et de Pieve di Balerna, de 1500 à 1800 ; suite.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a réparti le prix J.-J. Berger ainsi qu'il suit : M. Alfred Franklin, *Histoire de la bibliothèque Mazarine et du palais de l'Institut,* 500 fr.; M. F. Bournon, *Rectification et additions à l'histoire de la ville et du diocèse de Paris de l'abbé Lebeuf,* 1,000 fr.; M. J. Viard, *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois,* 1,500 fr.; Société de l'Histoire de Paris, 12,000 fr.

— Nous rendrons compte en juillet de l'important *Congrès historique* de Rome, tenu du 2 au 9 avril, et du *Congrès des Sociétés savantes,* tenu à Bordeaux du 13 au 17 avril.

— Le 141e fascicule de la bibliothèque de l'École des hautes études est consacré à une *Histoire de saint Azazaïl,* texte syriaque inédit, avec introduction et traduction française, précédée des actes grecs de saint Pancrace, publiés pour la première fois, par M. Frédéric Macler (Bouillon, 1902, 64 et 37 p., 2 fac-similés. Prix : 5 fr.). — Le 143e fascicule est une dissertation sur *le Cautionnement dans l'ancien droit grec,* par M. T. W. Beasley (Bouillon, 1902, xvi-77 p.).

— Dans une *Note sur la question de Terre-Neuve* (Bordeaux, impr. Gounouilhou, extrait de la *Revue philomathique de Bordeaux,* 1er févr. 1903), M. Brutails, archiviste du département de la Gironde, étudie quelques points du mémorandum remis, le 9 juillet 1889, par Lord Salisbury à M. Waddington, ministre des Affaires étrangères de France. Il montre, par des documents, des « rapports à l'entrée » reçus par l'amirauté de Guyenne, etc., que les Français n'ont cessé, durant tout le cours du xvie siècle et avant le traité de 1632, d'exercer ouvertement et librement la pêche à Terre-Neuve, que, sous Louis XIV, avant le traité de Ryswick, les Français ne cessèrent d'occuper Plaisance et d'y exercer tous les droits de souveraineté ; que nos possessions terre-neuviennes constituaient une véritable colonie. « Ces droits, nous les tenions, non pas d'une concession, mais du fait de l'occupation, et nous en jouissions dans la plénitude de notre indépendance souveraine. De ces droits, les uns ont été aliénés par nous; quant aux autres, nous les avons retenus dans leur intégrité, en dehors et à côté de cette souveraineté territoriale dont l'Angleterre se réclame aujourd'hui pour les réglementer et les restreindre. » M. Brutails montre enfin que, dans la langue technique du xviie et du xviiie s., on a toujours compris les homards, langoustes et autres crustacés sous la dénomination, inexacte au point de vue scientifique, de « poisson. »

— La librairie Ernest Leroux met en vente des *Fac-similés de manus-*

crits grecs, latins et français du Ve au XIVe siècle exposés dans la galerie Mazarine à la Bibliothèque nationale (40 pl. in-8° en phototypie sur papier de Hollande. Prix : 5 fr.).

— M. Ostrogorski vient de faire paraître, chez C. Lévy, un ouvrage de la plus haute valeur sur *la Démocratie et l'organisation des partis politiques* (2 vol. gr. in-8°).

Livres nouveaux. — Documents. — Archives historiques du Maine. T. II : Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium, publ. par l'*abbé Busson* et l'*abbé Ledru*. Mamers, impr. Fleury et Dangin (Soc. des Arch. hist. du Maine), cxlvij-606 p. T. III : Cartulaire d'Assé-le-Riboul, publ. par le *comte Bertrand de Broussillon*. Cartulaire d'Azé et de Genéteil, publ. par *M. du Brossay*. Mamers, impr. Fleury et Dangin (Soc. des Arch. hist. du Maine), 168 p. — *M. Boudet* et *R. Grand*. Documents inédits sur les grandes épidémies. Étude historique sur les épidémies de peste en Haute-Auvergne, xiveexviiie s. Picard et fils, 140 p. — *C. de Robillard de Beaurepaire*. Entrée de Charles VIII à Rouen en 1485. Rouen, impr. Gy (Soc. des bibliophiles normands), xxvi-61 p. in-4°. — *G. de Lhomel*. Édits de police de la ville de Montreuil-sur-Mer, 1419-1519. Abbeville, impr. Lafosse, x-152 p. — *R. Rodière*. Supplément au Cartulaire des établissements religieux et civils du Boulonnais, 2 vol. I : le Terrier de Beaulieu; II : la Coutume de Beauvrequen. Boulogne-sur-Mer, impr. Hamain (Bull. de la Soc. acad. de Boulogne-sur-Mer).

Histoire locale. — *J. Malicorne*. Recherches historiques sur l'agriculture dans le pays de Bray. 2e partie : 1583-1707. Rouen, impr. Gy, 136 p. — *G. de la Morandière*. Histoire de la maison d'Estouteville en Normandie, précédée de notes descriptives sur la contrée de Valmont, publ. par *O. Lannelongue*. Delagrave, 664 p. in-8°. Prix : 25 fr. — *A. Poussier*. Étude sur la corporation des apothicaires de Rouen aux xvii e et xviii e siècles. Rouen, impr. Gy, 40 p. et 4 pl. — *Alfred de Tesson*. L'émigration dans l'Avranchin : les nobles, les fiefs et les députés à particules du Tiers-État en 1789. Avranches, impr. Durand, 136 p. — *Comte de Palys*. Notes sur l'abbaye de Redon, sur les seigneurs et le comté de Rieux. Saint-Brieuc, Prudhomme, 52 p. — *Ch. Bussière*. Études historiques sur la Révolution en Périgord. 3e partie : la Révolution bourgeoise, la Révolution rurale. Lechevalier, xi-489 p. — *A. Ledieu*. L'administration municipale à Abbeville au xviii e siècle. Abbeville, impr. Lafosse, 128 p. — *R. Triger*. L'administration municipale au Mans de 1530 à 1545. Le Mans, libr. de Saint-Denis, 88 p. (Rev. hist. et arch. du Maine).

Belgique. — Le 21 janvier 1903 est décédé à Wellin, âgé de soixante-dix-sept ans, M. l'abbé F.-D. Doyen, auteur de nombreuses publications historiques, dont les principales sont des *Études sur l'enseignement dans les universités du moyen âge* (Gand, 1848) et un *Mémoire sur la construction de l'église Notre-Dame à Namur* (Namur, 1878). On lui doit aussi une excellente *Bibliographie namuroise*, qui est en voie d'achèvement.

— Le chanoine prémontré J. van Spilbeeck est mort le 25 janvier 1903, à l'abbaye de Soleilmont; il venait d'achever sa soixante-quatorzième année. Il avait publié de nombreux travaux d'histoire religieuse puisés aux sources et témoignant d'un esprit méthodique. Ses œuvres les plus importantes sont : *l'Iconographie norbertine* (Anvers,

1900-1902); *le Bienheureux Godefroid, comte de Cappenberg* (Bruxelles, 1902); *les Abbesses de Soleilmont* (Anvers, 1900-1902).

— Le P. Goffinet, de la Compagnie de Jésus, est décédé à Arlon, le 9 février 1903, âgé de quatre-vingt-six ans. Il s'était voué spécialement à l'histoire du Luxembourg et avait enrichi les *Annales de l'Institut archéologique d'Arlon* de notices nombreuses et intéressantes fondées sur une patiente exploration des archives. Il était aussi l'éditeur du *Cartulaire de l'abbaye de Clairefontaine* (Arlon, 1877) et du *Cartulaire de l'abbaye d'Orval*[1] (Bruxelles, 1879).

— Adolphe Dubois (1827-1900), un des maîtres du barreau gantois, avait consacré ses loisirs à l'étude de l'histoire, surtout dans ses rapports avec le droit et la politique, et il était l'auteur de nombreuses dissertations publiées dans les revues et les journaux. Ses amis ont réuni en deux gros volumes[2] ces travaux épars, et le comte O. de Kerchove de Denterghem a retracé en tête du recueil la biographie très attachante du jurisconsulte, du journaliste et de l'homme politique, tandis que M. J. Lameere a étudié les travaux de Dubois sur l'histoire du droit et des institutions. Sans doute, dans ces écrits variés, le polémiste perce fréquemment, et l'historien ne fait pas toujours taire suffisamment l'homme de parti; mais il déploie, au service de ses idées, une vaste érudition, il connaît à fond les documents des archives gantoises, c'est un observateur patient et avisé, plein de finesse et de verve; il expose le résultat de ses recherches dans une langue sobre, claire, d'une élégance nerveuse et châtiée. C'est, à coup sûr, une physionomie remarquable de la Belgique contemporaine. Ces deux volumes contiennent un grand nombre de notices sur les ouvrages d'E. de Laveleye, Orts, Haus, Laurent, Thonissen, Allard, P. Fredericq, etc. Ce ne sont pas de simples comptes-rendus; souvent, à l'occasion d'un de ces livres, Dubois expose ses idées personnelles et engage avec l'auteur une controverse intéressante. Nous rappellerons par exemple les pages remarquables consacrées à la biographie de Léopold Ier par Th. Juste; le lecteur sera frappé par des observations critiques et des considérations originales du plus haut intérêt. Parmi les principales dissertations de cette riche collection, d'une valeur inégale du reste, nous citerons : *Philippe Wielant et Josse de Damhoudere,* où l'on trouve la démonstration péremptoire du plagiat scandaleux commis au détriment de Wielant; *Le Crime de sorcellerie,* examen de la bulle pontificale du 5 décembre 1484 et de ses conséquences; *L'Évêque de Gand Triest et les Brigittines de Termonde,* curieux épisode de la lutte entre séculiers et réguliers au XVIIe siècle; *La Torture et l'affaire Bauwens,*

1. Le *Cartulaire d'Orval* a été notablement complété par les heureuses découvertes de MM. A. Delescluse et K. Hanquet (voy. *Rev. hist.*, t. LXXX, p. 135).

2. A. Dubois, *Essais et notices.* Gand, Vuylsteke, 1902, 2 vol. gr. in-8°, 436, 536 p.

exposé des tentatives faites par le gouvernement autrichien pour abolir ce monstrueux procédé d'instruction judiciaire; *La Censure des livres aux Pays-Bas autrichiens; La Liberté de la chaire en Flandre*, recherches sur la personnalité de prédicateurs poursuivis du chef d'avoir troublé la paix publique au cours du XVIIe et du XVIIIe siècle; *La Presse périodique sous le premier Empire; Un aventurier politique : Ernest Grégoire,* scènes peu connues et passablement piquantes de la Révolution belge.

— La Commission royale d'histoire de Belgique vient de faire paraître la *Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des catalogues d'actes,* dressée par M. Joseph Brassinne, sous-bibliothécaire à l'Université de Liège. Ces catalogues comprendront l'indication des actes émanés des souverains ayant régné en Belgique jusqu'en 1506; comme aussi tous ceux qui leur furent adressés, soit par une autorité supérieure, — le pape ou l'empereur, — soit par quelque autre prince étranger, soit par leurs propres vassaux ou sujets. On devra y ajouter même les actes où ils se sont bornés à signer ou à suspendre leur sceau en qualité de témoins, et encore ceux qui mentionnent un élément quelconque de leur activité, quand il n'est pas connu par ailleurs, peut-être même s'il est connu par ailleurs. La liste provisoire des ouvrages à dépouiller pour atteindre ce but signale plus de deux mille ouvrages qu'il n'a point été possible à M. Brassinne d'examiner tous personnellement; ce sera la tâche des spécialistes des diverses branches de la science historique, concurremment avec l'auteur, d'en faire disparaître les titres qui s'y seraient indûment glissés, comme aussi d'en combler les inévitables lacunes. L'auteur s'empressera donc d'envoyer ce catalogue aux travailleurs qui lui en feront la demande (Liège, rue Wazon, 78); en échange de l'exemplaire qu'ils lui retourneront annoté, ces collaborateurs recevront plus tard la liste définitive qui constituera un utile instrument de recherche.

— Le mouvement littéraire n'eut rien de bien remarquable en Belgique pendant les quinze années du régime hollandais. Il était cependant utile d'étudier cette période ardue et d'expliquer les raisons de ce déplorable engourdissement, de cette indifférence presque générale à l'égard des productions de l'esprit. M. F. Masoin, professeur à l'Athénée royal de Verviers, n'a pas reculé devant cette tâche ingrate. Son mémoire, couronné par l'Académie royale, *Histoire de la littérature française en Belgique de 1815 à 1830* (Bruxelles, Lebègue, 326 p.), est bien documenté; œuvre d'une plume élégante et discrète, il détermine les causes qui ont entravé le développement de la littérature nationale : c'est l'intensité de la vie publique qui a nui à l'activité littéraire, et le sens esthétique faisait défaut à ceux qui prétendaient former l'opinion. D'ailleurs, la recherche du beau, comme telle, ne préoccupait personne. Toutefois, si la Belgique ne participa guère à la merveilleuse renaissance du génie français sous la Restauration, elle

y trouva un heureux stimulant, et ces années furent pour elle des années d'apprentissage et de progrès; elles préparèrent des résultats de plus en plus brillants jusqu'à la vitalité remarquable dont nous sommes aujourd'hui les témoins.

— M. H. Pergamini, dans un petit manuel très concis intitulé *Histoire moderne* (Bruxelles, Lebègue, 300 p.), a mis en lumière les idées qui dominent le monde depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution française, dans l'ordre politique, économique, religieux et artistique. Une bibliographie bien choisie complète cette œuvre.

— Le livre de MM. L. Hamande et F. Burny : *Histoire, exposé des opérations, et statistique des caisses d'épargne en Belgique* (Louvain, E. Fonteyn, 2 vol., 196, 302 p.), est la synthèse de deux essais que l'Académie royale de Belgique, en les couronnant, avait exprimé le vœu de voir fondre en un seul. Remanié par le survivant des deux écrivains, il comprend une histoire des caisses d'épargne belges et un examen de leurs principes, une série de monographies de ces institutions et de copieuses recherches statistiques. De là une double valeur, documentaire et doctrinale.

— M. A. Julin, directeur au ministère du travail, a publié, dans les *Mémoires* de l'Académie royale de Belgique (coll. in-8°, t. LXIII), un document inédit et plein d'intérêt qu'il a découvert dans les archives du Conseil des Finances : *les Grandes fabriques en Belgique vers le milieu du XVIIIe siècle* (81 p.). C'est une statistique des principales industries recensées par ordre du gouvernement en 1764. L'éditeur en a extrait les indications les plus utiles pour l'histoire économique et y a joint une excellente introduction ainsi qu'une foule de notes très érudites. C'est une précieuse contribution à l'histoire de notre XVIIIe siècle.

— *Aux archives Vaticanes,* tel est le titre d'un article extrêmement intéressant publié par Dom U. Berlière dans le 1er fasc. de la *Revue bénédictine* (tiré à part. Bruges, Desclée, de Brouwer et Cie, 46 p.). Le savant directeur de l'Institut historique belge de Rome y donne un aperçu sommaire des fameuses collections rendues accessibles au public savant par Léon XIII, et nous fait connaître les différentes écoles créées à Rome par les gouvernements étrangers afin d'utiliser les documents historiques accumulés depuis des siècles dans ce riche dépôt.

— M. Fl. de Lannoy vient de faire paraître, dans la *Bibliothèque de l'école des sciences politiques et sociales de Louvain,* une dissertation bien documentée sur *les Origines diplomatiques de l'indépendance belge. La Conférence de Londres, 1830-1831* (Louvain, Peeters, in-8°, 309 p.). Un important chapitre est consacré au rôle joué par Talleyrand au sein de la conférence. Nous étudierons ce livre dans un article spécial.

Allemagne. — Le prof. H. Knothe, bien connu par ses travaux sur

l'histoire de la Haute-Lusace, est mort à Dresde, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

— Le prof. Joh. Ranke, président de la Commission pour l'étude de l'histoire primitive de la Bavière auprès de l'Académie des sciences de Munich, a été nommé membre de la commission romano-germanique de l'Institut allemand d'archéologie.

— Le Dr Félix Rachfahl, professeur extraordinaire pour les sources auxiliaires de l'histoire à Halle, a été nommé professeur ordinaire à l'Université de Königsberg.

— Dans des fouilles exécutées à Aboukir en Égypte aux frais de la Société allemande de l'Orient, on a trouvé le plus ancien des manuscrits grecs connus, puisqu'il a été écrit au IVe siècle av. J.-C. Il contient un poème qui raconte la bataille de Salamine et qui est sans doute le poème de Timothée de Milet, célèbre dans l'antiquité sous le titre : « Les Perses. » Ce manuscrit, précieux à tant de titres, vient d'être reproduit en fac-similé phototypique par la maison Hinrichs de Leipzig et mis en vente au prix de 12 marcks; ce sont sept planches reproduisant la grandeur exacte de l'original. Le texte est accompagné d'une introduction et d'une transcription par U. de Wilamowitz-Moellendorf.

— Le tome XXXI, 1re partie, des *Monumenta Germaniae historica* (t. I de la série in-4° des *Scriptores*), contient les Annales de Crémone, avec une continuation jusqu'en 1218 et une addition jusqu'en 1222, les *Cronica pontificum et imperatorum S. Bartholomei in insula romani*, les *Cronica pontificum et imperatorum Tiburtina*, les *Cronica pontificum et imperatorum Basileensia*, la Chronique de Jean de Deo, les Annales de Bergame; le tout édité par O. Holder-Egger. — Dans la section des *Epistulae* a paru le t. II, 1re partie; il contient : les Lettres de Loup de Ferrières, ou recueil de lettres depuis le milieu du IXe siècle jusqu'à la mort de l'empereur Charles II; les Lettres relatives au divorce du roi Lothaire II; les *Epistolae Colonienses;* le tout publié par E. Duemmler.

— Pendant le dernier exercice ont paru, sous les auspices de la Commission d'histoire de Munich, les ouvrages suivants : 1° *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Otto II*, par Karl Uhlirz; 2° *Allgemeine deutsche Biographie*, t. XLVI, livr. 4-5 (où se trouve l'article « Bismarck »).

— MM. Et. Bauer, professeur à l'Université de Bâle, et L.-M. Hartmann, à Vienne, qui, jusqu'à ces dernières années, faisaient partie de la direction de la *Zeitschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*, viennent de s'adjoindre M. G. von Below, professeur à l'Université de Tubingue, pour la publication d'une nouvelle revue, qui portera le titre de *Vierteljahrschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*. Elle négligera toutes les recherches économiques d'un caractère purement

dogmatique pour s'occuper de l'histoire des idées et des faits jusqu'en 1848 environ; elle insérera aussi des documents. D'autre part, elle contiendra des rapports généraux sur l'ensemble des publications d'histoire économique parues dans les différents pays et des comptes-rendus critiques spéciaux sur certains ouvrages. Les articles en allemand, français, anglais et italien seront insérés dans la langue originale, les autres seront traduits. M. Hartmann est spécialement chargé de la rédaction avec M. le Dr K. Kaser, à Vienne. La Revue a comme correspondants : M. G. Espinas à Paris, M. Ludwig à Strasbourg, M. Pirenne à Gand, M. Salvioli à Palerme et M. Vinogradoff à Londres. Elle paraîtra tous les trois mois à partir du 1er avril 1903 par fascicules de 10 feuilles in-8° (Leipzig, J.-B. Hirschfeld).

Autriche-Hongrie. — Le Dr Karl Uhlirz, archiviste en chef de la ville de Vienne, a été nommé professeur ordinaire d'histoire à l'Université de Graz; — le Dr W. Erben, professeur ordinaire pour les sciences auxiliaires de l'histoire à l'Université d'Innsbruck; — le Dr Hans Schlitter, archiviste de la cour et de l'État, « dozent » pour l'histoire moderne à la Faculté de philosophie de l'Université de Vienne.

— Dans la partie méridionale du territoire habité par les Saxons en Transylvanie apparaissent, du milieu du XIIIe à la fin du XVe siècle, des personnages nommés « comtes héréditaires. » Ils occupent, de père en fils, les fonctions de chefs des villages, et leur condition, supérieure à celle des autres colons, les rapproche beaucoup des nobles magyars, auxquels ils finissent par s'égaler. Quelle est l'origine de ces comtes? Sont-ce des usurpateurs, qui ont confisqué à leur profit le libre droit d'élection des communes, ou les possesseurs légitimes d'un privilège conféré par les rois? La question divise les historiens des Saxons. M. V. Werner, *Ursprung und Wesen des Erbgrafentums bei den Siebenbürger Sachsen* (Geschichtl. Untersuchungen hsggb. v. Karl Lamprecht, 2 Heft. Gotha, Perthes, 1902, 66 p.), la résout à l'honneur des comtes. L'intérêt principal de son étude est de nous montrer, dans ces comtes, des chevaliers sortis de la classe des « ministeriales, » qui auraient accompagné en Transylvanie les colons paysans des régions de la Moselle : ceux-ci étant chargés de mettre le pays en valeur, ceux-là de défendre les frontières contre les peuples barbares qui les menaçaient sans cesse à cette époque. Si cette vue est fondée, — et elle paraît bien l'être par des preuves au moins indirectes tirées des textes, — il faudrait abandonner l'idée traditionnelle que les Saxons de Transylvanie étaient à l'origine uniquement un peuple de colons paysans. — La seconde partie de l'étude de M. Werner (fonctions et rôles des comtes), volontairement écourtée, est aussi moins bien menée, moins claire que la première. Les comtes cherchèrent à se transformer en seigneurs des villages. Élevés, à la fin du XIIIe siècle, au rang des nobles hongrois, ils se fondirent avec eux, donnant ainsi un exemple de plus de la puis-

sance d'attraction et d'assimilation de cette classe. — Quelques discussions de détail, où l'auteur se trouve entraîné au cours de sa recherche, l'amènent à rectifier les idées courantes, par exemple sur la condition primitive des colons saxons, moins bien traités jusqu'à la fin du XIIIe siècle que par la suite. Au total, son travail est solide, intéressant et, sur plus d'un point, aboutit à des résultats nouveaux. L. E.

Grande-Bretagne. — M. John Earle, professeur d'anglo-saxon à l'Université d'Oxford, est mort le 31 janvier dernier à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Amateur éclairé plutôt qu'érudit rompu aux méthodes critiques, il donna en 1864 une édition de la Chronique anglo-saxonne, qui eut besoin, pour devenir une édition savante, d'être reprise plus tard par le prof. Ch. Plummer. Son *Handbook to the land charters and other saxonic documents* (1888) est un recueil précieux, bien que mal composé, pour l'étude du régime foncier de l'Angleterre avant la conquête normande.

— Sous le titre *the Pipe roll of the Bishopric of Winchester (1207-1208)*, M. Hubert Hall, directeur des études de paléographie à l'École d'économie politique à l'Université de Londres, se propose de publier le plus ancien rôle des comptes d'un manoir que l'on connaisse aujourd'hui en Angleterre. Le volume, tiré à 250 exemplaires, sera mis en vente dans le courant du mois de mai. Il contiendra, outre le texte, une introduction, un glossaire et un index, ainsi qu'un fac-similé du rôle original. Prix, pour les souscripteurs : 10 sh. 6 d.

— Destiné à des écoliers et se présentant comme un complément à l'Histoire du peuple anglais de J. R. Green, l'Atlas d'Emil Reich est appelé à rendre de réels services. Dans les cartes, les détails de la géographie physique ont été réduits au strict nécessaire; l'auteur a multiplié au contraire les graphiques utiles à l'intelligence des campagnes, une longue expérience de l'enseignement lui ayant donné de bons résultats par l'emploi de cette méthode. Presque chacune des cartes de l'atlas est accompagnée d'un texte où sont résumés les faits et les dates des expéditions et campagnes à la fois sur terre et sur mer. Les trois dernières : distribution géographique des hommes éminents en toute branche d'art, de littérature et de science, dans les trois grandes divisions du Royaume-Uni, sont curieuses, mais ne disent pas grand'chose à l'esprit. Le volume se termine par un index très détaillé (*A New Student's Atlas of english history*. Macmillan, 1903, VI p., 55 cartes et 15 p.). — La librairie Macmillan annonce la prochaine publication d'un *Atlas Antiquus* et d'un *Historical Atlas for modern history*, par le même auteur.

— Les tomes II et III de la *History of the British Army*, par l'Hon. J. W. Fortescue (Macmillan), se rapportent à une période d'un intérêt aussi vif que divers, celle qui s'étend de 1715 à la veille de la Révolution française : luttes contre les Jacobites en Écosse; guerres

sur le continent contre la France; attaques contre les colonies espagnoles, conquête de l'Inde, du Canada, insurrection victorieuse des colonies anglaises dans l'Amérique du Nord. Le récit est très nourri de faits empruntés, presque uniquement, il faut le dire, aux sources anglaises, imprimées et parfois manuscrites; récit plein de noms et de chiffres, clair néanmoins et vivant. Mais c'est avant tout une histoire de marches et de batailles. Aux institutions militaires, la place a été plus parcimonieusement mesurée; il faut cependant mentionner le ch. XII du tome II, où est exposée l'organisation de l'armée pendant les années 1739-1763, et le ch. XXVI du tome III, consacré à la réorganisation de cette même armée, après les sévères leçons que lui avait infligées la guerre d'Amérique. Ouvrage écrit presque exclusivement au point de vue anglais et qui doit être néanmoins lu et étudié de près par les historiens français, car cette histoire de l'armée anglaise au XVIIIe siècle est bien souvent celle des victoires ou des défaites de l'armée française en Europe, en Amérique et aux Indes. L'étude en est facilitée par d'excellentes cartes et de très nombreux plans de batailles et de sièges; chaque volume en outre a son index où, par exemple, les régiments anglais et français retrouveront aisément une partie au moins de leurs Annales.

— Nous donnons la suite des rapports présentés aux deux chambres du Parlement par la R. Commission on historical manuscripts (voy. *Rev. historique*, LXXV, 251). — *Report on the mss. of Mrs. Frankland-Russell-Astley of Chequers Court, Bucks* (1900); il comprend : 1° la correspondance des familles Russell, Belasyse et Frankland (1657-1697); 2° les papiers de Lord Cutt, relatifs en partie à la guerre de la Succession d'Espagne; 3° les lettres du colonel Charles Russell (1742-1754), fort intéressantes pour l'histoire des années 1742-1748 et en particulier des campagnes de Flandre. — *Report on the mss. of the Corporation of Beverley* (1900). — *Report on mss. in various Collections*, vol. I (1901) : inventaire des archives municipales de Berwick-sur-la-Tweed et de Lostwithiel ; des archives des « Quarters sessions » tenues dans les comtés de Wilts (1545-1665) et de Worcester (1591-1643) ; des archives épiscopales et capitulaires de Chichester; des archives capitulaires de Canterbury, complément aux inventaires déjà parus dans les rapports 5, 8 et 9; enfin, des archives capitulaires de Salisbury. — *Report on the mss. of colonel David Milne Home of Wedderburn Castle. N. B.* (1902); papiers relatifs à la famille Wedderburn ; chartes ayant appartenu autrefois au prieuré de Coldingham, etc.; à noter plusieurs lettres du général David Home sur les guerres d'Allemagne, 1759-1760. — *Calendar of the mss. of the marquess of Ormonde, K. P., preserved at Kilkenny Castle,* nouvelle série, t. I (1902); documents relatifs à l'Irlande, de 1572 à 1660, surtout pendant la guerre civile et la République. — *Calendar of the Stuart papers belonging to His Magesty the King, preserved at Windsor Castle,* vol. I (1902); ces papiers viennent de Jacques III (le « Vieux Préten-

dant ») et de ses fils : Charles-Édouard et Henry, cardinal-duc d'York, papiers qui ont été acquis par le prince régent en plusieurs occasions. Peu nombreux avant 1716, ils constituent, pour les années 1716-1770, une série considérable de plus de 70,000 documents. Beaucoup ont été écrits en chiffres ; ce sont pour la plupart des lettres échangées entre les cours des prétendants et leurs amis en Angleterre. Aujourd'hui, la collection est renfermée dans 400 liasses rangées par ordre chronologique. Le présent volume donne l'inventaire des cinq premières liasses, allant jusqu'à la fin de 1716.

Italie. — Un comité s'est formé dans la ville d'Arezzo pour y célébrer le 6e centenaire de la naissance de Pétrarque, le 20 juillet 1904 ; il se propose d'employer une partie des fonds recueillis pour subventionner des éditions critiques d'œuvres de Pétrarque ou des travaux préparatoires à une édition critique de toutes ses œuvres, qu'il serait si désirable d'entreprendre. En attendant, il fera paraître un Bulletin rédigé par M. G. Duranti, à qui pourront être en outre envoyées les adhésions des personnes désireuses de s'associer à cette entreprise internationale.

Norvège. — La science historique des pays scandinaves ne pouvait éprouver une perte plus sensible que celle qu'elle a faite par la mort de Gustave Storm, professeur à l'Université de Christiania. Il est décédé le 23 février à l'âge de cinquante-huit ans. Doué d'un talent pédagogique remarquable, il était excellent professeur. Habile administrateur, il fut souvent chargé de missions par l'Université et le gouvernement. Depuis 1884, il remplissait les fonctions de secrétaire de l'Académie des sciences de Christiania, et, par ses nombreux articles dans les encyclopédies, il est devenu un guide sûr dans toutes les périodes de l'histoire de son pays. Cette activité multiple ne l'empêcha cependant pas de publier de nombreux documents et d'écrire des ouvrages historiques qui feront toujours vivre la mémoire de Storm dans la science. Mais son nom restera intimement attaché à Snorre Sturlasson. Son premier ouvrage fut un mémoire intitulé : *l'Historiographie de Snorre,* provoqué par un concours de l'Académie des sciences de Copenhague, couronné et publié par celle-ci (1873). L'œuvre était décisive pour la connaissance des sources de Snorre, et elle fixa le vrai caractère du génie de l'incomparable historien islandais. Un des derniers ouvrages de Storm fut sa traduction de *Heimskringla* qui, par son interprétation et par son style pur et net, fut également appréciée par les érudits et le grand public. Le storthing, reconnaissant la haute valeur de cette traduction comme lecture populaire, l'a fait réimprimer à 70,000 exemplaires, vendus à un prix très modique.

Chez Storm, l'historien était doublé d'un philologue. Par amour des anciennes langues du Nord, il fonda la superbe revue *Arkiv for nordisk filologi,* dont il fut pendant les premières années rédacteur en chef. Ses éditions des anciens textes sont louées par les historiens comme par

les linguistes. Il avait pris pour tâche de publier les sources qui, à côté des sagas, servent à élucider l'histoire des Norvégiens; nous nommerons : les Annales islandaises (1888), les Chroniques en latin (*Monumenta historica Norvegiae,* 1880), les *Regesta Norvegica,* I, 1898, les deux derniers volumes de la collection des anciennes lois de la Norvège (1885-95); aussi des sources d'un temps plus moderne, comme les ouvrages de l'historien et géographe Peder Claussen Friis (1881).

Parmi les plus importants ouvrages historiques de Storm, nous signalerons ses recherches sur *les Traditions relatives à Charlemagne et à Didrik de Bern dans la littérature scandinave* (1874), et ses *Études critiques sur l'histoire des vikings* (1878). Storm a étudié avec prédilection les voyages et les connaissances historiques des anciens. Une preuve caractéristique de ses recherches en ce genre est fournie par ses ouvrages sur les découvertes du continent américain par les Islandais; l'Académie des inscriptions de Stockholm lui a décerné pour ces études un grand prix fondé par l'américain Loubat. Comme dans ses autres ouvrages, Storm s'est appliqué à retrouver les sources fondamentales et à les dégager des traditions postérieures; ainsi, il maintient la valeur de la « Saga d'Érik le Rouge » et met en doute « le Récit des Grœnlandais » dans le Flateyjarbók. Il a réussi à prouver que les pays trouvés par Leif Erikson et ses compagnons au cours de leurs voyages en l'an 1000 et pendant les années suivantes n'étaient pas le Massachusetts, mais Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse.

Storm a fait insérer dans diverses revues un grand nombre d'articles, dont la plupart ont une très grande valeur. Sa critique, toujours sagace et pénétrante, était, dans ses premiers travaux, quelquefois par trop sceptique, mais il acquit bientôt un jugement sûr, guidé par un rare bon sens; c'est pourquoi ses recherches et ses contributions aux questions controversées ont souvent donné un résultat décisif ou détourné le cours des recherches vers des voies toutes nouvelles. Par la mort de Gustave Storm, la science perd ainsi un savant de premier ordre.

Johannes Steenstrup.

Pologne. — M. Bronislas Dembinski, professeur à l'Université de Lemberg, se propose de publier une série de documents relatifs à l'histoire du deuxième et du troisième partage de la Pologne. Il nous en envoie aujourd'hui le premier volume (*Politique de la Russie et de la Prusse à l'égard de la Pologne depuis l'ouverture de la Diète de quatre ans jusqu'à la promulgation de la Constitution du 3 mai, 1788-1791.* Léopol, Société de propagande des travaux scientifiques, 1902, LXXI-565 p. gr. in-8°), gros volume qui renferme 530 pièces inédites de correspondances diplomatiques réunies aux archives de Moscou, Berlin, Paris, etc. On y trouvera les lettres échangées par le vice-chancelier russe Ostermann avec Nesselrode, et son envoyé confidentiel Alopéus, à Berlin; celles des diplomates prussiens à Saint-Pétersbourg, le comte de Goltz et Hüttel; la correspondance de Hertzberg avec Lucchesini, le repré-

sentant de Frédéric-Guillaume II à Varsovie, si curieuse pour les oscillations perpétuelles du cabinet de Potsdam partagé entre la convoitise et la crainte; celle enfin, moins intéressante et pour cause, des agents français en Pologne, Aubert et Bonneau, avec M. de Montmorin. Presque tous ces documents (sauf quelques dépêches de Galitzine rédigées en russe) sont écrits en français. L'auteur a, de plus, eu l'obligeance de placer une traduction française à côté du texte polonais de son introduction historique, de sorte que les historiens de tous les pays pourront utiliser le recueil de M. Dembinski. Reste à « dégager de ce tourbillon de dépêches la vérité, rien que la vérité. » Nous souhaitons que le professeur de Lemberg, quand il aura fini sa tâche d'éditeur, se mette lui-même à cette tâche nouvelle, qui le trouvera mieux préparé que qui que ce soit. R.

Espagne. — M. Paul Groussac[1], directeur de la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, vient de publier en un volume diverses études de littérature espagnole, dont la principale et la plus intéressante est une dissertation sur l'auteur présumé de la suite du *Don Quichotte*, caché sous le nom fictif d'Avellaneda. Après avoir passé en revue les différentes hypothèses produites jusqu'à présent et démontré que ni Bartolomé Argensola, ni Alarcon, ni Tirso de Molina, ni Lope, pas plus que le grand inquisiteur Aliaga, ne sauraient s'être rendus coupables de ce médiocre pastiche, M. Groussac croit pouvoir proposer comme solution à l'énigme le nom de Juan Martí. Ce Juan Marti a déjà à son compte une flibusterie littéraire du même genre, puisque c'est lui qui publia, sous le pseudonyme de Mateo Luján de Sayavedra, une suite au *Guzman d'Alfarache*. Aussi l'hypothèse de M. Groussac semble-t-elle devoir être prise en sérieuse considération, d'autant qu'elle cadre beaucoup mieux que toutes les précédentes avec les données du problème. H. L.

1. *Une énigme littéraire : le Don Quichotte d'Avellaneda. — Le Drame espagnol. — Philologie amusante. — Hernani. — Carmen.* Paris, A. Picard. 1903, in-12, XII-303 p.

L'un des propriétaires-gérants, G. Monod.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie Daupeley-Gouverneur.

LE DUC DE CHOISEUL

ET

LA HOLLANDE

(Suite et fin[1]*.)*

IX.

Quels regrets devait éprouver Choiseul en pensant au merveilleux parti que l'on pourrait tirer contre le cabinet de Londres d'une entente entre les divers pays maritimes! La terreur de l'Angleterre, si fière de la sécurité que lui offre le « splendide isolement » de son île, a toujours été cette possibilité d'invasion que donne la possession d'une flotte. Un exemple frappant s'en produisit alors, qui n'était pas pour ralentir le zèle avec lequel Choiseul travaillait à relever notre marine.

Un dimanche, en effet, une vive panique se produisit dans le pays britannique par suite de l'apparition de quelques bâtiments que la peur avait fait prendre pour des navires français. Deux vaisseaux de guerre anglais, qui étaient à l'ancre, coupèrent leurs câbles et se jetèrent à la côte où ils répandirent l'effroi. On envoya même à Londres des courriers qui y causèrent beaucoup d'alarmes et tout ne rentra dans l'ordre que par l'arrivée d'autres porteurs de nouvelles qui apprirent qu'on s'était trompé et que les vaisseaux, cause de tout le mal, appartenaient à la Hollande[2].

Puisque de pures illusions créaient en Angleterre un tel état d'esprit, que ferait donc l'arrivée réelle d'une escadre? C'était la pensée de Choiseul en préparant la flotte de M. de Conflans pour tâcher de trouver en Écosse la paix que l'on ne pouvait obtenir

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIX, p. 295, et t. LXXXII, p. 1.
2. D'Affry à Choiseul, 14 juillet 1759. Hollande, vol. 501, fol. 360.

ailleurs. Il commençait à comprendre que nous ne devions plus compter que sur nous-mêmes et sur les efforts que nous entreprendrions. Aussi de toutes les épreuves ou les déceptions qui fondaient sur lui il tâchait, loin de se laisser abattre, de faire sortir une activité et une énergie plus grande pour le bien de son pays. Il s'efforçait aussi de désarmer les préventions que pouvait faire naître contre nous en Hollande la question religieuse. Après avoir bien démontré qu'elle n'était pour rien dans l'expédition contre l'Écosse, il obtenait du roi Louis XV la création d'un « ordre du mérite militaire » réservé aux protestants pour les dédommager de se voir exclus d'autres ordres royaux. C'était une tolérance toute relative, mais il faut cependant en tenir compte à cette époque.

Cette nouvelle produisit une bonne impression à la Haye, mais ce n'était pas une mesure aussi peu importante, en somme, qui pouvait modifier la situation. Le stathoudérat était solidement établi en Hollande et il n'y avait pas apparence qu'il fût renversé de longtemps, à moins que le stathouder ne fût entouré de mauvais conseillers et qu'il ne voulût un jour excéder les prérogatives à lui accordées ou soumettre la République à une espèce de tyrannie. Tel n'était pas le cas à cette heure où le prince Louis de Brunswick détenait le pouvoir et se conduisait en homme sage, prudent et habile qui avait empêché la mort de la princesse royale de tourner à l'avantage absolu des républicains. Si ces derniers n'avaient pas recouvré le pouvoir qu'une minorité et la tutelle d'un étranger les autorisaient à espérer, c'est que le tuteur du jeune stathouder s'était montré assez adroit pour les diviser. Faisant entrer dans sa conduite autant de ménagement et de dextérité que la fille de Georges II avait mis d'humeur et de passion dans la sienne, il savait ne pas blesser les Hollandais dans leurs sentiments les plus profonds. C'est ainsi qu'il n'avait marqué aucune opposition à l'armement maritime auquel tenait ce peuple de commerçants et de marins et qu'il n'avait témoigné aucun désir de voir augmenter l'armée de terre qui intéressait beaucoup moins les habitants des Provinces-Unies. D'Affry ne le croyait pas disposé à faire pencher la balance en faveur de l'Angleterre. Que ce fût par conviction ou par intérêt, il le supposait même favorable au maintien de la neutralité absolue.

Puisqu'on ne devait raisonnablement pas penser que la République joindrait alors ses forces aux nôtres, c'était, en somme,

la solution que pouvait désirer l'ambassadeur de France, et il y comptait fermement.

L'intérêt que les partisans du stathouder ont à maintenir leur gouvernement, écrivait-il à Choiseul le 16 juillet 1759, doit nous assurer de leur sagesse. Le stathouder et la République même risquent tout à nous manquer de parole et ne pourraient en espérer aucun fruit. Je crois, par toutes ces raisons, pouvoir assurer S. M. que la neutralité des Hollandais durera autant que cette guerre. Si nous parvenons, comme je l'espère, à la terminer en réduisant les Anglais à des dédommagements pour le passé et à des sûretés pour l'avenir, la paix sera de longue durée et, malgré l'attachement du stathouder à la cour anglaise, il ne pourra déterminer de longtemps la République à faire cause commune avec l'Angleterre contre nous.

Après avoir vécu en Hollande plusieurs années (d'Affry y était en effet arrivé en 1755), l'ambassadeur de France concevait d'ailleurs quelques inquiétudes sur le rôle politique réservé à ce pays. Il pensait, pour avoir vu de près les compétitions acharnées entre les deux factions qui se partageaient l'influence, que la République devait vraisemblablement tomber un jour dans la classe des puissances de second ordre, au moins relativement aux affaires générales de l'Europe. Toute nation divisée, quand elle ne consent pas à faire les sacrifices nécessaires à l'apaisement intérieur, perd forcément de son prestige au dehors et n'est plus à même de jeter dans la balance un poids suffisant pour en faire pencher le plateau. Les nobles traditions de fierté généreuse, si elles n'avaient pas disparu dans les Pays-Bas, s'étaient singulièrement affaiblies au XVIIIe siècle.

Les Hollandais d'ancienne tige, écrivait d'Affry, pensaient moins mal que les nouveaux, mais l'appât du gain, le désir de jouir d'une prétendue liberté et l'asile accordé à tous les gens qui avaient mal fait ailleurs ont peuplé ce pays d'une espèce d'hommes la plus intéressée et sur laquelle on peut le moins compter. Cette classe fait le plus grand nombre sans comparaison et la plupart des magistratures hollandaises en sont infectées. D'ailleurs, elle compose la plus grande partie de la populace dans les villes, et c'est elle dont on se sert quand on veut forcer les régences à suivre un parti violent et à abandonner celui de la raison[1].

1. Hollande, vol. 501, fol. 363.

Cette puissance de l'argent, véritable calamité pour les peuples qui en sont la proie, combat et détruit à cette époque en Hollande celle des vertus et de l'honneur que représentait, avec le parti républicain en général, le pensionnaire, M. de Stein. Ce dernier avait le prestige et l'autorité morale, mais ne se sentait pas la force matérielle nécessaire pour imposer sa manière de voir et pour entraîner dans sa voie ses concitoyens. Il mettait toutefois son influence et le crédit dont il disposait au service du bon sens, de la sagesse et de la modération poussée parfois jusqu'à la faiblesse.

C'est ce qui lui permit néanmoins, en juillet 1759, d'être confirmé dans son emploi. Il est des moments où l'on hésite à placer dans les hautes fonctions des gens de caractère trop énergique. On a peur de leur activité et l'on redoute moins des natures plus souples et, pour ainsi dire, plus émollientes. La Hollande était à une de ces heures-là, mais la cour de Versailles ne pouvait pas, au fond, regretter son choix. Malgré sa réserve trop prononcée, M. de Stein avait des sympathies bien françaises qui lui valaient l'animosité du parti dévoué à l'Angleterre et qui, probablement, auraient causé son échec si la princesse gouvernante avait encore vécu. Aussi Choiseul écrivait-il à d'Affry le 31 juillet 1759 :

Nous avons appris avec la plus grande satisfaction que M. le pensionnaire a été continué dans l'emploi que les États de Hollande lui ont confié. Ses lumieres, ses talents, sa probité et son zèle lui ont déjà acquis en Europe la plus juste considération, et nous ne le cédons à qui que ce soit en estime et en confiance pour ce ministre[1].

Cette part faite à l'approbation morale, Choiseul ne conservait d'ailleurs pas d'illusions sur l'état de choses existant aux Provinces-Unies. Il voyait fort clairement l'avantage que donnait à la faction opposée la faiblesse des républicains et il se rendait compte à merveille que chacun des deux partis, s'il n'était pas assez puissant pour opérer le mal, l'était du moins assez pour empêcher le bien, ce bien qui, à ses yeux, eût été l'attitude énergique et l'union des puissances maritimes contre l'Angleterre.

Nous n'en avions pas moins eu raison d'encourager la Hollande à augmenter ses forces navales, car nous avions peu à

1. Hollande, vol. 501, fol. 419.

redouter de sa marine. Il ne fallait pas non plus trop en espérer. A moins d'événements impossibles à prévoir, rien ne déterminerait les Hollandais à s'allier avec nous ou à se déclarer contre la cour de Londres. C'était le sentiment de d'Affry, et Choiseul s'y rangeait maintenant sans difficulté.

Les États généraux attendaient toujours, avec une longanimité que pouvait seul expliquer le sentiment de leurs divisions et de leur faiblesse, le résultat des interminables négociations que leurs envoyés poursuivaient à Londres. « Monsieur le pensionnaire m'a dit que la question des vaisseaux pris par l'Angleterre n'avançait pas. » C'est là comme une sorte de refrain que l'on trouve dans les lettres de d'Affry à cette époque.

D'autre part, le Danemark avait fini par s'accommoder avec la cour de Londres. Plusieurs des bâtiments pris par la marine anglaise avaient été restitués à leurs possesseurs. A vrai dire, pour ne pas paraître avoir reculé et pour mettre son honneur à l'abri, la cour de Copenhague prétendait que cette restitution était la conséquence d'un arrangement entre les négociants propriétaires de ces navires et les armateurs ou corsaires qui s'en étaient emparés. Sous quelque forme que l'accord se fût conclu, l'on semblait considérer, dans ce pays, la satisfaction comme suffisante. Choiseul trouvait avec raison que l'affaire pouvait convenir à l'intérêt particulier des marchands, mais qu'elle ne réparait certainement pas l'insulte faite au pavillon et à la dignité de la couronne du Danemark. Il ne pouvait toutefois pas se montrer plus royaliste que le roi, et il devait, en gardant ses sentiments personnels sur la question, tenir compte de la situation nouvelle que créait à Copenhague l'état de choses actuel.

Aussi, malgré le désappointement que lui causait l'échec d'un projet qu'il avait caressé pour le bien de l'Europe et sur lequel il fondait de sérieuses espérances, lui fallait-il renoncer à voir se former cette ligue des neutres qui s'en tenait, pour le moment, à l'accord entre la Suède et la Russie.

Il serait inutile de s'occuper actuellement de l'association maritime entre le Danemark et la Hollande, écrivait-il à d'Affry le 16 août 1759, surtout après l'arrangement conclu par les Danois; mais il faut ne pas perdre entièrement de vue l'idée de cette union que la suite des événements pourra peut-être rendre plus facile à négocier.

Pareil accord avait pourtant bien sa raison d'être, si l'on en juge par un détail qui prouve à quel point les Anglais étaient redoutés. « Les pirateries de cette nation vont si loin, rapportait notre ambassadeur à la Haye, que, dans les actes d'assurances, on évalue la rencontre des corsaires britanniques et leur visite aux mêmes dommages qu'on doit craindre de la rencontre des corsaires barbaresques[1]. » N'y avait-il pas là, pour l'honneur de la couronne d'Angleterre, quelque chose de pénible et de fâcheux que justifiait toutefois l'attitude trop fréquente de ses marins?

X.

Ce n'était pas une sinécure pour d'Affry que de maintenir la Hollande ou plutôt l'ensemble de son gouvernement dans des dispositions de neutralité bienveillante pour la France. Choiseul lui envoyait parfois, à cet égard, des ordres qui n'étaient pas agréables à exécuter. On y sentait, en effet, à côté de sentiments personnels sympathiques au pensionnaire, une certaine irritation d'avoir en permanence à lutter contre l'influence anglaise qui avait su trouver, auprès du greffier Fagel et de ses amis, un foyer d'intrigues toujours prêt à nous créer mille difficultés.

Toutes les nouvelles défavorables à la France étaient accueillies avec empressement dans ce milieu et propagées avec satisfaction par des hommes dont les sympathies allaient, sans hésiter, à l'Angleterre ou à ses alliés. C'est ainsi que la bataille de Minden, du 1er août 1759, où le prince Ferdinand de Brunswick avait triomphé du maréchal de Contades, fut un sujet de satisfaction pour les adversaires de notre politique en Hollande. Si *cet échec*, suivant la belle expression de Choiseul, *animait d'un nouveau zèle le ministère de S. M. pour réparer ce désavantage*, il n'en mettait pas moins d'Affry dans une posture peu favorable aux yeux de certains personnages hollandais avec lesquels notre ambassadeur avait à compter.

La journée de Minden présentait un autre côté fâcheux. C'était la prise de la cassette du maréchal de Contades avec ses papiers secrets, et nos ennemis prétendaient que dans ces documents, examinés plusieurs fois en plein conseil des ministres

1. Hollande, vol. 502, fol. 57.

anglais, on avait trouvé l'ordre de saccager l'électorat de Hanovre pour punir l'infidélité de l'Angleterre à observer la capitulation de Closterseven. Choiseul ne voulut pas rester auprès des Hollandais sous le coup d'une pareille accusation, et il écrivit à d'Affry le 26 août 1759 :

Il est vrai qu'on a pris des papiers à M. le maréchal de Contades, mais vous pouvez assurer hardiment que jamais aucun ministre du roi n'a écrit à ce général de mettre à feu et à sang l'électorat de Hanovre. *Il faut que vous détruisiez hautement de pareilles fausse-tés que les Anglais ne manqueront pas d'accréditer,* mais nous les mettons sur cela au pis, en les priant de rendre publics les papiers qu'ils ont pris et dont nous avons la minute.

Sans aller jusqu'à modifier contre nous l'attitude officielle de la Hollande, cette affaire de Minden entraînait donc une perte de terrain considérable. Elle éloignait aussi le ministère anglais des idées de paix en lui donnant l'espoir que les armées d'Allemagne prolongeraient leur résistance aux armes françaises. C'est qu'en effet, malgré le délabrement de ses finances, l'Angleterre, avec cette résignation flegmatique et cette endurance merveilleuse qui ont fait sa force en tout temps, comptait prolonger les hostilités jusqu'au moment où elle trouverait son intérêt à les terminer. Le gouvernement britannique avait le talent de faire partager à ses amis cette confiance en son succès final et compensait ainsi les échecs de ses alliés. On en eut la preuve après la sanglante défaite infligée par les Russes à Frédéric sous les murs de Francfort-sur-l'Oder, le 12 août 1759.

Par contre, dès qu'il était question de la France ou de ses partenaires, on accordait volontiers créance à tout ce qui pouvait indiquer un découragement quelconque ou une absence d'esprit de suite. C'est ainsi que le bruit avait couru d'une déclaration faite par la Russie à la cour de Vienne pour lui annoncer l'intention de ne pas poursuivre la guerre contre le roi de Prusse. La conduite du greffier Fagel et ses propos, en cette occasion, confirmèrent une fois de plus Choiseul et d'Affry dans la persuasion où ils étaient de son dévouement à l'Angleterre. Il avait même poussé si loin la partialité dans cette circonstance que Choiseul prit la mouche après avoir reçu les renseignements donnés par notre ambassadeur et lui écrivit le 30 septembre 1759 :

Il faut que nos ennemis connaissent et que vous soyez bien persuadé vous-même, pour le faire sentir en Hollande, que nous ne sommes point effrayés des projets qu'on peut former contre nous et que nous les avons même assez prévus pour que la crainte doive effrayer uniquement ceux qui auraient la faiblesse et l'imprudence de s'associer à la mauvaise volonté et aux desseins pernicieux de l'Angleterre.

Cet avertissement devait être suivi d'une démarche plus nette encore. On faisait en Hollande des difficultés pour le passage, sur le territoire de la République, de canons et de boulets destinés à la France, et le cabinet de Versailles estimait que si, par complaisance pour l'Angleterre, on persévérait dans cette attitude, il y aurait lieu d'en témoigner son mécontentement d'une façon effective. Choiseul songeait même, au cas où il n'apprendrait pas promptement la fin de ce qu'il appelait « cette tracasserie, » à donner secrètement des ordres dans tous les ports du royaume pour que les Hollandais n'y jouissent plus des faveurs accordées à leur commerce depuis l'année 1748.

Il serait prématuré, disait-il à d'Affry, de vous expliquer sur ce sujet avec les ministres de la République. Vous vous bornerez à leur déclarer bien précisément que nous ne pourrions regarder que comme une infraction éclatante à la neutralité la déférence que la Hollande marquerait à l'Angleterre dans l'occasion dont il s'agit[1].

Notre prestige en Hollande allait, à ce moment même, avoir à souffrir d'une nouvelle et cruelle atteinte : Québec venait, en effet, de tomber aux mains des Anglais. Pendant quelque temps, Choiseul avait espéré que la colonie se défendrait « si tant est, disait-il, que nous puissions concevoir des espérances, après qu'elles ont été si cruellement déçues en d'autres occasions où elles étaient certainement beaucoup plus fondées. » Cette incertitude clairvoyante, si l'on ose ainsi parler, se trouvait donc justifiée, et le cœur du ministre en éprouvait une certaine angoisse, non pas seulement pour la France et pour le présent, mais pour l'avenir de l'Europe entière.

Les lignes qu'il adressait à d'Affry méritent d'être conservées, car elles montrent combien Choiseul voyait clair et loin, malgré la réputation de légèreté qui, je ne sais pourquoi, demeure attachée à son nom.

1. Hollande, vol. 502, fol. 217.

La perte de Québec, disait-il dans sa lettre du 28 octobre 1759, est sans doute un événement très fâcheux pour nous, mais il ne l'est peut-être guère moins pour les puissances qui ont des établissements dans les Indes occidentales. Les Anglais, devenus les maîtres de toute l'Amérique septentrionale, ne laisseront aux autres nations commerçantes qu'une navigation précaire, et *l'équilibre sur mer duquel dépend l'équilibre sur terre sera anéanti sans ressource.* Il y a un siècle qu'on ne s'est occupé que de maintenir le dernier, que personne n'attaque, et on a laissé détruire l'autre, que personne n'a défendu. *C'est un ample sujet de réflexions pour* quiconque s'intéresse encore au repos et au bien public.

Cela est aussi bien dit que pensé, mais ils étaient rares à cette époque les hommes en état de se rendre compte combien Choiseul avait raison. Le ministre dépassait les vues de ses contemporains, et cette prévision qu'il avait des dangers que la suprématie anglaise ferait courir à l'Europe échappait à trop d'esprits pour qu'il eût des chances d'être suivi dans ses tentatives contre elle. Ceux mêmes qui en souffraient déjà, comme les Hollandais, préféraient fermer les yeux et se laisser aller, en quelque sorte, à une mainmise sur eux de la puissance britannique, comme s'ils trouvaient, dans ce protectorat moral, une sécurité qui endormait leurs scrupules et les souvenirs de leur valeur d'autrefois.

XI.

C'étaient la timidité et la crainte qui inspiraient presque toujours leur conduite, et, comme le disait d'Affry, « s'ils nous désobligent, ce n'est que par la peur d'en désobliger d'autres. » Aussi jugeait-il que les moyens les plus efficaces de les maintenir dans les dispositions où nous avions besoin de les trouver étaient de leur prouver que Louis XV saurait leur témoigner, lui aussi, du mécontentement. C'est pour cette raison qu'il n'hésitait pas à leur laisser entendre que, *si l'injustice des Anglais pouvait détruire leur marine, le juste ressentiment du roi de France pourrait détruire leur république*[1].

Par ces insinuations et ces menaces, l'ambassadeur obtenait des résultats, puisque, le 5 novembre 1759, le pensionnaire de

1. Hollande, vol. 502, fol. 271.

Hollande lui annonçait que les États généraux consentaient à laisser le libre passage aux canons et aux munitions qui nous appartenaient à Amsterdam. La « résolution » que M. de Stein remit à cet effet entre les mains de d'Affry peint sur le vif la situation vraiment pénible où se trouvait alors le gouvernement hollandais :

Leurs Hautes Puissances, dit ce document, n'ont point donné des ordres contre le transport de l'artillerie qui, suivant le mémoire de M. d'Affry, se trouve à Amsterdam, mais le collège de l'amirauté avait trouvé quelques difficultés à accorder la sortie de cette artillerie, en considération de ce que M. York, ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, a fait des plaintes relativement à ce transport. Le dit événement en a jusqu'ici retardé le transport. Leurs Hautes Puissances n'en empêcheront pas pour cette fois-ci le passage ultérieur. Leurs Hautes Puissances s'assurent que S. M. ne pourra prendre mauvais que *la République, qui se voit souvent dans le dernier embarras pour faire disparaître ombre de partialité entre les puissances belligérantes*, ne mette par provision et pendant leurs délibérations des ordres pour qu'à l'avenir aucun passeport pour des munitions de guerre ou autres marchandises de contrebande soit donné vers les ports ou places des puissances qui sont en guerre[1].

Il était impossible de mieux retracer que par leurs propres affirmations les perplexités par lesquelles passaient les hommes qui assumaient à cette époque la charge du pouvoir. On ne peut vraiment s'empêcher de les plaindre quand on pense combien leur dignité devait souffrir d'une pareille attitude. Ce sentiment de pitié devient une tristesse véritable, si l'on rapproche de cette résolution celle qui en fait la contre-partie et qui fut remise peu de jours après au représentant de l'Angleterre, afin d'apaiser le courroux de cette puissance. Elle essaie d'abord de justifier la concession faite à d'Affry en expliquant que l'ambassadeur de France a allégué plusieurs précédents fournis par les alliés du roi d'Angleterre. Ceux-ci ayant fait, au travers du territoire hollandais, des transports notables d'artillerie et de munitions, il était difficile de ne pas accorder celui que réclamait la France, puisqu'on ne pouvait pas les nier. Les États généraux avertissaient d'ailleurs l'Angleterre que dorénavant ils ne délivreraient

1. Hollande, vol. 502, fol. 275.

plus de passeports et qu'ils seraient toujours prêts à « donner à S. M. britannique toutes les preuves de respect et de considération qu'elle pouvait attendre de la République, sauf sa neutralité. » Suivait enfin une requête présentée dans des termes humbles et entortillés à la fois, comme si l'on hésitait à laisser voir sa pensée :

Plaise à S. M. britannique de ne pas prendre en mauvaise part que Leurs Hautes Puissances, en considération de leur situation, qui ne leur permet pas de favoriser plus une partie belligérante que l'autre ou de refuser à l'une ce qui a été permis à l'autre, fassent difficulté de donner des ordres contre le transport de l'artillerie, que S. E. le comte d'Affry a déclaré appartenir à la couronne de France[1].

Combien, en présence de cette attitude, Choiseul avait raison de déplorer « la faiblesse et la timidité de la République ! » Il avait pour elle des sentiments de commisération véritable et ne voulait pas exiger du gouvernement hollandais une préférence trop marquée pour la France. Il jugeait du moins nécessaire à notre dignité que nous exigions de lui un traitement conforme à la neutralité qu'il prétendait observer dans la guerre pendante.

Malheureusement pour nous, le parti républicain, au lieu d'augmenter et de s'affermir, semblait avoir perdu, depuis la mort de la princesse royale, ce courage qui le soutenait lorsqu'il avait une opposition à vaincre. D'Affry faisait justement observer à Choiseul qu'unis jadis contre le gouvernement stathoudérien, les hommes qui lui étaient hostiles se trouvaient divisés par une foule d'intérêts, maintenant qu'ils détenaient eux-mêmes le pouvoir. L'ambassadeur allait jusqu'à dire : « Je n'oserais, à présent, répondre à S. M. de la fermeté de ce parti ni de la sagesse de ses résolutions. »

Quelques-uns d'entre eux, cependant, conservaient plus de calme et voyaient plus clairement que les autres les vrais intérêts de la Hollande. C'est ainsi que, pendant la délibération des États sur la question de l'artillerie réclamée par la France, la plupart des provinces avaient opiné pour la défense totale de sortie et de passage du matériel de guerre. Les députés de Frise, au contraire, s'y étaient fortement opposés et, par leurs instances, ils avaient obtenu que l'on s'en tiendrait à une prohibition « provi-

1. Hollande, vol. 502, fol. 279 et suiv.

sionnelle » pour donner le temps à la République de revenir sur ses pas si la France témoignait un mécontentement par trop vif.

Ils avaient fait preuve, en agissant ainsi, d'une sage prévoyance. En dépit de la « résolution » du 5 novembre, Choiseul ne voyait rien venir et l'impatience commençait à le gagner. Aussi autorisa-t-il d'Affry à remettre aux États généraux un mémoire par lequel il demanderait un passeport pour une certaine quantité de pièces d'artillerie et de munitions de guerre qui descendraient la Meuse et remonteraient le Rhin :

Je vous préviens, disait-il à l'ambassadeur, que, si la réponse de la République n'est pas telle que nous avons le droit de l'exiger, *S. M. me paraît déterminée à vous accorder la permission de faire sans délai un voyage dans ce pays-ci pour concerter les mesures à prendre contre la Hollande*[1].

Heureusement pour tous, le cabinet de Versailles n'eut pas à pousser les choses aussi loin. Une fois de plus, le gouvernement des Pays-Bas sentit son impuissance à résister et finit par où il aurait dû commencer. Le 7 décembre 1759, d'Affry recevait du pensionnaire un billet lui annonçant que le passeport demandé lui serait délivré « sans résomption. » C'était l'assurance, pour l'avenir, que les munitions et les vivres nécessaires à l'armée française d'Allemagne lui seraient transmis sans difficultés. N'était-il pas fâcheux, comme le faisait remarquer notre ambassadeur, qu'il fallût presque toujours menacer pour obtenir ce que l'on désirait? Il reconnaissait, à vrai dire, que l'espèce d'anarchie qui régnait dans les États généraux les empêchait d'avoir un sentiment unanime, à moins d'y être contraints par la force.

En accordant à la France le passeport destiné à l'artillerie qui devait descendre la Meuse, Leurs Hautes Puissances avaient pris une « résolution » portant qu'à l'avenir il serait fait droit à toutes les demandes des gouvernements étrangers et belligérants. C'était une façon originale de comprendre la neutralité, mais il paraissait difficile pour ce malheureux pays d'en pratiquer une autre. Comme le disait d'Affry : « Si ces messieurs ne s'étaient point écartés de principes aussi sages et aussi justes, ils n'auraient pas fini par avouer leur faiblesse à la face de l'Europe et par indiquer une manière de négocier avec eux qui pouvait leur

1. Hollande, vol. 502, fol. 360.

devenir funeste[1]. » Les députés de la province de Frise, en ouvrant les yeux à leurs collègues sur le danger d'exciter le ressentiment de la France, avaient fortement contribué à leurs décisions. Le ton de Choiseul dans ses conversations avec l'ambassadeur de la République à Versailles entrait peut-être pour une plus large part encore dans le sentiment auquel s'étaient arrêtés les États généraux.

XII.

C'était l'heure où d'Affry, en dehors de ces intéressantes conversations avec le pensionnaire, en poursuivait d'autres non moins importantes au sujet d'une paix possible entre l'Angleterre et nous. Ces pourparlers de la Haye méritent une étude à part, mais il était bon de les signaler au passage, ne fût-ce que pour montrer l'activité de notre ambassadeur.

Il eut bientôt à transmettre à la cour de Versailles une résolution des États généraux priant le roi de France de faire ménager le plus possible par ses troupes les possessions allemandes de la maison de Nassau. Après la preuve de bonne volonté donnée par la Hollande dans l'affaire des canons, il était difficile de ne pas réserver un bon accueil à cette demande. Aussi, dès le 10 janvier 1760, Choiseul chargeait-il le représentant de Louis XV à la Haye d'assurer les ministres de la République que le maréchal de Broglie avait reçu l'ordre du roi de traiter le plus favorablement qu'il pourrait les États pour lesquels on sollicitait sa bienveillance. Il faisait dire en outre aux députés de Frise que :

S. M. était disposée à donner à leur province, en cette occasion et en toute autre circonstance, des marques de son estime et de son amitié particulière. Vous ajouterez à cette déclaration, continuait-il, tout ce que vous croirez le plus propre à flatter les Frisons et à les affermir dans les sentiments et les dispositions où ils paraissent être, mais *je crois que vous devez vous borner à traiter de vive voix cette matière sans rien donner par écrit*[2].

En faisant cette recommandation, Choiseul agissait aussi bien dans l'intérêt des Frisons que dans le nôtre. Il ne voulait pas risquer de les compromettre aux yeux de leurs compatriotes en

1. D'Affry à Choiseul, 11 décembre 1759.
2. Hollande, vol. 503, fol. 33.

laissant croire qu'ils étaient absolument inféodés à nos intérêts. D'autre part, il ne jugeait pas bon de s'avancer outre mesure vis-à-vis d'eux et de prendre des engagements qui auraient pu devenir une gêne pour notre politique.

Ce fut la même prudence qui inspira le ministre dans une querelle entre la princesse douairière de Nassau et le prince Louis de Brunswick. Puisque nous ne pouvions plus entraîner la Hollande contre l'Angleterre, la France avait profit, pensait Choiseul, à laisser subsister les divisions intérieures de la République et surtout celles qui naissaient dans le parti stathoudérien. Aussi voyait-il avec plaisir l'éloignement de la princesse pour le tuteur du jeune stathouder et les intrigues où s'engageaient les partisans de la première. Il recommandait officiellement à d'Affry de garder les plus grands ménagements; mais il lui écrivait, d'autre part, le 14 février 1760 :

Vous sentirez qu'il est intéressant au service du roi que, sous le masque de ces ménagements, l'ambassadeur de S. M. ne perde pas une occasion d'attiser le feu et d'augmenter une division qui est utile à la France dans les circonstances présentes.

Le double jeu n'est jamais à louer, mais il faut bien reconnaître que chercher à affaiblir la faction anglaise en Hollande était le rôle tout tracé du comte d'Affry.

La grande question du jour à la Haye se trouvait être alors le mariage projeté entre la princesse Caroline et le prince de Nassau-Weilbourg. Le prince de Brunswick alla le communiquer au comte de Walderen, qui présidait aux États généraux pour la province de Gueldre, et lui demanda d'en faire part à Leurs Hautes Puissances. M. de Walderen s'acquitta de la commission, mais l'assemblée laissa voir sur ce point, comme elle le faisait trop souvent sur bien d'autres, combien il y avait en elle de divergences. La province de Hollande, en effet, déclara ne pas s'opposer au mariage; seulement, les enfants qui en proviendraient devaient être, d'après elle, exclus du droit d'hérédité au stathoudérat. Elle fit en outre enregistrer cette déclaration dans les *notules*. Les députés d'Utrecht s'en tirèrent par l'abstention. Ils se dirent trop insuffisamment instruits dans cette affaire pour donner un avis. Ceux de Frise, de Gueldre, de Zélande, d'Over-Yssel et de Groningue approuvèrent le projet sans restriction et proclamèrent les héritiers à naître comme habiles à succéder au stathoudérat s'il y avait lieu.

Comme le faisait remarquer d'Affry, en communiquant ces nouvelles à Versailles, la protestation de la Hollande pouvait devenir de la plus grande conséquence si le stathouder actuel venait à mourir sans enfants. L'ambassadeur estimait en outre que l'on chercherait, dès le moment présent, à former des partis et à fomenter des divisions dans cette province. Le mariage eut lieu néanmoins, et, dans les fêtes brillantes qui furent données à cette occasion, le représentant de la France reçut du prince de Brunswick un accueil particulièrement gracieux. Il témoigna d'ailleurs lui-même la plus grande courtoisie en faisant illuminer l'hôtel de l'ambassade « du haut jusques en bas, simplement en suivant le cadre des fenêtres. Cela suffisait (disait-il dans son compte-rendu à Choiseul) pour que l'hôtel de France fût mieux paré que les maisons des autres ministres étrangers[1]. »

Cette conduite de d'Affry fut-elle pour quelque chose dans l'offre des États généraux? Cela est possible. Quoi qu'il en soit, ils donnèrent bientôt à notre pays une preuve de sympathie et d'intérêt. Bien que le projet de conférences entre les deux camps qui se partageaient l'Europe ne fût pas très avancé, les Hollandais ne pouvaient pas ignorer qu'il en fût question. Le 17 mars 1760, ils firent offrir à la France la ville de Bréda comme siège des négociations éventuelles. Choiseul chargea d'Affry de les en remercier et de leur bien répéter que Louis XV se prêterait toujours avec empressement aux mesures susceptibles d'amener la cessation des hostilités. Seulement le roi ne pouvait s'expliquer qu'après un concert préalable avec ses alliés. Il ne voulait pas, en effet, choisir à lui seul le lieu où se tiendrait le congrès. Trop de considérations diverses pouvaient entrer en jeu à ce propos et trop d'influences y étaient engagées pour risquer de compromettre, par un souhait nettement exprimé, le sort d'une paix à laquelle tenait si vivement la cour de France.

XIII.

Choiseul connaissait trop les hommes pour croire que la sympathie seule guidait, en cette occasion, le gouvernement hollandais, et il s'interrogeait sur les motifs qui l'avaient poussé à proposer Bréda. Il ne jugeait pas impossible que l'on eût voulu

1. D'Affry à Choiseul, 7 mars 1760.

procurer à cette cité les avantages qui résultent ordinairement d'une assemblée de plénipotentiaires. Mais il craignait surtout que cette idée ne leur eût été suggérée par les Anglais, dont il rencontrait toujours les intrigues en travers de ses desseins. Le ministre ne montrait néanmoins (et c'était aussi le sentiment du roi) aucune répugnance personnelle à se prêter aux désirs de la République. Il commençait, en effet, à prendre en elle plus de confiance.

Il eut bientôt l'occasion de prouver à la Hollande le prix qu'il attachait à nos cordiales relations avec elle et la bonne foi qui, suivant lui, devait présider à ces rapports. Un aventurier, qui se faisait pompeusement appeler comte de Saint-Germain, était venu à la Haye sous prétexte de faire de la politique pour la France. Il y faisait surtout des dupes et sa conduite fut telle que Louis XV s'adressa à « l'amitié » des États généraux pour obtenir son arrestation et son transport à Paris, afin qu'on pût l'y punir « suivant la grièveté de ses fautes. » En demandant son extradition, Choiseul ajoutait :

Il est de l'intérêt de tous les souverains et de la foi publique que l'on réprime l'insolence d'une espèce pareille qui s'avise de traiter sans mission les affaires d'une puissance telle que la France.

Un autre petit incident se présenta, qui permit encore au ministre de témoigner ses sentiments. Le curé de la Rochelle avait fait enterrer dans le cimetière catholique un jeune enfant hollandais qui venait de mourir dans cette ville. Une réclamation fut adressée par la famille, et Choiseul écrivait à cette occasion au ministre chargé de la police :

Je crois que la fidélité du roi à ses engagements exige que vous adressiez les ordres nécessaires pour prévenir dans la suite les plaintes des protestants étrangers et pour les faire jouir sans contradiction du privilège que S. M. a bien voulu leur accorder par des traités solennels.

Il y avait alors entre les deux gouvernements échange de bons procédés. Quelques jours après, un libraire hollandais mettait en circulation un libelle intitulé : « Lettre de Mme la marquise de Pompadour à la reine de Hongrie. » Les exemplaires trouvés chez cet homme furent tous enlevés, mais il déclara n'en être pas l'éditeur et il indiqua l'adresse de ce dernier à Amsterdam. Immédiatement d'Affry porta plainte au pensionnaire et

celui-ci lui assura que, dès le lendemain, l'on visiterait le dépôt incriminé, que son propriétaire serait mandé à l'hôtel de ville et que, si l'on trouvait quelque chose de suspect, l'édition serait saisie et supprimée. Ce contraste avec la liberté dont jouissaient habituellement les productions de l'esprit en Hollande montra combien l'on était désireux à la Haye de ménager le roi Louis XV.

On en était donc à un moment où nous pouvions pleinement compter sur l'observation franche et loyale de la neutralité. La raison aussi bien que la force des choses avaient fait leur œuvre auprès des Hollandais, qui sont toujours accessibles à ces deux genres d'arguments. Aussi Choiseul, qui, lors de son arrivée aux affaires, n'avait pas cru devoir autoriser d'Affry à quitter son poste, lui écrivait-il le 10 mai 1760 :

Le roi vous permet de faire un voyage en France pour y vaquer à vos affaires particulières. Vous direz au président de semaine, à M. le pensionnaire et aux autres ministres qu'ayant demandé cette permission, elle vous a été accordée pour un mois et que S. M. s'est prêtée à vos désirs avec d'autant plus de bonté qu'elle est très persuadée des sentiments des États généraux et que *votre absence momentanée ne nuira en aucune façon à la parfaite intelligence qui subsiste entre le roi et la République.*

Choiseul avait le droit de se féliciter de cette « parfaite intelligence, » car l'énergie de son attitude et la continuité de sa politique y entraient pour une large part. Sans doute, ce n'était pas encore tout ce qu'il avait espéré, et quelques regrets devaient se mêler au sentiment de la sécurité qu'il éprouvait du côté de la Hollande. Il s'était efforcé, nous l'avons vu, de secouer la torpeur des Provinces-Unies et de souffler au cœur de ce peuple jadis si fier un peu de son ardeur et de sa générosité du passé. S'il n'avait pu parvenir à la réveiller tout à fait, il avait du moins empêché le parti anglais d'entraîner la petite chaloupe hollandaise dans le sillage du navire britannique. L'intelligence du comte d'Affry et son application à bien servir la France avaient puissamment aidé la réalisation de cette œuvre. Aussi n'est-ce que justice de faire sa place à l'ambassadeur à côté du ministre qui, en travaillant à grouper les faibles contre la puissance menaçante de l'Angleterre, montra vraiment que, suivant un mot célèbre, il avait de « l'avenir dans l'esprit. »

Alfred Bourguet.

LES PRÉLIMINAIRES

DE

LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE

ET

L'ANNEXION DES PHILIPPINES

PAR LES ÉTATS-UNIS.

Cinq guerres marquent déjà pour les États-Unis les grandes étapes de leur existence. Pas plus que les vieilles puissances européennes, la jeune république du Nouveau Monde n'a réussi à grandir dans la paix. En Amérique comme en Europe, il a fallu du sang pour fertiliser le sol, et la grandeur de l'Union a coûté de nombreuses vies humaines. C'est les armes à la main que les colons ont conquis l'indépendance. Bunker Hill et Yorktown ont permis aux États-Unis de prendre rang dans le monde comme nation. La seconde guerre contre la Grande-Bretagne, en 1812, a marqué la date de leur évolution de puissance atlantique en puissance exclusivement américaine. La guerre contre le Mexique leur a permis de compléter leur territoire continental : le traité de Guadelupe-Hidalgo donnait aux États-Unis un littoral étendu sur le Pacifique et le port superbe de San-Francisco. Douze ans après, la crise de l'esclavage mit en péril l'existence même de l'Union, qui ne put être sauvée qu'au prix d'une lutte sanglante. Les victimes d'Antietam et d'Appomatox ne sacrifièrent pas inutilement leur vie. L'abolition de l'esclavage n'a pas ruiné le sud, les haines de l'époque de la Sécession se sont promptement éteintes, et, quelques années après la guerre civile, l'Union reconstruite reprenait sa marche un moment interrompue. Par leur développement prodigieux, les États-Unis égalaient bientôt, puis dépassaient en richesse et en popula-

tion les nations les plus importantes du globe. Ils demeuraient cependant une puissance uniquement américaine, leur ambition était encore limitée au Nouveau Monde, qui paraissait offrir un champ assez vaste à leur activité. La guerre contre l'Espagne a ouvert une ère nouvelle dans leur histoire, elle a marqué l'avènement de l'Union au rang de puissance mondiale. S'il faut croire les hommes d'État américains, ils ont sincèrement désiré éviter cette guerre, et ils l'ont engagée sans aucune préoccupation d'agrandissement territorial. La libération de Cuba était leur unique but, et, si les États-Unis, hostiles à l'expansion coloniale, se sont chargés du sort des Philippines, c'est qu'ils n'ont pu se dérober à un devoir que leur imposaient les suites de la guerre. « Nous n'avons pas cherché la guerre, — a dit M. Mac Kinley, — nous avons toujours souhaité l'éviter, si elle pouvait l'être, sans porter atteinte aux droits de nos voisins et aux nôtres[1]. » On ne peut espérer faire la lumière complète sur des événements aussi proches de nous, trop de pièces sont encore célées à notre curiosité, trop de témoins tenus à la discrétion. Les documents publiés permettent cependant d'aborder le problème[2]. Il nous a paru intéressant de rechercher les causes immédiates de la guerre hispano-américaine, qui devait avoir de si grandes conséquences, d'essayer de reconstituer les dernières phases de la lutte diplomatique entre les deux adversaires et de voir comment le gouvernement américain a été amené à revendiquer une part de « ce fardeau de l'homme blanc, » que les puissances européennes semblaient seules, jusqu'à ce jour, ambitionner.

I.

La question cubaine, qui devait amener la guerre de 1898, est

1. A Omaha, 12 octobre 1898.

2. La correspondance relative à la guerre a été publiée : par le gouvernement américain, dans les *Papers relating to the foreign relations of the United States*, 1898, parus en 1901; — et par le gouvernement espagnol, dans trois livres rouges : *Negociaciones generales con los Estados Unidos desde* 10 *de abril de* 1896 *hasta la declaracion de guerra*, 1898; *Negociaciones diplomaticas desde el principio de la guerra con los Estados Unidos hasta la firma del protocolo de Washington*, 1898; *Conferencia de Paris y tratado de paz de* 10 *de diciembre de* 1898, 1899. Il faut joindre à ces documents le livre jaune publié par le ministère des Affaires étrangères de France : *Négociations pour la paix entre l'Espagne et les États-Unis*, 1898.

posée pour les États-Unis depuis l'époque de l'annexion par eux de la Louisiane, en 1803. L'acquisition de ce territoire, en leur donnant la totalité du bassin du Mississipi, faisait d'eux une puissance riveraine du golfe du Mexique. Par sa position entre les presqu'îles de la Floride et du Yucatan, par ses ports, dont le plus important, la Havane, regarde la rive américaine, Cuba est maîtresse des relations entre l'océan Atlantique et le golfe du Mexique et entre ce golfe et la mer des Caraïbes. Elle commande à la fois le golfe et la mer : possession d'une puissance navale riche et hostile, Cuba serait une menace constante pour les États-Unis. Ce danger inquiéta de bonne heure leurs hommes d'État. En 1809, Jefferson voyait dans les embarras de Napoléon, en lutte contre l'Espagne, la possibilité, pour les États-Unis, d'acquérir Cuba. Ce pouvait être le prix dont l'empereur paierait la cessation, de la part de ceux-ci, de tous rapports avec les colonies espagnoles du Nouveau Monde. Le rêve de Jefferson ne se réalisa pas. Mais Cuba, sous la dépendance de l'impuissante Espagne, ne pouvait causer de graves inquiétudes au gouvernement américain. Un danger subsistait cependant. Dans un moment de nécessité, le gouvernement espagnol ne pouvait-il pas faire de l'île le prix d'une transaction politique qui l'eût donnée à la France ou à l'Angleterre? Ce danger sembla près de se réaliser, lors de l'intervention de la France dans les affaires d'Espagne, en 1823. A cette occasion, les États-Unis proclamèrent officiellement, pour la première fois, la politique qui devait diriger leur attitude pendant trois-quarts de siècle à l'égard de Cuba.

Quelle que puisse être l'issue de la guerre entre ces deux nations européennes [la France et l'Espagne], — écrivait en 1823 John Quincy Adams, secrétaire d'État, au représentant des États-Unis à Madrid[1], — on peut tenir pour certain que la domination de l'Espagne sur les continents américains, nord et sud, est irrévocablement perdue. Cependant, les îles de Cuba et de Porto-Rico restent nominalement sous sa dépendance, et son autorité dans ces îles est encore assez réelle pour qu'elle puisse transférer ses droits sur elles, en même temps que leur possession, à d'autres puissances. Leur situation géographique fait de ces îles des dépendances naturelles du continent de l'Amérique du Nord, et l'une d'elles, Cuba, presque

1. Mr. Adams, sec. of state, to Mr. Nelson, 28 avril 1823 (Wharton's, *International law digest*, vol. I, p. 361-366).

en vue de nos rivages, par suite d'une multitude de considérations, est devenue un objet d'une importance capitale pour les intérêts commerciaux et politiques de notre Union. Sa position maîtresse, par rapport au golfe du Mexique et aux mers des Indes occidentales, le caractère de sa population, sa situation à mi-chemin entre notre côte méridionale et l'île de Saint-Domingue, son port vaste et sûr de la Havane, qui fait face à une longue ligne de nos rivages dépourvus d'un avantage analogue, la nature de ses productions et de ses besoins, éléments d'un commerce immensément profitable et mutuellement avantageux, lui donnent, dans l'ensemble de nos intérêts nationaux, une importance avec laquelle celle d'aucun autre pays ne peut être comparée et à peine inférieure à celle qui tient ensemble les membres de cette Union. Tels sont, à la vérité, entre les intérêts de cette île et de ce pays, les rapports géographiques, commerciaux, moraux et politiques formés par la nature, destinés à s'accroître avec le temps, et, dès à présent même, presque arrivés à maturité, qu'en essayant de deviner le cours probable des événements pour la courte période d'un demi-siècle, il n'est guère possible de ne pas se convaincre que l'annexion de Cuba à notre République fédérale sera indispensable à la continuation et à l'intégrité de notre Union elle-même.

Le moment n'était pas encore venu de réaliser l'annexion, mais il fallait veiller à ce qu'elle ne fût pas, dans l'avenir, rendue plus difficile par un changement dans le statut politique de Cuba. « Nous ne consentirons à l'occupation de ces îles [Cuba et Porto-Rico], — écrivait à son tour Henry Clay, secrétaire d'État, en 1825, — par aucune puissance européenne autre que l'Espagne, sous quelque circonstance que ce soit[1]. » Cuba, pour la sécurité des États-Unis, ne pouvait être qu'espagnole ou américaine. De cette politique, les États-Unis ne se sont jamais départis. En 1852, l'Angleterre et la France ayant proposé au gouvernement américain de se joindre à une déclaration par laquelle les trois puissances s'engageraient à ne jamais exercer une domination exclusive sur Cuba, le dernier refusa de se lier ainsi. « Par une convention de ce genre, — écrivait le secrétaire d'État au ministre américain à Londres, — les États-Unis se mettraient dans l'impossibilité de faire une acquisition qui peut avoir lieu

1. Henry Clay aux représentants des États-Unis en Europe, 25 octobre 1825 (*op. cit.*, vol. I, p. 367).

sans amener aucun trouble dans les relations étrangères et qui est dans l'ordre naturel des choses[1]. »

De 1845 à 1860, les Américains firent plusieurs tentatives pour acquérir Cuba. Les États du sud, désireux d'augmenter leur puissance déclinante dans le Congrès fédéral, réclamaient l'entrée dans l'Union, au titre d'État, de Cuba, esclavagiste comme eux. Pendant plusieurs années, les partisans de l'esclavage cherchèrent à ébranler le pouvoir de la métropole dans l'île et fomentèrent la révolte, mais les Espagnols réussirent à maintenir leur autorité. En désespoir de cause, les Américains offrirent à l'Espagne de lui acheter Cuba. Ils ne furent pas plus heureux, et ils virent, à leur grand étonnement, leurs offres dédaigneusement repoussées.

La guerre civile, les problèmes politiques, soulevés par la reconstruction de l'Union, relèguèrent pendant quelques années à l'arrière-plan des préoccupations de l'opinion publique américaine la question de Cuba. Les émeutes qui éclatèrent dans l'île en 1868 ramenèrent sur elle l'attention des États-Unis. Leur sympathie ne pouvait faire défaut aux insurgés cubains, soulevés aux cris de « Cuba libre. » Dans un message de décembre 1868, le président Grant déclara que « le peuple et le gouvernement des États-Unis éprouvaient les mêmes sentiments chaleureux à l'égard du peuple de Cuba, dans leur lutte actuelle, qu'ils avaient manifestés à l'époque des luttes antérieures entre l'Espagne et ses anciennes colonies, à l'égard de ces dernières. » Pendant dix années, les Cubains soutinrent une lutte acharnée contre la métropole, trouvant auprès de la population américaine une sympathie active et chez les autorités une bienveillante insouciance pour les nombreuses expéditions qu'ils organisaient sur le territoire de l'Union. A plusieurs reprises, le gouvernement américain adressa de vives remontrances à l'Espagne, au sujet de la situation existant à Cuba, mais il se garda de toute intervention directe. Il semble que, malgré leur assurance en eux-mêmes, les États-Unis hésitaient à affronter la puissance espagnole sur mer. La marine de guerre américaine était presque un mythe. Que pouvait-on attendre de quelques navires en fer et de vieux bateaux en bois, que, depuis la guerre de Sécession, on laissait

1. Mr. Everett, sec. of state, to Mr. Crampton, 1er et 3 décembre 1852 (*op. cit.*, vol. I, p. 376-377).

se rouiller ou pourrir dans les ports, dépourvus eux-mêmes de tous travaux militaires capables d'assurer leur défense?

Le pacte du Zanjon mit fin à la guerre de Dix ans. L'émancipation des esclaves, quelques réformes ramenèrent une paix relative dans l'île. Tout à leur prodigieuse expansion économique, les Américains semblèrent se désintéresser de la situation politique faite aux Cubains. Leur commerce avec Cuba se développait, ils achetaient des plantations, acquéraient des intérêts de plus en plus considérables dans l'île; à la faveur de la paix, ils faisaient la conquête économique de la « Perle des Antilles » et ils attendaient sans trop d'impatience l'heure où, cette conquête achevée, Cuba américanisée, l'Espagne serait obligée de s'incliner devant les faits et d'abandonner à ses nouvelles destinées *la siempre fiel isla de Cuba*, — « la toujours fidèle île de Cuba. »

L'insurrection de 1895 vint modifier la marche prévue des événements. Les insurgés retrouvèrent auprès de la population américaine les mêmes sympathies qu'elle leur avait témoignées lors des précédentes révoltes. La junte cubaine, établie à New-York, exalta, aidée en cela par la presse, ces sentiments, et elle s'occupa avec activité d'organiser, à l'abri du drapeau étoilé, des expéditions militaires pour venir en aide aux révoltés. Les efforts de l'Espagne pour vaincre la rébellion firent un moment espérer que la tranquillité serait promptement rétablie dans l'île. Ces espérances furent déçues. Après douze mois de lutte, l'insurrection, plus forte qu'à ses débuts, tenait en échec dans les provinces orientales les troupes espagnoles. Le maréchal Martinez Campos, l'heureux vainqueur de la guerre de Dix ans, qui avait été envoyé à la Havane dès le commencement de la révolte sur la foi de ses succès passés, avait perdu la confiance de ses compatriotes, et il résignait son commandement. Le gouvernement espagnol lui donna pour successeur le général Weyler, que ses cruautés inutiles devaient rendre si tristement célèbre.

La continuation de la lutte impressionnait la population américaine. Des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient en faveur des rebelles. Dans les premiers mois de 1896, les deux chambres du Congrès votèrent une résolution reconnaissant aux insurgés le caractère de belligérants et décident que « les bons offices des États-Unis seraient offerts par le président au gouverne-

ment espagnol en vue de la reconnaissance de l'indépendance de Cuba[1]. »

Le président, M. Cleveland, refusa de s'associer à une semblable politique. Il jugeait nécessaire le maintien de la souveraineté espagnole dans l'île, il était peu convaincu de l'aptitude des Cubains à se gouverner eux-mêmes et était opposé à toute idée d'annexion. L'octroi par la métropole d'une large autonomie lui semblait le seul moyen de rendre la paix à Cuba. Le 4 avril, il offrait au gouvernement espagnol la coopération des États-Unis « pour arriver à la pacification immédiate de l'île, sur une base qui, laissant à l'Espagne ses droits de souveraineté, donnera à la population les droits et les pouvoirs de gouvernement local, auxquels elle peut raisonnablement prétendre...[2]. » Espérant encore vaincre la rébellion, l'Espagne déclina cette offre. Loin de s'améliorer, la situation alla en empirant au cours de 1896. Les États-Unis ne pouvaient demeurer indifférents à la situation troublée de l'île de Cuba, trop d'intérêts en souffraient. C'est à un chiffre de 150 à 250 millions de francs qu'on évaluait la valeur des capitaux américains placés dans l'île, soit en plantations, soit dans des entreprises de chemins de fer, de mines et d'autre nature. Qu'en adviendrait-il si la lutte se prolongeait? Le ralentissement des relations commerciales avec l'île, qui, de 500 millions de francs, avant l'insurrection, étaient déjà réduites de moitié, soulevait également de vives réclamations. Dans son message de décembre 1896, M. Cleveland récapitula les nombreuses raisons qui obligeaient les États-Unis à se préoccuper de l'état politique d'une île aussi voisine de leur rivage, et, après avoir rappelé le refus opposé par l'Espagne à son offre d'intervention, il termina par une menace non déguisée à l'adresse de celle-ci :

Quand l'incapacité de l'Espagne à vaincre l'insurrection sera devenue manifeste, quand il sera démontré que sa souveraineté est éteinte à Cuba pour tous les objets de son existence légitime et lorsqu'un effort désespéré pour la rétablir aura dégénéré en une lutte qui ne pourra avoir pour résultats qu'un sacrifice inutile de vies humaines et la destruction de l'objet même du conflit, une situation se présentera où, à nos obligations vis-à-vis de la souveraineté de

1. Résolution votée par le Sénat le 28 février et par la Chambre des représentants le 6 avril.

2. Note de M. Richard Olney, secrétaire d'État, au gouvernement espagnol, 4 avril 1896.

l'Espagne, se substitueront des obligations plus hautes que nous ne pourrons hésiter à reconnaître et à remplir.

M. Cleveland s'en tint d'ailleurs à ces menaces. Il laissa à son successeur, qui devait entrer en fonctions le 4 mars 1897, le soin de décider l'attitude des États-Unis. L'élection présidentielle de 1896 avait eu pour résultat le triomphe du parti républicain et de son candidat, M. Mac Kinley. La campagne, très ardente, s'était livrée sur la question monétaire : étalon d'or contre étalon d'argent; de Cuba, on n'avait guère parlé. Cependant, les deux partis y avaient fait allusion dans leur plate-forme électorale. La plate-forme républicaine déclarait que, « le gouvernement espagnol ayant perdu toute autorité à Cuba et étant incapable de protéger la propriété ou la vie des citoyens américains établis dans l'île ou de remplir ses obligations conventionnelles, le gouvernement des États-Unis doit employer activement son influence et ses bons offices pour rétablir la paix dans l'île et lui donner l'indépendance. » Plus brefs et moins agressifs, les démocrates se bornaient à adresser « leur sympathie au peuple cubain dans sa lutte héroïque pour la liberté et l'indépendance. »

M. Mac Kinley arriva à la présidence sans s'être commis à aucune politique particulière à l'égard de la question cubaine. Il n'y fit aucune allusion directe dans son message inaugural. Loin de donner quelque encouragement aux jingoes, il s'appliqua au contraire à les décourager et il déclara donner pleinement son adhésion à la politique traditionnelle du pays :

Nous poursuivrons une politique étrangère ferme et digne, qui sera juste, impartiale, soucieuse de notre honneur national et insistera toujours et partout sur la reconnaissance des droits légitimes des citoyens américains. Notre diplomatie ne cherchera rien de plus et n'acceptera rien de moins que ce qui nous est dû. Nous ne demandons pas de guerres de conquête; nous devons éviter la tentation de toute agression territoriale. La guerre ne doit être entreprise qu'après que tous les moyens de paix ont échoués; la paix est préférable à la guerre dans presque toute circonstance.

La politique du nouveau président s'annonçait donc comme une politique pacifique. Aussi bien, pouvait-il en être autrement? La réforme douanière et la réforme monétaire, telles étaient les deux mesures qu'avait défendues avec ardeur M. Mac Kinley pendant la campagne électorale. On l'appelait, et de ce

surnom il se montrait fier, « le précurseur de la prospérité. » Réparer les désastres causés par la crise financière et commerciale de 1893 était son désir le plus ardent. La guerre ne semblait pas le moyen indiqué pour y parvenir. La façon dont le président composa son cabinet fut une preuve de la sincérité de son attitude. Il appela au secrétariat d'État un vétéran du parti républicain, M. John Sherman. Ce choix d'un vieillard de plus de soixante-quinze ans, très fatigué, eût été singulier si le président avait l'intention de s'engager dans une politique étrangère active et susceptible d'amener un conflit. M. Sherman s'était toujours plus occupé de questions financières que de questions extérieures. C'est comme secrétaire du Trésor, fonctions qu'il avait remplies de 1877 à 1881 dans l'administration de M. Hayes, qu'il avait acquis sa réputation. Bien que président depuis quelques années du Comité des relations étrangères au Sénat, il se jugeait trop âgé pour se faire une nouvelle renommée dans cet ordre d'idées. Il appartenait, d'ailleurs, à la vieille école des hommes d'État américains, qui regardaient la politique étrangère comme n'ayant pour les États-Unis qu'une importance secondaire. M. Sherman avait abandonné son siège de sénateur à regret; il ne s'y était résigné que pour permettre à M. Marc Hanna, comme lui de l'État d'Ohio, l'homme qui avait dirigé du côté républicain la campagne de 1896, le grand électeur de M. Mac Kinley, d'entrer au Sénat. Les réformes économiques en perspective semblaient devoir donner dans la nouvelle administration le rôle le plus important au secrétaire du Trésor; le président confia ce portefeuille à un homme actif et jeune encore, M. Lyman B. Gage, partisan résolu d'une revision du tarif et de la réforme monétaire.

Dès le 15 mars, sur la convocation du président, le Congrès se réunissait en session extraordinaire pour élaborer un nouveau tarif douanier. La question cubaine continuait cependant à préoccuper l'opinion publique, et celle-ci n'eût pas permis à l'administration, l'eût-elle voulu, de s'en désintéresser. En mai, les principales maisons de commerce et de banque de New-York, Boston et Philadelphie, en relations d'affaires avec Cuba, adressaient au président un mémoire lui exposant les dommages causés au commerce américain par la révolution cubaine et lui demandant, en termes modérés, de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts en souffrance. La popu-

ation était vivement émue aussi par les effets désastreux de la politique de reconcentration inaugurée par le général Weyler à la fin de 1896, et qui fut, à partir du mois de février, appliquée dans l'île entière. En obligeant la population agricole à abandonner les cultures pour se réfugier dans les villes, cette politique augmenta encore la détresse des Cubains. Dans l'impossibilité de travailler, ne recevant des autorités espagnoles que des secours irréguliers et insuffisants, les « reconcentrados » étaient décimés par la maladie et la faim. Parmi eux se trouvaient, au nombre de 7 ou 800, des citoyens américains. Les consuls des États-Unis demandèrent à leur gouvernement des secours pour leurs nationaux. Le 17 mai, le président adressait un message spécial au Congrès, demandant l'ouverture d'un crédit de 50,000 dollars dans ce but. Le crédit fut voté sans débat. Vers la même époque, M. Mac Kinley envoyait à Cuba un commissaire spécial chargé d'une enquête officieuse sur la situation politique et économique dans l'île. Le 26 juin, le secrétaire d'État remettait au représentant espagnol à Washington une note de protestation contre la politique de reconcentration du général Weyler et la manière dont il dirigeait les hostilités. « Aucun incident, disait la note, n'a autant affecté le sentiment du peuple américain et impressionné douloureusement son gouvernement que les ordres de reconcentration du général Weyler... Cette politique a atteint des centaines de citoyens américains que le gouvernement des États-Unis a dû secourir... Le président se voit obligé de protester, au nom du peuple américain et au nom de l'humanité, contre cette imposition délibérée de souffrances à des non combattants. Le gouvernement américain estime qu'il a le droit de demander qu'une guerre qui se fait presque en vue de ses côtes, et qui affecte si gravement les citoyens américains et leurs intérêts dans toute l'étendue de son territoire, soit au moins conduite selon les lois militaires du monde civilisé[1]. »

L'insuccès des armes espagnoles contribuait à augmenter le nombre des partisans des insurgés aux États-Unis. Ils profitèrent de la session extraordinaire pour agiter de nouveau la question au Congrès. Au Sénat, la politique de temporisation du président fut vivement attaquée et la discussion aboutit, le 20 mai, au vote d'une résolution déclarant l'existence d'un état de guerre entre

1. *Livre rouge espagnol*, n° 29.

l'Espagne et le gouvernement cubain. A la Chambre, les efforts des jingoes pour discuter la question furent déjoués, grâce à l'habileté et à l'énergie du speaker, M. Reed, — le tsar Reed, ainsi que l'avait fait surnommer son autorité despotique, — un des membres les plus influents du parti républicain, qui était l'adversaire de toute politique belliqueuse. La population, de son côté, excitée par la presse, dont une partie, — la triste presse jaune, — trouvait des bénéfices considérables dans la publication de nouvelles sensationnelles souvent fausses ou sciemment exagérées, se passionnait de plus en plus pour les révolutionnaires cubains. Si le calme n'était pas promptement rétabli dans l'île, il était à craindre que le gouvernement américain, poussé par la pression populaire, se verrait bientôt forcé de prendre des mesures dangereuses pour la paix. Les instructions données au ministre des États-Unis à Madrid, le général Woodford[1], au moment où il partit pour rejoindre son poste, en juillet, traduisent cet état d'esprit de la part du président et son désir de convaincre le gouvernement espagnol des périls de la situation. « Le président, — disaient les instructions, — pense que le moment est venu pour le gouvernement des États-Unis de considérer sérieusement et de décider clairement la nature de son devoir vis-à-vis de ses voisins et de lui-même, et des moyens de l'accomplir ; » puis, rappelant les préjudices et les embarras causés aux États-Unis et à leurs citoyens par la situation existant à Cuba, elles ajoutaient : « On ne peut raisonnablement espérer qu'une politique de simple inaction puisse être prolongée avec sécurité... Le gouvernement américain doit sérieusement se demander si le moment n'est pas arrivé où l'Espagne, de sa propre volonté, mue par ses propres intérêts et par des sentiments élevés d'humanité, ne voudra pas mettre fin à cette guerre destructive et faire des propositions d'arrangement honorables pour elle-même et justes à l'égard de sa colonie cubaine... » Le gouvernement américain se déclarait « prêt à assister l'Espagne et à lui prêter ses bons offices dans ce but. » Craignant de se heurter encore à un refus et anxieux d'éviter tout moyen dilatoire, le président enjoignait au ministre de demander au gouvernement espagnol de fixer une date, aussi rapprochée que possible, à laquelle la paix devrait être rétablie

1. Le général Woodford avait été nommé à ce poste le 16 juin. Ce choix avait été interprété comme une confirmation des désirs pacifiques du président.

à Cuba : « Vous ne déguiserez pas la gravité de la situation ni ne cacherez la conviction du président que, si ses efforts actuels demeuraient sans résultats, son devoir à l'égard de ses compatriotes nécessitera une prompte décision relativement à la conduite que le temps et les circonstances exceptionnelles peuvent demander[1]. »

A son arrivée à Madrid, M. Woodford trouva l'Espagne en deuil. Le 8 août, M. Canovas del Castillo, le président du Conseil, le plus grand peut-être des hommes d'État espagnols contemporains, était mort, frappé par la haine imbécile d'un anarchiste. Le général Azcarraga, nommé premier ministre, accepta de continuer la politique de son prédécesseur. Le 18 septembre, le ministre des États-Unis avait son premier entretien officiel avec le duc de Tetuan, ministre des Affaires étrangères. Le représentant américain insista sur « l'absolue nécessité » pour les États-Unis de voir une paix durable promptement rétablie à Cuba, et il demanda au gouvernement espagnol de lui donner, avant le 1er novembre, des assurances propres à convaincre les États-Unis que ce résultat serait obtenu dans un court délai : « Autrement, ceux-ci se considéreraient libres de prendre les mesures que leur gouvernement jugerait nécessaires pour amener la paix[2]. «

Le ministère Azcarraga n'eut pas à faire réponse à cette demande. Mis en minorité à la Chambre, il démissionnait le 29 septembre, et les libéraux, sous la direction de M. Sagasta, succédaient aux conservateurs. Le 23 octobre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Gullon, répondait au gouvernement américain. Il reconnaissait les maux causés aux États-Unis par la guerre cubaine, telle qu'elle avait été faite jusqu'alors, mais il ajoutait que l'arrivée des libéraux au pouvoir devait nécessairement amener des modifications dans la conduite de la guerre et des conséquences importantes sur les résultats mêmes de l'insurrection. Le parti libéral était résolu à tenir les engagements qu'il avait pris vis-à-vis de Cuba, alors qu'il était

1. Mr. Sherman to Mr. Woodford, Washington, july 16, 1897 (*Livre rouge américain*, p. 558).

2. Mr. Woodford to Mr. Sherman, San-Sebastian, sept. 20, 1897 (*Livre rouge américain*, p. 565). Le 23, M. Woodford remit au gouvernement espagnol une note conçue dans les mêmes termes : Note of United States to Spain, sept. 23, 1897 (*Ibid.*, p. 568).

dans l'opposition, et à prendre des mesures pour instituer le plus promptement possible un gouvernement autonome dans l'île. Non sans quelque ironie, le ministre répondait à l'offre de coopération des États-Unis en leur demandant d'exercer sur leur territoire « l'énergie et la vigilance nécessaires pour empêcher les Cubains de continuer à s'y procurer les ressources qu'ils ont pu en tirer depuis le début de l'insurrection comme d'un inépuisable arsenal... Mettre fin à un pareil état de choses serait l'aide la plus efficace que pourrait rendre le président en vue de la paix[1]. » Les premiers actes du ministère Sagasta s'accordaient avec ces déclarations. Le 9 octobre, le général Weyler avait été rappelé, et le général Ramon Blanco, son successeur, avait l'ordre d'abandonner le plus promptement possible la politique de reconcentration. Le 25 novembre, la *Gazette royale* publiait trois décrets relatifs à Cuba. Le premier accordait aux Cubains les garanties assurées aux citoyens espagnols par la Constitution pour l'exercice des droits qu'elle leur reconnaît; le second étendait à l'île la loi électorale métropolitaine; le troisième, enfin, organisait le gouvernement autonome promis, qui devait être inauguré le 1er janvier suivant.

La séparation du Congrès, en juillet après le vote du tarif douanier, avait rendu plus aisée la tâche du président. Sa réunion en décembre pour la session ordinaire allait permettre de nouveau aux jingoes de continuer leur lutte contre la politique pacifique de l'administration. Dans son message[2], M. Mac Kinley fit une large place à la question cubaine et discuta longuement les divers moyens proposés pour la résoudre. Il se déclarait opposé à la reconnaissance de l'indépendance de Cuba ou des droits de belligérants aux insurgés, qui n'avaient pas encore réussi à établir une organisation gouvernementale possédant les qualifications essentielles de la souveraineté. Repoussant « l'annexion forcée dont il ne peut être parlé, et qui, suivant notre code de moralité, serait une agression criminelle, » le président arrivait au dernier moyen, l'intervention. Cette mesure avait été l'objet, disait-il, « de la plus sérieuse attention de sa part, » mais était-ce le moment de prendre une telle attitude, alors qu'un changement plein d'espoir venait de se produire dans la politique du gouver-

1. *Livre rouge américain*, p. 582.
2. Message annuel, 5 décembre 1897.

nement espagnol vis-à-vis de Cuba? « L'honnêteté exige d'accorder à l'Espagne le temps nécessaire pour prouver l'efficacité du nouvel ordre de choses auquel elle s'est irrévocablement liée. » Comme son prédécesseur, M. Mac Kinley estimait que l'octroi d'une large autonomie devait satisfaire les Cubains. Ce message fut lu avec plaisir en Espagne; on s'y reprenait à espérer, au reçu de nouvelles meilleures venant de Washington. Le 2 décembre, le ministre d'Espagne écrivait à son gouvernement que « jamais la situation ne lui avait paru aussi bonne ni aussi aisée depuis le mois de mai 1895, et que tous motifs d'irritation avaient disparu[1]. » Le 20, le général Woodford remettait une seconde note au gouvernement espagnol. La note témoignait le plaisir du président à voir la nouvelle politique dans laquelle s'engageait le ministère libéral à l'égard de Cuba et sa confiance dans le succès qui devait en résulter, malgré la difficulté de la tâche. Elle se terminait par une promesse, mais une promesse grosse de menaces : « L'Espagne, concluait le ministre, peut attendre des États-Unis qu'ils conserveront une attitude bienveillante jusqu'à ce qu'un avenir prochain montre si la condition indispensable d'une paix loyale, juste aux Cubains et à l'Espagne et équitable pour les intérêts américains, si intimement liés au bien-être de l'île, est réalisée[2]. »

La détresse de la population cubaine, qui croissait avec la durée de la lutte, excitait aux États-Unis une profonde pitié. Surchargée par les dépenses de la guerre, l'Espagne était incapable des sacrifices nécessaires pour secourir efficacement ses sujets. Le président pensa qu'un devoir de charité s'imposait aux Américains à l'égard de leurs voisins malheureux. Après entente avec le gouvernement espagnol, il adressa, le 24 décembre, un appel à la population des États-Unis, demandant l'envoi de contribution en argent et en nature pour venir en aide aux Cubains. Les dons affluèrent rapidement et un comité de la Croix-Rouge américaine, sous la direction de miss Clara Barton, fut constitué pour en opérer la distribution.

La question cubaine ne pouvait être résolue pacifiquement qu'à la condition que les insurgés acceptassent loyalement de faire l'essai de l'autonomie. Malheureusement, encouragés par

1. *Livre rouge espagnol*, n° 29.
2. *Livre rouge américain*, p. 647.

leurs succès et confiants dans la sympathie que leur témoignait la population américaine, ils refusèrent de se prêter à cette tentative. La junte cubaine de New-York déclara que seul l'abandon par l'Espagne de sa souveraineté sur Cuba pourrait ramener la paix. De l'île même, les nouvelles les moins encourageantes arrivaient au président. Le 28 décembre, le consul général américain à la Havane, M. Fitzhugh Lee, écrivait : « Le sentiment ici et, d'après ce qu'on me dit, dans les autres parties de l'île est très fort contre l'autonomie. Les Cubains désirent une république indépendante, tandis que les Espagnols préféreraient l'annexion aux États-Unis à un gouvernement autonome. »

C'est dans ces conditions peu encourageantes, tandis que les hostilités régnaient dans la presque totalité de l'île et que les reconcentrados étaient décimés par la maladie et la faim, que fut inauguré à la Havane, le 1er janvier 1898, le nouveau régime politique. Les événements justifièrent les prédictions des pessimistes. Les insurgés refusèrent d'entrer en relations avec les partisans de l'autonomie. Un représentant du gouverneur général, le colonel Joaquin Ruiz, chargé de faire connaître aux rebelles la nouvelle politique de la métropole, fut fait prisonnier et lâchement tué, malgré sa qualité de parlementaire. Les Cubains espagnols et l'élément militaire témoignaient de leur côté une vive hostilité à l'autonomie. Le 12 janvier, une émeute éclatait à la Havane aux cris de : « Mort à Blanco! Mort à l'autonomie! Vive Weyler! » Ces événements amenèrent une recrudescence de jingoïsme aux États-Unis. On accusait l'administration de se complaire dans une inertie coupable. M. Fitzhugh Lee, en avisant le secrétaire d'État des troubles survenus à la Havane, émettait la crainte de voir les Américains menacés, si le gouverneur général ne pouvait dominer la situation, et il demandait que des navires fussent préparés pour faire une démonstration navale en cas de nécessité[1]. Ordre fut donné à l'escadre de l'Atlantique de se rendre dans les parages de la Floride[2], où se trouvaient déjà quelques navires chargés d'arrêter les expéditions clandestines armées aux États-Unis pour venir en aide aux

1. General Lee to Mr. Day, [assistant-secretaire d'État], 13 janvier 1898 (*Livre rouge américain*, p. 1021).

2. Le 11 janvier, l'ordre avait été envoyé aux commandants en chef des diverses escadres de retenir les hommes dont le contrat d'engagement arrivait à expiration.

insurgés cubains. Le 24 janvier, après avoir avisé le ministre d'Espagne de son désir de reprendre les visites amicales des navires de guerre dans les ports cubains, coutume abandonnée depuis une assez longue période, le gouvernement américain donna l'ordre au cuirassé *le Maine* de se rendre à la Havane. L'Espagne ne put qu'acquiescer à cette demande. En recevant la nouvelle de l'envoi du *Maine*, M. Fitzhugh Lee comprit tout le danger d'une semblable visite, alors que l'émeute grondait encore à la Havane, où l'armée et la population, en grande partie espagnole, témoignaient une vive hostilité aux Américains pour leur sympathie envers les rebelles. Le consul général télégraphia à Washington de retarder de quelques jours l'envoi du *Maine* pour donner le temps à l'agitation de se calmer[1]. Ses dépêches arrivèrent trop tard. Le 25, *le Maine* entrait dans le port de la Havane, où il devait achever sa carrière moins d'un mois après dans une catastrophe épouvantable.

Le 1er février, le gouvernement espagnol répondit à la note américaine du 20 décembre. M. Gullon protestait avec énergie contre l'avertissement donné à l'Espagne par les États-Unis qu'ils n'attendraient que pendant un temps raisonnable pour juger du succès ou de l'insuccès de l'autonomie donnée à Cuba avant de décider leur attitude définitive. « L'Espagne ne saurait admettre l'intervention d'une puissance étrangère... Le gouvernement espagnol est convaincu que les États-Unis ne fixeront pas une date pour la fin de l'insurrection cubaine... Il ne reste aucune raison ni aucun prétexte pour discuter la durée de cette lutte, qui a un caractère exclusivement domestique. » En terminant, le ministre reconnaissait la peine prise par le gouvernement américain, pendant les dernières années, pour faire observer par sa population les lois de la neutralité, mais il protestait contre l'existence de la junte cubaine de New-York : « une organisation composée principalement de Nord-Américains naturalisés.... qui violent les lois de leur nouveau pays et abusent de la liberté qui leur est accordée pour conspirer contre le pays de leur naissance[2]... »

Les rapports se tendaient de plus en plus entre les deux gouvernements, soutenus chacun par leurs citoyens avec une

1. Dépêches du 24 et du 25 janvier (*Livre rouge américain*, p. 1026).
2. Señor Gullon to Mr. Woodford, 1er février 1898 (*Ibid.*, p. 658).

âpreté plus dangereuse de jour en jour. Un regrettable incident vint aggraver encore, au début de février, la mésintelligence croissante entre les deux peuples. Le 8 février, le *New-York Journal* publia le fac-similé d'une lettre attribuée au ministre d'Espagne à Washington, contenant une appréciation des plus froissantes pour les Américains sur le caractère du président. Cette lettre, non datée, écrite vraisemblablement vers le milieu du mois de décembre précédent, était adressée par M. Dupuy de Lôme à don Jose Canalejas, qui avait été envoyé aux États-Unis par le ministère Sagasta pour se rendre compte de l'opinion publique, et, de là, était reparti pour Cuba. La lettre adressée à la Havane avait été dérobée par des émissaires des insurgés et communiquée par eux à la presse. M. Dupuy de Lôme déclarait que « le message [du 16 décembre] avait causé une désillusion aux insurgés; » malgré cela, il le regardait comme mauvais pour l'Espagne. « Il montre, — ajoutait-il, — une fois de plus, ce qu'est M. Mac Kinley : un homme faible et un enchérisseur pour l'admiration de la foule, un vulgaire politicien qui essaie de garder une porte ouverte derrière lui, tout en demeurant en bons termes avec les jingoes de son parti. » Appréciant ensuite la situation, le ministre d'Espagne disait que seul le succès des armes espagnoles pourrait résoudre la question cubaine. Il conseillait de commencer les négociations avec les États-Unis pour l'élaboration d'un traité de commerce entre eux et Cuba, quand même ce ne devrait être « que pour l'effet, » et il exprimait le désir « d'avoir auprès de lui un homme de quelque importance dont il pourrait se servir pour faire de la propagande parmi les sénateurs et d'autres personnes, dans le but de contrecarrer la junte et d'essayer de regagner à l'Espagne les réfugiés[1]. » La publication de cette lettre, dont M. Dupuy de Lôme dut se reconnaître l'auteur, rendit impossible la continuation de son séjour à Washington. Avant que le gouvernement américain eût demandé son rappel, il avait envoyé sa démission à Madrid, où elle fut immédiatement acceptée.

Cet incident n'eut point d'effet apparent sur les relations officielles des deux gouvernements, mais il froissa profondément l'opinion publique américaine. En outre, la dernière partie de la

1. Translation of letter written by señor don Enrique Dupuy de Lome to señor don José Canalejas (*Livre rouge américain*, p. 1007).

lettre vint confirmer les doutes d'un grand nombre d'hommes politiques et du grand public sur la sincérité de la nouvelle attitude de l'Espagne vis-à-vis de Cuba et jeta le discrédit sur les négociations commerciales en cours. L'explosion de colère qui avait accueilli aux États-Unis la publication de la lettre de M. Dupuy de Lôme eut son contre-coup en Espagne. Les Espagnols croyaient sincèrement que la métropole aurait vaincu depuis longtemps l'insurrection, sans l'appui que celle-ci trouvait aux États-Unis. A l'intransigeance des jingoes américains, ils répondirent par une intransigeance égale. Le 12 février, M. Woodford écrivait à M. Sherman : « Les sentiments espagnols deviennent chaque jour plus amers contre les États-Unis... Je crois que le gouvernement ne fera plus de nouvelles concessions et qu'il insistera sur son droit de mettre fin à la rébellion à l'époque où il le jugera convenable... Dans une conversation, ils me disent qu'ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir et que nous avons le devoir, maintenant, de publier une nouvelle proclamation [de neutralité], d'empêcher les expéditions militaires à destination de Cuba et de dissoudre tout de suite la junte de New-York[1]. »

Le gouvernement espagnol avait perdu confiance dans la sincérité des protestations pacifiques du président. La demande de l'autonomie ne lui semblait plus qu'un prétexte pour arracher Cuba à l'Espagne. De son côté, M. Mac Kinley sentait de plus en plus son pouvoir de direction lui échapper. Au Congrès, sa politique soulevait l'ironie et la colère des jingoes, qui lui reprochaient de persister dans une attitude de conciliation dont le mauvais vouloir de l'Espagne rendait l'insuccès certain. Les partisans de l'administration avaient grand'peine à empêcher le vote d'une résolution conjointe reconnaissant l'indépendance de Cuba ou le droit de belligérant aux insurgés. Cette résolution eût pu sans doute être ignorée du président, le droit de reconnaissance d'une nation nouvelle étant une prérogative de l'exécutif; mais, dans ce cas, il se fût trouvé en conflit avec le Congrès, et cela, à un moment où les républicains avaient la majorité dans ses deux branches. Pour éviter une scission dans son propre parti, le président transigea. D'accord avec lui, les chefs du parti républicain se rallièrent à une résolution qui fut votée à l'unanimité par les deux Chambres le

1. *Livre rouge américain*, p. 1011.

14 février, demandant communication de la correspondance des consuls américains relative à la situation des reconcentrados et aux progrès faits par l'autonomie. Dans l'état des esprits, c'était une mesure des plus dangereuses ; la publication de ces rapports ne pouvait que fournir un aliment nouveau à la colère populaire contre l'Espagne.

II.

La situation allait ainsi, empirant chaque jour, sans que cependant l'espoir d'une solution pacifique eût encore été complètement abandonné par aucun des deux pays, lorsqu'un événement terrible vint brusquement menacer la continuation de la paix. Le 15 février, à neuf heures quarante du soir, le navire *le Maine* était détruit par une explosion dans le port de la Havane. Dans cette catastrophe, deux officiers et deux cent soixante-quatre hommes périrent. Le capitaine Sigsbee, commandant du navire, terminait son télégramme annonçant cette désastreuse nouvelle en disant : « L'opinion publique doit être suspendue jusqu'à un rapport ultérieur. » C'était trop demander. Surexcité depuis si longtemps déjà par la presse jaune, qui ne perdit pas une si belle occasion d'ajouter à ses méfaits, la population accusa sans hésiter la traîtrise des Espagnols de la destruction du *Maine*.

Le 17, le président nommait une commission navale pour rechercher les causes de la catastrophe. Malgré l'assurance avec laquelle on déclarait dans les cercles gouvernementaux, à Washington et à Madrid, que l'accident du *Maine* devait être considéré isolément et ne pouvait avoir aucune influence sur la question cubaine et sur les rapports entre les deux pays, on sentait que ce triste événement avait singulièrement aggravé la situation. Tout dépendait de la décision de la Commission d'enquête. Le chargé d'affaires d'Espagne écrivait à son gouvernement, le 25 février : « Si la Commission déclare que la catastrophe est le résultat d'un accident, je crois pouvoir assurer que le péril actuel sera conjuré ; si, au contraire, la Commission conclut qu'elle est l'œuvre d'une main criminelle, cela créera une situation de la plus excessive gravité[1]. »

1. El encargado de negocios de España al ministro de estado, 25 février 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 74).

Après le premier moment de colère causée par l'explosion du *Maine*, on put constater une atténuation sensible dans la campagne d'excitation menée par les jingoes dans la presse et au Congrès. Ils comprenaient la gravité de la situation. Les rumeurs de guerre prenaient de la consistance. Le 1er mars, on signalait la conclusion à Washington de contrats importants par les administrations de l'armée et de la marine pour l'achat de matériel, et, quelques jours après, on apprenait que les gouvernements américain et espagnol commençaient des négociations dans les pays étrangers pour acquérir des navires de guerre.

Une note confidentielle du secrétaire d'État à M. Woodford, datée du 1er mars, montre l'état d'esprit du gouvernement à ce moment critique :

Deux mois se sont écoulés, — écrit M. Sherman, — depuis l'installation à la Havane du gouvernement autonome de Cuba..., et je suis incapable de discerner les modifications favorables que l'on espérait devoir résulter du changement de l'état de choses... Les témoignages qui me parviennent s'accordent pour constater l'absence de tout succès notable des armes espagnoles [depuis le commencement de l'année]... Le gouvernement autonome de Cuba paraît avoir été étendu de la Havane à un certain nombre des principales villes et des plus importants districts de l'île... Il n'y a aucune raison de douter de la bonne foi du gouvernement espagnol en installant et étendant ainsi, dans des régions limitées, le système de l'autonomie. Tant que son opération est ainsi restreinte à une étroite étendue et qu'il est encore dans une période de transition, il peut être prématuré de préjuger jusqu'à quel point il peut fournir un remède aux maux sous lesquels l'administration cubaine a travaillé pendant de nombreuses années... Quant à l'effet de l'offre d'autonomie sur les insurgés qui tiennent la campagne, on doit reconnaître qu'aucun résultat encourageant ne peut être signalé jusqu'ici... D'un autre côté, l'hostilité de l'élément espagnol à Cuba contre toute forme d'autonomie est visible... La condition de l'île au point de vue financier et au point de vue de la production ne s'est pas améliorée. Elle a plutôt empiré. La condition des reconcentrados devient chaque jour plus misérable, tandis que le pouvoir de les secourir... diminue avec l'épuisement des ressources de l'île elle-même. Les autorités reconnaissent leur impuissance à remédier à la situation... Les décrets permettant aux victimes de retourner sur leurs plantations et de reprendre leurs travaux agricoles n'ont eu aucun résultat. Leurs

champs sont en friche... et, s'ils retournaient sur leurs propriétés, ils ne pourraient se soutenir jusqu'à la prochaine récolte[1]...

Aucune instruction ne termine cette note, mais, en la lisant, on devine que le gouvernement américain est arrivé à la conclusion que l'autonomie de Cuba, sous l'autorité espagnole, ne pourra réussir, et que cette solution est insuffisante pour résoudre définitivement le problème cubain. Pouvait-on espérer obtenir de l'Espagne de nouveaux sacrifices? Devant la perspective d'une guerre avec les États-Unis, se résignerait-elle à se retirer de Cuba? Une lettre de M. Woodford au président, datée du 26 février, montre combien paraissait difficile au représentant des États-Unis la situation du gouvernement espagnol :

... Ils ne peuvent aller plus loin dans la voie des concessions avouées sans être renversés par leur propre peuple ici, en Espagne... Ils désirent la paix, s'ils peuvent la conserver et sauver la dynastie. Ils préfèrent courir les chances de la guerre, avec la perte certaine de Cuba, plutôt que de voir renverser la dynastie...

Le ministre ajoute cependant :

Bien que je ne pense pas qu'ils puissent nous faire de nouvelles concessions directes et garder le pouvoir, je commence à entrevoir des moyens par lesquels ils peuvent faire des concessions plus étendues à Cuba, par l'intermédiaire du gouvernement insulaire cubain, et, de la sorte, probablement éviter la guerre[2]...

A quelles concessions faisait allusion M. Woodford? Jusqu'à quel point supposait-il que le gouvernement espagnol consentirait à aller? La dépêche le disait, sans doute, mais cette partie intéressante a été supprimée dans le *Livre rouge*.

Le 1er mars, un nouvel incident diplomatique vint montrer l'hésitation de l'Espagne à heurter de front son puissant adversaire. L'attitude du consul général américain à la Havane avait été, depuis le début de l'insurrection, l'objet de critiques de la part des Espagnols; ils se plaignaient de la sympathie par trop ostensible qu'il témoignait pour les insurgés. Le 20 janvier, après les troubles de la Havane, M. Gullon avait écrit au

1. (Confidential) Mr. Sherman to Mr. Woodford, 1er mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 666-669).

2. Mr. Woodford to the President, Madrid, 26 février 1898 (*Livre rouge américain*, p. 664).

ministre d'Espagne à Washington, lui disant de « saisir la première occasion favorable pour appeler l'attention du gouvernement américain sur l'inexactitude des informations du consul Lee et sur la partialité de sa conduite, pour le cas où il deviendrait nécessaire de demander son remplacement[1]. » Le 1er mars, M. Moret, ministre des Colonies, dans une conversation privée avec M. Woodford, lui signala comme une des causes de danger, et non la moindre, la conduite de M. Lee : « Le gouvernement espagnol, — dit M. Moret, — ne peut le regarder comme un homme digne de confiance ; ses rapports sont toujours trompeurs et erronés, et le gouvernement insulaire est fort incliné à solliciter son rappel. » A la nouvelle de cette démarche, le secrétaire d'État répondit que « le président n'examinerait aucune proposition ayant en vue le rappel de M. Lee, et qu'une suggestion de ce genre à ce moment serait à tous les points de vue malheureuse... » Le gouvernement espagnol s'inclina ; le 4 mars, M. Woodford télégraphiait : « On ne fera aucune ouverture concernant le rappel du consul général à la Havane[2]. »

Le 7 mars, le président réunit à la Maison-Blanche le secrétaire de la marine et les présidents des Comités de la marine et des appropriations du Sénat et de la Chambre. A la suite de cette réunion, il fut décidé que le jour même un bill ouvrant au gouvernement un crédit de 50 millions de dollars pour la défense nationale serait déposé au Congrès. En présentant ce bill au Sénat, M. Cannon déclara que cette mesure n'était pas prise en vue de la guerre : « Je dis, en pesant mes paroles, que c'est une mesure pacifique. Le gouvernement des États-Unis ne voudrait pas, même si c'était en son pouvoir, empiéter sur les droits d'aucune nation sur la terre. » De son côté, l'administration affirmait que le président n'avait nullement modifié sa politique, mais que son devoir l'obligeait, dans les circonstances présentes, à mettre le pays en état de faire face à toute éventualité. M. Mac Kinley, bien que convaincu, sans doute, de la fragilité du maintien de la paix, n'avait pas encore perdu tout espoir d'éviter la guerre. Ce vote, qui lui donnait les moyens de parer, en partie au moins, aux insuffisances

1. El ministro de estado al ministro plenipo. de S. M. en Washington, Madrid, 20 janvier 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 45).

2. Mr. Woodford to the president, 1er mars ; Mr Day to Mr. Woodford, 2 mars ; Mr. Woodford to Mr. Day, 4 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 676).

considérables de la préparation militaire des États-Unis, était aussi un nouvel acte de la politique de pression à l'aide de laquelle il espérait arracher à l'Espagne, sans coup férir, les concessions nécessaires pour régler la question cubaine. Le bill fut adopté à l'unanimité dans les deux Chambres et sans aucune discussion. Des représentants de tous les partis et de toutes les régions de l'Union se bornèrent à prononcer quelques paroles en faveur de la mesure proposée : la nation entière se groupait derrière le président.

Le vote de ce bill, suivant M. Woodford, « étourdit » les Espagnols, mais il ne produisit aucun changement dans l'état de l'opinion publique. Dans une dépêche du 9 mars, le ministre américain rapporte une conversation qu'il avait eue l'avant-veille avec un riche négociant qui lui avait semblé exprimer « le jugement moyen des hommes d'affaires espagnols. » Son interlocuteur lui avait déclaré que « l'Espagne avait fait à l'égard de Cuba tout ce qu'elle pouvait faire; que la majorité des blancs acceptait l'autonomie; que le seul espoir de la rébellion était dans l'appui qu'elle recevait des États-Unis et dans l'attente que la guerre finirait par éclater entre l'Espagne et les États-Unis; que l'Espagne ne vendrait jamais Cuba aux États-Unis : aucun gouvernement ne pourrait faire cela et vivre[1]. » Dans les cercles officiels espagnols, le vote du Congrès semble avoir produit un réel découragement; il enlevait tout espoir dans la réussite de l'essai d'autonomie, car il ne pouvait qu'encourager les rebelles dans leur foi de l'intervention prochaine des États-Unis et il montrait la détermination de ceux-ci à en finir avec la question de Cuba. La perspective d'une lutte certaine avec la puissante République du Nouveau Monde aurait-elle raison de la résistance de l'Espagne? Le 17 mars, M. Woodford écrivait au président :

L'idée de la vente [de Cuba] est aujourd'hui dans l'air à Madrid... Il est possible que vous puissiez acheter Cuba, et telle circonstance peut se présenter où il serait utile pour moi d'être autorisé au moins à discuter la question avec la reine ou avec Moret, si l'un ou l'autre abordait ce sujet[2]...

Le 18 mars, la question de la paix ou de la guerre fut discutée

1. Mr. Woodford to the president, 9 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 681-685).

2. Ibid., 19 mars 1898 (*Ibid.*, p. 685).

au Conseil des ministres à Madrid. Les ministres de la Guerre et de la Marine conseillèrent l'action immédiate, mais, après un long débat, le parti de la paix triompha. L'après-midi de ce jour, M. Woodford eut avec M. Moret une entrevue non officielle sur le sujet de Cuba : « Pouvez-vous et voudriez-vous demander à votre président, — dit M. Moret, — de conseiller aux insurgés de déposer les armes et d'accepter l'autonomie? » Le ministre américain répondit que cette démarche était impossible; elle ne pouvait être faite qu'à la requête officielle de l'Espagne, et, dans ce cas, celle-ci devait laisser aux États-Unis une entière liberté d'action. Il suggéra alors l'idée de l'achat de Cuba par son gouvernement, sous une forme déguisée, pour ménager les susceptibilités de l'Espagne. Les divers moyens d'exécution de ce projet furent discutés quelque peu par les deux hommes d'État. M. Moret termina la conversation sur ces mots : « Je ne m'attache pas aux détails. Le moyen convenable peut être trouvé si nous faisons de notre mieux; je travaillerai avec vous pour la paix et je suis sûr que nous nous entendrons quant aux détails. Ceci doit rester secret, car nous ne parlons pas en notre qualité officielle[1]. »

Le lendemain, M. Woodford télégraphiait au président, lui demandant de retarder toute décision, « à moins que le rapport sur *le Maine* exige une action immédiate. » Il est convaincu que M. Moret « regarde comme inévitable l'abandon de Cuba et qu'il cherche seulement le moyen de le faire en sauvegardant l'honneur espagnol[2]. » Il fallait à tout prix gagner du temps pour surmonter les nombreuses oppositions que rencontrait encore ce projet parmi les hommes publics espagnols et auprès de la reine, et pour y préparer la population. Malheureusement, le président se sentait rapidement débordé. Le retard sagement apporté à la publication des rapports des consuls américains à Cuba, demandée par le Congrès le 14 février, provoquait un vif mécontentement chez les jingoes. Les mesures militaires prises ostensiblement par le gouvernement ne les satisfaisaient pas davantage. Le 14 mars, on annonçait que le Département de la marine avait acheté deux croiseurs brésiliens dont la construction venait d'être achevée en Angleterre. Le même jour, un Comité

1. Mr. Woodford to the president, Madrid, 18 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 688-692).

2. Ibid., Madrid, 19 mars 1898 (*Ibid.*, p. 692, 693).

de la marine commençait à New-York l'examen des navires privés susceptibles d'être utilisés en cas de guerre. Le 16, la flotte réunie depuis le mois de janvier sur les côtes de la Floride était renforcée et on en organisait une seconde à Hampton-Roads. Le 17 mars, M. Proctor, de Vermont, prononça au Sénat un discours qui eut un retentissement considérable. De retour d'un voyage à Cuba, il fit une peinture navrante de ce qu'il avait vu : l'île ravagée, pillée; la situation des reconcentrados, incapables de retourner dans leurs propriétés, pire que jamais; l'Espagne maîtresse uniquement dans le rayon que commandaient les fusils de ses soldats. Il conclut en déclarant que l'autonomie avait échoué et qu'une seule solution était possible : l'indépendance de Cuba. Le caractère de M. Proctor inspirait le respect et on savait, en outre, qu'avant de parler il avait eu une entrevue avec le président. Prononcé avec calme et sur le ton de la plus grande sincérité, ce discours fit plus d'effet que toutes les déclamations antérieures des jingoes. Il marque une étape nouvelle dans le développement de la question cubaine. La population américaine, dans sa grande majorité, fut dès lors convaincue, comme l'était depuis quelque temps déjà le gouvernement, que seul l'abandon par l'Espagne de Cuba pourrait ramener la paix définitive dans l'île. Désormais, elle est décidée à faire la guerre, s'il le faut, pour atteindre ce but.

Aux griefs contre l'Espagne, nés de la question cubaine, s'ajoutaient dans l'esprit populaire ceux nés de la colère excitée par l'explosion du *Maine*. Le public attendait avec une impatience anxieuse les résultats de la Commission d'enquête. Son opinion cependant était déjà faite; il n'admettait pas que ce douloureux événement pût être le simple résultat de la fatalité. Que pouvaient les gens sérieux pour combattre cette conviction anticipée, fortifiée chaque jour par les articles enflammés d'une partie de la presse qui avait perdu tout scrupule et tout sentiment de l'honnêteté? Le 20 mars, l'assistant-secrétaire d'État, M. Day, annonçait à M. Woodford que, « suivant un renseignement officiel, le Comité d'enquête conclurait à l'unanimité que *le Maine* avait été détruit par une mine sous-marine. » « Ce rapport, — ajoutait-il, — doit être envoyé bientôt au Congrès. » Le seul moyen de conjurer l'effet que la publication du rapport devait produire était d'obtenir de l'Espagne à la fois « pleine réparation pour la perte du *Maine* et la nouvelle d'une paix hono-

rable à Cuba, qui mettra fin à la famine et donnera à la population la possibilité de prendre soin d'elle-même et de rétablir le commerce maintenant entièrement détruit[1]. » Mais il fallait que l'Espagne se décidât promptement. M. Day fixait le 15 avril comme la date extrême jusqu'à laquelle le gouvernement américain pouvait attendre. Le 22, M. Woodford avait un entretien personnel avec M. Moret; il lui exposa la difficulté de la situation et la nécessité d'arriver à un accord. Le lendemain, seconde entrevue, officielle cette fois, avec MM. Gullon et Moret. M. Gullon déclara que, n'ayant pas encore reçu le rapport de la Commission espagnole chargée de faire une enquête sur l'explosion du *Maine*, il ne pouvait répondre sur ce sujet, mais que son gouvernement ferait assurément « tout ce que le droit et la justice exigeraient quand les faits seraient entièrement connus. » Quant à la question cubaine, il demanda pour la régler un délai jusqu'au début de la saison des pluies, — qui commencent vers le 1er mai, — affirmant sa conviction que le gouvernement insulaire parviendrait à traiter avec les insurgés avant cette date. Le ministre américain refusa d'accéder à ces propositions et remit une note résumant les demandes de son gouvernement. Cette note avait l'allure d'un véritable ultimatum : « Je dois vous aviser que le rapport sur *le Maine* « est entre les mains du président. Je ne suis autorisé à vous en « faire connaître ni la tendance ni les conclusions, mais je suis « autorisé à vous déclarer que si, dans un petit nombre de jours, « un accord satisfaisant n'est pas conclu, qui assure une paix « immédiate et honorable à Cuba, le président ne pourra pas « faire autrement que de soumettre à la décision du Congrès, « dans son ensemble, la question des rapports entre l'Espagne et « les États-Unis, comprenant aussi le sujet du *Maine*. Je com- « muniquerai aussitôt, par la voie télégraphique, au président « toute observation que pourra faire l'Espagne, et j'espère rece- « voir dans très peu de jours une proposition concrète qui équi- « vaudra à l'établissement immédiat de la paix à Cuba[2]. »

Le 25 mars, M. Gullon adressait un mémoire au ministre des

1. Mr. Day to Mr. Woodford, Washington, 20 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 692).

2. Manifestacion escrita, entregada por el ministro plenipotenciario de los Estados Unidos en la conferencia que celebró el dia 23 de marzo de 1898 con los señores ministros de estadoy de Ultramar (*Livre rouge espagnol*, a., n° 91).

États-Unis. Il protestait contre l'envoi du rapport sur *le Maine* au Congrès : « L'équité veut, — disait-il, — que les États-Unis attendent avant d'agir le rapport de la Commission espagnole nommée pour faire une enquête sur le même sujet; en cas de différend entre les conclusions des deux Commissions, l'arbitrage est le seul moyen capable de mettre les deux partis d'accord. » Pour Cuba, il déclarait que le gouvernement espagnol ne pouvait rien faire sans consulter le Parlement insulaire, dont la réunion était fixée au 4 mai[1]. Le même jour, le ministre d'État télégraphiait aux représentants de l'Espagne à l'étranger de demander les bons offices des gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités pour obtenir du président des États-Unis qu'il conservât dans la juridiction de l'exécutif tout ce qui se rapportait aux différends avec l'Espagne, seul moyen d'aboutir à une fin heureuse[2].

La situation du président, aux États-Unis, devenait de plus en plus difficile. On savait que la Commission du *Maine* avait achevé ses travaux depuis le 21. De toutes parts on réclamait la publication de son rapport. L'élément belliqueux sentait croître sa force dans le pays. La population, dans les États de l'ouest surtout, s'irritait contre la lenteur des négociations. Les États-Unis ne pouvaient laisser plus longtemps sans le secourir un peuple luttant pour sa liberté. L'Espagne traîtresse, arriérée, incapable de progrès, devait abandonner toute domination dans le Nouveau Monde; si elle s'y refusait, il fallait l'en chasser. Le président, cependant, atermoyait, espérant toujours voir l'Espagne céder. Le 24, dans une conférence avec les principaux membres de la Chambre des représentants, il déclara qu'il ferait son possible pour éviter la guerre et il exprima l'espoir d'être encore à même de l'empêcher[3].

Le 25, à minuit, M. Day télégraphiait de nouvelles instructions à M. Woodford : « Le président, — disait-il, — désire la paix, » et il communiquait au ministre les conditions auxquelles elle pourrait être conservée : révocation des ordres de reconcentration et offre aux Cubains du *self government intégral*[4]

1. Manifestacion escrita entregada por el Sr. ministro de Estado al ministro plenipotenciario de los Estados Unidos, Madrid, 25 mars 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 93).

2. *Livre rouge espagnol*, a., n° 95.

3. *Times* du 25 mars 1898.

4. A une dépêche de M. Woodford lui demandant ce qu'il entendait au jsute

contre le paiement d'une indemnité raisonnable. Le président accorderait volontiers sa médiation si elle lui était demandée par l'Espagne et par les insurgés[1]. Le 27, autre dépêche : « Voyez si ce qui suit peut être obtenu : 1° un armistice jusqu'au 1er octobre, les négociations pour la paix devant se poursuivre pendant ce délai entre l'Espagne et les insurgés, par l'intermédiaire du président ; — 2° révocation immédiate de l'ordre de reconcentration...; ajouter, s'il est possible, que si les termes d'une paix satisfaisante n'ont pu être fixés le 1er octobre, le président des États-Unis agira comme arbitre final entre l'Espagne et les insurgés[2]. »

Le 28 mars, le président envoyait au Congrès le rapport de la Commission d'enquête sur l'explosion du *Maine*. Dans le message qui l'accompagnait, il fit simplement le récit de l'accident et il se borna à reproduire, sans commentaire, les conclusions du rapport : « Le navire, — disait la Commission, — a été détruit par l'explosion d'une mine sous-marine, mais aucune preuve n'a été obtenue permettant de faire peser sur une personne déterminée la destruction du *Maine*. » Le président terminait en annonçant qu'il avait communiqué ce rapport au gouvernement espagnol et qu'il ne doutait pas que « le sentiment de justice de la nation espagnole lui dicterait une conduite suggérée par l'honneur et les relations amicales des deux gouvernements. » Il espérait, en séparant la question du *Maine* de celle de Cuba, contrairement à son intention primitive, gagner du temps et donner à l'Espagne un dernier délai pour se soumettre à la volonté des États-Unis. Le message fut reçu avec calme. Grâce aux efforts des partisans de l'administration, aucun débat ne s'engagea à son sujet et il fut aussitôt envoyé par les Chambres à leur Comité des Affaires étrangères. Quant à la presse jaune, son ton était si monté depuis quelque temps qu'il lui était impossible de prendre une attitude plus agressive.

Le même jour où le président envoyait son message au Congrès, M. Woodford remettait un sommaire du rapport de la Commission d'enquête au ministre des Affaires étrangères d'Espagne, et le représentant de l'Espagne à Washington transmettait au

par cette expression, M. Day répondait, le 28 : « Le self government intégral avec une indemnité signifierait l'indépendance cubaine » (*Livre rouge américain*, p. 713).

1. Mr. Day to Mr. Woodford, 25 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 704).
2. Id., 27 mars 1898 (*Ibid.*, p. 711).

secrétaire d'État un extrait du rapport de la Commission espagnole. Celle-ci, en désaccord avec la Commission américaine, déclarait que « l'explosion, dans ses apparences extérieures, prouve l'absence de tous les phénomènes qui accompagnent toujours nécessairement l'explosion d'une torpille. » Elle faisait remarquer que l'observation du principe de l'exterritorialité « l'avait empêchée de faire dans l'intérieur du navire les recherches qui lui auraient permis de déterminer, au moins hypothétiquement, la cause intérieure du désastre, » et elle exprimait le regret que le refus des États-Unis eût empêché les deux Commissions de coopérer dans leurs travaux[1].

Le 29, le ministre des États-Unis fit part à M. Sagasta, président du Conseil, des conditions auxquelles le président demandait à l'Espagne de souscrire. C'étaient celles que contenait la dépêche de M. Day du 27. M. Sagasta répondit que « de grandes difficultés dans la situation intérieure de l'Espagne rendraient presque impossible d'accorder l'armistice. » Cette proposition ne pourrait être considérée que si elle était faite par le Congrès insulaire. Les États-Unis ne pouvaient-ils laisser à l'Espagne les six semaines qui devaient s'écouler avant l'ouverture du parlement cubain? M. Woodford déclara que « le peuple américain insistait sur la cessation immédiate des hostilités, » qu'il ne pouvait être question d'un nouveau délai, et il demanda une réponse définitive pour le 31 mars au plus tard[2].

Le calme avec lequel le message du président avait été reçu par le Congrès ne fut pas de longue durée. Dès le lendemain, un débat violent s'engageait de nouveau dans les deux Chambres sur la question cubaine. Au Sénat, la politique du président fut l'objet d'acerbes critiques et plusieurs résolutions furent déposées. Le sénateur Allen, d'Illinois, en présenta une reconnaissant l'indépendance de Cuba; M. Rawlins, d'Utah, demandait que la liberté de Cuba fût reconnue et la guerre déclarée sur-le-champ à l'Espagne, et M. Frye, du Maine, voulait que le Congrès ordonnât au président de contraindre l'Espagne à retirer tout de suite les forces militaires et navales qu'elle avait dans l'île et dans les eaux cubaines. Toutes ces résolutions furent envoyées au Comité des Affaires étrangères. A la Chambre, le chef de la

1. *Livre rouge américain*, p. 1044.

2. Mr. Woodford to the president, 29 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 718).

minorité, M. Bailey, démocrate, représentant de l'État du Texas, déposa, le 30 mars, une résolution reconnaissant l'indépendance de Cuba, et il réclama un débat immédiat. Grâce à la décision du speaker, M. Reed, qui réussissait encore à maintenir son autorité sur le parti républicain, la demande de M. Bailey fut repoussée.

Ces débats témoignaient de la volonté arrêtée des jingoes de forcer la main au président et de le contraindre à remettre au Congrès la solution de la question cubaine. M. Mac Kinley luttait encore pour conserver la discussion avec l'Espagne sur le terrain diplomatique, mais, chaque jour, la lutte devenait plus difficile. Dédaigneuse des lenteurs de la diplomatie, consciente de sa force, la population américaine, bien que, dans la masse, hostile à la guerre, se révoltait à l'idée qu'une puissance comme l'Espagne osât lui résister. D'autre part, l'indiscipline commençait à se faire sentir dans le parti républicain. Beaucoup de membres du parti redoutaient l'avantage que les démocrates tireraient auprès des électeurs de leur ténacité en faveur de l'indépendance cubaine s'ils pouvaient réussir à arracher au Congrès le vote d'une résolution dans ce sens. Les chefs : M. Reed, les sénateurs Marc Hanna et Platt, aussi désireux que M. Mac Kinley d'une solution pacifique, sentaient l'autorité leur échapper.

Le président attendait avec anxiété la réponse de l'Espagne à ses demandes. Le 29, M. Woodford lui télégraphiait : « Je crois sincèrement qu'un accord sera atteint [à l'entrevue du 31], honorable pour l'Espagne, satisfaisant pour les États-Unis, équitable pour Cuba... » M. Day lui répondait le même jour : « Il est de la plus haute importance que la conférence ne soit pas remise et qu'un résultat définitif soit obtenu. L'opinion ici est très excitée. » Le lendemain, l'assistant-secrétaire d'État câblait : « Les États-Unis ne peuvent aider l'Espagne dans l'application d'aucun système d'autonomie, » et, dans une autre dépêche envoyée quelques heures plus tard, il exposait la gravité de la situation à Washington : « ... Les membres les plus conservateurs du Congrès appréhendent fort le vote par les deux chambres d'une résolution en faveur de l'intervention, malgré tous les efforts faits pour s'y opposer. Seule, l'assurance que le président, s'il échoue dans les négociations pacifiques, soumettra dans un délai très court tous les faits au Congrès, empêchera une action immédiate de la part de celui-ci... Nous espérons que vos

négociations conduiront à une paix acceptable pour le pays[1]. »

Les *Livres rouges* américain et espagnol sont muets sur la somme que le ministre américain était autorisé à offrir à l'Espagne comme indemnité pour l'évacuation de l'île, mais le bruit courait à ce moment à Washington qu'elle pourrait s'élever jusqu'à 200 millions de dollars. Cette somme aurait été mise à la charge de Cuba et les États-Unis en auraient garanti le paiement. Les membres de la junte cubaine, il est vrai, la trouvaient trop élevée et le conseil de celle-ci, M. Horatio S. Rubens, déclarait que les insurgés acceptaient de payer une indemnité, à condition qu'elle ne dépassât pas 100 millions de dollars[2].

Fidèle à ses traditions d'honneur, la malheureuse Espagne demeura insensible aux offres qui lui furent faites. Le 31 mars, le gouvernement espagnol répondit aux États-Unis par des contre-propositions : la question du *Maine* serait soumise à l'arbitrage et la pacification de Cuba confiée au Parlement insulaire; quant à l'armistice, les insurgés devraient en faire la demande au général en chef, qui en fixerait la durée et les conditions :

Le point d'honneur, — télégraphiait M. Woodford au président, — a tout fait échouer. La fierté espagnole ne permet pas au gouvernement de proposer et d'offrir un armistice qu'il désire réellement, parce que les ministres savent qu'un armistice, à présent, c'est la paix assurée pour l'automne prochain. On m'a dit confidentiellement que l'offre de l'armistice par le gouvernement espagnol amènerait la révolution[3]...

III.

La réponse du gouvernement espagnol ne donnait pas satisfaction au président. Les concessions faites étaient insuffisantes. Tout espoir de solution pacifique du conflit semblait irrémédiablement perdu. A ce moment, tandis que les grandes puissances européennes discutaient, sans parvenir à se mettre d'accord, l'utilité et la forme d'une intervention collective, le pape fit une tentative personnelle pour empêcher la guerre.

1. *Livre rouge américain*, p. 718 et 721.
2. The New-York Weekly Post, 30 mars 1898.
3. Mr. Woodford to Mr. Day; Mr. Woodford to the President, 31 mars 1898 (*Livre rouge americain*, p. 726 et 727).

Le 2 avril, le ministre d'Espagne près du Vatican télégraphiait à Madrid qu'il avait reçu le jour même la visite du cardinal Rampolla :

Les nouvelles reçues des États-Unis, — m'a dit le cardinal de la part de S. S., — sont très graves. Le président de la République est désireux de régler la question, mais il est entraîné par les Chambres. La difficulté consiste à trouver quelqu'un qui puisse demander la suspension des hostilités. Le président paraît très disposé à accepter l'aide du pape, et ce dernier désire savoir, pour vous être utile : 1° si l'intervention de S. S., demandant l'armistice, est acceptable pour l'honneur national; 2° si cette intervention serait agréable à S. M. et au gouvernement[1]...

Le ministre d'État répondit que le gouvernement espagnol acceptait l'offre de médiation du pape et qu'il promettait de souscrire à la demande de suspension des hostilités faite par S. S., pourvu que les États-Unis retirassent leur escadre du voisinage de Cuba et de Key-West[2]. Le même jour, M. Gullon faisait part à M. Woodford des ouvertures du pape et l'informait de la seule clause que l'Espagne mettait à son acceptation. En transmettant ces nouvelles au président, M. Woodford ajoutait : « Si l'état des esprits à Washington vous permet encore de me donner le temps nécessaire, je suis sûr qu'avant octobre prochain j'aurai obtenu la paix à Cuba...[3]. »

L'anxiété n'était pas moins grande à la Maison-Blanche qu'à l'Escurial, mais le président se sentait dominé par la pression de l'opinion publique : celle-ci ne lui permettait plus de faire aucune concession. Le 3 avril, M. Day répondait au ministre à Madrid : « ... La disposition de notre flotte doit nous être laissée. Un armistice, pour être efficace, doit être immédiatement proclamé et accepté par les insurgés. » Il posait ensuite cette grave question : « La paix que vous êtes si confiant d'assurer signifie-t-elle l'indépendance de Cuba? » Le 4, il avisait M. Woodford que le message du président sur la question cubaine serait envoyé au Congrès le surlendemain[4].

1. El embajador de S. M. cerca de la Santa Sede al ministro de Estado, Roma, 2 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 113).

2. El ministro de Estado al embajador de S. M. cerca de la Santa Sede, 3 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 116).

3. Mr. Woodford to the president, 3 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 732).

4. *Livre rouge américain*, p. 733.

Le même jour (4 avril), le ministre d'Espagne aux États-Unis informait son gouvernement qu'il avait reçu la visite de Mgr Ireland venu de Saint-Paul à Washington sur l'ordre du pape. Le prélat, qui avait vu le président la veille et le matin même, avait déclaré au ministre que M. Mac Kinley désirait ardemment la paix, mais que le Congrès voterait certainement l'intervention ou la guerre si le gouvernement espagnol n'aidait pas le président. « L'archevêque m'a exprimé sa conviction absolue que le Congrès voulait la guerre et que le président, qui désirait la paix, serait à la fin obligé de céder. Il nous demande de faire un dernier effort pour accorder l'armistice sans condition[1]. » Impressionnée par ces conseils désintéressés, la reine régente parut disposée à accepter l'inévitable. Le 5, M. Woodford télégraphiait au président le texte d'une proclamation d'armistice immédiat et pour une durée de six mois. Si la reine, demandait-il, « publie cette proclamation avant midi, le 6 avril, la soutiendrez-vous, et pouvez-vous empêcher une action hostile par le Congrès[2]? » M. Day répondit que le président ne pourrait que communiquer le fait au Congrès[3].

La simple publication de l'armistice paraissait maintenant insuffisante à l'administration pour calmer l'irritation populaire. Par une malchance extraordinaire, le bon effet que l'on pouvait attendre de l'intervention du pape avait été fortement diminué par une nouvelle venue de Londres, d'après laquelle un ministre espagnol avait affirmé que le pape avait agi à la demande du président des États-Unis. Le gouvernement espagnol reconnut sans difficulté l'inexactitude de ce propos[4], mais le démenti vint trop tard ; le mal était déjà fait.

A Madrid, le gouvernement recula un dernier moment et l'armistice ne fut pas proclamé. De son côté, le président décida de retarder l'envoi de son message. Le 6 avril, M. Day télégraphiait à M. Woodford : « Le message du président ne sera pas envoyé au Congrès jusqu'à lundi prochain (11), pour donner au consul général à la Havane le temps qu'il réclame instam-

1. El ministro plenipotenciario de S. M. al ministro de Estado, 4 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 117).

2. Mr. Woodford to the president, 5 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 734).

3. Mr. Day to Mr. Woodford, 5 avril 1898, minuit (*Ibid.*, p. 735).

4. *Livre rouge américain*, p. 736.

ment pour assurer le départ des Américains[1]. » C'était un dernier répit avant d'abandonner tout espoir de paix; et ce délai était aussi nécessaire aux troupes américaines pour achever de se préparer à la tâche qui allait leur incomber.

L'appel adressé par l'Espagne aux grandes puissances le 25 mars n'avait eu aucun résultat. Leurs démarches individuelles n'avaient pas empêché l'envoi au Congrès du rapport sur la perte du *Maine*. Cependant, à mesure que croissait la menace du conflit, les puissances s'inquiétaient des résultats considérables que pourrait avoir une victoire des États-Unis. Après de longues hésitations, leurs gouvernements se mirent d'accord sur l'opportunité d'une démarche collective, et, le 6 avril, M. Mac Kinley recevait en corps les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie. Les ambassadeurs remirent au président une note adressant « un pressant appel aux sentiments d'humanité et de modération du président et du peuple américain dans leurs différends actuels avec l'Espagne... » La réponse du président fut aussi incolore que la note des ambassadeurs. Il se borna à déclarer : « qu'il espérait, comme les puissances, que la paix ne serait pas troublée...[2]. » Pareille démarche ne pouvait avoir et n'eut aucun résultat.

Ces délais dans l'envoi du message ne faisaient qu'augmenter l'impatience et l'agitation du Congrès. Le 5 avril, cinq orateurs prirent la parole au Sénat en faveur d'une déclaration de guerre immédiate. Les chefs du parti républicain voyaient leur autorité presque complètement méconnue. Les gens modérés eux-mêmes commençaient à se laisser aller à l'excitation générale. Aux yeux de ceux qui conservaient encore leur sang-froid, l'attitude du Congrès était maintenant plus dangereuse pour la paix que l'obstination de l'Espagne.

A Madrid, le gouvernement hésitait encore à céder : il redoutait la colère du peuple et craignait une révolution. Cependant, dans les cercles officiels, on ne s'illusionnait pas sur les dangers d'une guerre avec les États-Unis, qui mettrait en péril non seulement Cuba, mais bien toutes les colonies espagnoles. Le 8 avril, M. Woodford écrivait :

1. *Livre rouge américain*, p. 743.

2. Le texte de la note et de la réponse, toutes deux très courtes, est donné dans le *Livre rouge américain*, p. 740 et 741.

La fin est encore très douteuse, et je travaille plutôt par sentiment du devoir que parce que j'ai foi dans le succès. Pourtant, il est évident, et cela me laisse quelque espoir, que le sobre sens de l'Espagne s'élève lentement mais sûrement; dans quelques jours, — si ces quelques jours peuvent être obtenus, — un sentiment public se sera formé qui soutiendra le gouvernement espagnol, si ce gouvernement a le courage de faire tout de suite les choses nécessaires pour la paix[1].

L'Espagne ne pouvait conserver aucune illusion sur l'impossibilité d'obtenir des États-Unis aucun adoucissement à leur ultimatum. Le 6 avril, Mgr Ireland fit une nouvelle visite au ministre d'Espagne à Washington pour lui conseiller encore une fois la concession immédiate de l'armistice et lui déclarer qu'il ne fallait pas songer à obtenir, à ce moment, le retrait de l'escadre des États-Unis des eaux cubaines[2]. Le 9, les ambassadeurs des grandes puissances à Madrid firent une démarche collective auprès du ministre d'État pour l'engager à accorder l'armistice à la demande du pape[3].

Convaincu de l'inutilité de toute résistance, le gouvernement espagnol se résigna à subir la volonté des États-Unis, mais il ne put se résoudre au sacrifice suprême exigé de lui : l'abandon de Cuba. Le 10 avril, le ministre d'Espagne à Washington remettait au secrétaire d'État un mémorandum au nom de son gouvernement. L'ordre d'accorder un armistice immédiat avait été envoyé à Cuba, où il était publié le jour même; le général en chef devait en fixer la durée. Le mémorandum déclarait que l'autonomie accordée à Cuba était aussi libérale que celle existant au Canada, et que les Cubains étant représentés aux Cortès jouissaient en outre d'un avantage refusé aux Canadiens. Si donc ils désiraient dans l'avenir quelques réformes nouvelles, leurs représentants pourraient présenter leurs revendications au Parlement espagnol, où leurs demandes recevraient certainement satisfaction « dans les limites de la raison et de la souveraineté nationale[4]. » Le secrétaire d'État se borna à accuser réception

1. Mr. Woodford to Mr. Sherman, 8 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 744).

2. *Livre rouge espagnol*, n° 120.

3. *Ibid.*, n° 127.

4. Señor Polo de Bernabe to Mr. Sherman, mémorandum, 10 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 747).

de cette déclaration, ajoutant que, « en envoyant son message le lendemain, le président donnerait connaissance au Congrès de cette dernière communication du gouvernement espagnol[1]. »

Le sacrifice de l'Espagne était insuffisant. Elle ne voulait pas détacher de sa couronne royale le domaine qui en était encore un des plus beaux fleurons; elle se refusait à abaisser son drapeau dans ce Nouveau Monde où il avait régné sur des régions si étendues. Mais la population américaine, qui avait fait sienne la question de Cuba, refusait maintenant l'autonomie, si large qu'elle fût : elle avait perdu toute confiance en l'Espagne, et elle la croyait incapable d'appliquer cette forme de gouvernement. Ce qu'elle voulait, c'était « Cuba libre. » L'indépendance de Cuba était devenue le but du président comme de la population et du Congrès. Il n'y avait de désaccord que sur les moyens à employer pour l'obtenir : M. Mac Kinley espérait encore arriver à son but sans troubler la paix; dans le Congrès, une majorité de plus en plus grande estimait que les moyens pacifiques avaient définitivement échoué et qu'il fallait en appeler à l'*ultima ratio :* la guerre. Les insurgés, d'ailleurs, déclaraient ne vouloir accepter l'armistice que si l'Espagne consentait à évacuer Cuba[2].

Le 11 avril, le président envoyait enfin au Congrès le message sur Cuba si impatiemment attendu[3]. Après un bref résumé de l'histoire des négociations avec l'Espagne depuis le début de sa présidence, il reprenait les propositions faites en son nom au gouvernement espagnol le 27 mars et les contre-propositions de celui-ci jugées inacceptables. « Avec cette dernière tentative, en vue de la paix immédiate et sa réception désappointante par l'Espagne, l'Exécutif, — concluait M. Mac Kinley, — est arrivé au bout de ses efforts. » Il examinait ensuite les diverses alternatives qui se présentaient. La reconnaissance de belligérance des Cubains ne pouvait avoir aucun résultat pour la pacification immédiate de l'île. La reconnaissance de la République cubaine était inutile et dangereuse. Inutile : point n'était besoin d'elle pour permettre l'intervention des États-Unis. Dangereuse : quels

1. Mr. Day to Mr. Woodford, 10 avril 1898, 6 p. m. (*Livre rouge américain*, p. 749).

2. *Times*, 12 avril 1898 : extrait d'une lettre de Maximo Gomez au président des États-Unis, remise au consul Barker.

3. Le même jour, il envoyait au Sénat les extraits des rapports des consuls américains à Cuba réclamés par la résolution du 14 février.

embarras ne pourraient créer au gouvernement américain des alliés dépourvus d'un gouvernement stable? Il ne restait donc qu'une alternative : l'intervention par la force pour mettre fin à la guerre. Celle-ci était amplement justifiée par des motifs d'humanité et par les pertes considérables que faisait éprouver aux citoyens américains la continuation des hostilités à Cuba. Le président demandait donc au Congrès l'autorisation d'intervenir :

Je demande au Congrès d'autoriser le président à prendre des mesures propres à amener la terminaison complète et définitive des hostilités entre l'Espagne et le peuple de Cuba et à assurer dans l'île l'établissement d'un gouvernement stable, capable de maintenir l'ordre et d'observer ses obligations internationales, d'assurer la paix et la tranquillité de ses citoyens aussi bien que notre paix et notre tranquillité, et je lui demande de permettre au président d'employer dans ce but les forces militaires et navales des États-Unis.

Dans un paragraphe supplémentaire, M. Mac Kinley informait le Congrès de la communication que lui avait faite la veille le ministre d'Espagne :

Le dernier décret de la reine régente d'Espagne ordonne au général Blanco, pour préparer et faciliter la paix, de proclamer une suspension des hostilités, dont la durée et les détails ne m'ont pas encore été communiqués. Ce fait recevra, j'en suis sûr, votre équitable et soigneuse attention dans les délibérations solennelles que vous allez entreprendre. Si cette mesure aboutit à un heureux résultat, alors nos aspirations comme peuple chrétien et pacifique seront réalisées. Si elle échoue, ce sera une justification de plus pour la conduite que nous envisageons.

Le message fut mal accueilli par le parti de la guerre. Ce parti redoutait les intentions pacifiques du président, qui exprimait encore l'espoir d'amener l'Espagne à céder. Les démocrates et nombre de républicains aussi réclamaient, en outre, la reconnaissance du gouvernement provisoire de Cuba, voulant mettre le pays à l'abri d'une combinaison politique qui aurait pour résultat l'annexion forcée de l'île. Les partisans de la paix furent également déçus; remettre à une assemblée, dominée par la passion et où la raison ne pouvait plus se faire entendre, la solution de la question cubaine, n'était-ce pas abandonner tout espoir d'éviter un conflit sanglant? S'il avait espéré pouvoir modérer le Congrès et diriger encore la situation dans la phase nouvelle où il

venait de la faire entrer, M. Mac Kinley fut vite détrompé. Le lendemain de la publication du message, un organe jingoe s'écriait triomphalement : « Le président abandonne la direction. » C'était la vérité. La solitude se fit autour de la Maison-Blanche, et, pendant quelques jours, la vie politique parut se concentrer tout entière au Capitole, envahi par une foule passionnée et impatiente de voir enfin proclamer l'ultimatum qui contraindrait l'Espagne à abandonner Cuba. Dès le 12 avril, une discussion nouvelle, plus passionnée encore que les précédentes, s'ouvrait dans les deux Chambres sur la question cubaine[1]. Le 16, le Sénat adoptait par 67 voix contre 21 une résolution conjointe reconnaissant la république de Cuba, enjoignant à l'Espagne d'évacuer l'île et chargeant le président d'employer pour l'y contraindre, s'il était nécessaire, les forces militaires et navales des États-Unis. La lutte se concentra alors à la Chambre des représentants, où les partisans de l'administration espéraient encore faire échouer le vote de la reconnaissance du gouvernement cubain. Le président déclara qu'au cas où une résolution conjointe de cette nature serait adoptée par les deux Chambres, il était décidé à ne pas en tenir compte. On paraissait de nouveau à la veille d'un conflit entre le président et le Congrès. Il fut heureusement évité. Le 17, la résolution du Sénat était repoussée à la Chambre par 172 voix contre 148. 24 voix de majorité, c'est tout ce qu'avait pu obtenir l'administration, alors que la majorité ordinaire du parti républicain était de 60 voix. Le 20 avril, enfin, après une séance tumultueuse de quatorze heures, la Chambre et le Sénat réussirent à se mettre d'accord sur un texte, qui fut approuvé le même jour par le président. La résolution conjointe adoptée déclarait que « le peuple de l'île de Cuba est, et de droit doit être libre et indépendant; » elle demandait à l'Espagne d'abandonner sa souveraineté sur l'île et de l'évacuer et autorisait le président à employer les forces militaires des États-Unis, s'il était nécessaire, pour faire exécuter ces résolutions. Elle se terminait par une affirmation de désintéressement au nom des États-Unis : « Les États-Unis répudient toute disposition ou

1. Le 14, le corps diplomatique se réunit à l'ambassade d'Angleterre. Le projet d'une nouvelle manifestation des puissances fut discuté, mais aucune suite ne lui fut donnée. Une vive discussion a été soulevée dans la presse au début de 1902 au sujet de l'attitude de l'Angleterre et de l'Allemagne à cette occasion.

intention d'exercer la souveraineté, la juridiction ou une domination quelconque sur ladite île, excepté pour sa pacification, et affirment leur détermination, lorsque celle-ci sera accomplie, de laisser le gouvernement et la souveraineté (*control*) de l'île à son peuple[1]. »

Le 20 avril, le secrétaire d'État télégraphiait au ministre des États-Unis à Madrid de communiquer la résolution dont il lui envoyait le texte au gouvernement espagnol et de demander à ce dernier un acquiescement à la volonté des États-Unis avant le samedi 23, à midi. M. Woodford ne put remettre cet ultimatum. Dès qu'il avait été informé de la signature de la résolution conjointe par le président, le ministre d'Espagne à Washington avait demandé ses passeports, et, avant que M. Woodford eût pu remplir sa mission, le ministre d'État lui notifiait la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'Espagne refusait de s'incliner devant la volonté des États-Unis. La guerre seule pouvait résoudre la question cubaine. Le 22 avril, le président proclamait le blocus des ports de la côte septentrionale de Cuba et du port de Cienfuegos, et, le 23, il appelait 125,000 volontaires. Le 25, il envoyait au Congrès un message pour recommander l'adoption d'une résolution conjointe déclarant la guerre contre l'Espagne. La résolution fut votée sans débat[2]. Deux jours après, les hostilités commençaient.

Le 3 mai, on recevait à Washington la nouvelle de la destruction, par le commodore Dewey, de la flotte espagnole du Pacifique réfugiée dans la baie de Manille. Cette attaque soudaine, qui devait avoir pour résultat l'acquisition des Philippines par les États-Unis, a fait supposer que ceux-ci avaient eu en vue, dans leur lutte contre l'Espagne, la conquête de cet archipel, en même temps que l'expulsion de cette puissance du Nouveau-Monde. M. Mac Kinley l'a nié :

Quand Dewey coula les navires espagnols à Manille, ce n'était pas

1. La résolution fut adoptée : au Sénat, par 42 voix contre 35 ; — à la Chambre, par 310 voix contre 6.

2. Le 25 avril, M. Sherman donnait sa démission de secrétaire d'État. Depuis plusieurs mois déjà, le bruit courait que son grand âge ne lui permettait plus de remplir ses devoirs, surtout dans des circonstances aussi difficiles. En réalité, pendant toute la dernière période de la lutte diplomatique avec l'Espagne, c'est l'assistant-secrétaire d'État, M. Day, qui avait dirigé les négociations, dans une collaboration étroite avec le président. M. Day fut donc tout naturellement appelé à succéder à M. Sherman.

dans le but de s'emparer des Philippines. C'était pour détruire la flotte espagnole, la flotte de la nation contre laquelle nous étions en guerre; nous pensions que la voie la plus prompte pour terminer les hostilités était de détruire la puissance de l'Espagne. C'est dans ce dessein que nous envoyâmes Dewey[1].

Peut-on croire cette affirmation? La reconstitution de la marine américaine, tombée en décadence après la guerre de Sécession, ne remonte qu'à une quinzaine d'années. Les constructions navales, surtout depuis 1890, ont été nombreuses, mais la marine se plaignait, avec juste raison, de manquer, pour utiliser les instruments qu'on lui donnait, de bases navales en dehors des côtes américaines; elle n'en avait aucune dans les Antilles, et les deux qu'elle possédait dans le Pacifique, Pearl Harbour et Tutuila[2], étaient à une distance trop considérable l'une de l'autre. Les Américains ambitionnent fort d'étendre leur influence du côté de la Chine, où ils entrevoient la possibilité d'un grand développement pour leur commerce et des débouchés importants pour leur industrie; cette raison faisait naturellement désirer à la marine l'acquisition d'un point d'atterrissement dans cette région, et l'on dit que l'escadre asiatique accordait depuis assez longtemps une attention particulière à l'archipel philippin. On ne peut donc douter que la possibilité d'un conflit avec l'Espagne ait donné à l'administration de la marine l'espoir de réaliser ses vues, malgré l'hostilité que l'opinion publique leur avait témoignée jusqu'alors. Il est donc vraisemblable que le gouvernement envisagea, au moment où la guerre parut inévitable, la possibilité d'acquérir, à la faveur de ce conflit, les stations navales dont ses conseillers lui affirmaient la nécessité[3]. Le 25 février,

1. Mac Kinley à Youngstown, Ohio, 18 octobre 1899.

2. Par le traité du 17 janvier 1878 avec le gouvernement des îles de Samoa, les États-Unis avaient acquis le droit d'établir une station de charbon dans l'île de Tutuila; cette île est américaine depuis le traité du 14 novembre 1899. Le traité du 6 décembre 1884 avait donné aux États-Unis le droit d'installer un dépôt analogue dans l'île d'Oahu, du groupe des Sandwich, qui a été annexé le 6 juillet 1898. Cette dernière annexion, effectuée à la faveur de la guerre contre l'Espagne, était réclamée depuis plusieurs années déjà par les Américains, qui s'étaient emparés du pouvoir dans l'archipel et avaient renversé la dynastie indigène.

3. Un des conseillers les plus influents du gouvernement américain était le capitaine A. T. Mahan, ancien officier de marine, qui avait fait une campagne très vive pour propager ces idées.

le commodore Dewey, qui avait été appelé au commandement de l'escadre asiatique le 1er janvier 1898, était avisé qu'en cas de guerre il aurait à entreprendre des « opérations offensives dans les Philippines. » Un mois plus tard, le navire *le Baltimore* était détaché de l'escadre du Pacifique pour aller renforcer l'escadre de Chine[1]. Au début d'avril, le commodore reçut l'ordre de se procurer deux navires auxiliaires pour transporter le charbon et les provisions nécessaires au ravitaillement de la flotte. Enfin, le 24 avril, il recevait le télégramme suivant :

La guerre est commencée entre les États-Unis et l'Espagne. Dirigez-vous immédiatement sur les Philippines. Commencez les opérations tout de suite, particulièrement contre la flotte espagnole. Vous capturerez les navires ou vous les détruirez. Faites les plus grands efforts[2].

Le 1er mai, la flotte américaine anéantissait, dans la baie de Manille, l'escadre espagnole, qui ne put que défendre vaillamment l'honneur du drapeau. Dewey restait devant Manille, mais, sans troupes de débarquement, il ne pouvait s'emparer de la ville. Le 3, il télégraphiait à Washington :

Je commande complètement la baie et je peux m'emparer de la ville à tout moment, mais je n'ai pas assez d'hommes pour m'y maintenir...

Ici se place une question qu'il est impossible d'éclaircir complètement encore : jusqu'à quel point le gouvernement américain comptait-il sur la coopération des insurgés philippins? Suivant la déposition de l'amiral Dewey devant le Comité du Sénat pour les Philippines, il s'attendait, d'après les informations que lui avait données le consul américain à Manille, à voir « accourir à son aide, dès le premier coup de canon, 25 à 30,000 Philippins. » C'est en vue d'utiliser leur concours qu'il autorisa Aguinaldo, le chef de la précédente insurrection, à se rendre de Hong-Kong à Manille sur un de ses navires, mais les Philippins n'étaient pas organisés, et c'est Aguinaldo qui les organisa. On paraît avoir été surpris à Washington par la demande de ren-

1. *Le Baltimore* arriva à Hong-Kong le 22 avril. Le 19 mars, *l'Oregon* était également parti de San-Francisco pour aller grossir les forces réunies dans l'Atlantique; il arriva le 25 mai à Jupiter-Inlet (Floride).

2. Cité par Richard H. Titherington, *A history of the Spanish war*.

forts de Dewey. Aucunes troupes n'étaient prêtes à lui être envoyées, on discuta même plusieurs jours au ministère de la guerre avant d'arrêter le chiffre des renforts, et la première expédition ne partit de San-Francisco que le 25 mai. Elle n'arriva à Manille que le 30 juin[1]. L'hésitation dont fit preuve le président au sujet du sort des Philippines, après la défaite de l'Espagne, vient à l'appui des faits précédents pour prouver que le gouvernement américain n'avait aucune ligne de conduite arrêtée à l'égard de cet archipel au commencement de la guerre. Le but initial de l'expédition de Dewey semble donc simplement avoir été, indépendamment de la destruction de l'escadre espagnole, de créer, aux États-Unis des droits leur permettant de se faire donner, à la fin de la guerre, une station navale dans cette partie du Pacifique.

IV.

La guerre ne fut pas de longue durée. En dépit de la vaillance de ses soldats et de ses marins, et malgré le manque de préparation et les fautes de ses adversaires, l'Espagne n'éprouva que des défaites. Après la destruction de la flotte de l'amiral Cervera (3 juillet) et la reddition de Santiago (17 juillet), elle songea à traiter. Le 19 juillet, l'ambassadeur d'Espagne à Paris demanda au ministre des Affaires étrangères la médiation du gouvernement français. Ce dernier accepta, et, le 26, M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Washington, remettait au président un mémorandum[2] du gouvernement espagnol demandant la suspension des hostilités et les conditions de la paix.

Le gouvernement américain ne répondit que le 30. Il exigeait l'abandon de Cuba par l'Espagne; la cession aux États-Unis, à titre d'indemnité de guerre, de Porto-Rico[3] et des autres îles espagnoles situées dans les Indes occidentales, et d'une île des Ladrones, aux choix des États-Unis. Quant aux Philippines, les

1. Le croiseur *Charleston*, qui convoyait l'expédition, s'arrêta en passant, le 20 juin, à l'île de Guam, où il arbora le drapeau américain.

2. Daté du 22 juillet.

3. Le 25 juillet, les troupes américaines avaient débarqué dans l'île; le même jour, elles s'emparaient de Guarnica et, le 28, Ponce se rendait à son tour.

États-Unis occuperaient et garderaient la ville, la baie et le port de Manille, en attendant la conclusion du traité de paix qui en déterminerait « le contrôle (*control*), la disposition et le gouvernement[1]. »

Le ministère espagnol accepta, le 7 août, les conditions qui lui étaient imposées, mais, dans son mémorandum à M. Mac Kinley, le ministre des Affaires étrangères faisait remarquer le caractère indéterminé que présentait la note américaine relativement aux Philippines. L'occupation temporaire de Manille ne pouvait avoir lieu en vertu de la conquête, cette place ne s'étant pas rendue, et les Philippines se trouvant encore sous l'autorité de l'Espagne, l'occupation ne pouvait constituer qu'une garantie. En acceptant la troisième condition, le gouvernement espagnol déclarait donc : « Ne pas renoncer à priori à la souveraineté de l'Espagne sur l'archipel, laissant aux négociateurs le soin de s'entendre sur les réformes que la condition de ces possessions et le niveau de culture des indigènes peut rendre désirables[2]. »

L'administration américaine refusa d'accepter ces réserves :

Convaincu, — dit M. Mac Kinley, dans son message du 4 décembre 1899, — que la discussion sur ce point ne pouvait être ni pratique ni profitable, je donnai l'ordre, qu'afin d'éviter tout malentendu, la question fût immédiatement fermée en proposant la rédaction en un protocole des termes sur la base desquels les négociations pour la paix seraient entreprises. Les vagues suggestions de la note espagnole ne pouvaient être acceptées...

Le protocole fut remis à M. Cambon le 10 août. Il reproduisait les termes de la note du 30 juillet et contenait, en outre, des stipulations relatives à la nomination des commissaires chargés de régler l'évacuation des Antilles[3]. Le 12, M. Cambon ayant reçu pleins pouvoirs du gouvernement espagnol, le protocole était signé par lui au nom de l'Espagne et par M. William R. Day

1. Mr. Day to Duke of Almadovar del Rio, 30 juillet 1898 (*Livre rouge américain*, p. 820). Le duc de Almadovar del Rio avait succédé à M. Gullon comme ministre des Affaires étrangères, à la suite d'une refonte du cabinet faite par M. Sagasta, en mai.

2. Message of the E. the duke of Almadovar del Rio... to Hon. William R. Day, Madrid, 7 août 1898 (*Livre rouge américain*, p. 822).

3. Protocole of agreement between the United States and Spain, embodying the terms of a basis for the establishment of peace between the two countries. Texte anglais et français (*Livre rouge américain*, p. 828).

au nom des États-Unis. Accédant aux désirs de l'Espagne, ceux-ci consentirent à ce que les négociations finales eussent lieu à Paris. Les commissaires des deux puissances devaient se rencontrer dans cette ville le 1er octobre au plus tard.

Le jour même de la signature du protocole, le gouvernement américain ordonna aux commandants des troupes et de la marine de cesser les hostilités. Le câble reliant les Philippines à Hong-Kong, coupé au mois de mai par Dewey, n'avait pas été rétabli. La dépêche adressée à ce dernier dut être portée par un vapeur; lorsqu'elle arriva, le drapeau américain flottait sur Manille. Le 7 août, l'amiral avait envoyé un ultimatum au commandant des forces espagnoles, lui enjoignant de rendre la ville dans les quarante-huit heures. L'attaque, fixée d'abord au 9, fut retardée de quatre jours; elle eut lieu le 13, et, après une faible résistance, la ville capitula. Le 11 septembre, M. Cambon remettait à M. Day une note du gouvernement espagnol déclarant que l'occupation de Manille devait être considérée comme faite en vertu du protocole du 12 août, et non en vertu de la capitulation du 14, « qui est absolument nulle, ayant été conclue après que les belligérants avaient signé un accord déclarant que les hostilités devaient être suspendues. » Le secrétaire d'État répondit le 16 septembre que les États-Unis ne pouvaient accepter l'opinion de l'Espagne, que la capitulation de Manille était nulle et vide :

Quant à la nature du droit en vertu duquel les États-Unis occupent la ville, la baie et le port de Manille, ce gouvernement pense qu'il importe peu que l'occupation soit considérée comme existant en vertu de l'occupation ou en vertu du protocole, puisque dans l'un et l'autre cas les pouvoirs de l'occupant militaire sont les mêmes[1].

Le 26 août, le président désigna les membres de la commission de la paix. M. William R. Day abandonnait le secrétariat d'État pour diriger à Paris même la fin des négociations[2]. Les autres membres étaient les sénateurs Cushman K. Davis, président du Comité des relations étrangères; Wm. P. Frye, président du Comité du commerce; Geo. Gray, le seul démocrate figurant dans la commission, membre influent du Comité des relations

1. *Livre rouge américain*, p. 813 et 814.

2. Son successeur au secrétariat d'État fut M. Hay, alors ambassadeur à Londres.

étrangères, et M. Whitelaw Reid, directeur de la *New-York Tribune*, un des journaux républicains les plus importants; ce dernier avait représenté les États-Unis en France pendant l'administration de M. Harrisson.

Les commissaires espagnols étaient : MM. Eugenio Montero Rio, B. de Abarzuza, J. de Garnica, W. R. de Villa Urrulia et Rafael Cerero.

Dans ses instructions aux commissaires américains, le président disait :

C'est mon désir que pendant les négociations confiées à la commission, le but et l'esprit dans lequel les États-Unis acceptèrent la nécessité de la guerre soient gardés constamment en vue. Nous avons pris les armes uniquement pour obéir aux dictées de l'humanité et pour l'accomplissement de hautes obligations publiques et morales. Nous n'avions aucun désir d'agrandissement, ni aucune ambition de conquête... En réglant les conditions de la paix, nous devons avoir en vue les résultats durables et la réalisation du bien commun sous les demandes de la civilisation, plutôt que des desseins ambitieux. Les termes du protocole ont été fixés d'accord avec ces idées. L'abandon par l'Espagne de l'hémisphère occidental était une impérieuse nécessité. En présentant cette demande, nous remplissions simplement un devoir universellement reconnu... Les Philippins sont dans une situation différente. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que, sans aucune pensée primitive d'acquisition complète ou même partielle, la présence et le succès de nos armes à Manille nous imposent des obligations auxquelles nous ne pouvons nous soustraire...

Au nom des obligations qui incombent à une « grande nation » et des intérêts commerciaux auxquels la politique américaine ne peut rester indifférente, » le président concluait : « Les États-Unis ne peuvent accepter moins que la cession en plein droit et souveraineté de l'île de Luçon. » Relativement aux Ladrones, les États-Unis avaient décidé de réclamer la plus importante, l'île de Guam[1].

Les conférences commencèrent à Paris le 1er octobre. Dès le début, un désaccord se produisit entre les représentants des deux pays. L'Espagne demandait que la nouvelle puissance souveraine des territoires qu'elle allait abandonner fût chargée des

1. Instructions to the peace commissionners, 16 septembre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 904-908).

dettes et obligations de toute espèce contractées légalement par l'ancienne métropole pour le service de ses colonies. Le gouvernement américain refusa d'accéder à cette demande. Dans une entrevue avec M. Whitelaw Reid, le 26 octobre, l'ambassadeur d'Espagne lui déclara que les commissaires espagnols ne pouvaient abandonner leurs revendications très légitimes relativement au partage de la dette cubaine, et que, si les États-Unis persistaient dans leur prétention, les négociations devraient être rompues. Les ordres formels du président empêchaient toute concession sur ce point, mais M. Reid fit espérer qu'une compensation pourrait être trouvée lorsqu'on discuterait le sort des Philippines, et les Espagnols se soumirent[1].

Avant que les commissaires arrivassent à la discussion du statut des Philippines, les dispositions du gouvernement américain à leur égard s'étaient profondément modifiées. Le général Merritt, qui avait commandé les troupes de l'Union envoyées dans l'archipel, était arrivé à Paris, sur l'ordre du président, au commencement d'octobre. Il venait donner aux représentants américains les renseignements nécessaires pour les aider dans leurs travaux. Suivant le général, dont l'opinion s'accordait avec les instructions présidentielles, les États-Unis ne pouvaient abandonner Luçon, leur retraite serait le signal de l'assassinat des Espagnols et des prêtres et du pillage de leurs biens par les insurgés philippins. Il croyait cependant qu'il y aurait avantage pour les États-Unis à garder l'archipel tout entier. Le consul de Belgique à Manille, à l'opinion duquel le général Merritt disait attacher une grande importance, conseillait aux États-Unis de « prendre tout ou rien. » « Si les îles méridionales étaient laissées à l'Espagne, elles seraient en révolution constante, et les États-Unis auraient aux Philippines une seconde Cuba[2]. »

Les renseignements fournis par le général Merritt divisèrent l'opinion des commissaires. MM. Davis, Frye et Reid étaient d'avis que « ce serait une erreur navale, politique et commerciale de diviser l'archipel ; » ils demandèrent au gouvernement d'autoriser la commission à l'acquérir tout entier. M. Gray, au contraire, repoussait toute acquisition, si modeste fût-elle : « Ce

1. Mr. Day to Mr. Adee, Paris, 27 octobre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 936).

2. Mr. Day to Mr. Hay, 6 octobre 1898 (*Ibid.*, p. 918).

serait renverser la politique continentale acceptée par le pays et qui domine notre histoire... L'intérêt et le devoir nous commandent d'abandonner Manille. » M. Day, dont l'opinion offre le plus d'intérêt par la part qu'il avait prise aux négociations préliminaires de la guerre et à la rédaction du protocole, s'opposait à une « demande péremptoire de cession du groupe entier des Philippines. » Une semblable acquisition lui paraissait imprudente : « L'expérience seule peut déterminer le succès de la politique d'expansion coloniale dans laquelle entrent les États-Unis, » il serait donc sage de procéder doucement. L'acquisition de Luçon peut nécessiter peut-être, pour compléter ses avantages stratégiques, celle de quelques autres îles voisines, Mindanao et Palawan, par exemple, qui commandent l'entrée de la mer de Chine, mais il ne faut pas dépasser cela. Le danger de voir les autres îles devenir la propriété de grandes puissances européennes peut être évité en stipulant l'interdiction de les aliéner sans le consentement des États-Unis. « Ceci nous permettrait de dominer la situation entière, tout en nous donnant une base d'opérations pour la marine et le commerce en Orient... et en nous permettant d'amoindrir la charge du gouvernement colonial, tout en laissant la perspective d'une expansion ultérieure, si nous le désirons[1]. »

C'est à l'opinion de la majorité des commissaires que l'administration, qui avait reçu également des renseignements directs de Manille, se rallia. Le 26 octobre, le secrétaire d'État télégraphiait à M. Day :

Les informations parvenues au président depuis votre départ l'ont convaincu que l'acceptation de Luzon seule, en laissant les autres îles sous la domination espagnole, ou pour être l'occasion de disputes futures, ne peut être justifiée par des raisons politiques, commerciales ou humanitaires. Nous devons exiger l'archipel entier ou ne rien demander. La seconde solution étant impossible, c'est la première que nous devons adopter...

La raison humanitaire était la raison principale qu'invoquait le président pour expliquer sa décision :

... L'expansion territoriale doit être le moindre de nos soucis;

1. Peace commissionners to Mr. Hay, télégramme du 25 octobre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 932-935).

l'important est de ne pas éluder les obligations morales de notre victoire. Il est avéré que l'autorité de l'Espagne est détruite à jamais dans tout l'archipel. En laisser une partie sous sa faible domination augmenterait nos difficultés et serait contraire aux intérêts de l'humanité. Le sentiment aux États-Unis est presque universel sur ce point que le peuple des Philippines doit être libéré de la domination espagnole[1].

Jugeant les Philippins, à la différence du peuple de Cuba, incapables encore de gouvernement, le président ne pouvait voir d'autre solution que l'annexion de l'archipel.

Les commissaires américains firent leur demande de cession de la totalité des Philippines à la séance du 31 octobre. Ils les revendiquaient en vertu du droit de conquête, la destruction de la flotte espagnole du 1er mai ayant, suivant l'administration, déterminé le sort de Manille, et, par suite, de l'archipel entier. Les commissaires espagnols témoignèrent leur étonnement d'une prétention semblable, contraire, d'après eux, au protocole du 12 août. Ils soutenaient que l'occupation de Manille n'était que provisoire et que la situation politique de l'archipel n'avait pas été préjugée dans cet instrument, qui laissait au contraire aux négociateurs le soin de la déterminer. Le droit de conquête, sur lequel se basait le gouvernement américain, ne pouvait être invoqué, disaient-ils, en la circonstance[2]. Il sembla de nouveau, pendant quelques jours, que l'on ne pourrait arriver à s'entendre. Les Espagnols menacèrent de rompre les relations. A Washington, cependant, si on voulait conserver les Philippines, on tenait aussi beaucoup à avoir un traité. Le gouvernement américain se résigna donc à faire quelques concessions, et les commissaires furent autorisés à offrir à l'Espagne une indemnité de 20 millions de dollars pour la cession de l'archipel. Les représentants espagnols proposèrent alors de soumettre le différend à un tribunal arbitral. Les Américains déclinèrent la proposition et renouvelèrent leurs offres, en demandant une réponse définitive avant le 28 novembre. C'était un véritable ultimatum. L'Espagne dut s'incliner devant la volonté des vainqueurs, et, le 10 décembre, le traité de paix définitif était signé sur les bases fixées par les États-Unis[3].

1. *Livre rouge américain*, p. 935.
2. Mr. Hay to Mr. Day, 28 octobre 1898 (*Ibid.*, p. 937).
3. Treaty of peace between the United States of America and the Kingdom of Spain, signed at Paris, 10 décembre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 831).

Le président avait maintenant à obtenir du Sénat la ratification de ce traité, qui apportait de si profonds changements à la politique de l'Union. Au lendemain de la victoire de Dewey, la question avait été soulevée dans la presse de savoir si les États-Unis devaient ou non s'établir aux Philippines. Beaucoup, dans le public, eussent vu avec joie donner l'ordre à l'escadre américaine, son œuvre accomplie, d'abandonner Manille. Le parti démocrate, qui avait le plus ardemment poussé à la guerre pour la délivrance des Cubains, appréhendait fort la tentation pour le gouvernement de devenir, à l'exemple des États européens, une puissance coloniale. Pourtant, sous l'influence de la victoire, dans l'enthousiasme des succès remportés, l'opinion publique se transforma vite. Le nombre augmenta rapidement de ceux qui voyaient dans les événements récents le signe de la « destinée manifeste » qui doit faire des États-Unis la première puissance du monde. Devait-on, par un attachement aveugle aux anciennes traditions, par une crainte pusillanime de questions inconnues jusqu'alors, se dérober au devoir qui incombe aux grandes nations de conduire dans la voie du progrès les peuples arriérés et dédaigner en même temps les résultats avantageux d'une guerre heureuse? C'est la diffusion de ces idées dans le public, leur réussite rapide auprès de lui, qui entraîna la décision de M. Mac Kinley. Dans les discours prononcés durant le voyage qu'il fit à l'automne dans les États de l'ouest, il parla surtout des devoirs nouveaux que la guerre avait imposés au pays :

Notre drapeau a été planté sur les deux hémisphères et il y flotte, symbole de liberté et de justice, de paix et de progrès. — Qui l'enlèvera aux populations qu'il abrite sous ses plis protecteurs? Qui osera l'abaisser?... Jusqu'à présent, nous avons accompli notre devoir. Est-ce maintenant, quand les résultats de la victoire sont inscrits dans un traité de paix, que nous nous détournerons timidement des devoirs imposés à notre pays par ses propres actes[1]?

Le 4 janvier 1899, le président transmit le traité de paix au Sénat. Les débats ayant eu lieu en session exécutive ne sont pas publiés, mais on sait qu'ils furent très vifs; le résultat même du vote en est la preuve. La Constitution exige, pour la ratification des traités, une majorité égale aux deux tiers des votants.

1. M. Mac Kinley à Atlanta, Géorgie, 15 décembre 1898.

Les républicains n'étaient qu'au nombre de 46 sur 90 sénateurs. Il leur fallait donc, pour faire triompher leur politique, détacher de l'opposition plusieurs de leurs adversaires. Parmi ceux-ci, un grand nombre étaient sans doute opposés à l'annexion, mais beaucoup trouvaient impossible de refuser la ratification du traité. M. Bryan, le chef des démocrates, leur candidat à l'élection présidentielle de 1896 et leur candidat désigné à celle de 1900, déclara que mieux valait accepter le traité : « le Congrès pourrait ensuite régler suivant sa volonté le sort des Philippines. » Son attitude décida du vote. Le 6 février, le Sénat adoptait le traité par 57 voix contre 27, une de plus seulement que le chiffre exigé par la Constitution; deux républicains votèrent avec l'opposition, mais dix démocrates et trois populistes vinrent grossir la majorité[1]. Le 2 mars, la Chambre des représentants vota le crédit de 20 millions de dollars stipulé comme indemnité à l'Espagne; le 11 avril, l'échange des ratifications avait lieu à Washington.

Achille VIALLATE.

1. Six sénateurs ne prirent pas part au vote.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

CARLYLE ET LE SAINT-SIMONISME.

LETTRES A GUSTAVE D'EICHTHAL.

J'ai retrouvé dans les papiers de mon père, se rapportant aux années 1830-1831-1832, deux longues et intéressantes lettres et deux billets de Thomas Carlyle au sujet du Saint-Simonisme. On trouvera ces documents traduits plus loin. La première des lettres était motivée par un envoi de livres saint-simoniens que mon père avait fait à Carlyle et qu'il lui avait annoncé dans une lettre dont il avait gardé copie et que je reproduis :

A l'auteur de l'article intitulé : « Caractères de notre époque. »

Juillet 1830.

Monsieur,

Au nom de mes Pères, chefs de la Société saint-simonienne, je vous prie de vouloir bien regarder comme vous étant personnellement adressée la note circulaire explicative du *Nouveau christianisme* qui se trouve inscrite au n° 34 ci-joint de notre journal *l'Organisateur*. Je vous prie aussi de vouloir bien prendre connaissance du *Nouveau christianisme* ainsi que des autres livres et journaux que j'ai cru devoir y joindre et dont l'ensemble renferme une exposition assez complète de notre doctrine.

Les disciples de Saint-Simon ont lu avec un vif intérêt l'article intitulé : *Caractères de notre époque* que vous avez inséré dans la *Revue d'Édimbourg* et que la *Revue britannique* a fait connaître en France. Ils ont admiré la vigueur avec laquelle vous avez tracé le tableau des travers de la Société actuelle ; ils se sont réjouis du sentiment d'*amour* et de *foi* qui vous fait *désirer, espérer* un meilleur avenir ; si vous n'êtes point allé au delà de ces *désirs vagues* et de ces *espérances incertaines*, ils ne vous l'ont point reproché ; car ils savent qu'aux hommes seulement qui ont été éclairés de la lumière nouvelle que Dieu a donnée aux hommes par Saint-Simon, appartient aujourd'hui de voir l'avenir sous une forme précise et pour ainsi dire *face à face ;* et

maintenant ils viennent à vous, ils vous appellent à jouir de cette lumière qui a lui sur eux et que vous semblez plus que tout autre préparé à recevoir.

Votre travail a été l'objet de deux articles dans notre journal; vous les trouverez dans les nos 32 et 36 de l'*Organisateur* ci-joints.

Lorsque vous aurez lu ces deux articles et la *Note explicative,* nous vous engageons à lire successivement le *Nouveau christianisme,* les numéros de l'*Organisateur* qui contiennent l'exposition des principaux points de notre dogme telle qu'elle a eu lieu cette année dans nos séances publiques, enfin le travail sur le passé et l'avenir des beaux-arts.

Trois autres ouvrages sont joints à ceux que je viens de citer : *le Producteur, l'Industrie, l'Éducation du genre humain,* par Lessing.

Sur ces ouvrages, quelques remarques sont nécessaires.

La *Note explicative* vous fera comprendre comment et pourquoi notre maître et son école sont longtemps restés au point de vue humain dans les spéculations *philosophiques* avant de passer au point de vue *divin*, à l'inspiration *religieuse*. Ainsi qu'un de nos frères l'a dit dans le travail sur les beaux-arts qui se trouve maintenant entre vos mains, « notre maître a commencé ses travaux comme Socrate et les a terminés comme Jésus. »

L'*Industrie* appartient à l'âge philosophique de notre maître, le *Producteur* à l'âge philosophique de ses disciples; ces ouvrages renferment d'excellents matériaux; mais on se méprendrait complètement si on les regardait comme représentant le caractère général de notre doctrine à son état actuel.

Dans le *Producteur,* les articles de M. Olinde Rodrigues sur Saint-Simon, ceux de MM. Enfantin et Bazard, qui sont aujourd'hui les *Pères* de notre Société, suffiront pour vous mettre au courant des questions les plus importantes traitées dans ce recueil.

Quant à l'écrit de Lessing, il contient des vues remarquables sur la *perfectibilité* de la révélation. C'est un de ces ouvrages qui, comme ceux de Vico en Italie, de Condorcet, de de Maistre, de Ballanche en France, comme ceux des écoles philosophiques en Allemagne, comme les vôtres mêmes en Angleterre, ont annoncé ou annoncent l'aurore de la rénovation religieuse qui s'opère aujourd'hui par Saint-Simon. Nous serons charmés, Monsieur, de recevoir de votre part toutes les communications auxquelles pourra donner lieu l'envoi que nous vous faisons aujourd'hui.

Si vous nous écrivez, veuillez adresser vos lettres ainsi qu'il suit : « M. Gustave d'Eichthal, au bureau de l'*Organisateur,* rue Monsigny, no 6. Paris. »

Je vous donne le salut de la fraternité chrétienne, espérant vous donner un jour celui de la fraternité saint-simonienne.

G. d'Eichthal.

Le journal de Carlyle, reproduit par Froude, mentionne, dans les termes suivants, l'envoi qui lui était parvenu : « J'ai reçu, il y a environ quatre semaines, une lettre étrange de Saint-Simoniens, motivée par mon article *Signs of the Times*. Ces hommes ont des idées extraordinaires, non sans une forte dose de vérité, et ils sont eux-mêmes des signes. Je suis curieux de savoir ce qu'ils deviendront. *La classe la plus pauvre* (en français) est évidemment en voie de se relever de son profond abaissement. » Et l'auteur du *Journal* écrit à la suite plusieurs pages de réflexions sur la mauvaise répartition des richesses.

Voici maintenant sa lettre à Gustave d'Eichthal :

A Monsieur Gustave d'Eichthal, au bureau du journal « l'Organisateur, » rue de Monsigny, n° 6. Paris.

Craigenputtoch, près Dumfries (Écosse), 9 août 1830.

Cher Monsieur,

Il y a environ trois semaines est arrivé ici un paquet de livres, accompagné d'une lettre adressée à l'*auteur de l'article intitulé : Caractères de notre époque*. Le tout en excellent état ; les livres au complet, d'après la liste qui y était jointe. Étant l'auteur de l'article en question intitulé : *Signs of the Times*, dans la *Revue d'Édimbourg*, je ne puis qu'accepter avec plaisir cet envoi. Par quelle voie m'est-il arrivé jusqu'ici ? Je le saurai peut-être un jour.

Permettez-moi d'exprimer à vous-même et à la *Société saint-simonienne* toute ma reconnaissance de l'intérêt que vous prenez à mes études et ma vive satisfaction de voir acceptées par vous quelques-unes de mes idées. Et ici rendons hommage au caractère matériel et mécanique de notre temps auquel on fait tant de critiques[1]. C'est

1. Ceci se rapporte à l'article de Carlyle, dans la *Revue d'Édimbourg* (recueilli dans le 1er vol. des *Mélanges*), article qui était un long et éloquent développement de cette pensée : « Notre vraie Divinité actuelle, c'est la *mécanique*. » L'auteur traçait un tableau, curieux pour l'époque, des progrès des machines et rattachait au développement du machinisme l'organisation corporative, scientifique, industrielle et littéraire qui se substituait peu à peu à l'initiative individuelle. L'individu, disait-il, ne peut plus rien sans une machine ou une association. Vivre aujourd'hui, c'est se lier à un parti ou en créer un. Il proclamait notre supériorité dans l'action extérieure de la vie et craignait que nous ne fussions inférieurs à d'autres siècles sous le rapport de la valeur morale, de la dignité de l'âme et du caractère. — « Les hommes, ajoutait-il, ont perdu leur foi dans l'invisible et travaillent dans le visible... La philosophie même a suivi cette pente... Nous ne nous demandons plus : qu'est cet objet ? mais : comment est-il ? »

En terminant, l'auteur affirmait sa foi dans le progrès. « Notre nuit, disait-il, est voisine de l'aurore. » La *Revue britannique* le traduisit en l'attribuant à A. Smith.

grâce à lui et aux triomphes des sciences physiques que les pensées d'un solitaire, qu'il verse silencieusement dans le courant des choses humaines, vont à travers les mers jusqu'à de lointaines capitales et qu'à peu d'intervalle elles lui ramènent jusque dans ses granits d'Écosse une réponse fraternelle.

J'ai parcouru dans l'ordre indiqué vos écrits en y consacrant le loisir dont je disposais, me réservant d'ailleurs d'y revenir plus à fond dès que je le pourrai.

Votre entrée en scène est plutôt extraordinaire. Mais je me suis aperçu depuis longtemps que l'extraordinaire n'est pas toujours le faux et que c'est une bonne règle d'y regarder de ses propres yeux. Si j'avais pu imaginer en 1825 que, près du Palais-Royal, au milieu des *cafés et billards* de votre joyeuse cité[1], une société d'apôtres couvait dans son sein une nouvelle religion, qu'avec un zèle judicieux et une grande pénétration philosophique elle cherchait ardemment à répandre, j'eusse aussitôt tenté de faire votre connaissance personnelle.

Dans ces livres, la plupart nouveaux pour moi, je ne trouve rien ou presque rien à reprendre; en tous cas, l'esprit qui les inspire a toute ma sympathie. Vos opinions sont souvent celles qui me sont chères et que dans mes écrits j'ai cherché à exprimer plus ou moins clairement. Que le dernier siècle ait été une période de négation, d'irréligion et de destruction à laquelle doit succéder une période d'affirmation et de religion, si la Société doit être reconstituée ou même continuer à exister, c'est là une vérité qu'avec ses innombrables corollaires les penseurs de tous les pays sont prêts à accepter. Il est également vrai que la religion étant le seul lien et la vie des sociétés, le seul gouvernement réel a toujours été une hiérarchie; bien plus, c'est maintenant une hiérarchie ou une hérésiarchie; nos vrais gouvernants dans ce siècle sont non pas les Capets ou les Guelfes, mais le pape Voltaire, l'évêque Hume, l'évêque Smith, l'archidiacre Helvétius et quelques autres avec des milliers de journalistes pour curés[2]; et de ceux-là rois,

1. Carlyle avait passé quelques jours à Paris. Dans son Journal, il décrit le Palais-Royal comme le repaire de la vanité et du vice, « un vrai palais de *tigres-singes*, comme Voltaire appelait ses compatriotes... Je me réjouis d'être séparé de ce lieu par la ceinture de l'Océan. »

2. Je retrouve cette idée dans *Sartor resartus* (Trad. franç., p. 291) : « Il n'y a pas d'Église, dis-tu ? La voix des Prophètes s'est tue ? Voilà justement ce que je conteste. Ne fait-on pas encore une prédication suffisante? Un Frère Prêcheur s'établit dans chaque village ; il y dresse sa chaire qu'il appelle Journal. » Carlyle avait, d'ailleurs, déjà exprimé la même pensée dans l'article *Signs of the Times* : « La vraie Église d'Angleterre, en ce moment, c'est les directeurs de journaux. Ils prêchent chaque jour ou chaque semaine et morigènent les rois eux-mêmes, annonçant la paix ou la guerre, censurant, consolant, édifiant, avec une autorité qui n'a appartenu qu'aux prédicants de la Réforme ou aux anciens papes..., semblables à certains ordres mendiants, extérieurement remplis d'un saint zèle, avec, intérieurement, des visées plus terrestres... »

premiers ministres et feld-maréchaux sont les sacristains et les bedeaux, gagnant, il est vrai, des salaires absurdes et faisant mal leur besogne.

Cet avenir et ces grands intérêts de la Société sont présentés dans vos livres avec un enchaînement logique plein de force, avec une grande abondance et une grande clarté de démonstration, jointes à la chaleur d'un noble zèle. Je suis d'autant plus curieux de comprendre comment dans vos esprits l'idée scientifique s'est transformée en religion, dans quel sens, et non sous forme de métaphore, des hommes aussi cultivés et de pensée aussi puissante, qui sont au-dessus de toute superstition et de toute tromperie, emploient ces mots extraordinaires : *Dieu est revenu à la France en Saint-Simon, et la France annoncera au monde le Dieu nouveau.* C'est là le point le plus important de tous ceux sur lesquels je voudrais des éclaircissements. Vous, les disciples dévoués, ne prenez pas en mauvaise part l'opinion d'un homme étranger à votre doctrine et à votre maître ; mais, dans les écrits de Saint-Simon, même dans le *Nouveau christianisme,* je trouve en effet une nature ardente et forte d'espérance, une vision d'avenir hardie, pénétrante, et cependant souvent, il me semble, hâtive et superficielle ; en tous cas, rien d'un caractère divin ; comme inspiration, celle que peut ressentir tout homme de génie qui, ayant aperçu la vérité, l'a embrassée de toute son âme, celle aussi que plusieurs de ses disciples revêtent d'une forme encore plus saisissante. N'en doutez donc pas : le livre où vous exposerez vos principes religieux sera particulièrement bien venu ici ; l'histoire détaillée et l'organisation actuelle de votre Société, ses actes intérieurs et extérieurs, son recrutement, sa situation politique et économique ; tout l'ensemble de son existence sont des questions du plus haut intérêt pour moi.

Que mon bienveillant critique de l'*Organisateur* ne croie pas d'ailleurs que ma défiance des groupes ou comités aille jusqu'à l'aversion pour les associations fondées sur la religion, qui est la seule base vraie et durable de toute association. La religion ne peut réellement exister que dans l'union ; je l'ai senti depuis longtemps ; cette profonde, mystique, incommensurable sympathie que l'homme a pour l'homme est le vrai élément de la religion ; la *communion des saints,* dont il est parlé dans le *Credo,* n'est pas une illusion, mais le fait dominant de notre destinée[1].

Qu'il n'existe, pour le moment, aucune religion publique, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater ; qu'il doive en exister une, nul homme qui sent en lui une âme d'homme généreuse et intacte n'en peut douter, car cette même toute-puissance que nous appelons Dieu est toujours autour de nous et en nous, et rien de ce que l'homme a

1. Ce passage est reproduit presque textuellement dans *Sartor resartus*, p. 285 : « Il y a littéralement une vivante Communion des saints, vaste comme le monde lui-même et comme l'histoire du monde. »

fait et a été, l'homme n'est devenu incapable de l'être et de le faire. La foi, qui réside dans tout cœur pieux, nous enseigne que l'homme aujourd'hui n'est pas aveuglé, mais entouré de ténèbres; s'il a longtemps marché sous la lueur des embrasements, parmi le fracas des cités croulantes, et s'il s'arrête maintenant en larmes parmi les cendres et la désolation, une aube nouvelle lui apparaîtra bientôt. « De ces cendres jailliront de futures prairies et de riches moissons. » — « Maintenant, » dit Jean-Paul, un penseur profond et prophétique qui vous est probablement bien connu, « c'est le glas de la douzième heure nocturne; les spectres hurlent, les morts marchent, les vivants rêvent. A toi, éternelle Providence, de faire poindre le jour! » Vous êtes dans la bonne direction, j'en suis sûr, car vous êtes animé de cet esprit de martyre et d'apostolat qui ne s'est jamais complètement trompé. Êtes-vous dans le bon sentier? Je me réjouirai de le constater et je l'espérerai jusqu'à ce que j'aie eu la preuve du contraire. Et, en vous souhaitant du fond du cœur un bon succès, bien plus, en m'efforçant, dans ma propre voie, de coopérer à vos efforts, je demeure, cher Monsieur, votre ami et celui de votre Société.

Thomas Carlyle.

Mon adresse est : « Thomas Carlyle, Craigenputtoch, Dumfries (Écosse). » Les libraires de Londres *Black, Young and Young*, correspondent parfois avec moi, de même *Treuttel* et *Würz,* qui ont un établissement à Paris. — J'entends dire aujourd'hui que votre vieille bête de roi est arrivé en Angleterre; entre nos deux pays, qui maintenant commencent à se comprendre, il n'y aura pas de guerre; espérons qu'il n'y en aura jamais plus! — Avec le duc d'Orléans, si les choses s'arrangent définitivement, tout sera pour le mieux. En tous cas, *votre* tâche, si vous voulez l'accomplir sincèrement, n'est pas celle d'un jour ou d'une génération, mais de tout un avenir. Si votre Société était curieuse de comparer avec ses propres vues quelques-unes de mes idées morales et religieuses qui, bien qu'issues d'un point de départ presque opposé, correspondent d'une façon curieuse avec les vôtres, vous les trouveriez dans un article intitulé *Voltaire,* n° 6 de la *Foreign Review; Novalis,* n° 7 de la même revue, et *Gœthe,* n° 3. La *Foreign Review,* maintenant fondue avec la *Foreign quarterly Review,* se vendait chez Galignani et chez Arthus Bertrand à Paris. Mais, probablement, elle vous est inconnue, et elle le mérite pour une grande partie de son contenu.

Mon père continua de tenir Carlyle au courant des publications et des travaux de l'École, car je trouve mentionné, dans ses notes, l'envoi d'une collection du *Globe* et d'un volume.

Carlyle semble avoir persévéré dans l'intérêt qu'il portait aux néophytes et à leur Église, et cela malgré le conseil que lui avait donné Gœthe et que Froude reproduit dans ces termes d'après le journal de

Carlyle : « Tiens-toi, je t'en prie, à l'écart de la Société saint-simonienne » (von der Société saint-simonienne, bitte dich fern zu halten). Carlyle inscrit dans ce même journal : « Je viens de lire, dans la *Quarterly Review*, l'article de Southey sur les Saint-Simoniens. C'est un misérable article, écrit non par un philosophe, mais par un chantre de paroisse... Il sait ce qu'ils ne sont pas, mais il ne sait rien de ce qu'ils sont. »

La lettre suivante, du 17 mai 1831, est écrite en réponse à une lettre de Gustave d'Eichthal, du 27 avril, que je ne retrouve pas.

A Monsieur Gustave d'Eichthal, au bureau du journal « le Globe », 6, rue Monsigny. Paris.

Craigenputtoch, Dumfries, 17 mai 1831.

Cher Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 27 avril, qui m'est arrivée il y a quelques jours, et je m'empresse d'y répondre. Votre envoi de publications saint-simoniennes, contenant l'*Organisateur*, la première année de l'*Exposition* et divers autres écrits, m'est parvenu sous forme de deux paquets successifs. Je n'ai pas manqué de les lire attentivement. Un nouveau paquet, de contenance analogue, m'est annoncé de Londres; il trouvera ici au moins un lecteur assidu.

Je ne puis que me réjouir d'être en relations amicales avec des hommes d'intelligence élevée et d'esprit religieux. Avec de tels hommes, et avec eux seulement, on peut être en amitié et en communauté d'âme. Pour moi et pour tous les esprits généreux, c'est un spectacle d'une haute signification, et je pourrais dire d'une émouvante beauté, qu'une phalange d'hommes comme vous, forte de sa foi, se serrant avec un courage désespéré pour le bon combat et faisant front héroïquement, à l'aide des armes et de la tactique dont elle dispose, contre l'innombrable armée du mal. Et quel singulier hasard aussi, permettez-moi de m'en féliciter, qui fait que celui qui a ici l'honneur de correspondre avec vous sur des sujets d'intérêt public se trouve déjà avec vous en rapports personnels; en effet, mon ancien élève, Charles Buller, est de vos relations; et, ce qui est plus extraordinaire, mon frère, que vous verrez à Londres, a été, pendant une année entière, l'hôte de feu votre digne oncle le baron von Eichthal à Munich, avec qui je me suis trouvé également en correspondance amicale. Je me réjouis de tous ces liens qui nous rapprochent.

Vous voudriez savoir ce que je pense actuellement de votre Société, de ses doctrines, de son avenir, de ses actes? J'essaierais vainement d'exposer mon opinion avec quelque précision; depuis plusieurs mois, j'ai tantôt jeté un coup d'œil rapide, tantôt fixé un regard attentif sur le phénomène que vous êtes, et il en est résulté un état d'esprit complexe; fait d'approbation, de curiosité, d'anxiété, et où l'étonnement

nuit encore à la netteté du jugement; ce n'est pas une, mais plusieurs lettres qu'il me faudrait pour dire le peu que je sais de vous et combien je désire en savoir plus.

Je dois vous dire en toute sincérité que mon respect pour la personne de vos frères et de vos chefs, loin de diminuer, s'est accru à mesure que je les étudiais mieux; j'aperçois en vous des hommes d'une vive pénétration intellectuelle, d'un caractère décidé, animé d'un zèle noble qui les éclaire autant qu'il les enflamme; des hommes avec qui tous les cœurs généreux doivent en tous cas se sentir dans une certaine confraternité. Je puis même dire que vos opinions doctrinales, politiques, morales, philosophiques portent pour la plupart en elles-mêmes leur justification, et j'y adhère de grand cœur; souvent, j'y retrouve seulement exposé d'une façon plus rigoureuse ce que j'avais déduit de mes propres observations. A mes yeux, une de vos plus importantes démonstrations est celle de la non-existence actuelle d'une Société, celle aussi de l'alternance des périodes critiques et organiques dans l'histoire; je suis touché également de la chaleur de vos préceptes concernant notre devoir envers les pauvres, lequel, à vrai dire, n'est que l'ancien devoir d'amour, de charité envers le faible, le faible par manque d'argent ou d'autres ressources, devoir qui a été et qui doit être la base de toute morale sociale. Il n'est pas non plus douteux que votre maxime : *à chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres,* est le but de toute vraie organisation sociale qui sera d'autant plus parfaite qu'elle s'en approchera davantage. En résumé, si la doctrine saint-simonienne se présentait comme une doctrine purement scientifique, ou comme la *prophétie* d'une *perfection suprême* vers laquelle la Société doit progresser, je pourrais, sauf de légères réserves, y souscrire et convenir avec vous, bien sincèrement, qu'il est du devoir de chacun, dans la mesure de ses moyens, de concourir à votre entreprise. Cependant, il y a un trou noir qui reste pour moi encore complètement ténébreux. Vous vous intitulez une *Église* et vous vous donnez pour les fondateurs d'une nouvelle *religion;* mais cette religion, je vous l'avoue, jusqu'ici je la cherche en vain. Loin de moi de vous refuser une sorte de *renoncement* pieux et le sentiment de l'existence de Dieu dans la nature, dans tous les phénomènes de la nature, spécialement dans l'homme, qui est sa principale création; je ne voudrais pas non plus entreprendre témérairement d'expliquer ce qu'est la religion ou de définir ce qui est proprement indéfinissable. Mais assurément, dans toutes les religions jusqu'ici reconnues, un élément indispensable, et même essentiel, était celui-ci : *un symbole ou une représentation symbolique dans laquelle la divinité se manifestait d'une façon sensible.* Le symbole peut être des plus grossiers, comme une idole scandinave ou un *mumbo-jumbo* africain, ou des plus élevés et d'une signification infinie, comme Jésus de Nazareth, sa *vie,* sa *biographie* et tout ce qui en a découlé; mais, en tous cas, il faut qu'il y ait quelque symbole qui s'offre de lui-même aux

croyants, car c'est par là seulement que l'imagination, le vrai organe de l'Infini dans l'homme, peut s'harmoniser avec l'intelligence, qui est l'organe du fini. Jusqu'ici, je ne trouve nulle part dans votre doctrine un tel symbole; je n'en trouve même pas un vestige; tout au plus, vois-je la prophétie d'une religion; mais jusqu'ici pas de religion. Ou, si notre symbole de la divinité doit être l'*Univers* lui-même et notre évangile l'*histoire de l'homme*, à mon avis une telle religion prend à tort le nom de *Saint-Simonisme*, car elle a été la religion de tous les penseurs (quoique dans une communion largement disséminée) du dernier demi-siècle, de Gœthe par exemple, et, à un moindre degré, de Schiller, Lessing, Jacobi, Herder. Hélas! la *liturgie* de cette religion est encore à créer; ses *homélies* aussi gisent dispersées dans ce vaste Océan écumant que nous appelons littérature[1], et ce serait un homme supérieur celui qui saurait les recueillir et les compléter.

Je me demande même, sur ce point, si vous faites bien de *prophétiser* seulement la bonne nouvelle, religieuse et politique (ce qui semble être votre tâche actuelle), lorsque, peut-être, vous pourriez mieux contribuer à la hâter par d'autres moyens. Pourquoi s'en tenir à *montrer du doigt* la terre promise, que tant d'hommes de toutes nations ont déjà découverte, lorsqu'avec des facultés comme celles dont quelques-uns d'entre vous ont fait preuve on pourrait nous donner des *ailes* pour l'atteindre, ce qui serait le plus précieux service à nous rendre?

Vous vous tromperiez gravement si vous imputiez ces critiques à un aveuglement obstiné, à une indifférence hostile et non à un doute sincère fondé probablement, dans une large mesure, sur le manque d'information suffisante. Je me suis dit et je me répète : voici des hommes qui savent et sentent par toute leur âme la grande vérité presque oubliée, *l'homme est toujours l'homme*, et s'en font gloire comme ils le doivent. Avec ces hommes, je suis du fond du cœur, sinon frère en Saint-Simon ou en aucun autre mortel, du moins frère en Dieu, par l'inspiration duquel eux et moi sommes faits pour nous entendre. Mieux vaut, dans ce siècle de machines à vapeur, qu'une vérité aussi sublime et si réconfortante soit mal appliquée plutôt que de rester inconnue.

C'est pourquoi, sans compter les autres raisons, je vous souhaite de réussir en Angleterre et je me réjouirai de vous y rencontrer et de m'entretenir amicalement avec vous. Malheureusement, mes engagements, auxquels s'ajoutent des considérations d'économie, ne me permettront pas un voyage à Londres. Mais il y a un moyen : ne pourriez-vous pas venir ici? Vous avez le choix entre trois *stage-coach* qui vous amèneraient à Dumfries en trente-six heures; deux heures après vous seriez ici, dans nos rochers solitaires; vous êtes sûr d'y trouver un

1. Cf. *Sartor resartus*, ch. VII : « Il n'y a pas, dites-vous, de religion? Insensés... Avez-vous regardé ce qu'il y a dans cet immense océan écumeux que nous appelons *Littérature?* Là flottent épars les fragments d'une vraie *homélétique*, que le temps rassemblera, et même les fragments d'une *Liturgie*. »

accueil chaleureux, de longues conversations, une hospitalité suffisante pour un philosophe. Ma femme, qui connaît un peu vos doctrines et se fait comprendre dans les trois langues que vous parlez, s'unit à moi pour vous adresser cette invitation cordiale. Croyez bien que ce serait le meilleur moyen d'entrer en communication directe. J'espère que ce projet pourra se réaliser prochainement, et pour le moment, avec tous mes bons souhaits pour vos frères et pour leur cause, je reste votre sincèrement dévoué.

T. Carlyle.

P.-S. — Si vous visitez l'Angleterre en ce moment, vous la trouverez dans un état de fermentation électorale que les hommes les plus âgés n'ont pas encore vu. La démocratie s'est soulevée et ne s'arrêtera pas jusqu'à ce qu'elle ait conquis ses droits ; ce pauvre monstre aveugle croit, pour le moment, que la liberté réside dans la franchise électorale, qu'en tressant ses chaînes en festons elle sera libre. Dans notre état habituel, nous avons trois grandes sectes actives parmi nous : premièrement, les chrétiens, une classe encore puissante et même respectable, bien au-dessus de ce qu'elle est chez vous et ailleurs ; elle seule possède encore un vestige de religion ; secondement, les incroyants *whigs,* dont le principe est le *dilettantisme* en tout ; troisièmement, les incroyants radicaux ou utilitaires, pour qui l'*âme* est synonyme d'*estomac.* Une classe honnête et de laquelle il y a à espérer.

Le meilleur moyen pour les lettres est de les adresser ici directement. Une lettre de Paris arrive au bureau de poste de Dumfries, avec un port insignifiant, et en toute sûreté, en quatre ou cinq jours.

Quelques mois après, le billet suivant fut apporté à Gustave d'Eichthal par le frère de Carlyle :

Londres, 3 octobre 1831.

Cher Monsieur,

Permettez-moi de vous présenter mon frère, le Dr Carlyle, qui est en route pour l'Italie, et qui, passant par Paris, souhaite faire votre connaissance. Je l'ai chargé, et c'est aussi son propre désir, de se familiariser autant que possible avec la doctrine de Saint-Simon sous son aspect actuel. Vous le trouverez déjà en rapports amicaux avec vos parents d'Allemagne.

J'ai plaisir à recevoir régulièrement les numéros du *Globe* et j'y trouve nombre d'informations sur diverses matières qui m'intéressent beaucoup et qui ne sont que peu ou pas comprises ici. C'est en partie pour vous en témoigner ma reconnaissance que j'avais résolu de vous envoyer une version anglaise du *Nouveau christianisme,* que j'ai écrite en Écosse il y a plusieurs mois. Mais je ne puis, en ce moment, ravoir le manuscrit, qui est entre les mains du Dr Bowring ; il me faudra donc attendre une autre occasion. Mais si, pour quelque raison, cette traduction pouvait vous être utile, je la mets de grand cœur à votre disposition.

J'ai été amené ici, il y a quelques semaines, par une petite affaire d'ordre littéraire, et maintenant les choses ont tourné de telle sorte que j'ai fait venir ma femme et que nous passerons l'hiver à Londres. Si la mission apostolique que vous annoncez devait avoir lieu avant trois mois, nous comptons être avertis les premiers de votre arrivée et vous voir souvent. Ce sera pour moi un très grand plaisir de discuter à loisir avec vous les graves questions dont vous vous occupez. Et pour vous personnellement, comptez sur notre accueil chaleureux.

Vous souhaitant cordialement le bonheur et le succès en tout où vous pouvez le désirer, je suis, cher Monsieur, votre tout dévoué.

Thomas Carlyle.

A M. Gustave d'Eichthal, du collège Saint-Simonien, à Paris, rue Monsigny, 6. Par M. le Dr Carlyle.

L'échange de lettres entre les deux correspondants se transforma en relations personnelles dans l'hiver de 1831, pendant lequel mon père et Charles Duveyrier furent envoyés par l'École, comme missionnaires de la doctrine, en Angleterre. Gustave d'Eichthal alla voir Carlyle à Londres, et je trouve, dans une lettre de Mme Carlyle, une note sérieuse sur cette visite. (La lettre est de décembre 1831 et adressée à miss J. Carlyle, *Recueil Froude*) :

La plus intéressante connaissance que nous ayons faite est celle des Saint-Simoniens. Vous pouvez penser comme mon cœur a battu lorsque, l'autre jour, on m'apporta une carte au nom de Gustave d'Eichthal. J'étais seule. Notre abord fut tout à fait cordial et, comme il parle bien anglais, nous eûmes une conversation animée jusqu'au moment où Carlyle rentra. Gustave d'Eichthal est un homme qu'on ne peut s'empêcher d'aimer à première vue; il est si doux, si franc, si convaincu, prêt à faire et à souffrir tout pour sa foi. Il est accompagné d'un ami, qu'il nous a amené aujourd'hui avec Mill et Detrosier; c'est un homme plus vigoureux, peut-être plus imposant, que d'Eichthal, et qui semble avoir tout à fait séduit Carlyle. Duverrier (*sic*), c'est, je crois, son nom, au premier coup d'œil est laid; il est tout marqué de petite vérole; mais, peu à peu, on s'étonne d'avoir eu cette première impression, tant sa nature est captivante et prenante. Nous espérons les voir beaucoup tous les deux avant de quitter Londres...

Mon père n'a laissé que peu de notes sur sa mission en Angleterre; son séjour à Londres fut d'ailleurs écourté par la nécessité qui s'imposa à lui de revenir à Paris, rappelé par les difficultés qui s'étaient élevées entre les chefs de l'Église saint-simonienne, puis par le procès qui fut intenté à Enfantin et où ceux de ses disciples qui lui étaient restés fidèles voulurent prendre la défense de l'École. Une

de ces notes rapporte sans commentaires une conversation avec Carlyle le 30 janvier 1832.

Il n'est pas question nominativement de lui dans le rapport que Gustave d'Eichthal adressa à Enfantin (26 janvier 1832) sur le succès de la mission et qui figure dans la grande publication des documents saint-simoniens (*Notices historiques*, 5e vol., p. 214) et d'où je tire le passage suivant :

Cher père, depuis notre arrivée, nous avons vu beaucoup d'amis. Ceux qui, de Londres, avaient jugé la mission inopportune, sont complètement revenus de cette idée. Maintenant, personne ne doute autour de nous que nous n'excitions de vives sympathies... Les efforts des Owenistes, des Benthamistes, des Unitairiens ont préparé le sol. Nous avons entendu hier à l'*Union politique* le vrai pape irlandais, O'Connell, développer, avec une éloquence admirable et au milieu des trépignements de pieds et des hourras, l'alliance intime que l'Irlande, dans la personne de ses députés, faisait avec l'Angleterre pour l'obtention du bill de réforme, et, par ce bill, d'une régénération commune... Notre conviction profonde, éclairée par l'avis de nos amis, est que nous devons aller droit à Manchester, au milieu des populations manufacturières de l'Angleterre..., et y convoquer un meeting, qui sera, nous l'espérons, de quelque dix mille hommes[1].

1. De Londres, Duveyrier écrivait à Enfantin, le 10 février 1832, une lettre que je retrouve dans les papiers de mon père, et qui, je crois, n'a jamais été reproduite :

« Londres, le 10 février 1832.

« Très cher Père,

« ... J'ai parlé à nos amis du projet d'exposition en français. Nos amis, qui sont jusqu'à présent owenistes, républicains ou rigoristes libéraux, ou philosophes positifs, sont convaincus que cette exposition ne fera aucun effet : « Les « classes élevées, disent-ils, sont sans pitié, sans intérêt pour l'amélioration des « classes pauvres. Votre exposition n'intéressera personne. »

« Je suis loin de penser comme eux. Je compte moins sur l'intérêt de la haute classe, pour ce qui concerne le soulagement du sort misérable de la classe la plus nombreuse, que sur sa curiosité.

« Je pense donc que le voyage de Barrault est une excellente chose, et je me réjouis beaucoup de le voir arriver.

« Nous sommes ici *très bien* avec tous les partis populaires, unionistes, owenistes, etc. Les ouvriers sont prêts, nous les aurons quand nous voudrons, mais nous ne pouvons, nous, *Français*, les prendre immédiatement sans nous enlever, pour toujours, toute espèce d'action sur les classes élevées.

« La lutte est ici plus intense que partout ailleurs, il n'y a pas de moyenne classe. Notre mot de *bourgeoisie*, *bourgeois*, n'a pas d'expression analogue en anglais. Tous les hommes qui ont travaillé jusqu'à ce jour à l'amélioration des classes nombreuses n'ont eu d'influence que sur les classes nombreuses qu'ils ont considérablement moralisées et instruites surtout en ce qui concerne l'éco-

C'est à la fin de son séjour à Londres que mon père reçut de Carlyle le billet suivant, après lequel je ne trouve plus de correspondance entre eux :

4, Ampton street, 15 février 1832.

Cher Monsieur,

L'éditeur du « Magazine » se décidant à ne pas publier cette traduction, je la mets, selon ma promesse, à votre entière disposition. Je vous autorise pleinement à l'imprimer ou à la brûler, ou à en faire ce que vous voudrez, à la seule condition que *mon nom ne soit pas mentionné.*

La « Notice du traducteur » sera sans doute inutile à présent, je vous l'envoie cependant aussi ; j'y exprime sincèrement mon impression sur l'influence possible de Saint-Simon et de son écrit sur notre public anglais, et cela dans des termes plutôt en dessous qu'au dessus de l'opinion que je me suis faite de ce dernier écrit (ce à quoi j'étais naturelle-

nomie politique. Vous seriez dans l'admiration de la force et de la simplicité de la logique populaire livrant bataille à la troupe savante et très vénérée, dans les hautes classes, des économistes... Vous seriez touché, très cher Père, de la disposition bienveillante, facile des ouvriers, déjà distingués et élevés au milieu de leurs frères, à comprendre, à sentir la nécessité d'une hiérarchie pacifique et d'une religion industrielle. Je suis convaincu que nous ne quitterons pas l'Angleterre sans avoir fait de grandes choses dans la classe productrice de ce pays. Nous y aurons fondé un lien puissant de co-patriotisme avec la classe ouvrière de France, et un lien plus intime encore de co-religion avec nos chers industriels. Mais, je le répète, dans l'intérêt même de la classe nombreuse de ce pays, il importe de commencer par les classes élevées qui n'ont ici aucun point de contact avec les ouvriers ; il importe au moins de faire assez parler de nous dans le monde, ainsi qu'on l'appelle, pour que notre action sur les ouvriers n'ait pas l'air d'être notre unique affaire.

« ... Ici, il faut flatter et caresser, justifier et applaudir, et, quand une fois on s'est fait ainsi un terrain convenable sur lequel on a attiré son monde, alors on infiltre adroitement bien des choses...

« Les Anglais sont encore excessivement chrétiens de forme et de convenances, et cela a une profonde raison : sans ce frein, je ne sais, en vérité, ce que serait aujourd'hui l'Angleterre, dont les sens parlent très haut.

« La plus grande antipathie existe contre les *docteurs* étrangers, mais on est très bien disposé quand on se présente comme venant soi-même étudier le pays et l'instruire à titre d'échange.

« Le pied sur lequel nous devons nous tenir vis-à-vis des classes élevées, ainsi que je vous l'ai déjà écrit, est celui de visiteurs français venant apprendre [aux Anglais] ce qui se passe en France, et prouver, par la connaissance que les Anglais ont de la France, que c'est là immanquablement ce qui lui convient. Il est possible de convaincre la société anglaise que, d'ici à peu d'années, la France entière sera saint-simonienne, comme en peu d'années elle a été république et empire ; et ceci est, sans contredit, un des points actuellement les plus importants... »

ment forcé). Ma tâche, en ce qui concerne ce sujet, est, je le crois, maintenant accomplie.

J'espère vous voir bientôt et avoir de bonnes nouvelles de Paris, et je suis, cher Monsieur, votre tout dévoué.

T. Carlyle.

Dans *Sartor resartus*, qui parut en 1838, mais qui fut écrit en 1831 (les similitudes que nous y avons relevées avec les lettres de cette même année à Gustave d'Eichthal sont saisissantes), Carlyle a parlé deux fois du Saint-Simonisme. Il fait citer par son docteur Teufelsdrœckh, sans le critiquer, « cet étrange aphorisme de Saint-Simon touchant lequel il y aurait, comme aussi touchant son auteur, tant à dire : *L'âge d'or qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé est devant nous.* » (Trad. franç., p. 273.)

Puis les Saint-Simoniens lui fournissent un dénouement pour son héros. Je ne serais pas étonné que la correspondance à laquelle il est fait allusion dans les lignes suivantes soit celle dont nous venons de donner la traduction, car je n'ai pas trouvé trace de lettres que Bazard ni Enfantin (d'ailleurs séparés à ce moment) aient adressées à Carlyle :

Lorsque la Société des Saint-Simoniens transmit ici ses propositions et que tout le *Ganse* fut un vaste caquet de rires, de cris d'alarme ou de stupéfaction, notre sage resta muet, et, à la fin du troisième soir, il dit simplement : « Encore des gens qui ont découvert, non sans ébahissement, que l'homme est encore l'homme[1], et déjà vous les voyez faire de cette grande vérité, si longtemps oubliée, une fausse application. »

Depuis lors, ainsi que l'enquête du directeur des postes l'a constaté, il y a eu au moins une fois échange de lettres entre MM. Bazard-Enfantin et notre professeur lui-même ; on ne peut faire en ce moment que des conjectures quant à leur teneur. La cinquième nuit d'après, on le vit pour la dernière fois. Cet homme inappréciable... a-t-il été clandestinement enlevé par des émissaires de ces sectes ou bien s'est-il rendu volontairement à leur quartier général pour discuter avec elles ou les attaquer de front?... (*Sartor Resartus*, trad. franç., p. 340.)

Je laisse pour le moment à d'autres le soin de rechercher et de mesurer quelle empreinte définitive et peut-être, jusqu'à un certain point, inconsciente, le Saint-Simonisme a marquée sur le futur auteur de *Chartism* (1840), de *Past and present* (1843). Carlyle a subi beau-

1. Cf. Lettre à G. d'Eichthal du 17 mai 1831, ci-dessus, p. 298.

coup d'influences, quelques-unes même contradictoires, et son œuvre est des plus complexes, voire des plus chaotiques. Il serait difficile, cependant, de ne pas apercevoir, dans les apostrophes enflammées du mordant écrivain contre l'économie du *laissez-faire*, dans ses tableaux douloureux de la misère de l'Angleterre laborieuse, qu'il disait devenue une *terre d'inanition*, dans sa flétrissure des oisifs, dans ses appels aux « bons gouvernants, » dans son culte même des héros, comme un reflet vibrant des publications saint-simoniennes.

A travers lui, elles ont eu une grande influence sur le socialisme idéaliste et sur le socialisme chrétien anglais : « Lisez Carlyle de tout votre cœur et avec toute votre intelligence, » écrivait Ruskin, devenu son élève et son ami, « vous apprendrez par lui, sur le travail et la rémunération du travail, des maximes que vous devez retenir ! »

Eugène D'EICHTHAL.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

ÉPOQUE MODERNE.

(Suite et fin[1]*.)*

XVIIIe SIÈCLE. — Il est regrettable qu'à une très consciencieuse étude sur les impôts directs sous l'ancien régime, particulièrement dans le Sud-ouest, M. Marcel MARION ait cru devoir donner ce titre : *l'Impôt sur le revenu au XVIIIe siècle, principalement en Guyenne*[2]. Il est regrettable que les préoccupations dont ce titre témoigne transparaissent trop souvent, non seulement dans l'introduction, mais dans le texte de l'ouvrage, et altèrent quelque peu la sérénité de l'historien. M. Marion, adversaire de l'impôt sur le revenu global, partisan de l'impôt sur les revenus, établit entre le premier et la taille et la capitation, entre le second et les dixièmes et vingtièmes une assimilation des plus contestables[3]. Mais ce n'est pas affaire à la *Revue historique* d'entrer dans ces controverses.

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXII, p. 81.

2. Toulouse, Privat; Paris, Picard et Guillaumin, 1901. In-8° (*Bibliothèque méridionale*, 2e série, t. VII), XV-247 p.

3. La taille ne porte que sur un seul revenu, le revenu foncier. M. Marion est amené à montrer, au contraire (p. 30, n. 1), que ce sont les réformateurs, le Boisguillebert du *Factum* et Vauban qui proposent de remplacer la taille par un impôt sur le revenu global. La capitation ressemble plus que la taille à un impôt sur le revenu. C'est un peu à la faveur d'une confusion que M. Marion écrit, p. 83 : « Ainsi, sous quelque forme que ce fût, taille personnelle, capitation, l'impôt global sur le revenu était, à la veille de 1789, honni, proscrit, considéré comme incompatible avec le bon ordre, hautement condamné. » D'ailleurs, il considère comme un progrès relatif l'institution de la taille tarifée, qui n'est pas loin d'être un impôt sur le revenu. A mon sens, ce sont les dixièmes et vingtièmes qui cherchent à atteindre le revenu global, tout le revenu de chacun. M. Marion les baptise impôts sur *les revenus*, parce qu'ils appliquent le système des cédules distinctes pour revenus distincts. Mais presque tous les projets actuels d'impôt sur le revenu global admettent plus ou moins les

Je dois simplement signaler une suite fâcheuse de la distinction établie par l'auteur entre l'impôt sur « le revenu, » le mauvais impôt, et celui sur « les revenus, » le bon impôt; elle coupe son travail en deux séries chronologiques parallèles et ne lui permet pas de nous donner un tableau d'ensemble de l'histoire financière du XVIIIe siècle.

Ces réserves faites, je suis plus à l'aise pour louer les recherches étendues (nullement limitées à la Guyenne) et la solidité des résultats obtenus, dans l'établissement et l'interprétation des faits, par M. Marion. Si connue que fût, dans ses traits généraux, l'histoire de la taille, il en a heureusement retracé l'évolution. Il a montré que la taille réelle n'était pas aussi supérieure qu'on serait tenté de le croire à la taille personnelle. Les détails qu'il donne sur l'iniquité et l'arbitraire qui présidaient à la répartition de la taille, sur la détestable organisation de la *collecte*, suffisent amplement à expliquer que cet impôt ait été abhorré des populations. La plupart des tentatives faites pour l'améliorer n'ont guère réussi, à l'exception de l'essai de taille tarifée de Bertier de Sauvigny, favorisée par Turgot : « L'opération fut en somme celle qui approcha le plus de la perfection en matière de taille sous l'ancien régime. » Mais elle fut limitée à la généralité de Paris (p. 72).

S'il me fallait exprimer une préférence pour l'une ou l'autre des deux parties du travail de M. Marion, je donnerais la palme à la seconde. Se débarrassant des légendes courantes, il écrit l'histoire *réelle* du dixième : le clergé s'en exempte contre un don une fois payé; grâce à d'autres exemptions, à des abonnements, « un quart environ du royaume éluda... l'application du dixième. » Ailleurs, elle fut « presque toujours éludée en fait. » Le dixième devint souvent un impôt de répartition, dont les privilégiés payaient ce qu'ils voulaient, quand ils voulaient. Seuls les taillables payaient à peu près exactement leur dû.

Quant à son histoire du vingtième (ou plutôt des vingtièmes), je n'hésite pas à dire qu'elle est excellente, et même (ce qui n'est pas un mince mérite en une matière aussi ardue) attachante. On n'attendait pas moins du biographe de Machault. On voit chez lui, conjurées contre ce malheureux vingtième, les passions furibondes et égoïstes des parlementaires qui se drapent insolemment d'un faux amour du peuple. On y voit à plein la lâcheté de Louis XV, la faiblesse de Louis XVI, les excellentes intentions d'un très grand

cédules distinctes; et j'ai peur qu'en assimilant l'impôt sur le revenu à la taille, M. Marion n'ait pris les armes contre un ennemi imaginaire.

nombre de serviteurs de la royauté, la radicale impuissance de l'ancien régime à se réformer lui-même. Notez qu'en dépit de l'arbitraire, des inégalités, des résistances souvent victorieuses des privilégiés, des fraudes, le vingtième fut bien (p. 341), ainsi que le proclama la Constituante, « la moins imparfaite et la moins vexatoire des anciennes impositions. » Son histoire n'en démontre que mieux à quel point la Révolution était inévitable et nécessaire.

M. Bliard a consacré deux volumes à la réhabilitation ou, comme disent les Allemands, au « sauvetage » du cardinal Dubois[1]. Les invectives passionnées de Saint-Simon en ont, d'après lui, imposé à l'histoire, et c'est un procès à reviser. Sur certains points, — qui ne sont pas, au reste, les plus importants, — on sera facilement d'accord pour donner raison à M. Bliard. Par exemple, il justifie assez bien Dubois du honteux reproche d'avoir corrompu son élève; le milieu suffisait. Sans attacher autant d'importance que l'auteur au témoignage, d'ailleurs contradictoire, de Madame, on doit admettre qu'à l'œuvre de démoralisation entreprise par le chevalier de Lorraine et par d'Effiat, le précepteur n'a pas collaboré. Si on l'en a accusé, c'est que fils, non d'un apothicaire, mais d'un médecin de Brive, il n'en était pas moins, pour un Noailles ou un Saint-Simon, « né dans la boue, » et concentrait sur sa personne toutes les haines d'une aristocratie impuissante.

A Saint-Simon, M. Bliard joue l'excellent tour de publier de nombreuses lettres écrites par lui d'Espagne à Dubois en 1721-1722. Chéruel avait déjà, ici même[2], fait ressortir la flagrante contradiction entre le ton de cette correspondance et celui des *Mémoires*. Saint-Simon ne se contente pas d'être poli, il complimente le ministre avec une grâce balourde, il passe la mesure, et cet Alceste n'est qu'un Philinte maladroit. Entre le Saint-Simon de 1721 et celui de 1740, il y a la « Constitution » et la grande querelle janséniste. Donc, le témoignage des *Mémoires* est en partie irrecevable. M. Bliard établit également fort bien[3] que Dubois ne mérite ni la gloire ni la honte d'avoir inventé les mariages espagnols; l'idée en vint de Philippe V; Dubois se borna à les rendre possibles par le traité d'alliance du 27 mars 1721.

L'apologie est moins convaincante en ce qui concerne le rôle de Dubois dans la Triple-Alliance. Accuser, comme on l'a fait, Dubois de trahison est évidemment enfantin; le laver de tout reproche est

1. Paris, Lethielleux (s. d.). T. I, VI-428 p., 1 portrait; t. II, 488 p.
2. *Rev. hist.*, t. I, p. 140.
3. P. 357, contrairement à M. Wiesener.

impossible. Il n'a pas « inventé » l'alliance anglaise, celle-ci lui a été proposée par les ministres du roi Georges, et elle était conforme aux intérêts de la France. Il n'en est pas moins vrai (p. 112), — et M. Bliard raconte cela comme la chose la plus naturelle du monde, — que dès juillet-août 1715, *Louis XIV encore vivant*, l'abbé négociait déjà, en faveur du duc d'Orléans, avec Stair. Il n'en est pas moins vrai (p. 128) qu'après une période d'extrême tension des rapports franco-anglais, c'est lui qui fait des avances à Stanhope, et si plates, que Destouches lui-même lui conseillera, en 1720, de tenir aux Anglais la dragée un peu plus haute. Nous accorderons que les clauses de la Triple-Alliance (p. 231-232) ne sont pas imputables à Dubois[1], qu'il n'a pas été payé (au contraire, c'est la France qui a dû payer des Anglais). Mais, même dans le récit de son panégyriste, s'il apparaît honnête homme en ce qui concerne l'argent, s'il repousse les présents de l'étranger, il n'en est pas moins anglophile un peu à l'excès et trop aisément disposé à sacrifier la dignité nationale[2], très avide de charges et aussi de richesses, ambitieux et, — le mot ne saurait s'éviter, — intrigant. Il faut voir comment (p. 373, 375, n. 3) il arrive au sous-secrétariat d'État des Affaires étrangères *en se faisant soutenir par l'Angleterre.* Il faut assister, après la signature de la Triple-Alliance, aux « luttes peu glorieuses (c'est son biographe qui parle, p. 115) pour entrer dans l'Église presque de vive force[3]. » L'histoire en est amusante. Il se fait écrire, par Chavigny : « J'ai recherché, *sur vos ordres*, par quelles faveurs dans les siècles passés les princes témoignèrent leur satisfaction à ceux qui s'étaient employés au service de la patrie... » Et Chavigny n'a pas trouvé autre chose, « sinon qu'un chapeau de cardinal devait être la récompense de vos travaux et de vos succès. » A Rome, Dubois se livre à un chantage effronté; il dit au pape qu'il lui faut la pourpre pour écraser le jansénisme; il pratique avec les Albani la simonie la plus cynique. On le fait attendre. Il mobilise alors l'Europe entière. Georges l'hérétique intervient, sans que M. Bliard proteste, pour faire de lui d'abord un archevêque de Cambrai, puis un prince de

1. Celle de Jacques III était fatale, si l'on voulait l'alliance; celle de Mardick était conforme à l'esprit du traité d'Utrecht; le titre de « roi de France » avait été accordé par Louis XIV lui-même à S. M. britannique, non seulement en 1713, mais en 1672.

2. Voy. les deux ouvrages récents de M. Huisman (*Rev. hist.*, t. LXXIX, p. 229) et Coquelle (*infra*).

3. En parlant de Lhopiteau et Dubois, il arrive à l'apologiste d'écrire : « Les deux complices. »

l'Église romaine, ce qui n'empêche pas Dubois de rechercher en même temps la protection du « chevalier de Saint-Georges[1]. » Et, finalement, le rusé Limousin vend à Innocent XIII la tiare contre un chapeau.

En somme, après une apologie qui est surtout un plaidoyer, appuyé sur des documents « graves, » — le mot est fréquent chez l'auteur, — et sur des opinions « probables » plus souvent que sur des témoignages irrécusables, les conclusions de M. Bliard sont assez modérées : 1° Dubois a contribué, pendant la minorité, à maintenir la paix, à comprimer la « vieille cour[2]. » 2° S'il ne fit rien pour enrayer la débauche de la Régence, « au moins on est loin d'avoir démontré qu'il l'ait accélérée par ses paroles ou par ses exemples. » 3° A-t-il eu vraiment tort de nous rapprocher de l'Angleterre? Non, ce rapprochement était nécessaire, mais « il eut le tort de ne pas se montrer habituellement plus ferme, plus exigeant vis-à-vis de nos arrogants et égoïstes alliés, *et sans doute il aurait gagné à céder moins facilement* à leurs raisonnements ou à leurs prières. » Nous le taxerons donc non de trahison ou de corruption, mais de faiblesse. 4° Pour l'homme d'Église, il est digne de « blâmes sévères. » 5° L'homme privé n'est pas celui que peignent les pamphlétaires; ses mœurs ne paraissent pas avoir été (étant donnée l'époque) particulièrement mauvaises chez le jeune abbé; elles *semblent* avoir été irréprochables chez le prélat.

On souscrira sans trop de peine, j'imagine, à ces jugements. Mais comme nous voilà loin de l'ambitieuse tentative d'apologie annoncée dans la préface et dans mainte page du livre[3]!

1. Cf. la thèse latine de M. l'abbé Deberre, *Quid sit sentiendum de Ph. Destouches legatorii procuratoris necnon poetae moribus* (Dijon, Rey, 1900), gros travail de dépouillement de la correspondance de Destouches, dont l'auteur ne donne que de rares fragments. Lettre tout à fait décisive (p. 39, n. 1) du 25 décembre 1719 sur le rôle de l'Angleterre dans l'affaire du chapeau; Georges se déclare prêt à écrire à l'empereur.

2. Sur l'affaire de Cellamare, tout en attaquant Albéroni et en repoussant l'interprétation de M. Ém. Bourgeois, il avoue cependant que Dubois fit beaucoup de bruit pour peu de chose : « Tout cela semble disproportionné. »

3. M. Bliard en veut beaucoup à Michelet (t. II, p. 251) d'avoir donné à l'abbé un « mufle fort; » mais le portrait, qu'il publie lui-même en frontispice, justifie assez bien cette expression. — Quand on parle de Law, il n'est pas très exact de dire, à propos des Anglais, « ses compatriotes. » L'Écossais a très bien pu travailler contre l'alliance franco-anglaise. Ce qui est sûr, c'est que Dubois, tout en le soutenant en apparence, a laissé le ministère anglais combattre Law (il n'a jamais senti ce qu'avait d'humiliant l'intervention d'un cabinet étranger dans nos affaires) et qu'il l'a « lâché » avec enthousiasme. — T. I, p. 81, M. Bliard parle (en 1698) des « déclamations haineuses » des P. R.

La consciencieuse étude de M. P. Coquelle sur l'*Alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre (1735-1788)*[1] a le plus grave des défauts : c'est un travail d'histoire diplomatique fait uniquement avec des documents français[2]. Rien ne nous garantit que les archives de la Haye et de Londres seraient toujours d'accord avec les archives des Affaires étrangères. D'autre part, le titre du livre est trompeur. Malgré la médiation hollandaise de 1734 et les essais avortés qui suivirent, il ne saurait être question d'alliance franco-hollandaise avant 1781, d'alliance formelle avant 1785. La Hollande est d'abord une chaloupe qui suit le sillage de l'Angleterre ; l'intérêt du livre de M. Coquelle est même tout entier dans l'histoire des efforts faits par nos diplomates pour couper le câble. Un premier succès est obtenu en 1756, lors de la mission de d'Affry, par l'établissement de la neutralité hollandaise. Comme les questions commerciales étaient inséparables des questions politiques, on rendit les États généraux plus traitables en abaissant les droits sur la morue. Morue et hareng jouent un rôle capital dans toute cette histoire. Les relations s'améliorèrent peu à peu jusqu'à la signature de la convention de 1781, qui impliquait la Hollande dans la guerre d'Amérique et comportait un plan de descente en Angleterre[3]. A cette

réfugiés à Londres. Ces déclamations consistent, au dire de Dubois lui-même, à produire « une infinité de lettres des nouveaux convertis qui crient miséricorde..., qui font des peintures extrêmes de la manière dont on les traite. » — P. 286, à propos de Londres, 1717 : « Sa *première* impression, à son entrée dans l'immense capitale... » Il y est déjà venu en 1698. — P. 366, n. 2 : « L'*avoir* du roi Georges, » lire évidemment : « aveu. » P. 379, 421, *Kinigsegg* pour *Kœnigsegg*. T. II. p. 122, *del Judice* pour *del Giudice*. P. 201, « conjecture » pour « conjoncture. » P. 311, n. 1, 312, n. 1, 314, n. 1, M. Émile Levasseur, dont le nom est cependant assez connu, transformé en « Levavasseur. » P. 382 : « Antérieurs » pour « ultérieurs. » P. 447 : « Innocent III, » lire : « XIII. » — Couramment M. Bliard écrit « naguère » là où il faudrait « jadis. »

1. Paris, Plon, 1902. In-8°, xx-383 p. Préface de M. H. Welschinger. En appendice, le texte du traité de 1785.

2. Le titre porte d'ailleurs : « D'après les documents inédits des archives du ministère des Affaires étrangères. » En fait, c'est un dépouillement de l'unique fonds *Hollande*.

3. M. Coquelle a tiré à part, sous ce titre : *les Projets de descente en Angleterre d'après les archives des Affaires étrangères* (fonds *Angleterre*) ; Plon, 1902. In-8°, 79 p.), ses articles de la *Rev. d'hist. diplom.* sur tous les projets de descente examinés par le Conseil du roi entre 1666 et 1782. Louis XIV en examina sept pour son compte, et celui de 1690 reçut un commencement d'exécution. Vingt-cinq plans furent présentés à Louis XV, trois furent mis à l'essai. Sous Louis XVI, le plan présenté par Ricard en 1776 a peut-être inspiré le camp de Boulogne ; il reçut un commencement d'exécution ; celui du comte de Broglie

convention était annexé un emprunt, destiné à trouver dans les Provinces-Unies de l'argent pour les Américains. La Hollande fut quelque peu sacrifiée au traité de Versailles et ne recouvra pas Negapatam. L'alliance fut cependant signée le 10 novembre 1785. Dans la révolution de 1787, la France intervint comme médiatrice entre les partis, mais ne sut pas protéger la Hollande d'une invasion prussienne. Aussi, à la veille de la Révolution française, l'alliance franco-hollandaise de 1785 n'était plus déjà qu'un texte mort.

M. Coquelle s'est acquitté avec soin de la tâche, à mon sens trop limitée, qu'il s'était donnée. Il nous fournit des renseignements complémentaires sur le « secret du roi[1], » de curieux détails sur l'espionnage français à Londres et la nullité de ses résultats, sur la mission militaire de Maillebois en 1786-1787. Son livre est une excellente collection de matériaux pour une future histoire des relations franco-hollandaises[2].

Fatigué sans doute d'écrire la chronique des alcôves libertines du XVIIIe siècle, M. Gaston Maugras a voulu s'arrêter devant une candide figure, égarée au milieu de la cour de Louis XV : Louise-Honorine Crozat du Châtel, duchesse de Choiseul[3]. Il l'a fait avec une sympathie visible pour cette charmante, sage et honnête femme, qui idolâtra (ce n'est pas trop dire) son mari sans en être aimée[4], qui aima ses amis, hommes ou femmes, sans qu'un soupçon pût ternir la pureté de ses amitiés, qui eut de l'esprit comme un « philosophe, »

fut utilisé en 1779. Louis XVI n'examina pas moins de seize projets. Tous ces projets, que M. Lacour-Gayet avait étudiés avant M. Coquelle, eurent d'ailleurs le même sort.

1. P. 192 et suiv., correspondance secrète avec d'Havrincourt et de Breteuil, même après leur nomination officielle à la Haye. Elle roule surtout sur la Pologne, parfois aussi sur les affaires d'Amérique.

2. Sur les institutions des Provinces-Unies, citer M. Waddington. P. 20, ne pas se scandaliser de voir un plénipotentiaire de S. M. T. C. sans argent; cela était l'usage. P. 45, *supposé* et non *supposer*. P. 78, Wezel; 118, Wézel pour Wesel. M. Coquelle écrit Golofskin et Golovskin, Benthink, etc.

3. *Le Duc et la duchesse de Choiseul. Leur vie intime, leurs amis et leur temps.* Paris, Plon, 1902. In-8°, VIII-473 p. Portraits de Mme de Choiseul (héliogr.), de Benoît XIV; tableau de Carmontelle représentant la duchesse de Gramont, la comtesse de Stainville et Lauzun, Mme Du Deffant et de Choiseul, le baron de Gleichen; portraits de Lauzun, de Choiseul, de Gontaut; vues de Ferney.

4. M. Maugras tranche bien vivement, par la négative, la question des rapports de Choiseul avec sa sœur, Mme de Gramont. On est tenté de lui dire, comme faisait Mme de Caylus : « D'où vient, Monsieur, que vous savez si bien ces choses-là? » Les hauteurs presque brutales de la duchesse de Gramont pour sa belle-sœur, hauteurs tolérées par Choiseul, donnent un réel crédit aux bruits qui couraient alors.

qui sut être vertueuse sans rien demander à la religion, et à qui l'on souhaiterait, en vérité, quelques faiblesses pour que sa vertu en devînt, je ne dirai pas moins pédante, mais moins impassiblement sûre d'elle-même. A l'aide des deux séries de la *Correspondance* de Mme Du Deffand (Sainte-Aulaire et Lescure), de la *Correspondance* de Voltaire[1], de quelques lettres inédites et aussi du *Choiseul et Voltaire* de M. Pierre Calmettes[2], il essaie de reconstituer la vie intime du duc et de la duchesse depuis la naissance de celle-ci (1734) jusqu'à la disgrâce de celui-là (1770).

Il ne faut chercher dans ce livre rien qui puisse éclairer l'histoire politique, celle des ambassades ou du ministère de Choiseul. Sur les hommes et sur les choses du temps, M. Maugras accepte aveuglément les jugements de la coterie des Choiseul. Il voue à ses héros, au duc comme à la duchesse, une admiration un peu naïve[3]. Autour d'eux, il fait vivre le petit monde, d'une élégance un peu mièvre et d'une simplicité fort affectée, où s'agitent l'aveugle Du Deffand; l'abbé Barthélemy, pauvre numismate lourdement amoureux d'une trop pure étoile; le baron de Gleichen, non moins amoureux et non moins inexaucé; ce bourru de Walpole; enfin, ce singulier « Guillemet, » imprimeur, puis capucin, défricheur de déserts et fabricant de montres, patriarche et « marmotte, » qui, de Ferney, tournait d'assez jolis billets pour « la grand'maman » de Chanteloup. Tout cela se lit avec plaisir. On aimerait cependant que, lorsqu'il retrace ces passe-temps un peu puérils d'une société qui s'ennuie, le crayon de M. Maugras fût manié d'une main plus délicate et plus légère. Il faudrait ici la finesse du pastel[4].

Le volume de M. Maugras se fermait brusquement sur la lettre de cachet du 24 décembre 1770. Il l'a fait suivre d'un second, composé surtout avec des pièces inédites, qui pousse jusqu'à la mort de

1. Déjà utilisée par lui dans une plaquette, *la Duchesse de Choiseul et le patriarche de Ferney*, tirée à petit nombre.

2. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXX, p. 343. M. Maugras cite (et paraît avoir lu) peu de travaux sur l'histoire politique du temps.

3. Choiseul ne paraît point, même et surtout après la publication de M. Calmettes, si grand que cela. Mais, dans l'affaire du *Mercure*, c'est Choiseul qui a raison. Si vertueuse qu'elle fût, Mme de Choiseul était femme et disposée à faire un passe-droit en faveur d'un de ses protégés.

4. Le style est trop souvent banal et terne. — Ne demandons pas non plus à l'auteur une trop scrupuleuse exactitude. « Le bailli de Solar, ministre de Malte, » de la p. 57, devient, sans crier gare, ambassadeur de Sardaigne à la p. 123. Enfin, la n. 1 de la p. 57 estropie jusqu'à un nom qui ne doit pas être inconnu de M. Maugras, le nom de son ex-collaborateur, transformé ici en Lucien *Perret!*

Mme de Choiseul, survenue le 3 décembre 1801[1]. Malgré le ton d'apologie adopté par l'auteur, je ne crois pas que les Choiseul apparaissent aussi grands qu'on l'a dit dans la fameuse retraite de Chanteloup. Sous les dehors d'une dignité stoïque, on voit trop percer l'ambition, le désir passionné, furibond, de revenir au pouvoir, l'impatience de n'être plus rien, la jalousie, la haine des gens en place, qu'ils s'appellent d'Aiguillon ou Turgot. Le « patriarche » de Ferney en sut quelque chose; il avait commis, tout en faisant l'éloge de Choiseul-Barmécide, l'imprudence de vanter en Maupeou le destructeur des parlements. Chanteloup le mit brutalement à l'index; la « marmotte » devint « girouette, » et la douce duchesse ne répondit plus à ses lettres; de 1771 à 1778, elle ne désarmera pas; elle opposera aux prières, aux demandes de pardon transmises par Mme Du Deffand la plus implacable des froideurs. On se plaira davantage à la suivre avec M. Maugras dans son veuvage (après 1785) et surtout pendant la crise révolutionnaire[2]. Emprisonnée assez longtemps, séparée des siens par la main du bourreau, réduite à une gêne criante, elle garde une dignité calme, une sagesse sereine et qui sait parfois redevenir souriante. Enfin, elle reste jusqu'au bout fidèle, malgré ses infortunes, à la philosophie du XVIIIe siècle. Si agréablement contées que soient ces trente années, on trouvera sans doute que c'est un bien gros livre pour une vie qui n'est plus, après la disgrâce de Chanteloup, qu'une vie privée[3].

Deux livres nous arrivent à la fois qui ont pour sujet la participation de la France à la guerre de l'Indépendance des États-Unis : *le Marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique*, de M. Charlemagne Tower[4], et *Marins et soldats français en Amérique pendant*

1. *La Disgrâce du duc et de la duchesse de Choiseul. La vie à Chanteloup, le retour à Paris, la mort.* Paris, Plon, 1903. 1 vol. in-8°, 527 p., 1 portrait de Choiseul en héliogravure (d'après Vanloo) et 11 planches.

2. Mais la chronologie de M. Maugras est déconcertante. Une lettre du 22 vendémiaire an III est donnée avant le décret de suppression des Académies, qui est du 5 août 1793, et ensuite vient une lettre du 17 juillet 1792. Ces confusions rendent la lecture des derniers chapitres pénible. P. 445 : « L'hiver de 1793 à 1794 se passe assez paisiblement... Cette tranquillité ne devait pas durer... Le 2 floréal 1793...; » or, il s'agit (p. 446) du 2 floréal *an II*, c'est-à-dire 1794. P. 469, Barthélemy meurt le 6 floréal an III; or, p. 434, une de ses lettres avait été datée du 22 vendémiaire an III.

3. On aimerait quelques détails sur la vente de la galerie de Choiseul en 1772 (p. 179). P. 425, la ville en question ne s'appelle pas *Brugnoles*, mais Brignoles. Invau est écrit tantôt *Invault* (p. 208), tantôt *Inveau*. — N'est-ce pas un signe du temps que de voir Mme de Choiseul, à Chanteloup, recevoir affectueusement la maîtresse avérée de son mari, Mme de Brionne?

4. Trad. par Mme Gaston Paris. T. I. Plon, 1902. In-8°, v-468 p. (l'ouvrage a

la guerre de l'Indépendance des États-Unis (1778-1783), de M. le vicomte DE NOAILLES[1].

M. Tower, ambassadeur des États-Unis en Russie, a écrit son livre pour rappeler à ses compatriotes les services que la France leur a rendus; nous ne pouvons que lui en savoir gré. Il ne se fait pas, cependant, d'illusions sur les motifs intéressés qui ont poussé la vieille monarchie à soutenir la jeune république; il sait que le cas de La Fayette, parti pour défendre la cause de la liberté, fut un cas rare, sinon unique; il lui suffit qu'en fait, « aux plus sombres heures de la Révolution, une petite lueur d'espérance est venue réchauffer les cœurs lorsqu'au milieu de la lutte, et quand elle paraissait la plus désespérée, la France nous a tendu sa main puissante. » Il s'est soigneusement documenté sur son sujet; il paraît s'être surtout donné pour tâche de faire connaître à ses lecteurs américains les travaux et documents français sur la question. Pour les pièces tirées de nos archives, il a soin d'indiquer, à côté de la cote, le renvoi à l'ouvrage de M. Doniol. A ce point de vue, son livre, qui a dû être très utile pour les Américains, le sera naturellement beaucoup moins pour les Français.

M. Tower a cependant trouvé, dans son propre pays, des documents nouveaux et parfois importants : des cartes conservées à Cornell University, les manuscrits de Sparks[2], de Steuben et d'Anthony Waine. Il a dépouillé à notre usage de précieuses collections imprimées américaines, telles que la *Diplomatic correspondence* de Wharton, à laquelle il emprunte, par exemple (p. 136), la très intéressante lettre de Silas Deane sur son entrevue du 17 juillet 1776 avec Vergennes, véritable début des relations franco-américaines[3], et

été écrit en 1884). Reproduction du portrait de La Fayette fait par C. W. Peale pour Washington, actuellement au général G. Washington Eustis (impr. par erreur Custis, p. IV) Lee.

1. Perrin, 1903. In-8°, VII-139 p., 7 portraits, 2 cartes (peu appropriées au livre), 1 index.

2. Quelle que soit la valeur des souvenirs de La Fayette recueillis par Sparks, il ne faut pas oublier que les entrevues de ces deux hommes sont de 1828. M. Tower est obligé, p. 16, n. 2 (et non n. 1), de rejeter les dates données par Sparks d'après La Fayette.

3. M. Tower examine la question pourquoi Deane a antidaté l'acte du 7 décembre 1776 (contrat avec La Fayette). Il semble admettre que Deane a voulu empêcher ses compatriotes, récemment débarqués en France, de partager la gloire d'avoir acquis à l'Amérique un défenseur de cette qualité. Ne serait-ce pas tout simplement que Deane a fort honnêtement voulu, — comme il l'indique d'ailleurs dans sa lettre du 2 avril 1777, — dégager, en cas d'accident, la responsabilité de Franklin et de ses collègues? M. Tower a raison (p. 36) de contredire Kapp, *Life of Kalb*, qui croit jouées les inquiétudes de La Fayette au sujet de l'attitude de Vergennes à son égard.

aussi des détails sur les négociations politico-commerciales de Beaumarchais.

Séduit par le personnage de La Fayette, M. Tower accepte peut-être un peu aveuglément, sur tous les points, le témoignage du jeune marquis auvergnat et peut-être aussi a-t-il pour son héros une admiration trop complaisante. Il est bien difficile d'absoudre celui-ci de quelque témérité dans l'affaire de Barren Hill et de quelque gasconnade dans le récit qu'il en fait[1]. — Le personnage qui gagne le plus au livre de M. Tower, c'est encore Washington. Il est admirable de dignité lorsque se monte contre lui la cabale Conway-Gates; on essaya d'entraîner dans le complot La Fayette lui-même en lui promettant le commandement d'une expédition au Canada[2]; mais le complot échoue devant la loyauté juvénile du Français, qui déclare n'accepter que s'il reste le subordonné de son chef. Ce chef est beau de sang-froid et de décision sur ce champ de bataille de Monmouth où la défaillance de Lee semble bien avoir mérité le nom de trahison.

Le tome I s'arrête en octobre 1778, au lendemain de cette malheureuse affaire de Newport, qui faillit compromettre les relations entre les deux gouvernements alliés et qui mit en si délicate posture La Fayette, deux fois compatriote et, par-dessus le marché, parent du comte d'Estaing[3]. — Mme Gaston Paris a traduit ce volume avec autant de précision que d'élégance. C'est une traduction qui ne trahit point[4], et qui, pourtant, ne sent pas l'huile.

1. P. 315, M. Tower dit, d'après les *Mémoires de ma main :* « Sans avoir perdu *un seul* de ses hommes, » et il a l'air, en note, de rejeter ce témoignage de Stidman, que la cavalerie anglaise « en tua ou en prit une quarantaine. » Mais lui-même, p. 317, cite une lettre de Washington qui dit qu'il n'y eut que « *neuf* hommes tués en tout. » Ceci ne contredit pas Stidman (Washington ne parle pas des prisonniers), mais bien La Fayette.

2. Tout ce chapitre est très intéressant. A côté des instructions de Gates, qui ordonnent à La Fayette de tenter une annexion du Canada, M. Tower cite une note du même Gates, relative à une instruction complémentaire, qui aurait été adressée au même La Fayette et qui ne parle que d'un *raid* ayant le pillage pour objet. Il n'est pas sûr que La Fayette ait reçu cette seconde instruction. M. Tower accuse Gates et le bureau de la Guerre d'avoir sciemment tendu un piège à La Fayette. Cela ne me semble pas démontré. Il peut s'agir ici d'une alternative : ou le marquis poussera l'expédition jusqu'au bout, avec la réunion du Canada pour objet, ou, si ce plan lui paraît inexécutable, il se bornera à faire à l'ennemi le plus de mal possible.

3. Là encore, la haute sagesse de Washington sauva tout et fit oublier les brusqueries de Sullivan.

4. Je ne relève, à travers le texte français, qu'une inexactitude : p. 279, « étudiants » est certainement mis là pour « savants. » Les documents sont partout cités, comme il convient, d'après le texte français original. P. 16, n. 2 (et non 1), *Castres* pour Castries.

Nous avons dit que M. Tower connaissait la littérature de son sujet. Il semble que M. de Noailles ait mis quelque coquetterie à ignorer s'il avait des prédécesseurs. Il a fouillé les archives de la Marine et les archives de la Guerre[1] comme si personne n'y avait touché avant lui. Il s'expose ainsi, de gaieté de cœur, à plus d'une mésaventure. Il nous donne comme inédits une foule de documents publiés par M. Doniol dans sa grande histoire, c'est-à-dire dès 1887, et la correspondance entre La Fayette et d'Estaing, publiée par le même Doniol dans la *Revue d'histoire diplomatique* en 1892, reproduite déjà par M. Tower[2]. S'il a quelque peu lu la *Marine française*[3] de M. Chevalier, il ne connaît pas la *Puissance maritime* de M. Mahan; et, s'il avait étudié d'un peu plus près le texte même de M. Chevalier et le jugement, cité presque *in extenso* par cet auteur, du Conseil de guerre de Brest, il n'eût pas apprécié avec autant d'indulgence la conduite du comte de Grasse avant et après la bataille de Saintes[4]. Il est également d'une douceur excessive pour l'incapacité de d'Estaing. La partie la plus neuve de son livre est le début, consacré à la première mission de Kalb[5]. On y voit que, dès 1767, Choiseul avait prévu le soulèvement des colonies; c'est alors qu'il envoie Kalb en Hollande d'abord, puis en Amérique. Mais, avec sa légèreté habituelle, le ministre se désintéresse très vite de l'idée qui l'a un instant séduit; quand son agent, au début très sceptique, commence à croire à la réalité des tendances séparatistes américaines, il y a beau jour que Choiseul n'y croit plus et ne veut même plus en entendre parler. Le livre de M. de Noailles, qui s'ouvre avec la croisière de d'Estaing (peu de temps avant la date où se termine le premier volume de M. Ch. Tower), qui se ferme avec le départ de Rochambeau, se ressent de la bizarre méthode que l'on a employée à l'écrire[6].

1. Il s'est aussi servi des archives de la famille de Grasse.

2. P. 387 et suiv.

3. Et non les *Marins français*.

4. Voy. Chevalier, p. 311; Mahan, p. 550. Chevalier parle de l' « aveuglement inexplicable » du comte de Grasse. Le jugement n'a nullement pour effet, comme le dit M. de Noailles, de blanchir Grasse, et la lettre du ministre (Chevalier, p. 322) est justement sévère pour lui.

5. M. de Noailles le croit trop aisément sur parole quand il se déclare baron. Faute d'avoir lu la *Life of Kalb* de Kapp, il est mal renseigné sur la vie ultérieure de ce personnage, ses relations avec Broglie, qui voulut lui confier une seconde mission secrète, sur la vraie nature de ses relations avec La Fayette, sur son rôle en Amérique.

6. Les appendices donnent : 1, des notices sur « les officiers français à l'armée de Washington, » d'après les notes recueillies à notre ministère de la Guerre en 1884 (dossier Cincinnatus). Est-ce dans ce dossier que M. de Noailles

Histoire locale et histoire sociale. — Faire tenir en un élégant volume de 300 pages l'*Histoire de Lyon*[1] depuis la fondation de Lugudunum[2] jusqu'au jour d'hier; nous donner, pour chaque période, non seulement l'essentiel des événements de l'histoire locale, — si étroitement liée, en une telle ville, à l'histoire générale, — mais encore un tableau de la vie économique, sociale, intellectuelle de Lyon : c'était une gageure, et M. Charléty, professeur d'histoire lyonnaise à l'Université de Lyon, pouvait peut-être seul la tenir. Évidemment, ce volume ne saurait être regardé que comme l'annonce de la grande histoire de Lyon que M. Charléty nous doit et nous donnera. Tel qu'il est, c'est un modèle de monographie urbaine[3]; et sur certains points, tels que l'histoire financière du XVIIe siècle, la ruine de la municipalité (obérée par les impôts, les emprunts, les créations et rachats de charges) à la fin de l'ancien régime, sur la Révolution à Lyon et l'intrusion subreptice des royalistes dans l'organisation girondine, enfin sur le Lyon moderne, il est d'un intérêt très vif et parfois très neuf. Les illustrations sont choisies avec goût et toujours prises aux sources contemporaines[4]. On regrette seulement que M. Charléty n'ait pas donné à son livre une base plus géographique; il y manque, au début, une étude du sol lyonnais, des conditions naturelles de ce grand fait social[5]; il y manque une série de plans indiquant et expliquant les agrandissements successifs de Lyon. Ainsi complétée, l'histoire de Lyon fournirait une importante contribution à l'étude générale de la croissance des grandes villes[6]. Elle en est dès à présent une, et des

a trouvé ces orthographes : *Walley*-Forge pour Valley; *Cad Wallades* pour Cadwalader? II, une liste des officiers embarqués à Toulon le 12 avril 1778. III, un état de la marine royale en 1778. IV-XI, des documents sur diverses batailles navales. XII, des renseignements sur les régiments Bourbonnais, Saintongeais, Soissonnais, Deux-Ponts, Lauzun. XIII, des lettres de Washington à Rochambeau.

1. Lyon, A. Rey et Cie, 1903. Petit in-8°, 310 p. M. Charléty a fort légitimement supprimé tout appareil critique; mais on sent partout, sous la trame du récit, une documentation sérieuse, et il suffit de se reporter au manifeste par lequel M. Charléty a ouvert la nouvelle *Revue d'histoire de Lyon* pour avoir toute confiance dans sa méthode.

2. Cette orthographe est, paraît-il, la meilleure.

3. J'emploie ce mot de modèle au sens strict, c'est-à-dire que je souhaite à beaucoup de nos villes des monographies faites, *mutatis mutandis*, sur ce plan. Évidemment, toutes ne seront pas aussi riches que l'histoire de *Lyon le meilleur;* presque toutes peuvent être intéressantes.

4. 31 gravures : monuments, portraits, estampes, caricatures.

5. M. Charléty n'examine guère que les avantages de la position de Lyon.

6. La gravure de la p. 183, qui représente l'ascension de Montgolfier, porte « 19 janvier 1784. » Le texte de la p. 184 dit à tort « 1774. »

plus considérables, à l'histoire administrative des grandes communes françaises sous l'ancien régime; elle montre à quel point la royauté est responsable de leur appauvrissement et de leur situation obérée.

Ce n'était pas non plus une tâche aisée que de résumer en un volume l'*Histoire de la fabrique lyonnaise*[1] depuis les temps de François Ier[2] jusqu'à ceux qui ont suivi la dernière convention franco-suisse. M. E. Pariset l'a courageusement entreprise, en utilisant les publications nombreuses qui ont, par morceaux plus ou moins importants, mis au jour le trésor des archives lyonnaises. Évidemment, toutes les parties de ce travail n'ont pas la même valeur. L'histoire de la soierie sous l'ancien régime, déjà traitée d'une façon si intéressante par M. J. Godart, est ici plutôt sacrifiée; elle s'accommode assez mal d'une division en périodes séculaires strictement centennales : le règne de Henri IV, par exemple, se trouve bizarrement coupé en deux par l'année 1601. M. Pariset met d'ailleurs bien en lumière les traits caractéristiques de l'évolution de la fabrique pendant ces trois siècles : tendance croissante à la réglementation, opposition fondamentale, et de plus en plus aiguë jusqu'à la Révolution, entre les « fabricants » et les « maîtres ouvriers. »

Mais c'est surtout pour le XIXe siècle que ce livre acquiert toute la portée d'une étude d'histoire économique et sociale. M. Pariset y retrace les fluctuations de cette brillante, mais mobile industrie, qui subit les contre-coups des événements les plus variés : révolutions, guerres, deuils de cour, maladies des vers à soie, apparition de nouvelles « fabriques » qui absorbent la matière première et encombrent le marché de leurs produits[3], tarifs douaniers, démocratisation du luxe, transformations du costume et caprices de la mode. En quelques années, la production lyonnaise des étoffes façonnées tombe de 80 à 7 millions, tandis que celle des tulles et dentelles passe de 4 à 72 (p. 404). Pour résister à des soubresauts d'une telle amplitude, pour profiter de variations aussi brusques et aussi imprévues, il a fallu que la « fabrique » déployât des qualités d'énergie, d'invention, de souplesse, une intelligence des conditions toujours changeantes de l'industrie et une faculté de s'y adapter qui sont vraiment merveilleuses. Les docteurs Tant-Pis qui vont proclamant l'arrêt définitif de

1. Sous-titre : *Étude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVIe siècle.* Lyon, A. Rey, 1901. In-8°, 433 p.

2. La p. 13 semble dire que la première fabrique de soie créée en France est celle de Tours, 1470. P. 18, l'auteur rappelle la tentative faite à Lyon dès 1466.

3. La dernière née est la fabrique américaine, dont la production atteint déjà, — si elle ne dépasse, — la nôtre, et dont la puissance d'absorption fait hausser le prix des grèges sur les marchés d'Extrême-Orient.

l' « énergie française » feront bien de lire et de méditer ce livre.

Pour la deuxième moitié du XIXe siècle, les traits essentiels sont : l'adjonction, aux étoffes de grand luxe qui ont fait la renommée de Lyon, des étoffes à bon marché, des mélangés, des « teints en pièce ; » la disparition progressive de l'ancien tissage urbain (des canuts) ; son remplacement par le tissage rural et surtout par la grande usine à métiers automatiques[1]. M. Pariset, qui appartient lui-même à cette glorieuse « fabrique, » s'étend avec une légitime complaisance sur les efforts intelligents faits par les patrons lyonnais pour améliorer le sort de leurs ouvriers, victimes des crises formidables dont nous parlions tout à l'heure[2]. S'il n'est que peu favorable à certaines des revendications actuelles de la classe ouvrière, il essaie visiblement d'être juste, et il assigne à la ruine du tissage urbain d'autres causes encore que l'abus des grèves[3].

Un des documents les plus souvent utilisés pour l'histoire de Lyon à la fin du XVIIe siècle est le *Mémoire* de l'intendant d'Herbigny[4]. Il est parmi les meilleurs de ces Mémoires d'intendants rédigés en 1697 pour l'instruction du duc de Bourgogne. Il était resté jusqu'à ce jour inédit. Une élève de M. Charléty, Mlle Marie Chavannes (Mme Octave Monod) nous en donne la reproduction intégrale. Le questionnaire adressé par Lambert d'Herbigny, le 26 juillet 1697, aux 734 paroisses du gouvernement de Lyon (Lyonnais, Forez et

1. D'intéressantes sociétés locales essaient de sauver le canut en transformant son métier en un métier automatique mû par l'électricité. Mais, même ainsi transformée, la production familiale pourra-t-elle soutenir la concurrence de l'usine ?

2. Il met en lumière la fâcheuse insolidarité des patrons (p. 334) en face de la solidarité ouvrière. Fâcheuse pour les patrons, elle l'est aussi pour les ouvriers, qui ne trouvent jamais en face d'eux un corps homogène avec lequel ils puissent discuter utilement (voy. l'histoire des grèves sous Louis-Philippe).

3. On complétera utilement l'*Histoire de la fabrique lyonnaise* par l'histoire de la *Rubanerie stéphanoise*, à laquelle M. H. de Boissieu consacre une solide étude dans le *Mouvement économique et social dans la région lyonnaise* (publ. par l'*Office social* de Lyon, sous la direction de MM. P. Pic et J. Godart), t. I, Lyon, Storck, 1902, p. 69-126. Le même volume renferme une note de M. V. Pelosse sur le *Tissage rural des soieries dans le Rhône* et une discussion convaincante de M. J. Godart sur cette question : *les Corporations d'arts et métiers ont-elles créé et maintenu la paix sociale ?*

4. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon (1697) par Lambert d'Herbigny.* Lyon, Rey, 1902 (tir. à part de la *Revue d'histoire de Lyon*). In-8°, 122 p. On ne voit pas trop ce qui, entre onze copies (dont huit à Lyon) du *Mémoire*, a déterminé le choix que l'éditeur a fait du C 3 des arch. du Rhône. L'éditeur donne d'ailleurs les variantes. Le ms. 14325 de la Bibl. nat. « est peut-être l'original. »

Beaujolais), prouve que l'enquête a été menée avec une réelle conscience. Le Mémoire est très intéressant sur certaines parties, spécialement sur l'industrie et le commerce; il l'est moins, pour des raisons indiquées par Mlle M. Chavannes, sur l' « état militaire. » D'Herbigny, en fonctionnaire qui fait sa cour, cherche plutôt à voiler les côtés pénibles de la situation et les résultats de la guerre. On voit cependant chez lui, comme le fait remarquer l'éditeur dans une solide introduction, le nombre des habitants partout diminué, la misère croissante, le commerce ruiné, des industries entières qui disparaissent, une fiscalité oppressive. « Tel est, à Lyon, le bilan du plus brillant siècle de la monarchie administrative. » Ce texte précieux est accompagné d'un commentaire précis, le plus souvent exact[1], trop peu développé cependant pour rendre inutile une analyse ultérieure des renseignements contenus dans le *Mémoire*. Peut-être l'éditeur se réserve-t-il de nous la donner.

On me permettra de placer, à la suite de ces études sur l'histoire de Lyon, un monumental ouvrage consacré au passé d'une ville qui fut française. La célèbre *Société industrielle de Mulhouse,* qui existe depuis 1826, avait coutume d'envoyer à chacune de nos expositions internationales parisiennes un rapport décennal sur l'industrie de la Haute-Alsace. Si elle ne l'a pas fait en 1900, c'est qu'elle rêvait une œuvre plus grandiose[2], un travail centennal. L'*Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIXe siècle*[3] est la réalisation de ce rêve. De nombreux rapporteurs, dont les études ont été coordonnées par le secrétaire de la rédaction, M. Aug. Thierry-Mieg, retracent dans tous ses détails l'histoire de la vieille république depuis les jours de 1798 où, volontairement, elle devint française, jusqu'à la fin du XIXe siècle. Après une rapide introduction

1. P. 47, n. 4, la note sur les trois juridictions de l'archevêque n'est pas claire. « Il a trois officiaux; » cela veut dire que l'archevêque de Lyon a réellement auprès de lui trois officiaux différents, l'un juge des causes diocésaines, l'autre juge des appels au métropolitain, le troisième juge des appels au primat émanant des six métropoles subalternes. — P. 112, « Guillaut en Perse, » lire Guillant (le Ghilan). P. 116, il y a dans cette phrase : « De Giers (sans doute pour Chiers) même et des ouvriers, » soit une lacune, soit un *et* de trop.

2. L'initiative de l'idée revient à M. Meininger.

3. Mulhouse, veuve Bader, 1902, 2 t. (paginés x-544 et 545-1094) in-4°, 261 figures et 46 planches hors texte. Quelques vues, comme l'ancienne église Saint-Étienne, ont une vraie valeur documentaire. L'illustration est due à l'illustre maison mulhousienne Braun, Clément et Cie. — En dehors de la ville, l'étude porte sur les vallées d'Altkirch, Massevaux, Thann, Wesserling, Guebwiller, Soultzmatt.

sur l'histoire municipale proprement dite (elle contient quelques notes inédites sur Mulhouse pendant la dernière guerre) viennent les monographies de toutes les industries. Avant 1798, ces industries étaient peu nombreuses. La nature n'avait pas favorisé Mulhouse : Mulhouse n'a pas de houille, elle n'avait pas alors de canal qui pût lui en apporter, elle était en dehors de la zone vosgienne des eaux rapides, enfin une ligne douanière l'enserrait et l'étouffait de tous côtés. En dehors des industries locales, tannerie, brasserie, une seule industrie y prospérait, grâce à la perfection de ses produits, celle des toiles peintes. Les trois créateurs de la première usine de toiles peintes, en 1746, « jetèrent les fondements de la fortune de leur patrie[1]. » En effet, c'est autour de l' « indienne, » à laquelle la réunion de 1798 ouvrit un immense marché (prodigieusement élargi par le blocus), que se sont développées presque toutes les industries mulhousiennes : la filature et le tissage du coton (la première filature mécanique à Wesserling en 1802; métiers mécaniques à tisser en 1821), qui devaient fournir à l'indiennerie sa matière première[2]; les industries chimiques, qui lui permettent, surtout depuis 1830, de varier indéfiniment ses couleurs; la gravure des rouleaux à imprimer. Il arriva même que l'outillage créé originairement pour la toile peinte fut appliqué à l'industrie nouvelle du papier peint, de même que le développement des industries textiles eut pour effet de naturaliser à Mulhouse l'industrie, aujourd'hui si prospère[3], des constructions mécaniques[4].

Ainsi s'est formée la richesse de cette ville, qui se trouva brusquement séparée, en 1871, de son marché séculaire et obligée d'entrer en lutte, sur le marché allemand, avec des concurrents redoutables et acharnés à la défense de leurs positions. Elle a triomphé de ces difficultés grâce à la valeur de ses produits, à l'amélioration de ses

1. Les auteurs résument fort bien l'histoire antérieure de cette industrie en France, le coup funeste que lui portèrent la Révocation et l'édit prohibitif du 26 octobre 1686.

2. La première application de la machine à vapeur à la filature eut lieu en 1812. Le tissage à bras a définitivement disparu depuis 1875. — Les auteurs reproduisent « l'historique de l'indienne à Mulhouse jusqu'en 1830 » par le Dr Penot, revue en 1868 par C. Kœchlin; ils la continuent jusqu'à nos jours.

3. L'usine Kestner s'établit à Thann en 1806. C'est en 1874 qu'on applique à l'impression l'alizarine synthétique de Schützenberger et Lauth, brevetée en 1868. L'indigo artificiel n'apparaît qu'en 1828.

4. Surtout représentée par la Société alsacienne de constructions mécaniques. Ajoutons la lithographie, introduite à Mulhouse par Engelmann (qui découvre en 1837 la chromolithographie), et la photographie (les premiers travaux d'Ad. Braun datent de 1855).

voies de communication[1], mais surtout grâce à l'énergie de son patriciat industriel. C'est en effet un des traits, et non le moins remarquable, de l'histoire de Mulhouse, qu'elle tient presque toute dans les noms de quatre ou cinq familles : les Dollfus, les Mieg, les Kœchlin, les Kestner. On sait qu'au génie des grandes affaires quelques-uns de ces hommes ont su joindre la passion de la philanthropie, que l'un d'eux créa en 1852 les premières maisons ouvrières, et que d'un autre est cette belle parole : « Le patron doit à l'ouvrier autre chose que son salaire. » En menant à bien cette superbe publication, la *Société industrielle* vient d'ajouter un service de plus à tous ceux qu'elle a déjà rendus à Mulhouse et à l'Alsace[2].

Le *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, publié par l'Office du travail[3], débute par un lucide et sobre exposé historique, dû à M. Lucien March. Il résume, en se servant des publications les plus récentes[4], ce que l'on sait de l'apprentissage en général avant la découverte de l'imprimerie et ce que l'on sait de l'apprentissage dans l'industrie typographique[5]. Il insiste sur l'insuffisance de la loi de 1851 et montre que ce sont les médiocres résultats de l'apprentissage à l'atelier qui ont provoqué la création des cours et écoles professionnels. La tendance actuelle des syndicats ouvriers, comme d'ailleurs des syndicats patronaux, est dans le sens d'une limitation du nombre des apprentis; c'est là, sous l'influence de perfectionnements du machinisme, un curieux retour à des pratiques anciennes. Nous ne pouvons analyser ici l'enquête elle-même, que M. March fait suivre en appendice d'un certain nombre de textes[6].

Henri Hauser.

1. Des cartes comparatives mettent cette amélioration en pleine lumière. Les arrivages des houilles lorraines par rail paraissent avoir atteint leur maximum; le chiffre des arrivages par canal est presque aussi élevé. Le réseau des tramways fait de Mulhouse une ville tentaculaire.

2. Le plan du livre est celui-ci : Histoire de Mulhouse, Coton et impression, Laine, Soie, Papiers peints, Constructions mécaniques, Imprimerie, Photographie, Tannerie, Meunerie, Brasserie, Bâtiment, Chauffage, Communications, Commerce et régime douanier, Institutions d'utilité publique.

3. Direction du travail. Office du travail. *L'Apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, 1899-1901. Paris, Impr. nat., 1902. 1 vol. in-8°, xcvi-320 p.

4. P. xxiv : « A Lyon, la fabrique de soieries fut libre *pendant un siècle*, sans règlement d'apprentissage, jusqu'en 1596. » Il y a là une erreur, la fabrique de soieries n'étant pas installée à Lyon avant 1536.

5. Pour le xviiie siècle, M. March aurait pu citer la *Complainte des apprentis imprimeurs*, qui se trouve dans les *Variétés historiques et littéraires* d'Éd. Fournier.

6. P. 200, n. 1 : *Planchonke*, et p. 282, n. 1 : *Pankoucke*.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Le premier volume du recueil de documents intitulé *Louis XVIII et les Cent jours à Gand*[1] avait été publié par la Société d'histoire contemporaine en 1898. Quatre ans après paraît le deuxième, sous la signature de M. Malet, M. Édouard Romberg étant mort dans l'intervalle. Ce recueil renferme la correspondance officielle de sir Charles Stuart et du général Von der Goltz, représentants des cours de Londres et de Berlin auprès de Louis XVIII à Gand pendant les Cent jours. Quelques lettres inédites de lord Castlereagh et des extraits de la correspondance officielle de Provost et du baron de Binder, l'un chargé d'affaires, l'autre ministre plénipotentiaire d'Autriche auprès du roi des Pays-Bas pendant la même période, y ont été joints. La correspondance de sir Charles Stuart est « la correspondance d'affaires d'un homme d'affaires, » précise, nourrie de faits, utilitaire, comportant jusqu'à dix dépêches par jour dans les moments de crise. Celle du comte de Goltz est plus pittoresque et plus animée. Toutes deux sont d'un intérêt documentaire incontestable. Elles sont données dans le texte original et accompagnées d'une traduction française quand les pièces sont en anglais ou en allemand. Celles qui n'offrent pas d'importance sont simplement analysées.

C'est une publication également d'ordre documentaire, mais d'un autre caractère, que celle d'*Une page perdue d'Honoré de Balzac*[2], où M. le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, à qui nous devons déjà tant de beaux ouvrages sur la littérature du deuxième tiers du XIXe siècle, a réuni plusieurs fragments relatifs au grand romancier. Ce sont des morceaux inédits, des traités qu'il conclut avec ses éditeurs, des appréciations peu connues ou inconnues sur son œuvre, des détails nouveaux sur telle particularité de sa vie ou de ses écrits. Il y a longtemps que M. de Lovenjoul s'est fait de Balzac un domaine particulier, dont il lui reste encore d'importantes richesses à révéler, après celles qu'il veut bien nous offrir dans le présent volume.

Il est question, paraît-il, à l'heure actuelle de canoniser à Rome l'abbé Jean-Marie de La Mennais, frère aîné du grand La Mennais. En écrivant une biographie considérable du fondateur de l'Institut des frères de

1. *Louis XVIII et les Cent Jours à Gand.* Recueil de documents inédits publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par M. Albert Malet. T. II. Paris, Picard, 1902, 1 vol. in-8° de XV-314 p.

2. Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, *Une page perdue de H. de Balzac. Notes et documents.* Paris, Ollendorff, 1903, 1 vol. in-16 de 275 p.

l'instruction chrétienne[1], le P. Laveille, prêtre de l'Oratoire, s'est principalement efforcé de montrer les titres de son héros à la béatification et de le proposer en exemple pour l'édification des fidèles. Des lettres du cardinal Perraud, du cardinal Richard, du cardinal Parocchi, de l'amiral de Cuverville, de MM. de Mun et de Lamarzelle et d'autres notabilités catholiques sont publiées en tête de l'ouvrage et le signalent à l'admiration de leurs coreligionnaires. Il est donc incontestable que le point de vue de l'auteur n'est pas uniquement celui de la science objective et impartiale, et que son œuvre n'est pas rédigée selon l'esprit le plus rigoureux de la méthode historique. Ces réserves faites, il n'est que juste de reconnaître qu'elle intéressera de nombreux lecteurs outre ceux à qui elle est particulièrement destinée. Il est à croire que quelques-uns la liront dans un esprit directement opposé à celui de l'auteur et ne seront pas fâchés d'y trouver un répertoire de faits qui peuvent être utilisés à l'appui des doctrines les plus hostiles au catholicisme et surtout à l'enseignement religieux. Ceux qui, dans l'histoire, ne recherchent que l'histoire, seront reconnaissants au P. Laveille d'avoir restitué une physionomie originale et tracé quelques chapitres documentés sur l'activité et le caractère de la propagande des congrégations au XIXe siècle et de leur rôle dans l'éducation. Il n'est pas de notre ressort de décider si l'abbé Jean de La Mennais fut effectivement un saint. Il apparait incontestablement comme un homme de foi robuste, de haute énergie, d'activité inlassable, doué en même temps d'habileté, de courage et de bonne humeur, comme un des champions les plus solides de l'ultramontanisme, de l'enseignement congréganiste et du développement des missions dans nos colonies. Notons par ailleurs qu'il montra dans ses rapports avec son frère « l'apostat » des sentiments véritablement chrétiens, et que cet homme, qui consacra sa vie à propager des idées fort opposées à celles qui tendent à prévaloir dans notre société, parait avoir été un brave homme dans toute l'acception du mot. Il y a donc lieu, même pour les non catholiques, à accueillir avec reconnaissance l'ouvrage copieux, inégal, mais singulièrement nourri et instructif du P. Laveille, qui ne manquera pas de heurter leurs sentiments et leurs jugements sur plus d'un point, mais qui, lu avec critique, constitue un recueil de faits d'une valeur réelle.

Nous ne sortons pas de l'histoire religieuse avec les *Lettres du*

1. R. P. Laveille, *Jean-Marie de La Mennais*, 1780-1860. Paris, Poussielgue, 1903, 2 vol. in-8° de XLI-564 et de 680 p.

P. Lacordaire[1], publiées par la maison Téqui. A vrai dire, ce petit recueil n'est pas une nouveauté. C'est simplement une réédition de quatre-vingt-deux lettres adressées, du 11 février 1837 au 27 juin 1861, à diverses personnes, principalement à Mme de La Tour du Pin. On y trouvera des renseignements sur la restauration de l'ordre des Dominicains, sur la prédication de Lacordaire, sur la fondation du tiers ordre enseignant et de ses collèges. L'espoir de l'éditeur sera-t-il réalisé, et, en ce temps où il est de mode de « manger du moine, » se pressera-t-on de « dévorer son livre? » Nous l'ignorons; mais il suffit pour donner une idée attrayante de la belle langue, de la pensée élevée et de la vaillante humeur du grand orateur catholique.

Nous devons, par contre, confesser notre incapacité à rendre compte même d'une manière succincte du volume où M. Grillot de Givry a étudié *Lourdes*[2], la première des villes « initiatiques. » M. Grillot de Givry, auteur d'un volume, tiré à soixante-douze exemplaires, intitulé *Aphorismes basiliens* ou *Canons hermétiques de l'esprit et de l'âme*, est un mage, un cabaliste catholique, qui, à travers tous les siècles et tous les pays, se meut avec une aisance alarmante et trouve les relations les plus profondes entre les doctrines hermétiques de toutes les religions. Il est question à chaque page du livre de V'haretz, de Khunrath, de Tohou-va-bohou, de Hor-us, d'Aa-Xerpu, de Sanchoniaton, de Sandevogius, etc.

Vénus avec le Christ y dansait aux enfers!

Le grec, le latin, l'hébreu s'entremêlent avec des idiomes plus vulgaires et truffent un français plus inintelligible qu'eux. Le plus superficiel est frappé du respect du mystère en voyant à chaque page le nom de « Xrist » ainsi orthographié. De telles conceptions sont au-dessus de la commune science historique.

Le docteur Prosper Ménière était connu déjà pour avoir été chargé, en 1833, sur la proposition d'Orfila, de veiller sur la santé de la duchesse de Berry, captive, et de présider à son accouchement. Il montra du tact dans ce rôle délicat, et le mémorial qu'il rédigea sur cet événement a été édité en 1882. Le volume que publie son fils sous le titre de journal consiste en volumineux extraits de lettres

1. *Lettres du R. P. Lacordaire à Mme la comtesse Eudoxie de La Tour du Pin*, publiées par Mme de ***. Paris, Téqui, 1903, 1 vol. in-16 de VII-284 p.

2. Grillot de Givry, *les Villes initiatiques*. I : *Lourdes*. Paris, Chacornac, 1903, 1 vol. in-12 de 372 p.

adressées au jour le jour par le docteur à diverses personnes[1]. Le sous-titre : « Mémoires anecdotiques sur les salons du second Empire, » en définit très exactement le caractère. Le docteur Ménière était fort répandu dans tous les mondes. Il était particulièrement lié avec nombre d'hommes de talent tels que Jules Janin, ou avec des personnages considérables comme le vieux chancelier Pasquier. Il entendait auprès d'eux une foule d'histoires, recueillait quantité de propos et s'empressait de les noter sur ses feuillets. « Je m'applique, » dit-il lui-même modestement, « à écrire un tas de riens, qui auront peut-être certain intérêt un jour. » Effectivement, le volume se parcourt avec agrément et les anecdotes de tout genre y sont multipliées. Aimable causeur, mondain, épris de propos joyeux, un peu snob, guère soucieux des grandes questions et ennemi de toute profondeur spéculative, en somme très « second Empire, » le docteur Ménière n'a rien d'un observateur social ou d'un penseur original, et, quand il se mêle d'apprécier les hommes et les choses, ses réflexions sont médiocrement pénétrantes (il prophétise, en 1857, l'affranchissement de l'Inde, et déplore un peu plus tard la complète déchéance intellectuelle de Thiers). Mais il avait bonne mémoire, un certain don d'observation et la plume facile. Nombre des faits qu'il rapporte étaient déjà connus. D'autres nous sont révélés par lui. Sur la vieillesse de Lamartine et l'entourage du chancelier Pasquier, il y a des détails amusants et curieux. Et puis le conteur est de si bonne humeur : il admire si volontiers son temps et ses contemporains et tout son Paris, jusqu'aux omnibus, « ces charmantes voitures où l'on trouve toujours à qui parler, véhicule essentiellement civilisateur ! » Qui donc, à un si aimable homme, oserait demander davantage que ce qu'il a voulu nous donner ?

Souriante avec le docteur Ménière, l'admiration pour les choses de l'Empire se fait solennelle avec M. Quentin-Bauchart, président au Conseil d'État et sénateur sous l'Empire. Le deuxième volume de ses mémoires posthumes traite de « la présidence décennale » et du second Empire[2]. Il est très sensiblement inférieur au précédent comme intérêt et comme valeur documentaire. Tandis que, dans la première partie de son récit, M. Quentin-Bauchart faisait une assez large part aux souvenirs et aux documents personnels, la deuxième

1. *Journal du Dr Prosper Ménière*, publié par son fils le Dr E. Ménière. Paris, Plon et Nourrit, 1903, 1 vol. in-8° de XXIII-466 p.

2. Quentin-Bauchart, *Études et souvenirs sur la deuxième République et le second Empire* (1848-1870). 2e partie : *la Présidence décennale et l'empire*. Paris, Plon et Nourrit, 1902, 1 vol. in-8° de 622 p.

n'est guère, sous forme historique, qu'une apologie passionnée du second gouvernement impérial, où sont intercalés çà et là de longs fragments de pièces officielles ou déjà trop connues. La préoccupation constante du narrateur est de justifier l'Empire contre les attaques de ses adversaires, surtout contre celles des républicains, et de montrer combien ce régime a été préférable à celui qui l'a suivi. Il y a chez lui une si complète et si sincère méconnaissance de toutes les raisons profondes de la chute de l'Empire, que le lecteur en éprouve une sorte de stupeur. Son cas fut celui de beaucoup d'hommes considérables de l'époque : l'historien est obligé de faire en leur faveur un effort spécial d'impartialité pour ne pas les juger avec un excès de sévérité. M. Quentin-Bauchart fut entièrement sincère et l'a prouvé par toute sa conduite. Il a droit au respect de la critique, comme il conserva celui de ses adversaires politiques. Mais on ne peut se défendre de sentiments pénibles et particuliers à parcourir son agressive apologie. Traitant de la dictature présidentielle, il annonce son intention de dire « tout le bien qui en résulta, et, s'il y a quelques ombres au tableau, de les laisser au second plan. » C'est ainsi qu'il a conçu toute l'histoire de l'Empire, ou plutôt les ombres, c'est à peine s'il les aperçoit; c'est une « nécessaire délicatesse de sentiments » qui poussa Napoléon à se faire offrir l'Empire; l'intervention préfectorale en matière électorale, scandale sous la République, est un bienfait légitime sous la dictature. L'Empire eut pour défenseurs tout ce qu'il y avait d'honnête et de raisonnable dans le pays; l'opposition, Jules Favre et Thiers en tête, ne se recruta que parmi des intrigants ambitieux ou des fous. Il fallut la malheureuse tendance de l'empereur vers le libéralisme et une série « d'accidents » qui dépassent les prévisions humaines pour préparer la chute d'un tel régime, que sans doute l'avenir nous restituera. Ce n'est pas ici le lieu de discuter ces appréciations, que, d'ailleurs, l'écrivain énonce en général avec une modération de ton à laquelle il convient de rendre justice.

Le quatrième tome de l'*Histoire contemporaine*[1], de M. Samuel Denis, inspire des réflexions analogues. Il conte la chute de l'Empire, le gouvernement de la défense nationale et l'œuvre de l'Assemblée nationale. A mesure qu'ils se sont succédé, les divers volumes de cet ouvrage ont démenti les espérances qu'on pouvait, à la rigueur, avoir au premier, et déçu davantage ceux qui, dans l'histoire, ne recherchent que l'exposé scientifique des faits. Nous n'avons pas encore une

1. Samuel Denis, *Histoire contemporaine*. T. IV. Paris, Plon et Nourrit, 1903, 1 vol. in-8° de 670 p.

histoire complète et impartiale de la France depuis 1870. Ce n'est pas celle de M. Denis qui peut combler cette lacune. Non seulement, comme tous ses prédécesseurs, il ne tient compte que de l'histoire politique ou plus exactement politicienne et parlementaire du pays, mais il l'a traitée avec un esprit de parti si visible que son volumineux travail a bien souvent plutôt l'aspect d'un pamphlet que celui d'un ouvrage historique. Les seuls documents utilisés sont ceux qui émanent de la droite : les souvenirs ou les ouvrages de seconde main de MM. Martial Delpit, de Falloux, Chesnelong, de Broglie, de Vinols, Ernest Daudet, etc., ont la valeur de sources directes et incontestables; rien ne prévaut contre de pareils témoignages. « L'admirable groupe de la droite modérée » est l'objet d'une prédilection exclusive, agressive et constante. Ses orateurs ont le monopole de l'éloquence; quand, par hasard, elle se trouve en défaut, M. Denis y supplée par la sienne (p. 285). Quant à la gauche, personnifiée par « le dictateur de l'incapacité devenu le commis voyageur de la révolution » (Gambetta), elle a le monopole de l'invective, de la violence, de la mauvaise foi, de l'impudence, etc., et ses tares se traduisent jusque dans les voix de ses protagonistes, qui sont uniformément « aigres », « stridentes », « emphatiques » et « vindicatives. » Sous l'empire de telles préoccupations, l'auteur perd souvent le sentiment de la valeur relative des évènements et laisse de côté ou note d'une simple indication les faits considérables quand ils ne concernent pas directement ses thèses. A vrai dire, la première partie de son livre n'est guère autre chose qu'un réquisitoire systématique contre M. Thiers, et la deuxième qu'une apologie passionnée des droites et de la tentative de restauration monarchique. Il est à croire que beaucoup de lecteurs y puiseront un sentiment plus vif des grands services rendus par M. Thiers à son pays et de l'incapacité incroyable des partis de droite depuis les « chevau-légers » jusqu'au centre. A titre de curiosité, notons la conclusion de cet ouvrage « historique » : « La représentation nationale est aujourd'hui à un niveau au-dessous duquel on ne peut plus descendre, et le gouvernement est notoirement dans les mains d'une bande malfaisante qui a inscrit dans son programme la ruine de la patrie française. » Il est regrettable que l'état d'esprit qui se traduit par de telles affirmations rende inutilisable, au point de vue historique, l'œuvre d'un écrivain doué de talent, d'érudition et de sincérité.

C'est sur un tout autre ton, mais avec la même sympathie pour la droite monarchique, que M. Fagniez a écrit la notice sur le duc de Broglie qu'il a lue à l'Académie des sciences politiques

et qui, accrue de quelques pages, a formé un petit volume[1]. La *Revue historique* a déjà dit avec quel talent et quelle chaleur de conviction M. Fagniez a écrit ce panégyrique dépourvu de restrictions, et a rappelé les mérites de son œuvre d'historien.

C'est toujours avec la même reconnaissance qu'il faut accueillir les volumes successifs dans lesquels M. Pierre Lehaucourt nous expose l'histoire de la guerre de 1870-71. Le second tome de la deuxième série[2] (celle qui est consacrée à la première partie de la guerre) a pour but de nous présenter les deux adversaires et de nous faire assister aux préparatifs de la campagne et au premier engagement. Jamais on ne mit mieux en lumière le désarroi de l'armée et du gouvernement français; jamais on ne montra d'une manière plus lucide et plus précise combien le désastre était inévitable. « L'absence de préparation à la guerre » fut la cause dominante de nos défaites. Aussi bien moralement que militairement, la France était condamnée d'avance. L'analyse de l'historien, nourrie de faits, complète et exempte de déclamations, est d'un effet puissant. S'il est permis de chercher à l'auteur une petite querelle de méthode, on lui reprocherait volontiers certaines références de la première partie de son volume dont, peut-être, le choix laisse à désirer et qu'il eût été préférable de rechercher aux sources elles-mêmes plutôt que de les emprunter parfois à des ouvrages de seconde main assez insuffisants.

Une préface de M. Alfred Duquet recommande au public le volume que M. Th. Pruvost a consacré au général Deplanque, à qui le rattachaient des liens de parenté[3]. Avec beaucoup de modestie, l'auteur s'est appliqué à s'effacer lui-même et à laisser la parole le plus qu'il lui a été possible aux documents nombreux qu'il a rassemblés. Certains sont inédits et émanent du général lui-même ou de ses correspondants, d'autres sont empruntés à des œuvres variées et là peut-être la critique de l'écrivain aurait-elle pu s'exercer d'une manière plus sévère. Dans ses renvois et références, un peu trop multipliés, il y aurait beaucoup à supprimer et à corriger. Immodérée et désordonnée, une bibliographie cesse de répondre à son but. Celle de l'auteur est, d'ailleurs, incomplète, ne comprenant pas les ouvrages

1. Gustave Fagniez, *le Duc de Broglie*, 1821-1901. Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de 169 p.

2. Pierre Lehaucourt, *Histoire de la guerre de* 1870-1871. T. II : *les Deux adversaires. Premières opérations.* Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1902, 1 vol. in-8° de VIII-480 p.

3. Th. Pruvost, *le Général Deplanque*, 1820-1889. Paris, Lavauzelle, 1 vol. in-8° de XVI-320 p.

allemands. Mais, malgré ces légères critiques, le travail de M. Pruvost est plein de vie et d'intérêt; et c'est avec grand plaisir que nous suivons son héros en Crimée, au Mexique, à la légion étrangère, à l'armée de la Loire, en Algérie et dans sa retraite d'Auxi-le-Château.

La majeure partie du volume, et de beaucoup la plus importante, est relative aux opérations de l'armée de la Loire. Le général Deplanque, officier distingué auparavant, s'y comporta de la manière la plus honorable. Soldat vaillant, infatigable et impeccable, mais bougon et sujet à de terribles emportements, il se trouvait plus à son aise sur les champs de bataille qu'en temps de paix. Les débats furieux qu'il eut en Algérie avec diverses personnalités civiles et que son humeur farouche envenima amenèrent sa disgrâce prématurée. Il alla finir ses jours dans sa ville natale d'Auxi-le-Château, au milieu de ses concitoyens qu'il exécrait et qui le lui rendaient.

Une courte préface du général Bonnal et une notice de M. Charles Malo présentent au lecteur le capitaine Gilbert, écrivain militaire distingué, qu'une maladie cruelle écarta depuis longtemps de l'armée et qui est mort avant d'avoir pu achever cette histoire de *la Guerre sud-africaine*[1] que ses héritiers ont eu la bonne pensée de publier. Telle quelle, elle forme un tout intéressant, comprenant l'histoire de la guerre depuis ses débuts jusqu'au commencement de 1901, c'est-à-dire au moment où la campagne changea de caractère et où la grande guerre fit place à la guerre de guérillas. L'auteur paraît avoir utilisé toutes les sources d'information qui lui étaient accessibles, et son exposé est d'une ordonnance méthodique et lucide. Malgré quelques épithètes sévères sur la politique anglaise, le ton de l'ouvrage est irréprochable et la visible sympathie de l'auteur pour la cause des Boers ne l'entraîne jamais à marchander les éloges dus à la ténacité et à la bravoure de l'armée anglaise pas plus qu'à montrer les lourdes fautes commises par leurs adversaires. Au point de vue militaire général, les conclusions de l'auteur méritent d'attirer l'attention, et les spécialistes méditeront utilement les appréciations très réfléchies et variées que lui inspire l'étude approfondie des deux adversaires. Au point de vue historique, l'ouvrage du capitaine Gilbert, en permettant de suivre sans effort les différentes péripéties de la guerre, confirme, en somme, le lecteur dans l'opinion plausible, *a priori*, que la guerre anglo-boer devait fatalement aboutir où elle est arrivée. Pour opérer les mouvements techniques ou stratégiques souhaités par leurs historiens, il aurait fallu que les Boers fussent

1. Capitaine G. Gilbert, *la Guerre sud-africaine*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1902, 1 vol. in-8° de VII-608 p.

tout autrement organisés qu'ils n'étaient. Quelques fautes de détail qu'on ait pu leur imputer, il demeure établi qu'ils ont fourni à peu près le maximum de résistance qu'il était possible de leur part de fournir. Eussent-ils évité plusieurs erreurs regrettables, entre autres celle de Cronje avant Paardeberg, il faut bien reconnaître que la disproportion des forces devenait trop grande pour que les qualités spéciales des Boërs pussent la compenser. Un moment devait fatalement arriver où la fortune pencherait vers les gros bataillons. Si, au point de vue technique, ils auraient peut-être pu mieux faire, certainement leur effort n'eût pu être dépassé et nulle science n'eût pu suppléer à ce qui leur manquait.

L'étude de diverses questions contemporaines a suscité un certain nombre de volumes où l'historien trouvera son compte.

Voilà deux ans que M. Victor Bérard traite périodiquement pour les lecteurs de la *Revue de Paris* les grandes questions de politique extérieure qui doivent s'imposer à leur attention. Il a réuni et complété ces articles dans un volume, intitulé *Questions extérieures*[1], qui mérite d'avoir et qui aura beaucoup de lecteurs. M. Victor Bérard est, outre quelque chose de plus, un admirable chroniqueur. Il est d'abord plein de science. Il est ensuite plein de talent. Il connaît à peu près à fond les questions dont il parle, et il en parle très bien, avec clarté, avec force, avec précision. Son exposé sur la genèse de la guerre sud-africaine est remarquable; il satisfera également ceux qui connaissent le sujet et ceux qui veulent le connaître. M. Bérard excelle à déterminer la vraie portée, l'aspect principal et les phases successives des questions. Il en dégage, dans un style nourri, plein de vie, condensé, substantiel, les éléments constitutifs. Volontiers, il force l'attention du lecteur par une comparaison familière ou une épithète un peu brutale. Souvent le trait est heureux : « Sentant venir la curée, lord Rosebery se retrouvait des convictions et un appétit de libéral » (p. 134). Parfois, il l'est moins : « L'Anglais, rose et blond, acquiert de son *tub* quotidien le droit de massacrer les Boers » (p. 211). Ailleurs, le procédé fatigue : il y a six pages d'identification laborieuse entre le plateau sud-africain et une *plaza* de taureaux; et je n'aime guère, non plus, une comparaison assez longue entre le jeu des partis en Espagne et (toujours) les rites d'une course de taureaux. La volonté de secouer le lecteur, de triompher de son apathie entraîne parfois l'écrivain à des affirmations trop absolues ou à des généralisations artificielles. Dans cette affirmation :

1. Victor Bérard, *Questions extérieures* (1901-1902). Paris, Colin, 1 vol. in-18 de VII-321 p.

« La paix de 1902 semble donner ou promettre l'Afrique aux Boers, » il y a à côté d'une part de vérité quelque chose d'excessif. L' « homme de Birmingham », le « politicien espagnol » sont des entités systématiquement construits, dont l'écrivain abuse et où l'on sent le procédé. A force de talent de style et de volonté de frapper, M. Bérard risque parfois de déformer la vérité à la manière de Taine, en la faisant grimacer. Mais, sans doute, il me répondrait qu'un chroniqueur n'écrit pas proprement de l'histoire, qu'il l'explique et la démontre pour l'imposer à l'attention d'un public difficile à fixer et, s'il est possible, le forcer à penser. Et c'est à quoi M. Bérard réussit admirablement.

Dans le domaine social, le volume que M. E. Demolins a écrit sous le titre : *A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir ?*[1] est une dissertation qui ne manque ni de vigueur, ni de talent pour engager les Français, et, d'une manière particulière, ceux qui appartiennent aux partis d'opposition, à diriger leurs enfants non vers le fonctionnariat, mais vers les carrières commerciales et intellectuelles en développant chez eux l'habitude de l'initiative. Ces vues sont si saines qu'il y a un scrupule à affaiblir en quelque manière l'autorité pédagogique de M. Demolins. Dans une revue d'histoire, il est cependant nécessaire de rappeler, ne fût-ce qu'en passant, tout ce qu'a d'incomplet ou d'erroné sa conception particulière des sociétés saxonnes et, d'une manière générale, d'insuffisant, parfois d'ahurissant, sa méthode historique et scientifique. M. Demolins, il est vrai, a pour fonction et pour but, non de donner des enseignements scientifiques, mais de suggérer des motifs d'action. Il s'acquitte de cette tâche d'une manière claire, vivante, propre à forcer les attentions paresseuses. Une foule de mauvaises raisons peuvent, grâce à lui, déterminer des initiatives qui sont bonnes en elles-mêmes. Pourvu qu'il n'y enseigne pas l'histoire, son École des Roches pourra exercer une influence sociale salutaire sur la portion très restreinte de bourgeoisie qu'elle intéresse. C'est pourquoi il convient de ne pas insister sur les hérésies scientifiques de ce livre de bonne volonté, intéressant en somme et « suggestif. »

On trouvera des vues moins vastes, mais une érudition plus précise dans le petit travail que M. de Seilhac a intitulé *les Grèves*[2] et où il a condensé toutes les observations qu'il a été recueillir sur place au cours des principaux conflits économiques dont la France a été le théâtre ces dernières années. Les faits y sont exposés avec

1. E. Demolins, *A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir ?* Paris, Firmin-Didot, 1 vol. in-12 de 338 p.

2. Léon de Seilhac, *les Grèves*. Paris, Lecoffre, 1 vol. in-12 de VII-256 p.

netteté et sobriété, et le lecteur goûtera un essai de classification des grèves d'après leur caractère.

Signalons enfin l'intéressant volume de M. Marcel Demongeot, lieutenant de chasseurs à pied : *Citoyen et soldat*[1]. Si ce n'est pas, à proprement parler, un livre d'histoire, c'est au moins un document historique de valeur. Quel doit être le rôle d'une armée dans une société démocratique? Que peut être le service militaire pour la jeunesse d'un pays qui doit tout entière le subir? Quels sont les devoirs de l'officier vis-à-vis de ses hommes? Comment peut-il remplir une tâche d'éducateur social en même temps que d'instructeur militaire? Telles sont les questions qu'examine M. le lieutenant Demongeot avec une grande élévation de pensée et dans un esprit à la fois pondéré, généreux et démocratique.

M. Paul Ghio n'a pas prétendu donner un tableau complet de l'Italie contemporaine dans le volume qu'il a modestement intitulé : *Notes sur l'Italie contemporaine*[2]. Ce livre, agréablement écrit, aura la faveur du grand public. Il mérite de retenir l'attention des spécialistes, moins encore à cause des documents qu'il nous apporte qu'à cause de la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle singulièrement honorable d'une portion du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés.

M. André-E. Sayous a réuni, dans son volume : *la Crise allemande de 1900-1902*[3], des informations précises et étendues sur les manifestations de ce phénomène, principalement en ce qui concerne les industries du charbon, du fer et de l'acier. L'auteur s'est efforcé, avant tout, de donner à son enquête le caractère d'un exposé de faits scientifiquement observés et soigneusement établis. Si le lecteur n'a pas la satisfaction finale de garder une conception d'ensemble complètement nette sur le mouvement étudié, cela tient précisément au souci de l'écrivain qui a préféré présenter une série de conclusions de détail proportionnées aux faits étudiés, plutôt qu'une généralisation hâtive et forcément inexacte.

En ce qui concerne l'histoire de Russie, mentionnant sans plus

1. Marcel Demongeot, *Citoyen et soldat*. Paris, Flammarion, 1 vol. in-18 de XXXII-267 p.

2. Paul Ghio, *Notes sur l'Italie contemporaine*. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-18 de 226 p.

3. André-E. Sayous, *la Crise allemande de 1900-1902*. Paris, Larose; Berlin, Puttkammer und Mühlbrecht, 1903, 2 vol. in-12 de XV-377 p.

une plaquette où M. Bourguet[1] a reproduit une conférence faite à l'École des sciences politiques et où il a apprécié sommairement l'œuvre du tsar Alexandre III, nous devons signaler ici l'ouvrage de M. Kowalevsky[2], intitulé : *Institutions politiques de la Russie*, d'abord publié en anglais et dont vient de paraître une traduction française suffisante. Nous ne possédions en somme en français aucun ouvrage d'ensemble sur la question; notre ignorance nous rend impossible de recourir aux ouvrages spéciaux russes. M. Kowalevsky nous a donc rendu grand service en exposant le développement des institutions politiques de la Russie depuis les origines jusqu'à nos jours. Il l'a fait avec clarté et précision, s'étendant naturellement davantage sur les parties contemporaines de son sujet. Comme la plupart des ouvrages du même genre écrits par des Russes, son livre porte l'empreinte visible de ses opinions politiques et sociales; elles ont un caractère libéral et progressiste qui n'est pas pour déplaire; de plus, le sens historique de l'auteur est suffisant pour qu'elles n'enlèvent rien à la valeur objective de son travail. On peut regretter que M. Kowalevsky ne l'ait pas accru de quelques brèves indications bibliographiques. Elles n'auraient pas eu pour objet, bien entendu, de nous donner la liste des ouvrages russes relatifs à la question. Mais son livre étant en somme un manuel à l'usage des occidentaux, il aurait été fort utile d'y faire figurer un relevé sommaire et critique des principaux articles de revue et des quelques ouvrages de valeur qui ont été consacrés en langues de l'Europe occidentale à telle ou telle partie du sujet d'ensemble traité par M. Kowalevsky. Il serait à souhaiter que l'auteur comblât cette lacune dans une prochaine édition de son ouvrage.

Dans une brochure d'un haut intérêt[3], M. Paul Orlovitch met en relief la situation douloureuse des populations serbes de la vieille Serbie. Les 150 à 200,000 Serbes qui se trouvent sous la domination turque sont en réalité cruellement opprimés par les Albanais qui, avec la complicité des pouvoirs ottomans, s'appliquent à les éliminer. L'Autriche voit d'un bon œil cette élimination. Car ce sont les populations slaves de la péninsule des Balkans qui constituent l'obstacle principal à l'expansion du pangermanisme. Il importe que la Russie

1. Alfred Bourguet, *le Tsar Alexandre III*. Aix, Bourély, 1901, 1 br. in-8° de 21 p.

2. Maxime Kowalevsky, *Institutions politiques de la Russie*, traduit de l'anglais par Mme Derocquigny. Paris, Giard et Brière, 1903, 1 vol. in-8° de IV-370 p.

3. Paul Orlovitch, *la Question de la Vieille Serbie*. Paris, Hachette, 1903, 1 br. in-8° de 49 p.

vienne en aide à des populations si odieusement maltraitées et dont la destinée l'intéresse directement et qu'elle aide Serbes et Bulgares à obtenir de la Porte qu'elle mette fin aux horreurs que commettent les Albanais dans la vieille Serbie et la Macédoine occidentale. Telle est la thèse soutenue par M. Orlovitch avec beaucoup d'énergie et de conviction.

M. Henry Bargy nous a donné un volume sur la religion aux États-Unis[1]. « Toutes les Églises des États-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun. Elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elle ne l'est de son Église mère d'Europe, et l'ensemble de toutes les religions d'Amérique forme ce qu'on peut appeler la religion américaine. » Celle-ci se définit principalement par deux caractères : elle est sociale, « c'est-à-dire plus soucieuse de la société que des individus, » et positive, « c'est-à-dire plus curieuse de ce qui est humain que de ce qui est naturel. » L'intéressant travail de M. Bargy nous montre comment, depuis l'origine des États-Unis, toute l'évolution des différentes sectes religieuses en Amérique a été déterminée par ce caractère d'utilité morale, sociale, nationale. « La religion américaine eut toujours pour but le bien-être de la race. Elle est la poésie du civisme. » Très juste, très étudié, très documenté, le volume de M. Bargy est tout à fait propre à nous faire pénétrer la conception américaine de la religion et à nous montrer ce que celle-ci représente dans la vie de la nation. A cet égard, il est fort suggestif et nous devons de la reconnaissance à l'auteur. Son travail souffre, par contre, d'assez sérieuses objections au point de vue historique. Il est dépourvu de toute espèce de références et de bibliographie, ce que l'on ne peut trop déplorer. Il est, par ailleurs, divisé en sept livres, dont les titres sont abstraits, et subdivisé en chapitres, dont les sous-titres ne le sont pas moins. Il y a pour le lecteur une absence de points de repère chronologiques que rend plus fâcheuse le système de composition du livre, qui amène l'auteur à enchevêtrer singulièrement les périodes historiques. Il semble parfois avoir hésité entre une histoire et une psychologie de la religion américaine sans jamais se décider pour l'une ou pour l'autre; de là, pour le lecteur, un certain malaise, un certain embarras, et aussi dans l'exposé certaines obscurités qu'il aurait été aisé d'éviter par une méthode un peu plus strictement historique.

La méthode et la clarté sont au contraire les qualités maîtresses

1. Henry Bargy, *la Religion dans la société aux États-Unis*. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-18 de xx-299 p.

des ouvrages de M. Albert Métin. Il a fait, il y a quelques années, un voyage d'études autour du monde auquel nous devons déjà un volume intéressant sur le mouvement économique et social en Australasie. Il vient d'en donner un second, qui est digne du précédent, sur *l'Inde d'aujourd'hui*[1]. M. Métin s'était préparé, par des études préliminaires soigneuses, à son enquête sur place, qu'il a pu aussi orienter de la manière la plus utile et qu'il a ensuite complétée par des informations documentaires considérables. Son livre joint donc à la valeur d'une relation de voyages celle d'une œuvre de recherche scientifique. Il constituera, pour ceux qui veulent connaître l'Inde autrement qu'au point de vue pittoresque, un manuel des plus précieux. Si, au point de vue descriptif, M. Métin n'a pu ajouter que quelques détails nouveaux à ceux que nous ont déjà transmis nombre de voyageurs; si, sur l'organisation traditionnelle, religieuse et politique de la société indoue, il n'a pu enrichir beaucoup nos connaissances, on lui saura au contraire une gratitude particulière pour la manière dont il a traité les questions actuelles pendantes dans l'Inde contemporaine. Les chapitres qu'il a consacrés à l'opposition indigène, à la culture indienne, à l'organisation de l'ancienne et de la nouvelle industrie sont du plus vif intérêt et attestent une observation soigneuse et précise des éléments économiques et sociaux en présence. Ajoutons que le parfait équilibre de jugement de l'écrivain impressionne favorablement le lecteur. Des bibliographies sommaires lui permettent, s'il le désire, de se documenter sans peine lui-même d'une manière plus étendue. On est étonné de n'y pas voir figurer l'indication de la si intéressante biographie du réformateur social Behramji Malabari, traduite en français il y a cinq ans, et qui, assurément, est un des livres publiés en notre langue qui contient le plus de renseignements entièrement sur le mouvement social et intellectuel de l'Inde. J'ai, d'autre part, sous les yeux un bien curieux programme de *Ligue socialiste* née à Calcutta, tout récemment, dans un milieu indigène et qui aurait pu fournir a M. Métin un paragraphe intéressant.

Parmi les ouvrages traitant de questions internationales, on peut recommander le petit volume très clair, complet et succinct où M. E. Martin-Saint-Léon a étudié sans prétention les traits essentiels du mouvement de concentration industrielle qui se dessine un peu dans tous les pays[2]. Son objet n'a pas été de faire une étude complète sur

1. Albert Métin, *l'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale.* Paris, Colin, 1 vol. in-18 de 304 p.

2. E. Martin-Saint-Léon, *Cartells et trusts.* Paris, Lecoffre, 1903, 1 vol. in-12 de VIII-248 p.

ce sujet si complexe et dont l'évolution est si prompte. Il a voulu donner un manuel exactement informé et substantiel de la question. Il y a pleinement réussi.

C'est également un phénomène international et universel qu'a étudié M. E. Vandervelde dans son très beau livre d'histoire sociale : *l'Exode rural et le retour aux champs*[1]. Au moyen d'enquêtes personnelles étendues, d'une maîtrise parfaite de la documentation économique et sociale de la Belgique et d'une connaissance large et souvent précise de l'ensemble du mouvement social européen, M. Vandervelde a analysé avec une force et une clairvoyance remarquables les caractères du phénomène universel qui a tendu particulièrement, au cours des cinquante dernières années, à faire refluer vers « les villes tentaculaires » la population des campagnes. Par une série de faits nettement établis, il a montré que la véritable cause de ce mouvement était beaucoup moins une fascination trompeuse et injustifiée exercée par les villes sur la population des campagnes que la condition de plus en plus dure qui a été faite à cette population par les conditions économiques modernes. Le développement des moyens de transport a facilité ce déplacement regrettable à beaucoup de points de vue, surtout à celui de l'hygiène générale, mais qui s'explique très naturellement quand on voit en quoi consiste le bonheur des champs, vanté par les agrariens qui s'indignent de ne plus trouver de bras pour leurs exploitations. L'exode rural va-t-il continuer et verrons-nous les villes atteindre des proportions plus considérables encore au milieu des campagnes désertes? Dans une deuxième partie, beaucoup plus neuve, parfois aussi plus contestable, M. Vandervelde montre avec finesse et au moyen de beaucoup de faits, quelles raisons permettent de croire que les villes approchent souvent de leur point de saturation, et il fait voir comment la facilité des transports, après avoir amené la concentration urbaine, préparera peut-être, a parfois déjà préparé la renaissance des campagnes en y transportant certaines industries et en y faisant refluer une partie des populations des cités. Plein d'idées et de science et traversé d'un généreux souffle d'humanité, le beau livre de M. Vandervelde est, de plus, écrit dans une langue simple, claire, sûre et sobre, dénuée d'élégance et d'apprêt, un peu belge parfois, si l'on veut, mais infiniment plus française que celle de presque tous nos sociologues.

Les personnes que préoccupent les rapports de la science historique, avec la sociologie et la philosophie, liront sans doute le

1. E. Vandervelde, *l'Exode rural et le retour aux champs*. Paris, Alcan, 1903, 1 vol. in-8° de 304 p.

volume que M. Gaston Richard a intitulé : *l'Idée d'évolution dans la nature et l'histoire*[1], et où il a reproduit, en le complétant, un mémoire couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. C'est un réquisitoire méthodique, patient et considérable contre l'idée d'évolution, autrement dit de « métamorphose continue se poursuivant à l'infini, » qui « ne peut jouer dans la science et la philosophie qu'un rôle négatif. » L'idée directrice de la méthode scientifique, autrement dit de la méthode « génétique, » est celle du « cosmos ou de l'ordre progressif, unité de phénomènes contingents, reliés par des lois contingentes elles-mêmes. » Les partisans de l'une ou l'autre de ces conceptions philosophiques, entre lesquelles il ne serait pas malaisé de ménager des transactions, se passionneront pour ou contre le livre de M. Gaston Richard. Ceux qui conçoivent l'histoire d'une manière plus concrète et moins ambitieuse le feuilleteront avec moins de curiosité et peut-être avec un respect que rendra plus prudent l'emploi systématique par l'auteur de ce redoutable jargon qui serait l'incontestable originalité des sociologues-philosophes si celui des sociologues-juristes ne soutenait victorieusement la comparaison.

A. Lichtenberger.

1. Gaston Richard, *l'Idée d'évolution dans la nature et l'histoire*. Paris, Alcan, 1903, 1 vol. in-8° de IV-406 p.

ALLEMAGNE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA RÉFORME.

Je ne saurais mieux commencer ce compte-rendu qu'en mentionnant le troisième volume des Recès des diètes allemandes à l'époque de Charles-Quint[1]. L'éditeur, M. Adolf Wrede, qui a déjà rendu de grands services en préparant avec M. J. Bernays le second volume, a rempli sa tâche très heureusement. L'introduction nous fait connaître les commencements du « Reichs-Regiment » constitué à la diète de Worms de 1521. Le sujet du volume est formé par les diètes de Nuremberg de 1522 et de 1523. On sait qu'à cette époque, à côté de la question religieuse, c'étaient particulièrement les questions financières et commerciales qui agitaient les esprits. On connaît les projets relatifs à l'introduction d'une douane générale, à l'amélioration du système monétaire, à la restriction des monopoles des grandes compagnies commerciales mis en lumière par les travaux de Ranke, Schmoller, Kluckhohn, Redlich, etc. Mais ce n'est qu'en étudiant les documents, recueillis et annotés soigneusement dans ce volume, qu'on se formera une idée juste de ces questions compliquées, pleines d'intérêt pour l'histoire de l'économie politique. Un autre chapitre d'un intérêt non moins capital s'occupe de la situation de la noblesse immédiate de l'Empire. Ici, l'éditeur, qui publie des documents provenant en grande partie de la noblesse elle-même, n'a eu qu'à suivre les traces de M. Ulmann, l'excellent biographe de François de Sickingen. Il va sans dire qu'il n'a rien omis qui permette d'élucider la grande question religieuse. De même les discussions relatives aux armements contre les Turcs gagnent beaucoup par la collection de documents qu'il a su, assisté par MM. Bernays et Fueter, réunir dans ce volume.

Ce qui lui permettait d'en restreindre le cadre, c'est la publication séparée des rapports de Hans von der Planitz, représentant de l'électeur Frédéric de Saxe au « Reichs-Regiment » et aux diètes de Nuremberg de 1522 et 1523. Depuis que Ranke a mis à profit cette source historique importante pour son ouvrage classique, beaucoup d'historiens, entre autres un des plus récents, H. Baumgarten, y ont puisé à pleines mains. Mais, jusqu'ici, il nous manquait une édition complète des rapports de Planitz de 1521-1524, si pleins de vie et de

1. *Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V.* Dritter Band bearbeitet von Adolf Wrede. Gotha, F.-A. Perthes, 1901.

couleur, qui sont conservés pour la plupart aux archives de Weimar. Elle avait été préparée par M. E. Wuelcker. Après sa mort, M. Virck, l'éditeur bien connu du premier volume de la correspondance politique de Strasbourg, a achevé et complété le travail de M. Wuelcker, et la Commission historique du royaume de Saxe a eu le mérite de faire à ce volumineux ouvrage une place dans la série de ses publications[1]. M. Virck n'a pas manqué de joindre aux rapports de Planitz les réponses de l'électeur Frédéric, qu'on a pu retrouver, et d'autres documents. Il a fait précéder la correspondance par une introduction fort instructive de presque deux cents pages, contenant entre autres la biographie jusque-là presque inconnue de Planitz. Il a augmenté l'intérêt de sa publication par une grande abondance de notes et en a facilité l'usage par un index détaillé. L'histoire de la Réforme allemande doit beaucoup à cette publication, qui est un modèle du genre.

On peut donner les mêmes louanges à une autre entreprise de la Commission historique du royaume de Saxe, c'est-à-dire au premier volume de la Correspondance politique de l'électeur Maurice[2]. Cette tâche revenait naturellement à M. Erich Brandenburg, le biographe de l'électeur Maurice de Saxe, dont l'ouvrage promet de combler une vraie lacune (cf. *Revue historique*, t. LXIX, p. 377). En dépouillant principalement les archives de Dresde, de Weimar, de Marbourg, il a su réunir tous les matériaux indispensables pour la publication de la correspondance politique d'un prince dont le caractère et l'action jusqu'ici ont provoqué des jugements très divers. Ce premier volume, qui ne regarde que les commencements de son gouvernement, ne fait guère ressortir son originalité. Au lieu de cela, ce sont ses relations avec ses conseillers principaux qui sont mises en relief. Malgré les restrictions qu'il s'est imposées, M. Brandenburg calcule qu'il lui faudra bien en tout quatre volumes, ce qui ne l'empêchera pas, nous l'espérons, de continuer son ouvrage biographique.

La publication des documents de tout genre offre les moyens les plus sûrs de contrôler la valeur des ouvrages contemporains d'un caractère purement historiographique, dont les auteurs eux-mêmes ont mis à profit maintes fois des sources manuscrites officielles. Le

1. *Des kursächsischen Rathes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nuernberg* 1521-1523. Gesammelt von Ernst Wuelcker nebst ergänzenden Aktenstuecken bearbeitet von Hans Virck. Leipzig, B.-G. Teubner, 1899.

2. *Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfuersten Moritz von Sachsen.* Erster Band. Bis zum Ende des Jahres 1543. Herausgegeben von Erich Brandenburg. Leipzig, B.-G. Teubner, 1901.

plus célèbre, Johannes Sleidan, paraît offrir un sujet inépuisable, même après les diligentes recherches de H. Baumgarten. M. Otto Winckelmann publie quelques suppléments à la correspondance de Sleidan, empruntés à un volume précieux que les archives du chapitre de Saint-Thomas à Strasbourg ont dernièrement acquis[1]. Il y ajoute des remarques très judicieuses relatives à la biographie de Sleidan, aux premiers effets de ses *Commentarii*, à la première traduction allemande de cet ouvrage, etc. On lui saura gré d'avoir réimprimé le brouillon allemand de l'apologie des *Commentarii*, dû à la plume de son auteur. M. A. Hollaender, en dépouillant les *Annales Suevici* de Martin Crusius, y a découvert quelques notices fort remarquables relatives à Sleidan, qui jusqu'alors avaient échappé à l'attention de tous ses biographes. Par exemple, Crusius confirme la date de 1506 comme étant l'année où naquit Sleidan[2]. M. Fester (*Histor. Zeitschrift*, 1902) reprend la question de savoir quel est l'auteur des discours des électeurs insérés par Sleidan dans son récit de l'élection de Charles-Quint. Avec Ranke, il les attribue à Sabinus, le gendre de Melanchthon. Il démontre incontestablement que les historiens de l'époque de Sleidan et Sleidan lui-même ont subi les influences de la rhétorique classique. Cependant, il va beaucoup trop loin en affirmant qu'avant Ranke il n'y avait pas eu dans l'historiographie de réconciliation entre la science et l'art. Le nom seul de Gibbon suffit pour montrer combien cette assertion est hasardée.

Les lecteurs de la *Revue historique* apprendront avec plaisir que la nouvelle édition de la chronique de *Valerius Anshelm*, qu'on peut appeler le Sleidan bernois, a été achevée[3]. Le dernier volume de cette édition, commencée en 1884, contient entre autres une introduction qui fournit les plus amples informations sur la vie et sur l'ouvrage du chroniqueur. L'auteur de cette introduction, dont les mérites ne s'oublieront pas, M. Ed. Bloesch, n'a pu malheureusement pas voir l'achèvement de la nouvelle édition. On ne saurait mettre en balance avec le volumineux ouvrage d'Anshelm la petite chronique zuricoise de Bernhard Wyss, dont il y a aussi une nouvelle édition très soignée[4].

1. *Zur Geschichte Sleidans und seiner Kommentare* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, vol. LIII, 1899, p. 565-606).

2. *Sleidaniana* (*eodem loco*, p. 428-437).

3. *Die Berner Chronik des Valerius Anshelm*. Herausgegeben vom Historischen Verein des Kantons Bern. Sechster Band. Bern, K.-J. Wyss, 1901.

4. *Quellen zur Schweizerischen Reformations-Geschichte*. Herausgegeben vom Zwingliverein in Zuerich unter Leitung von Professor Dr. Emil Egli. I. *Die Chronik des Bernhard Wyss*. Herausgegeben von Georg Finsler. Basel, Basler Buch-und Antiquariatshandlung vormals Adolf Geering, 1901. [Nous avons reçu trop tard l'édition nouvelle de la *Chronique de Kessler*, de Saint-Gall, « Sabbata, » due à MM. Egli et Schoch. Saint-Gall, Fehr, 1902.]

Cependant, personne ne niera l'intérêt capital du récit contemporain d'un ardent partisan d'Ulric Zwingli, qui fut tué à côté de celui-ci à la bataille de Cappel. Ce qui augmente l'importance du récit de Bernhard Wyss, c'est qu'il apporte d'importants matériaux concernant l'histoire du célèbre Henri Bullinger. La nouvelle édition de la chronique de Bernhard Wyss forme le premier volume d'un recueil de « sources pour servir à l'histoire de la Réforme suisse, » projeté par la « Société zwinglienne » (Zwingli-Verein) à Zurich, présidée par M. Meyer de Knonau. M. le professeur Émile Egli, qui dirige les publications de cette Société, a commencé à les compléter par des *Analecta Reformatoria*, dont les deux premiers fascicules sont d'un intérêt très varié[1]. On y rencontre une longue série de documents et d'essais relatifs à l'histoire de Zwingli et de son époque (par exemple des notes manuscrites de Zwingli sur le colloque de Berne de 1528, des lettres de Martin Bucer, d'un anonyme et de Capito adressées à Zwingli de la diète d'Augsbourg, en 1530), les biographies de Bibliander, de Ceporinus et de Jean Bullinger. Il faut encore beaucoup attendre de la diligence infatigable de M. Egli, et le recueil des « sources pour servir à l'histoire de la Réforme suisse » lui devra beaucoup.

Dans un de ces comptes-rendus (*Revue historique*, t. LVI, p. 384), j'ai mentionné le livre méritoire de M. A. Hegler : « L'esprit et le style chez Sébastien Franck. » On doit au même auteur, décédé il y a peu de temps comme professeur de théologie à l'Université de Tubingue, un second travail fort intéressant relatif au célèbre historien et penseur de l'époque de la Réforme allemande[2]. Le regretté M. Hegler y étudie en détail la paraphrase latine d'un petit livre mystique bien connu, due à Sébastien Franck, et de quelques-uns de ses écrits qui nous sont conservés en langue hollandaise. Il expose finement comment Sébastien Franck a été influencé par la doctrine des « mystiques » du moyen âge et comment il s'est efforcé de la transformer dans l'idiome de l'humanisme. Il nous fait connaître une série de traductions hollandaises d'écrits très rares de Franck, dont l'original allemand n'a pas encore été retrouvé. Il émet l'hypothèse que Franck a terminé sa vie en Hollande et

1. *Zwingliana*. Mittheilungen zur Geschichte Zwinglis und der Reformation. Herausgegeben von der Vereinigung für das Zwinglimuseum in Zuerich, 1897, seq. — *Analecta Reformatoria*, von Emil Egli. Zuerich, Zuercher und Furrer, 1899-1901. Mentionnons, entre parenthèse, que M. Egli à Zurich et M. G. Finsler à Bâle ont entrepris une nouvelle édition des œuvres de Zwingli. On souscrit chez G.-A. Schwetschke à Berlin.

2. *Sebastian Francks lateinische Paraphrase der Deutschen Theologie und seine holländisch erhaltenen Traktate*. Tuebingen, Buchdruckerei von G. Schnuerlen, 1901.

prouve qu'en tout cas il avait gagné déjà de très bonne heure des adhérents dans ces contrées septentrionales. Sébastien Franck n'est pas le seul qui, au XVIe siècle, ait traduit en latin le livre « mystique, » auquel Luther donna le titre *Deutsche Theologie*. M. Hegler s'occupe d'une seconde traduction, due à Castellio, mais il ne veut pas concéder que celui-ci ait connu l'essai de son prédécesseur[1].

Nous n'avons pas à rendre compte cette fois-ci d'une nouvelle biographie de Luther. Mais les études spéciales qui ajoutent quelque chose à la connaissance de sa vie et de ses écrits abondent. Il y a par exemple des éclaircissements remarquables relatifs à l'origine de sa famille, à sa correspondance, à ses combats littéraires dans les deux premiers fascicules d'une publication fort importante de M. Otto Clemen[2]. Un chapitre de la vie de Mélanchthon, qui jusqu'ici a été beaucoup trop négligé par ses biographes, a été écrit récemment par M. Kawerau. Il s'agit des tentatives faites pour ramener le plus fidèle auxiliaire de Luther dans le sein de l'Église catholique[3]. Les rapports des nonces, envoyés par les papes en Allemagne, et des correspondances d'une origine différente ont offert à M. Kawerau des matériaux suffisants pour mettre son sujet en pleine lumière. Quoique quelques lacunes restent encore à combler, on comprend très bien comment l'espérance de regagner Mélanchthon a pu s'emparer des dignitaires de l'Église catholique, tels que les évêques Cricius et Dantiscus et le cardinal Sadolet. Mélanchthon, qui était avant tout le représentant de l'humanisme et pour lequel l'idée de l'unité de l'Église avait un charme indélébile, considéra comme un malheur d'avoir été impliqué dans les luttes ecclésiastiques

1. C'est ce que s'efforce de prouver, avec des arguments très remarquables, M. Hermann Oncken (*Aus den letzen Jahren Sebastian Francks*. Monatshefte der Comenius-Gesellschaft, vol. XI. Berlin, Gærtner, 1902, mars-avril). Il ne faut pas négliger un travail consciencieux du même auteur : *Sebastian Franck als Historiker* (Historische Zeitschrift, vol. LXXXII, 1899).

2. *Beitræge zur Reformationsgeschichte aus Buechern und Handschriften der Zwickauer Ratsschulbibliothek*, von Lic. Dr. Otto Clemen. Erstes und Zweites Heft. Berlin, Schwetschke, 1900, 1902. M. Clemen n'a pas seulement mis à contribution la bibliothèque très riche en imprimés et en manuscrits du XVIe siècle du lycée de Zwickau, mais aussi la bibliothèque de Munich et les archives de Weimar. Il publie entre autres des pièces inconnues jusque-là de la correspondance de Spalatin et de Hutten, des biographies détaillées de Simon Haferitz, Georges Mohr, Ulrich Hugwald, une dissertation savante sur Pasquillus *exul*, etc. Nous attendons, avec impatience, le troisième fascicule des analectes de M. Clemen.

3. *Die Versuche, Melanchton zur katholischen Kirche zurückzuführen*, von Dr. Gustav Kawerau (Schriften des Vereins für Reformationgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

de son époque. Il faut lire, pour s'en convaincre, sa lettre du 27 octobre 1532, adressée à Cricius, qu'on a découverte récemment à la bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg (cf. Kawerau, *loc. cit.*, p. 13). On avait vu sa faiblesse pendant les transactions de la diète d'Augsbourg de 1530 et on se flattait de le séparer de Luther, mais on n'avait pas compté avec l'énergie et la persévérance de ce dernier. Une des parties les plus piquantes du travail de M. Kawerau est consacrée à un certain Don Michael Braccetto de Pordenone, agent versatile et impertinent du diplomate papal Girolamo Rorario, auteur d'une fausse « lettre de Mélanchthon à la signoria de Venise. »

On sait que Henri V, duc de Mecklembourg, a tenté d'attirer Mélanchthon à son Université de Rostock. La biographie de ce prince, qui fonda l'église protestante dans son pays, a été écrite par M. Schnell[1], auteur d'un livre plus général intitulé « le Mecklembourg au siècle de la Réforme » (Berlin, 1900). Son récit est fondé sur une étude approfondie des documents conservés aux archives de Schwerin. Un des plus héroïques martyrs de la Réforme allemande, le Bavarois Leonhard Kaiser, brûlé comme hérétique en 1527 près de la ville (aujourd'hui) autrichienne de Schaerding, a trouvé un biographe sympathique dans la personne de M. Roth, qui réfute entre autres l'opinion très répandue que Kaiser fut un partisan des anabaptistes[2]. Parmi les nombreux adhérents secrets de Luther, dont le naturel répugnait tout à fait au martyre, figure Bernhard Adelmann von Adelmannsfelden. Le chanoine d'Augsbourg et d'Eichstaedt, humaniste passionné et éditeur d'un écrit d'Oecolampade, dirigé contre Jean Eck, fut compris par celui-ci dans la bulle d'excommunication, mais il se hâta de se procurer l'absolution par une soumission complète. Cependant, son biographe, François-Xavier Thurnhofer, est d'avis que cette soumission n'était pas sincère et il prouve assez clairement que, jusqu'à sa mort, Adelmann sympathisa clandestinement avec la doctrine de Wittenberg[3]. L'ouvrage

1. *Heinrich V, der Friedfertige, Herzog von Mecklenburg*, 1503-1552, von Dr. H. Schnell (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

2. *Leonhard Kaiser, ein evangelischer Märtyrer aus dem Innviertel*, von Dr. F. Roth (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

3. *Bernhard Adelmann von Adelmannsfelden, Humanist und Luthers Freund* (1457-1523). Ein Lebensbild aus der Zeit der beginnenden Kirchenspaltung in Deutschland. Von Fr.-X. Thurnhofer (Erläuterungen und Ergaenzungen zu Janssen's Geschichte des deutschen Volkes, Herausgegeben von Ludwig Pastor, II, 1). Freiburg-im-Breisgau, Herder, 1900.

de M. Thurnhofer est basé sur une collection très étendue de matériaux, par exemple de correspondances, jusque-là inédites, et se distingue par un ton d'impartialité où percent quelquefois cependant les sentiments catholiques de l'auteur.

En passant à la revue des publications récentes relatives aux événements politiques de la Réforme allemande, c'est la guerre des Paysans qui garde une des premières places. Au lieu de considérer un côté spécial de cet événement, un Anglais, M. E. Belfort Bax, a essayé de le considérer dans son ensemble[1]. Vu la difficulté de la tâche, il faut admirer son courage. Il ne manque pas d'un certain fonds de connaissances et de louables qualités littéraires. Mais il suit de beaucoup trop près les traces de Guillaume Zimmermann, dont la précision critique laisse à désirer. Abstraction faite des graves erreurs où l'a entraîné sa confiance excessive en cet auteur, le volume de M. E. B. Bax, considéré comme un essai de vulgarisation entrepris par un étranger, vaut autant que beaucoup d'ouvrages du même genre dus à des écrivains allemands. Il faut compter, parmi ces essais de vulgarisation, un petit livre bien écrit de M. Hofmann[2]. Mais ce n'est qu'une partie restreinte du théâtre de la guerre des Paysans qui y est mise en lumière, particulièrement la vallée de la Tauber. A côté des travaux imprimés, M. Hofmann s'est servi de quelques documents manuscrits. Une dissertation de M. Heerwagen, qui s'est donné beaucoup de peine pour retracer le tableau de la situation économique et juridique des paysans, qui habitaient les environs de ce fleuve avant l'année 1525, lui a fourni des détails précieux[3]. Un travail très solide de M. R. Kern s'occupe du rôle joué par le comte Georges de Wertheim pendant la guerre des Paysans[4]. On sait que le comte, comme beaucoup d'autres membres de la noblesse, a été forcé, temporairement, d'entrer dans l'alliance des paysans. M. Kern base son étude approfondie principalement sur des documents provenant des archives de Wertheim et de Wurz-

1. *The Peasants War in Germany*, 1525-1526, by E. Belfort Bax. London, Swan Sonnenschein a. Co., 1899.

2. *Der Bauernaufstand im Badischen Bauland und Taubergrund.* Karlsruhe, K. Scherer, 1902. M. Hofmann aurait dû se rapporter à l'étude de M. Lenz sur Florian Geyer (Preussische Jahrbuecher, 1896) et à l'édition nouvelle de la *Chronique de Hall*, rédigée par Jean Herolt (Wuertembergische Geschichtsquellen, vol. I, 1894).

3. H. Heerwagen, *Die Lage der Bauern zur Zeit des Bauernkrieges in den Taubergegenden* (Dissertation de l'Université de Heidelberg). Nuernberg, impr. J.-L. Stick, 1899.

4. *Die Beteiligung Georgs II von Wertheim und seiner Grafschaft am Bauernkrieg* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, t. LV, 1901).

bourg. Il défend le comte de Wertheim contre les reproches d'avoir poursuivi, comme capitaine des paysans, des desseins d'enrichissement et de sécularisation. Il réfute l'opinion que le comte, à la tête d'un corps des insurgés, avait pris part au siège du château de Wurzbourg et démontre qu'il ne figure que dans les négociations entamées avec les assiégés. Parmi les documents publiés par M. Kern, il y en a un qui mérite une mention spéciale (p. 418-420). C'est la première défense de Gœtz de Berlichingen, rédigée par lui-même, pour justifier sa conduite pendant la guerre des Paysans. Elle date du 12 juin 1525 et mérite d'être comparée avec d'autres apologies du célèbre chevalier d'une date postérieure[1].

M. F.-L. Baumann a présenté, dans leur développement, les relations de la confédération suisse et de l'insurrection paysanne allemande de 1524 et 1525[2]. Il combat avec raison la thèse d'une influence quelconque exercée par les Suisses sur le soulèvement des paysans. Il démontre de même qu'en Suisse on n'eut pas de plans d'agrandissement pendant le bouleversement des territoires voisins de l'Allemagne. Cependant, il ne nie pas que les gouvernements du Bas-Rhin et de la Souabe se soient méfiés des desseins de la confédération suisse et que cette méfiance les ait empêchés d'étouffer, en 1524, les commencements du mouvement. Il va sans dire qu'il a su profiter des travaux de tous ses prédécesseurs, soit suisses soit allemands, et que les affaires de la ville de Waldshut et du prédicateur Balthasar Hubmaier, comme celles du duc Ulric de Wurtemberg, occupent une place très vaste dans la première partie de son travail. La seconde partie a pour objet principal d'élucider l'histoire des négociations entreprises par quelques membres de la confédération suisse (Zurich, Bâle, Shaffhouse), de faire valoir leur médiation entre les paysans et leurs maîtres. Ce qui résulte de ce récit, c'est le désir très réaliste des Suisses de faire cesser la dévastation des contrées d'où ils tiraient leurs blés et où ils avaient beaucoup d'intérêts financiers. Un dernier chapitre s'occupe des fugitifs qui cherchèrent un asile en Suisse, par exemple le Tyrolien Michel Geissmayr, dont la personnalité romantique fixe l'attention en première ligne.

1. Au t. LIV (1900) de la *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins*, il y a un travail très consciencieux de M. Schreiber, *Die Veranlassung der Fehde Götz von Berlichingens mit dem Erzstift Mainz*. M. Schreiber justifie, en général, la conduite et le récit autobiographique de Götz von Berlichingen et publie neuf lettres du chevalier restées inconnues jusqu'ici.

2. F.-L. Baumann, *Die Eidgenossen und der deutsche Bauernkrieg* (Sitzungsberichte der philosophisch-philologisch-historischen Classe der K. Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1896, Heft 1; 1899, Heft 1).

Un travail de M. Walter Claassen ne touche qu'incidemment les effets exercés par le soulèvement des paysans allemands sur les paysans suisses et particulièrement sur ceux du canton de Zurich[1]. L'objet principal de ce travail est de mettre en lumière la connexion de la politique démocratique en Suisse avec l'état de la classe agricole au siècle d'Ulrich Zwingli. L'auteur s'est servi d'une assez longue série d'ouvrages imprimés et a fait quelques études aux archives d'État de Zurich. Il s'efforce de combiner les traits divers que lui offrent les sources historiques et statistiques et d'en former un tableau complet. Cependant, il n'échappe pas au danger d'attribuer quelquefois trop d'importance à des sources secondaires, comme, par exemple, aux écrits du pasteur Waser, et de se laisser entraîner à des généralisations trop audacieuses. D'ailleurs, le titre de son travail, qui ne s'occupe que d'un seul membre de la vieille confédération suisse, est trop prétentieux. M. Rabenlechner, un élève du regretté professeur Zeissberg, a décrit le soulèvement des paysans de Styrie sans ajouter beaucoup de nouveau à nos connaissances et sans exposer assez clairement la condition politique et économique du pays en question[2].

Il y a peu de sujets qui aient autant mis à l'épreuve la sagacité des historiens que la question d'origine des « douze articles » des paysans allemands de l'année 1525. J'ai eu à mentionner, dans mon dernier Bulletin, l'étude de M. F.-L. Baumann qui, comme d'autres l'avaient fait avant lui, attribue l'honneur d'avoir rédigé le célèbre manifeste à Sébastien Lotzer, pelletier à Memmingen, sectateur passionné du prédicateur Christophe Schappeler et secrétaire d'une des trois bandes des paysans insurgés de la Haute-Souabe. Cette thèse a été confirmée admirablement par M. Alfred Goetze[3]. M. Goetze a réussi

1. *Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Ulrich Zwinglis von Walter Claassen.* Berlin, E. Felber, 1899 (Socialgeschichtliche Forschungen. Ergänzungshefte zur Zeitschrift für Social-und Wirthschaftsgeschichte herausgegeben von Dr. St. Bauer und Dr. L.-M. Hartmann, Heft 4).

2. *Der Bauernkrieg in Steiermark,* von Dr. M.-M. Rabenlechner (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssen's Geschichte des deutschen volker. Herausgegeben von Ludwig Pastor, II, 5). Freiburg-im-Breisgau, Herder, 1901.

3. *Die Artikel der Bauern,* 1525. — *Die Zwölf Artikel der Bauern, 1525, kritisch herausgegeben* (Historische Vierteljahrschrift, 1901, Heft 1; 1902, Heft 1). Leipzig, Teubner. — *Sebastian Lotzers Schriften.* Leipzig, Teubner, 1902. Il faut regretter que M. Goetze n'ait pas connu l'étude de M. Bossert sur Lotzer (*Blætter für Wuertembergische Kirchengeschichte,* 1887). M. Bossert, dans un important compte-rendu du travail de M. Goetze, fait valoir quelques suppléments et rectifications. Par exemple, il combat la thèse émise par M. Goetze que l'*editio princeps* des « douze articles » ait été publiée par un imprimeur de Strasbourg (cf. *Deutsche Litteratur-Zeitung,* 1902, n° 32).

à découvrir l'*editio princeps* de laquelle dérivent toutes les éditions imprimées des « douze articles » et à en reconstituer un texte précis. Il a su démontrer qu'il y a, dans cet imprimé original, des formes du dialecte souabe, même des singularités philologiques qui se retrouvent dans la langue des écrits de S. Lotzer. Il a constaté, dans les « douze articles, » la présence de phrases entières et d'expressions caractéristiques dont S. Lotzer s'est servi avec prédilection. Cette sorte d'argumentation, exécutée avec beaucoup d'adresse, supposait la réunion et l'édition critique des écrits de Lotzer. En remplissant cette double tâche, M. Goetze a réussi, d'une façon incontestable, à faire revivre la figure sympathique du maître-pelletier de Memmingen et à suivre les traces des écrivains de son temps qui ont exercé une influence sur sa manière de penser. Quant à l'introduction des « douze articles, » M. Goetze y reconnait la plume de Christophe Schappeler.

Mais les recherches minutieuses de M. Goetze ont donné d'autres résultats qu'il ne faut pas négliger et qui sont en contradiction complète avec les assertions de M. Baumann. M. Goetze se range tout à fait à mon avis, ainsi qu'à l'avis exprimé par M. Lehnert (cf. *Rev. hist.*, t. LVI, p. 380) que les « douze articles » ne sont pas émanés des articles bien connus des paysans de Memmingen, mais qu'au contraire ces articles en sont dérivés. Il leur attribue une date d'origine antérieure au 3 mars 1525. Il les considère, non comme le programme de la confédération chrétienne des paysans de la Haute-Souabe, mais comme un chef-d'œuvre littéraire privé, prémédité avec beaucoup de soin et adapté aux besoins d'une réception générale. Reste à savoir s'il n'y eut pas de rapports entre Memmingen et Waldshut, entre le prédicateur Schappeler et le prédicateur Hubmaier, qui se connaissaient déjà personnellement. En tout cas, dès à présent, les résultats des études de M. Goetze nous paraissent fournir un fondement très solide.

Il ne nous manque pas de travaux récents qui nous font apprécier la politique des confédérés de Smalcalde avant la guerre de 1546. MM. Varrentrapp, Druffel, Lenz, Brandenburg, entre autres, ont contribué beaucoup à élucider ce sujet important. Cependant, M. Hasenclever n'a pas fait un ouvrage inutile en l'embrassant dans son ensemble[1]. Il a su glaner aux archives de Weimar et de Marbourg, et il doit quelques renseignements inconnus jusqu'ici aux archives municipales de Strasbourg. Le centre de son récit est constitué par

1. *Die Politik der Schmalkaldener vor Ausbruch des schmalkaldischen Krieges*, von Dr. Adolf Hasenclever. Berlin, Ebering, 1901 (Historische Studien, Heft 23).

l'histoire de l'assemblée des confédérés à Francfort-sur-le-Mein (décembre 1545-février 1546) sur laquelle on n'avait jusqu'ici que les notices fragmentaires de G. Schmidt (*Forschungen zur Deutschen Geschichte*, vol. XXV). Mais M. Hasenclever n'a pas craint de consacrer une centaine de pages aux événements survenus auparavant, depuis la diète de Worms de 1545. Il continue donc, en quelque sorte, le travail de M. Paul Kannengiesser sur cette diète (Strasbourg, 1894). Le jugement sur la politique des confédérés de Smalcalde, qui se dégage de ses minutieuses recherches, n'est point du tout favorable. Cette politique péchait par une absence remarquable de sagacité et de réalisme, par une diversité déplorable d'intérêts chez ceux qui la composaient, et, particulièrement, par le caractère purement défensif de la ligue. Un chapitre du livre de M. Hasenclever offre un intérêt spécial pour des lecteurs français. C'est celui qui montre les confédérés s'efforçant de ménager la paix entre la France et l'Angleterre. Leur faiblesse vis-à-vis des difficultés des problèmes internationaux, comparée à la position grandiose de Charles V, y apparaît très distinctement. Mentionnons, en passant, qu'il y a dans le livre de M. Hasenclever quelques contributions à la biographie du célèbre capitaine Schertlin de Burtenbach, et quelques remarques de critique des historiens Leodius et Sleidan qu'il ne faut pas négliger.

M. Turba continue à publier des « contributions à l'histoire de la maison de Habsbourg » en se servant de documents de 1552 et de la diète d'Augsbourg de 1555 très importants conservés aux archives de Vienne, d'Innsbruck, de Dresde, de Simancas et en revisant, d'une main sûre, ce qui a été imprimé jusqu'ici en textes divers[1]. Il nous fait connaître d'une manière saillante les rivalités des deux lignes de la maison de Habsbourg, qui éclatèrent en Allemagne après la guerre de Smalcalde. L'histoire du traité de Passau y gagne beaucoup. Les idées politiques de Charles V, de son frère Ferdinand, de son neveu Maximilien, de l'électeur Maurice se développent devant nos yeux et on reconnaît comment les plans de l'empereur furent minés par une opposition à laquelle des princes protestants et catholiques prenaient part à la fois.

Tandis que l'étude des documents nous donne une idée exacte de toutes les phases des conflits de Charles V et de son frère, on n'en découvre pas une trace dans les « Commentaires de l'empereur » publiés, en 1862, par Kervyn de Lettenhove. On sait que l'authenticité de ce livre a été contestée, mais que Ranke l'a défendue victo-

1. *Beiträge zur Geschichte der Habsburger*. II. *Zur Reichs-und Hauspolitik der Jahre 1548-1558*. III. *Zur Deutschen Reichs-und Hauspolitik der Jahre 1553-1558*, von Dr. Gustav Turba (Archiv für oesterr. Geschichte, vol. XC). Wien, Gerold, 1901.

rieusement. M. Otto Waltz, qui s'est récemment occupé de ce sujet curieux ne veut pas la mettre en question de nouveau[1]. Il s'efforce de démontrer que la plupart des fautes et des singularités des « Commentaires » doivent leur origine à ce fait que l'auteur cherchait à flatter son frère et à plaider la cause de l'union des deux branches de sa famille. Sans doute, cette thèse restera douteuse. M. Waltz, lui-même, n'ose pas affirmer que Charles V a mis sous les yeux de son frère le manuscrit de sa dictée de l'année 1550. Mais, en tout cas, son travail contribue beaucoup à prouver qu'il ne faut pas considérer les « Commentaires de Charles V » comme un pur récit historique ou comme une sorte de testament politique, mais comme un « témoignage précieux de ses aspirations vers la réalisation d'une monarchie universelle. »

En terminant ce compte-rendu, je ne saurais faire assez l'éloge du recueil des « Travaux historiques principalement relatifs aux temps de la réforme » de C.-A. Cornelius, décédé le 12 février[2]. En publiant ce volume, le vénérable vétéran de la science historique à Munich l'accompagna d'adieux à ses amis. A vrai dire, dans la partie la plus étendue du volume (p. 105-523), il s'agit d'un sujet étranger à l'histoire de la Réforme *allemande*. On y voit réunies les études approfondies regardant Calvin et le calvinisme, qui devaient servir comme base à la continuation de la biographie du réformateur de Genève, commencée par M. Kampschulte. M. Cornelius, affaibli par la maladie et la vieillesse, a dû abandonner cette tâche à M. Goetz. Mais ses études sur Calvin ne seront jamais oubliées. D'autres portions de ce volume témoignent du vif intérêt que l'auteur portait au mouvement du « Vieux-Catholicisme. » D'ailleurs, il y a un discours commémoratif classique en l'honneur de Doellinger et des articles extraits de la « Biographie allemande universelle, » entre autres sur les chefs anabaptistes à Münster. A côté de tout cela figurent trois essais qui, comme les biographies de Bokelson, Kloprys, Knipperdollinck, Jan Mathyszoon, rentrent dans le cadre spécial du présent Bulletin : « Les humanistes de Münster et leurs relations à la Réforme; — Les anabaptistes néerlandais pendant le siège de Münster; — Les tendances de l'unité allemande pendant le XVIe siècle. » L'appendice contient une liste des écrits de Cornelius dont les services rendus à la science historique remplissent la période de 1850 jusqu'en 1899.

Alfred Stern.

1. *Die Denkwuerdigkeiten Kaiser Karls V. Eine Studie zur Geschichte des 16. Jahrhunderts*, von Prof. Dr. Otto Waltz. Bonn, E. Strauss, 1901.

2. *Historische Arbeiten vornehmlich zur Reformationszeit*, von C.-A. Cornelius. Leipzig, Duncker und Humblot, 1899. (L'étude sur Calvin et Perrin y parait pour la première fois.)

ITALIE.

Les Congrès et les Jubilés. — La ville de Rome a été en fête tout ce printemps. Congrès, jubilés, visites de souverains se succédaient dans cette ville unique, incomparable, qui, par son merveilleux décor de nature toujours jeune et de monuments de tous les âges, comme par les innombrables et grandioses souvenirs qu'elle évoque, semble le lieu d'élection pour ces réunions et ces cérémonies. Les Italiens savent mieux qu'aucun autre peuple exercer en ces occasions une hospitalité à la fois magnifique et cordiale, noble et souriante, splendide sans raideur, qui enchante et qui met à l'aise. Les jeunes souverains de la jeune Italie ont beaucoup contribué au charme et au succès de ces fêtes par la bonne grâce simple et intelligente avec laquelle ils y ont pris part et ont accueilli au Quirinal les savants, les économistes et les artistes. Qu'il s'agît d'inaugurer le Congrès d'histoire ou le Congrès des agriculteurs ou les fêtes du centenaire de la villa Médicis, Victor-Emmanuel III se trouvait également qualifié pour présider à ces solennités si diverses. Comme l'a dit M. P. Frédéricq dans la charmante allocution qu'il a prononcée au Capitole devant le roi au nom de tous les délégués étrangers du Congrès d'histoire, les congressistes saluaient en Victor-Emmanuel III un collègue. Non seulement il possède la plus belle collection de monnaies italiennes qui existe, mais il est en numismatique et en histoire un véritable érudit. On sait avec quelle passion, comme prince de Naples, il a étudié les questions agraires, commerciales et économiques, et il est facile de voir, malgré l'extrême réserve de langage qu'il s'impose, qu'il considère la réforme des conditions agricoles et sociales de l'Italie comme le premier de ses devoirs de roi. Enfin, bien que ses sujets lui reprochent quelquefois de ne pas s'intéresser assez aux beaux-arts, parce qu'il manifeste pour le théâtre un intérêt assez tiède, il a montré qu'il savait accorder son patronage aux grandes manifestations de l'art en subventionnant la publication des œuvres inédites de Léonard de Vinci et en faisant entreprendre à ses frais une édition complète des œuvres du grand artiste.

A côté des réceptions royales du Quirinal, les réceptions offertes au Capitole par la municipalité de Rome, présidée par le prince P. Colonna, et au Palatin par le ministre de l'Instruction publique, M. Nasi, offraient aux congressistes des jouissances d'art et de nature que Rome seule peut donner.

Nous n'avons pas à parler ici des visites royale et impériale du mois de mai, que suivront sans doute prochainement d'autres visites de chefs d'État; bien qu'assurément la simplicité de gentleman anglais qui a distingué toutes les démarches d'Édouard VII et le faste avec lequel Guillaume II a évoqué des Sept collines au Vatican les souvenirs d'Otton III et de Frédéric Barberousse et s'est promené dans Rome en suzerain dans ses propres carrosses, escorté de ses propres cuirassiers, soient de nature à suggérer à l'historien plus d'une réflexion intéressante. Nous n'insisterons pas non plus sur le Congrès helléno-latin, dont le sympathique professeur Angelo de Gubernatis s'est fait le promoteur en même temps qu'il a créé une nouvelle revue (la vingt-cinquième, je crois, à laquelle il a donné naissance), la *Civiltà elleno-latina*, et une nouvelle société, la Société helléno-latine. Sans doute, ceux qui, comme nous, sont préoccupés de maintenir les traditions classiques et pensent que le culte de ces traditions appartient avant tout aux nations héritières d'Athènes et de Rome, la France, l'Italie et l'Espagne, ceux qui désirent voir la France resserrer ses liens d'amitié avec l'Espagne et l'Italie, ne pouvaient pas ne pas regarder avec sympathie la tentative de M. A. de Gubernatis. Mais, quand ils ont vu l'Italie, la France et l'Espagne si faiblement représentées au Congrès, où, par contre, dominaient les Roumains, qui, à l'heure actuelle, représentent surtout dans la civilisation latine l'antisémitisme sous ses formes à la fois les plus féroces et les plus hypocritiques, quand ils ont vu la Société helléno-latine prendre pour orateur M. Max Régis, le politicien dont l'antisémitisme a mis Alger à feu et à sang il y a peu d'années, on s'est demandé si ce groupement helléno-latin ne pouvait pas faire naître des idées fausses et dangereuses. Dans l'antiquité, il a existé une civilisation helléno-latine en opposition à la barbarie. Mais, aujourd'hui, il n'y a plus de civilisation helléno-latine. Il y a des barbares (et il y en a, hélas! dans toutes les nations, slaves, latines ou germaniques, aussi bien que mongoles ou africaines) et il y a des civilisés, des civilisés dont la civilisation est faite d'éléments de toute sorte, sémites et aryens, orientaux et occidentaux, grecs, latins, gaulois, slaves, germains et anglo-saxons. En un mot, il y a la civilisation et il y a la barbarie. Il n'y a plus de civilisation helléno-latine et nous craignons bien que, malgré la noblesse de pensées et la générosité qui ont inspiré M. de Gubernatis, sa société et sa revue aient le sort éphémère des sœurs qui les ont précédées.

Le ministre de l'Instruction publique en France, M. Chaumié, a apporté au Congrès helléno-latin, avec une éloquence élégante et aimable qui sait se prodiguer sans banalité, un salut de sympathie

cordiale. Son voyage en Italie et en Grèce était, d'ailleurs, le plus significatif des hommages à la culture helléno-latine. En Grèce, il venait renouveler les fêtes du cinquantenaire de l'École d'Athènes. La reconstitution du Trésor des Athéniens à Delphes a été comme la consécration des admirables fouilles accomplies par la France sous la direction de M. Homolle. Les distinctions honorifiques accordées au directeur de l'École d'Athènes et à l'historien de l'École, M. Radet, ainsi qu'à plusieurs des plus actifs parmi les explorateurs formés par MM. Foucart et Homolle, ont été la juste récompense des efforts et des succès de ces vingt dernières années. On n'a pas voulu que la jeune sœur de l'École d'Athènes fût exclue de la fête et on a aussi trouvé moyen, avec une chronologie un peu complaisante, de célébrer le jubilé des vingt-cinq ans de l'École de Rome. Sous l'habile direction de Mgr Duchesne, elle poursuit, avec des ressources financières trop exiguës, ses recherches dans le triple domaine de l'antiquité, du moyen âge et des temps modernes, et ce n'est pas sans orgueil que nous voyons les membres des Écoles prussienne, autrichienne, anglaise et américaine se considérer comme les débiteurs de la riche bibliothèque du palais Farnèse. Mais, si la France veut maintenir son rang en présence des efforts faits par les pays étrangers, elle devra faire quelques sacrifices d'argent pour accroître le nombre de ses missionnaires farnésiens et pour adjoindre au directeur un secrétaire-bibliothécaire, qui rendrait de grands services.

C'est le centenaire de la villa Médicis qui a surtout attiré l'attention du public pendant le voyage de M. Chaumié. L'éminent et vénérable directeur de l'Académie de France, M. Guillaume, a pensé avec raison qu'il n'était pas inopportun de réveiller l'intérêt qui s'attache à cette illustre institution en entourant d'un éclat inusité la fête annuelle qui accompagne l'exposition des envois de Rome. Or, il y avait précisément un siècle que l'Académie de France à Rome avait quitté le palais de Nevers, au Corso, pour prendre possession de cette admirable villa Médicis, qui a, au XIXe siècle, favorisé les débuts de tant de musiciens, de sculpteurs, d'architectes, de graveurs et de peintres illustres. Fondée en 1666 par Colbert, l'Académie de France n'a rendu au XVIIe et au XVIIIe siècle que d'assez médiocres services. Le choix des pensionnaires, dicté le plus souvent par la faveur, envoyait à Rome beaucoup de sujets incapables ou paresseux, et le choix des directeurs n'était pas toujours plus judicieux. On trouvera un récit très agréable et très vivant de ces débuts laborieux de l'Académie dans l'élégant volume publié par M. le comte Franchi-Verney, *l'Académie de France à Rome* (Rome, Bocca), et la biographie des directeurs dans le livre de M. Soubies, *les Directeurs de l'Académie*

de France à Rome. C'est après la tourmente révolutionnaire, qui faillit emporter l'Académie de France, comme toutes les autres créations de l'ancien régime, qu'elle se mit à produire les fruits qu'on attendait d'elle. Suvée, chargé par le Directoire de restaurer les locaux dévastés, de reconstituer les collections pillées par les Napolitains, de donner des bases solides à une nouvelle Académie, se mit à l'œuvre avec un dévouement, une intelligence et une largeur de vues dont témoigne le rapport admirable où il traça le programme de l'institution qu'il entreprenait de relever[1]. Il a fallu attendre à 1903 pour que, grâce à M. Guillaume, un beau buste de Suvée, dû à M. Alaphilippe, consacrât le souvenir de celui qui fut, après Colbert, le vrai fondateur de l'Académie. Installée dans un magnifique édifice, entourée d'un parc merveilleux, dans une situation incomparable, l'Académie de la villa Médicis offrait aux jeunes artistes un asile de méditation et de travail où leur originalité et leur talent pourraient se développer en toute liberté. Sous la direction d'artistes presque tous remarquables, l'Académie a joué, au XIXe siècle, un rôle considérable dans l'histoire de l'art français. Les musiciens, qui y furent joints aux peintres, sculpteurs, architectes et graveurs, y brillèrent aussitôt, et, de Hérold à Debussy, il n'est pas un seul de nos grands compositeurs de musique dramatique qui n'ait été pensionnaire de l'Académie. Nos plus illustres graveurs, nos meilleurs architectes, la plupart de nos grands sculpteurs ont aussi appartenu à l'Académie. Si son influence ne nous apparaît ni aussi puissante ni aussi heureuse dans la peinture, bien qu'assurément elle n'ait pas nui au développement artistique de Regnault ou de Besnard, c'est que les peintres modernes forment une armée si nombreuse, si variée, si dégagée de toutes traditions d'écoles, que les peintres de la villa ne forment parmi eux qu'une imperceptible minorité, et qu'aussi les peintres souffrent plus que d'autres des entraves que leur imposent des règlements surannés. Ce n'est pas ici le lieu de traiter cette question très grave, que nous espérons examiner à fond ailleurs; mais nous croyons devoir dire ici, comme un fait intéressant l'histoire de l'art, que si l'Académie de France a aujourd'hui de nombreux adversaires qui croient (à tort) son influence néfaste et demandent (à tort) sa suppression, cela tient à la fausse idée que l'Académie des beaux-arts, qui exerce sur la villa Médicis une autorité presque absolue, a paru souvent se faire de sa destination. Au lieu de la considérer simplement comme une institution assurant à une vingtaine de jeunes gens particulièrement

1. On trouvera le texte de ce rapport dans l'ouvrage, d'ailleurs médiocre, de Baltard sur la Villa Médicis.

laborieux et bien doués quatre années de libre travail personnel, à l'abri de toute préoccupation matérielle, elle a voulu en faire un conservatoire des traditions de l'art antique et de la peinture d'histoire du XVIe siècle. Pendant le cours du XIXe siècle, tandis que les vrais amants de l'art remontaient aux sources sacrées de l'art grec, au détriment des abâtardissements de l'art gréco-romain, et à la fraîcheur des primitifs flamands, florentins ou vénitiens, au détriment des Romains, Bolonais et Parmesans de la décadence, tandis qu'ils donnaient comme règle aux artistes non d'imiter les maîtres, mais d'apprendre d'eux à imiter la nature, les règlements imposés aux pensionnaires de la villa Médicis devenaient de plus en plus étroits, de plus en plus traditionnels et conventionnels. On supprimait la peinture de paysage, on ne demandait plus aux architectes que des restaurations de l'antique au lieu de leur demander, comme autrefois, des projets de monuments modernes, on prétendait enfermer les artistes dans des sujets tirés de l'histoire ancienne et de la mythologie, au lieu de les pousser à l'étude et à la représentation de la vie réelle et de la nature. Je sais bien qu'avec un directeur libéral comme M. Guillaume les pensionnaires de l'Académie passent à travers les mailles du règlement, mais, si l'on veut que la villa Médicis donne tous les fruits qu'on peut attendre d'elle, il faut qu'un puissant souffle de vie et de liberté l'anime, que le règlement n'ait pas d'autre but que d'exiger des pensionnaires des preuves de leur travail, qu'on leur demande non de s'inspirer de l'antiquité ou de la Renaissance, mais de faire montre d'originalité en choisissant librement leurs maîtres et leur inspiration, et qu'enfin la villa soit à Rome un foyer intense de vie artistique libre, jeune et joyeuse, où le génie de la France, comme au temps d'Ingres et de Vernet, exerce son attraction sur les artistes de tous les pays. L'heureuse influence exercée par l'Académie de France sur les musiciens, bien que l'Italie n'ait rien à leur apprendre, simplement parce qu'ils sont libres de travailler et de voyager à leur guise, montre bien de quelle manière il faut réformer les règlements qui régissent les autres pensionnaires.

Le Congrès international d'histoire, tenu à Rome du 2 au 9 avril, était la suite du Congrès d'histoire diplomatique, tenu à la Haye en 1898, et du Congrès d'histoire comparée, tenu à Paris en 1900. Il aurait dû se tenir en 1902; des maladresses et des malentendus avaient obligé à le remettre à 1903. Sous la direction habile et dévouée de M. P. Villari, qui l'a présidé, de M. Gorrini, qui a été le secrétaire général du Comité d'organisation, de MM. Balzani, Tommasini, Giorgi, etc., le Congrès a brillamment réussi, malgré le trouble momentané causé par la grève des typographes, et l'on

peut espérer qu'il portera des fruits durables. On a décidé de tenir un nouveau Congrès international à Berlin dans l'automne 1906, et il est à désirer que ces Congrès deviennent une institution régulière. Indépendamment de l'utilité de tous les Congrès, qui est de mettre en rapport les savants des divers pays et de créer entre eux des liens d'amitié, ces Congrès d'histoire peuvent, d'une part, donner une impulsion nouvelle aux études historiques dans le pays où ils se tiennent, et, d'autre part, provoquer quelques grandes entreprises d'érudition d'intérêt commun auxquelles plusieurs nations collaboreraient. On avait rêvé cette année de jeter les bases d'une association internationale des sociétés d'histoire et de la publication d'une bibliographie historique générale. Les difficultés pratiques que soulève la première de ces deux propositions en a fait différer l'examen; mais la seconde a été accueillie avec faveur dans la deuxième section, et on a examiné d'autres propositions d'un réel intérêt, indépendamment des communications spéciales très nombreuses (plus de 400) et pour la plupart fort dignes d'attention, qui seront peu à peu publiées dans les revues spéciales ou dans les actes du Congrès. Nous ne pouvons ni les énumérer ni faire parmi elles un choix des plus remarquables. Nous nous bornerons à faire remarquer que les sections les plus spéciales, comme celles de numismatique, d'histoire des sciences, du droit, de géographie historique, d'archéologie, etc., sont celles qui ont paru offrir l'intérêt le plus vif et que les futurs Congrès feront une besogne d'autant meilleure qu'ils se fixeront un programme plus limité; nous indiquerons les plus importantes pour l'histoire parmi les propositions faites et discutées au Congrès et sur lesquelles il a émis des vœux. Le Congrès était divisé en huit sections : I. Histoire ancienne, épigraphie, philologie classique. — II. Histoire du moyen âge et moderne, méthodologie, sciences auxiliaires. — III. Histoire littéraire. — IV. Histoire de l'art, numismatique, archéologie. — V. Histoire du droit, sciences économiques et sociales. — VI. Histoire de la géographie, géographie historique. — VII. Histoire de la philosophie et des religions. — VIII. Histoire des sciences.

La première section, sur la proposition de MM. Sabbadini et Stampini, a émis les vœux qu'on publie un catalogue complet des manuscrits grecs et latins des diverses bibliothèques, qu'on suive une méthode uniforme pour la publication des papyrus grecs et que toutes les nations adoptent la même prononciation du latin.

La deuxième section a approuvé le projet de publication d'un *Corpus inscriptionum medii aevi* exposé par M. Novati; elle a écouté avec intérêt le projet d'un *Corpus Chartarum Italiae* et, sans se

prononcer sur la réalisation pratique, a émis le vœu qu'il soit procédé à une exploration méthodique et à des inventaires des archives italiennes. Il a aussi, avec la cinquième section, émis le vœu que l'Institut historique italien dresse, avec l'aide des sociétés historiques, une bibliographie de tous les documents publiés relatifs à l'histoire d'Italie. Un autre vœu relatif à l'exploration des monuments vénitiens dans le Levant et à la création à Venise d'un musée veneto-levantin a été aussi adopté. Le plus important peut-être des vœux de la deuxième section a été celui qui fut adopté sur la proposition de MM. Gorrini, Monod, Stern, Bresslau, invitant les gouvernements à ouvrir toutes les archives d'État et en particulier les archives diplomatiques jusqu'à la fin de l'année 1847 et à réduire au minimum les formalités imposées aux savants pour la communication et la copie des documents. Une question assez délicate fut soulevée devant la deuxième section par M. le sénateur Serena. Il demanda au Congrès d'inviter les Sociétés savantes italiennes à encourager la nouvelle édition revisée des *Scriptores* de Muratori, publiée par l'éditeur Lapi sous la direction de M. Fiorini. Le Comité organisateur du Congrès avait pensé, avec raison, que les éditeurs de cette publication, d'ailleurs fort digne d'intérêt, et qui compte déjà seize fascicules, devaient se borner à la présenter au Congrès dans la séance où devaient être aussi présentées l'édition aujourd'hui achevée de Marino Sanudo par M. Berchet ou les publications de l'Institut historique italien. Les membres étrangers du Congrès, dont la plupart, d'ailleurs, n'avaient pas eu encore le loisir d'examiner la valeur des nouvelles éditions contenues dans les premiers fascicules du nouveau Muratori, pensaient qu'il ne pouvait appartenir au Congrès de porter un jugement sur une publication de ce genre, encore moins de s'occuper de son exécution, d'autant plus qu'il existait entre M. Fiorini et l'Institut historique italien certaines susceptibilités auxquelles des étrangers ne pouvaient, à aucun degré, se mêler. Grâce à M. Mazzoni, le Congrès s'est tiré honorablement de ce débat, qui menaçait de devenir assez délicat, en passant à l'ordre du jour, après avoir applaudi à toutes les entreprises qui ont pour but de publier les sources de l'histoire d'Italie au moyen âge. Le nouveau Muratori, publié par M. Fiorini, est d'ailleurs digne de prendre place dans toutes les bibliothèques. Il s'y trouve d'excellentes éditions, comme celle des Vies des doges par M. Monticolo; mais on peut discuter l'opportunité du plan adopté s'il a pour résultat de rééditer des œuvres dont on a déjà de bons textes, comme le *Liber Pontificalis*, ou des œuvres que l'Institut historique a entrepris aussi de publier. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'entreprise de M. Fiorini.

La section d'archéologie a exprimé le vœu de voir constituer des atlas palethnographiques constituant un corpus des antiquités primitives de l'Italie.

La section d'histoire de l'art a été une des plus actives et des plus fécondes en vœux variés : recueil de reproductions photographiques des ivoires du moyen âge; étude méthodique de tous les baptistères du moyen âge en Italie; corpus de reproductions des médailles de la Renaissance; recueil des miniatures du moyen âge et de la Renaissance. La section a tracé aux historiens de l'art tout un programme d'utiles et belles entreprises qui auraient besoin de la coopération de tous les États civilisés, sans parler de ses vœux en faveur de l'enseignement de l'histoire de l'art dans les collèges et universités.

La section d'histoire du droit a formulé divers vœux importants : elle a demandé le maintien et le développement des études historiques du droit dans les universités; la rédaction d'une bibliographie des documents relatifs à l'histoire du droit italien distribuée par région; l'établissement de cartes topographiques des municipes romains, des comtés et des diocèses du moyen âge par toute l'Europe.

La section géographique a émis le vœu qu'un glossaire des noms de lieux italiens soit composé comme base de la publication ultérieure d'un grand atlas historique de l'Italie. Elle a aussi demandé qu'on exécute l'édition critique du *Liber secrutorum fidelium Crucis* de Sanudo le Vieux, déjà décidée au Congrès épigraphique de Venise de 1889.

La section des sciences a émis le vœu, formulé par M. Giacosa, qu'on entreprenne un catalogue de tous les manuscrits scientifiques et des documents intéressant l'histoire des sciences contenus dans les bibliothèques et archives d'Italie.

Nous n'avons rappelé ici qu'une faible partie des cinquante-six vœux formulés dans les cent quinze séances du Congrès auxquelles ont pris part plus de mille congressistes. Dix-huit nations y étaient représentées. La France y comptait quarante-quatre membres de l'enseignement supérieur et douze membres de l'Institut[1]. Sa délégation était présidée par M. Paul Meyer. Dans toutes les sections, les délégués français ont payé de leur personne et pris activement part aux délibérations. L'Allemagne avait envoyé comme délégués du gouvernement MM. Harnack, Wilamowitz, Giercke Kehr et Bucheler; l'An-

1. MM. Babelon, Bouché-Leclercq, Chavannes, Collignon, Derenbourg, Dubois, Duchesne, Guillaume, Luchaire, Meyer, Monod, E. Picot. MM. Vidal de la Blache et Gallois ont été très actifs dans la section de géographie, MM. P. Tannery et Lebon dans celle des sciences, MM. Cuq et Maynial dans celle de droit. M. Hauser a lu un mémoire sur le journal de Louise de Savoie dont les conclusions sont importantes. Nous y reviendrons.

gleterre avait envoyé quelques-uns de ses savants les plus illustres : l'helléniste Monro, M. Pelham, M. James Bryce, sir Frédéric Pollock, sir Oscar Brordning, etc., etc. La délégation autrichienne avait à sa tête M. Pastor; la délégation russe M. Modestov; M. Lambros représentait le gouvernement grec; M. Altamira le gouvernement espagnol; M. Blok le gouvernement hollandais. C'est un Belge, M. P. Frédéricq, de Gand, qui fut chargé, à la séance d'inauguration, de parler au nom de tous les délégués étrangers.

Quant à l'Italie savante, elle était tout entière à Rome. Les études historiques et philologiques sont florissantes aujourd'hui en Italie. Les bons travailleurs sont nombreux dans les universités, dans les sociétés savantes et les commissions d'histoire nationale, dans les revues spéciales. Ils s'étaient tous donné rendez-vous au Congrès et y ont fourni largement la preuve de leur activité et de leur talent.

Tout avait été combiné pour rendre le séjour à Rome particulièrement attrayant et instructif pour les congressistes. M. Boni, qui dirige les fouilles du Forum avec une ardeur dévorante, en fit les honneurs sur place, et aussi dans une remarquable conférence. Il a inauguré pour le Congrès la *rampe palatine*, éboulée au moyen âge et rétablie par lui. M. Lanciani a inauguré dans la cour du Capitole la *Forma Urbis*, ce plan de la Rome impériale dont on a encore récemment retrouvé des morceaux. M. Giorgi a fait à la bibliothèque Casanatense une intéressante exposition de manuscrits et d'incunables. M. Gnoli a réuni dans les galeries de la bibliothèque Victor-Emmanuel une merveilleuse collection de vues et de plans de Rome depuis le XIVe siècle jusqu'à nos jours. On doit espérer que cette exposition donnera l'idée d'établir dans le monument de Victor-Emmanuel un musée historique de Rome qui rendra faciles à étudier toutes les transformations de la ville éternelle. M. le comte de San-Martino et M. Gorrini ont organisé au théâtre de l'Argentina un concert historique de musique religieuse du XVIe au XIXe siècle d'une incomparable beauté, tant par le choix des morceaux que par leur exécution. Enfin, une très belle excursion archéologique a été organisée aux ruines de Ninfa et de Norba. Les congressistes, d'ailleurs, ont pu, pendant deux mois, circuler à demi-place sur tous les chemins de fer et les lignes de navigation d'Italie, et beaucoup d'entre eux en ont profité pour visiter à peu de frais tout le midi de la péninsule et la Sicile.

Aucun pays, assurément, ne pourra offrir aux membres des futurs Congrès d'histoire un ensemble d'attractions semblable à celui que Rome nous a offert cette année. Rome est par excellence la ville des Congrès internationaux. Elle n'a point perdu le caractère et le prestige de capitale et de centre du monde civilisé. Mais l'expérience faite

à Rome est de nature à encourager les historiens à la renouveler ailleurs avec la confiance que ces réunions périodiques, non seulement accroîtront la fraternité des relations entre savants, mais contribueront aux progrès de la science elle-même.

Immédiatement après le Congrès de Rome, les professeurs d'histoire allemands ont tenu à Heidelberg, les 15, 16 et 17 avril, leur Congrès annuel. Ces Congrès sont toujours très intéressants parce que les sujets qui y sont traités sont peu nombreux et donnent lieu souvent à d'assez vives discussions. Cette année, on a discuté à Heidelberg deux questions générales assez importantes. M. von Below a critiqué vivement les théories de Sombart sur les origines du capitalisme moderne, et MM. Gottl, Ed. Meyer, Kaufmann ont cherché à établir contre M. Lamprecht la différence essentielle entre la méthode des sciences historiques et celle des sciences naturelles. On a entendu, en outre, plusieurs communications qui ont vivement captivé l'auditoire. M. Ed. Meyer a caractérisé l'œuvre d'Auguste comme une œuvre nationale de conciliation entre les institutions républicaines et les nécessités créées par la conquête du monde en opposition avec les idées de César, qui rêvait une monarchie universelle absolue. C'est Dioclétien qui, au IVe siècle, a réalisé le rêve de César. M. Wolfram a démontré que la statuette équestre de Charlemagne, du musée Carnavalet, est une œuvre du XVIe siècle et non du IXe. M. Neumann a mis en opposition la civilisation byzantine et la Renaissance et mis en lumière le fait, aujourd'hui reconnu généralement, que le retour à la culture antique n'a été qu'un des éléments de la Renaissance et non l'élément essentiel. M. Haller a exposé des vues très originales sur le gallicanisme du XVe siècle, dans lequel il voit une imitation des mesures prises en Angleterre au XIVe siècle contre les prétentions de la cour de Rome. La France du XVe siècle s'est mise à l'école de l'Angleterre, comme au XVIIIe siècle elle a, avec Voltaire et Montesquieu, admiré et adopté les idées religieuses et politiques des philosophes et des hommes d'État anglais. Enfin, M. Gothein, en étudiant la politique de Marie-Thérèse et de Joseph II dans les pays antérieurs autrichiens, y a démêlé les origines du parti libéral badois.

Nous serions heureux de voir notre Société d'histoire moderne organiser en France des Congrès analogues aux *Historikertage* allemands. Notre Congrès des Sociétés savantes a un caractère trop multiple et trop officiel pour avoir le même genre d'intérêt et d'utilité.

Gabriel Monod.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Lucien Paulot. **Un pape français : Urbain II.** Paris, Lecoffre. In-8°, 560 pages, avec une préface par G. Goyau.

Le R. P. Paulot a cru, avec raison, qu'il y avait lieu de refaire l'ouvrage si peu critique du vicomte de Brimont, *Un pape du moyen âge, Urbain II* (1862). Son étude est divisée en trois parties : 1° *le Moine,* l'enfance et l'adolescence du jeune Odon (pourquoi pas Eudes, puisqu'il est *français?*), à Reims, sa jeunesse à Cluny, son épiscopat à Ostie, puis en 1088 son élévation au Saint-Siège; 2° *le Continuateur de Grégoire VII,* la lutte contre l'empereur et l'antipape Guibert, la lutte contre la simonie, l'attitude du pape réformateur vis-à-vis du clergé régulier et vis-à-vis des principales églises de l'occident catholique; enfin, 3° *l'Initiateur,* c'est-à-dire le prédicateur de la croisade, le concile de Clermont et le voyage en France de 1095-1096. Cette troisième partie est la plus considérable dans l'ouvrage de M. P., il y consacre plus de la moitié de son livre. C'est pour lui l'œuvre véritablement importante du pontificat d'Urbain II; toute la préface de M. Goyau le fait encore éminemment ressortir.

Sans chercher querelle à M. P. sur le plan de son travail, nous constaterons du moins que l'œuvre de réforme du *Continuateur de Grégoire VII,* qu'était avant tout Urbain II, a eu en France une importance qu'il ne met pas en valeur. Comment n'accorder à la lutte contre Philippe Ier et Bertrade, avant le concile de Clermont, que deux paragraphes du chapitre sur *la lutte contre l'empereur et l'antipape!* Si, comme le dit M. Goyau, M. P. « a fait revivre une des plus belles œuvres de l'histoire du peuple français, » il aurait pu aussi consacrer un chapitre spécial à cette lutte engagée par Léon IX, poursuivie par Grégoire VII et que la politique conciliatrice de Paschal II n'apaisera qu'en 1104-1107, avec l'absolution du roi adultérin et le concile de Troyes.

M. Goyau, dans sa préface, raille « le pauvre roi Philippe Ier. » Il ne fait si piètre figure que dans les pages de M. L. P. : s'il a su résister aux excommunications du Saint-Siège et de ses légats et les jouer à deux reprises, braver le pouvoir pontifical pour vivre à sa guise et dominer son clergé comme il l'entendait (tout en travaillant à l'œuvre que lui avaient léguée ses prédécesseurs : l'unification du royaume capétien), sa crânerie même, l'esprit de suite qu'il a montré dans sa politique antiromaine, le désintéressement qu'il a manifesté pour la croisade auraient pu lui

mériter, non pas l'affection du glorificateur d'Urbain II, mais du moins un portrait un peu plus complet, qui fît ressortir son intéressante figure, trop peu connue, et sa politique à peine esquissée par notre auteur. Le demi-siècle (1060-1108) pendant lequel il a régné eut pour le développement de l'Église de France, par l'action directe de son gouvernement, au moment de la grande réforme ecclésiastique, une importance que M. L. P., préoccupé uniquement par la croisade, ne semble pas voir.

Et d'abord le titre même de l'ouvrage nous déconcerte : *Un pape français : Urbain II.* L'origine d'Urbain II a-t-elle joué un rôle quelconque sur sa politique? Le pape s'est-il jamais souvenu que sa patrie était de l'autre côté des Alpes? Urbain II n'est-il pas essentiellement au contraire un pape catholique, qui n'a d'autre patrie que son Église romaine? Il cherche à l'étendre, à la développer, à accroître son influence et son action au détriment du royaume de France, son ancienne patrie, volontairement par sa lutte contre l'indépendance du clergé français et la soumission de ce clergé à son roi; involontairement, par la croisade, en envoyant vers Jérusalem des milliers de guerriers que le roi eût peut-être plus utilement employés à étendre et unifier son royaume. Et quel patriotisme pourrait revendiquer ce pontife qui, faisant l'éloge de Guy, archevêque de Vienne, dit « qu'il lui est devenu si cher qu'à la cour pontificale on le regarde moins comme un *français* que comme un *romain!* » (p. 244).

D'autre part, M. L. P. fait deux grosses erreurs historiques sur « le pauvre roi Philippe Ier » : dans le deuxième des paragraphes consacrés aux affaires de France, au milieu du chapitre sur la lutte contre l'empereur et l'antipape, p. 125, à propos du concile de Reims (18 septembre 1094), il écrit : « Trente-cinq ans auparavant, jeune et pur[1], il était prosterné devant l'autel, sur le grand carreau semé de fleurs de lis, et la bannière de France était blanche. Alors Philippe reçut du pontife consécrateur le baiser de la sainte Église. Mais aujourd'hui *l'excommunication pesait sur sa tête.* » M. L. P. oublie-t-il que le concile d'Autun, tenu le 25 octobre 1094, excommunia pour la première fois Philippe Ier, et que, par conséquent, le 18 septembre, Philippe est encore sinon « jeune, » du moins « pur, » aux yeux des fidèles de « la sainte Église? » Mais non, il le dit lui-même p. 126. Alors, je ne comprends plus...

Mais il y a une autre erreur plus grave au § 6 du ch. IV, du l. III, p. 483. D'après la lettre 67 d'Ives de Chartres, M. L. P. raconte comment Philippe fut excommunié par Hugue de Lyon, légat pontifical, en 1097, à cause de son intimité avec Bertrade. M. L. P. dit : « Cette sentence fut confirmée par Urbain, comme le donne à entendre Ives de Chartres dans sa lettre 84 adressée au légat Jean, après la mort d'Urbain II. » Or, si M. L. P. avait lu plus attentivement la

1. Le contraire serait scandaleux ; c'était un enfant de huit ans !

lettre d'Urbain II à Manassès, du 24 avril 1098[1], il aurait vu qu'à la suite de la campagne d'Hugue de Lyon contre Philippe Ier, et malgré la lettre d'Ives de Chartres à Urbain II, en réponse à une ambassade de Philippe Ier au Saint-Siège, et se laissant persuader par ses protestations de dévouement à l'Église et de continence, le pape leva l'interdit lancé sur lui par son légat et lui fit promettre d'envoyer une seconde ambassade, composée de prélats, pour apporter à Rome l'assurance qu'il se conduirait mieux à l'avenir. Cette faiblesse d'Urbain II fut sensible à Hugue de Lyon; sa rancœur trouva un interprète dans son ami Hugue de Flavigny, qui fait à ce propos[2] une éloquente peinture de la « turpitudo » de la cour de Rome. C'est après cette absolution que, éclairé définitivement sur la duplicité de Philippe, qui s'était joué de lui en cette occasion comme après le concile de Tours (1096), Urbain II renouvela (et non confirma) l'excommunication de Philippe Ier, comme il ressort de la lettre 84 d'Urbain II. Ces rapports politiques entre Urbain II et le roi de France étaient assez intéressants pour mériter plus d'une page. L'attitude du clergé français est non moins curieuse. M. L. P. aurait dû mettre en lumière le rôle joué par l'évêque Ives de Chartres, l'honnête prélat que toute la France et même la cour de Rome considéraient comme le grand arbitre dans toutes les questions de droit canon. Ayant appris que (à la suite de l'absolution donnée au concile de Nîmes, 1096) le roi avait renoué ses relations avec Bertrade, il lui écrit une lettre pressante, émue, touchante même si l'on songe ce que Ives avait souffert de la part de Philippe quelques années auparavant, afin de le prévenir du danger qui le menace, du prochain concile, des projets d'Hugue de Lyon. Cet ami du Saint-Siège s'élève même avec énergie contre le projet anticanonique d'Hugue, la réunion de ce troisième concile[3] (qui ne fut pas réuni) en cette même année (lettre 56). Puis, indigné de la conduite du roi incorrigible, il n'hésite pas à l'abandonner pour se rallier au parti opposé et le dénoncer à Hugue et à Urbain II (Ép. 66, 67). Toute cette affaire ne méritait-elle pas d'être approfondie? S'il l'eût étudiée plus soigneusement, M. L. P. n'aurait pas oublié l'absolution de 1098 et la nouvelle excommunication de 1098-1099, dans laquelle il ne voit que la confirmation de l'interdit lancé par Hugue de Lyon.

D'autre part, nous regretterons que M. L. P. n'ait pas, dans son chapitre sur les Réguliers, consacré un paragraphe spécial au développement des chanoines réguliers. A ce propos, je lui reprocherai de n'avoir pas montré, par une étude suivie et ordonnée, la politique d'Urbain II,

1. *Recueil des historiens de France*, XIV, 729. Lettre citée à propos du concile de Nîmes, qu'il date du début de 1097 (au lieu de 1098) et où il ne voit qu'une confirmation de l'absolution donnée au comte de Nîmes, ce qui est une erreur.

2. *Recueil des historiens de France*, XIII, 627.

3. C'est le seul point que M. P. ait retenu de cette lettre.

d'une part, vis-à-vis du clergé séculier et régulier français, et, d'autre part, celle de Philippe Ier. Le rôle joué par le pape réformateur et le roi simoniaque est d'autant plus intéressant que le clergé était encore corrompu, que l'œuvre de Grégoire VII n'avait pas encore porté ses fruits, qu'une grande partie des évêques (comme le prouve le concile de Reims, et le nombre de ceux qui furent accusés d'avoir prêté la main au mariage de Philippe-Bertrade) était dévouée au roi de France et relevait de lui bien plus que du pape. Pour commencer par les chanoines réguliers, il eût été instructif d'étudier leur développement, la lutte entre les chanoines et les moines, les premiers remplaçant les seconds, les raisons pour lesquelles le pape favorisait les chanoines, dans l'espoir de s'attacher cette partie des séculiers, et pour lesquelles le roi les favorisait afin de faire pièce aux moines. Il eût été curieux de reprendre à ce propos la théorie de M. Luchaire, qui dit (*Manuel des Institutions françaises,* p. 117), à propos des chanoines réguliers : « Le monachisme, *après avoir modifié à son image une partie des chapitres,* prenait possession des droits paroissiaux et de l'influence qui y était attachée, » et qui, d'autre part (*Ibid.,* p. III), nous présente les chanoines réguliers comme « une concurrence redoutable au monachisme bénédictin, aux ordres de Cluny et de Cîteaux, » « les abbayes bénédictines transformées en chapitres réguliers, » « la résistance des moines dépossédés. » Dans quelle mesure cette régularisation des chanoines, aux dépens de moines dévoués au Saint-Siège plus qu'au roi, était-elle un avantage pour Rome? Dans quelle mesure le pape et le roi contribuèrent-ils à cette œuvre, et quels en furent les résultats? M. L. P. ne l'esquisse même pas; il fait rentrer les quelques lignes consacrées aux chanoines dans son chapitre des *Réguliers* sans nous présenter la question sous son aspect réel, qui est celui d'une lutte entre les deux clergés.

D'autre part, la question de l'*Exemption* est présentée d'une façon très confuse. Dans les p. 178-185, M. P. examine les « confirmations de privilèges, » « autres confirmations, » « principe de la vie monastique, » « l'Exemption, » sans chercher à déterminer exactement dans quelle mesure les monastères relevaient du pape et non du roi ou de ses évêques, les conflits qui divisaient la cour de Rome et celle du roi de France sur ce point, l'attitude de Philippe Ier en face de Rome qui, par le moyen des exemptions, avait exercé une sorte de mainmise sur toute une partie de son royaume. Après avoir oublié de citer, dans sa Bibliographie, le livre de Fabre (*Étude sur le « Liber Censuum »*), il ne s'en sert que pour faire l'historique de l'exemption et non pour déterminer cette cause du développement des exemptions qu'il faut toujours considérer lorsqu'on etudie des privilèges conférés par le Saint-Siège : la somme d'argent que ces privilèges rapportaient au pape. Le nombre des privilèges d'exemptions qui mentionnent cette redevance est assez important pour qu'on ne puisse le passer sous silence. Il ne suffisait pas de rendre hommage à M. Fabre dans l'Introduction, il fallait l'utiliser et étudier, à propos d'Urbain II, monas-

lère par monastère, le développement de ces exemptions, l'extension de la formule, la quotité du cens à payer[1].

Sur la simonie, un chapitre insignifiant; rien sur la question des élections épiscopales[2] et des investitures en France; peut-être M. L. P. a-t-il reculé, à propos de la si curieuse campagne menée par Ives de Chartres contre l'élection de Jean, évêque d'Orléans, devant les vices honteux de ce prélat et les turpitudes qu'il lui fallait mettre au jour. Et pourtant la réforme ecclésiastique avait un double objet : la simonie d'une part, d'autre part les mauvaises mœurs du clergé, avouables (concubinage) ou non avouables.

Toutes ces questions, épiscopales ou monastiques, qu'on trouve éparpillées dans le ch. IV (*Urbain II et les églises particulières*) et dans le chapitre sur le *Voyage en France,* nous sont présentées d'une façon épisodique, au cours de la narration, sans aucun lien qui les rattache les unes aux autres, qui nous fasse entrevoir le caractère de la politique suivie, la continuité de l'œuvre de réforme et l'attitude des grands prélats réformateurs, auxiliaires du souverain pontife.

Relevons (p. 128) une affirmation étrange et à laquelle rien ne nous avait préparé : M. L. P. accuse Philippe Ier d'avoir voulu « faire un schisme en France! » Cette accusation, qui d'ailleurs donne à ce « pauvre roi » une certaine allure, ne repose sur rien. Constamment, M. L. P. loue l'humeur pacifique et douce, la modération, la tolérance, la magnanimité, la miséricorde d'Urbain II. C'est apprécier étrangement l'œuvre de ce farouche et intransigeant pontife, qui, bien loin d'user dans sa campagne réformatrice des mêmes ménagements que Grégoire VII, s'est montré extraordinairement violent contre la France pendant les onze années qu'il a passées sur le trône de saint Pierre. A propos des chanoines réguliers, M. L. P. parle de la règle de saint Augustin. C'est reprendre

1. Les stipulations si variées de l'exemption, mentionnées dans les privilèges du XIe siècle, sont une source féconde et encore peu utilisée qui nous instruisent sur l'organisation ecclésiastique de cette époque : grâce au cens que lui payaient les monastères exempts, le pape était alors le seul souverain temporel de la chrétienté qui eût un revenu fixe, permanent et pour ainsi dire un budget.

2. A propos des élections épiscopales, comment M. P. n'a-t-il pas profité de l'histoire si instructive, au point de vue de la lutte du roi contre la politique romaine, de l'élection d'Ives de Chartres? M. P. semble n'avoir pas vu le rôle joué par le roi dans les difficultés que Richer de Sens provoquait à propos de la consécration d'Ives et de cet épisode de la querelle des investitures en France. M. P. se contente trop souvent de citer *Baronius* comme source et comme autorité. Les *Annales de Baronius* sont loin d'avoir l'autorité que semblent leur conférer les nombreuses citations de M. P. Je citerai encore parmi les informations défectueuses la liste que M. P. établit des évêques accusés d'avoir uni, couronné Philippe et Bertrade. Il oublie l'accusation qu'Ives de Chartres lance contre Philippe, évêque de Troyes (Ép. 79). Cet évêque était si gravement soupçonné qu'on convoqua en 1099 un concile à Étampes pour le juger.

sans critique une thèse ancienne dont Thomassin a eu définitivement raison, dans sa *Discipline de l'Église,* en établissant qu'on n'a invoqué le nom de saint Augustin pour qualifier la réforme des chanoines qu'à partir de 1100, c'est-à-dire sous le pontificat de Paschal II. Enfin, le légat Hugue de Lyon est une figure assez intéressante dont il ne montre pas assez le caractère propre, son intransigeance digne de celle de son maître, dont il était l'auxiliaire dévoué, et par qui il ne fut jamais désavoué, pour sa violence, comme jadis par Grégoire VII.

Si M. L. P. avait connu l'ouvrage considérable de Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII* (qui s'étend jusqu'à Paschal II), il aurait pu ajouter un chapitre important à son travail sur la polémique engagée entre tout le clergé catholique, pour ou contre le pape, à propos de l'investiture, du célibat du clergé et de la simonie considérée au double point de vue des individus coupables de simonie et de la valeur des sacrements donnés par des clercs simoniaques. Il aurait vu par cette abondante littérature de pamphlets et de traités théologiques l'importance de cette partie de l'œuvre pontificale sur laquelle il passe si rapidement; il aurait groupé autour de ces théories toutes les affaires connexes, en aurait tiré des idées générales et des conclusions instructives sur l'œuvre du pape et l'action contraire du roi. Le livre de Mirbt est un livre de premier ordre qu'on s'étonne de ne trouver mentionné ni dans les notes ni dans la Bibliographie.

Partout, des récits de miracles, de prodiges, de fables extraordinaires émaillent le récit de M. L. P. Il place sur le même plan les sources les plus diverses, raconte avec le même sérieux et d'abondants détails tous les récits extravagants que les chroniqueurs et hagiographes ont pu rapporter sur son héros.

Pour terminer, je ferai un reproche à la méthode de M. L. P. Il cite constamment des bulles qu'il transcrit intégralement, des privilèges, des lettres, des canons de conciles qu'il traduit avec soin. Ces traductions n'ont aucune utilité. Il aurait mieux valu en tirer ce qui peut servir à l'explication des événements, pour éclairer les situations et nous donner une idée exacte des conflits. Que nous importe d'avoir en dix-neuf pages la traduction du discours apocryphe d'Urbain II[1] au concile de Clermont, ou de la lettre du pape sur Reims, que M. L. P. qualifie « de trop beau fleuron de couronne pour ne pas la citer en entier? » Les textes sont nécessaires pour appuyer les affirmations, mais il faut en extraire seulement ce qui intéresse la thèse développée ou ce qui apporte quelque chose de nouveau à la discussion engagée; il ne faut pas se contenter, à propos d'une affaire de simonie, d'exemp-

1. M. P. prétend qu'Urbain II a sûrement parlé en langue romane. Rien ne vient confirmer cette thèse. M. Paul Meyer croit au contraire que le discours d'Urbain II a été prononcé en latin. M. P. dit que la foule lui répondit : « Diex li volt, » ce qui est un solécisme. La foule, qui savait la langue romane, aurait dit : « Diex le vuelt. »

tion ou de discipline ecclésiastique, de citer en trois ou quatre pages le document qui nous intéresse sans en faire la critique.

Si M. L. P. a voulu écrire un ouvrage d'édification[1], toutes mes objections tombent. Il a élevé à la glorification d'Urbain II un monument de poids; mais si, pour reprendre le mot de M. Goyau, il a voulu « faire revivre une des plus belles œuvres de l'histoire du peuple français, » il a apporté à l'histoire proprement dite une bien imparfaite contribution[2].

Bernard Monod.

Albert Lefaivre. **Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie (1526-1722).** Paris, librairie académique Perrin et Cie, 1902. 2 vol. in-8°, 441 et 459 pages.

« L'histoire de la Hongrie, malgré son intérêt et son importance, est un champ presque inexploré pour nos écrivains, » dit M. Lefaivre dans son Introduction. En effet, depuis l'ouvrage fondamental de Sayous, un quart de siècle s'est écoulé et, malgré les grands progrès de l'historiographie magyare, nous n'avons eu depuis que quelques compilations sans valeur ou des plaidoyers officieux. C'est donc avec une réelle satisfaction que nous avons pris entre les mains ces volumes compacts, mais notre espoir fut vite déçu. Au lieu d'un ouvrage historique, nous avons trouvé un pamphlet que l'auteur place sous le patronage de « notre sainte mère l'Église » (II, 436), où l'esprit libéral qui caractérise les deux siècles qui font l'objet de ce livre est continuellement bafoué; où le protestantisme est présenté comme le pire des maux et où les grands héros nationaux, comme Bocskay, Gabriel Bethlen et Rákoczy, sont traités de rebelles, de coquins et d'impudents. Il est vraiment triste de voir un « ministre plénipotentiaire » creuser pendant des années un sujet pour en tirer un pareil pamphlet et venir ensuite proclamer qu'il a poursuivi son enquête « dans l'esprit le plus impartial, les yeux fixés sur des documents authentiques » (I, 10). Si on parle de documents authentiques, il ne faudrait pas se contenter d'ouvrages écrits ou arrangés par les Jésuites du xviie et du xviiie siècle; il faudrait consulter les travaux que les érudits magyars ont publiés au cours du xixe. Or, M. Lefaivre ne sait pas le hongrois. Il ne cite que des ouvrages latins,

1. La dédicace au cardinal Langénieux, « restaurateur du culte du bienheureux Urbain II et légat du pape au pays des croisades, » peut le faire croire.

2. Dans la Bibliographie, M. P. a omis le livre de Compain, *Geoffroy de Vendôme*, qui, avant lui, avait étudié les rapports de l'abbé Exempt et du pape Urbain II, sur lesquels il revient si souvent. Il indique Jaffé, *Regesta Pontif. Rom.*, sans la mention de 2e édition revue par Löwenfeld et considérablement augmentée. Enfin, il a oublié, outre les ouvrages mentionnés plus haut de Fabre et de Mirbt, de noter Guibert de Nogent, *Gesta Dei per Francos*, etc.

français et allemands, quelquefois un recueil de documents roumains, probablement parce que le roumain est enseigné à l'école des futurs diplomates et que le hongrois ne l'est pas. M. Lefaivre se méfie, d'ailleurs, des historiens nationaux sans les connaître. Certes, ce n'est pas chez eux qu'il aurait trouvé ce jugement sur la Révolution française : « La Révolution a changé presque entièrement notre tempérament, le fondant, pour ainsi dire, à son effigie, substituant ses violences, ses agitations morbides au jeu régulier des organes, infiltrant son venin dans toutes les intelligences et submergeant toute la vie publique dans les déclamations de ses mystagogues » (I, 6). Quand on confesse de telles opinions, quand le protestantisme ne vous inspire que de l'horreur, on n'est pas capable de traiter, en historien, une période qui fut une lutte continuelle contre l'Autriche catholique et réactionnaire pour la foi et les institutions séculaires.

Dès l'Introduction, M. Lefaivre raille les Magyars à cause de l'éclat qu'ils ont donné aux fêtes du Millénaire (1896). Un peuple qui a combattu dix siècles pour son existence et qui est enfin arrivé à vivre de sa vie propre a le droit de montrer à l'Europe ce qu'il a fait tant au cours des siècles que depuis le dualisme (1867). Cette exposition du Millénaire, prélude de la section hongroise à l'Exposition universelle de 1900, a, malgré tout, fait voir au monde que la Hongrie est indépendante, qu'elle travaille assidûment pour perfectionner son outillage et qu'elle deviendra un facteur important dans la vie économique et politique de l'Europe. — Il est également injuste de citer seulement des chroniques occidentales quand on parle de l'arrivée des Magyars en Europe (I, 3), car les moines, effrayés par les incursions des troupes hongroises, les représentaient dans leurs chroniques comme les suppôts du diable. Il est nécessaire de consulter les sources byzantines et arabes pour se faire une idée juste de la vaillance de ces guerriers qui ont su fonder un État. — Il est inexact de dire (I, 3) que les Hongrois reçurent de l'Allemagne les premiers rudiments de civilisation et de culture intellectuelle. Les savants magyars ont démontré que c'étaient les prêtres italiens et slaves qui les initièrent à ces rudiments; deux siècles après la conquête, les ordres ecclésiastiques français, notamment les Cisterciens, contribuèrent autant, si non plus, à les civiliser que les moines allemands. — Nous ne savions pas jusqu'ici que les Transylvaniens appartenaient « aux nationalités antidualistes » (I, 4). La Transylvanie n'est pas habitée uniquement par des Roumains, et même parmi ces Roumains la majorité n'est pas antidualiste. Selon M. Lefaivre, depuis l'ouvrage du *véridique* de Thou (1604) jusqu'à la fin du XVIIe siècle, le silence se fit en France autour des Hongrois (I, 11). C'est une grave erreur. Et l'ouvrage magistral de Fumée et Montreulx : *Histoire générale des troubles de Hongrie et Transylvanie* (1608), et tous ces ouvrages qui ont paru au cours du XVIIe siècle lorsque la France a pris fait et cause pour les princes de Transylvanie, uniques soutiens de la nationalité menacée? Si M. Lefaivre avait consulté l'ouvrage de

Moret : *Quinze ans de règne de Louis XIV* (1851-59, chap. sur Rákoczy), il aurait trouvé une liste très respectable de livres du XVIIe siècle qui ont mieux renseigné le public français sur les choses de Hongrie que des pamphlets. — L'opinion de Montesquieu sur la noblesse magyare offusque également notre auteur. Pourtant, le célèbre passage de l'*Esprit des lois* (« on a vu la maison d'Autriche travailler sans relâche à opprimer la noblesse hongroise, etc., » VIII, 9) est l'expression de la vérité. L'*Histoire générale de la Hongrie* de Sacy (1778) ne plait pas à notre auteur non plus. Sacy n'était qu'un « faux esprit philosophique » (I, 12), probablement parce qu'il ne jetait pas l'anathème sur les Magyars. Même Fessler et Sayous ne trouvent pas grâce devant M. Lefaivre. Dans le premier, il ne veut voir que le « moine renégat, converti au protestantisme » (I, 13). Nous souhaiterions que l'ouvrage de notre auteur fût écrit avec la même sûreté d'informations, la même connaissance profonde des sources que l'ouvrage capital de Fessler qui, encore aujourd'hui, est indispensable à tous ceux qui ne savent pas le hongrois. Le fait que Fessler, ancien moine dont l'ordre fut supprimé par Joseph II, s'est converti plus tard au protestantisme n'ôte absolument rien de la valeur de son ouvrage. Dans Sayous, M. Lefaivre ne voit également que le théologien; il affirme même qu'il a professé, pendant douze ans, la théologie protestante à Besançon (I, 13). Nous ne connaissions jusqu'ici que les Facultés de théologie protestante de Paris et de Montauban; M. Lefaivre en découvre une troisième. M. Sayous a professé l'*histoire* à la Faculté des lettres de Besançon. Ce qui fait sa grande supériorité sur notre auteur, c'est que Sayous s'était donné la peine d'apprendre le magyar avant d'écrire ses ouvrages et que ce n'était pas le parti pris qui a guidé sa plume, mais l'étude consciencieuse des sources. Les chapitres où il traite les XVIe et XVIIe siècles sont très serrés; il ne s'arrête pas à toutes les escarmouches entre Magyars et Turcs, mais le lecteur peut y apprendre beaucoup plus que dans les deux volumes que nous annonçons.

Voilà pour l'Introduction. Passons maintenant à l'ouvrage lui-même. Il est divisé en trois parties : *la Conquête, le Relèvement, la Délivrance.* La première, consacrée aux événements du XVIe siècle, décrit les suites du désastre de Mohács (1526), la conquête des Turcs, le règne de Ferdinand Ier, de Maximilien II, de Rodolphe II et de Mathias II pour la Hongrie, celui des Zápolya, de Bocskay et de Bethlen pour la Transylvanie. La deuxième partie mène le récit jusqu'au siège de Vienne (1683). La troisième est consacrée principalement aux victoires d'Eugène de Savoie sur les Turcs et au soulèvement de François II Rákoczy. Pour le XVIe siècle, M. Lefaivre a pris pour guide principal Istvánffy, surnommé le « Tite-Live hongrois » parce que, « contemporain et témoin des faits qu'il raconte, il a pris aux événements et au maniement des affaires hongroises une part importante » (I, 158). Il est vrai que les *Historiarum de rebus hungaricis libri XXXIV* sont une des sources les plus précieuses pour cette époque, mais l'historien

digne de ce nom doit peser les opinions exprimées par le palatin hongrois, nullement impartial envers les protestants; il ne doit pas oublier que la première édition parue à Cologne en 1622 est due au cardinal Pázmány et à ses collaborateurs jésuites et que les additions (à partir de l'année 1608) ne sont pas d'Istvánffy. Pour le règne de Léopold Ier (1657-1705), la source de M. Lefaivre est l'ouvrage du jésuite Wagner : *Historia Leopoldi Magni,* historiographe de la cour! Ce qui intéresse M. Lefaivre dans ces deux siècles d'histoire magyare, ce sont uniquement les combats que les Autrichiens, les Magyars et les Turcs se sont livrés; or, jamais on n'a tant bataillé, on n'a conclu autant de traités que pendant cette période. L'impression qui se dégage du livre est donc « confuse et désordonnée, » comme les hostilités dont parle l'auteur (I, 125). Nous ne trouvons pas une page dans ces deux volumes sur la vie intérieure, sur la civilisation des Magyars à cette époque ni un mot sur le changement profond que la Réforme a effectué dans la vie du peuple. Or, pour l'historien, ce changement, qui a donné à la Hongrie ses premières œuvres littéraires, qui a éveillé le sentiment national, est souvent plus intéressant que la succession monotone des batailles et des sièges. Mais chacun se place au point de vue qui lui convient. M. Lefaivre, ne sachant pas le hongrois, n'a pas pu pénétrer l'âme du peuple magyar; il s'est attaché aux faits politiques et guerriers et voici la façon dont il procède. C'est la Réforme qui a causé tous les maux. Pour un homme qui se moque même de la Renaissance (I, 57), ce jugement est tout naturel. Dans les luttes deux fois séculaires entre les princes de la Transylvanie et l'Autriche d'un côté, la Hongrie et la Turquie de l'autre, il voit dans la cour de Vienne et dans les jésuites qui les conseillèrent le droit, la justice, la clémence. Malgré les assises sanglantes, les potences et la chasse donnée aux pasteurs protestants, la cour viennoise s'est toujours montrée pleine de douceur pour les Magyars. Les meurtres commis par les catholiques sont excusés par des motifs politiques (I, 216). Les seuls coupables sont les princes de Transylvanie, qu'ils s'appellent Bocskay, Bethlen ou Rákoczy, uniquement parce qu'ils étaient les alliés ou les protégés de la Turquie. Cette alliance turque fait frémir à chaque instant l'âme pieuse de M. Lefaivre. Il blâme même les rois de France qui ont aidé les princes transylvaniens contre l'Autriche. Pourtant, comme diplomate, il devrait savoir que l'on prend les alliés où on les trouve quand on est menacé d'être écrasé. Le parti pris contre les hommes dirigeants qui n'ont pas voulu se soumettre au joug autrichien éclate dès le début de l'ouvrage. C'est pourquoi le grand jurisconsulte Werböczy, qui dès 1517 a codifié la loi magyare dans son immortel *Opus Tripartitum* (et non pas *Bipartitum,* I, 19) *juris consuetudinarii,* est traité de « disert et de retors » et son code qualifié de « palladium des factieux et des oppresseurs » (I, 415). Werböczy a, en effet, contribué à l'élection de Jean Zápolya et a conseillé à la reine Isabelle, sa veuve, l'alliance avec les Turcs. Son châtiment, selon M. Lefaivre, fut d'être enterré dans le

cimetière juif! (I, 83). Jean Zápolya, son fils Jean-Sigismond, dont la cour était « dégradée par les attaches avec l'islamisme » (I, 174), « un foyer de trahison et d'apostasie » (I, 181); Bocskay, ce « brouillon égoïste » (I, 286), en un mot tous ceux qui ont lutté pour la religion protestante et pour l'indépendance, n'ont fait qu'une œuvre vaine! Et le traité de Vienne (1606) qui, grâce à ce même Bocskay, a garanti la liberté des cultes? Eh bien! « ce document, d'après le rôle qu'il a joué dans l'histoire, il serait plus exact de l'appeler une machine de guerre, un arsenal de chicanes et d'arguties contre l'Autriche » (I, 282). Et Gabriel Bethlen, que notre auteur appelle constamment *Bétlem-Gabor?* Il a agi avec « une insolence inouïe; » c'était un mystificateur, « une intelligence byzantine, infatuée de ruses et de petits artifices, à la guerre comme en politique » (I, 362). Tököli était « un égoïste impudent » (II, 167), tandis que le bourreau Caraffa qui a présidé à la sanglante tragédie d'Eperjes n'était qu' « un fonctionnaire soupçonneux et colérique. »

Le chapitre sur François II Rákoczy (II, 253-306) publié, en 1901, dans la *Revue des Questions historiques,* a excité une grande hilarité dans la presse hongroise. M. Lefaivre voit dans l'insurrection de Rákoczy la lutte des nationalités! Or, les Slovaques et les Ruthènes ont combattu alors avec les Magyars, et les Valaques n'avaient pas encore pris les armes contre la Hongrie. Un critique releva malicieusement que l'auteur avait pris le nom du général serbe Monasterly pour un nom de ville et qu'il cherchait cette ville près de Budapest, sur les bords de la Tisza; puis, que l'empereur-roi François-Joseph Ier a fait transférer les cendres de Rákoczy de Galatz à Budapest, ces cendres étant encore à Constantinople au couvent des Bénédictins français. Ces deux énormités ont disparu dans la réimpression de ce chapitre, mais, dans sa haine pour tout ce qui est national et hongrois, M. Lefaivre ne trouve pas assez de sarcasmes pour cette dernière prise d'armes contre la maison d'Autriche. Comme Moret, il a tenu à consulter les nombreux documents conservés aux Affaires étrangères à Paris, mais il ne cite que les remarques désobligeantes de Des Alleurs sur le prince magyar. Il serait à souhaiter qu'un historien impartial reprit toute cette question de l'alliance de Louis XIV avec Rákoczy et la traitât à fond.

Une seule fois M. Lefaivre fait une incursion dans le domaine littéraire; même là sa partialité éclate. Parlant du cardinal Pierre Pázmány, une des grandes figures de la réaction catholique au XVIe siècle, il dit les mérites de ses œuvres littéraires que personne, d'ailleurs, ne conteste. Mais si l'histoire littéraire reconnait la grande portée du *Guide,* des *Sermons* et du *Livre de prières,* elle enregistre également que le comte Nicolas Zrinyi est l'auteur d'une belle épopée, la *Zrinyiade,* qui chante le siège de Szigetvár, et que ses travaux tactiques sont tout à fait remarquables pour un écrivain du XVIIe siècle. M. Lefaivre, sans avoir lu ces œuvres, les déclare mauvaises; elles sont tombées dans l'oubli le plus complet (II, 31), ce qui est contraire à la vérité.

Pourquoi cette animosité contre Zrinyi, que le pape lui-même et tous les princes catholiques comblèrent d'honneurs à cause de ses victoires sur les Turcs? Uniquement parce que le général hongrois était l'ennemi du général autrichien Montecuccoli, et tout Magyar, ennemi de l'Autriche, ne peut produire rien qui vaille !

A côté de ce parti pris systématique qui fausse tout l'ouvrage, il serait à peine nécessaire de relever les nombreuses bévues, témoins d'une préparation insuffisante. Si nous le faisons, c'est pour montrer à M. Lefaivre avec quelle attention nous l'avons lu. D'abord, presque tous les noms magyars sont estropiés. On se croirait au XVIIe siècle, où les écrivains français ont donné des transcriptions plus ou moins fantaisistes. Même le mot *éljen* est mal écrit ! (I, 341). De nos jours, ce n'est plus de mise. Les villes magyares sont tantôt citées d'après leur dénomination allemande (*Raab* pour *Györ*, etc.), tantôt, comme il faut, en hongrois. Tome I, p. 17, il faut dire *Wladislas* (Ulászló) et non *Ladislas* (László); p. 27, *Tomori*, et non *Tocmoeri*; *Mohács* et non *Mohacz*, p. 35. Il est tout à fait inexact de dire qu'en Hongrie « six femmes avaient régné successivement depuis saint Étienne; » il n'y en avait eu qu'une avant 1526 : Marie, fille de Louis le Grand. P. 37. La sédition de Dózsa (et non *Dosza*) eut lieu en 1514 (et non en 1513). P. 47. Georges *Athyssenics* pour *Uljessenics*. P. 70. *Baioni* est inconnu parmi les conseillers de Zápolya. P. 83. « Un voyageur allemand, Bocatine; » d'abord, il s'appelait *Bocatius* (Jean); c'était un juge de Cassovie (Kassa) que Boeskay avait envoyé en mission en Allemagne. P. 95. *Szabolsk* pour *Szabolcs*. P. 131. L'archevêque d'Esztergom (Strigonie) s'appelait *Oláh* et non *Olahy*. P. 140. Le témoignage d'Istvánffy sur l'origine romaine des populations moldo-valaques n'a aucune importance. P. 155. *Ladislas Jagellon* pour *saint Ladislas* de la dynastie arpadienne (1077-95). P. 264. On aurait pu ajouter le nom de l'architecte français (Villard de Honnecourt) qui a construit la cathédrale de Cassovie. P. 302. Pázmány avait treize ans lorsqu'il s'est converti au catholicisme; ce n'est donc pas « par la méditation et l'étude » qu'il y était revenu. P. 381. Il est inexact de dire que c'est aux Jésuites « que revient l'honneur d'avoir substitué la langue nationale au latin dans la polémique et la prédication religieuses; » ce sont les premiers réformateurs qui, dès le milieu du XVIe siècle, ont employé l'idiome national; les collèges réformés ont été les foyers de l'esprit national, tandis que dans les écoles des Jésuites on se servait du latin. A la même page, M. Lefaivre parle d'*Universités catholiques*; on ne peut guère parler d'Universités à cette époque; les célèbres collèges de Patak, Nagy-Enyed appartenaient aux Calvinistes; pour contrebalancer les succès de ces écoles, Pázmány fonda une haute école à Nagy-Szombat (Tyrnavie), transférée plus tard à Bude. — II, 59. La sollicitude « vraiment paternelle » de Léopold Ier pour François Rákoczy fera sourire tous ceux qui connaissent le caractère de Léopold. P. 60. La forteresse s'appelle *Murány* et non *Mucrany*. P. 97 et suiv. Dans le

récit du siège de Vienne, il y a trop d'emprunts à Onno Klopp : *Das Jahr 1683*, ouvrage intéressant, mais qui ne mérite pas l'éloge hyperbolique que lui décerne M. Lefaivre. P. 235. Arneth n'est pas mort *vers 1876*, mais *en 1897*. P. 286. Rákoczy, précurseur de Rabagas, est tout à fait exquis! P. 310, note 4. Si M. Lefaivre avait su que l'agent de Rákoczy à Versailles s'appelait Ladislas Kökenyesdi Vetésy (ou Vettès), il n'aurait pas pris Kökényesdi Vettès pour deux personnes. (P. 332 du reste, la bévue est corrigée grâce aux documents publiés par Fiedler.) P. 388. Lire Clément *Mikes* et non *Méken*. Ibid. Beresényi, le général de Rákoczy, ne resta pas en France; il accompagna le prince en Turquie; c'est son fils qui resta en France. P. 399. Il est inexact de dire que « le protestantisme avait été, depuis deux cents ans, l'actif coopérateur de la conquête musulmane et le fauteur perpétuel de la guerre civile; » tous les Magyars qui ne voulaient pas se soumettre à l'Autriche n'étaient pas protestants. P. 430. Au lieu de se moquer de la langue « turco-finnoise » des Magyars, l'auteur aurait mieux fait de l'apprendre avant d'écrire son livre; cela lui aurait évité de nombreuses inexactitudes.

Mais ce sont là des peccadilles en comparaison de l'esprit général qui se dégage de cet ouvrage. L'auteur, qui trouve le récent ouvrage de M. Chéradame « remarquable, » appartient à cette catégorie d'écrivains qui voient de mauvais œil le libéralisme naissant en Hongrie, qui jettent l'anathème sur les écrivains français qui ont montré une certaine sympathie pour la cause magyare et qui ne croient pas que les aspirations nationales doivent être stigmatisées. Dans deux siècles de luttes héroïques de la Hongrie pour maintenir son autonomie, M. Lefaivre ne veut voir que des insurrections contre la maison d'Autriche et contre l'esprit catholique. Les historiens plus avisés ne le suivront pas sur cette pente. Son livre fera la joie de certains milieux viennois, où l'on n'a rien appris et rien oublié, mais il sera peu goûté partout ailleurs, car son auteur se montre trop inféodé aux doctrines antilibérales.

I. Kont.

Alfred Stern. **Geschichte Europas seit den Vertrægen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871.** Erste Abteilung : *Geschichte Europas 1815 bis 1830.* 3 Bände : 1ter Band, VIII-655 pages; 2ter Band, 572 pages; 3ter Band, mit einem Register, 419 pages. Berlin, Verlag von H.-Wilhelm Hertz, 1894-1901.

M. Stern a terminé la première partie de son *Histoire de l'Europe depuis les traités de 1815 jusqu'à la paix de Francfort*, qui embrasse l'histoire de la Restauration jusqu'à la révolution de Juillet. Ce qui distingue cette œuvre des travaux publiés jusqu'à présent, c'est que c'est une véritable histoire de l'Europe, non une histoire des différents

États, traitée en monographies qu'unit un lien plus ou moins artificiel. C'est la politique européenne que cherche avant tout à faire ressortir M. S., et il ne traite l'histoire de chaque nation que lorsque celle-ci rentre dans le cadre de la politique européenne, ou, si l'on préfère, lorsque la politique d'un pays prend un caractère européen. Les luttes constitutionnelles en France, les efforts que font les puissances de l'Europe centrale et méridionale pour enrayer les tendances libérales et nationales de l'âge, les congrès, les insurrections d'Espagne et d'Italie, le soulèvement de la Grèce avec la réouverture de la question d'Orient, l'intervention des grandes puissances en Orient et la chute de Charles X, tels sont les sujets tour à tour abordés dans ces volumes.

Ce qui distingue aussi ce travail, c'est son caractère rigoureusement scientifique. Nous n'avons point ici affaire à l'une de ces vulgarisations faciles que sous des titres analogues on a publiées ces dernières années en français, en allemand et en anglais. M. S. a fait une œuvre originale pour laquelle il n'a pas seulement utilisé les nombreuses sources imprimées publiées jusqu'à ce jour et qu'il connaît à merveille, mais encore les documents qu'il a trouvés dans les archives des principales villes de l'Europe : Paris, Londres, Berlin, Vienne, la Haye, Copenhague, Turin, etc. Si bien que nous n'avons pas là un simple résumé de ce que l'on sait déjà, mais une œuvre originale basée sur des renseignements nouveaux qui rectifient déjà bien des jugements sur les événements et sur les hommes de la Restauration, en même temps qu'elle nous fait admirablement comprendre certains dessous de la politique d'alors peu connus jusqu'à présent. Cet ouvrage, pourtant si riche en faits nouveaux, se distingue par sa grande sobriété. Si l'on songe que M. S. a enfermé dans trois volumes la période à laquelle Gervinus consacre dix volumes plus compacts encore, on trouvera qu'il y a là un remarquable travail de condensation. L'auteur ne donne que l'essentiel. A chaque page on a l'impression qu'il en sait bien plus qu'il n'en dit. S'il avait voulu utiliser tous les documents qu'il avait sous la main, ce n'est pas trois volumes qu'il aurait dû écrire, mais dix et même davantage.

Son plan a été rigoureusement limité. Les proportions données à son premier chapitre ont été celles de tous les autres. La tentation de dire des choses nouvelles ne l'a pas fait un instant dévier de la ligne qu'il s'était tracée. Il n'a utilisé l'inédit que pour élucider des questions obscures ou controversées et combler les lacunes de notre connaissance.

M. S. n'a pu évidemment écrire cette œuvre que parce qu'il en connaissait déjà admirablement la matière. C'est parce qu'il savait de prime saut les points sur lesquels il fallait projeter la lumière ou diriger les recherches qu'il a pu, en un temps si restreint, — sept années, — écrire ces trois forts volumes, dont le premier a paru en 1894, le second en 1897 et le troisième en 1901.

Le premier volume est consacré à l'Europe occidentale et centrale

(la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche). Après une Introduction qui montre quelle était la situation de l'Europe à la chute de Napoléon, M. S. fait un tableau animé de la France pendant la première partie du règne de Louis XVIII, puis il étudie la vie politique anglaise, sans négliger l'histoire économique et sociale du pays, le commerce, l'industrie, l'instruction populaire, la question du paupérisme, le système pénitentiaire, les caisses d'épargne, l'histoire des associations ouvrières, celle des *Corn-laws* et celle des grands périodiques. Il y a là d'excellentes pages, celles notamment qui sont consacrées à Jérémie Bentham et à son école.

L'histoire intérieure de l'Autriche forme un des chapitres les plus intéressants et les plus neufs de l'ouvrage. Les détails sur la société autrichienne, — la noblesse, la bourgeoisie et les paysans, — sur l'administration, le Conseil d'État, sur la vie intellectuelle et artistique à Vienne, sur l'instruction publique, — les universités, les gymnases, les écoles populaires, — sur la condition des Juifs, sur la banque et sur les impôts, tous ces détails sont du plus vif intérêt.

L'histoire d'Allemagne (les débuts de la diète germanique, l'ancien régime dans les États du nord de l'Allemagne, les luttes constitutionnelles dans le sud de l'Allemagne, la Prusse, l'association des gymnastes et la Burschenschaft) clôt le volume avec l'histoire des congrès d'Aix-la-Chapelle et de Carlsbad. Cette histoire était plus facile à faire, car d'importants ouvrages généraux et spéciaux, entre autres l'*Histoire d'Allemagne au XIXe siècle* de Treitschke, semblent avoir épuisé la matière. M. S. trouve pourtant moyen de renouveler ce sujet si rebattu. En bornant son ambition à ne vouloir qu'être rigoureusement exact, il a été amené à faire une étude critique du détail, qui a été féconde en découvertes. A chaque page presque il rectifie Treitschke, que la passion égare toujours. Il ne cite point le grand historien prussien. Il se contente d'affirmer le contraire de ce qu'a dit celui-ci. Cela ne diminue pas à vrai dire la grande valeur de Treitschke comme historien populaire; mais l'homme d'étude qui lira cet historien ne pourra désormais se passer de S. pour contrôler ses assertions.

Le second volume est rempli presque tout entier par le récit des soulèvements politiques et nationaux en Espagne, en Portugal, en Italie et en Grèce. Fidèle à son plan, l'auteur traite la politique de chaque pays dans ses rapports avec la politique européenne (congrès de Laybache et intervention de l'Autriche à Naples, congrès de Vérone et intervention de la France en Espagne). L'histoire du soulèvement de la Grèce est sans doute la partie la plus neuve, grâce aux documents inédits que l'auteur a eus en abondance, notamment pour l'histoire du philhellénisme. Un bon chapitre sur le mouvement littéraire de la Restauration termine le volume.

Le troisième volume est plus mélangé : il comprend l'histoire de Russie depuis l'avènement de Nicolas Ier (il y a comme introduction à cette étude un tableau fort bien fait du développement du peuple russe

et de son état social sous Alexandre Ier), l'intervention de Canning en Portugal et sa mort, le récit de la bataille de Navarin, celui de la guerre russo-turque de 1828 à 1829, l'histoire de l'indépendance de la Grèce, l'histoire des débuts du Zollverein, l'histoire du Portugal sous dom Miguel, l'émancipation des catholiques d'Irlande et le règne de Charles X.

Dans ce volume, il était sans doute plus difficile de ramener l'histoire à l'unité et de ne point perdre de vue, en racontant les vicissitudes de chaque État, la politique de l'ensemble. M. S. a réussi, malgré le décousu apparent de cette période, à en bien faire ressortir l'unité intime. La Russie, par exemple, apparaît au moment où sa politique prend, à propos des affaires d'Orient, un caractère européen, qu'accentue encore l'avènement au trône de Nicolas, qui va devenir, mieux que Metternich, le rempart de la politique conservatrice en Europe. On pourrait même trouver que M. S. met trop d'insistance à faire sentir la liaison de ces grands faits de politique européenne. Il n'y a pas jusqu'au détail de l'œuvre que ne se trahisse cette préoccupation. A la fin de chaque chapitre, l'auteur ne manque jamais de nous préparer à ce qui va venir dans le chapitre suivant et il trouve des transitions fort ingénieuses, — dirons-nous même trop ingénieuses, — pour passer d'un sujet à un autre. L'avènement de Nicolas, par exemple, donnera la main à l'intervention de Canning en Orient, ce qui se comprend certes, car, en rompant avec les principes traditionnels de la politique de l'Orient et de son pays, il fait une large brèche dans la réaction européenne. Mais ailleurs, parlant du romantisme littéraire au début de la Restauration, M. S. s'efforcera, lorsque, plus tard, il traitera la politique de cette même Restauration, de montrer ce qu'il peut y avoir de romantique dans les conceptions des diplomates d'alors. Au congrès de Vienne il n'en trouve d'abord pas trace (p. 30). Mais le tzar Alexandre ne tarde pas à révéler cet esprit dans certains documents émanés de sa plume (p. 37) qui constituent, dit M. S., un monument de politique romantique auquel l'histoire de l'Europe devait donner dans la suite un ironique démenti (p. 41). Ce fil romantique, on le voit, ne disparaît pas du récit, et il est là comme le symbole de la préoccupation constante de l'auteur de tout ramener à l'unité.

L'idée directrice du travail de M. S. est la suivante : 1815 se relie à 1871. L'histoire de l'Europe durant toute cette période consiste dans les efforts que les peuples font pour saper par sa base l'édifice artificiel élevé par les diplomates du congrès de Vienne. On voulait arrêter la poussée démocratique. La poussée démocratique a été la plus forte. La société, qui se transforme sous l'effet de causes économiques puissantes, devance les innovations politiques, les prépare et les rend possibles.

M. S., on le voit, est favorable à la démocratie, en quoi il diffère des récents historiens prussiens, tous plus ou moins entachés d'idées réactionnaires. Il n'est pas non plus étroitement national. Nulle part dans

son récit on ne voit qu'il est allemand, surtout pas d'une manière désobligeante pour les autres peuples. Son patriotisme ne consiste pas à déblatérer contre ses voisins, Français, Anglais, Danois ou Polonais. C'est là une chose à laquelle nous ont si peu habitués les historiens allemands de la précédente génération qu'un critique anglais, M. Headlam, a pu justement dire (*English historical Review*, avril 1899) : « Il est plaisant de trouver un écrivain allemand moderne qui n'essaie pas d'attribuer à la perfidie britannique l'abolition de la traite des nègres. »

M. S. ne connait pas de nationalisme étroit et jaloux, et l'on sent que pour lui les droits de l'humanité sont supérieurs aux droits des nationalités. Au-dessus des rivalités d'États, il voit une œuvre commune à laquelle tous les pays concourent, sans distinction de frontières : « La civilisation, dit-il, paraît encore en Europe au XIXe siècle un tout dont la vie se distingue de celle de l'Orient et de celle du nouveau monde par des caractères particuliers nettement marqués. Sortie de racines communes qui plongent fort loin dans le passé, consolidée par le mélange du sang, par la ressemblance des mœurs et des institutions, une communauté d'idées et d'intérêts des peuples européens se poursuit, les liant les uns aux autres par une nécessité interne et les poussant dans la même voie du développement historique. Les déchaînements d'un nationalisme outré ou d'un fanatisme haineux peuvent sembler parfois obscurcir ce tableau d'union spirituelle. Mais toujours il revient des époques où cette unité se réfléchit de nouveau dans les grandes créations des artistes, des écrivains et des savants. A certains moments décisifs même, on entendra parler d'une opinion publique européenne. »

Cette idée générale de l'auteur ressort, à vrai dire, plutôt de l'exposition des faits que d'une doctrine explicitement énoncée. M. S. n'intervient jamais dans son récit. Il ne permet pas à ses sentiments de s'étaler au travers de son œuvre. L'historien, à ses yeux, a autre chose à faire qu'à révéler ses goûts et ses sympathies. Il dit très justement : « Mes opinions n'ont que faire dans de si grands conflits. L'intérêt des luttes en elles-mêmes est assez considérable pour que je n'aie nul besoin d'intervenir. »

C'est que pour lui rien ne vaut la vérité. Comme Ranke, dont il est en Allemagne un des disciples les plus directs, il n'a eu d'autre ambition, en écrivant l'histoire, que de raconter « les choses simplement, telles qu'elles se sont passées réellement. » Cela ne veut évidemment pas dire qu'il entende narrer les faits à la manière des annalistes chinois. Une histoire sans personnalité n'est plus une histoire. M. S. a une personnalité et même une personnalité accusée; mais cette personnalité consiste précisément à la cacher, à se montrer toujours modéré, équitable et vrai. La phrase de M. S. trahit dès l'abord cette pente de son esprit. Jamais sous sa plume on ne trouve la rhétorique vitupérative de Treitschke ou le ton acrimonieux de Sybel. Il est partout calme, juste et pondéré. S'il n'aime pas le despotisme, il se

contentera de le montrer en passant, sous forme de réflexion générale. Celle-ci par exemple : « Le propre du despotisme est de déchaîner des passions sauvages. » Un simple mot à propos du duel, celui de *Unsitte*, nous révélera que M. S. voit dans cette pratique un reste de barbarie féodale. La vue d'un révolutionnaire comme Karl Follen ne le fait point comme Treitschke entrer dans des convulsions. Il l'étudie avec l'intérêt qu'offre un curieux spécimen de l'humanité et il montre que, pour utopiques que fussent ses idées, Follen n'en fut pas moins un très noble caractère. S'il fait le portrait d'imbéciles, de fats ou de niais, M. S. montre parfois un peu d'ironie; mais cette ironie n'est jamais malveillante. Parlant, par exemple, d'un chef de douanes sardes ultra-réactionnaire, il dira : « Il fermait le passage du Mont-Cenis aux produits français de peur que les idées révolutionnaires n'entrassent par contrebande dans son pays. » Ailleurs, décrivant les distractions de Ferdinand VII à Valençay, il écrira : « Les livres d'images les plus ordinaires lassaient bientôt la patience du prince. Il avait bien plus de plaisir à revêtir de sa propre main, d'une belle robe de soie blanche brodée d'or, la statue de la sainte Vierge qui ornait l'autel de l'église paroissiale de Valençay. Son confesseur, le Père Ostolazza, ne manquait jamais de renseigner le peuple espagnol sur cet acte important de la vie de son souverain. La brochure qui contenait ces détails eut un tel succès en Espagne qu'il fallut en faire sept éditions. » L'ironie, on le voit, est à fleur de peau; elle pique un peu, elle n'égratigne jamais.

C'est surtout dans ces portraits que M. S. montre le mieux cet esprit de finesse. Rien du trait caricatural de Treitschke, qui n'est souvent que l'impuissance d'entrer à fond dans un caractère. M. S. fait peu de portraits en pied. Il préfère prendre les hommes dans tous les actes de leur vie et les montrer agissant. Il les fait voir ainsi sous plusieurs faces et le portrait, en étant plus complet, est aussi plus vrai. C'est ainsi qu'à un moment donné vous voyez les ridicules et les vanités de Metternich, ce qui n'empêche pas qu'à un autre moment M. S. vous fait voir l'homme politique sérieux, travailleur et entièrement dévoué à son œuvre. Le jugement final ne sera donc point celui de Treitschke, qui ne veut voir en Metternich qu'un homme frivole et un dilettante de la politique, mais celui d'un homme qui fut infiniment ondoyant et divers.

Les portraits de M. S. sont du reste tout politiques. Il s'abstient d'entrer dans la vie privée des hommes qu'il met en scène. Leur existence ne l'intéresse que pour autant qu'elle a un caractère politique. Le reste n'est pour lui que vaine curiosité. Il ne nous dira point par exemple comme Treitschke que tel diplomate avait un cou de taureau, tel autre les dents gâtées. M. S. n'est jamais commère, pensant, sans doute, comme Voltaire, qu'il importe peu que « Colbert ait eu les sourcils épais et joints, la physionomie rude et basse » et que l'historien doit « porter la vue sur ce qu'il a fait de mémorable, non sur la manière dont il mettait son rabat. »

M. S., semblablement, n'a voulu dans son histoire que représenter

ce qui s'est fait de mémorable au XIXe siècle. Exposer le déroulement de la politique et des mœurs, montrer les acteurs de ce drame ou de cette comédie grandiose, démêler les mobiles des acteurs qui y ont pris part lui parait une œuvre assez belle pour qu'il ne soit point nécessaire de la gâter par la fantaisie ou l'imagination. Pour lui comme pour Ranke, l'art consiste non à inventer, mais à faire vrai. Il n'est au reste point dépourvu des dons de l'artiste. S'il n'a pas la couleur et l'imagination plastiques, — heureux dons qui se paient souvent fort cher! — il a le trait incisif, rapide et net. Sa narration court vive et légère, à la manière de Voltaire. Il l'égaie ici et là par des expressions familières, par d'heureuses caractéristiques, celles-ci par exemple : « Dahlmann était « un Royer Collard allemand; » Labourdonnaye « un Saint-Just du royalisme; » Gentz « le Père Joseph de Metternich, l'autre Éminence grise. »

Telle est cette histoire qui, à l'avantage d'être claire et bien composée, joint le mérite d'être rigoureusement scientifique. Les qualités qui la distinguent sont avant tout une minutieuse exactitude, un soin scrupuleux à peser les témoignages et une grande honnêteté à tirer les conclusions des faits, sans jamais chercher à faire dire à un document plus qu'il n'en dit. Et cela est plus rare qu'on ne pense.

Antoine GUILLAND.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

1. — **Revue des Études historiques**. Mars-avril 1903. — Comte Fleury. La comtesse de Luçay, 1769-1842 (rapide esquisse biographique). — Mlle Lienhart. Souvenirs de Russie, 1783-1798, trad. par J. Cart; suite : le voyage de Crimée en 1786 et la guerre avec la Turquie, 1788-1792. — Louis Madelin. Talleyrand préhistorique (à propos de l'ouvrage de B. de Lacombe sur Talleyrand, évêque d'Autun). — Raymond Tabournel. Les dernières volontés du prince Henri de Prusse (publie une pièce tirée des archives de la famille de la Roche-Aymon; elle est datée du 26 février 1802. Le prince, qui mourut le 3 août suivant, y règle minutieusement les mesures à prendre après son décès). = Comptes-rendus : *An. de Roumejoux*. Essai sur les guerres de religion en Périgord, 1551-1598 (excellent). — *A. Collignon*. Notes historiques, littéraires et bibliographiques sur l'*Argenis* de Jean Barclay (très bonne étude sur un roman historique et philosophique paru en 1621 et qui eut en son temps un succès prodigieux. Il nous intéresse encore par les allusions dont il fourmille sur les hommes et les idées du temps). — *J. Bernet-Rollande*. L'esprit public et les élections dans la Basse-Auvergne en 1789 (bon).

2. — **Revue d'histoire diplomatique**. XVIIe année, no 2. — Henri Courteault. Les mésaventures d'un ambassadeur vénitien à la fin du XVIe siècle (d'après les dépêches de l'ambassadeur d'Espagne, don Francisco de Vera, adressées à Philippe II et à son secrétaire d'État, du mois d'avril au mois d'octobre 1591; elles sont conservées aux Archives nationales. Il s'agit de l'arrestation de Girolamo Lippomano, arrêté à Constantinople même par un agent de la République pour avoir servi les intérêts de l'Espagne). — Roger Roux. Politique extérieure de Pierre le Grand, 1699-1721. — Maurice Boutry. L'ambassade du prince Louis de Rohan à Vienne, 1772-1774 (Rohan, protégé de d'Aiguillon, ne fit guère que des sottises; il donna par toute sa conduite la preuve qu'il était aussi dépourvu de bon sens que de tenue; il était fait pour devenir la proie de Me de la Motte et de Cagliostro). — Fleury de Saint-Charles. Un attaché militaire français à l'armée russe, 1759-1760 : le marquis de Montalembert (d'après ses lettres, qui ont été publiées à Londres en 1777). — Documents originaux : lettres inédites, tirées du *Record Office*, concernant les relations diplomatiques de la France et de l'Angleterre, et particulièrement le projet de mariage du duc d'Anjou avec la reine Élisabeth, 1577-1581.

3. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine**. T. IV, no 7,

15 avril 1903. — G. Lanson. Programme d'études sur l'histoire provinciale de la vie littéraire en France (très intéressant). = Comptes-rendus : *René Lafarge*. L'agriculture du Limousin au XVIIIe s. et l'intendance de Turgot (estimable, mais pas assez fouillé). — *M. Bruneau*. Les débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre, 1789-1791 (excellent). — *J.-C. Barbey-Boissier*. La comtesse Agénor de Gasparin et sa famille. Correspondance et souvenirs, 1813-1894 (intéressant). = 15 mai. V.-L. Bourrilly. Le règne de François Ier. État des travaux et questions à traiter. — Henri Prentout. Le travail d'histoire moderne en province : la Normandie, année 1902. = Bibliographie : Occupation et libération du territoire, 1871-1873. Correspondances (P. Caron donne une assez longue analyse de cette correspondance de Thiers, qui n'a pas été mise dans le commerce). — *F. Garcin*. La mainmorte : le pouvoir, l'opinion, de 1749 à 1901 (médiocre et présomptueux).

4. — **Bibliothèque de l'École des chartes**. 1902, sept.-déc. — Ph. Lauer. Les manuscrits de Saint-Arnoul de Crépy (publie un catalogue des mss. de cette bibliothèque, rédigé au XIIIe s., et un fragment de catalogue du XIIe. Indique les mss. de Saint-Arnoul qui, étant passés au XVIIe s. à Saint-Martin-des-Champs, peuvent encore aujourd'hui être identifiés). — M. Sepet. Observations sur la légende de sainte Odile (cette légende, dont la plus ancienne forme nous a été conservée dans un ms. du Xe s., a été formée à l'aide de plusieurs éléments, parmi lesquels se trouvait sans doute un poème épico-religieux sur sainte Odile, et ce poème, composé au IXe s., était en langue vulgaire d'Alsace, c'est-à-dire en dialecte alémanique). — Léon Levillain. Étude sur les lettres de Loup de Ferrières; fin (avec un essai de classement chronologique sous forme de tableau synoptique. Important). — J. Calmette. Notice sur la seconde partie du manuscrit catalan P. 13 de la Bibliothèque nationale de Madrid (ce manuscrit contient des notes annalistiques corrigées par Joan-Francès Boschá, mort, le 5 février 1480, racional de la Députation ou général de la Catalogne; Boschá est une des sources de Zurita, qui lui emprunte en particulier le récit du siège et de la capitulation de Perpignan en 1475). — H. Omont. Catalogue de la bibliothèque des Grands-Augustins de Paris vers la fin du XIIIe s. — J.-J. Vernier. Inventaire du trésor et de la sacristie de l'abbaye de Clairvaux, de 1640. — A. Bruel. Fragment d'un cartulaire de Cluny renfermant un diplôme inédit de Philippe-Auguste. — Dom M. Férotin. Complément de la lettre de saint Hugues, abbé de Cluny, à Bernard d'Agen, archevêque de Tolède, 1087. — H. Martin. Concours pour l'étude des insectes ennemis des livres. Rapport général. — Ph. Lauer. Lettre close de Charles le Chauve pour les « Barcelonais » (notes et rectifications sur l'édition qu'en a donnée J. Calmette). = Bibliographie : *H. Hagenmeyer*. Die Kreuzzugsbriefe aus den Jahren 1088-1100 (excellent). — *P. Ubald d'Alençon*. L'obituaire et le nécrologe des Cordeliers d'Angers, 1216-1790. — *E. Teilhard de Chardin*. Raoul

de Velay ou de Clermont (frère de Robert IV, comte d'Auvergne). — *J.-J. Vernier*. Le duché de Bourgogne et les compagnies dans la seconde moitié du XIVe s. (bon). — *Aug. Longnon*. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, 1172-1361; t. I : les fiefs. — *René Poupardin*. Le royaume de Provence sous les Carolingiens (important; quelques critiques de détail, par L. Levillain). — *Chanoine Ul. Chevalier*. Sacramentaire et martyrologe de l'abbaye de Saint-Remy. Martyrologe, calendrier, ordinaires et prosaire de la métropole de Reims, VIIIe-XIIIe s. — *Abbé C. Daux*. Tropaire-prosier de l'abbaye de Saint-Martin de Montauriol. — *H. Harrisse*. Découverte et évolution cartographique de Terre-Neuve et des pays circonvoisins, 1497, 1501, 1769 (excellent, surtout en ce qui concerne la cartographie). — *H. P. Biggar*. The early trading Companies of New France (étude détaillée des sources documentaires et narratives).

5. — **La Correspondance historique et archéologique**. 1903, janvier-février. — F. de Villenoisy. Alexandre Bertrand (notice nécrologique). — C. Piton. Deux chapitres de l'histoire de Marly (sur le P. Sébastien, carme, inventeur de diverses machines employées par le roi dans son château; publie en outre deux listes d'invités à Marly en 1715). — Momméja. Bernard de Palissy, agenais; fin. = Mars. P. Deslandres. Un religieux breton au temps des guerres de religion (publie de brèves annales rédigées par un religieux, Robert Yvon, qui fut « ministre » de Rieux et de Châteaubriant; ces notes, placées dans un parfait désordre chronologique, vont de 1563 à 1606). — Vial et Capon. Monographie de la rue de Popincourt; fin.

6. — **La Révolution française**. 1903, 14 avril. — Paul Mautouchet. Le mouvement électoral à Paris en août-septembre 1792; fin. — H. Doniol. Un commissaire des guerres de la République : Claude-Barthélemy Jurie, 1759-1804 (Jurie fut commissaire des guerres du 4 décembre 1792 au 24 octobre 1800). — L. Desternes et G. Galland. La réaction cléricale en Touraine, 1814-1824, d'après la *Pétition pour des villageois qu'on empêche de danser* et d'après des documents contemporains inédits (la *Pétition* est un pamphlet, mais aussi un document, qui est l'expression de la vérité historique). = 14 mai. A. Mathiez. Protestants et théophilanthropes (les fondateurs de la théophilanthropie, Chemin-Dupontès et La Revellière, indiquent nettement qu'ils se sont inspirés du calvinisme; les protestants sont d'accord avec les théophilanthropes qu'il faut une religion pour le peuple et que les deux cultes ont ce qu'il faut pour lui convenir; mais Me de Staël préfère le protestantisme, et M. de Pressensé n'a pour la théophilanthropie que des sarcasmes; les protestants libéraux de l'étranger ont été plus équitables pour la nouvelle forme de religion essayée en France). — Raymond Guyot. Le Directoire et la République de Gênes, 1795-1797; 1er article. — Armand Bénet. Le commissaire des guerres Jurie. — Les imprimés relatifs à la Révolution française au British Museum. —

Notes de lecture : 1° le testament du conventionnel Chabot; 2° l'instruction publique dans le Cher sous le Directoire (publie un rapport de Matfuson, du 1er messidor an VI).

7. — **Revue archéologique**. 4e sér., t. I. Mars-avril 1903. — Dr Carl Jacobsen. Caracalla jeune (deux portraits). — René Dussaud. Notes de mythologie syrienne; I : symboles et simulacres du dieu solaire. — J. Six. Les dates et la durée de l'art mycénien (cet art a fleuri depuis le XVIIIe s., du moins en Crète, jusqu'au VIIIe). — Horace Sandars. Notes sur le bas-relief des mineurs, découvert près de Linarès. — R. Weill. La question de l'écriture linéaire dans la Méditerranée primitive (avec trois tables : des signes linéaires crétois, des signes des tablettes de Knossos et des hiéroglyphes sommaires sur les poteries égyptiennes). — Joseph Déchelette. La sépulture de Chassenard et les coins monétaires de Paray-le-Monial.

8. — **Bulletin de Correspondance hellénique**. 1901, nos 7-10 (1903). — Gustave Mendel. Fouilles de Tégée. Rapport sommaire sur la campagne de 1900-1901. — Joseph Demargne. Les ruines de Goulas, ou l'ancienne ville de Lato en Crète. — Georges Seure. Voyage en Thrace; suite : inscriptions funéraires. — P.-A. Besset. Inscriptions d'Asie Mineure. — Marcel Laurent. Inscriptions de Delphes; I : arbitrage délimitant les territoires de quelques villes de l'Achaïe Phtiote; II : décret amphictionique en l'honneur de Callistos de Cnide (texte d'étendue considérable). — Wilhelm Vollgraff. Inscriptions de Béotie (provenant de Thespies, Thèbes, Livadie). — Pierre Jouguet. Fouilles du Fayoum (rapport sur les fouilles de Médinet-Mâ et Médinet-Ghôran; elles ont donné des objets de l'époque ptolémaïque). — Th. Homolle. Inscriptions d'Amorgos. Lames de plomb portant des imprécations. — Id. Monuments figurés de Delphes. Les frontons du temple d'Apollon. = 1902, livr. 1-6 (1903). Émile Bourguet. Inscriptions de Delphes; I : les comptes de l'archontat d'Aristonymos; II : comptes particuliers des naopes. — Pierre Jouguet et Gustave Lefebvre. Papyrus de Magdôla (aujourd'hui Médinet-en-Nahas). — Paul Jamot. Fouilles de Thespies. Le monument des Muses dans le bois de l'Hélicon et le poète Honestus. — Victor Chapot. Antiquités de la Syrie du Nord (Piérie et Séleucide, Cyrrhestique, Euphranésie, Osrhoène, Commagène). — Gustave Mendel. Le musée de Konia. — Jardé. Inscriptions de Delphes. Actes amphictyoniques de la domination étolienne. — Gustave Mendel. Inscriptions de Kytoros.

9. — **Revue des Études grecques**. 1902, nov.-déc. — A. de Ridder. Bulletin archéologique. — J. de Ricci. Bulletin papyrologique. = 1903, janvier-avril. Jules Oppert. L'année de Méton (corrige, traduit et commente le passage où Diodore de Sicile mentionne, XII, 36, le début de ce cycle; c'est une période de dix-neuf ans établie par Méton, fils de Pausanias, « après avoir pris pour époque de départ le mois de Scirophorion, treizième mois de l'année précédente »). — Fr. Cumont.

La Galatie maritime de Ptolémée. — Ch. Diehl. Sur la date de quelques passages du *Livre des cérémonies*.

10. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1903, n° 2. — Jules Kotchétov-Viesgy. L'autorité dans la Russie ancienne; fin (étudie les trois formes de l'autorité : le prince, la douma, la cohue, puis la prédominence que, dès la fin du XIIe s., une de ces formes prit sur les autres dans les trois principales divisions de la Russie : sud et sud-ouest, nord-ouest, nord-est). — L. Beauchet. Loi d'Upland (introduction; le « livre de l'Église »). — Georges Renard. L'idée d'annulabilité chez les interprètes du droit romain au moyen âge; 1er article. — G. Testaud. Un texte coutumier inédit. La coutume du comté de Clermont-en-Beauvaisis de 1496. = Comptes-rendus : *A. Solmi*. Stato e Chiesa, secondo gli scritti politici, da Carlomagno fino al Concordato di Worms, 800-1122 (important). — *H. Doniol*. Serfs et vilains au moyen âge (refonte partielle d'un ouvrage publié en 1857, mais qui n'a pas été remis exactement au point. Des idées intéressantes, mais contestables).

11. — Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée. 1903, mars. — L'origine des grandes manœuvres. Les camps d'instruction aux XVIIe et XVIIIe s.; ch. III : sous Louis XV, après la guerre de la succession d'Autriche; fin. — La guerre de 1870-1871. Les opérations autour de Metz, depuis le 13 jusqu'au 18 août. La journée du 13 août en Lorraine (exécution des mesures ordonnées pour faire évacuer Metz par le gros de l'armée française); suite en avril : journée du 14 août en Lorraine (retraite ébauchée sur Verdun; mais rien n'avait été préparé; comment vint au général de Goltz l'idée d'attaquer l'armée française qui commençait à se retirer). = Avril. Études sur la campagne de 1799; ch. IX : l'offensive de Championnet, 8-26 déc. 1798 (nombreuses cartes). — La politique de Napoléon Ier en Espagne après la prise de Madrid (extrait du t. III du commandant Balagny, *Campagne de Napoléon Ier en Espagne*).

12. — Journal des sciences militaires. 1902, avril. — Major Z. La guerre de la succession d'Autriche, 1740-1748; suite. — Campagne de 1741-1743. — Opérations militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière; suite en sept. et en nov. = Août. Général Bourelly. Un projet de brûlots lance-fusées en 1804. — La bataille de Cunaxa; fin en septembre (avec cinq cartes). — Commandant Camon. Campagne de 1813; fin. — Capitaine Grange. Une division allemande d'infanterie au combat (Froeschwiller, Sedan, sur la Loire); suite. = Septembre. Général Lewal. Le rôle de Langres dans les invasions passées et futures; suite en novembre. — Commandant Camon. Campagne de 1814. = Novembre. Commandant Camon. Campagne de 1815. — F. Garcin. Le Tonkin et la conquête de 1884-1885.

13. — Revue militaire des armées étrangères. 1902, avril. — La mobilisation et la concentration allemandes en 1870; fin en sept.

— Études sur la guerre sud-africaine, 1899-1900; suite (croquis des opérations du général Gatacre; combat de Stormberg); suite en sept. (opérations sur la Haute-Tugela); en nov. (quatrième tentative pour débloquer Ladysmith).

14. — Le Bibliographe moderne. 1902, sept.-déc. — P. Arnauldet. Catalogue de la bibliothèque du château de Blois en 1518; suite. — Roserot. Catalogue des actes royaux conservés dans les archives de la Haute-Marne; suite. — Henri Stein. Le livre, les archives, les bibliothèques et la bibliographie à l'Exposition universelle de 1900. — Eug. Casanova. Le nouveau règlement général des archives d'état italiennes.

15. — Bulletin critique. 1903, 5 avril. — *Vicomte de Noailles.* Marins et soldats français en Amérique pendant la guerre de l'indépendance des États-Unis (trop de documents et pas assez de bibliographie). = 15 avril. *A. Laveille.* Jean-Marie de La Mennais (très intéressant; il s'agit ici, comme on sait, du frère du célèbre « apostat, » Félicité de La Mennais). — *Fr. Cumont.* Les mystères de Mithra; 2e édit. (remarquable). — *Rod. Lanciani.* Storia degli scavi di Roma, e notizie intorno le collezioni romane di antichità; vol. I (excellent). = 25 avril. *Le P. M.-J. Lagrange.* Études sur les religions sémitiques (ouvrage plein de faits; excellente synthèse des travaux accomplis par les savants les plus autorisés). — *Ch. Tower.* Le marquis de la Fayette et la Révolution d'Amérique; trad. par *Me G. Paris* (élégante traduction d'un texte intéressant). = 5 mai. *Abbé Angot.* Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne; 3 vol. (excellent). — P. Cornelii Taciti De vita et moribus Cn. Jul. Agricolae; publ. par *A. Gudeman* (bonne édition avec commentaire. Long et intéressant article de R. Cahen). = 15 mai. *Louis de Combes.* La vraie croix perdue et retrouvée (bon travail, plein de recherches et d'érudition). — *L.-P. Dubois.* Frédéric le Grand d'après sa correspondance politique.

16. — Polybiblion. 1903, mai. — *A. Bigelmair.* Die Beteilung der Christen am öffentlichen Leben in vorconstantinischer Zeit (dépouillement très consciencieux des ouvrages des Pères). — *Abbé Ed. Pinet.* Le culte de sainte Geneviève à travers les siècles. La compagnie des porteurs de la châsse de sainte Geneviève, 1525-1902 (bon). — *Graf von Hœnsbrœch.* Das Papstthum in seiner social-kulturellen Wirksamkeit (ceci est une machine de guerre contre la papauté). — *L. Batterel.* Mémoires domestiques pour servir à l'histoire de l'Oratoire; 2 vol. (important). — *H. Froidevaux.* Les Lazaristes à Madagascar au xviiie s. (bon). — *Rouard de Card.* La France et les autres nations latines en Afrique (groupe et discute les multiples contestations par lesquelles, pendant la seconde moitié du xixe s., l'Italie, le Portugal et l'Espagne n'ont cessé de combattre l'influence de la France sur le continent africain). — *G. de La Morandière.* Histoire de la maison d'Estouteville en Normandie (aperçu très résumé).

17. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1903, 30 mars. — *Johns.* An assyrian Doomsday book (publie des fragments d'un registre du cens pour le district de Harran, en Mésopotamie, au VIIIe s. avant notre ère). — *S. Consoli.* L'autore del libro *De origine et situ Germanorum* (prétend que la *Germania* est l'œuvre, non de Tacite, mais de Pline l'Ancien). — *J. Bugge.* Norges Indskrifter med de ynre Runer (déchiffre et commente une inscription runique, laquelle aurait été gravée entre 1010 et 1015 et qui serait « le plus ancien document connu en Europe où il soit fait mention de l'Amérique; » on croit y lire en effet le nom de Vinland. Dissertation ingénieuse, mais reposant sur trop d'hypothèses hasardées). — *L. de Ribier.* Charlus-Champagnac et ses seigneurs (érudition confuse et souvent incorrecte). = 13 avril. *R. L. Poole* et *Miss M. Bateson.* Index Britanniae scriptorum quos collegit Johannes Baleus (savante édition du carnet de notes qui a servi à John Bale pour composer son Catalogue des écrivains illustres de la Grande-Bretagne). — Mélanges Couture. — *H. Jadart.* Journal de dom Pierre Chastelain, bénédictin rémois, 1709-1782. = 20 avril. *M. Thibault.* Isabeau de Bavière, reine de France; sa jeunesse, 1370-1405 (très intéressant). = 27 avril. *Fried. Beyschlag.* Die Anklage des Sokrates (combat avec raison la thèse de Schanz, qui soutenait que Socrate fut accusé du seul crime d'impiété. « Le crime religieux fut mis en avant pour flatter l'opinion populaire, mais des raisons politiques furent le fond de l'accusation »). — *Dom F. Cabrol.* Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie; fasc. 1 (très important). = 4 mai. *O. Lorenz.* Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs, 1866-1871 (apporte de précieux documents inédits provenant pour la plupart du grand-duc de Bade; exalte le rôle de l'empereur dans ces années de crise et en fait « le grand successeur du grand Frédéric »). = 11 mai. *R. Poupardin.* Le royaume de Provence sous les Carolingiens, 855-933 (excellent). — *Henri Omont.* Missions archéologiques françaises en Orient aux XVIIe et XVIIIe s. (très intéressant). — *Eug. Hubert.* Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens, 1715-1782 (important). — *E. Denis.* La Bohême depuis la Montagne Blanche (beaucoup de science, de vérité, de vie; mais aussi excès d'imagination et de parti pris. En somme, travail considérable et jusqu'ici sans rival). = 18 mai. *U. von Wilamowitz Mœllendorff.* Der Unterricht im Griechischen (très intéressant). — *Boos.* Geschichte der rheinischen Stædtekultur; t. IV (très belle publication; le t. IV, relatif à l'époque moderne, est très intéressant).

18. — Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1903, 5 avril. — Henri Chérot. Le général Ducrot à Strasbourg, 1865-1870; 1re partie; fin le 20 mai (efforts inutiles tentés par le général en faveur de la réorganisation de l'armée en face de la Prusse, dont il surveillait avec un discernement jaloux les immenses progrès). — Yves de la Brière. L'assistance par le travail à Paris au début du XVIIe s. (intéressants détails sur les mesures prises

par Laffemas pour donner du travail aux mendiants, sur les hôpitaux des « pauvres enfermez » fondés par Marie de Médicis, etc.). — J.-B. Piolet. Les congrégations françaises dans l'Amérique latine. = 20 avril. Alain de Becdelièvre. Le troisième jubilé de l'Escalade (importance historique de cette journée). — Henri Chérot. Les fêtes du centenaire de Quinet. = 5 mai. Jules Doizé. Benoît XIII à Peñiscola (estime légales la convocation et par conséquent la tenue du concile de Pise; admet la légitimité du pape Alexandre V et de son successeur Jean XXIII; pense que Pierre de Luna était parfaitement justifié à défendre ses droits, mais qu'il aurait dû les sacrifier à la cause de l'unité chrétienne). = 20 mai. Joseph Boubée. Shakespeare ou Bacon? 1er article (Shakespeare était un médiocre esprit et un triste caractère. Ses contemporains eux-mêmes ont ignoré son génie; il n'a pas pu écrire les drames qu'on lui attribue); suite le 5 juin (Bacon avait au contraire toutes les forces de l'esprit et les qualités du cœur qui font les grands poètes dramatiques). — Joseph de la Servière. Une controverse au début du XVIIe s. : Jacques Ier d'Angleterre et le cardinal Bellarmin; 1er article. — Paul Dudon. La guerre aux chapelles sous le premier Empire. = 5 juin. J. de Johannis. Les origines de la géométrie (d'après l'Histoire des mathématiques de Zeuthen, trad. par J. Mascart).

19. — La Revue de Paris. 1903, 1er mars. — Lettres de la reine Sophie (Sophie de Wurtemberg, nièce du roi Jérôme de Westphalie, qui épousa en 1839 Guillaume III, roi des Pays-Bas; très dévouée à Napoléon III. Sa correspondance la montre affligée des insuccès puis des revers de la France, de 1862 à 1877, et toujours pleine de sollicitude pour elle). — A. Gazier. Napoléon au conseil d'État, d'après les procès-verbaux inédits du baron Locré (ces procès-verbaux nous donnent un Napoléon passablement édulcoré). = 15 mars. Michel Bréal. Gaston Paris. = 15 avril. Pierre de Ségur. Un grand homme de salons : le comte de Guibert, 1743-1790 (succès prodigieux de son *Essai de tactique;* l'engouement sans pareil dont il fut l'objet gâta l'auteur; il devint dédaigneux et tranchant; il se crut désormais dispensé d'effort et de labeur. Il tomba dans la littérature; des tragédies médiocres le firent entrer à l'Académie française. C'est la seule victoire remportée par ce théoricien de l'art militaire). — Louis Batiffol. Un garde du corps de Louis XIII (Pierre de Bordeaux, sieur de La Sablonnière; d'après ses souvenirs inédits; détails intéressants sur la campagne contre les protestants, en 1622); fin le 1er mai. — P. Arminjon. La protection religieuse dans l'empire ottoman. = 15 mai. Général Trochu. Notes sur la guerre de Crimée (intéressant; des idées, de la phrase; des remarques à noter sur l'armée anglaise et sur les Russes, sur Saint-Arnaud, Canrobert et Pélissier. De lui-même, Trochu a une fort bonne opinion).

20. — Revue des Deux-Mondes. 1901, 1er juill. — Émile Ollivier. La loi des coalitions, 1864 (intéressant, surtout par ce fait que cette loi fut

rédigée par Morny et Émile Ollivier; c'est le commencement de l'évolution qui devait rapprocher l'ancien proconsul républicain du gouvernement impérial. Détails sur la rupture d'Ollivier avec Favre et Simon). — Comte D'HAUSSONVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV; suite : le duc de Bourgogne à l'armée; le siège de Turin et les accusations contre la duchesse de Bourgogne (lave complètement la duchesse du soupçon de trahison en faveur de son père le duc de Savoie). = 15 juill. G. BOISSIER. La conception de l'histoire dans Tacite (ce qu'on pensait avant Tacite sur la manière d'écrire l'histoire; Tacite, élève des rhéteurs. Des sources où il a puisé. De la manière d'écrire l'histoire dans l'antiquité et de nos jours). — Émile OLLIVIER. Napoléon III et Bismarck en Pologne (imprudence du gouvernement français dans cette question. Faiblesse de l'empereur, qui laisse le prince Napoléon réclamer tout haut le rétablissement du royaume de Pologne et se contente de le blâmer tout bas et de l'autoriser à voyager. Il ne fallait point parler en faveur de la Pologne du moment où l'on était décidé à ne rien faire pour elle. On ne fit ainsi qu'aggraver ses malheurs). = 1er août. E. FAGUET. Une Histoire de la Révolution française (celle d'Aulard, qui n'est au fond qu'un fragment de l'histoire de l'idée démocratique en France). = 15 août. Arvède BARINE. La Grande Mademoiselle; 5e art. : la Fronde. — A. FILLON. La caricature en Angleterre : Gillray et Rowlandson. = 1er sept. F. DE NAVENNE. Viterbe. — M. DE VOGÜÉ. Une charrétée révolutionnaire (à propos des *Lettres d'une mère* publiées par M. de Marolles). = 15 sept. E. DAUDET. La princesse de Liéven (d'après sa correspondance inédite et intime avec Guizot. Quelques anecdotes). — ROUIRE. Les colons de l'Algérie; I : la Phase héroïque de la colonisation (1832-1840); suite le 15 oct. : la colonisation officielle et ses résultats. — Aug. FILLON. La caricature en Angleterre; 2e art. : la Société sous Georges III; 3e art. le 14 oct. : Georges III, Fox, Pitt, la Révolution française, Napoléon Ier. — T. DE WYZEWA. Le schisme du chanoine Dœllinger. = 1er oct. GOYAU. Patriotisme et humanitarisme; suite : l'Évolution républicaine, 1882-1900. — J.-V. DES NOYERS. Le pouvoir exécutif aux États-Unis. Les fonctions présidentielles. = 15 nov. Maxime COLLIGNON. Les fouilles de Priène. — L. PINGAUD. Fouché et Napoléon (d'après Madelin). = 1er déc. G. BOISSIER. Le jugement de Tacite sur les Césars. — Ch. BENOIST. Un général espagnol : don Juan Prim (d'après sa biographie par Léonardon). = 15 déc. Comte D'HAUSSONVILLE. Madame de Maintenon, d'après les souvenirs inédits d'une de ses secrétaires (Mlle d'Aumale, fille de Jacques d'Aumale, seigneur de Mareuil; on parle d'ailleurs ici plus encore de Mlle d'Aumale que de Mme de Maintenon elle-même). = 1902, 1er janv. G. HANOTAUX. La crise européenne de 1621. Le problème protestant en Europe; les affaires de la Valteline; suite le 1er févr. : Luynes et le parti protestant. = 15 janv. Ch. BENOIST. Les deux parlementarismes : la cour suprême des États-Unis. — Pierre DE CALMETTES. Une correspondance inédite de

Choiseul et de Voltaire : 1759-1760. = 1er févr. P. Guiraud. L'évolution du travail dans la Grèce ancienne. = 15 févr. G. Hanotaux. La genèse des idées politiques de Richelieu (elles se formèrent dans la lutte entreprise en dessous contre Luynes, qui s'opposait à sa nomination comme cardinal, dans ses entretiens avec Fancan et le P. Joseph. En 1621, ses idées politiques se résument essentiellement dans la guerre contre l'Espagne); suite le 1er mars : Richelieu, cardinal et premier ministre. = 15 mars. Anatole Leroy-Beaulieu. L'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine. Nationalités, religions, gouvernement. — G. Boissier. Les opinions politiques de Tacite. — Ernest Daudet. La reine Victoria en France, 1843. — G. Schlumberger. Le tombeau d'une impératrice byzantine à Valence, en Espagne (il s'agit de Constance, fille naturelle, plus tard légitimée, de l'empereur Frédéric II, sœur par conséquent de Manfred; elle épousa, en 1244, Jean III Dukas Vatatzès; restée veuve sans enfants, elle se retira en Espagne en 1269 et se fit religieuse au couvent de Sainte-Barbe de Valence, où elle mourut en 1313). = 1er avril. Pierre de Ségur. Luxembourg et le prince d'Orange; I : la première lutte (en 1672); 2e art. le 15 avril : l'expédition de Bodegrave; le séjour à Utrecht; 3e art. le 1er mai : l'affaire de Naerden, l'évacuation de la Hollande. = 15 mai. Émile Ollivier. La mort de Morny et ses suites. — Victor Bérard. Les origines de l'Odyssée; 1er art. : Calypso; 2e art. le 1er juin : Nausicaa. = 1er juin. Émile Ollivier. L'entrevue de Biarritz, 1865. — Comte d'Haussonville. Le duc de Bourgogne en Flandre; 1er art. : l'entrée en campagne et le partage du commandement avec Vendôme; 2e art. le 15 juin : la bataille d'Oudenarde; 3e art. le 1er juill. : la revanche des Libertins. = 15 juin. Émile Ollivier. La première candidature Hohenzollern, 1866 (il s'agit de l'élection du prince Charles de Hohenzollern comme prince de Roumanie). = 15 juill. Louis Paul-Dubois. Frédéric le Grand, d'après sa correspondance politique; 1er art. : la politique; 2e art. le 1er août : l'homme. — C. d'Arjuzon. Un étudiant à Paris au XVIIIe s. (lettres inédites de Jean d'Ibarrat d'Etchegoyen, 1786-1789). = 1er août. Albert Sorel. La paix d'Amiens; 1er art. : comment furent signés les préliminaires de la paix; 2e art. le 15 août : comment la paix fut signée; 3e art. le 1er sept. : comment la paix fut appliquée; 4e art. le 15 sept. : comment la paix fut rompue (au delà des faits particuliers que chacune des deux parties peut invoquer contre l'autre pour se justifier d'avoir voulu rompre, l'auteur montre que la rupture s'explique par les causes les plus lointaines de la rivalité politique et commerciale entre la France et l'Angleterre). = 1er sept. A. Barine. La Grande Mademoiselle; l'exil, la vie en province, querelles de famille. = 1er oct. G. Boissier. Les écoles de déclamation à Rome. — Comte de Damas-d'Anlezy. L'éducation du duc de Bordeaux. — Auguste Moireau. La maîtrise de la mer; les théories du capitaine Mahan. = 15 oct. Gilbert Augustin-Thierry. Conspirateurs et gens de police. Le complot des libelles, 1802; suite les 1er et 15 nov., le 1er déc. = 15 nov. Général Zurlinden. Sou-

venirs de captivité; novembre et décembre 1870 (c'est plutôt un récit d'évasion; le capitaine Zurlinden, enfermé à Glogau parce qu'il avait refusé de donner sa parole de ne pas chercher à s'échapper, réussit à s'enfuir le 23 déc. et à gagner la Suisse. Il termina la campagne à l'armée de la Loire). = 15 déc. T. de Wyzewa. L'éducation du roi de Rome (d'après l'ouvrage d'E. Wertheimer). = 1903, 1er janv. H. Houssaye. La seconde abdication; I : le Retour de l'empereur à Paris (hésitations de l'empereur, qui revient épuisé et laisse passer le moment de faire un coup d'état; intrigues de Fouché, qui pousse à l'abdication et se sert comme d'un jouet de Regnaud); suite le 15 janv. : le gouvernement provisoire; Napoléon II. Le départ de l'empereur pour la Malmaison. — E. Daudet. Une vie d'ambassadrice au siècle dernier; I : A la cour de Russie (il s'agit d'une très vieille connaissance : Mme de Liéven; l'auteur a utilisé plusieurs centaines de lettres inédites qui lui ont été communiquées par le comte Alexandre Apponyi, petit-neveu de la princesse; elles se rapportent aux années 1802-1838 et commencent au lendemain même du meurtre de Paul Ier. Détails anecdotiques sur la cour de Russie pendant les premières années d'Alexandre Ier); suite le 1er févr. : à la cour d'Angleterre (où le comte de Liéven fut envoyé comme ambassadeur en 1812; beaucoup de papotages; à noter cependant l'inimitié que la comtesse, maintenant princesse de Liéven, ressentait contre Wellington, à qui elle ne pouvait pardonner d'avoir contrecarré les projets de l'empereur Nicolas dans la question d'Orient); suite le 1er mars : de Londres à Paris (rapports avec Wellington, que Mme de Liéven déteste parce qu'il est l'ennemi de « son empereur; » avec le comte Grey, qui devient bientôt un de ses intimes amis; avènement de Guillaume IV. L'ambassadeur de Russie à Londres ayant été rappelé en 1834, Mme de Liéven rentre à Pétersbourg, que sa santé l'oblige bientôt à quitter. Rupture avec son mari, sur laquelle l'auteur ne donne pas tous les éclaircissements désirables. Mme de Liéven se fixe désormais à Paris). = 15 janv. Émilie Cartier. Journal d'une femme d'un consul de France (pendant les massacres d'Arménie en 1895. Très émouvant). = 1er févr. A. Jeanroy. La poésie provençale au moyen âge; 3e art. : la Chanson. = 15 févr. Godefroy Cavagnac. Les Prussiens en 1813. L'armée de Silésie, Blücher et la Katzbach. — Comte Henry de Castries. Le Maroc d'autrefois. Les corsaires de Salé (la prospérité de Salé provient en grande partie des Maures expulsés d'Espagne au XVIe s., mais les corsaires qui s'y établirent se composèrent pour la plupart de renégats. Histoire de leurs courses au XVIIe et au XVIIIe s.). — F. Brunetière. La religion comme sociologie. — R. Doumic. Madame de Staël et Napoléon. = 1er mars. An. Leroy-Beaulieu. Les congrégations religieuses. Le protectorat catholique et l'influence française au dehors (« la politique de l'anti-cléricalisme est, pour la France, une politique de suicide national »). — J. Lemoine et A. Lichtenberger. Louise de Kérouaille, duchesse de Portsmouth; I : la Conquête du pouvoir (à l'aide de nombreux documents inédits, les auteurs

ont renouvelé un sujet qu'on aurait pu croire épuisé; à une étude psychologique pénétrante, fondée sur une information plus complète, ils ajoutent d'intéressants tableaux de mœurs sur la cour de Charles II et apportent des éléments nouveaux à un important chapitre de l'histoire diplomatique du règne de Louis XIV); fin le 15 mars : une alliée de Louis XIV (il serait injuste de considérer la duchesse de Portsmouth comme un espion au service du grand roi; en réalité, elle fut son alliée; elle servit les intérêts de la France tout comme ceux du roi d'Angleterre, avec indépendance et non sans habileté. Son rôle politique fut considérable; il disparut à la mort de Charles II, à qui elle survécut près de cinquante années, étant morte en 1734; mais Louis XIV lui conserva toujours son estime). — Émile Bertaux. La chapelle Sixtine avant Michel Ange. = 15 mars. Comte Charles de Mouy. Souvenirs d'un diplomate : la délégation des affaires étrangères à Tours et à Bordeaux, 1870-1871 (le point le plus intéressant de cette étude concerne la conférence de Londres relative à la dénonciation par la Russie du traité de 1856 quant à la liberté de la mer Noire, et l'attitude que M. de Chaudordy voulait y faire prendre au représentant de la France). — Georges Goyau. L'Allemagne en Autriche. Un épisode d'histoire religieuse, 1898-1902 (tentative faite par les catholiques allemands, surtout dans les pays où ils sont voisins des Slaves, pour se séparer de Rome, qui leur paraît sacrifier l'élément allemand à l'élément slave. Agitation à laquelle Georges Schœnerer et Karl Wolf ont attaché leur nom). = 1er avril. Comte d'Haussonville. Le duc de Bourgogne en Flandre; I : le Lendemain d'Oudenarde (insuffisance militaire et irrésolutions du duc de Bourgogne, dont toute la volonté consiste à s'en remettre aux mains de Dieu; mésintelligence entre Berwick et Vendôme; blocus de Lille par le prince Eugène. Louis XIV, après avoir donné l'ordre formel d'attaquer l'ennemi pour délivrer la place, finit par se résigner à autoriser les chefs de l'armée à se retirer); suite le 15 avril : la perte de Lille (apathie du duc de Bourgogne, que les secrets encouragements de Fénelon sont impuissants à émouvoir; c'est un prince dévôt, conscient de ses fautes, résigné aux amertumes de la défaute, étourdi comme un écolier en vacances et qui n'avait de goût que pour la vie de cour à Versailles). — Raphaël-Georges Lévi. La disparition de l'argent comme métal monétaire. Une révolution économique. = 15 avril. Émile Ollivier. Un cas de conscience diplomatique en 1866 (après que l'Italie, avec l'aveu de Napoléon III, eut lié partie avec la Prusse contre l'Autriche, celle-ci à un moment se retourna vers l'empereur et lui fit offrir, en retour de la neutralité de l'Italie, et au cas d'une victoire qu'elle remporterait sur la Prusse privée d'alliés, et dont la reprise de la Silésie serait la récompense, de lui abandonner la Vénétie. Cette combinaison eût permis à l'empereur d'arrêter l'Italie et de mettre la Prusse en danger, mais il avait encouragé la Prusse et ne voulut pas paraître ensuite prêt à la desservir). — René Doumic. Le romantisme de Tacite. — T. de Wyzewa. Un mystique

protestant : Jean-Gaspard Lavater. = 1er mai. Émile Ollivier. Sadowa. — Paul Thureau-Dangin. Une page d'histoire de l'anglicanisme : les débuts du *Broad Church*, 1845-1865. — Calmon-Maison. Les galions de Vigo, 1752 (récit, d'après les archives de la Marine, de la dernière campagne maritime commandée par Château-Renault. Il est avéré que les trésors qu'on ne put diriger à temps vers l'intérieur furent pillés par l'ennemi; la mer n'en a rien gardé. Quant à Château-Renault, sa responsabilité dans le désastre est nulle : il faut l'attribuer uniquement à la lâcheté des milices espagnoles commandées par le prince de Barbançon). = 15 mai. Cuvillier-Fleury. Lettres au duc d'Aumale; 1re partie : 1837-1841. — Émile Ollivier. La politique française après Sadowa (l'empereur se réjouit sincèrement de la victoire de la Prusse; mais son gouvernement, voyant dans cette victoire une défaite morale pour la France, l'engagea, malgré lui, dans une politique de compensations qui gâta tout. La demande de compensations convainquit Bismarck que la France n'accepterait jamais sans arrière-pensée l'agrandissement de la Prusse et qu'une guerre avec elle était une inévitable nécessité du développement national allemand). — Pierre de Ségur. Le procès de sorcellerie du maréchal de Luxembourg, 1680; 1er art. : l'arrestation.

21. — **Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1902. Bulletin de nov.-déc. — H. Wallon. Notice sur la vie et les travaux de J.-A.-Adolphe Regnier, membre ordinaire de l'Académie. — Jules Lair. La captivité de Pouqueville en Morée (d'après un ms. inédit du futur académicien, 1798. Intéressant). — Paul Viollet. Rapport, fait au nom de la Commission des Antiquités de la France, sur les ouvrages envoyés au concours de l'année 1902. — Noël Valois. Notice sur la vie et les travaux de M. Jules Girard (avec une bibliographie de ses œuvres).

22. — **Académie des Sciences morales et politiques.** Séances et travaux. Compte-rendu. 1903, 4e livr. — O. Gréard. Michelet et l'éducation nationale. — E. Levasseur. Les sources principales de l'histoire des classes ouvrières et de l'industrie; suite : archives et documents manuscrits (énumère les principaux fonds des bibliothèques de Paris, des archives départementales et communales). = 5e livr. Albert Babeau. Notice sur la vie et les travaux de M. Perrens. — E. Boutmy. La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen et M. Jellinek.

23. — **Société nationale des Antiquaires de France.** 1903. Séance du 8 avril. — M. Chapot fait une communication sur une inscription grecque chrétienne provenant de Harbié, l'ancienne Daphné. = Séance du 15 avril. M. Mowat communique des moulages et des photographies de treize médaillons grecs en or trouvés à Aboukir, et les rapproche de certaines monnaies macédoniennes. — M. de Villefosse communique la photographie d'une jambe de bronze de grandes dimensions, chaussée du *calcius senatorius*, qui a été récem-

ment trouvée au Bourguet (Basses-Alpes) par M. l'abbé Sauvert. = Séance du 29 avril. M. Delaborde attire l'attention de la Société sur une interversion de feuillets qui s'est produite dans le cartulaire de Philippe-Auguste conservé au Vatican. — M. Monceaux fait une communication sur des plombs byzantins avec invocation à la Vierge trouvés en Afrique. = Séance du 6 mai. M. Maurice expose que l'autel représenté sur les monnaies du bas-empire se rencontre toujours sur les pièces frappées dans des villes qui étaient le siège d'une assemblée provinciale. = Séance du 13 mai. M. Henry Martin présente un livre d'heures écrit en lettres blanches sur vélin noir, qui semble provenir de Jean, duc de Berry. — M. de Mély parle de reliques de la couronne d'épines qui auraient été conservées en 804 à Aix-la-Chapelle. = Séance du 20 mai. M. Demaison écrit au sujet d'une découverte de vaisselle romaine en argent qui a eu lieu à Reims en 1900. — M. Hauvette discute la restitution d'une inscription grecque en vers trouvée à Paros.

24. — Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France. Bulletin, 1902, 5e et 6e livr. — Barroux. Les dons et les achats aux archives de la Seine, de 1896 à 1902, état sommaire. = 1903, 1re livr. Lucien Lazard. Les lettres de ratification hypothécaire; contribution à la topographie historique de Paris et du département de la Seine (d'après les archives anciennes d'un bureau d'hypothèques à Paris qui sont entrées en 1901 aux archives de la Seine. Ce fonds contient plus de 35,000 pièces). — H. Omont. Charte de Philippe-Auguste confirmant un accord passé entre l'abbé de Prémontré et les bourgeois de Chauny, relatif à la navigation de l'Oise, juin 1216. — Chateaubriand. Lettre au ministre de la maison du roi relative à l'acquisition de la Vénus de Milo, 24 avril 1823.

25. — Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin. 1903, mars-avril. — Bourrilly et Weiss. Jean du Bellay, les protestants et la Sorbonne, 1529-1535. Après la mort de Louis de Berquin. — J. Roman et N. Weiss. Poursuites en Savoie et en Dauphiné contre Germain Colladon, Michel Protin et le cordelier Marin, d'après une lettre inédite de Michel de l'Hospital, 1551. — J. Vielles et N. Weiss. La signification de l'avertissement pastoral à Montauban, 7 janv. 1683 (comment les protestants de Montauban reçurent l'avis des « malheurs épouvantables » qui attendaient leur « révolte » et leur « schisme »). — H. Dannreuther. La révocation de l'édit de Nantes à Longwy (liste des abjurations imposées aux soldats et officiers protestants qui faisaient partie de la garnison). — H. Patry. La bataille de Jarnac; la campagne de 1569 et le rôle de Coligny, d'après des travaux récents (avec un croquis du théâtre de la guerre; ce combat ne fut qu'une affaire d'arrière-garde à laquelle la mort du généralissime protestant a valu le nom de bataille).

26. — Annales de l'Est. Avril 1903. — A. Debidour. Le général

Fabvier, sa vie et ses écrits; suite (fin de l'expédition de Grèce). — E. Reybel. La question d'Alsace et de Brisach de 1635 à 1639; fin (« si la France acquit l'Alsace en 1639, ce fut grâce à l'habileté politique de Richelieu, qui sut profiter de la détresse des Suédois en 1634, de l'imprévoyance de Bernard de Weimar et de l'avidité de ses colonels »). — E.-P. Beaulieu. Les faux-sauniers sous Louis XIV (étude composée uniquement d'après des pièces d'archives inédites).

27. — Annales de Bretagne. 1903, avril. — A. Le Braz. Un témoignage de Luzel sur la composition du Barzaz-Breiz (Luzel a noté, à la date du 30 octobre 1890, l'aveu recueilli de la bouche même du vicomte de La Villemarqué, que les textes bretons de ce recueil furent établis par l'abbé Henri et l'abbé Guéguen, recteur de Nizon). — Léon Maître. Situation de la marine marchande du comté nantais d'après l'enquête de 1664. — A. Rébillon. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes; suite : la communauté en jurande.

28. — Annales du Midi. 1903, avril. — A. Jeanroy. Un sirventès contre Charles d'Anjou, 1268 (texte et commentaire historique). — A. de Cazenove. Campagnes de Rohan en Languedoc, 1621-1629; fin (avec vingt documents inédits en appendice). — A. Thomas. A propos des coutumes de Laroquebrou (prouve que la ville de Laroquebrou existait avant l'époque, 1282, où des coutumes lui ont été données). — C. Jullian. Questions de topographie et de toponymie méridionales : Monaco (rien n'autorise à donner une origine phénicienne au « Portus Herculis Monaeci »). = Compte-rendu : *O. Schultz-Gora.* Ein Sirventès von Guilhem Figueira gegen Friedrich II (savant et ingénieux).

29. — Revue de l'Agenais. 1903, janv.-févr. — Ph. Lauzun. Le moulin de Barbaste. — Saint-Amans. Journaux de mes voyages aux Isles-du-Vent et Sous-le-Vent de l'Amérique; fin. — J. Marboutin. Deux insurrections à Laugnac (xviiie s.). — C. Lamouroux. Statistique du département de Lot-et-Garonne pour l'année 1789 et l'an IX; fin en mars-avril. = Mars-avril. Ph. Lauzun. Bory de Saint-Vincent et sa correspondance (biographie de Bory, qui fit toutes les guerres de l'empire et ne rentra dans la vie privée qu'après la seconde abdication). — J. Brissaud. Un procès de sorcellerie à Agen au xive s. — J. Marboutin. Les Mémoires d'Antoine de Buard (Buard vint s'établir à Agen en 1593; il y fut marchand et s'y maria; il y mourut en 1650 à quatre-vingt-cinq ans. Fragments de ses Mémoires, commençant en 1621; ils ont un intérêt surtout local). = Bibliographie : *J. Gardère.* Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville (bon).

30. — Revue de Saintonge et d'Aunis. Tome XXIII, 1903, 1er avril. Livraison consacrée presque tout entière à Louis Audiat, décédé le 5 janvier 1903. = 1er mai. Callandreau. Le Masque de fer (ne peut être le comte Mattioli; réponse aux objections de Funck-Bren-

tano dans la *Revue bleue,* 18 et 25 oct. 1902). — J. Pellisson. L'Almanach des députés à l'Assemblée nationale (quelques notes biographiques ou humoristiques sur certains députés saintongeais, d'après un Almanach de 1790). — Paul d'Estrée. La fin d'un fermier général (il s'agit de Pelletier de Montendre, fermier général, de 1759 à 1766; marié en secondes noces à une aventurière, appelée Marie ou Manon Girou, qui avait réussi à lui faire croire qu'elle était fille de Louis XV, il fit, au profit de cette dernière, une donation entre vifs de tous ses biens, ce qui lui valut d'être enfermé pendant quelque temps à la Bastille, 1770. Sénac de Meilhan, intendant de Saintonge, se trouva mêlé à cette aventure).

31. — Revue historique et archéologique du Maine. 1903, 1er trimestre, tome LIII, 2e livr. — Abbé Uzureau. La sénéchaussée de la Flèche et les élections du Tiers, 1789 (publie le cahier des communes de la sénéchaussée). — Édouard de Lorière. Un rôle de la garnison anglaise de Fresnay-le-Vicomte, du 29 décembre 1433 au 29 mars 1434. — Abbé Louis Froger. La paroisse de Bouloire. — La bataille du Mans en 1793; extrait des notes de Joseph-Gabriel de Villiers de l'Isle-Adam (4 pages). — Dom B. Heurtebize. Les avocats au présidial de Château-Gontier aux xviie et xviiie s., d'après des documents inédits (d'après un registre où étaient consignés les « résultats » des assemblées de la compagnie des avocats, de 1680 à 1754).

---

32. — Jahrbuch des k. d. archæologischen Instituts. Bd. XVII, Heft 3. — B. Græf. Antiochus Soter (s'appuyant sur le témoignage des monnaies, l'auteur reconnait Antiochus dans la belle tête de la collection du Vatican, Arndt-Bruckmann, 105, 106; Helbig, *Führer,* 219). — W. Doerpfeld. L'Ithaque d'Homère (la Leukas de nos jours est l'Ithaque d'Homère; Céphallénie est Dulichion; l'Ithaque actuelle est l'île homérique de Same). = Heft 4. O. Puchstein, D. Krencker, B. Schulz, H. Kohl. Les fouilles de Baalbeck, 2e rapport annuel. — Th. Wiegand. Deuxième rapport préparatoire sur les fouilles faites à Milet au nom des musées royaux.

33. — Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Geschichte und deutsche Litteratur und Pædagogik. Jahrg. V, Heft 5. — A. Bauer. Livres nouveaux sur l'histoire grecque (ceux de Pœhlmann, P. Guiraud, Francotte, H. Delbrück). — L. Deubner. Juturna et les fouilles au forum romain (Juturna était une vieille divinité romaine de la santé qui fut associée au culte des Dioscures, les σωτῆρες, culte venu à Rome par l'Italie inférieure. Dans son temple découvert au forum, on guérissait les malades par voie d'incubation). — Gust. Roloff. La transformation de l'armée franque, de Clovis à Charlemagne (ce n'est pas seulement à partir de la bataille de Poitiers, en 732, mais déjà au vie s., que la cavalerie augmenta dans l'armée franque.

A mesure que la domination franque s'étendit sur le sol romain, le système militaire des Germains perdit de sa valeur. Dans les temps troublés qui suivirent la mort de Clovis, les grands propriétaires fonciers, pour défendre leurs biens, équipèrent une partie de leurs gens; ils les employèrent non seulement dans leurs querelles privées, mais encore pour le service royal. Ainsi, l'armée de Charles-Martel ne consistait pas, comme l'a cru Brunner, en une masse d'infanterie, avec seulement quelques cavaliers; elle comprenait des contingents très réduits d'hommes libres de la levée, combattant à pied, et des troupes amenées par les grands et combattant surtout à cheval; ces serviteurs bien armés l'emportèrent naturellement sur les gens de la levée, mal armés et mécontents de servir. Charles-Martel avait donc intérêt à favoriser cette tendance à augmenter la cavalerie; il distribua à ses fidèles les biens de l'Église afin d'augmenter le nombre des cavaliers relevant de lui; d'où la diminution des simples hommes libres et des fantassins. Ces derniers avaient pas encore complètement disparu de l'armée sous Charlemagne; l'évolution ne fut accomplie qu'au IXe s.). = Heft 6-7. Karl Lamprecht. Grandeur et décadence de la Hollande (rapide essor politique et économique du pays sous les princes d'Orange; un des principaux facteurs est l'émigration des marchands fuyant les provinces du Sud asservies par l'Espagne; c'étaient des gens entreprenants et de gros capitalistes; bientôt se formèrent de grandes compagnies de commerce, qui acquirent rapidement une grande situation maritime et coloniale. C'est vers 1648 que cette organisation atteignit à son apogée. La province de Hollande prit la plus grande part à ce développement : en 1622, le chiffre de ses habitants était le tiers de la population totale et le chiffre du contingent matriculaire de 58 1/2 pour cent. Ajoutez l'opposition politique et sociale entre les « Vroedschappen, » ou familles patriciennes des villes, surtout en Hollande, et la masse du peuple; en outre, les « Vroedschappen » étaient arminiennes, tandis que les classes inférieures et la majorité des autres provinces restaient fortement attachées au calvinisme; les vieux calvinistes finirent par l'emporter. Ces divisions politiques et sociales et avant tout les guerres avec l'Angleterre (contre l'Acte de navigation) et avec la France (contre la politique économique de Colbert) amenèrent la décadence. L'émigration des huguenots, en 1685, ranima pendant un temps le pays en donnant un nouvel élan à l'industrie; mais, depuis environ 1730, la Hollande n'est plus qu'une puissance maritime de second rang et cède la place à l'Angleterre). = Heft 8. F. Rachfahl. Une nouvelle conception de l'histoire, du XVIe au XVIIIe s. (réfutation du livre de Spahn : *Die Wiedergeburt Deutschlands im XVII Jahrh. der Grosse Kurfürst*, 1902). = Heft 9. Koepp. Harmodius et Aristogiton (dans la poésie, l'art et l'histoire). — Joh. Mueller. Les impôts et les finances du saint Empire romain au XVIe s. (1° défauts du système d'impôts, qui ne reposait alors que sur les contributions directes;

2° difficultés de l'administration financière, d'après les papiers de Geizkofler, receveur des finances de l'empereur Rodolphe II). = Heft 10. E. Gerland. La Crète (revue rapide des publications récentes sur l'île).

34. — Zeitschrift für ægyptische Sprache und Alterthumskunde. Bd. XL, Heft 1. — Heinrich Schæfer. Un Phénicien sur un tombeau égyptien de l'époque ptolémaïque (musée de Berlin, n° 2118. Ce Phénicien appartenait à la colonie phénicienne de Memphis dont parle Hérodote, II, 112). — Édouard Naville. La stèle de Pithom (texte hiéroglyphique et traduction française de ce document important pour l'histoire de Ptolémée II Philadelphe). — Heinrich Schæfer. L'architecte de la pyramide du roi Phiops Ier et l'expédition du Hammamât (cette expédition eut pour but de tirer des carrières de Wadi Hammamât les matériaux nécessaires pour la pyramide et le temple mortuaire du roi). — Eduard Mahler. Le moyen empire de l'histoire d'Égypte (établit les années de règne des rois de la douzième dynastie à l'aide de papyrus trouvés à Kahun. Montre que, dans les dates égyptiennes d'après la nouvelle lune, il s'agit de la nouvelle lune vraie et non de la nouvelle lumière. Tables de concordance entre le calendrier mobile des Égyptiens et le calendrier Julien des années 2000-1807 av. J.-C.; cette table donne pour chaque premier jour des mois égyptiens la date correspondante du calendrier Julien). — Ludwig Borchardt. Le roi Hyen (un couvercle d'albâtre avec le nom de ce roi a été trouvé en Crète; il doit avoir régné après la douzième dynastie, parce qu'il a usurpé une statue de cette époque. Musée du Caire, Invent., n° 389. Ce fait est important, car il peut servir à dater les fouilles faites en Crète).

35. — Archiv für katholisches Kirchenrecht. Bd. LXXXII, 1902, Heft 1. — Steph. Zorell. L'institution des paroisses et son développement jusqu'à la fin de la période carolingienne (dans les premiers siècles du christianisme, la paroisse, au sens moderne du mot, n'existait pas; les diocèses, appelés *parochiae,* étaient directement soumis à l'évêque. Avec l'expansion du christianisme, il fallut créer de nouvelles églises dans les villes et à la campagne; on y établit des prêtres et diacres venus de la cathédrale. Au IIIe et au IVe s. s'organisa en Orient l'institution des chorévêques qui exerçaient les fonctions épiscopales dans les campagnes des diocèses étendus et surveillaient à la fois le clergé et le culte; elle disparut peu à peu à partir du IVe s. Ils cédèrent la place au système paroissial dont on voit le germe dès le IIIe s.; au IVe et au Ve s., les prêtres de campagne reçurent la charge, jusqu'alors réservée aux évêques, d'administrer le baptême, d'entendre les confessions et d'entreprendre certaines bénédictions. Le concile de Vaison, en 527, chargea expressément les prêtres de prêcher la parole de Dieu. A partir du VIe siècle apparaissent les oratoires privés et les basiliques, appelés au VIIIe et IXe s. des « capellae, » par opposition avec les églises paroissiales, auxquelles était réservé le droit de baptiser : « Ecclesiae baptis-

males, » appelées aussi « plebes » depuis le IXe s. Des décisions strictes furent prises en faveur des paroisses; on leur réserva le culte divin régulier, avec la messe, la prédication et la lecture des Écritures, l'administration des sacrements. Le prêtre chargé des soins de la paroisse reçut, vers le milieu du VIe s., le nom d' « archipresbyter. » La division des diocèses en petites circonscriptions pour le soin des âmes ne cessa de s'accentuer, si bien qu'au commencement du Xe s. le système paroissial était général); fin dans Heft 3. = Heft 3. Steph. Schwietz. Histoire et organisation des monastères pacômiens au IVe s.; suite (remarques sur la règle pacômienne); suite dans les livraisons suivantes.

36. — Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete. Bd. II, Heft 2-3, 1903. — Jul. Beloch. Les possessions étrangères des Ptolémées (importante contribution à l'histoire des Ptolémées. Suit dans chacune de ses phases l'extension de leur empire en Cyrénaïque, Syrie, Cypre, Cilicie, Pamphylie, Lycie, Carie, Ionie, Thrace, dans les Cyclades, en Crète, en Éthiopie; elle atteint son point culminant sous Évergète Ier; la décadence commença aussitôt après la mort de Philopator; la Cœlé-Syrie et la plupart des possessions en Asie Mineure furent prises par Antiochus; la Thrace, la plupart des possessions dans les îles de la mer Égée et plusieurs villes de l'Asie Mineure, par Philippe; Rhodes acquit Kannos; d'autres localités se rendirent indépendantes; Cyrène s'affranchit, en 116, sous Ptolémée Apion, pour tomber, après sa mort, aux mains des Romains. La vallée du Nil au sud de Syène fut aussi perdue. L'empire des Ptolémées se trouva donc réduit à l'Égypte propre, jusqu'à la conquête romaine, en 30 av. J.-C.; sous Philopator, la superficie de l'empire était d'environ 125,000 kil. carrés, inférieure en ce point seulement au royaume des Séleucides; mais il comprenait les pays où la densité de la population était alors la plus forte du monde, le nombre des habitants étant de 9 à 11 millions). — L. Mitteis. Papyrus grecs de Leipzig (documents du IVe s. apr. J.-C. environ; ils contiennent de nombreux renseignements sur l'administration de l'Égypte et sur la prosopographie). — Fr. Hultsch. Contributions à la métrologie égyptienne. — U. Wilcken. Les papyrus de Berlin trouvés à Herakleopolis Magna (rapport sur l'expédition de Wilcken et de H. Schaefer en 1898-1899; les papyrus ont été détruits par un incendie dans le port de Hambourg). — Rapports de Crœnert, C. Schmidt, U. Wilcken sur les publications récentes de papyrus.

37. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Klasse. 1903, Heft 1. — A. Spengel. Pour servir à l'histoire de l'empereur Tibère (étude critique sur certains événements de ce règne; veut prouver : 1° que l'ordre de mettre à mort Agrippa Postumus n'est pas venu de Tibère; 2° que les légions du Rhin n'ont pas proclamé Germanicus empereur; 3° que, dans le récit de Tacite sur les campagnes de Ger-

manicus, plusieurs traits n'ont pas de réalité historique; 4° que Germanicus mourut de mort naturelle; 5° de même aussi Drusus, le fils de Tibère; 6° que Séjan n'ourdit aucune conspiration; Tibère le fit arrêter et mettre à mort, comme il le dit lui-même, « quod comperisset furere adversus liberos Germanici, filii sui. » Il ne voulait pas perdre encore son dernier petit-fils, Gaius. C'est seulement plus tard que l'affaire fut officiellement qualifiée de « seditio Sejani »).

38. — K. Akademie der Wissenschaften zu Berlin. Abhandlungen. 1902, Anhang, ou Mémoires présentés par des savants étrangers à l'Académie. — H. Schæfer. Un fragment d'annales de l'ancienne Égypte, avec des contributions par L. Borchardt et K. Sethe (l'inscr. égyptienne du musée de Palerme qui a été publiée pour la première fois par A. Pellegrini dans l'*Arch. stor. sicil.*, 1896, est un fragment d'annales officielles des plus anciens temps, jusqu'à la 5e dynastie. Pour chaque règne, les années sont marquées non par des nombres, mais par des événements importants et significatifs. Elles deviennent de plus en plus détaillées à mesure qu'on se rapproche de l'époque où elles ont été écrites. Nouvelle édition du texte, avec une traduction. 41 pages et 2 photogravures). — W. Stieda. Les sources de la statistique commerciale au moyen âge (1° notes de douane; on en a, par exemple, en Angleterre, qui remontent au temps d'Édouard Ier; 2° registres de navigation tenus par chaque place afin de lever l'impôt sur chaque navire entrant et sortant; on en a pour Lubeck, Danzig et Reval; ceux de Lubeck commencent en 1388 et vont jusque dans la première moitié du xvie s.; 3° listes de pertes subies par des marchands ou des groupes de marchands, dont les navires avaient fait naufrage ou avaient été enlevés par des pirates, à l'effet de faire valoir leurs droits en cas de sauvetage ou d'appuyer des réclamations auprès d'une puissance étrangère; ces listes font bien connaître la nature et les quantités de marchandises transportées. On trouve des listes semblables dans un grand nombre de registres des villes de la mer du Nord et de la Baltique; 4° livres de commerce; tenus d'abord par des prêteurs qui y consignaient leurs créances, ils prirent bientôt une importance toujours plus grande et furent mis en pratique par d'autres personnes encore. En Italie, les livres de commerce étaient généralement employés au xive s.; le plus ancien est un fragment de livre de commerce florentin de 1211. Ces documents, dont il nous reste malheureusement fort peu pour le moyen âge, sont une source importante pour la statistique commerciale et qui n'a presque jamais encore été utilisée. En appendice, publie plusieurs listes de pertes).

39. — Archiv des historischen Vereins von Unterfranken und Aschaffenburg. Bd. XLIV. — L. Boehm et K. Ruetzel. Histoire d'Aschach en Basse-Franconie (depuis sa première mention au xiie s.). — Dom. Duynestee. Le moine augustin Onufrius Schambach, 1645-1725 (biographie et tableau de l'activité des Augustins dans la seconde période de prospérité de l'Ordre).

40. — Archiv für Hessische Geschichte und Alterthumskunde. N. F., Bd. III, Heft 2. — W. Fabricius. Les anciennes unions pour la paix des comtes de Vettéravie (publie les plus anciennes chartes d'union de 1422, 1428 et 1437; ces unions avaient pour but de faire régner la paix, de régler à l'amiable les différends survenus entre leurs membres; unions défensives et créées pour un temps limité, elles pouvaient être renouvelées en cas de besoin. De ces associations de comtes naquit, peu à peu, une union de la haute noblesse du pays rhénan qui tenait des assemblées annuelles ou « Grafentage, » avait un président et prenait aussi en main, dans les diètes, les intérêts des comtes; elles finirent par former dans la diète des derniers temps du saint Empire romain la curie des comtes de Vettéravie). — Fr. Kofler. Forteresses de l'époque de Hallstatt à Koberstadt (près de Darmstadt; elles se composaient d'un système combiné de palissades, de fossés et de murs. Comme elles restèrent pendant peu de temps dans un état capable de servir de défense, ainsi que les fouilles l'ont démontré, et qu'elles n'ont point leur pareil dans le sud et le centre de l'Allemagne, il est probable qu'elles ont été établies, entre 1000 et 800 av. J.-C., par une population étrangère, puis qu'elles furent abandonnées après l'expulsion des habitants primitifs ou après une fusion avec elle). — Éd. Anthes. Contributions à l'histoire de la colonisation entre Rhin, Mein et Neckar (1° objet de l'âge de pierre; 2° anciens établissements de défense et centres habités dans cette région).

41. — Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Kœln. Heft 31. — Liste des plans et des vues pour servir à l'histoire de Cologne et de ses environs qui se trouvent aux Archives historiques et au Musée historique (1,975 numéros, avec deux index, 335 pages).

42. — Neue Heidelberger Jahrbücher. Jahrg. XI, Heft 2. — Alex. Cartellieri. Contributions à l'histoire d'Albert de Hohenberg, d'après les archives du Vatican (il fut chancelier de Louis de Bavière, qui l'envoya en ambassade à Avignon en 1341; il se laissa corrompre par le pape Clément VI, trahit la cause de l'empereur et passa au service du pape. Les documents montrent que, dans les années suivantes, il résida, non dans Avignon, mais en Allemagne, avec une mission du pape; à Fribourg, à Vienne, à Constance).

43. — Preussische Jahrbücher. Bd. CX, Heft 1. — K. Trost. Luther, d'après les historiens catholiques (c'est parce qu'ils voulurent montrer que leur science valait bien celle des protestants que les historiens catholiques récents ont adouci les expressions haineuses à l'égard du réformateur et ont rendu quelque justice à son œuvre. On saisit déjà la trace de cet effort chez Dœllinger, et, plus récemment, chez Ehrhard, auteur du livre *Der Katholicismus und das XX Jahrhundert*). — Arnold Diezmann. Les Universités russes dans leurs rapports avec la politique russe (à la constante alternative entre la politique réactionnaire et libérale en Russie correspondent les phases du développement de

ces Universités; sous l'influence de Chouvalov, Élisabeth fonde, en 1755, l'Université de Moscou. Dans la première partie de son règne, Catherine II favorise de toute manière l'instruction, mais la réaction reprit le dessus avec la Révolution française. Les années les plus fécondes pour le haut enseignement furent ensuite les années 1801-1815; Alexandre Ier promulgue, en 1803, un statut libéral pour les Universités; il fonde les Universités de Pétersbourg, Kasan, Kharkov; ses successeurs fondèrent les écoles supérieures, prévues par lui, de Kiev, Tomsk, Odessa. A partir de 1816, réaction et libéralisme alternent rapidement. Une nouvelle vie recommence avec les tendances réformatrices d'Alexandre II; mais Alexandre III, en luttant avec une main de fer contre la révolution menaçante, tua aussi toute vie intellectuelle). = Heft 2. Félix Rachfahl. Le roi Frédéric-Guillaume IV et la Révolution de mars à Berlin, d'après des documents nouveaux (ces documents nouveaux sont tirés des papiers de Nobiling, conseiller municipal de Berlin; ils sont beaucoup plus importants qu'on ne pourrait le supposer d'après l'usage superficiel qu'en a fait Sybel. Ils comprennent : 1° le Journal de Nobiling, conseiller municipal et major de la landwehr, sur les événements de 1848; 2° des extraits pris par Nobiling, des mémoires aujourd'hui perdus du général de Prittwitz, avec des notes ajoutées par lui-même. Ces documents nous donnent une image, riche de faits et de vie, des événements; ils permettent de suivre la conduite du roi presque heure par heure. Ce n'est pas par pusillanimité qu'il craignit d'engager la lutte contre sa capitale rebelle; sa conduite personnelle lui était dictée par l'idée qu'il se faisait de la politique allemande. L'auteur avait déjà exposé ce point de vue dans un livre paru en 1901); fin dans Heft 3. = Heft 3. Paul Wittichen. Frédéric de Gentz et la politique anglaise en 1800-1814 (Gentz avait reconnu la nécessité de rapprocher les puissances continentales de l'Angleterre pour affranchir l'Europe. Il représenta ce point de vue en 1799 et en 1800 dans un journal soutenu par le gouvernement prussien. Quand la politique prussienne eut incliné vers la neutralité, il s'offrit pour continuer cette politique en faveur de l'Angleterre et avec son appui. Cette offre fut acceptée et, dans une entente constante avec les ministres anglais, il continua la lutte à sa manière, sans être lié par aucune instruction. Il ne fut jamais un défenseur aveugle de la politique anglaise, car il protesta vivement contre la paix d'Amiens, la troisième coalition, les négociations de Fox en 1806, et l'attitude de l'Angleterre dans les pourparlers pour la paix).

44. — Westdeusche Zeitschrift für Geschichte und Kunst. Jahrg. XXI, Heft 4. — Hans Lehner. Félix Hettner (notice nécrologique sur cet ancien directeur du musée provincial de Trèves, fondateur et directeur de la *Westdeusche Zeitschrift* et président de la Commission du « Limes imperii »). — Forst. Supplément au Mémoire sur le développement territorial de la principauté de Prüm (paru au t. XX, p. 284, de la *Westd. Zeitschr.* Le décret du pape Nicolas II concernant les immunités des monastères de la Franconie occidentale,

en 863, est un faux, composé sans doute en faveur de l'abbé de Prüm Richarius sous Charles le Simple, 911-925). — H. Lehner. Muséographie de l'année 1901.

45. — Zeitschrift des deutschen Palæstina-Vereins. Bd. XXV, Heft 3-4. — G. Schumacher. Dscherasch (c'est l'ancienne Gerasa, dans le pays à l'est du Jourdain. 1° Sa situation et ses habitants; ces derniers sont des tcherkesses qui, en 1860, abandonnèrent la Russie méridionale pour des motifs de religion et furent établis là par le sultan en 1878; 2° son histoire à l'époque hellénique et à celle des Macchabées; son temps de splendeur est au IIe s. apr. J.-C.; sa décadence commence depuis le VIIe; elle fut détruite dans la guerre de Baudouin II contre le roi de Damas; 3° constructions et monuments de l'époque romaine et chrétienne, avec beaucoup de dessins et 4 planches). — G. Gatt. Pour servir à la topographie de Jérusalem (sur Josèphe, *Bell. Jud.*, V, 4, 1). — Imm. Benzinger. Les ruines d'ʿAmwâs (d'après P. Barnabé, *Deux questions d'archéol. palestin.* Jérusalem, 1902).

46. — Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte und Altertumskunde. Nouv. série, Bd. XIII, 1903, Heft 1. — Fr. Perthes. Tableaux de la vie ecclésiastique et sociale dans le territoire du duché actuel de Gotha, au temps qui précéda immédiatement la Réforme (intéressant travail de 104 p.). — G. Einicke. A quoi ont été employés les biens des couvents dans le pays de Schwarzbourg à l'époque de la Réforme? (le comte Gunther XL introduisit dans ses domaines la Réforme et, en même temps, supprima les fondations ecclésiastiques; une petite partie seulement de leurs revenus fut appliquée « ad pias causas, » la plus grande fut employée pour le commun profit du pays et pour l'entretien de la cour); fin dans Heft 2. = Heft 2. L. Armbrust. La famille noble de Balenhausen (elle avait son siège héréditaire à Ballhausen dans l'Altgau de Thuringe. Les premiers documents qui la concernent sont de l'an 1110. Son représentant le plus important fut Conrad de Balenhausen, le conseiller de Frédéric Barberousse, qui le nomma, en 1162, podestà de Ferrare. Suite de l'histoire de cette famille jusqu'à son extinction en 1420; 108 pages). — Georg Berbig. Inventaire des biens meubles au monastère de Mœnchrœden, près de Cobourg (rédigé en 1531 à la demande des séquestres de l'électorat de Saxe. Publie le texte de ce document, intéressant pour l'histoire des mœurs à cause de l'énumération détaillée de tous les trésors du monastère, des pièces sur parchemin et autres, ainsi que de tous les ustensiles domestiques). — O. Dobenecker. Le chapitre et la commanderie de Porstendorf sur la Saale (l'évêque Bruno II, de Misnie, fonda en cet endroit, au plus tôt en 1209, un chapitre de chanoines augustins; tout près se trouve, depuis 1221, une commanderie de l'Ordre teutonique. A cette dernière fut rattaché le chapitre, en vertu d'un traité passé avec l'archevêque de Mayence Sigfrid II. En 1226, l'Ordre teutonique vendit au monastère de Pforte

les biens qu'il possédait à Porstendorf). — St. Stoy. Le duc de Gotha, Ernest le Pieux (1602-1676. Récit détaillé de ses efforts religieux).

47. — Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen. Bd. XVII, Heft 1. — Fr. Nesemann. La confrérie des drapiers de Lissa (elle se sépara en 1714 de la compagnie de Posen, en s'appuyant sur un privilège d'Auguste le Fort. Son histoire et son organisation) ; fin dans Heft 2. = Heft 2. Th. Wotschke. André Samuel et Jean Seklucyan, les deux premiers prédicateurs de l'Évangile à Posen (André Samuel prêchait à la cathédrale de Posen déjà en 1520; depuis 1522, il ne cessa de répandre intrépidement, par la parole et par l'écriture, la doctrine luthérienne. En 1535, il fut obligé de quitter la ville; il alla poursuivre son enseignement théologique dans différentes Universités et entra ensuite au service d'Albert de Prusse; il mourut en 1549 à Marienwerder. Jean Seklucyan, né en 1498, fit ses études à Leipzig, puis prêcha à l'église allemande de Marie-Madeleine à Posen; il fut conquis à l'Évangile par les sermons et par les livres de Samuel. A Kœnigsberg, il prêche, il traduit, pour la première fois, le Nouveau Testament en polonais, 1551, et crée une grosse littérature d'édification évangélico-polonaise. Les mélodies de l'église polonaise reposent tout entières sur son livre de chants sacrés de 1559; il mourut en 1578). — G. Brandt. La peste des années 1707-1713 dans la province actuelle de Posen.

---

48. — Archiv des Vereines für Siebenbürgische Landeskunde. N. F. XXX, Heft 3. — Joh. Hœchsmann. Le différend au sujet de la combourgeoisie (au xviiie s. Il s'agit de la lutte engagée par les Saxons de Transylvanie pour le maintien de leurs privilèges, qui interdisaient de conférer à d'autres races les droits de combourgeoisie, ainsi que d'acheter des terres et des maisons sur le domaine royal. La lutte se termina d'une façon malheureuse pour les Saxons, par les lettres patentes de combourgeoisie données par l'empereur Joseph II le 4 juillet 1781). — Rud. Theil. Contributions à l'histoire agraire en Saxe au xviie s. (publie deux documents, de 1630 et de 1659, relatifs à la culture et à la division de la terre). — R. Theil. Les comtes héréditaires de Hetzeldorf (histoire de cette famille jusqu'à son extinction en 1528. Documents publiés en appendice).

49. — Wiener Studien. Zeitschrift für klassische Philologie. Jahrg. XXIV, 1902, Heft 2. — Jos. Mesk. La guerre de Chypre (lutte du prince Evagoras, insurgé contre les Perses, 390-380 av. J.-C.). — Jul. Jung. Hannibal chez les Ligures. Notes historiques et topographiques pour servir à l'histoire de la seconde guerre punique; suite (3° le pays du Pô en 218; 4° les commencements de Saena; conclusion : après sa marche à travers les marais, de ce côté de l'Arno, Hannibal a dû se diriger vers Arezzo par le pays de Fæsulæ). — G. Schœn. De la part prise par Domitius Calvinus à la Regia et aux fastes capitolins

(lorsqu'Auguste décréta le triomphe sur l'Espagne en l'honneur de son subordonné Domitius, en 36, il décida que les sommes tirées des villes espagnoles seraient employées pour reconstruire la Regia, qui avait été incendiée. Elle fut élevée, en effet, cette même année, conformément aux instructions d'Auguste. Si la part de Domitius à la reconstruction de la Regia est ainsi bien déterminée, il n'en est pas de même pour l'établissement des fastes capitolins; ici, Auguste seul est le promoteur de l'entreprise; il fit dresser les tables d'après le « Liber annalis » d'Atticus). — Nic. Vulič. L'emplacement des Triballes à l'époque romaine (du ve s. av. J.-C. jusqu'à l'époque romaine, ils occupèrent le même emplacement en Mésie; ils atteignirent à l'ouest jusqu'au Margus ou Morawa et à l'est jusqu'à l'Œscus). — Arthur Stein. L'usurpateur Domitien (prétendant gaulois à l'empire contre Aurélien). — Ad. Bauer. La liste des « Praefecti Augustales » (ce titre remplaça en 367 ap. J.-C. le titre ancien de « praefectus » ou « dux Ægypti ». La liste des « Praefecti Augustales » est complétée pour les années 383-392 au moyen d'un papyrus). — Domaszewski. Le tribunal des « signa » (explication de l'inscr. *C. I. L.* VI, 3559). — E. Ritterling. Explication d'Arrien, ἔκταξις κατ' Ἀλανῶν (d'après cet ouvrage, l'armée de Cappadoce comprit, à partir d'Hadrien, deux légions, quatre « alae » et au moins douze cohortes). — A. von Premerstein. Soldats romains considérés comme fermiers (le système consistant à fixer au sol les soldats en leur donnant à ferme des fonds de terre a été favorisé surtout par les Sévères; mais il vient d'Égypte, où, déjà du temps d'Auguste, on assurait aux troupes une sorte de vie de famille, en rapport avec les institutions des Ptolémées. Les réformes de Sévère sont le premier pas dans cette voie, qui fit des troupes romaines établies sur le Limes une milice territoriale, fixée au sol héréditaire, celle des « limitanei » ou « riparienses »). — C. Cichorius. L'œuvre historique de Sempronius Tuditanus (consul en 129 av. J.-C., Sempronius n'a pas composé d'œuvre historique; on ne peut lui attribuer qu'un ouvrage sur les institutions et le droit politique, intitulé « Magistratuum libri ». Les fragments qui nous en sont parvenus cadrent tous avec cette œuvre). = Outre les mémoires qui viennent d'être mentionnés, la présente livraison contient de nombreux articles sur l'administration, la prosopographie, les inscriptions romaines, réunis pour fêter le 60e anniversaire de la naissance d'Eugène Bormann.

50. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. 1903, n°s 1-2. — *Czermak.* L'égalité devant la loi des orthodoxes et des catholiques en Lithuanie (on dit que cette égalité a été consentie par un privilège de Ladislas Jagellon, donné à Grodno, le 15 octobre 1432; mais il est certain que ce privilège ne reçut jamais la sanction du souverain. Il a été accordé deux ans plus tard par Sigismond, grand-duc de Lithuanie, à Troki, en 1434). — *Kutrzeba.* Les origines et la juridiction des fonctionnaires royaux, dits « starostes, » en Pologne jusqu'à la fin du xive s.). = N° 3. *Ad. Ketrzynski.*

L'introduction en Pologne de l'Ordre teutonique par Conrad, duc de Mazovie (étude critique sur les documents vrais et faux relatifs à cet événement, 1216-1230).

---

51. — Századok (les Siècles), décembre. — A. Ballagi. Éloge de François Salomon, 1825-1892 (éminent comme critique littéraire et comme historien. Ses œuvres principales sont : la Hongrie sous la domination turque; les premiers Zrinyi; la Pragmatique Sanction; la guerre chez les anciens Magyars; Histoire de Budapest. On lui a élevé un monument à Budapest). — G. Fraknói. Le roi Jean et le Saint-Siège; fin (la mission diplomatique d'Antoine Verancsics auprès du pape Clément VII; les négociations de Jean Zapolyai avec le Saint-Siège, entre 1532 et 1534. On voit que le pape penchait d'abord du côté du compétiteur de Ferdinand Ier). — E. Richter. Deux épisodes de la vie de Valentin Balassa (les querelles de Balassa avec la ville de Selmecz et une lettre inédite de Balassa du 28 janvier 1578). — J. Karácson. Le passage de l'armée turque à travers la Transylvanie en 1661 (d'après l'ouvrage, récemment découvert, de l'historien turc du xviie s. Evlia Cselebi. Cet ouvrage, très important pour la géographie et l'histoire des guerres turques en Hongrie, est édité actuellement, avec le concours de l'Académie hongroise, par Ahmed Dsevdet). = Comptes-rendus : *R. Békefi*. Histoire de l'abbaye de Pásztó, 1702-1814; documents sur l'abbaye de Pásztó, 1342-1812 (forment les t. IV et V de l'Histoire des abbayes cisterciennes de la Hongrie; important. Les documents sont au nombre de 190, la plupart du xviiie s.). — *O. Olchváry*. La guerre d'indépendance de 1848-1849 dans le sud de la Hongrie (étude stratégique). — *F. Kováts*. Le commerce extérieur dans l'ouest de la Hongrie au xve s. (important; a utilisé les registres des douanes de Pozsony de 1457 à 1458 et ceux de la comptabilité de la ville). — *G. Bigoni*. Note ungariche; I : Il perchè d'una croce obliqua et di certi versi danteschi (intéressant). — *F. Schuller*. Schriftsteller-Lexicon der Siebenbürger Deutschen; t. IV (supplément au Schriftsteller-Lexicon de Trausch, qui a paru, de 1868 à 1871, en trois volumes). — *B. Pettkó*. Les chartes du comitat de Szabolcs d'avant 1526 (la plus ancienne charte date de 1335). = 1903, janvier. P. Tóth-Szabó. La Hongrie à la fin du xve s. d'après les « supplications » adressées aux papes; suite en février, mars, avril (l'auteur a compulsé les supplications que les Magyars, depuis le roi jusqu'au plus pauvre moine, adressèrent, entre 1490 et 1500, au pape Alexandre VI, et nous décrit, à l'aide de ces demandes, la situation religieuse, sociale, morale et intellectuelle de la Hongrie à cette époque). — L. Ováry. La campagne de 1866 et l'émigration hongroise (fait connaître les chapitres relatifs à la Hongrie de l'ouvrage de *Luigi Chiala* : Ancora un po' più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866). — S. Márki. Saint Hiéronyme (né en Pannonie, saint Hiéronyme fut le premier à réclamer la liberté et l'indépendance de l'historien; a parlé de la Dacie, de la Pannonie et des

Huns. Biographie du saint). = Comptes-rendus : *Jules Gyomlay*. La tactique de Léon le Philosophe comme source historique magyare (l'auteur va trop loin quand il prétend que la tactique, copiée sur celle de Mauricius, n'a aucune valeur pour l'histoire et les mœurs des anciens Magyars). — *A. Timon*. Histoire de la constitution et du droit hongrois (excellent; une traduction allemande ou française est à souhaiter). — *J. Eszterházy*. La famille Eszterházy et ses branches latérales (bon; le livre est accompagné d'un recueil de documents; l'absence d'index est regrettable). — Études de Ladislas Arany (ces études littéraires, politiques et historiques méritaient d'être recueillies; elles forment les t. III et IV des œuvres complètes de l'écrivain, mort en 1898, et qui était le fils du grand poète national Jean Arany). = Février. T. Vécsey. Éloge d'Émeric Hajnik; voy. l'analyse du numéro de septembre 1902 (cet éloge de 50 pages est très décousu). = Comptes-rendus : *Jules Pauler* et *Alexandre Szilágyi*. Les sources de l'occupation de la Hongrie (critique des sources byzantines : les chroniques et les chapitres détachés du *De administrando imperio*, de Constantin Porphyrogénète). — *E. Fináczy*. Histoire de l'instruction publique hongroise sous Marie-Thérèse; t. II (important). — *G. Ferdinándy*. Les pactes constitutionnels dans le droit public magyar (la partie historique est bonne). — *K. Szongott*. Monographie de la ville de Szamosujvár, 1700-1900, 3 vol. (œuvre d'un dilettante, mais qui rendra des services; le troisième volume est consacré à l'Église métropolitaine des Arméniens de Hongrie). — *K. Divald*. La forteresse de Sárospatak (bonne description). — *I. Irinyi*. Les archives de la famille Irinyi (faible). = Mars. A. Pór. Les rapports entre la Hongrie et la Pologne au xive s.; suite en avril (les rapports entre les deux pays existaient dès l'établissement des Magyars en Europe; ils devinrent plus fréquents vers la fin du xiiie s.; sous les Anjous, au xive s., ils sont constants, parce que Louis le Grand était en même temps roi de Pologne; sa fille Hedwige, qui a épousé Wladislas Jagellon, devint la fondatrice de la grandeur de la Pologne. Le premier article de M. Pór établit les rapports de Wladislas Lokietek avec le roi magyar Ladislas IV, 1272-1290. Le second parle du premier mariage de Charles Ier d'Anjou avec Marie, fille du duc Casimir de Teschen; de son troisième mariage avec Élisabeth, fille de Wladislas, roi de Pologne, et des campagnes que le roi magyar a faites, de 1320 à 1333, en faveur de son beau-père). = Comptes-rendus : *Jules Pauler* et *Alexandre Szilágyi*. Les sources de l'occupation de la Hongrie (3e compte-rendu sur cet ouvrage. Critique des sources orientales éditées par G. Kuun). — *I. Kont*. Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1772-1896 (fait avec beaucoup de soin et de patience). — *K. Schrauf*. Matricules de la Natio Hungarica à l'Université de Vienne de 1453 à 1630 (bonne édition). — *A. Veltzé*. Ausgewählte Schriften des Raimund, Fürsten Montecuccoli; t. I-IV (intéressant pour la Hongrie aussi bien que pour l'Autriche). — *A. Jalava*. Frans Deák (bonne monographie du savant finnois sur l'homme d'État hongrois). — *G. Kuun, Sophie*

Torma et *G. Téglás*. Histoire du comitat Hunyad (ce premier volume s'occupe de l'archéologie du comitat depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'occupation du pays par les Magyars). — *J. Szentkláray*. Souvenirs historiques de Csatád (publié à l'occasion des fêtes du poète Lenau, né à Csatád). = Avril. J. Szentpétery. La charte de fondation de l'évêché de Veszprém (elle date de 1009; le dernier volume des *Monumenta Germaniae historica* : Diplomata Henrici II et Arduini, n° 389, permet de conclure que la charte de saint Étienne a été faite par un clerc de la chancellerie italienne; elle présente, en effet, plus de ressemblance avec certaines chartes d'Arduin qu'avec la charte d'Henri II, à laquelle les éditeurs des *Monumenta* l'ont comparée). = Comptes-rendus : *Vojnovič*. Statuta confraternitatum et corporationum Ragusinarum ab aevo XIII-XVIII (forme le t. VII. I. 2. des « Monumenta historico-juridica Slavorum meridionalium, » édités par l'Académie de Zagreb; important pour l'histoire des métiers; excellente édition). — *M. Petri*. Monographie du comitat de Szilágy (en trois volumes; récit attachant). — *E. Wertheimer*. Der Herzog von Reichstadt (important; une traduction française est à souhaiter). — *G. Ráth*. L'industrie d'art; t. I (chapitres intéressants sur les sceaux, la mosaïque et les médailles). — *A. Sennowitz*. Jean Manlius (contribution à l'histoire de l'imprimerie en Hongrie; trop d'hypothèses). — *J. Sindelár*. Contribution à l'histoire de l'impôt de la martre (cet impôt, — *marturina*, — nommé chez les Slaves *kunovina*, chez les Magyars *nyestalia*, est d'origine slave; il fut perçu en Hongrie jusqu'à la fin du xve s.).

52. — Budapesti Szemle. Décembre. — A. Vambéry. La Russie dans le golfe Persique (non contente de dominer toute la partie nord de la Perse, la Russie voudrait également devenir maîtresse dans la partie sud. Pour le nord, la statistique commerciale démontre que, sur 8 millions de livres sterling de transactions, la Russie figure pour 56 °/₀, l'Angleterre pour 24 °/₀ et la France pour 5 1/2 °/₀). — E. Mahler. L'ancienne Égypte (conférence faite au Musée national de Budapest). — G. König. Antoine Szirmay, 1747-1812 (biographie détaillée de l'auteur de Hungaria in parabolis, Jacobinorum hungaricorum historia, et Historia arcana. Ce dernier ouvrage contient les mémoires de Szirmay. On lui doit également un Codex de Delictis). = Comptes-rendus : *B. Jánosi*. Histoire de l'Esthétique (3 vol.; important). — *Alexandre Apponyi*. Hungarica (t. II de la description bibliographique de la bibliothèque d'Apponyi, de 1600 à 1720). = 1903, janvier. D. Angyal. François Kölcsey, 1790-1838; suite en février (poète et orateur politique. Kölcsey a joué un rôle important dans la diète de 1832 à 1836 comme député du comitat de Szatmár). = Comptes-rendus : *K. Széchy*. Le comte Nicolas Zrinyi, 1620-1664 (biographie en cinq volumes avec de nombreuses illustrations; important, mais un peu prolixe). — *H. Winkler*. Die babylonische Kultur in ihrer Beziehung zur unsrigen (bon). = Février. A. Károlyi. Les mémoires de Ladislas Szögyény (ces mémoires, édités par les fils de Szögyény, dont l'un est l'ambassadeur

austro-hongrois à Berlin, sont très importants pour les années 1836 à 1848. Szögyény fut le dernier vice-chancelier hongrois de l'ancien régime ; il a été appelé à donner son avis dans toutes les affaires politiques importantes). — L. Návay. Le rôle politico-social du comitat magyar. — B. Dorner. Le Danemark et les agriculteurs danois ; suite en mars. — H. S. La poésie nouvelle (d'après le livre d'André Beaunier). = Mars. A. Berzeviczy. Éloge de Balthasar Horváth, 1822-1898 (Horváth a été le premier ministre de la justice après le dualisme. Il a introduit de nombreuses réformes. C'était aussi un bon orateur et un écrivain remarquable). — J. Németh. L'administration locale en Angleterre ; suite en avril. = Comptes-rendus : *G. Ferdinandy*. Le droit public de la Hongrie (critiques de détail). — *J. Majláth*. Études politiques et sociales (les études sur le socialisme agraire sont à lire). — *Th. Ziegler*. Die geistigen und socialen Strömungen des neunzehnten Jahrhunderts (important). = Avril. B. Alexander. Taine (éloge prononcé à l'Académie hongroise ; Taine était membre étranger. Biographie détaillée ; une des meilleures études qui aient paru en magyar sur le philosophe français). — F. Riedl. L'importance du xixe s. pour la Hongrie (étude littéraire ; fera partie d'une publication anglaise sur l'histoire de la littérature magyare). = Comptes-rendus : *G. Huszár*. P. Corneille et le théâtre espagnol (ouvrage en français d'un écrivain magyar ; beaucoup d'érudition). — Le passé et le présent du Musée national hongrois (publication de luxe à l'occasion du centenaire de la fondation du Musée, par François Széchenyi). — *K. Woermann*. Geschichte der Kunst aller Zeiten und Völker ; t. I (original). = Mai. K. Csiky. La vie et les œuvres de Tacite (servira de préface à la traduction magyare des œuvres complètes de Tacite). = Comptes-rendus : *O. Herman*. La physionomie et le caractère du peuple hongrois (important). — *S. Körösi*. Zrinyi et Machiavel (démontre ce que l'écrivain magyar a emprunté à Machiavel dans ses études politiques et stratégiques).

---

53. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger. 1899. — J.-L. Ussing. Le théâtre grec et les rapports de Vitruve à ce théâtre. = 1900. J.-L. Heiberg. Quelques papyrus traitant de mathématiques. — Ussing. Étude sur l'autel des Grecs. — Kr. Nyrop. Quelques vers de la farce de Maître-Pierre Patelin. — F. Jónsson. Explication du Thórsdrapa. = 1901. Blinkenberg. Un contrat de vente de l'époque ptolémaïque. — H. Roerdam. Une séance de l'Académie des sciences en 1751. = 1902. S. Sœrensen. L'évolution de la religion dans le Rig-Veda et le Mahabharata. — Kroman. Quelques remarques sur les trompes de bronze (*lurs*) au musée national de Copenhague. — Roerdam. Suite des remarques sur la séance en 1751. — J.-L. Heiberg. Les dernières paroles de Socrate. = 1903. Ussing. Un bas-relief de l'autel de la Paix Auguste. — S.-M. Jœrgensen. Le journal du chimiste danois Zeise à Paris en 1818-1819 (remarques

intéressantes sur Laplace, Gay-Lussac, Vauquelin, Thénard et plusieurs autres savants).

54. — Videnskabernes Selskabs Skrifter. 6e sér., Section des lettres, vol. V, nos 1-2. — P. Hauberg. Histoire monétaire du Danemark jusqu'en 1146 (important). — Ussing. Sur la vraie interprétation des mouvements et des situations dans quelques œuvres d'art antique. = Vol. VI, no 1. F. Jonsson. Le Knytlingasaga, sa valeur et ses sources.

55. — Danske Magazin. 5e série, vol. IV, cahier 3-4. — C.-F. Bricka. Le journal de Chrétien V pour 1694. — Kr. Erslev. Contributions à l'histoire d'Érik de Poméranie. = Vol. V, cahier 1. A. Fruis. Le comte Otto Blome et le mouvement de Lornsen en 1830. — J. Steenstrup. Une ancienne copie du cadastre du roi Valdemar conservée à la Bibliothèque de Brême. — E. Arup. Procédure à la cour impériale entre Chrétien II et Frédérik Ier jusqu'en 1531 (d'après des manuscrits de Brême).

56. — Aarbœger for nordisk Oldkyndighed. 1899. — Sophus Bugge. Inscriptions runiques de l'île de Man. — Id. Une notice en runes dans un manuscrit du British Museum. — A. Hammerich. Études sur la musique d'Islande (les anciens tons grecs du moyen âge se retrouvent encore dans la musique vocale d'Islande; de même l'*organum*, en islandais *tvisængur*, cette harmonie caractéristique où la mélodie qui est dans la voix basse est accompagnée par des quintes parallèles). = 1900. S. Bugge. Les inscriptions runiques d'Œland. — A. Fabricius. Croisades des Scandinaves en Espagne et au Portugal. — A. Bugge. La nationalité des Scandinaves en Irlande. = 1901. Hertzsprung. Quelques sculptures sur bois du Slesvig du XIIIe s. — J. Jakobsen. Les noms de lieu des îles Shetland. — Kaalund. Les manuscrits de Sturlungasaga. — J.-B. Loeffler. Manières dont est représentée la corruptibilité du corps sur les dalles tumulaires du XVIe au XVIIIe s. — S. Larsen. Quelques observations sur la chronique de Roeskilde. = 1902. Thiset. L'héraldique danoise. — Loeffler-Mackeprane. L'église de Kalundborg n'est pas une forteresse. — A. Mathiesen. Recherches sur les donjons du moyen âge à Korsœr, à Tranebjerg et à Vordingborg. — Kornerup. L'église de Saint-Ib à Roeskilde. — Kroman. Les trompes en bronze (*lurs*). — Neergaard. Une ancienne maison à Nyborg. — A. Olrik. Le Ragnarok.

---

57. — The Athenæum. 1903, 28 mars. — *Giglioli.* Naples in 1799 (consciencieux et bien écrit). — *A. Bell.* Lives and legends of the great hermits and fathers of the church (fort belle reproduction des peintures, sculptures, dessins représentant les saints des IVe-VIe s.). = 4 avril. *G. R. Elsmie.* Field-marshal sir Donald Stewart; an account of his life (bonne biographie, presque une autobiographie, d'un général qui fit la plus grande partie de sa carrière aux Indes et mourut à Alger en 1900).

— *Shuckburgh*. Augustus and his times (résumé bien informé et intelligent, sans notable originalité). = 11 avril. *Rose Weigall*. Correspondence of Lady Burgersh with the duke of Wellington (le principal intérêt de cette correspondance est de nous montrer dans le « Duc de fer » un homme affectueux, aimant la vie en famille, adorant les enfants, pestant contre les fâcheux et les solliciteurs, et s'efforçant de rendre service aux gens). — *A. J. Butler*. The arab conquest of Egypt and the last thirty years of the roman dominion (excellent, beaucoup d'érudition). = 18 avril. *S. G. Fisher*. The true history of the american Revolution (très intéressant; l'auteur, qui est Américain, prouve que la politique du ministère anglais fut le plus souvent légale et que l'attitude des « Insurgents » fut la conséquence d'actes proprement révolutionnaires d'une minorité factieuse). — *G. W. Forrest*. The indian mutiny; selections from State Papers preserved in the military department; vol. II et III : Lucknow and Cawnpore (publication de première importance). — *Sir J. B. Paul*. Accounts of the Lord High Treasurer of Scotland; vol. IV : 1507-1513. — *J. Sime*. James, first marquess of Montrose, abridged translation of Wishart (intéressant). = 25 avril. *Marriott*. George Canning and his times (intelligente appréciation de la politique extérieure de Canning). — *J. Bryce*. Studies in contemporary biography (à noter trois excellentes esquisses biographiques de Disraeli, de Gladstone et de lord Acton). = 2 mai. *Bruce* et *Otway*. Sir A. Henry Layard; autobiography and letters from his childhood until his appointment as H. M. ambassador at Madrid (intéressant). — *A. J. Shand*. Wellington's lieutenants (intéressant, vivant, parfois erroné). — *S. S. Laurie*. Studies in the history of educational opinion from the Renaissance (bon). — *S. Lee*. Dictionary of national Biography. Index and Epitome (excellent abrégé de l'admirable Dictionnaire de biographie nationale dont l'Angleterre peut justement s'enorgueillir). = 16 mai. *K. Norgate*. John Lackland (monographie très consciencieuse). — *Sir J. H. Ramsay*. The angevin empire, 1154-1216 (excellent).

58. — The English historical Review. Avril 1903. — William Miller. Les îles Ioniennes sous le gouvernement vénitien. — Tout. La bataille de Lincoln et l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* (étude sur les sources contradictoires auxquelles a puisé l'auteur du poème; comparaison avec les autres sources contemporaines). — Miss M. A. Tucker. Gian Matteo Giberti, politicien pontifical et réformateur catholique; suite. — J. Holland Rose. La France et la première coalition avant la campagne de 1796 (A. Sorel estime qu'à la fin de 1795 la guerre devait nécessairement continuer entre la France, décidée à conquérir ses « limites naturelles, » et la coalition, décidée à l'en empêcher; l'auteur prétend démontrer qu'à un moment l'Angleterre fut sincèrement préparée à subir le fait accompli et qu'elle fit des ouvertures en ce sens. La tentative de rapprochement avec la République française faite par Pitt eut pour résultat d'affaiblir la coalition et de préparer les foudroyants succès de Bonaparte dans sa première campagne italienne). — T. A.

Archer. Giffard « de Barbastre » (ce Giffard, mentionné au vers 6085 du poème de Gaimar, doit son nom à la forteresse aragonaise de Barbastro). — J. H. Round. L'atelier monétaire de Colchester à l'époque normande (critique sévère de l'*Histoire monétaire de Henri Ier*, publiée par M. Andrew dans le *Numismatic Chronicle*: excellent quant à la description des espèces monétaires, cet ouvrage pèche souvent par trop de confiance dans des théories préconçues). — C. G. Crump. Londres et la guilde marchande (publie une charte de 1252 qui admet un marchand florentin aux privilèges de la « gilda mercatoria » de Londres). — Ed. Owen. Le testament d'Adam de Usk (ce testament est daté du 26 mars 1430; il y est question d'un livre appelé « Policartica; » c'est sans doute l'exemplaire qui précède immédiatement la chronique d'Adam dans le ms. addit. 10104). — R. Poole. Une lettre de sir John Norris, 1585 (relative à l'expédition envoyée pour la délivrance d'Anvers, assiégée par le duc de Parme). — C. H. Firth. Sir William Davenant et la renaissance du drame pendant le protectorat. — G. C. Moore Smith. Récit de la campagne de Waterloo par le général Petit. = Comptes-rendus : *E. R. Bevan*. The house of Seleucus (excellent). — *Greenidge*. The legal procedure of Cicero's time (bon). — *Holmes*. Cæsar's Conquest of Gaul (Haverfield discute au long la question de savoir où César s'embarqua pour sa première expédition de Bretagne et conclut en faveur de Boulogne. *Portus Itius* ne veut pas dire autre chose que port près du cap Itius et peut aussi bien désigner Boulogne que Wissant ou Ambleteuse). — *A. Kleinclausz*. L'empire carolingien; les origines et les transformations (l'auteur a tort de considérer comme apocryphe la lettre de Louis II à l'empereur Basile sur la légitimité des prétentions carolingiennes; cette erreur fausse la partie la plus originale de l'ouvrage). — *K. Stæhlin*. Der Kampf um Schottland and die Gesandschaftsreise sir Fr. Walsingham's im Jahre 1583 (excellent). — *J. Willcock*. The Great Marquess; life and times of Archibald, eighth earl and first and only marquess of Argyll (bon). — *B. Mallet*. Mallet du Pan and the French Revolution (très intéressant). — *Clerc*. La capitulation de Baylen; causes et conséquences (bon). — *Browne*. A literary history of Persia from the earliest times until Firdawsi (bon). — *A. G. Little*. Medieval Wales (bon).

59. — Edinburgh Review. Vol. CXCVII (janvier-avril 1903). — Le blocus de Brest (à propos de l'ouvrage du commandant Desbrière, et des documents publiés pour la *Navy Record Society*. Le Premier Consul a eu réellement l'intention d'opérer une descente en Angleterre; avant de renoncer à son projet, il dut plusieurs fois changer de plan, mais toujours en homme qui ne connaissait rien à la marine et qui se flattait de voir les Anglais commettre des fautes que le simple bon sens devait leur faire éviter. Du reste, sans avoir rien appris de sérieux par l'espionnage, les Anglais, grâce à leur expérience et à leur service d'éclaireurs, connaissaient bien mieux l'insuffisance de la flotte française que ne le supposait Bonaparte; on en peut juger ici par les

dépêches comparées de Cornwallis et de Ganteaume. Peu s'en fallut que celui-ci ne fût attaqué dans la rade même de Brest par des officiers audacieux qui se proposaient de brûler son escadre). — Le panslavisme dans le Levant (la Russie, qui poursuit ses desseins par des moyens variables, posait autrefois pour la protectrice de la religion grecque orthodoxe. Mais, aujourd'hui, elle vise à russifier cette orthodoxie, tantôt en provoquant des schismes, comme en Bulgarie et parmi les évêques arabes de Syrie, tantôt en multipliant les écoles et les fondations ou en exerçant une pression irrésistible sur le clergé du Levant. Les moines du mont Athos et le patriarche de Jérusalem possèdent, en Russie, des terres dont il est facile d'intercepter le revenu. Et, lorsqu'ils se convertissent aux vues du Saint-Synode, on les oblige à étendre l'influence russe au moyen des biens qu'ils possèdent également en Grèce ou ailleurs. Le principal antagoniste de la Russie dans le Levant était jusqu'ici la France; mais elle a perdu beaucoup de terrain, depuis peu, vis-à-vis des missions anglaises, américaines, allemandes, italiennes, dont elle n'est plus la protectrice en titre; et, vis-à-vis des Russes, elle demeure dans une sorte de dépendance dont ils usent impitoyablement. La Russie s'oppose également au mouvement sioniste, que la Turquie favorise et qui pourrait bien aboutir à des résultats sérieux). — Mme de Lieven (d'après sa correspondance publiée par M. Lionel Robinson, les études de M. Daudet et les papiers de Lord Aberdeen, imprimés pour la famille de ce ministre. Il est positif que la princesse de Lieven s'est mêlée à la politique anglaise d'une façon tout exceptionnelle pour une étrangère. Néanmoins, elle a toujours travaillé au bon accord de la Russie avec l'Angleterre. Quant à ses relations avec Lord Grey, « nous avouons, après avoir lu sa correspondance, ne pouvoir nous soustraire à l'impression que, si les premiers ministres doivent perdre la tête en amour, comme le reste des hommes, mieux vaut, dans leur intérêt propre et dans celui du pays, qu'ils ne succombent pas au charme des ambassadrices étrangères »). — La politique extérieure et le sens commun (souhaiterait que l'on calmât les appréhensions des peuples étrangers à l'égard de la politique anglaise et discute le livre de M. Georges Peel, *The Enemies of England*. Les démocraties sont particulièrement nerveuses et impulsives; cependant, la politique ne saurait être toute gouvernée « par des professeurs échauffés et des journalistes irresponsables. » Malheureusement, cet article oublie quantité d'autres articles que nous avons analysés précédemment ici et dont nous avons indiqué les tendances plutôt agressives). — Le *Charles-Quint* de M. Armstrong (impartial, malgré la difficulté du sujet; mais l'auteur est trop enclin à trouver que l'autorité a toujours raison). — Expansion et dépense (l'Angleterre est au point où elle sent la nécessité de s'arrêter momentanément pour digérer ses énormes acquisitions depuis trente ans et surtout depuis les quinze dernières années. Le noyau de l'empire britannique, qui ne compte que 120,000 milles carrés et 40 millions d'habi-

tants, s'est augmenté par là de 4,754,000 milles carrés et de 88 millions d'âmes. Le contribuable se demande si la dépense nécessaire pour ces acquisitions est justifiée par les résultats et commence à reculer devant la perspective de nouveaux débours. Mais l'impérialisme s'explique et s'excuse par le développement des autres puissances, indépendamment de l'œuvre civilisatrice qu'il accomplit chez les peuples barbares. Seulement, la situation comporte d'énormes difficultés. L'impérialisme et la démocratie sont en contradiction absolue : celle-ci prêchant la liberté politique et le respect des droits individuels, celui-là imposant son autorité de haut et de loin. En outre, le libre-échange que voulait Cobden, doublement hostile à l'impérialisme et au socialisme, exige contre les *Trade-unions* la liberté de l'industrie au dedans). — Un voyageur du temps d'Élisabeth : Fynes Moryson (M. Charles Hugues publie une partie demeurée inédite de ses voyages. Très instructif. Moryson est peut-être le premier voyageur vraiment curieux et lettré qu'ait produit l'Angleterre. Il a essayé de faire pour l'Europe et le Levant, à la fin du XVIe s., « ce que, dans notre génération, M. Bryce a fait pour les États-Unis et ce que M. Bodley est en train de faire pour la France »). — Lord Acton (était de ceux qui s'inquiètent moins de produire que d'ajouter encore à l'érudition qu'ils ont acquise. La sienne était prodigieuse, et son influence s'exerçait sur tous ceux qui l'approchaient, aussi bien sur ses anciens maîtres, comme Döllinger, que sur des amis puissants habitués à influer plutôt sur les autres, tels que Gladstone). — La sécurité nationale (ainsi qu'il était à prévoir, les Anglais, qui, lors de la guerre du Transvaal, se déclaraient prêts à tous les sacrifices pour refondre leur armée, ont repris leur assurance depuis la victoire et se persuadent qu'en cas de danger national ils se tireront toujours d'affaire. Ils ne se rendent pas compte que leurs agrandissements territoriaux multiplient désormais leurs points de contact avec les autres puissances; que l'Angleterre même n'est pas à l'abri d'une descente et qu'il faudra plus d'un Trafalgar pour lui garantir l'empire de la mer).

60. — Quarterly Review. Vol. CXCVII, janvier-avril 1903. — L'Irlande vue de l'intérieur (la question agraire. Pour la comprendre, il ne faut pas s'appuyer sur les principes ordinaires de l'économie politique, mais se rappeler l'histoire du pays, les erreurs, maladresses et brutalités de la domination anglaise depuis des siècles. Les mesures palliatives proposées depuis cinquante ans sont toujours arrivées trop tard. Approuve l'idée de rendre la terre au paysan. L'hostilité de l'Irlande ne s'apaisera pas du coup; mais elle perdra de son amertume, et, peut-être un jour, le pays s'accommodera d'une grande organisation fédérale où rentreront toutes les parties de l'Empire). — La reine des *bas-bleus* (Mrs. Élisabeth Montagu, 1720-1800. Ses lettres, fort amusantes et spirituelles, « couvrent une période d'environ soixante-quinze ans et jettent incidemment beaucoup de lumière sur les mœurs du XVIIIe siècle »). — Mémorialistes du siècle dernier (Thomas Raikes, Greville, le capitaine Gronow, la comtesse Granville, Mrs. Byrne,

Mary Boyle). — Julia Ady. L'art primitif dans les Pays-Bas. — La réforme universitaire dans l'Inde (les universités indiennes sont des pépinières de déclassés. L'Hindou, ne comprenant pas d'ordinaire la culture intellectuelle désintéressée, n'y cherche que le moyen d'obtenir un grade, bientôt suivi d'une place administrative, au moins de frais possible. « Les parents hindous croient que leur rôle est de faire des enfants, dont l'instituteur ensuite fera des bacheliers. » Les étudiants, souvent trop jeunes, âgés même parfois de onze ou douze ans, n'apportent aucun savoir acquis et comprennent à peine l'anglais. Il faudrait d'abord rendre aux Européens la prépondérance dans les sénats universitaires, où les indigènes sont fréquemment en majorité; puis, enlever aux grades universitaires leur valeur marchande pour les remplacer par des examens spéciaux à l'entrée de chaque carrière; enfin, obliger les universités mêmes à mieux surveiller l'éducation secondaire et préparatoire). — La critique et le Nouveau Testament (incline plutôt, en Angleterre, dans le sens traditionnel et conservateur). — La vie politique de la reine Victoria. — Churton Collins. Montesquieu en Angleterre (la plupart des notes qu'il prit sur son voyage ont disparu. Probablement, son petit-fils, qui s'installa et se maria en Angleterre lors de l'émigration, aura cru devoir les supprimer comme peu bienveillantes pour le pays qui l'accueillait. Aucun journal anglais, aucun écrivain de l'époque ne parle du séjour de Montesquieu; dédaignant les gens de lettres, point familier avec la langue qu'il parlait difficilement, il ne sortit guère des cercles mondains et politiques, sauf pour se faire recevoir à la Société royale, dont les travaux scientifiques ne cessèrent de l'intéresser jusqu'à la fin de sa vie). — Reginald Blomfield. Byzance ou Ravenne? (l'architecture byzantine n'est pas issue de l'architecture lombarde, comme affectent de le croire certains archéologues italiens. Elle est le produit ingénieux de l'esprit romain et de ses aptitudes naturelles pour la construction, transporté à Constantinople avec le siège de l'Empire. Sainte-Sophie est un chef-d'œuvre qui marque la limite de l'art antique et le début d'une ère nouvelle). — L'imbroglio macédonien (les documents diplomatiques montrent la complicité de la Bulgarie dans les troubles qui bouleversent le pays. Malheureusement, le Sultan a les mains liées; il ne peut employer les mêmes procédés qu'une autre puissance pour rétablir l'ordre, sans être accusé de commettre des atrocités et sans risquer une guerre avec les Bulgares. Ni l'Autriche ni la Russie ne permettraient actuellement le partage de la province, dont le sud devrait alors être joint à la Grèce. Les chefs albanais s'arrangeraient aussi fort bien, paraît-il, d'une union avec ce royaume sur le mode dualiste qui rattache maintenant l'Autriche et la Hongrie). — L'hellénisme en Orient (à propos du livre très utile de M. Bevan, *The House of Seleucus*). — La question universitaire en Irlande (jusque vers la fin du XVIIIe siècle, l'intolérance et l'opposition protestantes ont empêché les catholiques d'acquérir l'éducation universitaire; après une accalmie, où ils avaient bénéficié d'une tolérance

tacite, ce furent les catholiques qui, pendant la seconde moitié du XIXe siècle, refusèrent l'instruction supérieure, espérant obtenir une Université qui leur appartînt. Les catholiques irlandais vivent complètement en dehors du mouvement intellectuel; les professions libérales dédaignent les grades universitaires; et le gouvernement ne trouve chez eux personne à qui l'on puisse confier un poste officiel. On ne peut créer une Université catholique, parce qu'il faudrait en créer une spéciale pour les presbytériens de Belfast, qui n'en veulent pas, et aussi parce que le Parlement refuserait de la subventionner, aujourd'hui que l'Église anglicane même est désétablie en Irlande; d'ailleurs, l'opinion protestante n'accepterait pas ses diplômes comme équivalents à ceux des autres universités. La seule solution serait de réorganiser Trinity College sur le modèle des universités allemandes, avec doubles chaires confiées à des professeurs de confessions différentes pour l'histoire et la philosophie. Les Jésuites, dans leur collège de Dublin, ont prouvé qu'il était parfaitement possible, même à des catholiques, de laïciser tous les autres sujets d'enseignement). — Le service consulaire et ses défauts. — L'éducation à Londres et l'Acte de 1902.

61. — Review of Historical Publications relating to Canada for the year 1902. T. VII, Toronto, 1903. — I. Le Canada et l'Empire. — *Reinsch.* Colonial Government (excellent. Trouve que les relations actuelles de l'Angleterre et de ses colonies sont presque l'idéal du genre). — *Lord Carnarvon.* Speeches on Canadian Affairs (discours dont la réimpression est encore utile, quoiqu'ils datent d'une cinquantaine d'années). — *Bourassa.* Grande-Bretagne et Canada; *Edmond de Nevers,* les Anglais et nous (M. Bourassa est un jeune membre du Parlement qui appartient à la famille de Papineau. Lui et M. de Nevers donnent la note, un peu trop chauvine, de la jeunesse franco-canadienne. Ils n'ont qu'une sympathie mitigée pour l'Angleterre; mais M. Bourassa, à l'occasion, morigène ses compatriotes et les exhorte à secouer leur indolence). — *Edward Salmon.* The Story of the Empire (bon, quoique peu tolérant sur les questions du jour). = II. Histoire du Canada. — *Rev. P. Fisher, S. J.* The Discoveries of the Norsemen in America (l'auteur a fait des découvertes cartographiques très importantes, mais sans rapport avec les voyages des Normands. Son livre, publié d'abord en Allemagne, offre de l'intérêt pour les Allemands, mais n'est pas suffisamment au courant des derniers travaux). — *Edgar Pelham.* The Romance of Canadian History (extraits pittoresques des œuvres de Parkman pour le grand public). — *John Fiske.* New France and New England (termine l'histoire de l'Amérique avant la Révolution, entreprise par M. F., qui vient de mourir. Du talent, mais des renseignements de seconde main, surtout insuffisants pour le Canada). — *Henry Sedgwick.* Samuel de Champlain (excellent ouvrage de vulgarisation; quelques petites erreurs faciles à corriger). — *Reuben Thwaites.* French Regime in Wisconsin, 1634-1727 (recueil de documents publiés par la Société historique du Wisconsin; très

complet). — *Ernest Myrand.* Frontenac et ses amis (raconte surtout l'histoire de Mme de Frontenac, qui défendit vigoureusement son mari à la cour de France et facilita son retour dans la colonie au moment où Phips allait l'attaquer). — *Reuben Thwaites.* Father Marquette; *Alfred Hamy*, Au Mississipi, la Première exploration (M. T. s'est borné à recueillir, dans les relations des Jésuites, les passages où il est question du P. Marquette; fautes nombreuses. Le livre du P. Hamy contient le voyage de Marquette d'après un ms. de l'École Sainte-Geneviève à Paris. Ç'eût été le cas de donner une bonne édition de ce voyage en collationnant tous les mss. connus; l'auteur est demeuré très au-dessous de sa tâche). — *Ernest Gagnon.* Louis Jolliet (avec une préface de M. Thomas Chapais et plusieurs appendices sur l'île d'Anticosti. Intéressant). — *Doughty* et *Parmelee.* The siege of Quebec (en six volumes, dont trois de texte et trois de documents. L'ouvrage, malgré ses dimensions, n'est pas trop développé, vu l'importance du sujet et des suites que devait avoir, en Amérique, la défaite des Français sur le plateau d'Abraham). — *Van Tyne.* The Loyalists in the American Revolution (bon; ne tient pas assez compte du républicanisme latent qui existait dans la Nouvelle-Angleterre). — *Flick.* Loyalism in New York, during the American Revolution (les loyalistes de New-York représentaient la moitié de la population et possédaient les deux tiers des propriétés. On les obligea d'émigrer à force de persécutions. Ouvrage de première main). — *Schimmel.* Border Warfare in Pennsylvania during the Revolution (si les Indiens avaient pris parti pour les Américains, ou s'ils étaient seulement restés neutres, l'Angleterre eût perdu le Canada). — *Casselman.* Richardson's *War of 1812* (réimpression corrigée et annotée d'un livre qui a son intérêt comme venant d'un témoin oculaire). — The Report of the Earl of Durham; *Mrs. Faweet,* Life of sir W. Molesworth (réédition d'un rapport célèbre et dont on a contesté l'origine. Molesworth était un ami intime de Lord Durham, que le ministère avait nommé gouverneur du Canada pour en débarrasser son beau-père, Lord Grey, avec qui il était toujours en querelle). — *James Young.* Public Men and Public Life in Canada (souvenirs d'un journaliste. Rappelle que, il y a quarante ans, le Canada était à la veille de la guerre civile entre Anglais et Français, catholiques et protestants. La paix et la tolérance sont venues de ce que le régime fédéral permet de donner à chaque province le droit de régler ses intérêts éducationnels et religieux. « C'est une leçon qui peut servir à d'autres pays que le Canada »). — *Henri Moreau.* Sir Wilfrid Laurier (plus brillant que judicieux; plus intéressant peut-être pour les Français que pour les Anglais; s'occupe plus des discours de Sir W. L. que de ses actes). — *Beckles Willson.* Lord Strathcona (l'auteur n'a pu obtenir aucun renseignement direct de Lord S.; mais il eût trouvé pour écrire cette biographie, dont le héros vit encore, beaucoup de documents qu'il n'a pas utilisés). = III. Histoire provinciale et locale. — Acadiensis (revue trimestrielle sur l'Acadie et les provinces maritimes du voisinage, que vient

de fonder M. David Russell Jack). — *Howard Trueman*. The Chignecto Isthmus (travail utile pour l'histoire du Nouveau Brunswick; mais l'auteur semble avoir eu surtout pour objet de raconter en détail l'histoire de sa famille, ce qui n'était pas sans difficulté; car son aïeul, William Trueman, vint du Yorkshire dans le pays en 1772; or, en 1875, il avait 523 descendants directs vivants). — Les baronets de la Nouvelle-Écosse (mémoire curieux de Sir Edward Mackenzie, dans les *Transactions* de la Société royale du Canada). — *Mac Grath; Lorin* (articles sur la question de Terre-Neuve; approuve pleinement celui de M. Lorin; fait remarquer que la France ne saurait céder, comme certains le demandent, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon à l'Angleterre sans tomber sous le coup de la doctrine de Monroe. Note qu'à Terre-Neuve plus du tiers de la population est catholique et que les Anglicans tiennent seulement la seconde place). — *Roy*. La seigneurie de Lauzon; t. III, 1765-1810 (un peu trop minutieux; mais le moyen de connaître l'*habitant* canadien est de le suivre ainsi dans les moindres détails de son existence. « Le paysan canadien, sous la direction généralement admirable de son curé, concentre d'ordinaire son attention sur ses petites affaires et n'accorde qu'un regard distrait aux questions lointaines de la politique... C'est un sentiment qu'il faut respecter, quand même on se refuserait à l'approuver »). — *J. K. Laflamme*. Notre-Dame de Sainte-Foy; t. I (histoire de la paroisse qui s'étend des portes de Québec jusqu'au cap Rouge et qui renferme les champs de bataille historiques d'Abraham et de Sainte-Foy. L'auteur, qui a consulté les documents inédits, connaît à fond son terrain. Le présent volume s'arrête à 1670; le suivant ira jusqu'en 1900). — *Roy*. La famille Taschereau (avec préface de sir Wilfrid Laurier. Venue de France en 1726, cette famille a donné au pays cinq juges, dont le *Chief-Justice* actuel de la cour suprême du Canada, et un cardinal-archevêque). — *Byron Nicholson*. The French Canadian (écrit pour dissiper les préjugés des Anglo-Canadiens contre les Canadiens français. Atténue trop les divergences fondamentales des deux races; mieux vaut les reconnaître franchement pour établir ensuite la tolérance nécessaire). — *Trojan*. Auf der anderen Seite (notes de voyages du directeur du *Kladderadatsch;* minutieux et généralement exact, quoiqu'on se demande parfois quels milieux inférieurs l'auteur a fréquentés). — *Morang*. Expedition of Lewis and Clarke; *Hosmer*, id.; *Chittenden*, American Fur Trade; *Mackenzie*, Voyages from Montreal; *Miss Laut*, The story of the Trapper (rééditions du voyage de Lewis et Clarke à travers le Continent, en 1804-1805; l'ouvrage du major Chittenden est surtout l'histoire de l'occupation des territoires à l'ouest du Mississipi; le livre de Miss Laut est un agréable récit de vulgarisation). = IV. Géographie, statistique. — *Hopkins*. Morang's Annual Register of Canadian Affairs (utile; mais trop volumineux et manque d'impartialité). — Encyclopædia Britannica; Chambers' Encyclopædia; Brockaus' Konversations-Lexikon (éditions nouvelles; les articles sur le Canada de Chambers ne sont pas au courant). — *Delabarre*. Report of the Brown-

Harvard Expedition to Nachvak, Labrador (très instructive excursion de vacances, entreprise par six professeurs et élèves d'universités, qui ont rapporté d'excellents matériaux scientifiques. Il est à noter que, grâce aux merveilleuses ressources des États-Unis, la location d'un yacht avec le capitaine, l'équipage et des provisions pour plus de trois mois n'ont coûté que 1,200 dollars ou 6,000 francs, soit 1,000 francs par tête). — Voyages dans les montagnes rocheuses du Canada : Wilcox, Outram, Stutfield, Habel (« on observera qu'aucune de ces explorations n'est faite par des Canadiens... Pourquoi la jeunesse du pays n'a-t-elle pas l'ambition d'ascensionner quelques cimes, parmi les centaines de pics encore inconnus? »). = V. Archéologie, ethnographie, folklore. — *Keane*. Native American Culture (croit que l'Amérique a été peuplée par un double courant de primitifs venus de l'Europe et de l'Asie, suivant des communications terrestres que les transformations du globe ont fait disparaître; la civilisation américaine se serait ensuite développée toute seule). — *Boas*. The Eskimo of the Baffin Land and Hudson Bay (important). — Archaeological Report, Ontario. — *Morgan*. League of the Iroquois (édition de luxe, tirée à 300 exemplaires et renfermant les dernières corrections manuscrites de l'auteur; annotée par Herbert Lloyd). — *Moulthrop*. Iroquois (peu original; mais point d'erreurs graves). = VI. Droit, éducation, bibliographie. — *Dionne*. Vice-rois et lieutenants généraux de la Nouvelle-France. — *Jenkyns* et *Courtenay Ilbert*. British Rule and Jurisdiction beyond the Seas (livre qui mérite de devenir classique, à côté de ceux de Todd, Anson et Dicey). — *Bourinot*. How Canada is governed; 5e édition. — *Ganong*. Monograph of the Evolution of the Boundaries of New Brunswick (bon; le traité de Paris, en 1783, a été signé sans que l'on connût la vraie topographie du pays). — Frontière de l'Alaska et du Youkon (travaux de Balch, Hodgins et Wade). — *Larned*. Litterature of American History (bibliographie publiée pour l'*American Library Association*; utile, mais insuffisant pour le Canada). — *Geddes*. Canadian-French, language and litterature of the past Decade, 1890-1900 (omissions nombreuses et inconséquences de plan. Signale, d'ailleurs, justement la difficulté de se procurer des livres à Québec et l'apathie bizarre des éditeurs[1]. Souvent, on ne connait que le nom de l'imprimeur, lequel s'est contenté d'imprimer l'ouvrage et ne s'occupe pas de sa vente. L'auteur met plutôt son livre en dépôt, non chez les libraires, mais chez les marchands de tabac, dont il faut courir les magasins si l'on veut avoir chance de le rencontrer).

1. La revue signale ici, avec M. Geddes, quelques personnes auxquelles mieux vaut s'adresser pour avoir des renseignements littéraires ou bibliographiques sur le Canada français : à Québec, MM. Philéas Gagnon, Raoul Renault, Pruneau et Kirouac, ces deux derniers libraires associés; à Lévis, M. Pierre Georges Roy; à Montréal, MM. Beauchemin et fils, Cadieux et Derome. Nous avons eu déjà, nous-même, recours à l'obligeance de quelques-uns de ces messieurs.

62. — Archivio storico italiano. 5e sér., t. XXIX. 1902, disp. 2. — Clemente Lupi. La maison pisane et ses annexes au moyen âge; suite. — Alessandro Lattes. Le *Liber potheris* de la commune de Brescia (longue analyse du t. XIX des *Mon. Hist. Patriae,* où a été publié cet important document. A la suite, un Glossaire des mots qui ne se trouvent pas dans Du Cange ou qui sont rares, avec un essai d'explication). — Cornelio de Fabriczy. Niccolò di Piero Lamberti d'Arezzo; documents nouveaux sur la vie et les œuvres du maître (auteur de la statue en bronze de saint Luc, que la Compagnie des juges et notaires fit placer en 1601 dans une niche sur le flanc extérieur d'Or San Michele). — Amy-A. Bernardy. Notes et documents sur l'histoire de Saint Marin et de Feltre. — Torquato Cuturi. Les mss. d'Angelo degli Ubaldi à Florence et son « Ultimo Consiglio » (avec une brève préface sur la théorie du bannissement des contumax dans les procès criminels). = Comptes-rendus : *L.-M. Hartmann.* Corporis chartarum Italiae specimen (la méthode proposée par l'auteur ne présente pas de notables avantages). — *L. Ginetti.* Il governo di Amalasunta e la chiesa di Roma (bon). — *P. Manfrin.* Le origini di Venezia, per conoscere a chi appartenga la Laguna Veneta (très intéressant et en partie neuf). — *P. Egidi.* Le croniche di Viterbo, scritte da frate Francesco di Andrea. = Disp. 3. Giuseppe Barelli. Documents des archives communales de Treviglio; diplômes et lettres reçus des empereurs, des vice-chanceliers et des vicaires impériaux, 1081-1339 (trente et une lettres). — Pierre Gauthiez. Documents nouveaux relatifs à Jean de Médicis, dit Des Bandes-Noires; suite dans disp. 4 et dans disp. 1, 1903. — Domenico Zanichelli. Le rétablissement de la domination autrichienne à Milan en 1814 (d'après le livre récent de Fr. Lemmi). — P. Vigo. Nouvelles acquisitions faites par les archives municipales de Livourne. — C.-A. Garufi. Le système monétaire des Normands de Sicile et le rapport entre l'or et l'argent; lettre ouverte au professeur G.-B. Salviani, de l'Université de Bologne. — L.-G. Pélissier. Notes italiennes sur l'histoire de France; suite : documents de la police toscane sur Napoléon en 1814-1815. = Bibliographie : *H. Schurtz.* Urgeschichte der Kultur (excellent). — *Gabotto.* Cartario della abazia di Staffardo. — *S. Pivano.* Cartario della abazia di Rifredo fino all' anno 1300. — *T. Belgrano* et *P. Imperiale di Sant' Angelo.* Annali genovesi di Caffaro e de' suoi continuatori, 1174-1214. — *Gius. Conti.* Fatti e aneddoti di storia fiorentina (ouvrage de mauvaise vulgarisation). — *Gius. Pardi.* Notizie e documenti sulle relazioni tra Lucca e Siena (beaucoup de faits nouveaux pour l'histoire du xve s.). = Disp. 4. Niccolo Rodolico. Notes statistiques sur la population florentine au xive s. — Fr. Brandileone. Notes sur l'origine de quelques institutions juridiques de la Sardaigne pendant le moyen âge. — Riccardo Dalla-Volta. Sur l'interprétation économique de l'histoire; à propos de quelques publications récentes. — C. Sardi. La cérémonie de l' « Episcopus Innocentium » à Lucques. = Bibliographie : *Mazzatinti.* Gli

archivi della storia d'Italia (excellent). — *Vito La Mantia.* Testo antico delle consuetudini di Messina adottato in Trapani, 1331. Consuetudini di Girgenti, seguite dal diploma del conte Ruggiero (1093) su le decime Agrigentine; statuti di Olevano Romano del 15 gennaio 1364. — *Arnaldo Della-Torre.* Storia dell' Accademia Platonica di Firenze (excellent). — *A. Bernardy.* Venezia e il Turco nella seconda metà del sec. XVII (intéressant). = 1903, Disp. 1. Pio RAJNA. L'inscription des Ubaldini et son auteur (cette inscription, en dialecte italien, mentionne le don fait à un Ubaldino degli Ubaldini, en 1184, par l'empereur Frédéric des bois d'un cerf pris par cet Ubaldino. Elle est fausse de tout point; elle a sans doute été fabriquée par Giambattista Ubaldini, auteur d'une *Istoria della casa degli Ubaldini*). — F.-P. LUISO. Commentaires anciens de la Divine Comédie. — P.-T. VENTURI. Lettres inédites de Paolo Segneri, de Come III et de Giuseppe Agnelli au sujet de la condamnation de la *Concordia* de Segneri, 1680-1681. — P. VIGO. Nouvelles acquisitions des archives municipales de Livourne. — M. ROBERTI. La cérémonie de l'évêque des Innocents ou des Enfants à Padoue. — Fr. DINI. Le maître Bon de Béthune, imprimeur à Colle di Valdesa, 1477-1481. = Comptes-rendus : *E. Costa.* Archivio del comune di Sassari. — *S. Lippi.* Inventario del Archivio di Stato di Cagliari. — *A. Ricci-Riccardi.* Galileo Galilei e fra Tommaso Caccini. Il processo di Galileo nel 1616 e l'abjura segreta rivelata dalle carte Caccini (l'éditeur de ces documents se propose de prouver qu'en 1616 Galilée fut obligé par le Saint-Office d'abjurer la doctrine de Copernic. Or, dans les archives du Saint-Office, il n'y a pas la moindre trace de cette abjuration, et il n'y a aucune raison de penser que la congrégation ait voulu ni pu faire disparaître de ses registres un acte de cette importance). — *P.-J. Rinieri.* Della rovina di una monarchia. Relazioni storiche tra Pio VI e la corte di Napoli negli anni 1776-1799 (livre gâté par de nombreuses erreurs et par une fâcheuse tendance à voir partout les menées ténébreuses de la franc-maçonnerie).

---

63. — Bollettino storico della Svizzera italiana. 1902, nos 7-9. — Voyage de la poétesse Federica Brun dans les bailliages italiens; fin dans les nos 10-12. — Conventions relatives à la jurisprudence ecclésiastique dans les Trois vallées en 1616. — Lettres adressées de Rome aux nonces pontificaux en Suisse, 1609-1615; suite dans les livraisons suivantes. — Catalogue des documents relatifs à l'histoire de la préfecture de Mendrisio et Pieve de Balerna, 1500-1800. = Nos 10-12. Un ministre des Finances d'Italie originaire du Tessin (Saverio Vegezzi, ministre à côté de Cavour en 1861). = 1903, nos 1-3. T. DE LIEBENAU. Soldats du Tessin aux batailles de Cappel et du Gabel, 1531. — L'hôtel des monnaies de Bellinzona en 1529. — Documents tirés des archives cantonales de Fribourg (XVIe s.).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Germain-Antonin Lefèvre-Pontalis, auquel on doit une importante biographie de *Jean de Witt* (2 vol., 1884), est mort le 21 avril dernier, âgé de soixante-treize ans.

— M. Léopold Delisle, administrateur général de la Bibliothèque nationale, est entré à la bibliothèque en qualité d'attaché en nov. 1852. Il y a donc plus de cinquante ans qu'il appartient à ce grand dépôt. Pour fêter ce cinquantenaire, bon nombre d'érudits et d'amis de l'érudition se sont réunis pour rendre à l'illustre savant un hommage durable; ils ont décidé de faire dresser et de lui offrir la bibliographie de ses œuvres. Le travail, confié à M. Paul Lacombe, a fourni la matière d'un gros volume, imprimé à l'Imprimerie nationale : *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle* (1902, xxxviii-510 p.). Cette bibliographie ne contient pas moins de 1,889 numéros, chiffre qui suffit pour rappeler la prodigieuse activité de l'homme à qui ce juste hommage est rendu; mais il faut le parcourir pour mieux se pénétrer de l'extrême variété des sujets abordés par M. Delisle. C'est le moyen âge tout entier qu'on y retrouve, et plus encore. D'autre part, M. L. Delisle a fait aux souscripteurs la surprise de leur envoyer un « Souvenir » de haut prix : le *Fac-similé de livres copiés et enluminés pour le roi Charles V,* quatorze planches fort intéressantes en phototypie, avec une brève notice sur les miniatures reproduites.

— M. Eugène Lelong a fait tirer à part la spirituelle et instructive notice nécrologique qu'il a consacrée dans la *Revue d'Anjou* à *Célestin Port, 1828-1901* (Angers, Germain et Grassin, 1902, 128 p.). La notice se termine par une bibliographie des œuvres dues au regretté archiviste de Maine-et-Loire; elle comprend 117 numéros. Ajoutons que deux portraits finement dessinés ajoutent encore au charme de cette élégante brochure.

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert à M. Pierre de Nolhac (*la Création de Versailles*) et le second à M. P. de Vaissière (*Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*); elle a réparti le prix Thérouanne entre MM. Ernest Denis (*la Bohême depuis la Montagne Blanche*), Arthur Lévy (*Napoléon intime*), M. René Blanchez (*Beauchamp et l'insurrection vendéenne*), le commandant de Sérignan (*la Première invasion de la Belgique*), le général Hardy de Périni (*Batailles françaises*) et Fontey (*Charles le Téméraire et la ligue de Constance*). — Parmi les récompenses attribuées sur les fonds du prix Montyon se trouvent les ouvrages suivants : *le Commandant Lamy d'après*

sa correspondance et ses souvenirs, par le commandant Reibell; *l'Invasion,* par M. Léon Barracand; *la Défense de la légation de France,* par M. Eugène Darcy; *Nos origines nationales,* par M. Henri Guerlin; *Frédéric le Grand,* par M. L.-Paul Dubois; *Histoire des petites sœurs des pauvres,* par l'abbé A. Leroy. — Elle a décerné le prix Juteau-Duvigneaux (2,500 fr.) à l'ouvrage de l'abbé Lecanuet, *Montalembert;* le prix Furtado (1,000 fr.), à l'ouvrage de la comtesse de Clinchamp, *Chantilly, 1485-1897.* — Elle a partagé le prix Sobrier Arnould (2,000 fr.) entre M. Ch.-V. Langlois (*Questions d'histoire et d'enseignement*) et M. Gustave Reynier (*la Vie universitaire dans l'ancienne Espagne*); le prix Bordin entre *Julien l'Apostat,* par M. Paul Allard, et l'*Enseignement secondaire et la démocratie,* par M. Francisque Vial; deux prix de 500 fr. ont été attribués à une *Étude sur le théâtre de Marie-Joseph Chénier,* par M. A. Lieby, et à l'*Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1772-1896,* par M. J. Kont; sur le prix Marcelin Guérin, des prix ont été attribués à *la Vie à Tulle aux XVIIe et XVIIIe s.,* par M. René Fage, à *les Dernières années de Châteaubriand, 1830-1848,* par M. Edmond Biré, à *Victoria, sa vie, son rôle, son règne,* par M. Abel Chevalley, et à *Talleyrand, évêque d'Autun,* par M. Bernard de Lacombe.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans le concours des *Antiquités de la France,* a décerné les récompenses suivantes : 1re médaille, à l'abbé Angot, pour son *Dictionnaire historique de la Mayenne;* 2e médaille, M. Gsell, *les Monuments antiques de l'Égypte;* 3e médaille, M. Espinas, *les Finances de la commune de Douai, des origines au XVe s.;* 4e médaille, MM. Maître et Berthon, *Itinéraire de Bretagne;* 1re mention, M. l'abbé Dijon, *Église abbatiale de Saint-Antoine en Dauphiné;* 2e mention, M. Labande, *Études d'histoire et d'archéologie romanes;* 3e mention, M. Romanet, *Géographie du Perche;* 4e mention, M. Alliot, *Visites archidiaconales de Josas;* 5e mention, M. de Rochemonteix, *les Églises romanes de la Haute-Auvergne;* 6e mention, M. Pagart d'Hermansart, *l'Administration municipale de Saint-Omer;* 7e mention, MM. de Gérin-Ricard et l'abbé Arnaud d'Agnel, *les Antiquités de la vallée de l'Arc;* 8e mention, M. Portal, *Histoire de la ville de Cordes;* 9e mention, M. Porée, *le Consulat et l'administration municipale de Mende.* — L'Académie a partagé le prix Brunet entre M. Claudin (*Histoire de l'imprimerie en France*) et M. Aug. Molinier (*Les sources de l'histoire de France*). — Elle a décerné le premier prix Gobert à M. Dupont-Ferrier (*les Officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées*) et le second prix à M. Eug. Déprez (*les Origines de la guerre de Cent ans*); elle a attribué le prix Allier de Hauteroche à M. Jules Maurice pour l'ensemble de ses travaux sur les émissions monétaires de l'empire romain pendant la période constantinienne.

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Le Fèvre Deumier de 20,000 fr. à M. Paul Sabatier pour l'ensemble de ses travaux, si importants, comme on sait, sur saint François.

— Le Congrès des Sociétés savantes s'est tenu cette année à Bordeaux, du 14 au 18 avril. Nous donnons, d'après le *Journal officiel* (16-20 avril), une analyse résumée des communications ayant un caractère historique qui lui ont été présentées.

Section d'histoire et de philologie. — M. l'abbé Arnaud D'AGNEL. Notice historique sur les possessions de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille en Rouergue; elles remontent au XIe siècle; elles se rattachent principalement à Bernard, comte de Rodez, qui gouverna l'abbaye de Saint-Victor de mars 1064 au 19 juillet 1079. — M. CHAVANON commente le texte de la charte de coutume donnée au pays de l'Angle en 1248, par le comte d'Artois, Robert Ier. Il retrace, en outre, les phases d'une querelle littéraire qui éclata entre dom Devienne et deux autres membres du clergé. L'un, D. Carrière, bénédictin aussi, avait été chargé de recommencer le deuxième volume de l'*Histoire de Bordeaux,* repoussé par la Jurade; l'autre, le chanoine artésien Hennebert, cherchait à se faire désigner par les États d'Artois, aux lieu et place de D. Devienne, pour écrire une histoire officielle de l'Artois. — M. Pierre BOYÉ. Étude sur la *Compagnie du Lévrier blanc au duché de Bar, 31 mai 1416-24 avril 1422.* Fondée en 1416 par le cardinal Louis de Bar, pour établir entre ses vassaux l'union et la paix, cette compagnie dura cinq ans; prolongée en 1422 sous le nom d'association de Saint-Hubert, elle devint, à la suite de vicissitudes diverses, un ordre noble qui comprit les premiers personnages de la Lorraine et du Barrois, jusqu'en 1824, époque où Louis XVIII l'abolit. M. Boyé commente aussi le texte des coutumes du comté de Vaudémont, ce petit pays qui, quatre siècles durant, eut une existence indépendante, et, réuni sous René II aux duchés de Lorraine et de Bar, fut le berceau de la dynastie de Lorraine-Habsbourg. Ordonnée par Charles III, la première tentative de rédaction des coutumes de Vaudémont n'eut lieu qu'en 1605 et le travail se continua les années suivantes. Léopold supprima en 1723 cette coutume particulière et mit le comté sous l'empire des coutumes générales du duché de Lorraine. — M. l'abbé GALABERT communique une étude sur la condition des serfs questaux dans le pays du Tarn-et-Garonne, du Xe au XIIe siècle. Les serfs questaux, appelés *bordarii, homines proprii, acasalats,* devaient donner gratuitement et plusieurs fois par an, sans que le nombre des questes fût fixé, des objets de première consommation, tels que volaille, légume, jardinage, œufs, fromage. Le premier texte qui mentionne ces redevances concerne le Fau en 998. Ils mouraient intestats; ils acquirent le droit de tester à Saint-Nicolas en 1135, à Saint-Antonin en 1140-1144, à Montauban en 1140. De bonne heure, ils demandèrent l'exemption des redevances arbitraires; en 1100, à Castelsarrasin, les seigneurs ne pouvaient prendre qu'une poule et une oie; toutefois, les redevances de jardinage étaient encore maintenues à la fin du XIIIe siècle. — M. LEROUX, archiviste de la Haute-Vienne, lit une communication relative aux plus anciens titres du chapitre cathédral de Limoges (833-1123). — M. Georges MUSSET,

bibliothécaire de la ville de la Rochelle, lit une étude sur les *Origines de la ville de Saint-Jean-d'Angély*. Cette localité avait été d'une certaine importance à l'époque gallo-romaine. Il y avait sans doute là un centre d'exploitation par le fisc des forêts voisines et de la vallée de la Boutonne. A côté de Saint-Jean s'élevait un petit temple ou *fanum* dans une petite localité appelée autrefois Saint-Julien-de-l'Estap et aujourd'hui Saint-Julien-de-l'Escap. Ce nom d'Estap rappelle peut-être la maison d'exploitation du fisc romain dont le palais des princes d'Aquitaine occupa plus tard la place. M. Musset étudie en outre, dans ses grandes lignes, la « coutume » qui était prélevée à Royan sur les marchandises et dont des états ont été conservés depuis le XIVe siècle. Créée non seulement pour donner des revenus au fisc d'abord, aux seigneurs ensuite, mais aussi pour assurer la garde de l'entrée de la Gironde et un peu l'entretien de certains ouvrages utiles à la navigation, elle fut perçue d'abord à Royan. Mais les officiers des princes d'Aquitaine puis des rois de France s'ingérèrent de la percevoir à Bordeaux et d'en faire bénéficier leurs souverains au préjudice des seigneurs de Royan. De là naquirent des conflits, dont M. Musset fait l'historique en s'appuyant sur de nombreux documents inédits provenant d'archives publiques et privées et notamment des archives de M. le duc de la Trémoïlle. Ces conflits se terminèrent à la satisfaction des seigneurs de Royan, qui obtinrent d'être réintégrés dans leurs droits primitifs. — Le chanoine POTTIER signale des textes inédits de coutumes, dans l'étendue du Tarn-et-Garonne. 100 communautés environ avaient reçu des chartes de coutumes. 31 textes ont été publiés. 40 textes inédits sont conservés dans des dépôts publics ou dans des archives particulières; la Société archéologique de Tarn-et-Garonne en tient en réserve un certain nombre en vue de la publication d'un *Corpus*. 29 textes sont encore inconnus, mais mentionnés dans des titres divers. — M. l'abbé TAILLEFER donne lecture d'un mémoire sur les coutumes de Saint-Paul-de-Brugues, 27 novembre 1598. — M. Henri TEULIÉ, bibliothécaire de l'Université de Rennes, signale les coutumes d'Aynac (Lot), d'après un rouleau de parchemin qui contient une transaction passée entre le seigneur Annet de Turenne et les habitants d'Aynac, à la date du 19 janvier 1520. Ce texte nous donne les franchises octroyées par Guillerm (1331), modifiées sans doute légèrement par l'arbitre Astorg d'Alvinhac (1365) et complétées par Annet de Turenne (1520). En 1365, elles comprenaient 38 articles; elles ont été complétées en 1520 par 11 articles nouveaux rectificatifs ou complémentaires des premiers. Tous ces articles sont en langue d'oc, les préambules et les commentaires sont en latin. — M. Nicolas HAILLANT a relevé les mesures anciennes usitées dans les diverses régions vosgiennes aux différentes époques : principauté de Salm, prévôtés, districts, anciens cantons, etc., il en donne en même temps la valeur actuelle, les divisions et subdivisions, les synonymes et équivalents. Il y a joint et expliqué, le cas échéant, les dénominations anciennes que le langage usuel des campagnards et

même des citadins a conservées dans les régions différentes de culture et d'exploitation rurale et forestière. Il a ensuite comparé les unes et les autres avec celles du système métrique. — M. Eug. Thoison a limité ses recherches à la partie gâtinaise du département de Seine-et-Marne, soit à 113 paroisses ou anciennes paroisses des arrondissements de Fontainebleau et de Melun situées au sud de la Seine; il a dressé une nomenclature des expressions métrologiques en usage dans cette région; puis il a considéré les mesures au point de vue matériel : forme, dimensions, etc. Un tableau par ordre alphabétique résume pour chaque paroisse les renseignements précédents en y ajoutant la mesure territoriale exprimée en ares. — En réponse à la même question, MM. P. Cozette et J. Leclère donnent lecture d'un mémoire sur les *Anciennes mesures en usage dans le canton de Noyon.* — M. Veuclin indique les différences, parfois considérables, qui existaient dans la contenance des anciens boisseaux usités en Normandie. Il rapporte qu'au XVIIIe siècle, l'ancienne baronne de Ferrières possédait encore son vieux « pot aux grains, » dont il est question dans une charte de 1347. Dans le même temps, la seigneurie du Neubourg avait également un ancien « pot » portant les armoiries de M. de Vieuxpont, autrefois possesseur du marquisat du Neubourg. — M. Charles Bémont lit une note sur la composition de l'armée envoyée en Guyenne par le roi d'Angleterre Édouard Ier (1294). Cette armée comprenait deux éléments principaux fournis, l'un par le service militaire obligatoire, ou, plus proprement, féodal; l'autre par les engagements volontaires. Ces derniers étaient contractés par les criminels de droit commun, soit en rupture de ban, soit détenus dans les prisons royales. Désignés par le terme global et juridique de « félons, » c'étaient des gens qui avaient commis des crimes contre les lois forestières, contre les personnes et les propriétés : incendiaires, voleurs et assassins. A tous ceux-là, le roi promet une grâce partielle s'ils consentent à partir sur-le-champ pour l'armée envoyée en Guyenne et à y rester au service tant que le roi le voudra. Mais il faut qu'ils se présentent devant deux commissaires royaux et qu'ils y fournissent des cautions (six pour le moins); ces cautions garantiront d'abord que ce félon partira au jour dit, en outre que, lorsqu'il sera revenu en Angleterre, il répondra en justice contre toute personne qui aurait une action à exercer contre lui à raison de sa félonie. Le bref royal que chacun d'eux reçoit n'était donc ni une amnistie ni une lettre de rémission; il supprimait seulement l'action publique, et c'était un avantage appréciable, car la loi pénale anglaise était cruelle. Il est certain que beaucoup de ces « félons » s'engagèrent dans ces conditions et qu'ils allèrent combattre en Gascogne. — M. Gros, *les Débuts d'un préfet consulaire,* J.-C.-E. Richard, préfet de la Haute-Garonne. — M. de Sarrand d'Allard envoie trois mémoires : 1° sur *un Savoisien au service de Napoléon Ier.* Il s'agit du capitaine de Viry, fils d'un sénateur de l'Empire, le comte de Viry, qui fut maire de Viry (Haute-Savoie) sous la Révolution. Il mourut à Vienne des suites d'une blessure mortelle reçue

à Essling. 2° sur *les Troupes portugaises à la campagne des Pyrénées*, écrit en collaboration avec M. Barthélemy Sesinando Ribeiro Arthur, lieutenant-colonel de l'armée portugaise. 3° sur *le Portugal à la veille de l'invasion française en 1808*. — M. Cazac, proviseur du lycée de Bayonne, lit un mémoire intitulé : *l'Espagnol Francisco Sanchez, dit le Sophique, professeur royal de philosophie et de médecine à l'Université de Toulouse (1550-1623)*. Contributions à l'histoire de sa vie. — M. Galland adresse une communication sur *l'Administration municipale du canton de Cossé-le-Vivien (Mayenne)*, pendant le Directoire. — M. P. Coquelle fait une communication sur la diplomatie occulte en 1810. On peut, en effet, donner ce nom aux négociations qui eurent pour objet de rapprocher la France de l'Angleterre à l'époque du mariage de Napoléon avec Marie-Louise. Fouché y joua le principal rôle. — M. Roger-Drouault fait connaître que les paveurs de nos grandes villes sortent presque tous du canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, en Basse-Marche, et montre que c'est vers 1680 qu'on les voit apparaître au milieu des maçons émigrants limousins et marchois dont l'origine est beaucoup plus ancienne. Il communique les clauses d'un contrat d'association, intervenu en 1740 entre trois paveurs d'Arnac-la-Poste, pour entreprendre le pavage de Bordeaux et autres villes voisines. — Au sujet de la qualification de « filleules » de Bordeaux, donnée à un certain nombre de villes de la province, M. Brutails constate que ce titre s'explique simplement par des considérations philologiques, sans qu'il soit besoin de faire intervenir le droit civil ou le droit canonique. *Fillola, filleule* sont des termes populaires pour désigner des objets plus petits à côté d'un objet plus grand de même nature, des clochetons autour d'un clocher, des pinacles de contreforts autour d'une nef. Il était naturel d'appliquer cette appellation à des villes secondaires entrant dans la sphère politique d'une capitale de province. — M. de Saint-Saud, à propos des « filleules » de Bordeaux, demande d'où peut venir l'expression géographique de *Pays de Nouvelle-Conquête* appliquée à une région de la Guyenne composée de paroisses appartenant au Bordelais, à l'Agenais et au Périgord, dont s'intitulait capitale Sainte-Foy-la-Grande, et qui étaient *filleules de Bordeaux*. Ce pays prétendait à une autonomie particulière, comme on le voit par les délibérations des gentilshommes de la région en 1789. On ne doit pas oublier que la bataille de Castillon, qui mit fin à la domination anglaise, eut lieu près de Sainte-Foy. — Au sujet des confréries et de l'assistance mutuelle dans le sud-ouest, M. Brutails expose que la confrérie est un de ces groupements sous le couvert desquels on poursuit des buts très différents de l'objet officiel de l'association ; la confrérie a prêté sa forme à des conspirations politiques, à des communautés d'habitants qui n'étaient pas organisées en communes, à des entreprises d'intérêt public, construction d'un pont, d'un hôpital, etc., enfin à des sociétés de secours mutuels. — Répondant à la quatrième question du programme : Critiquer les actes apocryphes conservés dans les archives publiques et particulières, M. Bru-

TAILS examine, à ce point vue, une charte espagnole de la Sauve, dont l'authenticité est douteuse, d'abord à cause de certains anachronismes du fond, ensuite en raison d'anomalies dans la forme. M. Brutails conclut que l'acte, fût-il authentique, méritait, par ces anomalies même, d'être signalé. — M. l'abbé FOIX démontre, avec pièces à l'appui, que Lahire, le fameux compagnon de Jeanne d'Arc, est né dans le pays d'Auribat (département des Landes), à Préchacq, où se trouvaient la seigneurie et le château de Vignoles (Lahire s'appelait en effet Étienne de Vignoles). — Le chanoine POTTIER signale l'existence : 1° d'un pouillé du diocèse de Cahors écrit en latin et contenant le catalogue des abbayes, prieurés réguliers et séculiers des paroisses (manuscrit sur papier) ; 2° du cartulaire de Notre-Dame-de-Grâce à Puylaroque, chapellenie fondée au XIVe siècle par B. de Carit, originaire de Puylaroque, devenu évêque d'Évreux. — M. l'abbé A. DEGERT lit un mémoire sur *le Budget d'un évêque gascon du moyen âge,* celui de Jean Beauffei, conseiller de Charles le Mauvais, roi de Navarre et évêque de Dax, pendant l'année 1376. Les dépenses les plus menues comme les recettes les plus insignifiantes sont relevées au jour le jour et permettent de se faire une idée précise du prix des choses à cette époque dans cette partie de la Gascogne. — Le chanoine FERRAN signale l'existence d'une communauté juive, aux XIIIe et XIVe siècles, dans la ville de Pamiers, où, sous la protection des abbés de Saint-Antonin, elle jouissait de privilèges et de franchises empreintes d'un grand libéralisme. Leur conduite étant irréprochable, ils furent assimilés aux citoyens, *ciutades,* de Pamiers, et partagèrent avec eux les immunités dont ils jouirent durant la guerre des Albigeois et jusqu'à l'époque (21 juin 1306) où Philippe le Bel les bannit de son royaume. — M. J. DEPOIN envoie un mémoire relatif aux comtes héréditaires d'Angoulême, de Vougrin Ier à Audouin II (869-1032). Il se borne à fixer la succession des comtes héréditaires issus de Vougrin l'Ancien, depuis la fin du règne de Charles le Chauve jusqu'à l'avènement de Henri Ier. Vougrin Ier fut le fondateur de la dynastie, il soutint avec vigueur les assauts des Normands et mourut le 3 mai 886. Audouin Ier, l'aîné de ses fils, eut le comté d'Angoulême, Guillaume Ier ceux de Périgueux et d'Agen. Audouin devenu impotent, Guillaume de Périgueux administra Angoulême, puis Audouin Ier guérit et mourut le 29 mars 916. Vient ensuite Guillaume II, qui rétablit l'ordre à Saint-Cybar, où il se retire. Les deux comtés furent réunis par Bernard, cousin d'Arnaud, fils naturel du comte. M. Depoin énumère la liste des comtes jusqu'à Guillaume IV, dont il raconte la vie, le voyage à Rome, l'expédition en Lombardie. Guillaume IV meurt le 6 avril 1028, laissant la jouissance de ses États à Audouin II.

Section d'archéologie. — M. l'abbé DAUX lit un mémoire sur les croyances et traditions populaires du Montalbanais : des sorts donnés ou jetés, des pouvoirs de la *sourciero,* du mauvais œil sur les récoltes, les animaux, les lessives ; les rebouteurs, avec les remèdes empiriques, et les guérisseurs de brûlures, dont le droit héréditaire, dit *poude del*

foc, « pouvoir du feu, » est tenu comme article de foi. Grande confiance règne également dans telles plantes cueillies à certains jours et heures, dans telles eaux et sources, etc. Dans certaines campagnes se perpétue la croyance à la métempsycose, surtout quand il s'agit du décès de personnes tenues pour sorcières. — M. Paul Pellot donne lecture d'un mémoire intitulé : *Bail des droits de Saint-Julien-des-Ménétriers sur les musiciens du bailliage de Vermandois en 1620.* — M. le chanoine Morel trace une esquisse de la liturgie des diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis, antérieurement au XIIIe s. — M. Villepelet communique un acte de baptême, de la paroisse de Saint-Martin-la-Roche-d'Excideuil (Dordogne), en 1777, d'une fille naturelle du fameux escrimeur le chevalier de Saint-Georges, qui était, quoique mulâtre, un personnage fort séduisant, adonné à la musique en même temps qu'à tous les genres de sport, où il atteignait une véritable supériorité. — M. Pierre Paris expose les principaux résultats de ses recherches sur l'art et l'histoire de l'Espagne primitive. Il expose les caractères généraux des constructions cyclopéennes qui, bien que dues à des indigènes, n'ont rien d'original. A côté de ces murs cyclopéens, nous trouvons des constructions qui ont un caractère particulier et, tout d'abord, les tombeaux à coupoles qu'on rencontre en Portugal et en Andalousie; c'est tout à fait le type des sépultures de Mycènes. On constate le caractère de l'art ionique sur des chapiteaux à volutes trouvés à Elche. Le modèle grec se modifie cependant chez les Ibères; un goût particulier pour la richesse et l'exubérance de l'ornementation se fait jour. — M. Léon de Vesly signale, sur le territoire de la commune de Charlevale (Eure), au sommet d'un promontoire qui domine la vallée de l'Andelle, dans le voisinage des fermes du grand et du petit Thuit, des restes d'une motte et d'une enceinte de terre limitée par des fossés, qu'il considère comme les vestiges d'un ancien poste gallo-romain. Il signale, en outre, un cimetière mérovingien qui entourait la chapelle de Saint-Martin, démolie en 1572. — M. Émile Bonnet présente une étude sur les variations de la valeur de la monnaie melgorienne, monnaie qui fut très répandue dans le Midi de la France aux XIIe et XIIIe siècles. M. Bonnet se fonde uniquement sur les actes privés, notamment sur les actes d'obligation (*cartæ de pignore*) qui se trouvent en grand nombre dans les cartulaires méridionaux et qui contiennent très fréquemment une évaluation des espèces melgoriennes en argent fin. — M. Alexandre Nicolaï donne lecture d'une note sur « quelques noms de particuliers appartenant à la langue euskarienne, donnés par des inscriptions romaines de la *Civitas Lugdunum Convenarum* et du territoire des *Onesii*. » Ces noms, M. Nicolaï les explique par le basque, en suivant la méthode de M. Achille Luchaire, et les ajoute à la nomenclature des noms antiques de formation aquitano-ibère. — M. Robert Kehrig présente un aperçu sur l'*Historique du commerce des vins à Bordeaux*, depuis les temps les plus éloignés jusqu'à la période contemporaine. — M. Ledieu étudie le budget communal d'Abbeville en 1464 et 1465. — M. le chanoine Ferran : *Note sur la Navi-*

gation sur l'Ariège et le commerce des vins à Pamiers au XIIIe et au XIVe s. — M. Villepelet communique un acte notarié trouvé parmi des papiers de famille et qui est l'inventaire du trésor de l'église collégiale de Saint-Front de Périgueux, dressé le 15 mai 1552. Il remarque, entre autres choses, que cet inventaire ne mentionne pas la fameuse châsse, couverte de lames d'or et d'argent, contenant les reliques de saint Front et qui devait être l'objet le plus précieux du trésor. On ne saurait donc imputer aux protestants le crime d'avoir enlevé et jeté dans la Dordogne, en 1575, comme le dit le P. Dupuy, dans son *Estat de l'Église du Périgord,* une châsse qui n'existait point ou plus en 1552. — M. Barrière-Flavy signale dans les minutes d'un notaire d'Auterive (Haute-Garonne) un acte du 24 janvier 1601, portant accord entre M. J. de Senaulx, au nom d'un certain nombre de marchands bordelais propriétaires de pastels en Languedoc, et le syndic du diocèse de Toulouse, au sujet de la contribution dudit diocèse aux frais de la construction de la tour de Cordouan.

Section de géographie historique et descriptive. — M. Charles Duffart fait une communication sur la *Carte manuscrite de Claude Masse; sa valeur scientifique et les principales modifications du sol landais qu'elle révèle.* Cette carte permet de constater les modifications du littoral gascon et des dunes survenues depuis deux siècles. — M. Auguste Pawlowski reconstitue l'ancien pays de Médoc. L'auteur, qui a eu la bonne fortune de pouvoir étudier à fond les archives de la guerre et de la marine, de compulser l'inventaire manuscrit de la sirerie de Lesparre (XVIe siècle), a pu identifier le fameux Noviomagos, qu'il retrouve sur le banc des Olives, le promontoire Curion, qui se dressait à l'ouest de Cordouan, Antros, sorte de Noirmoutier, île accostée à la côte médocaine. Pour Metullum ce dut être Brion-sous-Vertheuil. — M. Caména d'Almeïda donne lecture d'un essai de géographie historique et régionale de l'Aunis. — M. Chauvigné a envoyé un mémoire intitulé : *les Itinéraires d'un régiment suisse en Touraine et dans l'Ouest en 1568-1569.* — M. l'abbé Ricaud donne lecture d'une communication relative aux pays qui sont entrés en 1790 dans la composition du département des Hautes-Pyrénées. — Des recherches dans le fonds très riche de Saint-Victor de Marseille, conservé aux archives départementales des Bouches-du-Rhône, ont permis à M. l'abbé Arnaud d'Agnel de dresser la carte des possessions de l'abbaye de Saint-Victor dans le sud-ouest de la France. — M. Boucherie présente une *Esquisse d'une carte des possessions de l'abbaye de la Sauve-Majeure en Guienne.* Ce travail se compose de : 1° une carte en 13 feuilles; 2° de tableaux des possessions classées par prieurés et par communes; 3° d'une notice historique sur les origines de l'abbaye fondée par saint Gérald en 1079; sur les privilèges qui lui avaient été concédés; sur ses développements amenés par l'influence de saint Gérald et les pèlerinages à Saint-Jacques-de-Compostelle. La notice se termine par les causes de la décadence de l'abbaye, les ravages causés par la guerre de Cent ans, l'institution des abbés commenda-

taires. — M. l'abbé Gaubin présente deux cartes qu'il a dressées des possessions de l'abbaye de la Case-Dieu de l'ordre des Prémontrés et communique un commentaire qu'il a dressé de ces deux cartes. — M. Menche de Loisne présente un nouveau catalogue de noms de lieux du département du Pas-de-Calais déformés dans leur orthographe par les feuilles du cadastre, les dictionnaires des postes, etc. — M. Eugène Belloc fait un historique rapide des anciennes mont-joies et particulièrement de leur signification au point de vue géographique. — M. de Saint-Saud entretient la section d'une expression de mépris, *gavache,* qui est donnée depuis le nord de l'Espagne, jusqu'aux confins de la langue d'oïl, par des habitants d'une région à ceux qui demeurent au nord et parlent une langue différente. Dans le Bordelais, les enclaves de gens parlant langue d'oïl se nomment *gavacheries,* et tous les noms de lieux qui commencent par *gavach* ou *gabach* sont situés sur une ligne ou au sud d'une ligne qui va des limites de la Saintonge et du Bordelais jusqu'au Rouergue par le Quercy et s'infléchissant en ce point vers les Pyrénées. — M. Joseph Fournier étudie l'*Introduction de la culture de la canne à sucre en France au XVIIe siècle,* par un citoyen d'Avignon, Claude Guérin. Autorisé par lettres patentes du 28 avril 1556, il rencontra sans doute des difficultés pour se procurer des cannes à sucre que les Espagnols gardaient jalousement à Madère, alors centre important de production. C'est seulement en 1567 que, par ordre de Catherine de Médicis, Guérin put se procurer douze « sarries » de cannes pour être plantées dans le « jardin du roi » que la reine-mère venait de créer à Hyères, jardin où fut réuni un grand nombre de plantes exotiques achetées à grands frais. Mais ces végétaux ne purent s'accommoder du climat de Provence, moins chaud que celui des Canaries ou de Madère, et séchèrent sans avoir rien produit, sans avoir donné de quoi alimenter ce « moulin à sucre » que la prévoyance du fermier royal avait fait édifier à proximité du jardin. — M. H. Froidevaux communique un mémoire intitulé : *les Travaux géographiques de l'escadre de M. de la Haye en 1670.* — Il est donné lecture d'une étude de M. G. Saint-Yves sur les *Instructions données à Lally Tollendal par le gouvernement de Louis XV, d'après les registres du Comité secret pour les affaires de l'Inde.* — M. Vuacheux a communiqué divers documents dont il est donné un résumé : 1° sur la Guadeloupe et la Martinique, en 1774 et 1775, sous l'administration de M. de Nozières et du président Tascher; 2° sur l'établissement d'un siège d'amirauté aux Cayes ou la translation de celle de Saint-Louis dans ce bourg. — L'abbé F. Marsan communique une relation inédite sur la traite des nègres à l'île de Madagascar en 1751, d'après un manuscrit découvert par lui dans les archives du comte Louis-Hector de Ségur, ancien commandant du château de Péronne, qui est l'œuvre du capitaine Louis Fort, originaire de la ville de Carthagène. — M. Henri Cordier communique divers documents relatifs aux essais faits par la France pour reprendre ses relations avec la Cochinchine sous le premier Empire. Ces documents peuvent servir

d'introduction aux entreprises faites sous la Restauration pour l'établissement de notre commerce à la Cochinchine et la création d'un consulat à Hué, avec J.-B. Chaigneau comme premier titulaire.

Section des sciences économiques et sociales. — M. Henri Lorin, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, lit deux notes : 1° sur les relations coloniales de Bordeaux avec Terre-Neuve, Madère et les Açores, la Floride, au temps de Charles IX ; 2° sur l'émigration des Basques et la colonisation de l'Afrique française du Nord, qu'il s'agirait d'encourager. — M. Jean Villatte fait une communication sur les Économistes bordelais, du xviiie siècle : Jean-François de Melon, Montesquieu, l'abbé Joubert, de Bacalan ; Saige et Dudevant ; et ceux du xixe siècle : Armand du Périer de Larsan, les frères Émile et Isaac Pereire, Théophile Labat, Pierre Laffite. — M. Gabriel Fleury expose les délibérations prises sous Louis XVI par une assemblée provinciale, relativement à l'abolition de la mendicité. Il analyse d'abord les délibérations sur ce sujet prises par les assemblées provinciales de Tours, d'Angers et du Mans ; il donne ensuite le résumé rédigé par l'assemblée générale de Touraine, qui conclut à la création de bureaux de charité sous la direction des assemblées municipales « qui pourraient, pour cette fonction seulement, s'associer, parmi les femmes qui habitent la paroisse, celles qu'ils croiront les plus utiles à cette honorable fonction. Les charités seront faites en travail et denrées et jamais autrement. » — M. Blossier expose la situation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire à Honfleur vers 1789. — M. Cheylud parle de l'École centrale du département du Cantal ; M. Quignon de celle du département de l'Oise. — M. Flour de Saint-Genis envoie un mémoire sur l'évolution de l'esprit domanial au xvie siècle pour soustraire la perception de l'impôt à l'ingérence et au contrôle des états généraux. C'est un chapitre d'une *Histoire documentaire et philosophique des domaines* que l'auteur est en train de rédiger.

Section des sciences économiques. — M. Bencazar, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, se propose de faire connaître l'accueil que reçurent du Parlement de Guyenne les réformes économiques et financières sous Louis XV et Louis XVI. Dans un mémoire sur les règles économiques de l'administration d'Aubert de Tourny, intendant de Bordeaux (1743-1757), il dresse l'inventaire social de Bordeaux de 1743 à 1757 et critique le rôle économique de Tourny, avec un aperçu des conflits de celui-ci avec le Parlement, la Jurade, la Chambre de commerce, l'État. — M. Philippe Delmas, de la Société de géographie commerciale de Bordeaux : *Étude sur les relations commerciales de Bordeaux avec la côte occidentale d'Afrique (Congo exclu)*. Ces relations ont leur origine dans les établissements français du fleuve Sénégal au xvie s. Le commerce de Bordeaux avec ces régions a, jusqu'en 1789, porté exclusivement sur la traite des nègres. L'importance de ce commerce a surtout été grande de 1760 à 1789. Depuis 1850, les premières importations

d'arachides donnèrent une grande extension à notre commerce avec le Sénégal, qui prit chaque année plus d'importance.

— Les érudits accueilleront avec reconnaissance les premiers volumes de la nouvelle série (in-4°) des « Historiens de la France. » L'Académie paraît enfin disposée à renoncer aux lourds et coûteux in-folio qui demandent un quart de siècle et plus de préparation. Signalons donc le tome I des « Documents financiers » : *Inventaire d'anciens comptes royaux dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois,* publié par M. Ch.-Victor Langlois, sous la direction de M. Léopold Delisle (Klincksieck, xl-433 p., 1899); le tome I des « Pouillés » de l'ancienne France ecclésiastique : *Pouillés de la province de Rouen,* publié par M. Auguste Longnon (1903, lxxiii-602 p.), enfin les deux premiers volumes des « Obituaires » : *Obituaires de la province de Sens;* tomes I et II : diocèses de Sens et de Paris; 1re et 2e parties (1902, cix-1,380 p.), publiés par M. Auguste Molinier, sous la direction et avec une préface de M. Auguste Longnon. Ainsi, l'Académie des inscriptions abdique très sagement le monopole de ces grosses publications, qui dépassent les forces d'un petit nombre de travailleurs même éprouvés, et donne à ses collaborateurs, avec une plus grande responsabilité, la satisfaction de voir leur nom associé au célèbre recueil des Historiens de la France.

— Le *Livre noir* de Dax est un registre des archives municipales écrit au xve siècle, où l'on a transcrit : 1° le texte des coutumes de la ville; 2° le cartulaire municipal, lequel est encore représenté par un registre plus ancien, appelé le *Livre rouge.* Les chartes contenues dans ces deux cartulaires sont au nombre de 72 et vont de 1170 (environ) jusqu'en 1400. Le contenu du *Livre noir* (Coutumier et Cartulaire) a fait l'objet d'une belle publication de M. François Abbadie, encouragé, il convient de le dire, par les subsides de la municipalité de Dax et par le concours pécuniaire et moral de la Société des archives historiques de la Gironde, qui paraît disposée, avec raison, à étendre son activité à tout l'ancien domaine gascon. M. Abbadie a donné en outre le texte des *Établissements* d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, qui était jadis déposé aux archives de la ville, mais qui en était sorti pour être prêté à Baluze, lequel oublia de le rendre. Une importante introduction de clxxxvi pages ajoute encore à l'intérêt de cette notable publication (*le Livre noir et les Établissements de Dax.* Paris, A. Picard; Bordeaux, Feret, 1902, clxxxvi-592 p. in-4°. Prix : 20 fr.).

— Dans la première série de ses *Études d'histoire,* M. Arthur Chuquet a réuni quatre intéressants articles : 1° Bayard à Mézières (1521); 2° la sœur de Gœthe (Cornelie-Frédérique-Christiane, mariée à Jean-George Schlosser et morte en 1777); 3° l'affaire Abbatucci (un crime judiciaire au xviiie siècle; condamné aux galères et à la marque en 1779 pour un crime où il n'avait nulle part, Abbatucci obtint la revision de son jugement après trois ans de captivité, fut réhabilité et rentra dans

l'armée avec son grade; il ne cessa de servir fidèlement la France); 4° le révolutionnaire George Forster. Ce dernier article, consacré au « plus révolutionnaire des écrivains allemands, » républicain de cœur et admirateur des Girondins, occupe à lui seul la moitié du volume. C'est une excellente contribution à l'histoire de l'expansion française en Allemagne au début de la Révolution.

— La *Petite histoire des Landes,* par M. Albert Larroquette (Mont-de-Marsan, A. Dupeyron, 1903, 85 p.), peut être lue avec intérêt et non sans profit, bien qu'elle soit très résumée. La brochure est dédiée à M. Camille Jullian; l'auteur a été à bonne école, on s'en aperçoit.

— M. l'abbé Uzureau vient de publier un nouveau mémoire sur l'*Enseignement secondaire en Anjou au XVIIIe siècle* (Angers, Germain et Grassin, 1903, in-8°). Il se compose d'extraits de l'*Almanach d'Anjou,* d'annonces et de prospectus des différentes maisons d'éducation de la province. Il faut sans doute mettre au point toutes les assertions de ces petits factums, sans quoi on devrait admettre que le XVIIIe s. a été l'âge d'or de l'enseignement secondaire. Chaque maître, en bon industriel, fait naturellement un éloge pompeux de son école. Certaines de ces réclames, car ce n'est pas autre chose, sont au surplus amusantes à lire.

— Le R. P. Jacquin, O. P., vient de faire paraître une *Étude sur l'abbaye de Liessies* (Bruxelles, Kiessling, 1903, in-8°)[1]. Un cartulaire de cette maison, conservé à Cheltenham, a été récemment acheté pour les archives du royaume à Bruxelles; l'auteur donne quelques détails sur ce manuscrit, qui date du XIIIe siècle, et y signale une copie de la chronique de Liessies. Jusqu'ici on ne connaissait l'ouvrage que par la transcription de Jacques de Guise dans ses *Annales Hannoniae;* la copie nouvellement découverte omet également le début, mais elle donne en plus trois longs et curieux passages. Le P. Jacquin publie ces fragments; on peut y noter quelques détails sur le développement de l'ordre de Cîteaux.

— Le mémoire de M. A. Lesort, *la Succession de Charles le Téméraire à Cambrai* (1477-1482)[2], est un exposé fort intéressant des efforts tentés par Louis XI pour s'emparer de cette cité impériale. Les raisons alléguées par ce prince n'étaient que de misérables prétextes; il réussit pour un temps, occupa la ville, mais les excès de ses agents rendirent odieuse la domination française, et la place, quand le roi l'eut évacuée après quelques échecs en Hainaut, se remit de grand cœur sous la domination bourguignonne. M. Lesort a donné de ce curieux épisode politique un récit tout nouveau, d'après les riches archives de Cambrai.

— Le gouvernement royal avait créé en 1766 une *Commission des*

1. Extrait du *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique.*
2. *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai,* t. LV.

réguliers chargée de faire enquête sur la situation des communautés religieuses du royaume; cette commission opéra dans cette forêt épaisse des coupes sombres que les plus croyants estimaient dès lors nécessaires, mais que les écrivains ultramontains modernes ont jugées sévèrement. Les papiers de cette commission sont aujourd'hui aux Archives nationales. M. L. Lecestre vient d'en tirer les éléments d'une liste générale des *Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France* (Paris, Picard, 1902, in-8°), qui rendra de grands services. Cette liste indique le nombre des religieux de chaque maison, le montant des revenus et la situation géographique actuelle de l'établissement. A cette époque, on comptait en France 2,966 maisons religieuses, comptant 26,674 habitants; le revenu total atteignait 15,340,000 livres.

— Les *Nouvelles recherches sur l'histoire de l'ancien collège d'Auch* (1789-1794), par M. Fr. Delage (Auch., impr. Foix, 1902, in-8°), racontent l'agonie de l'établissement, assez prospère en 1789, mais que ruinèrent les lois révolutionnaires supprimant les dîmes. Il végéta encore tant bien que mal jusqu'à 1794, date de la création d'une *école nationale provisoire*.

— Signalons en passant une nouvelle brochure de M. Pagart d'Hermansart, *les Feux de joie à Saint-Omer et dans le nord de la France sous l'ancienne monarchie* (Saint-Omer, d'Homont, 1903, in-8°); l'auteur donne pour le XVIIe siècle quelques extraits de comptes assez curieux.

— Dans le tome IV, 2e livr., de sa *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France* (Impr. nat.), M. Robert de Lasteyrie a terminé le dépouillement des Sociétés savantes du département de la Seine : Société de l'histoire de l'Art français, de l'histoire de France, de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, de l'histoire du Protestantisme français, Société académique indo-chinoise, Société de linguistique, Société de numismatique et d'archéologie, Société orientale, Société de l'Orient latin, Société de statistique, etc. Puis vient le dépouillement des Sociétés de Seine-et-Marne et le commencement de celle de Seine-et-Oise.

— Une *Société des Études rabelaisiennes* vient de se fonder; elle a pour but « l'étude de Rabelais et de son temps, ainsi que la publication de documents et de travaux relatifs au même sujet. » Le président est M. Abel Lefranc, secrétaire du Collège de France, qui, depuis deux ans, a consacré à l'étude de Rabelais une partie de l'enseignement qu'il donne, avec un grand succès, à l'École pratique des hautes études.

— Peu de temps avant sa mort, Eugène Muntz avait jeté les bases d'une *Société internationale des Études iconographiques* et il en avait rédigé le programme. Cette Société « a pour but d'encourager tous les travaux qui se rapportent à l'iconographie sacrée ou profane du moyen âge, de la Renaissance et des temps modernes. » La Société se compo-

sera de membres, dont la cotisation annuelle est fixée à 10 fr., de Comités régionaux et d'un Comité directeur; dans ce dernier figureront les délégués des principaux pays ayant adhéré à l'œuvre. Dès que les ressources de la Société le permettront, elle publiera un Bulletin illustré, qui contiendra des travaux originaux, des comptes-rendus et une bibliographie. Une des premières entreprises auxquelles elle s'attachera sera « l'établissement d'un *Thesaurus iconographicus* rédigé conformément au système adopté par Bartsch dans son *Peintre-graveur* ou par Zani dans son *Encyclopédie*. » Les adhésions peuvent être adressées dès à présent au secrétaire général, M. de Mandach, à Oberhofen, lac de Thoune, Suisse.

Livres nouveaux. — Documents et Inventaires. — Histoire générale de Paris. Registres des délibérations du Bureau de la ville de Paris. T. X, 1590-1594, publ. p. *Paul Guérin;* t. XI, 1594-1598, publ. p. *Al. Tuetey*. Champion, xx-516 et L-737 p. Prix : 30 fr. chaque. — Inventaire des archives de la Bourse des marchands de Toulouse antérieures à 1790, par *S. Macary*. Toulouse, Arnauné, in-4° à 2 col., 103 p. — *J. Gauthier*. Le testament d'Othon IV, dernier comte de Bourgogne, 1302. Besançon, impr. Jacquin, 16 p. — *J. Garnier*. Inventaire sommaire des archives départementales. Côte-d'Or. Archives civiles, série G : clergé séculier. T. I. Dijon, impr. Darantière, 540 p. à 2 col. — *P. Le Verdier*. Correspondance politique et administrative de Miromesnil, premier président du parlement de Normandie. T. III et IV, 1763-1767. Rouen, Lestringant, xliv-471 et xlii-298 p. (Soc. de l'hist. de la Normandie.) — *P.-F. de Rémusat*. Mémoire sur ma détention au Temple, 1797-1799, publ. p. *V. Pierre*. Picard, xlii-191 p. (Soc. d'hist. contemporaine.) — *P. Lecacheux*. Bulles du pape Urbain V concernant le diocèse d'Avranches, 1362-1370. Avranches, impr. Durand, 16 p. — *E. Drot*. Recueil de documents tirés des anciennes minutes de notaires déposées aux archives départementales de l'Yonne. Picard et fils, 631 p. Prix : 10 fr. (Bull. de la Soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne, 1899.) — *Id.* et *Porée*. Documents sur la Révolution française. Département de l'Yonne. Procès-verbaux de l'administration départementale de 1790 à 1800. T. V (4 juillet 1792-9 juillet 1793). Auxerre, impr. Gallot, cxxvii-464 p. — Ministère de la Guerre. Inventaire sommaire des archives anciennes. Correspondance, t. II, fasc. 2, n°s 1916-2188. Impr. nationale.

Histoire générale. — *Abbé Sicard*. L'ancien clergé de France. T. III : les évêques pendant la Révolution, de l'exil au Concordat. Lecoffre, 574 p. — *L. Barracand*. L'invasion, 4 août 1870-16 septembre 1873. Lemerre, v-495 p. Prix : 10 fr. — *G. Capon*. Les maisons closes au xviiie s. Daragon, iv-279 p. Prix : 15 fr.

Histoire locale. — *C. Doublet*. Un mémorialiste toulousain du xviie s. : l'abbé Jean Du Ferrier, 1609-1685. Toulouse, Privat, 46 p. (Rev. des Pyrénées, 1901-1902.) — *A. Fray-Fournier*. Une institution du premier Empire. Limoges et les bonnes villes. Limoges, Ducourtieux, 76 p. — Histoire du Beaujolais; mss. inédits des xviie et xviiie s., publ. p. *L. Galle* et *G. Guigue*. Lyon, Société des bibliophiles lyonnais, 2 vol., lxxxiv-461 et 502 p. — *Abbé A. Lecler*. Martyrs et confesseurs de la foi du diocèse de Limoges pendant la Révolution française. T. III. Limoges, Ducourtieux, 562 p. Prix : 9 fr. — *A. Loubignac*. Épisode de la Révolution en Corrèze, 1793-1794. Tulle, impr. Mazeyrol, 35 p. — *J. Gauthier*. Les châtelains domaniaux en Franche-Comté, xiiie-xve s. Besan-

çon, impr. Jacquin, 40 p. — *Abbé L. Loye.* Histoire de l'église de Besançon. T. V. — *Dr A. Fournier.* Le duc Léopold et la Lorraine. Saint-Dié, impr. Cuny, 183 p. (Bull. de la Soc. philom. vosgienne, 1902-1903.) — *Ét. Grousset.* Histoire du diocèse de Montpellier pendant les premiers siècles. Montpellier, impr. de la manufacture de la Charité, 154 p. — *L. Paulet.* Les Baux et Castillon. Histoire des communes des Baux, du Paradou, de Maussane et de Mouriès. Marseille, Ruat, xx-398 p. — *Atf. Prudhomme.* Histoire de Neauphle-le-Château. Blétit, viii-291 p. — *H. Affre.* Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue. Rodez, impr. Carrère, vii-470 p. à 2 col. (Soc. des lettres, arts et sciences de l'Aveyron.) — *A. Bethouart.* Histoire de Chartres, 1789-1900. T. I. Chartres, impr. Garnier, iv-435 p. Prix : 6 fr. — *René Blanchard.* Le 10e léger et la révolution de juillet 1830 à Nantes. Vannes, impr. Lafolye, 67 p. (Rev. de Bretagne.) — *P. Bliard.* Exécution de Pontcallec et de ses compagnons. Ibid., 16 p. (Rev. morbihannaise.) — *Abbé Eug. Martin.* Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié. T. III : du démembrement en trois diocèses à la modification des circonscriptions diocésaines après la guerre franco-allemande. Nancy, Crépin-Leblond, 612 p. — *Id.* Un chapitre d'histoire de la Révolution. La persécution et l'anarchie religieuse en Lorraine. Ibid., iii-194 p. — *A. Fray-Fournier.* Le club des Jacobins de Limoges, 1790-1795, d'après ses délibérations, sa correspondance et ses journaux. Limoges, Charles-Lavauzelle. (Arch. hist. du Limousin, 2e série.)

Biographies. — *H. de Laguérenne.* Recherches historiques, biographiques et généalogiques : la famille Gilbert du Deffant. Saint-Amand (Cher), impr. Pinoteau, 19 p. — *A. Bourgeois.* Théroigne de Méricourt et le marquis de Saint-Huruge. Paris, bibliothèque de la Critique, xvi-61 p. in-16. Prix : 3 fr. — *C. Girerd.* Les seigneurs de Chevenon, 1264-1789 ; recherches généalogiques. Combet, vi-163 p. in-16. — *F. Mugnier.* Histoire d'Antoine Favre, 1557-1624. Champion, 539 p. — *A. Pinvert.* Notice sur les sires de Bourbon, comtes de Clermont en Beauvaisis, et sur le comté. Fontemoing, x-87 p. Prix : 3 fr.

Belgique. — M. Alphonse Delescluse, chargé de cours à l'Université de Liège et secrétaire de la rédaction des *Archives belges,* est décédé à Liège le 21 mai, âgé de trente-trois ans. C'était un érudit modeste et consciencieux. Il avait publié, en collaboration avec M. D. Brouwers, le *Catalogue des actes de Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège* (Bruxelles, Lebègue, 1900, in-8°, 467 p.; voy. *Rev. hist.,* LXXXI, 141). On lui doit aussi d'intéressantes études sur des questions d'histoire médiévale et de bons comptes-rendus périodiques du mouvement historique belge dans la *Revue des Questions historiques.* Il préparait sur l'histoire économique du chapitre de Saint-Lambert à Liège un travail considérable que la mort ne lui a pas permis d'achever.

— Le 14 avril est décédé à Saint-Josse-ten-Noode-lez-Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, M. le baron E.-A.-T.-J. Wittert-d'Hoogland, auteur de travaux estimables sur l'histoire du pays de Liège et surtout sur l'histoire des arts. Nous citerons : *Godefroi de Fontaines, le docteur vénérable* (Liège, 1873, in-8°); *la Bataille d'Othée de 1408* (Ibid., 1879, in-16) ; *Gilles Demarteau, graveur du roi, 1722-1776* (Bruxelles, 1883, in-8°) ; *Lucas de Leyde et Albert Dürer, 1470-1530* (Ibid., 1889, in-8°).

— M. G. Kurth a fait paraître le t. I des *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert-en-Ardenne* (*Commission royale d'histoire*. Bruxelles, Kiessling, in-4°, LXXVII-760 p.). Avant de donner le texte d'une charte, le savant éditeur fournit aux lecteurs tous les détails indispensables sur les manuscrits et sur les éditions imprimées avec leur interdépendance; il y joint, lorsque c'est nécessaire, des observations sur l'authenticité, la date et l'histoire du diplôme. Les documents apocryphes sont distingués des documents authentiques par un caractère plus petit. Au bas du texte, il y a des notes contenant les variantes, et les notes réservées au commentaire interprétatif. Ce commentaire abonde en renseignements neufs et curieux. C'est le premier volume édité conformément aux *Instructions pour la publication des textes historiques,* émanées de la *Commission royale d'histoire,* lesquelles font aujourd'hui autorité dans le monde scientifique (voir Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos, *Introduction aux études historiques,* éd. de 1898, p. 55).

— Depuis le 1er janvier 1903 paraît à Bruxelles une nouvelle revue trimestrielle portant comme titre : *Revue des bibliothèques et des archives de Belgique.* Elle publie des travaux de bibliographie et de bibliothéconomie, des comptes-rendus d'ouvrages concernant la profession d'archiviste ou de bibliothécaire, un dépouillement des revues étrangères du même genre, des renseignements d'ordre pratique : indications de ventes importantes, catalogues de libraires, actes officiels relatifs aux bibliothèques et archives, mutations dans le personnel. La nouvelle revue est placée sous la direction du P. J. van den Gheyn, Bollandiste, conservateur des manuscrits à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

— Le roi des Belges avait mis au concours la question suivante : *Faire l'histoire de la fondation par les peuples anciens et modernes de leurs dépendances d'outre-mer, en exposant surtout les avantages politiques et économiques qu'ils ont retirés directement ou indirectement desdites dépendances.* Le prix, d'une valeur de 25,000 francs, a été décerné, sur les conclusions très élogieuses et unanimes du jury, au mémoire dû à la collaboration de MM. Hermann Van der Linden, professeur d'histoire à l'Athénée royal d'Anvers, et Delannoy, chef de bureau au ministère de la Justice. Le jury était composé de MM. le chevalier Descamps, sénateur, ministre d'État; J. Leclercq, membre de l'Académie royale de Belgique; de Ramaix, sénateur; baron Béthune et de Landtsheere, membres de la Chambre des représentants; Max, conseiller provincial; Le Marinel, capitaine commandant et explorateur du Congo.

Allemagne. — Jacques-Henri de Hefner-Alteneck, bien connu comme historien de l'art et de la civilisation, est mort à Munich, âgé de quatre-vingt-douze ans. Parmi ses nombreuses publications, nous signalerons un ouvrage en dix volumes intitulé : *Trachten, Kunstwerke und Geræts chaften vom frühen Mittelalter bis Ende des XVIII Jahrh.* (1879-1890).

— Le Dr Bratke a été nommé professeur extraordinaire d'histoire ecclésiastique à Breslau ; le Dr Boehmer a été nommé au même titre à Bonn ; le Dr Aloys Schulte professeur ordinaire à Bonn ; le Dr C. Neumann professeur extraordinaire d'histoire et d'histoire de l'art à Gœttingue. M. Bruno Krusch, archiviste de l'État à Breslau, et le prof. Engelbert Muehlbacher, de Vienne, ont été nommés membres du Comité central des *Monumenta Germaniae*, et M. Lœschke membre du Comité central de l'Institut archéologique allemand à Berlin.

— Le rapport annuel sur les travaux des *Monumenta Germaniae historica* a été rédigé par le professeur O. Holder-Egger. Pendant l'exercice écoulé ont paru : dans la section des *Scriptores*, le tome IV des *Scriptores rerum merovingicarum* (Passiones vitaeque sanctorum aevi merovingici), par Bruno Krusch ; le tome XXXI, 1re partie, des *Scriptores ;* la *Vita Bennonis II, episcopi Osnabrugensis* (auctore Nortberto, abbate Iburgensi), par H. Bresslau ; dans la section des *Leges*, la sectio I du t. I des *Leges Visigothorum*, par K. Zeumer ; dans celle des *Diplomata*, la seconde partie du tome III, contenant les diplômes de Henri II et d'Arduin ; dans celle des *Epistolae*, le tome IV des *Epistolae karolini aevi*. — La 2e partie du tome XXXI des *Scriptores* contiendra la double chronique, c'est-à-dire le « Liber de temporibus » et les « Cronica imperatorum » du notaire d'Albert Milioli de Reggio d'Emilia, avec trois relations sur le siège et la prise de Damiette en 1218-1219. Dans le tome XXXII figurera la Chronique de Salimbene. L'impression du tome I des *Diplômes carolingiens*, publiés par M. Muehlbacher, est presque terminée.

— La librairie Oldenburg, à Munich, a mis en vente une deuxième édition, refondue, de Friedrich Ratzel, *Politische Geographie* (avec 39 cartes. Prix : 18 m.).

— Le Dr Stephani a terminé, avec un second volume, son ouvrage : *Das ælteste deutsche Wohnbau und seine Einrichtung ;* ce tome II traite des maisons d'habitation et de leur système de construction depuis Charlemagne jusqu'à la fin du XIe siècle (Leipzig, Baumgærtner. Prix : 18 m.).

— Le tome II du grand *Dictionnaire de la conversation* de Meyer contient la fin de la lettre *A* et se termine avec l'article *Bismarck*. L'article le plus richement illustré est celui qui est consacré à l'histoire de la sculpture (*Bildhauerkunst*) et auquel vingt planches sont annexées. A noter aussi l'article *Autographes*, avec dix planches. Il ne peut être question, naturellement, d'analyser une compilation où il y a de tout ; mais il faut dire que l'ouvrage, dont on nous offre la 6e édition, a été mis au courant des événements. Les vivants y voisinent à côté des morts, et parfois ceux-ci sont sacrifiés à ceux-là : ainsi saint Bernard, à qui l'on a donné quarante-quatre lignes, tandis qu'on en a consacré vingt-trois à M. Tristan Bernard. Berlin et ses monuments occupent dans ce volume une place considérable, non sans doute hors de proportion avec

celle que cette ville occupe dans l'Allemagne et dans le monde. Et nous devons passer sous silence tant d'articles variés qui ne touchent pas même indirectement à l'histoire, mais sur lesquels tout homme instruit est heureux de trouver des renseignements précis, sûrs et récents (*Meyer's Grosses Konversations-Lexikon*, Bd. II. Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut, 1903).

— Au milieu de ses travaux pour les « Deutsche Reichstagsakten » concernant le règne de Sigismond, M. Gustave Beckmann a trouvé le temps de consacrer une brochure à l'idée politique dominante de cet empereur-roi. *Der Kampf Kaiser Sigmunds gegen die werdende Weltmacht der Osmanen, 1392-1437* (Gotha, F.-A. Perthes, 1902, XII-118 p.), veut prouver que la politique orientale de l'empereur d'Allemagne, roi de Hongrie, était de combattre à outrance les Turcs; que cette idée était comme le centre de son activité politique; qu'il a pu paraître l'abandonner à certains moments de son règne, mais qu'il y est toujours revenu. M. Beckmann croit trouver la confirmation de son hypothèse dans la mission diplomatique que Sigismond avait confiée à Pippo Spano, autrement dit Scolari (chez les Magyars : Ozorai Pippo). Ce général, homme d'État, originaire d'Italie, s'établit en Hongrie, où, le premier, il appela des artistes de son pays natal et inaugura ainsi le mouvement de la Renaissance magyare, si fortement accentué sous Mathias Corvin. Il avait été envoyé, en 1410, par Sigismond, à Rome, pour soumettre ses plans au pape Jean XXIII. Les historiens ont prétendu jusqu'ici que cette mission avait pour but de fortifier, grâce à l'intervention du Saint-Siège, l'autorité de Sigismond auprès du haut clergé magyar, de l'appuyer dans ses visées sur la couronne « royale romaine, » d'intervenir entre Venise et la Hongrie, alors en guerre, et, enfin, de tenter l'union des deux Églises, latine et grecque. Selon M. Beckmann, toutes ces demandes étaient subordonnées au but principal : la lutte contre les Turcs, dont les progrès étaient une menace pour l'Europe catholique. L'auteur voit cette idée dominer dans les actes de Sigismond de 1410 à 1413; même de 1415 jusqu'à sa mort, cette idée le hantait. Seules les circonstances l'empêchèrent d'exécuter ce plan vraiment grandiose! La démonstration de M. Beckmann ne repose que sur des hypothèses; on ne voit vraiment pas de raison à la joie puérile qu'il manifeste dans sa Préface (p. VII) à propos de cette « découverte. » I. K.

Hongrie. — Parmi les dernières publications historiques de la Hongrie, il importe de signaler les suivantes :

1° Henri Marczali, *Enchiridion Fontium Historiae Hungaroram* (*A magyar történet kutfőinek kézikönyve*. Budapest, Athenaeum, 1902, in-8°, X-967 p.). M. Wlassics, ministre de l'Instruction publique, a chargé, en 1895, plusieurs professeurs de l'Université de Budapest de publier, à l'usage de leurs élèves, les manuels indispensables à leurs études. Ce besoin se faisait surtout sentir à la Faculté de philosophie

(lettres et sciences), dont les élèves doivent souvent avoir recours aux publications allemandes ou françaises pour s'initier à leur futur métier. S'il s'agit de philologie classique ou d'histoire universelle, le mal n'est pas très grand, mais, pour l'histoire magyare elle-même, il manquait un manuel qui permît de se rendre compte des sources à consulter pour chaque période. M. Marczali, professeur d'histoire de Hongrie, comble cette lacune avec l'ouvrage que nous signalons. Ce livre poursuit deux buts. Il donne d'abord, pour chaque époque de l'histoire des Magyars depuis les origines obscures jusqu'au dualisme (1867), toutes les sources nationales et étrangères avec les indications bibliographiques nécessaires, se bornant cependant aux chroniques, aux mémoires et aux descriptions. Puis il donne un choix d'extraits qui nous montrent le mieux l'état social et politique de la période étudiée. Ce choix est toujours précédé de notices assez développées dont l'ensemble ne forme pas seulement une contribution très précieuse à l'appréciation des sources, mais en même temps un petit cours d'histoire où M. Marczali, avec sa maîtrise habituelle, fait ressortir les points les plus essentiels. Il est tout naturel que, dans un pays où le latin dominait jusqu'au commencement du XIXe siècle, la plus grande partie des sources soit en langue latine; ces extraits ne sont pas traduits, mais l'auteur a donné la traduction magyare des sources byzantines et italiennes, les premières très importantes pour l'époque la plus ancienne lorsque les Magyars prirent possession de leur pays actuel, les dernières pour l'époque des Anjou et le règne de Louis le Grand (1342-1382). Ce volume rendra service même aux savants qui ne savent pas lire le hongrois; mais son but principal est de former de jeunes historiens magyars et de guider les professeurs des lycées dans leurs recherches.

MM. Mika et Angyal, *privat-docents* à l'Université de Budapest, ont été les collaborateurs de M. Marczali : le premier pour le XVIe, le second pour le XVIIe siècle.

2° Mgr Guillaume Fraknói a donné rapidement le second volume de son ouvrage sur les *Relations ecclésiastiques et politiques de la Hongrie avec le Saint-Siège* (*Magyarország egyházi és politikai összeköttetései a római szent-székkel*, t. II. Budapest, Société Saint-Étienne, 1902, IX-489 p. in-8°). Après avoir consacré un volume de 400 pages à une période qui embrasse quatre siècles (voy. *Revue historique*, septembre-octobre 1902), il nous donne aujourd'hui l'exposé de la période qui va du concile de Constance jusqu'à la bataille de Mohács (1418-1526). On peut dire que c'est Mgr Fraknói qui a ouvert les sources qui alimentent son œuvre. Depuis qu'il a fondé l'Institut historique magyar à Rome, son principal but était de donner le supplément nécessaire aux *Vetera Monumenta historica Hungariam sacram illustrantia* d'Auguste Theiner. C'est dans ce sens qu'il dirigea les *Monumenta Vaticana Hungariae*. Grâce à ces nouveaux documents, son livre gagne en importance. Il est divisé en trois chapitres. Le premier (1418-1458) expose les relations

des rois magyars, — surtout de Sigismond, — avec les papes Martin V et Eugène IV, et retrace avec beaucoup de détails la mission de Jacobus de Marchia, qui fut envoyé en Hongrie pour combattre les progrès des doctrines de Jean Huss; puis celle du cardinal Julian, qui engagea le roi Wladislas Ier à rompre le traité conclu avec les Turcs et à commencer les hostilités, ce qui amena la défaite de Varna (1444), où tomba le roi magyar. Les relations de Jean Hunyad, gouverneur pendant la minorité de Ladislas V, avec le pape Nicolas V, le rôle joué par Saint-Jean Capistrano et par Carvajal en Hongrie terminent ce chapitre. Le deuxième est entièrement consacré au règne de Mathias Corvin (1458-1490), dont Mgr Fraknói est l'historien attitré. Il n'a pas seulement écrit l'histoire de ce règne (1890, traduction allemande 1891), mais il a publié aussi la Correspondance de Corvin avec les souverains étrangers (1893, 1895). Les papes Pie II, Paul II, Sixte IV et Innocent VIII ont entretenu des relations suivies avec le puissant monarque, qui savait maintenir son indépendance même vis-à-vis du Saint-Siège. Après sa mort, la Hongrie tombe en décadence sous Wladislas II et le jeune Louis II. Cette décadence aboutit au désastre de Mohács. Les papes Alexandre VI, — il était en même temps abbé mitré de Péterváraд, — Jules II, Léon X, Hadrien IV, Clément VII font tous leurs efforts pour conjurer le péril turc; Campeggio et Burgio, légats du Saint-Siège, prêchent la croisade, cherchent du secours un peu partout, mais c'est en vain : les Mahométans restent vainqueurs et subjuguent pour cent cinquante ans le pays.

Il est curieux de noter qu'un des concurrents les plus sérieux de Léon X au conclave fut le cardinal hongrois Thomas Bakócz, qui a séjourné à Rome de 1511 à 1513, est revenu pour prêcher la guerre sainte contre les Turcs et ne réussit qu'à exciter une jacquerie (1514).

L'ouvrage de Mgr Fraknói est admirablement documenté; il n'y a pas moins de 1,341 notes qui renvoient aux sources. Dans la bibliographie, très complète, nous voyons l'auteur lui-même figurer avec vingt-sept livres ou articles tous relatifs à cette époque, que personne aujourd'hui, ni en Hongrie ni ailleurs, ne connaît mieux que lui.

3° Les hommes politiques hongrois ne trouvent guère de loisirs pour écrire des ouvrages historiques; quelquefois cependant ils prennent la plume et composent des livres où les vues ingénieuses abondent et où éclate une certaine supériorité que donne le maniement des affaires. Ainsi, Béla Grünwald a donné deux volumes sur l'*Ancienne Hongrie* et sur Étienne Széchenyi qui resteront. M. Akos Beöthy nous présente, dans deux volumes compacts, ses idées sur le *Développement de la constitution hongroise* et sur les luttes qu'elle a dû soutenir au cours des siècles (*A magyar államiság fejlödése, küzdelmei*. Budapest, Athenaeum, s. d. (1901, 1902), t. I, xxxii-895 p.; t. II, 392 p. in-8°). Comme l'auteur le dit dans sa préface, c'est le résumé de son travail politique et parlementaire depuis bientôt quarante ans. Ne cherchons pas dans l'œuvre de M. Beöthy un exposé systématique appuyé de références et de ren-

vois aux sources. Non, ce sont plutôt des causeries spirituelles d'un homme qui a énormément lu, qui connaît les principaux historiens français, anglais et allemands, qui a l'habitude de comparer les constitutions des différents pays, de suivre les changements que ces pays ont subis et d'en montrer les conséquences. M. Beöthy, en parlant du moyen âge hongrois, fait des parallèles très intéressants ; malheureusement, ces parallèles dégénèrent souvent en hors-d'œuvre, de sorte que l'ouvrage produit l'impression d'une causerie à bâtons rompus où l'auteur mêle le présent au passé.

Le premier volume, qui porte comme devise ce mot toujours vrai du jurisconsulte Verböczy : « Regnum istud Hungariae, cum partibus sibi subjectis, in medio faucibusque hostium situm et positum est. Quod gladio semper et armis tutari defendique solet, » embrasse toute l'histoire constitutionnelle de la Hongrie depuis l'époque arpadienne jusqu'en 1825. Il se divise en trois parties. La première expose la constitution magyare, sa lente formation, les assauts qu'elle eut à repousser depuis la formation du royaume jusqu'à la bataille de Mohacs. Ces 200 pages donnent la quintessence des travaux des historiens magyars ; mais M. Beöthy, visant uniquement à faire ressortir *la raison d'être* de l'autonomie magyare, s'applique à nous montrer cette autonomie dès le début de l'histoire de ce peuple. Sa comparaison entre la Grande Charte anglaise et la Bulle d'or magyare, — il n'y a que sept ans de différence entre ces deux documents, — est un travail solide, qui fait bien saisir la grande parenté des deux plus anciennes constitutions de l'Europe. Ce qu'il dit du « populus Verboeczianus, » c'est-à-dire de la petite noblesse magyare, pour laquelle il a un grand faible, de la constitution de la Pologne et de l'importance du *Tripartitum* de Verböczy (1517), ce code célèbre dont la vie politique magyare s'était nourrie jusqu'en 1848, est à lire et à retenir.

La deuxième partie embrasse les deux siècles les plus tourmentés de l'histoire magyare : le XVIe et le XVIIe. M. Beöthy dit ici de dures vérités aux Habsbourg. On voit par l'exposé de M. Beöthy que la maison de Habsbourg n'avait, pendant ces deux siècles, qu'un but : faire de la Hongrie une province autrichienne ; combattre à outrance, et par tous les moyens barbares dont elle disposait, le protestantisme ; rendre la Hongrie « d'abord mendiante, puis catholique, » comme l'archevêque Kollonich, cet instrument docile de la cour de Vienne, l'avait dit. M. Beöthy trouve des paroles de blâme sévère pour le cardinal Pazmany, auquel, jusqu'ici, personne n'a osé toucher, parce qu'il est une des gloires non seulement de l'Église catholique du XVIIe siècle, mais aussi de la littérature. Mais c'était un fanatique qui, dans son prosélytisme, convertissait les grandes familles nobles au catholicisme, qui travaillait pour les Jésuites, dont il était le disciple. Le rôle néfaste joué par ces derniers est franchement exposé ; ce chapitre pourrait être comparé avec les pages remarquables que M. E. Denis, dans son récent ouvrage : *la Bohême depuis la Montagne-*

Blanche, consacre aux méfaits des Jésuites en Bohême à la même époque. M. Beöthy met, par contre, bien en relief les mérites souvent méconnus des princes de Transylvanie, de Bocskay, de Bethlen et des Rákoczy, qui, pendant la réaction autrichienne, ont su maintenir intact l'esprit national dans leur petite principauté qui rayonnait alors sur toute la Hongrie. Il reconnaît en Martinuzzi, assassiné traîtreusement par le général autrichien Castaldo, un vrai homme d'État, qu'on peut considérer comme le précurseur de ces champions de l'idée nationale magyare, dont le plus illustre représentant était le comte Nicolas Zrinyi. A côté de tels hommes, un Montecuccoli, « ce cadet de Gascogne, » comme l'appelle M. Beöthy, compte à peine, parce qu'il était incapable de comprendre la hauteur des vues militaires et politiques d'un Zrinyi. — Toujours amateur des parallèles, l'auteur nous donne dans cette partie un portrait largement brossé de Léopold Ier et de Louis XIV. Il dit très justement du premier : « La cruauté, la perfidie et l'hypocrisie, avec leurs conséquences funestes, ne peuvent pas être contrebalancées par le nombre incalculable de messes qu'il a écoutées et par le fait qu'on ne lui connaît pas de maîtresse. Son bigotisme s'alliait à merveille à la plus grande dureté, à la plus épouvantable cruauté » (p. 414). Il nous montre sa conduite envers les chefs de la conjuration de Wesselényi : Zrinyi et Frangipani.

Dans la troisième partie, M. Beöthy nous donne l'exposé de l'*époque inerte*, « vis inertiae korszaka, » c'est-à-dire depuis la défaite du dernier prince de Transylvanie, François II Rákoczy, jusqu'à l'ouverture de la diète mémorable de 1825. Pour mieux faire comprendre le but que poursuivait la maison d'Autriche, il a divisé le récit en deux parties. Il expose d'abord l'histoire intérieure de l'Autriche sous Charles VI (pour les Hongrois : Charles III), les luttes avec la Prusse, trace un joli portrait de Marie-Thérèse qu'il compare tantôt à Élisabeth d'Angleterre, tantôt à Catherine II. Comme femme, il la place au-dessus d'elles; mais il n'hésite pas à mentionner son intolérance religieuse tout à fait monstrueuse pour l'époque, son pédantisme et son imitation servile de la bureaucratie prussienne. La caractéristique de Joseph II, sans haine ni parti pris, est également bien réussie. Comme conclusion, nous avons un parallèle entre l'Autriche, au commencement du XIXe siècle, et l'Empire byzantin, qui n'est pas très flatteur pour François II. « Si la monarchie est restée debout, dit M. Beöthy, elle le doit aux sacrifices des provinces héréditaires, à la force militaire et politique de la Hongrie, mais nullement à l'administration de Vienne. » — Passant ensuite à la Hongrie, l'auteur entame une discussion en règle avec Grünwald, — on sait que cet éminent publiciste s'est suicidé, il y a quelques années, à Paris, — à propos de son volume : *l'Ancienne Hongrie (1711-1825)*. Grünwald avait tracé un tableau très sombre de cette époque; il a notamment accusé la noblesse magyare de nonchalance, de torpeur et lui a attribué la décadence de l'esprit national. M. Beöthy, de son côté, trouve que le marasme n'était pas si général. La nation, quoique épui-

sée par une lutte deux fois séculaire, travaillait avec courage ; elle s'était refaite en silence, grâce à l'autonomie des comitats, et sans le secours de l'administration autrichienne. Cependant, M. Beöthy ne pourrait pas, toutefois, nier que dans le domaine de la littérature la stagnation ne fût complète. On n'imprimait plus que des livres de prières et des almanachs. Les rares écrivains se communiquaient leurs manuscrits, mais ne publiaient presque rien. Il est vrai que quelques Jésuites recueillent les documents historiques, mais ce n'est que vers la fin du XVIIIe siècle que le souffle venu de France commence à vivifier l'arbre étiolé de la littérature magyare. Nous trouvons également que M. Beöthy est trop sévère pour Martinovics, le chef des *Jacobins* hongrois, quoiqu'il dise que même moralement il valait autant que Thugut et ses compagnons. Les Magyars, comme disait Sayous, ne devraient jamais oublier les services que Martinovics a rendus à la cause libérale.

Le tome II, qui conduit le récit jusqu'à la fondation du *Pesti Hirlap*, par Louis Kossuth (1841), se divise en deux parties. Dans la première, l'auteur établit très nettement la différence entre le système gouvernemental en Autriche et en Hongrie ; il fait ressortir l'importance des diètes qui se succédèrent de 1825 à 1841 et nous fait assister aux « préliminaires de la tempête. » Ces chapitres montrent en pleine lumière les qualités maîtresses de M. de Beöthy : une connaissance parfaite de la vie municipale magyare et du droit public, un coup d'œil perspicace pour démêler dans les institutions le génie politique de la race magyare. Comme dans le premier volume, les portraits bien réussis ne sont pas rares, tel celui de Metternich. Les comparaisons avec l'état politique et social de la France et surtout de l'Angleterre donnent à chaque chapitre un grand intérêt. — La dernière partie nous apporte enfin l'histoire détaillée des transformations profondes que la Hongrie a subies pendant cette période, peut-être la plus riche en hommes d'État et en grands talents. Celui qui la domine, au moins jusqu'en 1841, est le comte Étienne Széchenyi. M. Beöthy nous semble un peu sévère pour lui. Il lui conteste les connaissances juridiques nécessaires à un homme d'État et ne voit en lui que l'économiste utilitaire, suivant les traces de Bentham. Deák, et surtout Kossuth, l'ont dépassé comme politiques et comme légistes. Même si nous accordons à M. Beöthy que Széchenyi, dans ses réformes, a surtout insisté sur le côté pratique, utilitaire, il conviendra que les diètes de 1825 à 1841 furent autant de triomphes de ses idées, que la vie reprit grâce à son action. Il est vrai que Széchenyi ne comprit pas le rôle important que la petite noblesse avait joué dans le maintien de la constitution, qu'il se moquait souvent de ses privilèges et de cette politique des *griefs* (gravamina) qui cherchait toujours querelle à l'Autriche et restait figée dans son inaction ; mais ses pamphlets (*Crédit, Lumière, le Stade*), qui préconisaient surtout des réformes économiques, ont, malgré tout, secoué la nation de sa torpeur. Certes, il n'était pas un légiste consommé, comme Deák, que M. Beöthy appelle « le plus noble exemple des *tábla-*

birók, » c'est-à-dire des politiciens formés par le comitat; il n'avait pas non plus la fougue oratoire d'un Kossuth ni son coup d'œil perspicace; mais, malgré « son extrême nervosité, » il était l'homme de la situation; sa politique sage, un peu lente, mais bien calculée, n'éveillait pas les soupçons de la cour et aurait peut-être évité la Révolution.

M. Beöthy termine son volume avec les portraits de Kölcsey, poète et orateur, de Wesselényi et de Deák.

Cette « étude politique, » malgré quelques longueurs, est extrêmement attrayante, fait réfléchir, parce qu'elle ne suit pas les sentiers battus, et montre des connaissances historiques, juridiques et politiques peu communes.

4° Nous avons signalé le premier volume que M. E. Finaczy, professeur de pédagogie à l'Université de Budapest, a consacré à l'*Histoire de l'Instruction publique hongroise sous Marie-Thérèse* (voy. *Revue historique*, janvier-février 1901). Le tome II, qui termine l'ouvrage, vient de paraître. (*A magyarországi közoktatás története Maria Terézia korában*. Tome II, 1773-1780. Budapest, Académie, 1902, VIII-525 pages in-8°.) Il est presque entièrement consacré à la célèbre *Ratio educationis*, « l'œuvre la plus importante peut-être de la reine, » comme dit M. Finaczy. En effet, la « Ratio educationis publicae totiusque rei literariae per regnum Hungariae et provincias eidem adnexas, » promulguée en 1777, a donné une organisation solide à l'instruction publique et a servi de base, pendant plus d'un demi-siècle, à toutes les réformes. L'ouvrage de M. Finaczy donne, en treize chapitres, d'abord un coup d'œil sur le mouvement pédagogique en France et en Allemagne dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle; il esquisse les préliminaires de la réforme en Autriche et fait ressortir l'influence que les théories de La Chalotais exercèrent sur le comte Antoine Pergen, qui, de 1770 à 1772, élabora les projets. M. Finaczy passe ensuite à la Hongrie et retrace l'histoire de la seule Université que le pays possédait alors, celle de Nagy-Szombat (Tyrnavie), fondée en 1635 par le cardinal Pazmány, transférée en 1777 à Bude et de là à Pest; il retrace l'organisation de l'enseignement primaire qui prit naissance avec la *Ratio*, puis celle des écoles d'enseignement secondaire, où, avec la suppression de l'ordre des jésuites, un nouvel esprit pénétra.

M. Finaczy a, le premier, compulsé tous les documents des archives magyares et viennoises pour donner à son récit un fond solide. Il a très bien montré de quelle façon cette *Ratio*, qui, en somme, n'est qu'une réforme élaborée en France et en Allemagne, transplantée en Autriche, fut accueillie en Hongrie; comment on l'a accommodée au génie national, aux exigences des différents cultes; la part que les deux Magyars, Urményi et Tersztyánszky, prirent à l'élaboration de la réforme. Il établit les premières données exactes sur l'organisation des écoles primaires dans le Banat, dévasté pendant des siècles par les Turcs et où des comitats entiers étaient dépourvus d'école. C'est là et dans les confins militaires que le gouvernement fonde pour les habitants du culte grec-orthodoxe les premiers établissements d'instruction primaire.

L'appendice nous donne deux chapitres intéressants. Le premier traite du projet d'un séminaire grec-orthodoxe à Ujvidék (Neusatz) que Marie-Thérèse aurait voulu fonder sur le territoire magyar, mais que la chancellerie hongroise refusa net; le second, de la fondation de l'École des mines de Selmecz (1763). Cette école, située au centre de la contrée minière du Nord, devint bientôt célèbre. C'est auprès de cette école que le géologue Ignace Born fonda un Institut international de géologie dont firent partie Lavoisier, Guyton-Morveau, Klaproth, Gmelin, Werner et Pallas. En 1794, lorsque la Convention décida la création de l'École polytechnique, le rapporteur mentionna avec éloge et proposa comme modèle le laboratoire de Selmecz.

M. Fináczy a ajouté à son volume douze documents inédits dont plusieurs se rapportent à la suppression de l'ordre des Jésuites dans la monarchie des Habsbourg (1773). C'est grâce à cette suppression que la *Ratio* a pu être imposée à toutes les écoles catholiques.

L'ouvrage de M. Fináczy est une des meilleures contributions à l'histoire du règne de Marie-Thérèse et à la connaissance de la vie scolaire des Magyars au XVIIIe siècle.

5° M. Charles SCHRAUF, archiviste de l'Université de Vienne, a donné le IVe volume de la série : *les Étudiants hongrois à l'étranger* (*Magyarországi tanulók külföldön*). Dans cette série, M. Mokos avait établi la liste des étudiants magyars à l'Université d'Iéna, puis M. Schrauf celle des étudiants aux Universités de Vienne et de Cracovie. Le volume qui vient de paraître reproduit le manuscrit des *Matricules de la Natio Hungarica à l'Université de Vienne de 1453 à 1630* (*A bécsi egyetem magyar nemzetének anyakönyve*. Budapest, Académie, 1902. XCIV-544 p. in-8°). Ce manuscrit, conservé aux archives de l'Université, nous permet de suivre d'année en année cette corporation d'étudiants qui s'était organisée d'après celles de l'Université de Paris. « Nos, advertentes venerabilem Universitatem Parisiensem..., universitatem nostram in quatuor nationes velut illa distincta est... duximus dividendam, » dit un décret. Mais, tandis que les étudiants magyars à l'Université de Paris étaient englobés avec les Tchèques et les Germains dans la « Natio Anglica, » à Vienne, la « Natio Hungarica » subsistait toujours à part; on lui adjoignit cependant les étudiants slaves. La « Natio Hungarica » est mentionnée dès 1366, mais ses *Matricules* ne datent que de 1453. Nous pouvons y relever le nom de 3,296 étudiants. M. Schrauf a fait précéder la reproduction du manuscrit d'une importante introduction où il retrace les statuts de la corporation, parle de son *procurator* et de ses attributions, de ses membres, qu'il classe selon les villes magyares dont ils étaient originaires, établit la fortune de la *Natio* par des statistiques minutieuses comme s'il s'agissait du budget d'un état; décrit la fête du patron (le 27 juin, jour de la Saint-Ladislas), les cérémonies des enterrements et des anniversaires des décès et donne finalement la description du manuscrit avec deux fac-similés. L'index est très détaillé (p. 387-540). Relevons deux dates intéressant l'histoire de France.

P. 309. Année 1574, 24 juin. « Praedicto anno Henricus, dux Andegavensium, natus rex in Gallia et coronatus in Polonia (paulo ante in regem electus), Carolo rege Galliae fratre mortuo, turpiter regnum Poloniae et suos deserens in Galliam sese recipiens, die 24 junii, cum Viennam veniret, Caesar Maximilianus II, principes et tota aula ipsi ad pontem usque Lupi, vulgo Wolffspruck, obviam processerunt. » — P. 342. Année 1610. Mai. « Hoc anno in maio visi sunt duo circuli, unus albus, alter coloratus, scilicet albo, rubeo et flavo colore permixtus, et albus circulus recte circa solem aequali distantia habebat suam circumferentiam... Paulo post rex Galliarum cultro misere interfectus fuit a vilissimo quodam homine. »

6° M. Jean Karacsonyi continue ses recherches généalogiques sur les *Grandes familles hongroises jusqu'au milieu du XIVe siècle* (*A magyar nemzetségek a XIV század közepéig*). T. III. Budapest, Académie, 1901. 254 p. in-8° (voy. *Revue historique,* sept.-oct. 1902). Ce volume donne les notices depuis *Rád* jusqu'à *Zsidó*. Les familles Rátot (Rátold), Szák, Szalók, Tekele, Tomaj, Zah (Zách) sont traitées avec beaucoup de détails. Aux grandes familles, M. Karácsonyi a joint les *Familles des jobbagyones,* dont les ancêtres n'ont pas pris part à l'occupation du pays, mais qui, au XIIIe siècle, avaient obtenu les mêmes droits que les familles les plus anciennes. L'auteur donne également la liste des familles nobles de Slavonie et de la Croatie, pays qui font partie de la Couronne de Saint-Étienne depuis le XIe siècle. Un travail très utile termine ce volume : c'est l'énumération des comitats avec leurs familles respectives. I. Kont.

Grande-Bretagne. — Un Comité s'est formé pour élever un monument à la mémoire de Bède le Vénérable à Roker Point, sur le territoire de l'ancien monastère de Jarrow. Ce monument sera une croix de vingt-cinq pieds de haut, en style anglais; il coûtera 500 l. st. (130 ont déjà été souscrites). L'inscription en anglais portant que Bède mourut à Jarrow « le jour de l'Ascension 735 » suppose résolues les difficultés soulevées par Th. Mommsen sur l'exactitude de cette date traditionnelle.

— Nous avons annoncé la disparition de la *Pipe Roll Society,* morte faute d'argent. De sérieux efforts sont faits en ce moment pour la reconstituer, et ils paraissent devoir réussir. La nouvelle Société adopterait un nouveau mode de publication : les textes, au lieu d'être donnés bruts, avec les abréviations figurées, sans introduction et sans notes, seraient publiés en clair, avec tout l'appareil critique nécessaire; au lieu d'une sorte de fac-similé typographique, on aurait sous les yeux une édition savante. C'est d'après cette nouvelle méthode que l'on prépare le rôle de l'année 1176. On peut espérer que, transformée de la sorte, l'entreprise prospérera, et il est fort à désirer, pour l'intérêt des études historiques, qu'elle prospère en effet.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE[1].

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Chuquet (*Arthur*). Études d'histoire, 434.
Denis (*Samuel*). Histoire contemporaine, 329.
Hollitscher. Das historische Gesetz, 133.
Hueffer (*Hermann*). Quellen zur Geschichte von 1799 und 1800, 114.
Lindner (*Theod.*). Einleitung zu einer Weltgeschichte seit der Vœlkerwanderung, 132.
Pergamini. Histoire moderne, 217.
Ratzel (*Fried.*). Politische Geographie, 440.
Stern (*Alfred*). Geschichte Europas seit den Vertrægen von 1815, 121, 375.
Wirth (*Allrecht*). Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, 132.
Zimmermann (*Alfred*). Die Europæischen Kolonien; t. IV, 131.

ANTIQUITÉ.

Beasley (*T.-W.*). Le cautionnement dans l'ancien droit grec, 213.

ALLEMAGNE.

Acta Borussica; vol. II et III, 111.
Acten und Urkunden der Universitæt Frankfurt-a.-O.; 4e livr., 103.
Allgemeine deutsche Biographie, 218.
Bauch (*Gustave*). Die Anfænge des Humanismus in Ingolstadt, 103.
Baumann (*F.-L.*). Die Eidgenossen und der deutsche Bauernkrieg, 348.
Bax (*E. Belfort*). The Peasants' war in Germany, 1525-26, 347.
Bergengrün (*Alex.*). David Hansemann, 123.
Berner (*Ernest*). Aus dem Briefwechsel Königs Friedrich I von Preussen und seiner Familie, 110.
Bernhardi (*Th. von*). Zwischen zwei Kriegen, 128.
Bitterauf (*Theod.*). Die Kurbayerische Politik im 7jæhr. Kriege, 113.
Blumenthal (Feld-marschall Graf *von*). Tagebücher, 128.
Blumenthal (*Max.*). Bausteine zur preussischen Geschichte, 121.
Brandenburg (*Erich*). Politische Correspondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen, 342.
Bray (comte *François-Gabriel de*). Aus dem Leben eines Diplomaten der alten Schule, 120.
Bremen (*Walter von*). Voy. *Fransecky*.
Brode (*Reinhold*). Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich-Wilhelm von Brandenburg, 108.
Cardinal von Widdern (colonel *Georges*). Die Befehlsführung am Schlachttage von Spicheren, 131.
Clemen (*Otto*). Beitræge zur Reformationsgeschichte, 345.
Cornelius (*C.-A.*). Historische Arbeiten, vornehmlich zur Reformationszeit, 352.
Darmstædler (*Paul*). Das Grossherzogtum Frankfurt, 115.
Fransecky (general *von*). Denkwürdigkeiten; p. p. *W. von Bremen*, 129.
Freysledl (*Caroline von*). Erinnerungen aus dem Hofleben; p. p. *C. Obser*, 117.
Geiger (*Ludwig*). Therese Huber, 1774-1829, 119.
Gindely (*Anton*). Voy. *Hirn*.
Gætze (*Alfred*). Die zwölf Artikel der Bauern, 1525, kritish herausgegeben, 349.
Goldmann (*Salka*). Danziger Verfassungskæmpfe unter polnischer Herrschaft, 110.
Grolman (*H. von*). Ernst Eduard von Krause, 129.
Hasenclever (*Adolf*). Die Politik der Schmalkaldener, vor Ausbruch des Schmalkaldischen Krieges, 350.
Hassell (*W. von*). Geschichte des Königreiches Hannover, 125.
Haym (*Rod.*). Aus meinem Leben, 124.
Heeresbewegungen im Kriege 1870-71, 129.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

Heerwagen. Die Lage der Bauern zur Zeit des Bauernkrieges in den Taubergegenden, 347.
Hegler (*A.*). Sebastian Francks lateinische Paraphrase der Deutschen Theologie, 344.
Heydenreich (*K. Th.*). Die Belagerung von Hüningen, 118.
Hirn. Beiträge zur Geschichte des 30jähr. Krieges, aus den nachgelassenen Papieren A. Gindelys, 106.
Hofmann. Der Bauernaufstand im Badischen Bauland und Taubergrund, 347.
Hollænder. Sleidaniana, 343.
Inama-Sternegg (*K.-Th. von*). Deutsche Wirthschaftsgeschichte in den letzten Jahren des Mittelalters, 153.
Jany (*Kurt*). Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres, 108.
Kawerau (*Gustav*). Die Versuche Melanchton zur katholischen Kirche zurückzuführen, 345.
Kerber (*Dietrich*). Voy. *Mohl*.
Kern. Die Beteiligung Georges II von Wertheim am Bauernkrieg, 347.
Kohl (*Horst*). Anhang zu den Gedanken und Erinnerungen von Otto, Fürst von Bismarck, 126.
Koser (*Reinhold*). Kœnig Friedrich der Grosse, 111.
Kriege (die) Friedrichs des Grossen. 3er Teil : der 7jæhr. Krieg, 112.
Lippert (*Fr.*). Geschichte der Gegenreformation in der Oberpfalz, 104.
Manteuffel (Freiherr-*Otto von*). Denkwürdigkeiten ; p. p. *H. von Poschinger*, 123.
Mohl (*Robert von*). Lebenserinnerungen ; p. p. *D. Kerber*, 124.
Monumenta Germaniae historica, 218, 440.
Obser (*Charles*). Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden, 1783-1806, 115.
— Voy. *Freystedt* (*Caroline von*).
Osten-Sacken (Freiherr *von der*). Der Feldzug von 1812, 117.
Pastor (*L.*). Erlæuterungen und Ergænzungen zu Janssen's Geschichte des deutschen Volkes, 105.
Poschinger (*H. von*). Voy. *Manteuffel*.
Rachfahl (*Felix*). Deutschland, Kœnig Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner Mærzrevolution, 122.
Ritter (*Moritz*). Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des 30jæhr. Krieges, 106.
Roth (*F.*). Leonhard Kaiser, ein evangelischer Mærtyrer aus dem Innviertel, 346.
Ruehl. Briefe und Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Friedrich-Wilhelm III, 121.
Sayous (*André-E.*). La crise allemande de 1900-1902, 335.
Schnell (*H.*). Heinrich V der Friedfertige, Herzog von Meklenburg, 1503-52, 346.
Schreiber. Die Veranlassung der Fehde Gœtz von Berlichingen's mit dem Erzstift Mainz, 348.
Seraphim (*Aug.*). Eine Schwester des Grossen Kurfürsten, Luise-Charlotte von Kurland, 108.
Staudinger (colonel *Karl*). Geschichte des Bayerischen Heeres, 109.
Stein (Freiherr *von*). Lebenserinnerungen, 122.
Stephani. Das ælteste deutsche Wohnhau, 440.
Thurnhofer (*Fr.-X.*). Bernhard Adelmann von Adelmannsfelden, Humanist und Luthers Freund, 346.
Treuenfeld (*Br. von*). Das Jahr 1813 bis zur Schlacht von Gross-Gœrschen, 118.
Uhlirz (*Karl*). Jahrbücher des deutschen Reichs unter Otto II, 218.
Virck (*Hans*). Des kursæchsischen Rathes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-23, 342.
Volz (*G.-B.*). Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen; vol. XXVI, 112.
Waltz (*Otto*). Die Denkwürdigkeiten Kaiser Karls V, 352.
Wendland (*G.*). Versuche einer allgemeinen Volkbewaffnung in Süddeutschland, 1791-94, 116.
Winckelmann (*Otto*). Zur Geschichte Sleidans und seiner Kommentare, 343.
Wrede (*Adolf*). Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V, 341.

AUTRICHE-HONGRIE.

Beckmann (*Gustav*). Der Kamp Kaiser Sigmunds gegen die werdende Weltmacht der Osmanen, 411.
Beöthy (*Akos*). Le développement de la constitution hongroise, 443.
Finaczy. Histoire de l'instruction publique sous Marie-Thérèse, 447.
Fraknói (Mgr *Guillaume*). Relations ecclésiastiques et politiques de la Hongrie avec le Saint-Siège, 442.
Friedjung (*Heinrich*). Benedek's nachgelassene Papiere, 127.
Grünwald (*Béla*). L'ancienne Hongrie, 443.
Helfert (Freiherr *von*). Kaiser Franz I von Œsterreich und die Stiftung des Lombardo-venetianischen Kœnigreichs, 119.

Karaczonyi (*Jean*). Les grandes familles hongroises jusqu'au milieu du XIVe siècle, 449.
Lefaivre (*Albert*). Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie, 369.
Loserth. Die Gegenreformation in Graz, 1582-1585, 104.
Marczali (*Henri*). Enchiridion fontium historiae Hungarorum, 441.
Pribram. Venetianische Depeschen vom Kaiserhofe, 107.
Rabenlechner. Der Bauernkrieg in Steiermark, 349.
Schrauf (*Charles*). Les étudiants hongrois à l'étranger, 448.
Turba (*Gustave*). Beitræge zur Geschichte der Habsburger, 103, 351.
Werner (*V.*). Ursprung und Wesen des Erbgrafentums bei den Siebenbürger Sachsen, 219.

ÉGLISE.

Angot des Rotours. Alphonse de Liguori, 98.
Braunsberger (le P. *O.*). Beati Petri Canisii epistulae et acta, 105.
Friedrich (*J.*). Ignaz von Dœllinger, 124.
Immich (*Max*). Papst Innocenz XI, 109.
Lecestre. Abbayes, prieurés et convents d'hommes en France en 1766, 436.
Macler (*Frédéric*). Histoire de saint Azazaïl, 213.
Monumenta historica Societatis Jesu, 136.
Paulot (*Lucien*). Un pape français : Urbain II, 363.

ESPAGNE.

Alvarez-Maldonado. Relación de la jornada y descubrimiento del rio Manu, 148.
Amunategni (*M.-L. de*). La crónica de 1810, 146.
Angelis. Colección de obras y documentos relativos a la história de las provincias del Rio de la Plata, 147.
Armengol. Segunda memoria de las misiones de Fernando Poo, 148.
Balasi. Origenes historicos de Cataluña, 143.
Boza. Fundacion del colegio de misiones de Maquegua, 146.
Bulbena. Primer assaig de bibliografia Monserratina, 137.
Canals. Asturias, 144.
Carracido. El P. José de Acosta, 148.
Carrera. Coleccion de historiadores y documentos referentes a la independencia de Chile, 146.
Catalina y Garcia. Biblioteca de escritores de la provincia de Guadalajara, 137.
— Castilla y Léon, durante los reinados de Pedro I, Enrique II, Juan I y Enrique III, 141.
Chaves. Larra y su tiempo, 149.
Codera. Decadencia y desaparición de los Almoravides en España, 140.
Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones españolas de Ultramar, 135.
Colección de los tratados, convenios y documentos internacionales celebrados por nuestros gobiernos con los Estrados extranjeros, 135.
Concas. La escuadra del almirante Cervera, 145.
Correspondencia oficial del coronel d. Fr. Requena, primer comisario de demarcación entre los dominios de las coronas de España y Portugal, 1779-1793, 147.
Cortes de Cataluña, de Castilla, 135.
Cotarelo. Don Ramon de La Cruz y sus obras, 149.
Danvila. Historia documentada de las comunidades de Castilla, 135.
Dario. Castelar, 149.
Diaz de Escobar. Don Fr. de Leiba y Ramirez, autor dramático malagueno del siglo XVIII, 149.
Documentos históricos relativos a la rebelión de Tupac Amaru, 1780-1781, 147.
Domenech. La cuestión catalana, 141.
Ferrer. Lope de Rueda, 148.
Figueroa. Reseña histórica de la literatura chilena, 146.
Gaspar. Voy. *Muza II*.
Gómez-Muñez. La guerra hispano-americana, 145.
Gómez-Ocana. Historia clinica de Cervantes, 148.
Groussac (*Paul*). Une énigme littéraire : le don Quichotte d'Avellaneda, 224.
Historia del Tribunal del Santo Oficio de Cartagena de Indias, 146.
Isabelo de Los Reyes. Katipunán, 145.
Jordan de Urries. Jauregui, 148.
La Cruz (*Fr.-L. de*). Nuevo descubrimiento del rio Maranon, llamado de las Amazonas, 148.
Lampérez. Segovia, Toro y Burgos. Observaciones sobre algunos de sus monumentos de la edad media, 138.
Las Navas (comte *de*). El espectáculo más nacional, 150.
Medina. Collection de documents inédits pour l'histoire du Chili, 136.

Menendez y Pelayo. Homenaja en el año vigésimo de su profesorado, 139.
Mesonero. Los retrados históricos de Velázquez, 138.
Muza II, rey de Tremecen. El collar de perlas, p. p. *Gaspar*, 141.
Obregón. Epoca colonial. México viejo, 147.
Pérez. Liquidaciones coloniales, 145.
Pérez-Garcia. Historia natural, militar, civil, sagrada, del reino de Chile, 146.
Pérez de Guzmán. Velazquez, 138.
Pérez-Villamil. Estudios de historia y arte, 138.
Picón. Vida y obras de Velázquez, 138.
Posesiones españolas en la Africa occidental, 148.
Puente y Olea. Los trabajos geográficos de la Casa de Contratación, 142.
Quesada. Las reliquias de San-Martin, 147.
Retana. La imprenta en Filipinas, 139.
Rey. Las misiones de Apolobamba, 146.
Ruano. Don Martin de Acuña, espia mayor de Felipe II, 148.
Ruis. Bibliografia critica de las obras de Miguel de Cervantes Saavedra, 136.
Salazar. Crónica troyana, 136.
Saldamando et *Boloña.* Libro primero de cabildos de Lima, 147.
Serrano. Reseña histórica en forma de diccionario de las imprentas que han existido en Valencia, 139.
Soler. El fallo de Caspe, 141.
— Quien fué d. Fr. de Quevedo, 148.
Soler y Palet. Livre des privilèges de la ville de Tarrasa, 136.
Terron. Bibliografia mercantil, 137.
Tribunal (el) del Santo Oficio de la Inquisición en las islas Filipinas, 146.
Tribunal (el) del Santo Oficio de la Inquisición en las provincias del Plata, 146.
Uña. Las asociaciones obreras en España, 149.
Valdenebro. La imprenta en Córdoba, 137.
Valmar (marquis *de*). Estúdios de historia y de critica literaria, 140.
Verdades. La guerra hispano-americana, 145.

ÉTATS-UNIS.

Burgy (*Henry*). La religion dans la société aux États-Unis, 337.
Paris (Mme *G.*). Voy. *Tower.*
Tower (*Charlemagne*). Le marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique, trad. p. Mme *G. Paris*, 315.

FRANCE.

Abbadie (*François*). Le Livre noir de Dax, 434.
Allier (*Raoul*). La cabale des dévots, 1637-1666, 90.
Baguenault de Puchesse. Voy. *Catherine de Médicis.*
Beauchamp (*M. de*). Louis XIII, d'après sa correspondance avec le cardinal de Richelieu, 85.
Bérard (*Victor*). Questions extérieures, 1901-1902, 333.
Bliard. Le cardinal Dubois, 309.
Brutails. Note sur la question de Terre-Neuve, 213.
Catherine de Médicis. Lettres, p. p. *Baguenault de Puchesse*, 84.
Chartéty. Histoire de Lyon, 319.
Chavannes (Mlle *Marie*). Voy. *Lambert d'Herbigny.*
Coquelle. L'alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre, 1735-1788, 312.
Couyba (*Dr. L.*). La misère en Agenais de 1629 à 1660, 87.
Delage. Nouvelles recherches sur l'histoire de l'ancien collège d'Auch, 436.
Fagniez (*Gustave*). Le duc de Broglie, 330.
Godard (*Ch.*). Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élection, 100.
Graffin. Les notices cadastrales de Terwel sur les villages de la frontière de Champagne en 1657, 88.
Grillot de Givry. Lourdes, 327.
Guiffrey (*Jules*). Les comptes des bâtiments du roi sous le règne de Louis XIV, 97.
Jac. Le bienheureux Grignion de Montfort, 98.
Lacordaire (le Père). Lettres à Mme la comtesse Eudoxie de la Tour du Pin, 327.
Lacour-Gayet. Un utopiste inconnu : les Codicilles de Louis XIII, 161.
Lambert d'Herbigny. Mémoire sur le gouvernement de Lyon, 1697, p. p. Mlle *M. Chavannes*, 321.
Langlois (*Ch.-V.*). Inventaire d'anciens comptes royaux, dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois, 434.
Larroquette (*Albert*). Petite histoire des Landes, 435.
Lauzun (*Ph.*). Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 83.

Laveille (le Père). Jean-Marie de La Mennais, 1780-1860, 326.
Lehautcourt (*Pierre*). Histoire de la guerre de 1870-71, 331.
Lelong (*Eugène*). Célestin Port, 423.
Lemoine (*Jean*). Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des Réformés en 1698, 94.
Lesort (*A.*). La succession de Charles le Téméraire à Cambrai, 435.
Locard. Le XVIIe siècle médico-judiciaire, 89.
Longnon (*Auguste*). Pouillés de la province de Rouen, 434.
Malet (*Albert*). Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand, 325.
March (*Lucien*). Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie, 324.
Marion (*Marcel*). L'impôt sur le revenu, principalement en Guyenne, 307.
Martin-Saint-Léon. Cartells et trusts, 338.
Maugras (*Gaston*). Le duc et la duchesse de Choiseul, 313.
— La disgrâce du duc et de la duchesse de Choiseul, 315.
Ménière (Dr *Prosper*). Journal, p. p. son fils, 327.
Molinier (*Auguste*). Obituaires de la province de Sens, 434.
Noailles (vicomte *de*). Marins et soldats français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance des États-Unis, 1778-83, 318.
Pagart d'Hermansart. Les feux de joie à Saint-Omer et dans le nord de la France, 436.
Pariset (*E.*). Histoire de la fabrique lyonnaise, 320.
Pruvost (*Th.*). Le général Deplanque, 1820-89, 331.
Quentin-Beauchart. Études et souvenirs sur la deuxième République et le second Empire, 328.
Seilhac (*Léon de*). Les grèves, 334.
Spoelberch de Lovenjoul (vicomte *de*). Une page perdue d'Honoré de Balzac, 325.
Thierry-Mieg (*Aug.*). Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIXe siècle, 322.
Uzureau (abbé). L'enseignement secondaire en Anjou au XVIIIe siècle, 435.
Valès. Extrait des œuvres de Quinet, 76.
Vandervelde. L'exode rural et le retour aux champs, 339.
Wahl (*Ad.*). Studien zur Vorgeschichte der franzoes. Revolution, 114.

GRANDE-BRETAGNE.

Fortescue (*J. W.*). History of the british Army, 220.
Gilbert (capitaine *G.*). La guerre sud-africaine, 332.
Mélin (*Albert*). L'Inde d'aujourd'hui, 338.
Reich. A new student's Atlas of english history, 220.
Reports of the r. Commission on historical manuscripts, 221.
Salomon (*Felix*). William Pitt, 113.

ITALIE.

Ghio (*Paul*). Notes sur l'Italie contemporaine, 335.
Orano (*Domenico*). Il sacco di Roma 1527, 159.
Persico. Diomede Carafa, 158.
Rodocanachi. Les infortunes d'une petite-fille d'Henri IV : Marguerite d'Orléans, grande-duchesse de Toscane, 1645-1721, 99.

PAYS-BAS
(BELGIQUE ET HOLLANDE).

Hamande et *Burny*. Histoire, exposé des opérations et statistique des caisses d'épargne en Belgique, 217.
Jacquin (le R. P.). Étude sur l'abbaye de Liessies, 435.
Julin (*A.*). Les grandes fabriques en Belgique vers le milieu du XVIIIe s., 217.
Kurth (*G.*). Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert-en-Ardenne, 439.
Lannoy (*Fl. de*). Origines diplomatiques de l'indépendance belge; la conférence de Londres, 1830-31, 217.
Masoin. Histoire de la littérature française en Belgique, 1815-1830, 216.

ORIENT
(ÉTATS DES BALKANS).

Kunz. Der Serbish-Bulgarische Krieg, 131.
Orlovitch (*Paul*). La question de la Vieille-Serbie, 336.

RUSSIE.

Bourguet (*Alfred*). Le tsar Alexandre III, 336.
Dembinski. Politique de la Russie et de la Prusse à l'égard de la Pologne. 1768-91, 223.
Kowalevsky (*Max*). Institutions politiques de la Russie, 336.

SUISSE.

Anshelm (*Valerius*). Die Berner Chronik, p. p. *E. Blœsch*, 343.
Blœsch. Voy. *Anshelm*.
Claassen (*Walter*). Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Ulrich Zwingli, 349.
Dunant (*Émile*). Quellen zur Schweizer Geschichte, 117.
Egli (*Emil*). Analecta reformatoria, 344.
Finsler (*G.*). Voy. *Wyss*.
Rott. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, 81.
Wyss (*Bernhard*). Chronik, p. p. *G. Finsler*, 343.

BIBLIOGRAPHIE.

Berlière (*dom U.*). Aux archives vaticanes, 217.
Brassinne (*Joseph*). Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des Catalogues d'actes, 216.
Delisle (*Léopold*). Fac-similé de livres copiés et enluminés pour le roi Charles V, 423.
Facsimilés de mss. grecs, latins et français exposés dans la galerie Mazarine à la Bibliothèque nationale, 213.
Jewish Encyclopedia (the), 151.
Lacombe (*Paul*). Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle, 423.
Lasteyrie (*Robert de*). Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes, 436.
Meyer's Grosses Conversation-Lexikon, 440.

IDÉES MORALES ET POLITIQUES.

Demolins. A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir? 334.
Demongeot (*Marcel*). Citoyen et soldat, 335.
Ostrogorski. La démocratie et l'organisation des partis politiques, 214.
Richard (*Gaston*). L'idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire, 340.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

Alfred Bourguet. Le duc de Choiseul et la Hollande; *suite et fin* 1, 225
Achille Viallate. Les préliminaires de la guerre hispano-américaine 242

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

Eug. d'Eichthal. Carlyle et le Saint-Simonisme. Lettres à Gustave d'Eichthal 292
Aug. Fournier. Marie-Louise et la chute de Napoléon . . . 13
Œlsner. Fragments et Mémoires relatifs à la Révolution française, publ. par Alfred Stern; *suite* 53

BULLETIN HISTORIQUE.

Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme, par Alf. Stern 341
— Publications relatives à l'histoire moderne et contemporaine, par M. Philippson 103
Espagne, par R. Altamira 135
France. G. Paris, art. nécrologique, par G. Monod 63
— Le centenaire d'Edgar Quinet, par G. Monod . . . 75
— Époque moderne, par H. Hauser 81, 307
— Époque contemporaine, par A. Lichtenberger. . . 325
Italie. Les Congrès et les Jubilés, par G. Monod 353

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

K. Th. von Inama-Sternegg. Deutsche Wirthschaftsgeschichte. (**G. Blondel.**) 153
The Jewish Encyclopedia. (**Israel Levi.**) 151
E. Lacour-Gayet. Les codicilles de Louis XIII. (**G. Monod.**). 161
Albert Lefaivre. Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie. (**I. Kont.**). 369
D. Orano. Il sacco di Roma di 1527. (**E. Rodocanachi.**) . . 159
Lucien Paulot. Un pape français : Urbain II. (**B. Monod.**) . 363
T. Persico. Diomede Carafa. (**J. Guiraud.**) 158
Alfred Stern. Geschichte Europas seit den Vertraegen von 1815. (**Ant. Guilland.**). 375

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

Pages

1. Abhandl. der k. Gesellschaft d. Wissenschaften (Gœttingen) 191
2. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin). 401
3. K. Akademie der Wissenschaften (Munich) 400
4. Annalen des histor. Vereins f. d. Niederrhein . . . 191
5. Archiv d. histor. Vereins von Unterfranken 401
6. Archiv für Hessische Geschichte 402
7. Archiv für katholisches Kirchenrecht 399
8. Archiv für Papyrusforschung 400
9. Baltische Studien 192
10. Beitræge zur alten Geschichte 185
11. Bremisches Jahrbuch 193
12. Byzantinische Zeitschrift 186
13. Deutsche Rundschau 190
14. Freiburger Diœcezan-Archiv 193
15. Gœttingische gelehrte Anzeigen 188
16. Hermes 187
17. Historisches Jahrbuch 184
18. Jahrbuch des k. d. archæol. Instituts 397
19. Jahrbuch f. d. Geschichte d. Herzogtums Oldenburg . 194
20. Jahrbücher d. Vereins f. Meklenburg. Geschichte . . 194
21. Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Kœln 402
22. Mitteilungen des k. d. archæolog. Instituts 186
23. Neue Heidelberger Jahrbücher. 402
24. Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum . . . 397
25. Neues Archiv 188
26. Neues Archiv f. Sæchsische Geschichte 195
27. Preussische Jahrbücher 190, 402
28. Westdeutsche Zeitschrift 403
29. Zeitschrift des d. Palæstina- Vereins 404
30. Zeitschrift d. Gesellschaft f. Breisgau 195
31. Zeitschrift d. histor. Gesellschaft f. d. Provinz Posen . 405
32. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Niedersachsen . . . 195
33. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Schwaben 196
34. Zeitschrift d. Vereins f. Thüringische Geschichte . . 404
35. Zeitschrift für ægyptische Alterthumskunde 399

ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace 171

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Archiv d. Vereins f. Siebenbürg. Landeskunde . . . 405
2. Budapesti Szemle 409

Pages
3. Bull. international de l'Acad. des sciences de Cracovie. 198, 406
4. Carinthia 196
5. Mittheilungen d. Instituts f. œsterr. Geschichtsforsch. 196
6. Századok 407
7. Wiener Studien. 197, 405
8. Zeitschrift d. d. Vereins f. d. Gesch. Mæhrens . . . 198

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana. 172
2. Annales de l'Académie royale d'archéologie 172
3. Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles . . 173
4. Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg . 172
5. Annales du cercle archéologique de Mons 173
6. Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. . 173
7. Archives belges (les) 173
8. Bulletin bibliographique du Musée belge 175
9. Bulletin de l'Académie royale flamande. 175
10. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie 175
11. Bull. de la Classe des lettres de l'Académie royale . . 176
12. Bulletin de la Commission royale d'histoire. . . . 176
13. Bulletin de la Société d'histoire de Gand 177
14. Bulletin de la Société royale de géographie 177
15. Bulletin de la Société des Mélophiles de Hasselt. . . 176
16. Bulletin de l'Institut archéologique liégeois 176
17. Fédération archéologique et historique de Belgique. . 177
18. Jadis 178
19. Leodium 178
20. Musée belge (le). 179
21. Muséon (le) 179
22. Ons Hemecht 180
23. Revue belge de numismatique. 181
24. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous 180
25. Revue bibliographique belge 180
26. Revue de l'Instruction publique 181
27. Revue de l'Université de Bruxelles 182
28. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain 182
29. Revue générale 184
30. Revue historique de l'ancien pays de Looz 184

DANEMARK.

1. Aarbøger for nordisk Oldkyndighed. 411
2. Danske Magazin 411
3. Oversigt over videnskabernes Selskabs Forhandlinger . 410
4. Videnskabernes Selskabs Skrifter 411

ESPAGNE.

1. Boletin de la r. Academia de Barcelona. 211

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. 391

Pages
2. Académie des sciences morales et politiques 168, 394
3. Ami (l') des Monuments et des Arts. 167
4. Annales de Bretagne 169, 396
5. Annales de Géographie 167
6. Annales de l'Est 395
7. Annales des sciences politiques 168
8. Annales du Midi 396
9. Bibliographe moderne (le) 387
10. Bibliothèque de l'École des chartes 383
11. Bulletin critique 162, 387
12. Bulletin de Correspondance hellénique 385
13. Bulletin de littérature ecclésiastique. 166
14. Bulletin hispanique 165
15. Bulletin italien 165
16. Correspondance (la) historique et archéologique . . . 162, 384
17. Études par des PP. de la Compagnie de Jésus . . . 168, 388
18. Journal des Sciences militaires 386
19. Mélanges d'archéologie et d'histoire 164
20. Nouvelle Revue historique de droit 166, 386
21. Polybiblion 162, 387
22. La Révolution française. 164, 384
23. Revue africaine. 170
24. Revue archéologique 385
25. Revue bourguignonne. 170
26. Revue critique d'histoire et de littérature 163, 388
27. Revue de Gascogne 170
28. Revue de l'Agenais 396
29. Revue de l'histoire des religions 166
30. Revue de Paris (la) 389
31. Revue de Saintonge et d'Aunis 396
32. Revue des Deux-Mondes 389
33. Revue des Études anciennes 165
34. Revue des Études grecques 385
35. Revue des Études historiques 165, 382
36. Revue d'histoire de Lyon 170
37. Revue d'histoire diplomatique. 382
38. Revue d'histoire moderne et contemporaine 165, 382
39. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major. 167, 386
40. Revue générale du droit. 167
41. Revue historique et archéologique du Maine 397
42. Revue militaire des armées étrangères 386
43. Société de l'histoire de Paris 169, 395
44. Société de l'histoire du Protestantisme français . . . 395
45. Société nationale des Antiquaires de France 169, 394

GRANDE-BRETAGNE.

1. The Athenaeum 198, 411

Pages
2. Edinburgh Review. 199, 413
3. The English historical Review 412
4. The Nineteenth Century 199
5. Quarterly Review 201, 415
6. Review of histor. public. relating to Canada 202, 417

ÉTATS-UNIS.

1. American (the) historical Review 204

ITALIE.

1. Archivio della Società romana di storia patria . . . 207
2. Archivio storico italiano 207, 421
3. Archivio storico lombardo 207
4. Archivio storico per le provincie Napoletane 208
5. Archivio storico Siciliano 208
6. Atti e Memorie della r. Deputazione di Romagna . . . 208
7. Bullettino dell' Istituto storico italiano 209
8. Miscellanea di storia italiana 209
9. Nuovo Archivio veneto 209
10. Studi e documenti di storia e diritto 210
11. Studi storici 210
Chronique et Bibliographie 213, 423
Index bibliographique 450

SUISSE.

1. Bollettino storico della Svizzera italiana 212, 421

ERRATUM DU PRÉSENT NUMÉRO.

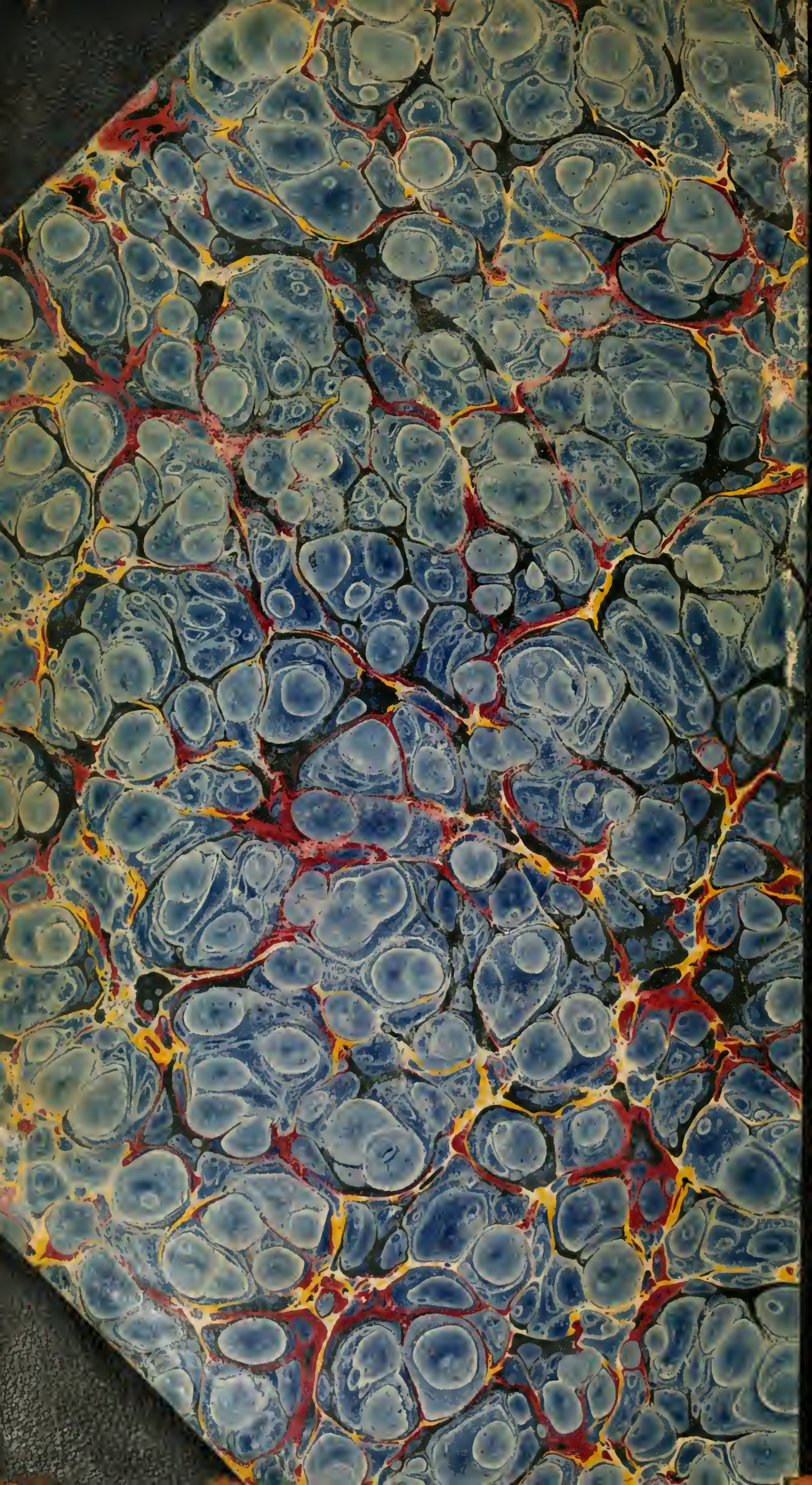
Page 360, *avant-dernière ligne. La phrase doit être rectifiée comme suit :* Le gouvernement prussien avait envoyé cinq délégués : MM. Harnack, Wilamowitz, Gierck, Kehr et Bücheler.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

D
1
R6
t.82

Revue historique

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY